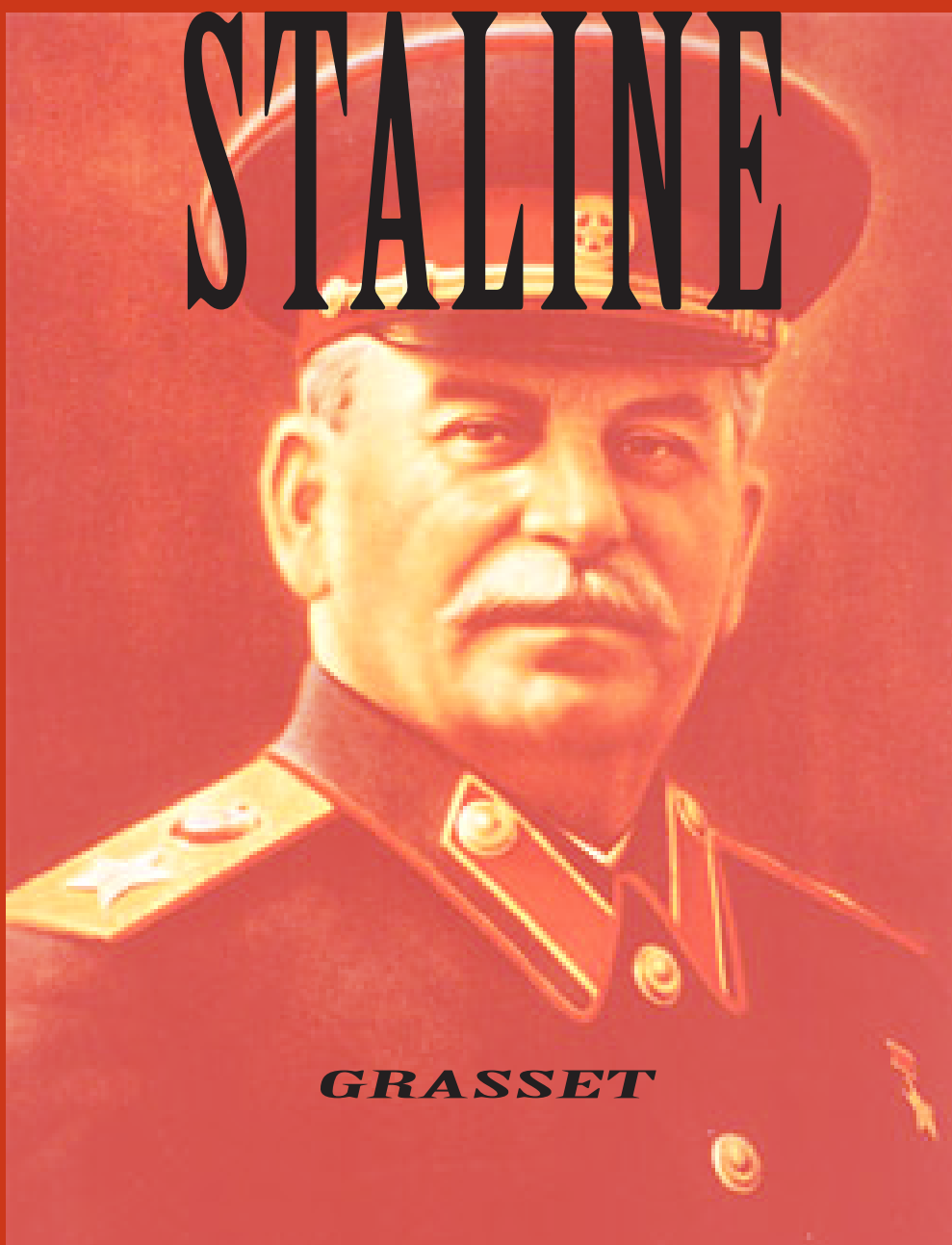


**LÉON TROTSKI**



***GRASSET***



# LÉON TROTSKI

# STALINE

*« (...) Staline représente un phénomène absolument exceptionnel. Il n'est ni penseur ni écrivain, ni orateur. (...) Il prit possession du pouvoir, non grâce à des qualités personnelles, mais en se servant d'une machine impersonnelle. Et ce n'était pas lui qui avait créé la machine, mais la machine qui l'avait créé ; avec sa puissance et son autorité, elle était le produit de la lutte, longue et héroïque, du Parti bolchevik (...). Lénine l'avait créée en une association constante avec les masses (...). Staline se borna à s'en emparer. »*

**GRASSET**

*Ceux qui trouvent sans chercher, sont ceux qui ont longtemps cherché sans trouver.*  
Un serviteur inutile, parmi les autres

DÉCEMBRE 2010

Scan, ORC  
John Doe le coco

Relecture, corrections, mise en page  
LENCULUS

Pour la **Librairie Excommuniée Numérique** des **CUrieux de Lire les USuels**

## BIOGRAPHIE

(extrait de l'ouvrage de Pierre Broué « Le parti Bolchévique »)

Fils de paysan juifs, étudiant, social-démocrate en 1896, déporté en 1898, s'évade, émigre, rencontre Lénine qui le fait coopter au comité de rédaction de l'*Iskra*. Se range du côté des mencheviks au congrès de Londres, s'en éloigne avant 1905, sans pour autant se rapprocher de Lénine, à qui il reproche ses méthodes dictatoriales et son « jacobinisme ». En 1905, vice-président, puis président du Soviet de St-Petersbourg. Condamné et déporté. Évadé de nouveau, émigre. Formule avec Parvus (Helphand) la théorie de la « révolution permanente ». Fonde à Vienne le journal *Pravda* et se fait le défenseur de l'unité de tous les social-démocrates, des bolcheviks aux liquidateurs compris : vives polémiques avec Lénine. En réplique à la conférence de Prague, organise, en août 1912, à Vienne, une conférence d'unification à laquelle les bolcheviks refusent de participer ; il quitte peu après le « bloc d'août ». En liaison avec l'organisation interrays de St-Petersbourg, internationaliste et collaborateur de *Nache Slovo*, à Paris (d'où il est expulsé en septembre 1916 pour Irun en Espagne. La police espagnole l'arrête et l'embarque de force, avec sa famille, pour les Etats-Unis). A New York pendant la guerre il collabore au journal *Novy Mir*. Rédige le manifeste de la conférence de Zimmerwald. Revient en Russie en mai 1917 : d'accord avec les thèses d'avril de Lénine qu'il considère comme un ralliement à la révolution permanente, ayant définitivement renoncé à l'espoir de rassembler toutes les « fractions » et toute « conciliation », il travaille à l'unification entre l'organisation interrays et le parti bolchevique. Élu au C.C. au congrès d'unification, en août 1917, alors qu'il est en prison. Président du soviet de Petrograd et du comité militaire révolutionnaire, il dirige l'insurrection. Commissaire aux affaires étrangères en 1917-1918, démissionnaire lors de la paix de Brest-Litovsk, Commissaire à la guerre de 1918 à 1925, principal organisateur de l'Armée Rouge, membre du Bureau Politique de 1919 à 1927. Entre en conflit avec la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline en 1923, dans le débat sur le « cours nouveau » (titre de l'ouvrage de Trotsky, qui analyse et préconise des remèdes et des mesures, visant à changer l'évolution du parti bolchevik qui tend vers la « bureaucratisation »). En 1926 il se rapproche de Zinoviev et Kamenev et dirige avec eux l'opposition unifiée. Exclu en 1927, déporté à Alma-Ata. Expulsé d'U.R.S.S. en 1929, vit en Turquie (Prinkipo), en France (de juillet 1933 à juin 1935), en Norvège (de juin 1935 à septembre 1936), enfin au Mexique. En juillet 1929 il entame la publication d'un *Bulletin de l'opposition* mensuel en russe. Il met sur pied, après une première conférence en avril 1930, un secrétariat international provisoire de l'Opposition communiste. Écrit de nombreux ouvrages, organise l'opposition de gauche, puis crée la IV<sup>e</sup> Internationale le 3 septembre 1938 avec 25 délégués, représentant 11 pays. Il sera l'un des principaux accusés absents des procès de Moscou. Assassiné en août 1940 par un agent de Staline (Jackson Mornard).

*Pour plus de détails, se reporter à l'autobiographie de L. Trotsky : Ma vie*





Staline, Trotski et Kalinin

## NOTE DU TRADUCTEUR

Lorsque, le 1<sup>er</sup> novembre 1933, Léon Trotsky vient s'installer à Barbizon, il a décidé d'écrire une biographie de Lénine, ce qui, informe-t-il un correspondant, doit lui prendre un an. Mais des, contre-temps de toutes sortes se multiplient. Fin 1935, installé en Norvège, il a terminé quinze chapitres, mais quinze chapitres qui ne vont pas au-delà de 1893 et qui seront publiés en 1936 par les Editions Rieder sous le titre la Jeunesse de Lénine. Dans d'autres pays, les éditeurs préfèrent attendre, afin de publier l'ouvrage dans son ensemble.

Au début de 1936, Trotsky travaille à son Lénine, mais des ennuis de santé, les, préoccupations de l'actualité politique, bientôt le procès Zinoviev-Kaménev le forcent à interrompre son travail. C'est ensuite, en septembre, l'internement par le gouvernement norvégien, puis, en décembre, le départ pour le Mexique. La première moitié de, l'année 1937 est, prise par le procès Radek-Piatakov, puis par les travaux de la Commission Dewey. En juillet 1937, Trotsky revient à son Lénine, mais son travail est bientôt interrompu par le départ de sa dactylo russe.

Devant ces retards, l'éditeur américain (Doubleday Duran) perd patience et, au début 1938, transfère le contrat à une autre maison d'éditions américaines (Harper and, Brothers) dont le représentant suggère que Trotsky écrive d'abord un livre sur Staline. Trotsky accepte et un contrat est signé pour les deux livres, celui sur Staline et celui sur Lénine, le Staline devant venir le premier. Trotsky a d'autant plus facilement consenti à ce changement que tous les matériaux qu'il a déjà réunis sur le mouvement socialiste, en Russie jusqu'en 1917 peuvent être utilisés aussi bien pour le Staline que pour le Lénine.

Lorsque Trotsky est assassiné en août 1940, il laisse le Staline inachevé, mais fort avancé. Le traducteur américain, Charles Malamuth, s'était déjà mis au, travail du vivant de Trotsky et, fin 1941, l'édition américaine du livre est imprimée par Harper and Brothers Mais au moment même où le livre est sur le point d'être mis en vente survient Pearl Harbor. Sous la pression du gouvernement soviétique, le gouvernement américain conseille à Harper and Brothers de surseoir à la diffusion du livre, et l'édi-

teur obtempère. C'était l'époque où l'on recherchait les bonnes grâces de l'Oncle Jo. Néanmoins, un exemplaire du livre fraîchement imprimé est déposé à la Bibliothèque du Congrès des Etats-Unis, à Washington. C'est ainsi que pendant plusieurs années le livre vécut dans les limbes de la Library of Congress une existence incertaine. Etait-il publié ou non ? En mars 1946, la guerre étant finie, Harper and Brothers mit enfin le livre en vente.

En 1941, la situation s'était encore compliquée du fait que Malamuth s'était permis d'introduire, dans la traduction des chapitres inachevés du livre, des remarques personnelles qui étaient plus en accord avec ses propres vues politiques que celles de Trotsky. Natalia Sedova-Trotsky, aidée de son avocat américain, Albert Goldman, avait intenté, en octobre 1941, une action judiciaire contre Harper and Brothers pour astreindre cette maison d'édition à ne pas publier le livre sous la forme que lui avait donnée le traducteur. Le 8 novembre, le tribunal déclarait réserver sa décision. L'action judiciaire fut éteinte par la décision de Harper and Brothers de ne pas diffuser le livre. Quand le livre fut enfin mis en vente en 1946, il contenait le texte de Malamuth sans émendations.

L'édition française du livre a aussi son histoire. Les Editions Bernard, Grasset publièrent le livre en 1948. J'avais traduit du manuscrit russe les chapitres achevés par Trotsky, c'est-à-dire les sept premiers, ainsi que l'Appendice sur les trois conceptions de la révolution russe. L'Introduction et les chapitres inachevés furent traduits en partie du russe par moi (j'étais aux Etats-Unis), en partie du texte anglais de Malamuth par Alfred Rosmer ou sous son contrôle (Rosmer se trouvait à Paris). C'est Alfred Griot, dit Rosmer qui donna au manuscrit français sa forme définitive et traita avec l'éditeur. Dans les chapitres inachevés, les interpolations les plus répréhensibles de Malamuth avaient été éliminées.

Pour la présente édition, j'ai revu ma traduction, faite il y a plus de trente ans, et y ait apporté quelques retouches. J'ai revu aussi les pages traduites de l'anglais par Rosmer, sans toutefois avoir toujours eu la possibilité de les confronter au manuscrit russe. Là aussi, je n'ai apporté que quelques retouches, ne jugeant pas opportun d'entreprendre un remaniement plus profond du texte.

La simple énumération des dossiers contenant les matériaux et manuscrits accumulés par Trotsky lorsqu'il travaillait son Staline remplit dix-sept pages du catalogue de la Bibliothèque Houghton, où sont conservées les archives de Trotsky. C'est dire qu'il y a là une énorme masse d'écrits, allant des chapitres achevés à de courtes notes de quelques lignes, en passant par des morceaux de plusieurs pages. C'est là que Malamuth et moi avons puisé pour établir le texte qui allait servir de base à l'édition américaine et aussi, une fois laissées de côté certaines interpolations introduites par Malamuth, à l'édition française. La publication intégrale de ces manuscrits serait évidemment souhaitable, mais elle soulève comme on peut l'imaginer, de gros problèmes. Ce ne pourrait être qu'un travail d'érudition, peu susceptible d'être rentable sur le plan commercial. Il ne pourrait donc être envisagé que si des moyens assez considérables étaient disponibles. Sous une forme commode, la présente édition offre au lecteur français l'essentiel du travail de Trotsky.

Le texte de Trotsky sur Staline appellerait bien des remarques, analyses et discussions ; mais je ne veux pas sortir ici de mon rôle de traducteur.

Mai 1979.

J. van HEIJENOORT





## INTRODUCTION

Le lecteur remarquera que j'ai traité avec infiniment plus de détail le développement de Staline pendant la période préparatoire, que ses activités politiques plus récentes. Les faits de cette dernière période sont connus de toute personne informée ; de plus, on peut trouver mes critiques de la conduite politique de Staline depuis 1923 dans plusieurs de mes ouvrages. Le but que je me suis proposé en écrivant cette biographie politique, c'est de montrer comment une personnalité de cette sorte s'est formée et comment elle parvint au pouvoir en usurpant le droit à jouer un rôle aussi exceptionnel. C'est pourquoi, en décrivant la vie et le développement de Staline durant ce temps où rien, ou presque rien, de lui n'était connu, l'auteur s'est attaché à une analyse minutieuse de faits isolés, de détails, de témoignages ; tandis qu'en appréciant la dernière période, il s'est borné à un exposé synthétique, supposant que les faits — au moins les principaux — sont suffisamment connus.

Des critiques au service du Kremlin ne manqueront pas de dire une fois encore, comme ils l'ont fait à propos de mon *Histoire de la Révolution russe*, que l'absence de références bibliographiques rend impossible la vérification de ce que l'auteur affirme. En fait, des références à des centaines et à des milliers de journaux, revues, mémoires, anthologies russes ne donneraient peu de chose au critique étranger et ne feraient qu'alourdir le texte. Quant aux critiques russes, ils ont à leur disposition tout ce qu'on peut consulter, dans les archives et bibliothèques soviétiques ; si j'avais, dans mes ouvrages antérieurs, commis des erreurs de fait, tronqué ou déformé des citations, ou m'étais livré à quelque autre usage malhonnête des documents, il y a longtemps qu'ils l'auraient bruyamment signalé. Or je n'ai jamais vu dans les innombrables écrits anti-trotskistes une seule référence à un usage incorrect des sources que j'ai utilisées. J'ose penser que ce seul fait est, pour le lecteur étranger, une garantie suffisante d'authenticité.

En écrivant mon *Histoire de la Révolution russe*, j'ai négligé systématiquement les souvenirs personnels, me basant principalement sur des données déjà publiées, donc sujettes à vérification, et y ajoutant seulement ceux de mes propres témoignages déjà rendus publics et restés incontestés. Pour cette biographie, je me suis écarté de cette méthode trop rigoureuse ; ici aussi, cependant, la trame de mon récit est faite de documents, mémoires et autres sources objectives. Mais dans ces circonstances où rien ne peut remplacer le témoignage des propres souvenirs de l'auteur, j'ai considéré avoir le droit d'intercaler tel épisode de mes souvenirs personnels — jusqu'alors pour la plupart non publiés — indiquant chaque fois clairement que, dans le cas donné, je n'apparais pas seulement comme auteur, mais aussi comme témoin. Sauf ces exceptions, j'ai suivi ici la même méthode que dans mon *Histoire de la Révolution russe*.

Là plupart de mes adversaires ont concédé que mon *Histoire* est un savant, ouvrage dont la composition répond aux exigences des méthodes scientifiques. L'un d'eux, il est vrai, dans un compte-rendu publié par le *New York Times*, la rejette en bloc comme entachée de parti pris. Mais chaque ligne de son essai révèle son hostilité fondamentale à l'égard de la Révolution russe elle-même. et montre qu'il a simplement transféré son indignation sur l'historien. Telle est l'aberration habituelle de toutes sortes de subjectivistes libéraux qui poursuivent une perpétuelle querelle avec le cours de la lutte des classes. Irrités par les résultats de quelque processus historique, ils reportent leur mauvaise humeur sur l'analyse, scientifique qui révèle l'inévitabilité de tels résultats. En fin de compte, le jugement passé sur l'auteur est beaucoup plus pertinent que si tout ou partie seulement de ses conclusions était considéré comme répondant au souci d'objectivité. Sur ce point, je n'ai rien à craindre de la critique. Ce travail est bâti sur des faits et s'appuie solidement sur des documents. Il va de soi qu'on pourra relever çà et là des minimes ou partielles erreurs, dans l'importance donnée à un fait ou dans son interprétation. Mais ce que personne n'y trouvera, c'est un manque de conscience à l'égard des faits, un mépris délibéré de preuves documentaires ou des conclusions arbitraires basées uniquement sur des partis pris personnels. L'auteur n'a pas laissé échapper un seul fait, document ou témoignage, pouvant être porté au crédit du héros de ce livre. Si une minutieuse, complète et consciencieuse réunion de faits, — même d'épisodes secondaires, — si la vérification des dépositions des témoins au moyen des méthodes de la critique historique et biographique, et finalement l'insertion d'actes de la vie personnelle dans leur rapport avec le rôle de notre héros dans le processus historique, — si tout cela, n'est pas l'objectivité même, alors je demande : qu'est-ce que l'objectivité ?

Une fois encore, une nouvelle époque a apporté avec elle une nouvelle moralité politique. Et, assez étrangement, « le balancement du pendule de l'histoire » nous a reportés, sur beaucoup de points, à l'époque de la Renaissance, la dépassant même dans l'étendue et le raffinement de ses cruautés et bestialités. De nouveau, nous avons des condottieri politiques, de nouveau la lutte pour le pouvoir a revêtu un caractère ambitieux, en se donnant pour tâche de réaliser le maximum de ce qui est faisable dans le temps présent en investissant un seul individu du pouvoir gouvernemental, d'un pouvoir libéré à un degré incroyable [de toutes les restrictions antérieurement admises et considérées jusqu'alors nécessaires]. Il y eut un temps où les lois de la mécanique politique minutieusement élaborées par Machiavel étaient considérées comme le summum du cynisme. Pour Machiavel, la lutte pour le pouvoir était un théorème de jeu d'échecs. Les questions de moralité n'existaient pas pour lui, de même qu'elles n'existent pas pour un joueur d'échecs ou pour un comptable. Sa tâche consistait à déterminer la politique la plus pratique qu'il convenait de suivre dans une situation donnée, et à expliquer comment il fallait l'appliquer d'une manière implacablement

brutale, sur la base d'expériences faites dans les creusets politiques des deux continents. Cette manière d'aborder le problème s'explique non seulement par la nature du problème lui-même mais aussi par le caractère de l'époque dans laquelle il était posé. Elle découlait essentiellement de l'état de développement du féodalisme et s'affirmait en accord avec la lutte décisive pour le pouvoir entre les maîtres des deux époques — féodalisme agonisant et société bourgeoise naissante.

Mais à travers tout le dix-neuvième siècle qui fut l'âge du parlementarisme, du libéralisme et des réformes sociales (si on décide de négliger quelques guerres entre nations et quelques guerres civiles), Machiavel était considéré comme absurdement démodé. L'ambition politique était circonscrite au cadre parlementaire, et par cela même ses tendances trop aventureuses étaient refrénées. Il ne s'agissait plus de prise du pouvoir par un individu et ses valets, mais de conquérir des mandats dans le plus grand nombre possible de circonscriptions électorales. Dans cette époque de lutte pour des portefeuilles ministériels, Machiavel faisait l'effet d'un idéologue original d'un passé lointain, et brumeux. La venue d'une nouvelle époque avait amené une nouvelle et plus haute moralité politique. Mais, chose surprenante, le vingtième siècle — ce rêve escompté du nouvel âge pour lequel le dix-neuvième siècle avait lutté avec tant d'espoir — nous a ramenés aux pratiques et aux méthodes de la Renaissance !

Ce recul vers le machiavélisme le plus cruel semble incompréhensible à ceux qui vivaient jusqu'à hier dans la confiance confortable que l'histoire humaine se meut selon une ligne régulièrement ascendante de progrès matériel et culturel. Mais quoi qu'on pense de cette conception, nous pouvons tous nous dire maintenant : nulle époque du passé ne fut aussi cruelle, aussi implacable, aussi cynique que la nôtre. Politiquement, la moralité n'a pas progressé du tout par comparaison avec les modèles de la Renaissance ou avec ceux d'époques encore plus éloignées. L'époque de la Renaissance fut une époque de luttes entre deux mondes ; les antagonismes sociaux atteignaient une intensité extrême ; de là, l'acuité des luttes politiques.

Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, la moralité politique avait remplacé le matérialisme (au moins dans l'imagination de certains politiciens) uniquement, parce que les, antagonismes sociaux s'étaient atténués pour un temps et que les luttes politiques étaient devenues mesquines. Cette manière de voir se basait sur l'existence d'un accroissement général dans le bien-être de la nation et sur certaines améliorations dans la condition des couches supérieures de la classe ouvrière. Mais notre période, notre époque ressemble à celle de la Renaissance en ce sens que nous vivons sur la frontière de deux mondes : le monde bourgeois-capitaliste qui entre en agonie, et ce monde nouveau qui doit le remplacer. Les contradictions sociales sont une fois encore parvenues, à un degré d'extrême violence.

Le pouvoir politique, comme la moralité, ne se développe nullement d'une manière ininterrompue vers un état de perfection, comme on pouvait le penser à la fin du siècle dernier et pendant la première décennie du siècle présent. Politique et morale doivent passer par un cycle extrêmement complexe et paradoxal ; elles sont, directement dépendantes de la lutte des classes. On peut dire, en général, que plus, violente et plus intense la lutte des classes, plus profonde, la crise sociale, plus acharné le rôle acquis par la politique, plus concentré et plus impitoyable devient le pouvoir de l'État et plus ouvertement [doit-il éliminer les parures de la moralité].

Plusieurs de mes amis m'ont fait observer, qu'une trop grande place est réservée dans ce livre aux références, aux sources, et à une critique de ces sources. Je me rends pleinement compte des inconvénients d'une telle méthode d'exposition. Mais je n'avais pas



le choix. Personne n'est obligé de croire sur parole un auteur aussi étroitement intéressé et aussi directement engagé que je l'ai été dans la lutte avec l'homme dont il a été obligé d'écrire la biographie. Notre époque est avant tout l'époque du mensonge. Je ne veux pas dire par là que d'autres époques de l'humanité se distinguèrent par un grand respect pour la vérité, le mensonge est le fruit des contradictions, de la lutte, du heurt des classes, de la suppression de la personnalité, de l'ordre social. En ce sens, il est un attribut de toute l'histoire humaine. Il y a des périodes durant lesquelles les contradictions sociales deviennent exceptionnellement vives, quand le mensonge s'élève alors au-dessus de la moyenne, quand le mensonge devient une caractéristique de l'intensité même des contradictions sociales. Telle est notre époque. Je ne crois pas que dans toute l'histoire de l'humanité on puisse trouver quelque chose ressemblant, même de loin, à la gigantesque fabrique de mensonges organisée par le Kremlin sous la direction de Staline. Et un des principaux objets de cette institution est la fabrication d'une nouvelle biographie de Staline... Quelques-unes de ces sources furent imaginées par Staline lui-même... Sans soumettre à la critique les détails des falsifications progressivement accumulées, il serait impossible de préparer le lecteur à un phénomène tel, par exemple, que les « procès de Moscou ».

Hitler répétait avec une insistance particulière que seule la parole vivante marque le chef. Jamais, selon lui, un écrit ne peut influencer les masses comme le fait un discours. En tout cas, l'écrit ne peut faire naître le lien ferme et vivant entre le chef et ses millions de suiveurs. Ce jugement de Hitler est sans doute déterminé dans une large mesure par le fait qu'il ne savait pas écrire. Marx et Engels gagnèrent des millions de disciples sans jamais recourir à l'art oratoire ; il est vrai qu'il leur fallut de longues années pour acquérir cette influence. L'art de l'écrivain se classe plus haut, en fin de compte, parce qu'il permet d'unir la profondeur de la pensée et l'élévation de la forme. Les chefs politiques qui ne sont qu'orateurs sont invariablement superficiels. L'orateur ne peut aider à former des écrivains. Au contraire, un grand écrivain peut inspirer des milliers d'orateurs. Pourtant, il est exact que pour le contact direct avec les masses la parole vivante est indispensable. Lénine devint le chef d'un parti puissant et influent avant d'avoir l'opportunité de s'adresser aux masses par la parole. Ses interventions publiques en 1905 furent rares et passèrent inaperçues. Comme orateur parlant aux masses, Lénine n'apparaît sur la scène qu'en 1917 et alors seulement pour une très brève période, en avril, mai et juillet. Il arriva au pouvoir non comme orateur, mais avant tout comme écrivain, instructeur, propagandiste qui avait formé des cadres, y compris des cadres d'orateurs.

Sous cet aspect, Staline représente un phénomène absolument exceptionnel. Il n'est ni penseur ni écrivain, ni orateur. Il s'empara du pouvoir avant que les masses aient appris à distinguer son visage parmi les autres quand elles défilaient devant les chefs de la Révolution dans les processions traditionnelles de la place Rouge. Il prit possession du pouvoir, non grâce à des qualités personnelles, mais en se servant d'une machine impersonnelle. Et ce n'était pas lui qui avait créé la machine, mais la machine qui l'avait créé ; avec sa puissance et son autorité, elle était le produit de la lutte, longue et héroïque, du Parti bolchevik, qui était lui-même le produit d'idées, elle était le porteur de l'idée avant de devenir une fin en soi. Staline la dirigea du jour où il eut coupé le cordon ombilical qui la rattachait à l'idée et devint une chose, par elle-même. Lénine l'avait créée en une association constante avec les masses, sinon par la parole, du moins par l'écrit, sinon directement, mais avec l'aide de ses disciples. Staline se borna à s'en emparer. Pour cela, des qualités spéciales et exceptionnelles étaient nécessaires. Mais ce n'étaient pas celles du penseur, ni de l'écrivain, ni de l'orateur. Tandis que l'appareil du Parti s'était développé sur des idées, la première qualification de Staline, c'est une attitude méprisante à l'égard des idées. L'idée avait ...

## INTRODUCTION

*[Le 20 août 1940, Trotsky était frappé d'un coup mortel, assené à l'arrière du crâne au moyen d'un piolet, tandis qu'il lisait un manuscrit que venait de lui soumettre l'assassin. C'est pourquoi cette Introduction et d'autres parties de cet ouvrage restèrent inachevées.]*

Trotsky est mortellement blessé le 20 août 1940 à Mexico, dans le quartier de Coyoacán, d'un coup de piolet dans l'arrière du crâne par un agent de Staline (Jacques Mornard ou Franck Jackson, de son vrai nom Ramón Mercader). Son meurtrier est arrêté par Joseph Hansen et Charles Cornell, deux militants américains qui lui servaient de gardes du corps et de secrétaires. Ce dernier est présent au moment du meurtre mais ne réussit pas à l'empêcher. Ramón Mercader sera par la suite remis à la police mexicaine et condamné à vingt ans de réclusion, peine maximale alors en vigueur au Mexique. Il sera décoré de l'ordre de Lénine en URSS.



Avant de succomber à ses blessures, Trotsky put encore confier : « *Dites à nos amis : Je suis sûr de la victoire de la IV<sup>e</sup> Internationale.* »



Staline - 1912

# I

## LA FAMILLE ET L'ÉCOLE

Léonid Krassine, vieux révolutionnaire aujourd'hui décédé, bon ingénieur, brillant diplomate soviétique et, par-dessus tout, homme intelligent, fût le premier, si je ne me trompe, à qualifier Staline d'« Asiatique ». Ce faisant, il songeait, non à des caractères raciaux problématiques, mais à cette combinaison d'endurance, de perspicacité, de perfidie et de cruauté que l'on considérait comme propre aux hommes politiques de l'Asie. Boukharine simplifia par la suite ce terme en traitant Staline de « Gengis-Khan », apparemment pour mieux faire ressortir une cruauté poussée jusqu'à la férocité. Staline lui-même s'est, d'ailleurs, une fois qualifié d'« Asiatique » au cours d'un entretien, qu'il eut avec un journaliste japonais, mais ce n'était déjà plus au vieux sens du mot, c'était dans le sens néo-asiatique : il entendait, par cette remarque personnelle faire allusion à des intérêts communs à l'U.R.S.S. et au Japon contre l'Occident impérialiste. A considérer le qualificatif d'« Asiatique » d'un point de vue scientifique, il faut reconnaître qu'il n'est que relativement juste dans le cas qui nous occupe. Géographiquement, le Caucase et surtout la Transcaucasie sont incontestablement un prolongement de l'Asie. Mais, à la différence des Mongols-Azerbaïdjanais, les Géorgiens appartiennent à la race dite méditerranéenne, européenne. Staline manqua donc à l'exactitude quand il se qualifia lui-même d'« Asiatique ». Mais la géographie, l'ethnographie et l'anthropologie n'épuisent pas la question : l'histoire les domine.

Les montagnes et les vallées du Caucase ont retenu au passage un peu du flot humain, qui, pendant des siècles se déversa d'Asie en Europe. Des tribus et des groupes semblent s'y être figés dans leur développement, faisant du Caucase un vaste musée ethnographique. De longs siècles durant, la destinée de ces peuples demeura étroitement liée à celle de la Perse et de la Turquie ; ils restèrent ainsi dans la sphère de la civilisation de l'Asie ancienne, qui réussissait à maintenir son immobilité en dépit des secousses que lui imprimaient sans cesse les guerres et les révoltes.

Etabli dans tout autre pays, moins accidenté, le petit rameau humain de Géorgie — environ deux millions et demi d'âmes aujourd'hui — se serait sans doute entièrement résorbé dans le creuset de l'histoire. Protégés par la chaîne de montagnes du Caucase, les Géorgiens ont conservé sous une forme relativement pure leur physionomie ethnique et leur langue, que la philologie hésite encore à classer. L'écriture apparaît en Géorgie dès le IV<sup>e</sup> siècle, au moment où le christianisme y pénètre, six cents ans avant qu'il ne s'étende à la Russie de Kiev. On considère que l'épanouissement de la puissance militaire, des lettres et des arts de la Géorgie se produit entre le Xe et le XIII<sup>e</sup> siècle. Suivent des siècles de stagnation et de décadence. Les sanglantes incursions de Gengis-Khan et de Tamerlan, laisseront leurs traces dans le folklore épique de la Géorgie. A en croire l'infortuné Boukharine, elles en laissèrent aussi dans le caractère de Staline.



Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le tsar de Géorgie, cherchant protection contre ses ennemis de toujours, Perse et Turquie, reconnaît l'autorité de Moscou. La fin immédiate est atteinte, on obtient une certaine sécurité. Le gouvernement russe construit en Géorgie les routes stratégiques qui lui sont nécessaires, modernise en partie les villes et crée un réseau rudimentaire d'écoles, surtout afin de russifier ses sujets allogènes. Mais la bureaucratie de Pétersbourg ne réussira pas à substituer en deux cents ans à la vieille barbarie asiatique une culture européenne qui fait encore grandement défaut à la Russie elle-même.

En dépit de ses richesses naturelles et d'un climat providentiel, la Géorgie restait toujours un pays pauvre et arriéré. Son régime semi-féodal reposait sur une production faible et se distinguait donc par des mœurs patriarcales asiatiques, lesquelles n'excluent nullement la cruauté asiatique. L'industrie n'existait presque pas. On cultivait la terre, on construisait les habitations à peu près comme deux mille ans auparavant. Le raisin était foulé aux pieds et le vin conservé dans de grandes jarres de terre cuite. Les villes du Caucase, habitées d'un dixième à peine de la population, demeuraient, comme celles de l'Asie, des centres administratifs, militaires, commerciaux et, à un bien moindre degré, des centres artisanaux. Au-dessus des larges masses paysannes s'élevaient les nobles, ni riches ni cultivés pour la plupart, et ne différant quelquefois des paysans cossus que par leurs titres et leurs prétentions. On n'a pas eu tort d'appeler la Géorgie, avec sa petite « puissance » passée, son marasme économique présent, son soleil tutélaire, ses vignobles, son insouciance, ses multitudes d'hidalgos en détresse, l'Espagne du Caucase.

La jeune génération noble frappait à la porte des universités et, rompant avec une médiocre tradition de caste que l'on ne prenait pas trop au sérieux en Russie, se joignait aux groupements avancés des étudiants russes. Derrière les jeunes nobles venaient les paysans cossus et les petites gens brûlant du désir de faire de leurs fils des fonctionnaires, des officiers, des avocats, des prêtres. La Géorgie finissait par avoir un très grand nombre d'intellectuels, qui devaient jouer dans tous les mouvements politiques avancés et dans trois révolutions un rôle marquant, en bien des coins de la Russie.

L'écrivain allemand Rodenstedt, qui fut momentanément, en 1844, directeur d'un institut de Tiflis où se formaient les maîtres d'école, conclut que les Géorgiens sont non seulement négligents et insouciants, mais aussi moins intelligents que les autres Caucasiens ; étudiants, ils seraient inférieurs aux Arméniens et aux Tartares pour ce qui est des sciences, des langues étrangères et de l'élocution. Elisée Reclus, citant cette appréciation hâtive, supposa avec raison que cette différence pouvait s'expliquer par des causes sociales et non nationales : les étudiants géorgiens venaient des campagnes arriérées, les Arméniens étaient les fils d'une bourgeoisie urbaine... Cette différence s'effaça promptement. En 1892, au temps où Iossif Djougachvili faisait ses études en classe de seconde au séminaire, les Géorgiens, qui formaient environ le huitième de la population du Caucase, fournissaient le cinquième à peu près du nombre total des étudiants (Russes, plus de 50% ; Arméniens, 14% ; Tartares au-dessous de 3%...). Il est vrai que la langue géorgienne, qui est un des instruments les plus anciens de la culture, rend particulièrement difficile l'acquisition des langues étrangères et marque fâcheusement, la prononciation de celles-ci. Mais on ne saurait admettre que les Géorgiens manquent d'éloquence. Sous le tsarisme, ils étaient, comme les autres peuples de l'Empire, condamnés au silence. L'« européanisation » de la Russie leur permit cependant de donner au barreau, puis à la tribune parlementaire, des orateurs remarquables, même s'ils ne furent pas de tout premier plan. Iraclée Tsérételli fût sans doute le tribun



le plus éloquent de la révolution de Février. Il n'est donc point besoin de recourir aux particularités nationales pour expliquer chez Staline le manque de dons oratoires. Par son type physique, aussi, ce dernier ne donne certes guère une idée heureuse, de son peuple, considéré comme l'un des plus beaux du Caucase.

On s'accorde à trouver le peuple géorgien confiant, impressionnable, exubérant et manquant en même temps d'énergie et d'esprit d'entreprise. Reclus souligne sa gaieté, sa sociabilité, sa droiture. Le caractère de Staline cadre peu avec ces qualités, qui sautent aux yeux dans les premiers contacts avec les Géorgiens. Des émigrés géorgiens de Paris ont affirmé à Boris Souvarine que la mère de Iossif Djougachvili n'était pas géorgienne, mais Ossète, et qu'il avait donc dans les veines du sang mongol. Irémachvili — que nous retrouverons par la suite — affirme au contraire que la mère de Staline était une pure géorgienne, mais que son père, Ossète, était « un homme inculte et brutal, comme tous les Ossètes des hautes montagnes du Caucase. » Il serait difficile, sinon impossible, de vérifier ces allégations. Cela semble d'ailleurs, n'être guère nécessaire pour comprendre la physionomie morale de Staline. On rencontre dans les pays méditerranéens, dans les Balkans, en Italie, en Espagne, à côté des caractères dits « méridionaux » qui joignent l'indolence à l'impulsivité, des natures froides, dont le flegme se joint à la ténacité et à la perfidie. Le premier type domine, le second le complète par exception. Tout se passe comme si les composantes du caractère attribuées dans certaines proportions à chaque groupe national avaient été moins harmonieusement réparties sous les cieux du midi que sous ceux du nord. Gardons-nous toutefois de nous avancer trop loin dans le domaine périlleux de la métaphysique nationale.

La petite ville de Gori s'étend, dans un joli site, au bord de la Koura, à 76 kilomètres de Tiflis, sur la ligne de chemin de fer de Transcaucasie. C'est une des plus vieilles villes de Géorgie et elle a une histoire dramatique. La légende veut qu'elle ait été fondée, au XII<sup>e</sup> siècle par des Arméniens fuyant les Turcs. Elle fût plusieurs fois saccagée, car, dès lors, les Arméniens, formant surtout la classe commerçante dans les cités, se distinguaient par une grande aisance et représentaient une proie attrayante. Comme la plupart des villes d'Asie, Gori grandit lentement, en attirant peu à peu dans ses murs des Géorgiens et des Tartares des campagnes. Au temps où le cordonnier Vissarion Djougachvili vint s'y fixer, quittant son village natal de Didi-Lilo, la ville avait environ six mille habitants, d'origines diverses, plusieurs églises, de nombreuses boutiques et de nombreux cabarets fréquentés par les paysans des environs, un séminaire avec une section tartare, un collège et une école de filles.

Le servage ne fut aboli dans le gouvernement de Tiflis que quatorze ans avant la naissance du futur secrétaire général, Iossif Djougachvili. Les survivances du servage marquaient encore les relations sociales et les mœurs d'une forte empreinte. Il est douteux que les parents de Iossif aient su lire et écrire. Cinq quotidiens géorgiens paraissaient, il est vrai, en Transcaucasie ; mais leur tirage total n'atteignit pas quatre mille exemplaires. La paysannerie demeurait en dehors de l'histoire.

Les rues tortueuses, les habitations espacées, les vergers faisaient ressembler Gori à un grand village. Les maisons des pauvres y différaient peu, en tout cas, de celles des paysans. Les Djougachvili occupaient une vieille maison en torchis, aux coins renforcés de briques, dont le toit recouvert de sable laissait depuis longtemps passer le vent et la pluie. Un ancien camarade d'école de Iossif, D. Gogokhia, décrit en ces termes l'intérieur de cette famille : « La chambre n'avait pas plus de neuf archines carrées<sup>[1]</sup> et était à côté de la cuisine. On y entrait de plain-pied, du dehors ; le sol en

1 — Neuf archines carrées font quatre mètres carrés et demi, ce qui paraît peu. Un carré de neuf

était recouvert de briques. Une petite fenêtre y laissait pénétrer une lumière parcimonieuse. Une petite table, un tabouret, et un divan, une sorte de lit pliant, couvert d'une tchilopa, une natte de paille, en formaient tout le mobilier » La vieille machine à coudre bruyante de la mère s'y ajouta par la suite.

Il n'a pas été publié jusqu'ici de documents authentiques sur les Djougachvili et sur l'enfance de Iossif. Il ne doit pas en exister beaucoup. Le niveau culturel de la population était si bas que l'on se passait d'actes officiels et que la vie ne laissait presque pas de traces. Les premiers souvenirs sur la famille des Djougachvili furent écrits quand Staline avait déjà franchi le cap de la cinquantaine. Ils le furent, tantôt par des ennemis irréductibles, et pas toujours scrupuleux, de seconde main le plus souvent, tantôt par des « amis » mercenaires, sur l'initiative de commissions d'histoire du parti et, pourrait-on dire, sur commande, de sorte qu'ils se réduisent le plus souvent à des exercices de composition sur un sujet donné. Il serait trop simple de rechercher la vérité le long d'une diagonale tracée entre ces deux déformations. On peut néanmoins s'en rapprocher en confrontant les textes, en pesant le silence des uns, les exagérations des autres, en formulant un jugement critique sur la cohérence du récit même à la lumière des événements ultérieurs. Sans chercher à brosser un tableau achevé qui ne pourrait être qu'artificiel, nous nous efforcerons de soumettre au lecteur les données matérielles de nos conclusions et de nos hypothèses.

C'est dans les souvenirs d'Irémachvili, déjà mentionné plus haut, publiés en 1932, en allemand, à Berlin, sous le titre *Stalin und die Tragödie Georgiens* [Staline et la tragédie de la Géorgie], que nous trouvons le plus de détails. La physionomie politique de l'auteur, ancien menchevik devenu national-socialiste à sa façon, n'inspire pas grande confiance. On ne saurait cependant ignorer cet essai. Certaines pages y donnent, incontestablement, le sentiment de la vérité. Même les épisodes rapportés par cet auteur qui sont douteux à première vue trouvent une confirmation directe ou indirecte dans les souvenirs officiels publiés quelques années plus tard. Qu'il me soit permis de noter que des hypothèses auxquelles j'avais été amené par les silences ou les expressions évasives des auteurs soviétiques ont trouvé leur confirmation dans l'ouvrage d'Irémachvili, dont je n'ai eu connaissance qu'au tout dernier moment. On aurait tort de croire qu'Irémachvili, exilé et ennemi politique de Staline, cherche à diminuer ou à noircir ce dernier. Au contraire, il parle avec une nuance d'admiration et une exagération manifeste des capacités de Staline ; il le montre capable de sacrifices pour son idéal ; il souligne plus d'une fois son attachement à sa mère et relate, en termes presque attendrissants, son premier mariage. Étudiés de plus près, les souvenirs de cet ancien professeur au lycée de Tiflis font l'impression d'un document dans lequel se superposent plusieurs couches de données. A la base, des souvenirs d'une lointaine enfance, mais rétrospectivement revus par la mémoire et l'imagination sous l'influence de la destinée de Staline et des vues politiques de l'auteur. Ajoutons-y des détails douteux, quoique indifférents, que l'on peut expliquer par un désir chez certains auteurs de Mémoires de donner à leur production un caractère « artistique » achevé. Ces réserves faites, nous croyons pouvoir nous référer par la suite aux souvenirs d'Irémachvili.

Les biographies antérieures font toutes de Staline le fils d'un paysan du village de Didi-Lilo. Staline lui-même, en 1926, s'est dit pour la première fois fils d'ouvrier. Il n'est pas difficile de réduire cette contradiction : comme la plupart des ouvriers russes, Djougachvili père était, dans son passeport, qualifié de paysan. Cela ne met pourtant pas fin aux difficultés. Il est invariablement désigné, comme « ouvrier à la cordonnerie Alikhanov, à Tiflis ». Or la famille habitait Gori, et non la capitale du Caucase. Le père

---

archines de côté donnerait quarante et un mètres carrés, ce qui serait beaucoup. (N.D.T.)

en vivait-il séparé ? C'eût été possible si la famille était demeurée à la campagne, mais il est tout à fait invraisemblable que le père et les membres de la famille aient vécu dans des villes différentes. Gogokhia, condisciple de Iossif au séminaire, qui, comme Irémachvili, vécut avec lui, dans la même cour, et lui rendit de fréquentes visites, nous dit d'ailleurs que Vissarion Djougachvili travaillait à Gori même, rue Sobornaïa, dans la maison en torchis dont le toit laissait passer la pluie. Il reste à supposer que le père ne travailla que momentanément à Tiflis, peut-être quand sa famille se trouvait encore au village. A Gori, Vissarion Djougachvili ne put être ouvrier de fabrique, faute de fabrique, et fut un petit artisan indépendant. L'obscurité intentionnellement faite sur ce point a pour objet de ne pas affaiblir l'impression que Staline aurait des origines « prolétariennes ».

Comme la majorité des Géorgiennes, Ekaterina Djougachvili fut mère de très bonne heure. Ses trois premiers-nés moururent au berceau. Le 21 décembre 1879, quand naquit son quatrième enfant, la mère avait à peine vingt ans. A sept ans, Iossif eut la variole, qui lui laissa pour la vie les signes d'une origine authentiquement plébéienne et d'un milieu arriéré. Au visage marqué de variole, Souvarine ajoute une infirmité de la main gauche, qui, avec le rattachement de deux doigts de pied, démontre à son avis une hérédité paternelle alcoolique. L'ivrognerie des cordonniers, tout au moins en Russie centrale, était devenue proverbiale. Mais il paraît difficile de juger du degré de véracité des considérations communiquées à Souvarine par « diverses personnes », vraisemblablement des émigrés menchéviques. Le signalement de Iossif Djougachvili établi par la police politique ne mentionne aucune infirmité du bras gauche, les doigts rattachés sont mentionnés, en 1902, par le colonel Chabelsky. Il se peut que les documents de la police aient été épurés avant publication, quoique insuffisamment. Il est impossible de ne pas noter, d'autre part, que plus tard Staline portait de temps en temps un gant chaud sur la main gauche, même aux séances du Bureau Politique. On pensait que c'était à cause de rhumatismes. Mais, en fin de compte, ces traits physiques secondaires, réels ou imaginaires, ne présentent pas grand intérêt. Il nous paraît bien plus utile d'essayer d'établir les portraits véritables de ses parents et l'atmosphère de la famille.

On est d'abord frappé de voir les souvenirs passer presque entièrement le père, Vissarion, sous silence, et s'arrêter avec sympathie sur la dure vie quotidienne d'Ekaterina. Gogokhia écrit : « la mère de Iossif gagnait un maigre salaire à faire des lessives et à cuire le pain dans les maisons riches de Gori. Il fallait payer un loyer d'un rouble cinquante copecks par mois et c'était parfois au dessus de ses forces. » Nous apprenons ainsi que c'était la mère, et non le père, qui devait s'occuper du loyer. Et plus loin : « La dure existence laborieuse de la mère et la pauvreté marquèrent le caractère de Joseph », comme s'il n'y avait pas eu de père dans la famille. Un peu plus loin, l'auteur ajoute en passant cette phrase-ci : « Le père de Iossif passait toute sa journée à travailler, cousant et raccommodant des chaussures. » Mais ce travail n'a rien à voir avec la vie et les conditions matérielles de la famille. On a l'impression qu'il n'est mentionné que pour réparer une omission. Un autre condisciple du séminaire, Glourdjidzé, ignore déjà complètement le père quand il écrit que la mère de Iossif gagnait sa vie « en coupant, cousant et lessivant ». Ces silences, qui n'ont rien de fortuit, méritent d'autant plus l'attention que les mœurs locales étaient loin d'accorder à la femme un rôle dirigeant dans la famille. Loin de là, les traditions géorgiennes, puissantes parmi les montagnards têtus et conservateurs, faisaient à la femme une condition voisine de l'esclavage, ne lui permettaient pas de se mêler aux hommes, lui refusaient voix au chapitre dans les affaires, ne lui permettaient pas de punir le fils. Même à l'église, les mères, les femmes et les sœurs prenaient place derrière les pères, les époux et les

frères. Si les auteurs de souvenirs mettent la figure de la mère à la place de celle du père, c'est qu'ils veulent éviter de parler de Vissarion Djougachvili. La vieille Encyclopédie russe, constatant la frugalité extrême des Géorgiens, ajoute que « sans doute n'y a-t-il pas d'autre peuple au monde qui boive tant de vin ». En s'installant à Gori, Vissarion perdit vraisemblablement ses vignes, mais en ville les cabarets n'étaient pas loin et la vodka y concurrençait avantageusement le vin.

Dans ce contexte, les souvenirs d'Irémachvili acquièrent un nouvel accent de vérité. Comme les autres auteurs de souvenirs, mais les devançant de cinq années, Irémachvili parle avec une sympathie émue d'Ekatérina, mère aimante pour son fils unique, aimable pour les camarades de jeu et d'école de celui-ci. Pure Géorgienne, Kéké, comme on l'appelait, était profondément religieuse. Sa vie laborieuse se passait à servir Dieu, son mari, son fils. Sa vue s'affaiblit à coudre sans cesse dans une pièce obscure et elle dut bientôt porter des lunettes. Au Caucase, d'ailleurs, la femme est presque vieille un peu passée la trentaine. Les voisins considéraient Kéké avec sympathie, sa vie étant si pénible. Le chef de famille, Bézo (Vissarion), était, selon Irémachvili, de caractère sévère et, de plus, un ivrogne sans cœur. Il dépensait en boisson le plus clair de son maigre salaire. Voilà pourquoi la mère devait se charger du double fardeau de payer le loyer et de s'occuper de la famille. Kéké voyait, avec une colère impuissante, Bézo, par son attitude envers l'enfant, « le détourner de l'amour de Dieu et des hommes et lui faire prendre son propre père en dégoût ». « Des coups immérités et terribles, rendirent l'enfant aussi dur et impitoyable que l'était son père. » Iossif commença à s'interroger avec passion sur les éternelles énigmes de la vie. La mort prématurée du père ne lui causa pas de chagrin, il se sentit plus libre. Irémachvili conclut que, de bonne heure, l'enfant reporta la rancune cachée et le désir de vengeance qu'il nourrissait envers son père sur tous ceux qui devaient avoir ou avaient quelque pouvoir sur lui. « Dès son adolescence, tous ses efforts se subordonnèrent à l'accomplissement de desseins vindicatifs. » Même, en tenant compte de l'élément d'appréciation rétrospective qu'elle implique cette conclusion garde toute son importance.

En 1930, Ekatérina, habitant à Tiflis, dans sa soixante et onzième année, une modeste chambre de l'ancien palais du vice-roi, répondit à des journalistes qui la questionnaient par le truchement d'un interprète : « Sosso (Iossif) fut toujours un gentil garçon... Je n'ai jamais eu à le punir... Il était studieux, toujours à lire ou à discuter, cherchant à comprendre toutes choses... C'était mon fils unique, je le chérissais... Son père, Vissarion, voulait en faire un bon cordonnier. Mais son père mourut quand il avait onze ans... Je ne voulais pas qu'il devînt cordonnier, je voulais en faire un prêtre. » Souvarine a recueilli, il est vrai, de tout autres renseignements, parmi les Géorgiens émigrés de Paris : « Ils ont connu un Sosso déjà dur, insensible, sans égards pour sa mère, et citent à l'appui de leurs souvenirs des faits assez pénibles. » Le biographe lui-même note que ces renseignements lui sont fournis par des adversaires politiques de Staline. Bien des légendes défavorables ont cours parmi eux ; Irémachvili, par contre, insiste sur l'attachement de Sosso pour sa mère. L'enfant ne pouvait éprouver qu'attachement pour celle qui prenait soin de la famille et le défendait contre son père.

L'écrivain allemand Emil Ludwig, portraitiste des grands personnages de notre époque, a saisi l'occasion d'user au Kremlin de son insidieuse méthode d'interrogation, qui joint une perspicacité psychologique modérée à la circonspection politique. « Aimez-vous la nature, Signore Mussolini ? Que pensez-vous de Schopenhauer, Monsieur Masaryk ? Croyez-vous à un avenir meilleur, Mister Roosevelt ? » Staline, subissant cette torture verbale, et désarmé en présence d'un illustre étranger, dessinait avec ardeur, du bout d'un crayon de couleur, des fleurettes, et des petits bateaux. Du



moins, Ludwig le raconte. Cet auteur a bâti sur le bras atrophié de Guillaume de Hohenzollern toute une biographie psychanalytique de l'ex-Kaiser, considérée, il est vrai, par le vieux Freud avec un étonnement mêlé d'ironie. Ludwig ne remarqua pas chez Staline de bras atrophié ni, à plus forte raison, de doigts de pied attachés l'un à l'autre. Il tenta en revanche d'expliquer la carrière révolutionnaire du maître du Kremlin par les corrections infligées à l'enfant par son père. Lecture faite des souvenirs d'Irémachvili, on voit quelle est la source des hypothèses d'Emil Ludwig. « Qu'est-ce qui vous a poussé à la révolte ? Peut-être vous êtes-vous révolté parce que vos parents vous traitaient mal ? — Non, répond Staline, mes parents étaient des gens simples, mais ils ne me traitaient pas mal du tout... » On aurait tort d'attribuer à ces mots une valeur documentaire. Non seulement parce que les affirmations et les négations de Staline, comme nous le verrons souvent, s'intervertissent avec facilité, mais encore parce qu'à la place de Staline tout autre se fût sans doute exprimé de même. On ne saurait en tout cas reprocher à Staline de ne point vouloir se plaindre en public de son père mort depuis longtemps. Il faut plutôt s'étonner du manque de tact de l'écrivain.

Les épreuves familiales ne contribuèrent pas seules à former la personnalité dure, volontaire et vindicative de l'enfant. De plus larges influences, celles du milieu, agissaient dans le même sens. Un des biographes de Staline raconte que le sérénissime prince Amilakhviri arrêta quelquefois son cheval piaffant devant l'échoppe du cordonnier, afin de se faire réparer une boîte endommagée à la chasse ; et le fils du cordonnier, un enfant au front bas couronné d'une abondante chevelure, regardait le prince avec haine, en mordant ses petits poings. Ce tableau nous paraît plutôt fantaisiste. Mais le contraste entre la pauvreté des gens et l'opulence relative des derniers féodaux géorgiens devait se graver profondément dans la conscience de l'enfant.

Les contrastes n'étaient pas sensiblement moindres à la ville. Les autorités locales gouvernaient de haut au nom du tsar et du vice-roi, le prince Galitsyne, satrape malfaisant, objet d'une haine générale et méritée. Les propriétaires fonciers et les commerçants arméniens étaient liés aux autorités. La masse plébéienne elle-même, en dépit de son indigence, et parfois à cause de cette indigence, était divisée en castes. Quiconque s'élevait tant soit peu au-dessus des autres défendait jalousement son rang. La méfiance du paysan de Didi-Lilo envers la ville dut devenir, à Gori, sourde hostilité envers les familles, riches ou aisées dans lesquelles Kéké allait coudre et lessiver. Les gradations sociales se faisaient brutalement sentir même à l'école, où les enfants de prêtres, de petits gentilshommes et de fonctionnaires firent maintes fois comprendre à Iossif qu'il n'était pas des leurs. D'après Gogokhia, le fils du cordonnier fut de bonne heure sensible à l'humiliante inégalité sociale. « Il n'aimait pas aller chez les gens riches. J'allais chez lui plusieurs fois par jour, mais il montait rarement chez moi, parce que mon oncle était riche... » Telles sont les origines premières d'une protestation sociale encore instinctive qui, dans la fermentation politique du pays, devait plus tard faire du séminariste un révolutionnaire.

On ne connaît, dans les couches inférieures de la petite-bourgeoisie, que deux sortes de carrières accessibles aux fils uniques ou aux enfants doués : fonctionnaire ou prêtre. La mère de Hitler rêvait pour son fils d'une carrière de pasteur. Ekaterina Djougachvili faisait le même rêve pour son fils, dans un milieu plus humble, dix ans plus tôt. Ce rêve de voir le fils en soutane suffit à montrer combien la famille du cordonnier Bézo était loin de l'« esprit prolétarien ». Elle se représentait un meilleur avenir, non comme le résultat de la lutte des classes, mais comme celui d'une rupture avec sa classe.

En dépit de son, rang social assez bas et de son inculture, le clergé orthodoxe ap-

partenait aux classes privilégiées, étant exempté du service militaire, des taxes personnelles et... des verges. Il fallut l'émancipation des serfs pour ouvrir aux paysans l'accès au clergé, ce privilège étant du reste limité par une restriction policière : une autorisation spéciale du gouverneur était nécessaire pour qu'un fils de paysan pût obtenir une fonction au sein du clergé.

Les futurs prêtres étaient formés dans plusieurs dizaines de séminaires, auxquels des écoles religieuses préparaient. Par leur place dans le régime de l'enseignement, les séminaires étaient assimilés aux institutions moyennes, avec cette différence que les sciences profanes devaient y être les humbles servantes de la théologie ! Dans la vieille Russie, les écoles religieuses étaient bien connues par l'effroyable grossièreté de leurs mœurs, leur pédagogie médiévale et l'usage que l'on y faisait du poing, sans même parler de la saleté, de la faim et du froid. Tous les péchés condamnés par les saintes écritures florissaient dans ces pépinières de piété. L'écrivain Pomialovsky entra définitivement dans la littérature russe, en 1862, par la description véridique et cruelle qu'il donna d'un séminaire dans Otcherki boursy [Esquisses d'une école religieuse]. On ne peut manquer de citer ici ce qu'un biographe dit de Pomialovsky lui-même : « Cette période de sa vie d'étudiant le rendit méfiant, renfermé, rancunier, haineux à l'égard de son entourage. » Les réformes faites sous le règne d'Alexandre II, apportèrent, il est vrai, quelques améliorations dans les parties les plus arriérées de l'enseignement religieux. Les séminaires restaient cependant, à la fin du siècle dernier, surtout en lointaine Transcaucasie, les points les plus noirs sur la carte de la « culture » russe.

Le gouvernement impérial avait depuis longtemps, et non sans verser le sang, brisé la résistance de l'Eglise géorgienne, désormais soumise au Saint-Synode de Pétersbourg. Mais le bas clergé géorgien demeurait hostile aux russificateurs. L'asservissement de l'Eglise avait ébranlé la religiosité traditionnelle des Géorgiens et préparé, même dans les campagnes, le terrain à l'influence socialiste. L'air des séminaires n'en était que plus renfermé, car ils devaient, à la fois, russifier leurs élèves et les former pour la police des âmes. Entre les maîtres et les élèves régnait une vive hostilité. L'enseignement était donné en russe, on ne consacrait que deux heures par semaine à la langue géorgienne, souvent traitée comme celle d'une race inférieure.

En 1890, peu de temps sans doute après la mort de son père, Sosso, alors âgé de onze ans, portant sous le bras une musette en indienne, entra à l'école religieuse. D'après ses camarades, il se montra zélé à l'étude du catéchisme et des prières. Gogokhia note que sa « mémoire extraordinaire » lui permettait d'apprendre sans répétition les leçons des maîtres. En réalité, la mémoire de Staline, tout au moins pour ce qui est connaissances théoriques, est tout à fait moyenne. Il fallait en tout cas, pour retenir les leçons, que l'enfant fit preuve d'une grande attention. La prêtrise lui paraissait sans doute à cette époque le couronnement de ses ambitions. La volonté aiguillonnait sa mémoire et ses capacités. Un autre de ses camarades d'école, Kapanadzé, déclare qu'en treize années d'études suivies de trente-cinq années d'enseignement, il « ne rencontra jamais d'élève aussi doué et capable que Iossif Djougachvili ». Les souvenirs de Kapanadzé manifestent un excès de zèle. Mais Irémachvili, qui écrivit son livre à Berlin et non à Tiflis, affirme que Sosso fut le meilleur élève de l'école. D'autres témoignages nuancent cette affirmation. « Pendant les premières années, dans les classes préparatoires, écrit Glourdjidzé, Iossif apprit bien, puis ses dons devinrent de plus en plus éclatants et il devint l'un des premiers élèves. » L'expression « l'un des premiers » dans un panégyrique officiel, rédigé sur commande, montre assez que Iossif ne fut pas le premier, ne dépassait pas sa classe, n'était pas un élève extraordinaire. Les Mémoires d'un autre camarade d'école, Etissabédachvili vont dans le même sens. Iossif, écrit-il, « était un

des plus pauvres et des plus doués». En d'autres termes, pas le plus capable. Il nous reste à supposer que sa place varia dans les diverses classes ou que certains auteurs, appartenant à l'arrière-garde de la science, distinguaient mal les meilleurs élèves.

Sans préciser la place de Iossif dans sa classe, Gogokhia affirme que, par ses capacités et ses connaissances, il « dépassait de loin ses condisciples ». Sosso lut toute la bibliothèque de l'école qui contenait les classiques russes et géorgiens, soigneusement choisis par les supérieurs bien entendu. Aux examens de sortie, il reçut une attestation élogieuse, « ce qui était tout à fait exceptionnel à l'époque, son père n'appartenant pas au clergé et n'étant qu'un cordonnier ». Le trait est saisissant.

En général, les souvenirs publiés à Tiflis sur « les années d'enfance du Chef » sont peu substantiels. « Sosso nous entraînait à chanter en chœur, sa voix douce et sonore entonnait les chansons populaires que nous aimions... » « Au jeu de balle, Iossif savait choisir les joueurs les meilleurs, de sorte que notre équipe gagnait toujours... » « Iossif apprit à dessiner admirablement. » Aucune de ces brillantes qualités ne s'est apparemment développée par la suite : Iossif ne devint ni chanteur, ni sportif, ni dessinateur. D'autres affirmations sont encore moins convaincantes. Ainsi, « Iossif Djougachvili se distinguait par sa modestie, c'était un bon camarade affectueux », « Il ne faisait jamais sentir sa supériorité », etc. Si tout cela était vrai, il faudrait conclure qu'avec le temps Iossif évolua dans un sens diamétralement opposé.

Les souvenirs publiés par Irémachvili sont incomparablement plus vivants et plus proches de la vérité. Il nous dépeint son camarade comme un grand garçon musclé, au visage marqué de tâches de rousseur, opiniâtre, fermé, autoritaire, sachant s'assigner une fin et l'atteindre, qu'il s'agisse de commander à ses camarades, de jeter des pierres ou d'escalader des rochers, aimant la nature, mais ne s'attachant pas aux créatures, étranger à la pitié pour les animaux ou les êtres humains. « Je ne l'ai jamais vu pleurer. » « Sosso n'avait pour les joies et les tristesses de ses camarades qu'un sourire sarcastique. » Ces remarques ont peut-être été quelque peu travaillées par la mémoire, comme les pierres se polissent dans un torrent, mais elles n'ont pas été inventées.

Irémachvili se trompe par contre certainement quand il attribue à Iossif une attitude de révolte dès l'école de Gori. Sosso aurait été quotidiennement puni en qualité de meneur, notamment pour un chahut organisé contre « l'inspecteur détesté Boutirsky ». Or les auteurs de souvenirs officiels, écrivant cette fois sans idée préconçue, font tous de Iossif un élève exemplaire en ces années-là. Gogokhia écrit : « Il était d'ordinaire sérieux, opiniâtre, n'aimant ni les gamineries ni l'inconduite. Il se hâtait de rentrer à la maison et on le voyait toujours avec un livre. » D'après le même Gogokhia, Iossif recevait de l'école une mensualité, ce qui eût été tout à fait impossible s'il avait manqué de respect à ses supérieurs et tout d'abord à « l'inspecteur détesté Boutirsky ». Les autres auteurs reportent tous les premières manifestations de rébellion de Iossif à l'époque de ses études au séminaire de Tiflis. Mais, même là, ils ne le montrent pas participant à de bruyantes protestations. Les erreurs de mémoire d'Irémachvili et de quelques autres personnes concernant les lieux et les dates de divers incidents s'expliquent du fait que le séminaire continuait l'école religieuse préparatoire. On s'explique moins qu'Irémachvili soit seul à mentionner un chahut organisé par le petit Iossif. Est-ce simple déformation de mémoire ? Iossif aurait-il joué dans certains chahuts un rôle caché que quelques-uns seulement de ses condisciples connurent ? Ceci ne serait pas en contradiction avec le caractère du futur conspirateur.

On ne voit pas bien à quel moment Iossif rompit avec la foi de ses pères. D'après Irémachvili, Sosso et deux de ses camarades chantaient volontiers dans le chœur de l'église, pendant les vacances, bien qu'il ne fût plus croyant dès les classes supérieures

de l'école. Giourdjidzé se souvient qu'à treize ans Iossif lui dit un jour : « Tu sais, on se moque de nous, Dieu n'existe pas... » Son interlocuteur s'étant récrié, stupéfait, Iossif lui recommanda de lire un livre où l'on voyait que « tout ce qu'on dit de Dieu n'est que bavardages ». « Quel est ce livre ? — Darwin, tu dois le lire absolument. » Le nom de Darwin rend tout cet épisode assez peu croyable. Il est douteux qu'un écolier de treize ans ait pu se procurer Darwin dans une petite ville perdue, le lire et en tirer des conclusions athéistes. Staline lui-même nous apprend qu'il vint aux idées révolutionnaires à quinze ans, c'est-à-dire quand il était déjà à Tiflis. Il est possible qu'il ait cessé de croire auparavant. Glourdjidzé, qui passa comme lui de l'école préparatoire au séminaire, paraît brouiller les dates et brûler les étapes. Il n'était sans doute pas difficile de renier le Dieu au nom duquel on brimait les écoliers. En tout cas, l'effort intérieur nécessaire à cette rupture était largement compensé par la diminution d'autorité morale des maîtres et des autorités en général. Ils n'étaient plus que les plus forts. D'où la formule expressive de Sosso : « On se moque de nous. » Elle nous éclaire sur sa vie intérieure et peu importe qu'il se soit exprimé ainsi à Gori ou un an ou deux ans plus tard, à Tiflis.

Quant à l'entrée de Iossif au séminaire, nous avons à choisir entre trois dates officielles : 1892, 1893, 1894. Combien de temps passa-t-il au séminaire ? Six ans, nous apprend l'Almanach du communiste. Cinq ans, nous dit un essai biographique dû à la plume de l'un des secrétaires de Staline. Quatre ans, affirme Gogokhia, son ancien camarade. La plaque commémorative apposée sur les murs de l'ancien séminaire dit, comme on peut le distinguer sur les photographies, que le « Grand Staline » fit ses études dans ces murs du 1<sup>er</sup> septembre 1894 au 29 juillet 1899, soit pendant cinq ans. Les biographes officiels éludent peut-être la date exacte parce qu'elle nous montre un séminariste déjà assez âgé. Nous préférons nous en tenir aux dates de la plaque commémorative, vraisemblablement fournies par les registres du séminaire.

Muni d'une attestation élogieuse de l'école de Gori, Iossif arrive à quinze ans pour la première fois dans une grande ville qui ne pouvait manquer de frapper son imagination : Tiflis, ancienne capitale des tsars de Géorgie. Il ne sera pas exagéré de dire que cette ville mi-asiatique, mi-européenne marqua l'adolescent Iossif pour toute sa vie. Au cours de ses quinze siècles d'histoire, Tiflis tomba maintes fois au pouvoir de l'ennemi et fut quinze fois détruite, parfois de fond en comble. Les incursions des Arabes, des Turcs, et des Persans y ont laissé jusqu'aujourd'hui des traces profondes dans l'architecture et dans les mœurs. Les quartiers européens ont été bâtis après l'annexion de la Géorgie à la Russie, quand l'ancienne capitale devint le chef-lieu du gouvernement et le centre administratif du Caucase. Au moment de l'entrée de Iossif au séminaire, Tiflis comptait plus de 150 000 habitants. Les Russes, qui forment le quart de ce nombre, sont d'une part, des sectateurs déportés, assez nombreux en Transcaucasie, de l'autre, des fonctionnaires et des militaires. Les Arméniens forment le noyau le plus important (38 %) et le plus riche de la population ; ils tiennent le commerce et l'industrie. Les Géorgiens formaient aussi à peu près un quart de la population ; ils restaient attachés à leur village ; ils étaient artisans, petits commerçants, petits fonctionnaires, officiers subalternes. « A côté des rues européennes d'aspect moderne, nous dit une description datant de 1901, s'étend le labyrinthe des ruelles sinueuses, étroites et sales, des places et des bazars purement asiatiques, entourés de boutiques ouvertes à l'orientale, de cafés, de coiffeurs... Partout circule une foule bruyante de porteurs d'eau, de portefaix, de gens à pied et à cheval, conduisant des caravanes de bêtes lourdement chargées, ânes, mulets, chameaux... On voit passer les porteurs d'eau. » Il n'y avait pas de canalisation, on manquait d'eau pendant la canicule, la poussière mordante des rues pénétrait tout, le centre était éclairé au pétrole, les faubourgs n'étaient pas éclairés du tout : telle se montrait à la jonction des deux siècles la capitale administrative et culturelle du Caucase.



« On nous conduisit dans une maison à quatre étages, raconte Gogokhia, qui arriva en même temps que Iossif, puis dans les vastes pièces de l'internat, faites pour loger de vingt à trente personnes. Nous étions au séminaire, de Tiflis. » Iossif Djougachvili, ayant terminé avec succès, à Gori, ses études préparatoires, reçut une bourse complète, y compris les vêtements, les chaussures et les livres, ce qui eût été, répétons-le, tout à fait impossible s'il s'était fait remarquer comme mutin. Ses maîtres paraissaient espérer pour lui une belle carrière ecclésiastique. Tout comme à l'école préparatoire, l'enseignement était donné en russe : la plupart des maîtres étaient Russes de nationalité et russificateurs de métier. Les Géorgiens ne pouvaient parvenir à enseigner que s'ils faisaient preuve d'un zèle redoublé. Le recteur du séminaire était un moine russe, Hermogène, l'inspecteur un moine géorgien, Abachidzé, redouté et détesté des séminaristes. « L'existence était triste et monotone au séminaire », relate Irémachvili, qui nous a donné sur ce sujet les premiers renseignements et les plus complets. « Enfermés entre les murs de cette caserne, nous nous sentions comme des condamnés innocents voués à y passer des années. Nous étions opprimés et repliés sur nous-mêmes. La gaieté juvénile, étouffée par les murs et les corridors qui nous séparaient du monde, ne se manifestait presque pas. Si, de temps en temps, notre tempérament juvénile faisait explosion, les surveillants et les moines intervenaient aussitôt. La lecture des auteurs et des journaux géorgiens nous était défendue... On craignait surtout que nous ne fussions gagnés par les idées de liberté et d'indépendance et que nos jeunes esprits ne fussent séduits par les nouvelles doctrines socialistes. Ce que l'autorité laïque nous permettait de lire, en fait de littérature, nous était défendu comme à de futurs prêtres par l'Église. Tolstoï, Dostoïevski, Tourgueniev nous demeuraient inaccessibles.

« Les journées au séminaire s'écoulaient comme dans une prison ou dans une caserne. Lever à sept heures du matin. Prière, thé, classes. Prière. Cours, avec des récréations, jusqu'à deux heures de l'après-midi. Prière. Repas : une nourriture médiocre et parcimonieuse. Sortie, de trois à cinq. Ensuite, fermeture des portes, appel nominal. Thé du soir à huit heures. Étude. Prière, puis coucher à dix heures. »

« Nous étions comme dans des oubliettes, affirme Gogokhia. Pendant les services religieux du dimanche et des fêtes, les séminaristes passaient trois à quatre heures debout, immobiles, sur les dalles de l'église, les pieds engourdis, surveillés par les moines. La longueur des services devait désapprendre la prière aux plus pieux. Aux moines qui nous surveillaient, nous dissimulions nos pensées sous des mines confites.

« La piété s'accompagnait, comme toujours, d'un esprit policier. L'inspecteur Abachidzé observait d'un œil hostile et soupçonneux les occupations des élèves. Ceux-ci remarquaient souvent, en rentrant au dortoir à la sortie du réfectoire, les traces toutes fraîches de fouilles faites en leur absence. Les moines les fouillaient d'ailleurs fréquemment eux-mêmes. Les punitions étaient de brutales réprimandes, le cachot noir, rarement inoccupé, les notes de conduite compromettant toutes espérances et, enfin, l'exclusion. Les plus faibles passaient du séminaire au cimetière. La voie du salut est ardue ! »

La pédagogie du séminaire comportait tout l'appareil imaginé par les jésuites pour dompter l'âme de l'enfant, mais sous une forme plus primitive, plus grossière, et dès lors moins efficace. Le fait dominant, c'était que l'atmosphère du pays était peu propice à la résignation. Dans presque tous les soixante séminaires de Russie, on voyait des séminaristes, le plus souvent sous l'influence des étudiants, jeter la soutane avant de l'avoir endossée, apprendre à mépriser la scolastique théologique, lire les romans à thèse, les œuvres avancées, les ouvrages de vulgarisation consacrés à Darwin et Marx. Au séminaire de Tiflis, la fermentation révolutionnaire, nourrie par l'ambiance exté-

rière nationale et sociale, avait déjà une certaine tradition. Elle s'était manifestée dans le passé par de graves conflits avec les maîtres, des révoltes ouvertes et même par l'assassinat d'un recteur. Dix ans avant l'entrée de Staline au séminaire, Sylvestre Djibladzé avait frappé un professeur qui s'était permis de s'exprimer en termes outrageants sur la langue géorgienne. Djibladzé devait devenir par la suite l'initiateur du mouvement social-démocrate au Caucase et l'un des maîtres de Iossif Djougachvili.

Les premiers cercles socialistes se forment à Tiflis en 1885 et les anciens séminaristes y prennent tout de suite une place marquante. A côté de Sylvestre Djibladzé, on y rencontre Noé Jordania, le futur chef des rnenchéviks géorgiens, Nicolas Tchkhéidzé, futur député à la Douma, président du soviet de Petrograd pendant la révolution de février 1917, et bien d'autres jeunes hommes appelés à jouer un rôle politique marquant au Caucase et même dans l'Empire. Le marxisme n'était encore en Russie qu'un mouvement d'intellectuels. Si le séminaire de Tiflis devint au Caucase le foyer principal de la contagion marxiste, c'est qu'il n'y avait pas d'université. Dans un pays arriéré, dépourvu d'industries, comme la Géorgie, le marxisme devait revêtir une forme abstraite, pour ne pas dire scolastique. Les séminaristes subissaient au moins un certain dressage intellectuel qui leur permettait de maîtriser tant bien que mal les constructions logiques. La raison profonde de l'intérêt porté au marxisme était naturellement dans le mécontentement du peuple géorgien, socialement et nationalement opprimé, mécontentement qui obligeait la jeunesse bohème à chercher une issue vers la révolution.

Iossif n'eut donc nullement à frayer une voie nouvelle à Tiflis, comme voudraient le faire croire les Plutarques soviétiques. Le soufflet assené par Djibladzé à un maître retentissait encore dans les murs du séminaire. D'anciens séminaristes dirigeaient l'opinion avancée de la ville, sans perdre le contact avec l'école, leur marâtre de la veille. Il suffisait d'une rencontre, d'un hasard, d'une impulsion occasionnelle pour qu'un jeune homme insatisfait, tendu, fier, auquel il ne manquait qu'une formule pour se trouver lui-même, entrât naturellement dans la voie des révolutionnaires. La rupture avec la religion devait être alors son premier pas. S'il faut admettre que l'écolier de Gori apportait quelques doutes, le séminaire les dissipa. Iossif y perdit le goût de la théologie.

« Il se montra tellement ambitieux au séminaire qu'il nous dépassa tous », écrit Irémachvili. Si c'est exact, ce ne fut pas pour longtemps. Glourdjidzé note que « Iossif s'intéressait à l'histoire et à la logique », ne consacrant aux autres cours que le temps indispensable pour passer les examens. Détaché des saintes écritures, il s'intéressa à la littérature, aux sciences naturelles, aux questions sociales. Des élèves des classes supérieures lui vinrent en aide. « Ayant vu les capacités et la curiosité de Iossif Djougachvili, ils se mirent à converser avec lui et à lui fournir des revues et des livres », raconte Gogokhia. « Les livres étaient les compagnons inséparables de Iossif et il ne se séparait pas d'eux, même à table », affirme Glourdjidzé. La soif de lecture était un trait distinctif de ces années de bourgeonnement printanier. Quand les moines avaient fait leur dernière ronde dans les dortoirs et éteint les lampes, les bougies clandestines sortaient des cachettes et, à leur lumière tremblotante, les lectures défendues commençaient. Iossif, fatigué par ces nuits de lectures, eut bientôt mauvaise mine. « Il se mit à tousser, raconte Irémachvili ; plus d'une fois, je lui pris le livre des mains et j'éteignis sa chandelle. » Glourdjidzé se souvient que les séminaristes dévorèrent ainsi Tolstoï, Dostoïevski, Shakespeare, Schiller, l'Histoire de la culture de Lippert, les articles du publiciste radical russe Pissarev... « Parfois nous lisions même à l'église, pendant les services, en cachette. »

Ce fut la littérature nationale géorgienne qui produisit alors sur Sosso l'impression la plus forte. Irémachvili décrit les premières explosions d'un tempérament révolutionnaire dans lequel se combinaient un idéalisme encore tout frais et le brusque éveil d'une ambition. « Sosso et moi, se souvient Irémachvili, nous parlions souvent du sort tragique de la Géorgie. Les œuvres du poète Chota Roustavéli nous enthousiasmaient... » Koba, le héros d'un roman de l'écrivain géorgien Kazbek, Nounou, devint le modèle auquel Sosso voulut ressembler. Dans la lutte contre les autorités tsaristes, les montagnards opprimés sont vaincus, à la suite d'une trahison, et perdent les derniers vestiges de liberté, mais le chef de l'insurrection sacrifie tout, jusqu'à sa vie, à sa patrie et à sa femme Nounou. Dès lors, Koba « devint un dieu pour Sosso... Il voulait devenir un second Koba, un combattant et un héros, fameux comme le premier »... Iossif prit le nom du chef des montagnards et ne souffrait pas qu'on l'appelât autrement. « Son visage s'éclairait de fierté et de joie quand nous l'appelions Koba. Sosso garda pendant de longues années ce nom, qui devint son premier pseudonyme quand il commença à écrire et à faire de la propagande pour le parti... Aujourd'hui encore, on l'appelle toujours Koba ou Koba-Staline en Géorgie. » Les biographes officiels ne soufflent mot de l'enthousiasme du jeune Iossif pour le problème national géorgien. Chez eux, Staline apparaît tout à coup comme un marxiste achevé. Cependant, il n'est pas difficile de comprendre que dans le « marxisme » naïf de cette première période, de vagues idées socialistes toléraient encore fort bien le romantisme national de « Koba ».

En un an, à en croire Gogokhia, Iossif se développa si bien, que dans la seconde année, il se mit à diriger un groupe de camarades au séminaire. D'après Béria, le plus officiel des historiens, « en 1896-1897, au séminaire de Tiflis, Staline dirigea deux cercles marxistes ». Staline lui-même ne fut jamais dirigé par quiconque. Le récit d'Irémachvili est beaucoup plus vivant. Une dizaine de séminaristes, et de ce nombre Sosso Djougachvili, formèrent un cercle socialiste clandestin. « Un aîné, Devdariani, aborda sa tâche avec le plus grand sérieux. » Il arrêta, ou, plus exactement, reçut de ses inspireurs du dehors un programme d'études qui devait en six ans former des militants social-démocrates qualifiés. Ce programme commençait par la cosmogonie pour finir par la société communiste. Aux séances du cercle clandestin on lisait des rapports, suivis de débats passionnés. Gogokhia dit que l'on ne se borna pas à la propagande orale. Iossif « créa et rédigea » en géorgien une revue manuscrite paraissant deux fois par mois et transmise de mains en mains. Le vigilant inspecteur Abachidzé trouva un jour chez Iossif « un cahier contenant un article pour notre revue manuscrite ». Ces publications, quel que fût leur contenu, étaient sévèrement défendues, aussi bien d'ailleurs dans les institutions laïques que religieuses. Le résultat de la trouvaille d'Abachidzé n'ayant été qu'un « avertissement » et une mauvaise note de conduite, on peut en conclure que la revue était malgré tout assez innocente. Notons qu'Irémachvili, abondant en détails, ne fait pas allusion à la revue.

Plus encore qu'à l'école préparatoire, Iossif devait maintenant ressentir sa pauvreté. « Il n'avait pas d'argent, mentionne en passant Gogokhia, alors que nous recevions de nos familles des colis et de l'argent de poche. » Pendant ses deux heures de sortie, Iossif ne pouvait rien se permettre de ce qui était accessible aux fils de familles plus privilégiées. Ses rêves et ses plans d'avenir n'en étaient que plus effrénés, les instincts fondamentaux de sa nature ne s'en manifestaient que plus fortement à l'égard de ses condisciples.

« Enfant et adolescent, raconte Irémachvili, il était ami de tous ceux qui se soumettaient à sa volonté. » De ceux-là seulement. Son caractère despotique se manifestait d'autant plus parmi ses égaux qu'il lui fallait le contenir en présence de ses supé-

rieurs. Le cercle clandestin, isolé du reste du monde, devint naturellement l'endroit où Iossif fit l'épreuve de sa force et de la capacité de résistance des autres. « Il lui semblait contre nature, écrit Irémachvili, qu'un autre condisciple fût le chef et l'organisateur du groupe... alors qu'il faisait, lui, la plupart des conférences. » Quiconque se permettait de lui donner la réplique ou tentait de lui expliquer quelque chose s'attirait infailliblement de sa part une « hostilité sans merci ». Iossif savait persécuter et se venger. Il savait frapper au point faible. Dans ces conditions, la solidarité du cercle ne pouvait pas durer longtemps. Luttant pour établir sa domination, Koba, « hautain et perfidement cynique, introduisit la brouille parmi ses amis ». Ces allusions au « perfide cynisme », à la brutalité et à l'esprit vindicatif de Koba, nous les entendrons encore maintes fois le long de sa vie.

L'auteur d'une biographie assez fantaisiste de Staline, Essad Bey, raconte qu'avant d'entrer au séminaire le tout jeune Iossif mena à Tiflis une vie de vagabond, dans la société des « kintos », héros des rues, conteurs, chanteurs et vauriens dont il aurait gardé les manières et la virtuosité dans l'injure. Ce n'est, manifestement, qu'inventions. De l'école religieuse préparatoire, Iossif passa directement au séminaire, de sorte qu'il n'y eut aucun intervalle pour le vagabondage. Mais le fait est que le sobriquet de « kinto » n'occupe pas la dernière place dans le vocabulaire caucasien. Il désigne le coquin, le cynique, l'homme capable de bien des choses, sinon de tout. Je l'entendis appliquer pour la première fois à Staline, au cours de l'automne 1923, par le vieux bolchevik géorgien Philippe Makharadzé. Peut-être Iossif en avait-il été marqué dès son adolescence, ce qui aurait pu faire naître la légende de son vagabondage.

Le même biographe parle du « poing lourd » dont Iossif Djougachvili se servait pour assurer sa suprématie quand les moyens pacifiques s'avéraient insuffisants. C'est peu croyable. L'« action directe », qui comporte des risques, ne devait pas, selon toute vraisemblance, être dans le caractère de Staline, même en ces années-là. Pour le recours aux poings, il préférerait avoir des exécutants et savait les trouver, tout en restant lui-même au second plan, sinon dans la coulisse. « Ce qui lui assurait des partisans, dit Irémachvili, c'était la peur qu'on avait de sa colère brutale et de sa cruelle raillerie. Ses partisans acceptaient sa direction parce qu'ils se sentaient protégés par lui... Seules des personnes à l'esprit assez pauvre et à l'humeur batailleuse pouvaient devenir ses amis... » Les inévitables résultats de tout ceci ne se firent pas attendre. Certains membres du cercle se retirèrent, d'autres prirent de moins en moins part aux discussions. « Deux partis, pour et contre Koba, existèrent pendant plusieurs années, la lutte pour la cause dégénéra en misérable querelle personnelle... » Telle fut la première grande « querelle » dans la vie de Iossif, mais ce n'était nullement la dernière. Bien d'autres allaient venir.

Comment ne pas évoquer ici, anticipant de beaucoup sur notre récit, une réunion du Comité central où Staline, déjà secrétaire général, nous traça un sombre tableau des intrigues et des querelles personnelles qui ravageaient divers comités locaux du parti et ajouta d'une manière inattendue : « Mais ces basses querelles ont leur côté positif, car elles mènent à une direction monolithique. » Les auditeurs échangèrent entre eux des regards stupéfaits, tandis que l'orateur continuait imperturbablement son exposé. Même dans les années de jeunesse de Staline, le monolithisme que celui-ci recherchait n'était nullement celui que créent les idées. « Il ne s'agissait nullement pour lui, écrit Irémachvili, de trouver et d'établir la vérité ; il contestait ou défendait ce qu'il avait auparavant affirmé ou condamné. La victoire et la suprématie lui importaient bien plus que la vérité. »



Les idées de Iossif à cette époque n'ayant pas laissé de traces écrites, nous ne les connaissons pas. D'après Irémachvili, Sosso était pour les actions les plus violentes et pour la « dictature de la minorité ». L'influence d'une imagination tendancieuse sur la mémoire est ici saisissante : la question même de la « dictature » n'existait pas encore à la fin du siècle dernier. Les opinions politiques extrêmes de Koba ne s'étaient pas formées, continue Irémachvili, à la suite d'une « étude objective », mais elles étaient « le produit naturel de sa volonté personnelle de puissance, ainsi que de l'ambition impitoyable qui le dominait physiquement et moralement ». Il faut savoir discerner dans l'indéniable partialité de l'ancien menchévik un grain de vérité : dans la vie spirituelle de Staline, le but pratique personnel l'emporta toujours sur la vérité théorique et la volonté joua un rôle infiniment plus grand que l'intellect.

Irémachvili fait encore une remarque psychologique qui, tout en contenant un élément d'appréciation rétrospective, n'en est pas moins fort juste : Iossif « ne voyait en tout et en tous que le mauvais côté ; il ne croyait pas en général aux impulsions généreuses ou aux qualités humaines ». Ce trait essentiel, qui se manifeste dès l'adolescence, à un moment de la vie où le voile de l'idéalisme couvre de coutume l'univers, sera le leitmotiv de la biographie de Staline. C'est précisément pourquoi Staline, en dépit d'autres aspects remarquables de son caractère demeurera au second plan dans les périodes d'essor historique, quand s'éveillent dans les masses les meilleures qualités, l'esprit de sacrifice et l'héroïsme ; son cynisme, son manque de confiance dans les hommes, son habileté à exploiter leurs pires instincts trouveront au contraire à s'appliquer largement dans les époques de réaction, qui cristallisent l'égoïsme et la perfidie.

Loin de devenir prêtre, comme le rêvait sa mère, Iossif Djougachvili n'arriva même pas au certificat d'études théologiques qui pouvait lui ouvrir la porte de certaines universités provinciales. Pourquoi ? Plusieurs versions existent à ce sujet, qu'il n'est pas facile d'accorder. Dans des souvenirs écrits en 1929 avec l'évidente intention d'effacer l'impression produite par ceux qu'il avait publiés en 1923, Abel Iénoukidzé raconte que Iossif se mit à lire au séminaire des livres interdits, que ces lectures n'échappèrent pas à la vigilance de l'inspecteur et que l'étudiant dangereux fut « mis à la porte du séminaire ». L'historien officiel Béria écrit que Staline fut « exclu pour son mauvais esprit ». Cela n'a, évidemment, rien d'improbable : les exclusions de ce genre étaient nombreuses. L'étrange, c'est seulement que les pièces officielles n'aient pas été publiées jusqu'à ce jour. Qu'elles n'ont été ni brûlées ni perdues pendant les années de la révolution, nous le savons du fait qu'elles ont servi à faire apposer une plaque mémoriale et du fait que jamais on n'a rien dit de semblable. Ne les garde-t-on pas sous le boisseau par ce qu'elles renferment des renseignements fâcheux ou parce qu'elles dissiperaient certaines légendes ?

On rencontre le plus souvent l'affirmation que Djougachvili fut exclu pour avoir dirigé des cercles social-démocrates. Son ancien compagnon d'études, Elissabédachvili, témoin peu digne de foi, écrit que ces cercles, organisés « sur l'initiative et sous la direction de Staline », comptaient « de cent à cent vingt-cinq séminaristes ». S'il s'agissait des années 1905-1906, pendant lesquelles les eaux débordaient de toutes parts et que les autorités avaient perdu la tête, on pourrait le croire. Mais pour 1899, ce chiffre est tout à fait fantaisiste. Si l'organisation avait eu cette importance, on ne se serait pas contenté d'en exclure le dirigeant ; l'intervention de la police politique serait devenue inévitable. Or, Iossif, loin d'être immédiatement arrêté, garda sa liberté pendant environ trois ans après son exclusion du séminaire. Nous sommes ainsi amenés à écarter complètement la version qui motive cette exclusion par l'action des cercles social-démocrates.

Gogokhia, chez lequel on remarque le désir de ne pas trop s'écarter des faits, se montre plus prudent. « Iossif, écrit-il, avait cessé de s'intéresser aux leçons, il ne travaillait plus que pour obtenir des notes passables, afin de passer ses examens... Le redoutable moine Abachidzé devina pourquoi Djougachvili, doué, développé, à la mémoire prodigieuse, se bornait à rechercher des notes passables... et il le fit exclure du séminaire. » On ne peut que se livrer aux conjectures sur ce que devina le moine. Du récit de Gogokhia, il apparaît avec évidence seulement que Iossif fut exclu du séminaire en raison de ses mauvaises notes, qui n'étaient que le résultat de sa rupture intérieure avec la sagesse théologique. C'est la même conclusion qu'on peut encore tirer du récit de Kapanadzé qui parle de la « transformation » intérieure de Iossif pendant ses études au séminaire de Tiflis : « Ce n'était déjà plus l'élève appliqué de jadis. » Notons que Kapanadzé, Glourdjidzé, Elissabédachvili passent tout à fait sous silence l'exclusion du séminaire.

Mais le plus étonnant, c'est que la mère de Staline, dans la dernière période de sa vie, quand les historiens et journalistes officiels s'intéressèrent à elle, nia catégoriquement le fait même de l'exclusion. A son entrée au séminaire, le garçon de quinze ans, d'après sa mère, avait une santé florissante ; les études le fatiguèrent au point que les médecins craignirent qu'il ne devînt tuberculeux. Ekaterina Djougachvili ajouta que son fils ne voulait pas quitter le séminaire et qu'elle le « prit » malgré lui. Ceci paraît peu vraisemblable. Une crise de santé pouvait provoquer l'interruption momentanée des études, mais non la rupture complète avec l'école et l'abandon par la mère des espérances qu'elle nourrissait pour son fils. D'autre part, en 1899, Iossif avait vingt ans ; il ne se distinguait pas par l'obéissance et il est douteux que sa mère ait pu disposer ainsi de son destin. Enfin, à sa sortie du séminaire, Iossif ne revint nullement à Gori, sous l'aile de sa mère, ce qui eût été la chose la plus naturelle s'il avait été malade, mais resta à Tiflis, sans occupation ni moyens. La vieille maman Kéké n'a pas tout dit aux journalistes. On peut supposer qu'elle considéra en son temps l'exclusion de son fils comme un grand déshonneur pour elle et, l'affaire s'étant passée à Tiflis, raconta à ses voisins de Gori que son fils avait dû interrompre ses études pour des raisons de santé. Plus tard, il dut lui paraître qu'il ne convenait pas au « Chef » de l'Etat d'avoir été, dans sa jeunesse, chassé de l'école. Il n'y a probablement pas de motifs plus secrets à l'insistance avec laquelle la vieille femme répéta : « Il ne fut pas exclu, je le retirerai moi-même. »

Peut-être, d'ailleurs, Iossif ne fut-il pas exclu au vrai sens du mot. Cette version, sans doute la plus probable, est celle que nous donne Irémachvili. D'après ce dernier, les autorités du séminaire, déçues par l'élève, se montrèrent de plus en plus tatillonnes et mal disposées envers lui. « C'est ainsi que Koba, convaincu de l'inutilité de se montrer zélé, devint peu à peu le plus mauvais élève du séminaire. Les reproches de ses maîtres n'attiraient d'autre réponse de sa part qu'un sourire méprisant et perfide. » Le certificat qu'il reçut pour passer de la classe de cinquième à la sixième, qui était la dernière, était si mauvais que Koba lui-même décida de quitter le séminaire, un an avant de terminer ses études. Si l'on accepte cette version, on comprend alors pourquoi Iénoukidzé écrit qu'il « sortit du séminaire à toute allure », évitant de s'exprimer avec plus de précision ; pourquoi la majorité des camarades d'école de Iossif se taisent complètement sur un épisode aussi important de sa vie au séminaire, pourquoi les documents ne furent pas publiés, pourquoi, enfin, sa mère se considéra en droit d'affirmer que son fils n'avait pas été exclu, bien que donnant à l'épisode une autre coloration en prenant sur elle la responsabilité d'avoir fait sortir son fils. Du point de vue de la biographie personnelle ou politique de Staline, les détails de sa rupture avec le séminaire n'ont pas grande

importance. Mais ils montrent quelles difficultés l'historiographie totalitaire accumule pour les historiens de l'avenir, même sur un point aussi secondaire.

Iossif était entré à onze ans à l'école préparatoire, en 1890 ; il en était sorti quatre ans plus tard pour entrer au séminaire, qu'il quitta en 1899, ayant ainsi passé neuf ans dans les écoles religieuses. Les Géorgiens mûrissent vite. Iossif, au sortir du séminaire, était déjà un homme, « sans diplômes, note Gogokhia, mais avec des vues bien définies sur la vie ». Neuf ans d'enseignement théologique ne pouvaient manquer d'avoir mis une marque profonde sur son caractère, sur la tournure même de son esprit, à commencer par son style, le style étant inséparable de la personnalité.

Le géorgien avait été la langue parlée dans sa famille et le milieu qui l'entourait. Sa mère, même à la fin de ses jours, ne savait pas le russe. Il est douteux qu'il en fût autrement avec son père. Le jeune garçon n'apprit le russe qu'à l'école, où la majorité des élèves étaient, là aussi, Géorgiens. Iossif ne devait jamais s'assimiler l'esprit de la langue russe, sa libre nature, sort rythme interne. Mais ce n'est là qu'un aspect de la question. Cette langue étrangère, destinée à remplacer la sienne, Iossif l'apprit dans l'air renfermé d'une école de théologie. Il s'assimila le parler russe avec les formules de la scolastique cléricale. La parole même ne fut pas pour lui l'expression naturelle, inhérente à l'homme, de la pensée et des sentiments personnels, mais l'expression artificielle, extérieure, d'une mystique étrangère d'abord, puis exécrée. Il devait par la suite être d'autant moins à même d'assimiler et de rendre en quelque sorte plus intime la parole, de la préciser et de l'anoblir, qu'elle allait lui servir plutôt à dissimuler ou à travestir ses pensées et ses sentiments qu'à les exprimer. Aussi la langue russe resta-t-elle toujours pour lui une langue à demi étrangère, approximative et, ce qui est beaucoup plus grave pour la conscience, conventionnelle et forcée.

On peut comprendre sans peine que, dès que Iossif rompit intérieurement avec la religion, l'étude des textes sacrés et de la liturgie lui devint intolérable. Il est bien plus difficile de comprendre qu'il ait pu mener pendant si longtemps une double existence. Si l'on accepte le récit selon lequel, dès l'âge de treize ans, Sosso opposait Darwin à la Bible, Il faut admettre qu'il étudia ensuite pendant sept ans la théologie avec patience, quoique avec un zèle décroissant. Staline lui-même rapporte sa prise de conscience révolutionnaire à sa quinzième ou seizième année. Peut-être se détourna-t-il de la religion deux ou trois ans avant de s'orienter vers le socialisme. Mais même en admettant qu'il ait découvert l'un en perdant l'autre, il s'avère que le jeune athée continua pendant cinq ans à approfondir les mystères de l'orthodoxie.

Certes, bien des jeunes libres-penseurs menaient une vie double dans les établissements d'enseignement supérieur de l'Empire. Mais ceci se rapporte surtout aux universités, où le régime était, malgré tout, relativement libre et où l'hypocrisie officielle se réduisait à un rituel minimum assez peu gênant. Dans les écoles moyennes, la contrainte religieuse pesait plus lourdement, mais, par contre, elle ne durait pas longtemps, un an ou deux, pendant lesquels le jeune homme entrevoyait déjà les portes de l'université. La situation du jeune Djougachvili était vraiment exceptionnelle : il n'étudiait pas dans un établissement laïque, où les élèves n'étaient surveillés que pendant une partie de la journée et où le catéchisme ne tenait qu'une place secondaire, mais dans un internat où la loi de l'Église régissait tout, sous le contrôle constant des moines. Pour résister à ce régime de duplicité pendant sept ans, ou même cinq seulement, il fallait une prudence extraordinaire et une dissimulation hors pair. Pendant les années que Iossif passe au séminaire, personne ne note de sa part une protestation ouverte ou un geste hardi d'indignation. Il se moque des maîtres quand ils ont le dos tourné, mais

sans leur répondre en face. Il n'imita pas Djibladzé, qui souffleta un professeur chauvin ; il se permet tout au plus un « sourire méprisant ». Son hostilité est contenue, cachée, expectante. Au séminariste Pomialovsky, le séminaire inculqua, comme nous l'avons vu, « la méfiance, la dissimulation, l'hostilité et la haine envers le milieu environnant ». C'est à peu près ce qu'Irémachvili dit de Koba, en termes plus tranchants : « En 1899, il quitta le séminaire, emportant avec lui une hostilité rentrée mais forcenée, contre l'école, contre la bourgeoisie, contre tout ce qui existait dans le pays et incarnait le tsarisme. Une haine contre toute autorité. »



Fiche de la police secrète tsariste de St. Petersburg sur Joseph Staline (1913)



## II

### « RÉVOLUTIONNAIRE PROFESSIONNEL »

En 1883, la capitale du pétrole du Caucase, Bakou, fut reliée à Batoum, port sur la mer Noire, par une ligne de chemin de fer. Sosso avait quatre ans. Le Caucase avait désormais, en même temps que son axe montagneux, son axe ferroviaire. L'industrie du manganèse suivit l'essor de celle du pétrole. En 1896, au moment où Sosso commençait à rêver de mériter le nom de Koba, la première grève éclata aux ateliers du chemin de fer de Tiflis.

Pour le développement de son industrie, ainsi que pour celui des idées, le Caucase était à la remorque de la Russie centrale. Vers 1895, le marxisme devint la tendance dominante parmi les intellectuels avancés, à Pétersbourg tout d'abord. Koba s'étiolait encore dans l'atmosphère renfermée du séminaire, que le mouvement social-démocrate avait déjà pris une large extension. Une tumultueuse vague de grèves déferlait sur le pays. On arrêtait, on déportait les premières centaines, puis les premiers milliers d'intellectuels et d'ouvriers. Un nouveau chapitre s'ouvrait dans le mouvement révolutionnaire.

En 1901, au moment où Koba devint membre du comité de Tiflis, le Caucase comptait environ 40 000 ouvriers répartis dans 9 000 entreprises, les ateliers d'artisans n'entrant pas en ligne de compte. Chiffre insignifiant à considérer l'étendue et la richesse de la contrée, baignée par deux mers ; mais la propagande social-démocrate avait déjà des points d'appui. Les puits de pétrole de Bakou, les premières mines de manganèse de Tchitaourian, l'activité vivifiante du chemin de fer donnèrent une impulsion, non seulement au mouvement gréviste des ouvriers, mais encore à la pensée théorique des intellectuels géorgiens. Le *Kvali* [Le Sillon], journal libéral, constatait bientôt, avec plus d'étonnement que d'hostilité, l'apparition sur l'arène politique de représentants d'une formation nouvelle : « On observe depuis 1893, dans les publications géorgiennes, des manifestations isolées de jeunes, dont l'orientation surprend et qui ont un programme original ; ce sont les partisans du matérialisme économique. » Pour les distinguer des nobles progressistes et des libéraux bourgeois dont l'influence avait prévalu auparavant, les marxistes furent appelés le « Messamé-Dassi » [Tiers Etat]. A leur tête se trouvait Noé Jordania, futur dirigeant des mencheviks du Caucase et futur chef d'Etat de l'éphémère Géorgie démocratique.

*L'intelligentsia* petite bourgeoise de Russie cherchant à s'arracher au joug d'un régime policier et arriéré cherchant à s'évader de la fourmilière qu'était la vieille société, devait, vu l'état extrêmement primitif du pays, brûler les étapes. Le protestantisme et la démocratie, sous l'égide desquels s'étaient accomplies les révolutions du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle en Occident, étaient devenus depuis longtemps des doctrines conservatrices. La bohème à demi indigente du Caucase ne pouvait nullement se laisser leur-

rer par les abstractions bourgeoises. Son hostilité pour les dirigeants et les privilégiés prenait tout naturellement une coloration sociale. L'*intelligentsia* avait besoin, pour les luttes qui l'attendaient, d'une doctrine neuve, que rien n'avait encore compromise. Elle la trouva dans le socialisme occidental, sous sa forme scientifique, la plus haute, le marxisme. Il ne s'agissait plus de l'égalité devant Dieu ou devant la loi, mais de l'égalité économique. En réalité, les lointaines perspectives socialistes devaient prémunir l'*intelligentsia*, dans sa lutte contre le tsar, contre le scepticisme prématuré dont la menaçait l'expérience de la démocratie occidentale. Ces conditions déterminaient le caractère du marxisme russe — et caucasien à plus forte raison — de l'époque, très borné et très primitif, car il s'adaptait aux besoins politiques de l'*intelligentsia* provinciale et arriérée. Sans grande réalité dans le domaine de la théorie, ce marxisme rendait pourtant à l'*intelligentsia* un service tout à fait réel, en la stimulant dans la lutte contre le tsarisme.

La pointe de la critique marxiste était, entre 1890 et 1900, dirigée avant tout contre le mouvement populiste en dégénérescence, qui, avait une crainte superstitieuse du développement capitaliste, espérant pour la Russie une évolution historique « particulière », privilégiée. La défense de la mission progressive du capitalisme devenait donc le thème principal du marxisme de l'*intelligentsia* et elle repoussait souvent au second plan le problème de la lutte de classe du prolétariat. Noé Jordania prêchait avec zèle dans la presse légale l'unité des intérêts de la « nation » : il entendait par là la nécessité d'une alliance du prolétariat et de la bourgeoisie contre l'autocratie. L'idée de cette alliance deviendra par la suite la pierre angulaire de la politique des mencheviks et les mènera, en fin de compte, à leur perte. Les historiens soviétiques officiels continuent, aujourd'hui encore, à attaquer sur tous les tons la conception de Jordania, depuis longtemps réfutée par le déroulement de la lutte, sans s'apercevoir que trente ans plus tard Staline fit une politique qui était celle des mencheviks, non seulement en Chine, mais encore en Espagne et même en France, c'est-à-dire dans des pays où elle a infiniment moins de justification qu'elle n'en avait en Géorgie semi-féodale sous la domination du tsar.

Cependant, même en ces années-là, les idées de Jordania ne furent jamais unanimement acceptées. En 1895 adhéra au Messamé-Dassi Sacha Tsouloukidzé, qui allait devenir un des propagandistes les plus en vue de son aile gauche. Il mourut de tuberculose à 29 ans, en 1905, laissant des écrits qui témoignent d'une remarquable préparation marxiste et d'un réel don littéraire. En 1897, Lado Ketskhovéli adhéra à son tour au Messamé-Dassi, c'était un ancien élève de l'école religieuse de Gori et du séminaire de Tiflis, tout comme Koba, mais plus âgé de quelques années que ce dernier, dont il dirigea les premiers pas dans la voie de la révolution. Au temps où les auteurs de Mémoires jouissaient encore d'une certaine liberté — en 1923 — Lénoukidzé se souvenait que « Staline exprima maintes fois son étonnement devant les capacités de notre défunt camarade Ketskhovéli, qui savait en ce temps-là poser correctement les questions dans l'esprit du marxisme révolutionnaire ». Ce témoignage et surtout le mot « étonnement » réfutent les versions postérieures selon lesquelles la direction du mouvement appartenait déjà en ces temps lointains à Koba, Tsouloukidzé et Ketskhovéli n'étant que ses « assistants ». Ajoutons que les articles du jeune Tsouloukidzé sont, tant par la forme que par le fond, bien supérieurs à tout ce que Koba devait écrire deux ou trois ans plus tard.

Après avoir pris place dans la gauche du Messamé-Dassi, Ketskhovéli y amena un an plus tard le jeune Djougachvili. Ce n'était pas à vrai dire une organisation révolutionnaire mais plutôt un cercle groupé autour du journal légal *Kvali*, passé en 1896 des

maines des libéraux à celles des jeunes marxistes dirigés par Jordania. « Nous visitons souvent, en secret, la rédaction du *Kvali* », écrit Irémachvili « Koba nous accompagna plusieurs fois, mais il se moqua bientôt des rédacteurs ». Si embryonnaires qu'elles fussent alors parmi les marxistes, les divergences de vues n'en avaient pas moins un caractère tout à fait réel. Les modérés ne croyaient pas vraiment à la révolution, moins encore à sa proximité, ils comptaient sur un « progrès » lent et souhaitaient l'alliance avec la bourgeoisie libérale. La gauche, au contraire, fondait sincèrement ses espoirs sur la montée révolutionnaire des masses et se prononçait donc pour une politique plus indépendante. Au fond, l'aile gauche consistait en démocrates révolutionnaires voués à adopter à l'égard des « marxistes » semi-libéraux une attitude bien naturelle d'opposition. Son tempérament et le milieu dont il venait devaient porter Sosso à sympathiser avec la gauche. Il entra dans le mouvement révolutionnaire comme un démocrate plébéen du genre provincial, armé d'une très primitive doctrine « marxiste » et tel il est resté, au fond, malgré la courbe fantastique de sa destinée personnelle.

Les désaccords entre ces deux groupes encore imprécis portèrent momentanément sur les questions de propagande et d'agitation. Les uns voulaient une propagande culturelle faite avec prudence dans de petits cercles, les autres voulaient prendre la direction des grèves et répandre des tracts d'agitation. Quand les partisans du travail dans les masses l'emportèrent, l'objet des désaccords fut désormais le texte des tracts. Les plus prudents entendaient borner l'agitation à la défense de revendications exclusivement économiques, de peur d'« effrayer les masses » ; ils reçurent de leurs adversaires le surnom méprisant d'« économistes ». L'aile gauche, au contraire, croyait nécessaire de passer à une agitation révolutionnaire contre le tsarisme. C'était à l'étranger, dans l'émigration, le point de vue de Plékhanov. C'était en Russie celui de Vladimir Oulianov et de ses amis.

« Les premiers groupes social-démocrates apparurent à Tiflis », raconte un des pionniers du mouvement ; « dès 1896-97, il existait dans cette ville des cercles où les ouvriers formaient l'élément prépondérant. Ce furent d'abord simplement des cercles d'instruction... Leur nombre crût sans arrêt. En 1900, il y en avait déjà plusieurs dizaines. Chaque cercle comptait de dix à quinze membres ». Ces cercles s'enhardissaient en se multipliant.

Encore séminariste, Koba entre en 1898 en contact avec des ouvriers et adhère à l'organisation social-démocrate. « Nous sortîmes un soir en cachette du séminaire de Mtatsminda, Koba et moi, » écrit Irémachvili, « pour nous rendre dans une petite maison adossée à la roche, qui appartenait à un cheminot de Tiflis. Peu après arrivèrent furtivement ceux de nos camarades du séminaire qui partageaient nos vues. L'organisation des cheminots social-démocrates tint une réunion avec nous ». Staline lui-même parla de cet épisode en 1926, dans un meeting, à Tiflis : « Je me souviens de l'année 1896, quand j'eus pour la première fois à diriger un petit cercle de cheminots. Je me souviens que c'est chez le camarade Stouroua, en présence de Sylvestre Djibladzé — qui était alors un de mes maîtres — et d'autres ouvriers avancés de Tiflis, que je reçus mes premières leçons de travail pratique... C'est là, parmi ces camarades, que je devins apprenti révolutionnaire. »

En 1898-1900, des grèves surgissent dans les ateliers du chemin de fer et dans un certain nombre d'usines de Tiflis, avec la participation, souvent dirigeante, de jeunes social-démocrates. Des proclamations, imprimées à la main dans une imprimerie clandestine, sont répandues parmi les ouvriers. Le mouvement se développe encore selon l'esprit de l'« économisme ». Une partie de l'activité clandestine reposait sur Koba ; il

est difficile de dire aujourd'hui exactement laquelle. Mais il avait déjà réussi, semble-t-il, à trouver sa place dans le monde de la clandestinité révolutionnaire.

En 1900, Lénine, qui vient de terminer un terme de déportation en Sibérie, se rend à l'étranger avec l'intention de fonder un journal révolutionnaire pour rassembler ainsi un parti encore dispersé et l'engager définitivement dans la voie de l'action révolutionnaire. Un vieux révolutionnaire, l'ingénieur Victor Kournatovsky, tenu au courant de ces projets, se rend alors de Sibérie à Tiflis. C'est lui — et non Koba, comme l'affirment aujourd'hui les historiens byzantins — qui tira les social-démocrates de Tiflis de leur « économisme » borné et donna à leur activité une orientation plus révolutionnaire.

Kournatovsky avait commencé son activité révolutionnaire dans le parti terroriste de la *Narodnaïa Volia* [Volonté du Peuple]. Durant sa troisième déportation, à la fin du siècle, il s'était lié, devenu marxiste, à Lénine et au groupe de celui-ci. Il fut le principal représentant au Caucase de l'Iskra [L'Étincelle], fondée à l'étranger par Lénine et dont les partisans commençaient à s'appeler les « iskristes ». De vieux ouvriers de Tiflis ne l'ont pas oublié : « Au cours de toutes les discussions, tous les camarades se tournaient vers Kournatovsky. Ses jugements et ses conclusions étaient toujours acceptés sans objections. » Ces mots témoignent de l'importance du rôle joué au Caucase par ce révolutionnaire inflexible et infatigable, dont la destinée personnelle fut héroïque et tragique.

En 1900 se forme, certainement sous l'initiative de Kournatovsky, le comité de Tiflis du parti social-démocrate, qui ne comprend que des intellectuels. Koba, apparemment vite tombé, comme bien d'autres, sous l'influence de Kournatovsky, n'est pas encore membre de ce comité, qui d'ailleurs ne vécut pas longtemps. De mai à août une vague de grèves déferle sur les usines de Tiflis, aux ateliers du chemin de fer, on compte parmi les grévistes le serrurier Kalinine, futur président de la république soviétique et un autre ouvrier russe, Allilouïev, futur beau-père de Staline.

C'est alors que fut déclenché, en Russie, tout un cycle de manifestations dans la rue, dont l'initiative appartenait aux étudiants. Celle du 1<sup>er</sup> mai 1900, à Kharkov, imposante, rallia la majorité des ouvriers de la ville et suscita dans le pays entier l'étonnement et l'enthousiasme. D'autres villes suivent Kharkov. « La social-démocratie, écrit le général de gendarmerie Spiridovitch, a compris l'énorme importance pour l'agitation, des manifestations dans la rue. » Elle en prend désormais l'initiative, entraînant un nombre grandissant d'ouvriers. Assez souvent, les grèves sont l'occasion de manifestations dans la rue. ». Le « Premier Mai » fut marqué le 22 avril 1901 – d'après le vieux calendrier — par une manifestation dans les rues du centre de la ville à laquelle prirent part deux mille personnes. Il y eut quatorze blessés dans les collisions avec la police et les cosaques, et plus d'une cinquantaine d'arrestations. L'*Iskra* ne manqua pas de noter la signification symptomatique de cette manifestation. « De cette date, au Caucase, le mouvement révolutionnaire commence au grand jour. »

Kournatovsky, alors qu'il dirigeait le travail de préparation avait été arrêté un mois auparavant, dans la nuit du 22 mars. La même nuit, on fit une perquisition à l'observatoire où travaillait Koba ; mais on ne put arrêter celui-ci car il était absent. Le chef de la gendarmerie décida de « rechercher ledit Iossif Djougachvili et l'interroger en qualité d'inculpé ». Koba passa ainsi à l'« existence illégale », devenant pour longtemps un « révolutionnaire professionnel ». Il avait alors 22 ans. La révolution allait vaincre dans seize ans.



Ayant échappé à l'arrestation, Koba se cacha pendant les semaines suivantes à Tiflis et réussit à prendre part à la manifestation du Premier Mai. Béria l'affirme catégoriquement, ajoutant, comme toujours, que Staline la « dirigea personnellement ». Béria n'est malheureusement pas digne de foi. Mais nous avons le témoignage d'Irémachvili, qui se trouvait, il est vrai, non à Tiflis, mais à Gori. « Koba, l'un des meneurs recherchés, raconte-t-il, réussit à s'échapper de la place du Marché au moment d'être arrêté... Il se réfugia dans sa ville natale, Gori. Il ne put naturellement trouver asile chez sa mère, car c'est là le premier endroit où on le chercha. Il dut donc se cacher, même à Gori. Il venait souvent me voir à mon logement, la nuit, en cachette. » Irémachvili était alors devenu instituteur dans sa ville natale.

La manifestation de Tiflis avait produit sur Koba une forte impression. Irémachvili constata, « non sans inquiétude », que c'étaient surtout les sanglantes collisions qui enthousiasmaient son ami. « Une lutte à mort devait, selon Koba, renforcer le mouvement ; une sanglante bataille devait accélérer la décision. » Irémachvili ne devinait pas que son ami ne faisait que répéter les textes de l'*Iskra*.

De Gori, Koba semble bien être revenu illégalement à Tiflis, car, comme en témoignent les rapports de gendarmerie, « en automne 1901, Djougachvili fut élu membre du comité de Tiflis... participa à deux séances de ce comité et fut envoyé fin 1901 à Batoum pour y organiser la propagande » Puisque les gendarmes n'avaient pas d'autre « tendance » que celle d'arrêter les révolutionnaires, et que, grâce à des indicateurs, ils étaient d'ordinaire assez bien informés, nous pouvons considérer comme établi qu'en 1898-1901 Koba ne jouait nullement à Tiflis le rôle dirigeant qui lui a été attribué dans ces dernières années. Il n'entra dans le comité local qu'en automne 1901 et n'était qu'un propagandiste parmi d'autres, c'est-à-dire l'animateur d'un cercle.

Fin 1901, Koba se rend de Tiflis à Batoum, sur la mer Noire, près de la frontière turque. Ce déplacement peut s'expliquer sans peine par la nécessité d'échapper aux regards de la police de Tiflis et le besoin d'étendre la propagande révolutionnaire à la province. Les publications menchévistes en donnent cependant une autre explication. Dès les premiers jours de son activité dans les cercles ouvriers, Djougachvili aurait attiré l'attention par ses intrigues contre Djibladzé, principal dirigeant de l'organisation de Tiflis. Malgré un avertissement, il aurait persisté à répandre des calomnies « afin de discréditer les véritables représentants du mouvement et d'obtenir une position dirigeante ». Déféré à un tribunal du parti, Koba aurait, été reconnu coupable de diffamation et exclu à l'unanimité. Il n'est guère possible de vérifier ce récit qui vient, ne l'oublions pas, d'adversaires acharnés de Staline. Les documents de la gendarmerie de Tiflis, au moins ceux qui ont été publiés jusqu'à maintenant, ne disent rien d'une exclusion de Iossif Djougachvili du parti ; au contraire, ils nous le montrent envoyé à Batoum « pour y organiser la propagande ». On pourrait donc négliger sans plus la version des menchéviks si d'autres témoignages ne nous conduisaient pas à penser que le déplacement de Koba ne fut pas une affaire toute simple.

Un des premiers et des plus consciencieux historiens du mouvement ouvrier au Caucase, T. Arkomed, dont le livre fut publié à Genève en 1910, parle d'un conflit aigu qui surgit dans l'organisation de Tiflis en automne 1901 sur la question de l'entrée, dans le comité, de représentants élus des ouvriers. « Cette proposition fut combattue par un jeune camarade intellectuel, énergique et brouillon en toutes choses, qui, soulignant les nécessités de l'illégalité, l'impréparation et l'inconscience des ouvriers, s'exprima contre l'entrée de ces derniers dans le comité. Se tournant vers les ouvriers, il termina son discours en ces termes : « On vous flatte ici ; je vous le demande, y a-t-il parmi vous un ou deux ouvriers propres au travail du comité ? Dites la vérité, la main sur

le cœur ! » Les ouvriers ne l'écoutèrent pas et votèrent pour l'entrée de leurs délégués dans le comité. » Arkomed ne nomme pas le jeune homme « énergique et brouillon », car il n'était pas possible, à l'époque où il écrivait, de publier les noms. Quand en 1923 une édition soviétique de son livre parut, ce nom demeura caché et ce ne fut sans doute pas sans raison. Mais le livre renferme une précieuse indication. « Le jeune camarade mentionné, continue Arkomed, transporta bientôt son activité de Tiflis à Batoum, d'où les militants de Tiflis, furent informés qu'il se livrait là à une agitation incorrecte, hostile et désorganisatrice contre l'organisation de Tiflis et ses membres. » Selon l'auteur, cette attitude hostile n'était pas dictée par des considérations de principe, mais par « des caprices personnels et un désir d'imposer son autorité ». Tout ceci ressemble fort à ce qu'Irémachvili nous a appris des dissensions dans le cercle des séminaristes. Le « jeune camarade » a les traits de Koba. Et c'est bien lui, car parmi les membres du comité de Tiflis, comme il apparaît des nombreux livres de Mémoires, lui et lui seul se rendit à Batoum en novembre 1901. Il est donc naturel d'admettre que Koba changea le lieu de son activité parce qu'à Tiflis le sol était devenu trop brûlant sous ses pieds. S'il ne fut pas « exclu », il fut vraisemblablement prié de quitter Tiflis pour que l'atmosphère s'y purifiât. De là l'« attitude incorrecte » de Koba envers l'organisation de Tiflis et la rumeur, née plus tard, de son exclusion. Retenons aussi la cause du conflit : Koba défend l'« appareil » contre la pression, qui vient d'en bas.

Batoum, qui comptait au début du siècle près de 30 000 habitants, était à l'époque un centre industriel important. Les usines occupaient jusqu'à 11 000 ouvriers. La journée de travail dépassait parfois, selon l'usage, quatorze heures, pour un salaire de famine. Ne nous étonnons pas que ce prolétariat offrît à la propagande révolutionnaire un terrain extrêmement réceptif. De même qu'à Tiflis, Koba trouva sa tâche préparée : des cercles clandestins existaient à Batoum depuis 1896. Koba en augmenta le nombre, avec l'ouvrier Kandéliaki. Le jour du nouvel an, les cercles formèrent une organisation générale, qui n'obtint cependant pas les droits d'un comité autonome et demeura subordonnée à Tiflis. Ce fut, visiblement, l'une des raisons des nouveaux conflits, que nous connaissons par Arkomed. Koba ne supportait l'autorité de personne.

Au début de 1902, l'organisation de Batoum réussit à établir une imprimerie clandestine, très primitive, que l'on installa dans le logement occupé par Koba. Une aussi criante violation des règles de la conspiration s'expliquait, à n'en pas douter, par le manque de ressources. « Une étroite chambrette, faiblement éclairée par une lampe à pétrole. Staline écrit, penché sur une petite table ronde. A sa droite, la table d'imprimerie, devant laquelle travaillent les compositeurs. Les caractères sont disposés dans des boîtes d'allumettes ou de cigarettes et sur des carrés de papier. A de fréquents intervalles, Staline passe la copie aux typos. » C'est ce que se rappelle un des membres de l'organisation. Ajoutons que le texte du tract était à peu près au niveau de cette technique. Un peu plus tard, Batoum reçut de Tiflis, grâce au concours du révolutionnaire arménien Kamo, une sorte de matériel, des casses, des caractères. La typographie s'agrandit et se perfectionna. La valeur des textes publiés ne changea pas. Ils n'en avaient pas moins une certaine efficacité.

Le 25 février 1902, la direction de la raffinerie pétrole Rothschild fit afficher le licenciement de 389 ouvriers. La grève lui répondit le 27. L'agitation gagna d'autres entreprises. Des incidents se produisirent avec les briseurs de grève. Le chef de la police demanda au gouverneur d'envoyer la troupe. Le 7 mars la police arrêta 32 ouvriers. Le lendemain matin, quatre cents ouvriers de l'usine Rothschild se rassemblèrent devant la prison, exigeant la libération de leurs camarades ou l'arrestation de tout le monde. La police les conduisit tous à des dépôts de déportation. L'esprit de solidarité grandis-

sant en ce temps-là dans les masses ouvrières russes et se manifestait en toute occasion dans les coins les plus reculés du pays : on n'était qu'à trois ans de la révolution... Le lendemain, le 9 mars, une manifestation plus importante eut lieu. D'après l'acte d'accusation, « une foule nombreuse, composée d'ouvriers, précédée de meneurs, marchant en rangs, avec des chants, des cris et des coups de sifflet », se dirigea vers les dépôts. Elle comptait deux mille personnes environ. Les ouvriers Khimirants et Goguibéridzé formulèrent devant les autorités militaires les mêmes revendications : libérez ceux qui ont été arrêtés ou arrêtez tout le monde. La foule, comme le tribunal en convint plus tard, était « désarmée et d'humeur pacifique ». Les autorités surent pourtant la tirer de cette humeur. La troupe ayant tenté de débayer la place à coups de crosse, les ouvriers lui répondirent à coups de pierres. La troupe ouvrit le feu, laissant sur la place 14 morts et 54 blessés. L'événement secoua tout le pays : au début de ce siècle, les assassinats en masse suscitaient une réaction nerveuse bien plus forte qu'aujourd'hui.

Quel fut le rôle de Koba dans cette manifestation ? Il n'est pas facile de le dire. Les compilateurs soviétiques sont écartelés entre deux tâches contradictoires : attribuer à Staline le maximum de participation au nombre maximum d'événements révolutionnaires et en même temps prolonger autant que possible ses périodes d'emprisonnement et de déportation. Les artistes de la cour reproduisent en peinture deux séries d'événements qui ne se concilient pas chronologiquement, nous représentant à la même heure l'héroïsme de Staline dans la rue et son stoïcisme sous les verrous. Le 27 avril 1937, les *Izvestia* de Moscou publiaient une reproduction d'un tableau de l'artiste K. Khoutsichvili qui montre Staline organisant la grève des cheminots de Tiflis en 1902. Le lendemain, la rédaction se voyait forcée de s'excuser d'avoir commis une erreur. « La biographie du camarade Staline, disait une déclaration, nous apprend que de février 1902 à la fin de 1903, il se trouvait dans les prisons de Batoum, puis de Koutaïs. Staline ne put donc être l'organisateur de la grève de Tiflis en 1902. Interrogé à ce sujet, le camarade Staline a déclaré que, du point de vue de la vérité historique, il était tout à fait erroné de le représenter comme l'organisateur de la grève de Tiflis en 1902, car il se trouvait alors à la prison de Batoum. » Mais s'il est vrai que Staline était en prison en février, « du point de vue de la vérité historique » il ne pouvait diriger la manifestation de qui eut lieu en mars. Pourtant, cette fois-ci, ce n'est pas seulement l'artiste qui s'est trompé par excès de zèle. La rédaction des *Izvestia* se trompait aussi, bien qu'elle se fût renseignée auprès de l'intéressé. Koba ne fut pas arrêté en février, mais en avril. Il ne put diriger la grève de Tiflis, non parce qu'il était en prison, mais parce qu'il se trouvait au bord de la Mer noire. Il lui était par contre tout à fait possible de prendre part aux événements de Batoum. Essayons de voir quelle y fut sa part.

Le lecteur observe sans doute avec quelque regret que notre exposé des faits s'accompagne de remarques critiques sur les sources. L'auteur voit bien les inconvénients d'une telle méthode, mais il n'a pas le choix. Les documents n'existent guère ou sont cachés. Les souvenirs postérieurs sont tendancieux, quand ils ne sont pas mensongers. Offrir au lecteur des conclusions toutes faites, en contradiction avec la version officielle, serait s'exposer au reproche de partialité. Il ne nous reste qu'à soumettre au lecteur l'examen critique des sources mêmes.

Un biographe français de Staline, Henri Barbusse, qui écrivit sous la dictée du Kremlin, affirme que Koba marcha en tête de la manifestation de Batoum, « comme une cible ». Cette phrase ampoulée est en contradiction, non seulement avec les renseignements de la police, mais encore avec le caractère de Staline, qui jamais et nulle part ne se plaça « comme une cible » (ce qui est, du reste, superflu). Les éditions du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, placées sous la direction

immédiate de Staline, ont consacré en 1937 un volume entier à la manifestation de Batoum ou, plus exactement, au rôle qu'y joua Staline. Seulement, ces 240 pages de texte serré n'ont fait qu'embrouiller la question, car les « souvenirs » dictés d'en haut se trouvent en contradiction absolue avec les documents en partie publiés. Todria écrit docilement : « Le camarade Sosso demeura tout le temps sur place et dirigea le comité central de grève. » Goguibéridzé affirme : « Le camarade Sosso ne nous quitte point. » Un vieil ouvrier de Batoum, Darakhvélidzé relate que Sosso se trouvait « au milieu de la mer agitée des ouvriers, dirigeant directement le mouvement, un ouvrier blessé à la main pendant la fusillade, G. Kalandadzé, fut tiré par lui de la foule et ramené par lui à son logement. » On doute qu'un dirigeant ait pu quitter son poste pour accompagner un blessé, n'importe qui pouvait s'acquitter de cette tâche de brancardier. Aucun des vingt-six autres auteurs ne mentionne, du reste, cet épisode douteux. Mais ce n'est, en fin de compte, qu'un détail. Le rôle dirigeant de Koba dans la manifestation est bien plus radicalement démenti par le fait, trop bien révélé au procès, que la manifestation ne fut pas dirigée. Goguibéridzé et Khimirants eux-mêmes, qui avaient réellement marché à la tête de la foule, furent considérés par le tribunal tsariste, malgré l'insistance du procureur, comme de simples participants et non des meneurs. Le nom de Djougachvili ne fut pas prononcé au procès, où figurèrent cependant de nombreux accusés et témoins. La légende s'effondre. Koba n'a, semble-t-il, participé aux événements de Batoum que dans la coulisse.

Selon Béria, Koba déploie après la manifestation une « immense » activité, écrit des tracts, en organise l'impression et la diffusion ; il transforme les obsèques des victimes du 9 mars en une « grandiose manifestation politique », etc. Malheureusement, ces exagérations rituelles ne sont guère solides. Koba était alors recherché par la police et ne pouvait guère déployer une « immense » et « grandiose » activité dans une petite ville où, selon le même Béria, il avait joué auparavant un rôle important dans la rue sous les yeux des manifestants, de la police et des badauds. Dans la nuit du 5 avril, lors d'une réunion des dirigeants du groupe du parti, Koba fut arrêté avec d'autres militants et mis en prison. Les jours pénibles commençaient. Il allait y en avoir beaucoup.

Les documents publiés relatent ici un épisode extrêmement intéressant. Trois jours après l'arrestation de Koba, pendant la visite régulière faite aux prisonniers par leurs proches, deux billets furent jetés d'une fenêtre dans la cour de la prison, dans l'espoir qu'un visiteur les ramasserait et les transmettrait. L'un des billets recommandait d'aller voir à Gori le maître d'école Sosso Irémachvili et de lui dire que « Sosso Djougachvili avait été arrêté, qu'il le priait d'en d'en informer immédiatement sa mère pour que celle-ci, si les gendarmes lui demandaient quand son fils avait quitté Gori, répondît qu'il était resté chez elle tout l'été et tout l'hiver, jusqu'au 15 mars ». Le second message, adressé à l'instituteur Elissabédachvili, traitait de l'activité révolutionnaire que celui-ci devait poursuivre. Les deux morceaux de papier tombèrent entre les mains des gardiens, et l'officier de gendarmerie Djakéli en conclut sans peine qu'ils avaient été écrits par Djougachvili et que ce dernier « avait joué un rôle important dans les troubles ouvriers de Batoum ». Djakéli demanda aussitôt à ses chefs de Tiflis qu'une perquisition fût faite chez Irémachvili, que la mère de Djougachvili fût interrogée, qu'Elissabédachvili fût perquisitionné et arrêté. Les documents publiés ne disent rien des résultats de ces opérations.

Nous avons plaisir à retrouver dans les pages du livre officiel un nom déjà familier, celui de Sosso Irémachvili. Certes, Béria l'avait déjà mentionné parmi les membres du cercle formé au séminaire. Mais cela n'impliquait pas nécessairement des relations étroites entre les deux Sosso. Maintenant, le caractère de l'un des billets interceptés



donne une preuve absolument irréfutable du fait que l'auteur des souvenirs que nous avons déjà utilisés plus d'une fois et que nous aurons encore à utiliser par la suite se trouvait réellement en relations étroites avec Koba. C'est lui, l'ami d'enfance, que le prisonnier charge d'instruire sa mère de la façon dont elle doit répondre, aux gendarmes. Il nous est ainsi confirmé qu'Irémachvili méritait bien la confiance de Kéké qui, comme nous l'avons appris de lui, l'appelait, lorsqu'il était enfant, son « second Sosso ». Les derniers doutes sur la véracité de si précieux souvenirs, ignorés des historiens soviétiques officiels, sont ainsi dissipés. Les instructions que Koba tenta d'envoyer à sa mère, pour que celle-ci confirmât ses propres dépositions, avaient pour but de tromper les gendarmes sur la durée de son séjour à Batoum et de le mettre ainsi à l'écart du procès qui se préparait. Il ne faut évidemment, rien voir de répréhensible dans cette tentative... Tromper les gendarmes, c'était l'une règles de ce jeu dangereux qui s'appelait conspiration révolutionnaire. Mais on ne peut manquer d'éprouver une sorte de stupeur devant l'imprudence avec laquelle Koba expose deux de ses camarades. L'aspect politique de l'incident est également à examiner. Un révolutionnaire qui avait participé à la préparation d'une manifestation si tragiquement terminée aurait dû tout naturellement éprouver le désir d'être au banc des accusés avec les ouvriers du rang, non certes pour des considérations sentimentales, mais afin de pouvoir mettre en lumière la portée politique des événements et de flétrir l'attitude des autorités bref, de faire du prétoire une tribune de propagande révolutionnaire : de pareilles occasions ne se présentaient pas souvent ! L'absence chez Koba de toute tentative dans ce sens ne peut s'expliquer que par son étroitesse de vues. Il ne se rendait manifestement pas compte de l'importance politique de la manifestation et n'avait qu'un but : se mettre à l'écart.

Son idée même de tromper les gendarmes aurait été, soit dit en passant, impossible s'il avait réellement dirigé la manifestation dans la rue, avait marché à la tête de la foule, s'était offert « comme une cible ». Des dizaines de témoins l'auraient reconnu. Koba ne pouvait chercher à échapper aux poursuites que si sa participation à la manifestation était restée anonyme et secrète. Le fait est que l'officier de police Tchkhinadzé fut le seul à déposer durant l'instruction qu'il avait vu Djougachvili « dans la foule », devant la prison. Ce témoignage unique ne pouvait avoir grand poids devant le tribunal. En tout cas, malgré cette déposition et les billets interceptés de Koba lui-même, il ne fut pas impliqué dans l'affaire de la manifestation. Le procès eut lieu un an plus tard et dura neuf jours. L'orientation politique des débats fut entièrement l'œuvre d'avocats libéraux, qui obtinrent, certes, des condamnations minimum pour les 21 accusés, mais au prix d'un effacement de la signification révolutionnaire des événements de Batoum.

Le commissaire de police qui avait arrêté les dirigeants de l'organisation de Batoum présente Koba, dans son rapport, comme « Iossif Djougachvili, originaire de Gori, chassé du séminaire, habitant Batoum sans y être inscrit, sans profession et sans domicile ». La mention de l'exclusion du séminaire n'a pas de valeur documentaire sûre, le commissaire ne pouvant connaître les pièces et ne faisant que rapporter des rumeurs ; bien plus certain est le fait que Koba n'avait ni passeport, ni profession définie, ni domicile fixe : tels sont les trois signes auxquels on reconnaissait le troglodyte révolutionnaire.

Koba devait passer dans les vieilles prisons négligées de Batoum, de Koutaïs, puis de nouveau de Batoum, plus de dix-huit mois, délai assez coutumier en ce temps-là, pendant lequel était menée l'instruction et décidée la déportation. Le régime des prisons, comme celui du pays, était à la fois barbare et patriarcal. Les relations paisibles et même familières avec l'administration étaient troublées par des mutineries pendant

lesquelles les détenus cassaient la vaisselle et le mobilier, battaient les portes à coups de pied, emplissaient les édifices de cris et de coups de sifflet. Le calme se rétablissait après l'orage. Loloua raconte brièvement une de ces explosions, qui eut lieu à la prison de Koutaïs, « sur l'initiative et sous la direction de Staline », cela va de soi. On peut admettre que, dans les conflits des prisons, Koba n'ait pas été au dernier rang et que, dans les contacts avec l'administration, il ait su se défendre et défendre ses camarades.

« En prison, il s'était fait un emploi du temps », raconte trente-cinq ans plus tard Kalandadzé ; « levé il faisait de la gymnastique, puis se mettait à l'étude de l'allemand et de l'économie politique... Il aimait entretenir les camarades de ses lectures... » On imagine sans peine la liste de ces livres : des ouvrages de vulgarisation sur les sciences naturelles, des fragments de Darwin ; *l'Histoire de la culture* de Lippert, peut-être les vieux Buckle et Draper, traduits après 1870 ; les *Biographies des grands hommes* éditées par Pavlenkev ; la doctrine économique de Marx exposée par le professeur russe Sieber, un peu d'histoire de Russie ; le fameux livre de Beltov sur le matérialisme historique (c'était alors le pseudonyme légal de l'émigré Plékhanov) ; enfin, l'enquête fondamentale sur le développement du capitalisme russe, œuvre du déporté Vladimir Oulianov, publiée en 1899 par le futur Lénine sous le pseudonyme de V. Iline. C'était beaucoup et c'était peu. Le bagage doctrinal du jeune révolutionnaire demeurait plein de lacunes. Mais il se trouvait assez armé contre l'enseignement de l'Eglise, les arguments du libéralisme et surtout les préjugés du populisme.

Après 1890 le marxisme avait remporté sur le populisme une victoire intellectuelle fondée, non sur la croissance du mouvement ouvrier, mais sur les succès du capitalisme. Cependant, les grèves et les manifestations ouvrières avaient conduit à l'éveil des campagnes, lequel, à son tour, avait entraîné la renaissance de l'idéologie populiste parmi l'*intelligentsia* des villes. Aussi une tendance révolutionnaire hybride commença-t-elle à grandir assez rapidement au début du siècle : elle s'assimila quelque éléments du marxisme, renonça aux appellations romantiques de « Terre et Liberté » ou de « Volonté du peuple » et se donna un nom à l'occidentale : Parti socialiste-révolutionnaire. La lutte contre l'« économisme » était en somme terminée lors de l'hiver 1902-1903 : les idées de l'*Iskra* avaient reçu une confirmation trop convaincante dans les succès de l'agitation politique et des manifestations publiques. A partir de 1903 l'*Iskra* consacre de plus en plus de place à la lutte contre le programme éclectique des socialistes-révolutionnaires et contre leur propagande en faveur de la terreur individuelle. La polémique passionnée des « s-d » et des « s-r » pénètre dans tous les coins du pays, y compris, bien entendu, les prisons. Koba eut plus d'une fois à croiser les armes avec ces nouveaux adversaires ; il faut croire qu'il le fit avec assez de succès, car l'*Iskra* lui fournissait de bons arguments.

N'ayant pas été inculqué dans l'affaire de la manifestation, Koba restait entre les mains de la gendarmerie. Les méthodes de l'instruction secrète, de même que le régime des prisons, variaient considérablement dans les diverses parties du pays : dans la capitale, les gendarmes étaient plus cultivés et plus prudents ; en province, ils étaient plus brutaux. Au Caucase, pays de mœurs primitives, soumis à un régime colonial, les gendarmes avaient recours aux violences les plus grossières, surtout à l'égard de victimes faibles, incultes ou inexpérimentées. « La pression, la menace, l'intimidation, la torture, les faux-témoignages, les inculpations forgées ou exagérées, la créance absolue accordée aux renseignements fournis par les agents secrets, tels étaient les caractères distinctifs d'une instruction menée par les gendarmes. » L'auteur de ces lignes, Arko-med, que nous avons déjà cité, relate que l'officier de gendarmerie Lavrov cherchait à obtenir des « aveux » mensongers par des procédés purement inquisitoriaux. Ces

procédés durent faire sur Staline une impression profonde et durable : il saura, en tout cas, trente ans plus tard, appliquer les méthodes du capitaine Lavrov sur une échelle colossale. Les souvenirs de prison de Loloua nous apprennent incidemment que « le camarade Sosso n'aimait pas à vouvoyer les camarades », disant que les serveurs du tsar vouvoient les révolutionnaires quand ils les envoient à l'échafaud. A la vérité, le tutoiement était coutumier dans les milieux révolutionnaires, surtout au Caucase. Koba devait, quelques dizaines d'années plus tard, envoyer à l'échafaud bien de vieux camarades qu'il avait tutoyés depuis sa jeunesse. Mais nous sommes encore loin de là.

Chose étonnante, les procès-verbaux des interrogatoires de Koba, lors de cette première arrestation comme lors de celles qui suivirent, n'ont pas été publiés. L'organisation de l'*Iskra* prescrivait à ses membres de refuser de répondre. Les révolutionnaires écrivaient de coutume : « Je soussigné, social-démocrate par conviction, repousse l'inculpation portée à ma connaissance et refuse de prendre part à une instruction secrète. » C'est seulement en audience publique, dans les rares cas où les autorités y avaient recours, que les militants de l'*Iskra* déployaient leur drapeau. Le refus de répondre aux interrogatoires, pleinement conforme aux intérêts du parti dans son ensemble, aggravait dans certains cas la situation des prévenus. Nous avons vu Koba tenter, en avril 1903, par un stratagème dont ses camarades firent les frais, d'établir un alibi. On peut admettre qu'en d'autres circonstances il comptait davantage sur sa propre ruse que sur la règle obligatoire pour tous les militants. Aussi faut-il penser que ses dépositions n'ont rien de remarquable et surtout rien d'héroïque. Telle est la seule explication imaginable du fait qu'elles soient soigneusement gardées sous le boisseau.

L'écrasante majorité des révolutionnaires étaient frappés, selon l'expression, « par mesure administrative ». Un « Conseil spécial », formé de quatre hauts fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de la Justice, recevait à Pétersbourg les rapports des chefs de la gendarmerie locale et prononçait, en l'absence de l'inculpé, des arrêts ensuite confirmés par le ministre de l'Intérieur. Le 25 juillet 1903, le gouverneur de Tiflis reçut de la capitale un arrêt portant envoi en Sibérie orientale, pour y résider sous la surveillance de la police, de seize condamnés politiques. Comme toujours, les noms de ceux-ci figurent sur la liste par ordre de l'importance du personnage ou du crime imputé : on s'inspirait de ce classement pour attribuer aux déportés, en Sibérie, des lieux de résidence plus ou moins habitables. Les premiers noms sur la liste qui nous intéresse sont ceux de Kournatovsky et de Frantchesky condamnés à quatre ans de déportation. Quatorze personnes le sont pour trois ans ; la première place parmi elles est dévolue à Sylvestre Djibladzé, que nous connaissons déjà ; Iossif Djougachvili est le onzième sur la liste. Les gendarmes ne le mettaient pas au nombre des révolutionnaires marquants.

En novembre, Koba quitta avec d'autres déportés la prison de Batoum pour être dirigé vers le gouvernement d'Irkoutsk. D'étape en étape, le voyage dura trois mois environ. Les premiers grondements de la révolution se faisaient cependant entendre ; chacun cherchait à s'évader au plus vite. Au début de 1904, la déportation était finalement devenue une véritable passoire. Il était le plus souvent facile de s'évader ; il y avait partout des « centres » clandestins où l'on trouvait de faux passeports, de l'argent, des adresses. Koba ne resta pas plus d'un mois au village de Novaïa Ouda, juste le temps qu'il fallait pour s'y retrouver, nouer les relations nécessaires et concevoir un plan d'action. Le père de sa deuxième femme, Allilouïev, raconte qu'à sa première tentative d'évasion Koba eut le visage et les oreilles gelés et dut revenir pour prendre des vêtements plus chauds. Une bonne troïka sibérienne, conduite par un homme sûr,

le mena rapidement par une piste gelée à la gare la plus proche. Le voyage de retour à travers l'Oural ne lui prit pas trois mois, mais une semaine.

C'est le moment de raconter ici en peu de mots la destinée ultérieure de l'ingénieur Kournatovsky, qui fut le véritable inspirateur du mouvement révolutionnaire de Tiflis au début du siècle. Après avoir passé deux ans dans une prison militaire, il fut déporté dans la région de Iakoutsk, d'où les évasions étaient infiniment plus difficiles que dans le gouvernement d'Irkoutsk. Lors de son passage à Iakoutsk, Kournatovsky prit part à la résistance armée des déportés contre les autorités locales et fut de ce fait condamné à douze ans de travaux forcés. Amnistié en automne 1905, il arriva à Tchita au moment où les soldats de la guerre russo-japonaise remplissaient la ville et il y devint président du soviet des députés ouvriers, soldats et cosaques, qui dirigea ce qu'on appela la « République de Tchita ». De nouveau arrêté au début de 1906, il est cette fois condamné à la peine capitale. Le général Rennenkampf, pacificateur de la Sibérie, garda le condamné dans son train pour qu'il assistât, à toutes les stations, aux exécutions d'ouvriers. Un nouvel essai de libéralisme, en relation avec les élections à la première Douma, commua la condamnation à mort de Kournatovsky en déportation à perpétuité en Sibérie. Il réussit à s'enfuir de Nertchinsk, gagna le Japon, puis l'Australie, y connut une misère effroyable, se fit bûcheron, s'épuisa. Malade, atteint d'une affection des oreilles, il finit par arriver à Paris. « Un écrasant destin hors série l'avait brisé », écrit Kroupskaïa. « En automne 1910, peu après son arrivée, Ilitch et moi nous allâmes le voir à l'hôpital. » Il mourut deux ans plus tard, quand Lénine et Kroupskaïa habitaient déjà Cracovie. C'est sur les épaules d'hommes tels que Kournatovsky, et aussi sur leurs cadavres, que la révolution s'avavançait.

Elle s'avavançait en effet. La première génération social-démocrate russe, à la tête de laquelle s'était trouvé Plékhanov, avait commencé son activité critique et sa propagande un peu après 1880. D'abord isolés, les pionniers s'étaient ensuite comptés par dizaines. La deuxième génération, qui avait eu à sa tête Lénine — de quatorze ans plus jeune que Plékhanov —, était entrée dans l'arène politique vers 1890. La troisième, formée d'hommes de dix ans plus jeunes que Lénine, entra dans l'action révolutionnaire à la fin du siècle dernier et au début du nôtre. C'est à cette génération, qui embrassait déjà des milliers de militants, qu'appartenaient Staline, ou Zinoviev, Kaménev, l'auteur de ces lignes, et bien d'autres.

En mars 1898 s'étaient réunis dans une ville de province, à Minsk, les représentants de neuf comités locaux et ils avaient fondé le Parti ouvrier social-démocrate russe. Tous les congressistes avaient été aussitôt arrêtés. Il est douteux que les résolutions du congrès aient pu arriver à Tiflis, où le séminariste Djougachvili se préparait à adhérer à la social-démocratie. Le congrès de Minsk, préparé par des hommes de la génération de Lénine, ne fit que proclamer la fondation du parti ; il ne le créa pas. Un coup bien appliqué suffit à la police tsariste pour détruire pour longtemps les faibles liaisons du parti. Au cours des années suivantes, le mouvement, d'un caractère surtout économique, prit racine çà et là. Les jeunes social-démocrates militaient ordinairement dans leur contrée natale, jusqu'au moment où ils étaient arrêtés et déportés. Il était exceptionnel que l'on se déplaçât de ville en ville. Le passage à l'illégalité, pour éviter l'arrestation, ne se pratiquait encore que fort peu : on manquait d'expériences, de moyens techniques, de relations.

A partir de 1900, l'*Iskra* commence à bâtir une organisation centralisée. Lénine devient alors le chef incontesté qui repousse de plein droit les « vieux », Plékhanov en tête, au second plan. L'édification du parti est favorisée par l'extension infiniment plus large du mouvement ouvrier, lequel fait monter une nouvelle génération révolu-



tionnaire considérablement plus nombreuse que celle à laquelle appartenait Lénine. La première tâche de l'*Iskra* est de choisir parmi les militants locaux, ceux qui ont le plus d'envergure et de former avec eux un appareil central capable de diriger la lutte révolutionnaire à l'échelle de tout le pays. Le nombre des partisans de l'*Iskra* était considérable et croissait sans cesse. Mais le nombre des véritables «iskristes», hommes de confiance du centre formé à l'étranger, était nécessairement limité : il ne dépassait pas deux ou trois dizaines de militants. Le trait distinctif de l'iskriste, c'était qu'il avait rompu avec sa ville, sa région, sa province, pour se consacrer à la construction du parti. L'esprit de clocher, ou, comme on disait alors, le «localisme», était pour l'*Iskra* synonyme d'étroitesse, de médiocrité, presque d'esprit réactionnaire. «Ayant formé un petit groupe clandestin de révolutionnaires professionnels», écrit le général de gendarmerie Spiridovitch, «ils allaient de ville en ville, là où il y avait des comités du parti, établissaient des liaisons avec les membres de ceux-ci, leur fournissaient des publications illégales, les aidaient à monter des imprimeries et puisaient auprès d'eux les renseignements dont l'*Iskra* avait besoin. Ils pénétraient dans les comités locaux, y menaient leur propagande contre l'«économisme», en éliminaient leurs adversaires et y assuraient ainsi leur influence.» L'ancien gendarme donne ici une idée assez juste des iskristes, membres d'un ordre errant qui s'élevait au dessus des organisations locales, les considérant comme son champ d'action.

Koba ne prit aucune part à ce travail important. Il avait été un social-démocrate de Tiflis, puis de Batoum, c'est-à-dire un militant révolutionnaire local. La liaison entre le Caucase, d'une part, et, l'*Iskra* et la Russie centrale, de l'autre, était assurée par Kournatovsky et d'autres. Tout le travail de rassemblement des comités locaux et des groupes en un parti centralisé se fit en dehors de Koba. Ce fait, irréfutablement démontré par les documents, la correspondance, les Mémoires du temps, est très important pour déterminer le développement politique de Staline : celui-ci avance lentement, en tâtonnant, en hésitant.

En juin 1900, Krassine, jeune ingénieur déjà renommé, reçut un poste important à Bakou. «Mon travail, écrit-il, n'était pas moins intense dans un autre domaine, celui de l'activité clandestine de la social-démocratie, aussi bien à Bakou même qu'au Caucase en général, à Tiflis, à Koutaïs, à Batoum, où je me rendais périodiquement pour maintenir les liaisons avec les organisations locales.» Krassine demeura à Bakou jusqu'en 1904. Tenu par sa situation officielle, il ne menait aucune activité directe parmi les masses, si bien que les ouvriers ignoraient son véritable rôle et tentèrent même d'obtenir son renvoi de la station électrique dont il était le directeur. Krassine n'avait de contact qu'avec les dirigeants locaux. Il mentionne parmi les révolutionnaires avec qui il entra en contact direct les frères Lénoukidzé, Lado Ketskhovéli, Allilouïev, Chelgounov, Galpérine, etc. Remarquons que celui qui dirigeait l'activité social-démocrate au Caucase de 1900 à 1904 ne mentionne pas une seule fois Staline. Non moins remarquable est le fait qu'en 1927 encore ce silence passa totalement inaperçu et ne fut nullement commenté dans l'autobiographie de Krassine publiée alors par les Editions d'Etat. De même, Staline n'est pas mentionné dans les souvenirs d'autres bolcheviks qui militèrent en ces années-là au Caucase ou entrèrent en contact avec le mouvement qui s'y développait, s'il s'agit, bien entendu, de souvenirs écrits avant le début de la révision officielle de l'histoire du parti, c'est-à-dire au plus tard en 1929.

En février 1902 devait se tenir à Kiev une conférence des agents de l'*Iskra* en Russie. «A cette conférence, écrit Piatnitsky, vinrent des délégués de tous les coins de la Russie.» Ayant remarqué des filatures, ils voulurent repartir à la hâte ; ils furent tous arrêtés, à Kiev ou au cours de leur voyage de retour. Quelques mois plus tard, ils



s'évadaient de la prison de Kiev. Koba, qui travaillait à ce moment-là à Batoum, ne fut pas invité à cette conférence et ignorait même très probablement qu'elle dût avoir lieu.

Le provincialisme politique de Koba se manifesta fort nettement par ses rapports ou, plus exactement, par son absence de rapports avec le centre du parti à l'étranger. A partir de la moitié du siècle dernier, le rôle de l'émigration dans le mouvement révolutionnaire russe est presque constamment dominant. Tandis qu'en Russie les arrestations, les déportations et les exécutions ne cessaient pas, les foyers de l'émigration formés des théoriciens, des publicistes et des organisateurs les plus remarquables, étaient les seuls éléments stables dans un mouvement qu'ils marquaient pour cette raison de leur empreinte. La rédaction de l'*Iskra* était devenue au début du siècle le centre incontesté de la social-démocratie. C'est de là que partaient non seulement les mots d'ordre politiques mais encore les directives pratiques. Le révolutionnaire aspirait toujours à faire au plus tôt un séjour à l'étranger pour y voir et y entendre les chefs, confronter ses vues avec les leurs, établir un contact permanent avec l'*Iskra* et, à travers elle, avec les militants illégaux de toute la Russie. V. Kojevnikov, qui fut pendant un certain temps un des proches collaborateurs de Lénine à l'étranger, raconte que, « des lieux de déportation et des chemins de la déportation, ce n'étaient qu'évasions pour gagner l'étranger, visiter la rédaction de l'*Iskra*... puis revenir en Russie et se remettre à l'action ». Le jeune ouvrier Noguine, pour ne prendre qu'un exemple parmi des centaines d'autres, s'échappe de déportation en avril 1903 et gagne l'étranger, « pour rattraper la vie », comme il l'écrit à un de ses amis, « lire et apprendre ». Au bout de quelques mois, il rentre illégalement en Russie, devenu agent de l'*Iskra*. Les dix participants de la conférence manquée de Kiev, dont nous avons mentionné l'arrestation et l'évasion et parmi lesquels se trouvait le futur diplomate soviétique Litvinov, ne tardèrent pas à gagner l'étranger. Puis, l'un après l'autre, ils revinrent en Russie, afin d'y préparer le congrès du parti. C'est d'eux et de bien d'autres agents sûrs et éprouvés que Kroupskaïa écrit dans ses souvenirs : « L'*Iskra* avait une correspondance active avec tous ses agents. Vladimir Illitch parcourait chaque lettre. Nous connaissions par le menu l'activité de chacun des agents de l'*Iskra* et nous examinions avec eux ce qu'ils devaient faire ; nous étions tenus au courant des liaisons rompues ou renouées entre eux, des arrestations, etc. » Ces hommes étaient de la génération de Lénine ou de celle de Staline. Mais nous ne rencontrons pas Koba parmi ces révolutionnaires de premier plan, créateurs de la centralisation, édificateurs du parti unifié. Il reste toujours un « militant local » du Caucase, provincial jusqu'à la moelle des os.

En juillet 1903 se tint enfin à Bruxelles le congrès du parti, préparé par l'*Iskra* ; la pression de la diplomatie russe, à laquelle obéit servilement la police belge, l'obligea à se transporter à Londres. Le congrès adopta un programme rédigé par Plékhanov et vota des résolutions sur la tactique ; mais, quand il s'agit des questions d'organisation, des désaccords surgirent entre les militants mêmes de l'*Iskra* qui dominaient le congrès. Les deux côtés, aussi bien les « durs », avec Lénine, que les « mous », avec Martov, considérèrent d'abord que ces désaccords n'étaient pas très profonds, leur âpreté n'en était que plus surprenante. Le parti, à peine unifié, était menacé de se scinder.

« Dès 1903, en prison, mis au courant par des camarades qui revenaient du deuxième congrès des désaccords sérieux entre bolcheviks et menchéviks, Staline se joignit résolument aux bolcheviks. » Tel est le texte biographique dicté par Staline lui-même pour servir d'instruction aux historiens du parti. Mais il serait imprudent de lui accorder une trop grande confiance. Trois délégués du Caucase assistaient au congrès qui aboutit à la scission. Lequel des trois rencontra Koba, isolé au régime cellulaire ? Comment Koba exprima-t-il sa solidarité avec le bolchévisme ? La seule confirmation

de la version de Staline vient d'Irémachvili. « Koba, qui avait toujours été un partisan enthousiaste des méthodes de force de Lénine, écrit-il, se rangea évidemment tout de suite du côté du bolchévisme, dont il se fit le défenseur et le protagoniste passionné en Géorgie. » Mais ces affirmations, si catégoriques qu'elles soient, sont manifestement anachroniques. Avant le congrès, personne, pas même Lénine, n'avait encore opposé les « méthodes de force de Lénine » à celles des autres membres de la rédaction, les futurs chefs du menchévisme... Au congrès, il n'y eut pas de désaccords sur les méthodes révolutionnaires ; les divergences de tactique n'existaient pas encore. Irémachvili se trompe visiblement, et cela ne doit pas nous surprendre : Koba passa toute l'année 1903 en prison ; Irémachvili ne peut avoir de contacts avec lui. Il convient d'ajouter que, si les souvenirs personnels et psychologiques du « second Sosso » sont convaincants et presque toujours confirmés à la vérification, ses observations politiques ne les valent pas, loin de là. Irémachvili manquait apparemment d'intuition et de préparation pour comprendre le développement des tendances révolutionnaires rivales, il nous propose en la matière des conjectures rétrospectives suggérées par ses propres opinions ultérieures.

Au deuxième congrès, les discussions surgirent en réalité autour de la question de savoir qui devait être considéré membre du parti : seuls les membres d'une organisation illégale, ou quiconque prenait une part systématique à la lutte révolutionnaire sous la direction des comités locaux ? Lénine déclara pendant les débats : « Je suis loin de considérer nos désaccords comme assez essentiels pour que la vie et la mort du parti en dépendent. Nous ne serons pas perdus parce qu'un article de nos statuts sera mauvais. » A la fin du congrès les désaccords s'étendirent à la question de savoir qui ferait partie de la rédaction de l'*Iskra* et du Comité central ; mais ils ne sortirent pas de ces étroites limites. Lénine bataillait pour un parti fermement et nettement délimité, pour une rédaction peu nombreuse, pour une stricte discipline. Martov et ses amis penchaient pour un parti amorphe et des mœurs familiales. Mais les deux tendances ne faisaient que chercher leur voie à tâtons et, malgré toute l'âpreté du conflit, personne ne considérait encore les désaccords comme « très sérieux ». Comme Lénine devait fort justement l'exprimer plus tard, la bataille du congrès était une « anticipation » sur l'avenir.

« La difficulté la plus grande dans cette lutte, écrivit plus tard Lounatcharsky, le premier dirigeant de l'instruction publique de la République des soviets, fut que le deuxième congrès scinda le parti sans établir les véritables divergences de vues entre martovistes et léninistes. Les désaccords paraissaient graviter autour d'un paragraphe des statuts et de la composition d'une rédaction. Bien des camarades étaient troublés par la futilité des raisons qui avaient conduit à la scission. » Piatnitsky, futur fonctionnaire important de l'Internationale communiste, alors jeune ouvrier, écrit dans ses souvenirs : « Je n'arrivais pas à comprendre pourquoi de menus désaccords pussent empêcher la collaboration. » L'ingénieur Krjijanovsky, proche de Lénine en ces années-là et qui devint après la révolution le dirigeant de la Commission du plan, dit : « Personnellement, je trouvais saugrenu que l'on pût accuser le camarade Martov d'opportunisme. » Les témoignages de cette sorte sont nombreux. Pétersbourg, Moscou, la province protestaient ou récriminaient. Personne ne voulait reconnaître la scission qui s'était produite au congrès entre les iskristes. Dans la période qui, allait suivre, la démarcation allait s'opérer lentement, avec d'inévitables passages d'un camp dans l'autre. Fréquemment, les premiers bolcheviks et les premiers menchéviks continuèrent à militer ensemble.

Au Caucase, où le milieu social était arriéré et le niveau politique fort bas, on comprit encore moins qu'ailleurs ce qui s'était passé au congrès. Les trois délégués du Caucase s'étaient, à Londres, joints avec ardeur à la majorité. Mais, fait remarquable, tous trois devinrent par la suite menchéviks : Topouridzé se sépara de la majorité dès la fin du congrès ; Zourabov et Knouniants passèrent aux menchéviks au cours des années suivantes. La célèbre imprimerie clandestine du Caucase, où les sympathies pour les bolcheviks dominaient, continua en 1904 à se charger de la réimpression de l'*Iskra* devenue menchéviste tout en restant pour la forme l'organe central du parti. « Nos divergences de vues, écrit Iénoukidzé, ne se manifestaient nullement dans le travail. » Ce n'est qu'après le troisième congrès du parti, donc pas avant le milieu de 1905, que l'imprimerie passa sous le contrôle du Comité central bolcheviste. Il est donc absolument impossible d'admettre que Koba, dans une prison perdue, ait tout de suite considéré les divergences de vues comme « très sérieuses ». L'anticipation ne fut jamais son côté fort. On ne pourrait d'ailleurs guère reprocher, même à un jeune révolutionnaire moins circonspect et soupçonneux que lui, d'être parti pour la Sibérie sans avoir ouvertement pris position dans la lutte à l'intérieur du parti.

De Sibérie, Koba rentra tout droit à Tiflis : ce fait ne peut manquer d'étonner. Les évadés tant soit peu marquants revenaient rarement dans leur pays natal, ou ils s'exposaient à être facilement reconnus, à plus forte raison quand leur ville était, non pas Pétersbourg ou Moscou, mais une petite ville de province comme Tiflis. Le jeune Djougachvili n'a pas encore coupé le lien qui le rattache au Caucase ; la langue qu'il emploie pour mener la propagande, c'est encore presque exclusivement le géorgien ; en outre, il ne se sent pas encore au centre de l'attention de la police. Il ne se risque pas encore à essayer ses forces en Russie centrale. On ne le connaît pas à l'étranger et rien ne l'y attire. Une raison plus intime pesait aussi, semble-t-il, dans le même sens : si la chronologie d'Irémachvili est exacte, Koba était déjà marié ; sa jeune femme était demeurée à Tiflis pendant son emprisonnement et sa déportation.

La guerre avec le Japon, déclenchée en janvier 1904, commença par affaiblir le mouvement ouvrier pour, à la fin de la même année, lui donner une ampleur sans précédent. Les défaites militaires du tsarisme dissipèrent promptement la griserie patriotique des milieux libéraux et de certains milieux estudiantins. Avec différents coefficients de vigueur le défaitisme embrassa de plus en plus, non seulement les masses révolutionnaires, mais aussi l'opposition bourgeoise. Et pourtant la social-démocratie, à la veille de l'essor grandiose qui l'attendait, vivait des mois de stagnation et d'anémie. Les débilatantes dissensions entre bolcheviks et menchéviks — débilatantes parce qu'encore indéterminées — ne sortaient que peu à peu de l'étroit domaine des manigances d'organisation pour embrasser bientôt le champ tout entier de la stratégie révolutionnaire.

« L'activité de Staline en 1904-1905 se déroule sous le drapeau d'une lutte acharnée contre le menchévisme », dit la biographie officielle. « Il porte littéralement sur ses épaules le poids de toute la lutte contre le menchévisme au Caucase, de 1904 à 1908 », écrit Iénoukidzé dans ses souvenirs refaits à neuf. Béria affirme qu'après son évasion de Sibérie, Staline « organise et dirige la lutte contre les menchéviks, qui, après le deuxième congrès du parti, en l'absence du camarade Staline, étaient devenus particulièrement actifs ». Ces auteurs veulent trop prouver. S'il faut admettre que Staline, dès 1901-1903, joua dans la social-démocratie du Caucase le rôle dirigeant ; qu'il se joignit aux bolcheviks dès 1903 et qu'à partir de février 1904 il se consacra à la lutte contre le menchévisme, on ne peut que considérer avec étonnement le fait que tous ses efforts aient donné d'aussi piteux résultats : à la veille de la révolution de 1905, les bolcheviks

géorgiens se comptaient littéralement sur les doigts de la main. Lorsque Béria déclare que les menchéviks étaient devenus particulièrement actifs « en l'absence, du camarade Staline », c'est presque de l'ironie : la Géorgie petite-bourgeoise, Tiflis y compris, resta une citadelle du menchévisme pendant vingt ans, tout à fait indépendamment de l'absence ou de la présence de qui que ce fût. Pendant la révolution de 1905, les ouvriers et les paysans géorgiens suivirent sans partage la fraction menchéviste ; la Géorgie fut invariablement représentée dans les quatre Doumas par des menchéviks ; pendant la révolution de février 1917, le menchévisme géorgien donna à la Russie entière des chefs tels que Tsérételli, Tchkhéidzé, etc. Enfin, même après l'établissement du pouvoir soviétique en Géorgie, le menchévisme y conserva toujours une grande influence, qui se traduisit par l'insurrection de 1924.

« Toute la Géorgie doit être labourée à neuf », ainsi s'exprimait Staline, résumant les leçons de l'insurrection géorgienne à une séance du Bureau politique en automne 1924, c'est-à-dire vingt ans après qu'il eut « entamé une lutte acharnée contre le menchévisme ». Il sera donc plus juste et plus équitable envers Staline de ne pas exagérer le rôle de Koba dans les premières années du siècle.

Koba rentra de déportation avec le titre de membre du comité du Caucase, auquel il avait été élu en son absence, lors de son emprisonnement, par une conférence des organisations locales. Il se peut que la plupart des membres du comité — ils étaient huit — aient sympathisé dès le début de 1904 avec la majorité bolcheviste du congrès de Londres, mais ceci ne nous apprend encore rien sur les sympathies de Koba lui-même. Les organisations locales du Caucase penchaient manifestement du côté de la minorité menchéviste. Le Comité central du parti, sous la direction de Krassine, était pour la conciliation et agissait alors contre Lénine. L'*Iskra* se trouvait entièrement aux mains des menchéviks. Dans ces conditions, le Comité du Caucase, avec ses sympathies pour le bolchévisme, n'avait aucun appui. Or, Koba aimait se sentir un sol ferme sous les pieds. L'appareil du parti avait pour lui plus de prix que les idées.

Les informations officielles sur l'activité de Koba en 1904 sont extrêmement imprécises et fort peu dignes de foi. On ne sait pas s'il milita à Tiflis. Sans doute l'évadé de Sibérie ne pouvait-il pas se montrer dans les cercles ouvriers, où bien des gens le connaissaient. Probablement est-ce la raison qui amena Koba à aller s'installer à Bakou dès juin. Sur son activité dans cette ville, ce sont des phrases stéréotypées : « il dirige la lutte des bolcheviks de Bakou », « il démasque les menchéviks ». Pas un fait, pas un souvenir précis ! Si la plume de Koba produit quelques documents en ces mois-là, ils sont soigneusement cachés et ce ne doit pas être sans raison.

Les tardifs essais que l'on a faits pour présenter Staline comme le fondateur de la social-démocratie à Bakou ne sont fondés sur rien. Les premiers cercles ouvriers étaient apparus dans la cité morne et enfumée, où s'exécraient Arméniens et Tartares, dès 1896. Une organisation aux contours plus précis fut créée trois ans plus tard par A. Iénoukidzé, aidé de quelques ouvriers déportés de Moscou. Dès le début du siècle, le même Iénoukidzé forma, avec Lado Ketskhoveri, le comité de Bakou, de tendance « iskriste ». Grâce aux frères Iénoukidzé, étroitement liés à Krassine, une grande imprimerie clandestine fut établie à Bakou en 1903, et elle joua un rôle important dans la préparation de la première révolution. C'est dans cette même imprimerie que bolcheviks et menchéviks collaborèrent cordialement jusqu'au milieu de 1905. Quand Avéli Iénoukidzé, qui fut pendant tant d'années le secrétaire du Comité exécutif des Soviets, vieilli, fut tombé en disgrâce, on le força, en 1935, à remanier ses souvenirs, écrits en 1923, en y introduisant, en contradiction avec les faits établis, des phrases creuses sur le rôle inspirateur et dirigeant de Sosso au Caucase et particulièrement à



Bakou. Cette humiliation ne devait pas sauver lénoukidzé ; elle n'ajoute pas davantage un trait marquant à la biographie de Staline.

Au moment où Koba se montre pour la première fois sur l'horizon de Bakou — en juin 1904 — l'organisation social-démocrate locale avait derrière elle huit ans d'histoire et, dans la dernière de ces années, la « Ville noire » avait déjà joué un rôle énorme dans le mouvement ouvrier. Le printemps précédent avait vu éclater à Bakou une grève générale qui donna le signal à toute une vague de grèves et de manifestations dans le sud de la Russie. Véra Zassoulitch fut la première à discerner dans ces événements le début de la révolution. Bakou étant une ville prolétarienne, surtout comparée à Tiflis, les bolcheviks avaient réussi à s'y affermir mieux et plus vite que dans le reste du Caucase. D'après Makharadzé, le même qui appliquait naguère à Staline le sobriquet péjoratif des rues de Tiflis, « kinto », l'automne de 1904 vit se créer à Bakou, « sous la direction immédiate de Sosso », une organisation spécialement destinée à l'activité révolutionnaire parmi les ouvriers les plus arriérés de l'industrie pétrolière, Tartares (Azerbaïdjanais) et Persans. Ce témoignage susciterait moins de doute si Makharadzé l'avait fait dans la première édition de ses souvenirs et non dix ans plus tard, quand, sous la férule de Béria, il refit à neuf toute l'histoire de la social-démocratie au Caucase. La méthode d'approximations successives à la « vérité » officielle est complétée par la mise à l'index et au pilon des éditions antérieures.

A son retour de Sibérie, Koba rencontra certainement Kaménev, natif de Tiflis et l'un des premiers jeunes adeptes de Lénine. Il se peut même que ce soit précisément Kaménev qui, à ce moment-là de retour de l'étranger, ait contribué à rallier Koba au bolchévisme. Mais le nom de Kaménev a été banni de l'histoire du parti plusieurs années avant que Kaménev lui-même n'ait été condamné et fusillé sur la base d'accusations fantastiques. En tout cas, l'histoire véritable du bolchévisme au Caucase commence à l'automne de 1904 et non au retour de Koba de Sibérie. Cette date est établie de diverses façons, même par les auteurs officiels, quand ils ne sont pas tenus de parler spécialement de Staline. En novembre 1904, une conférence bolcheviste tenue à Tiflis avec quinze délégués des organisations locales du Caucase, dont la plupart étaient de fort petits groupes, adopta une résolution en faveur de la convocation d'un nouveau congrès du parti. C'était ouvertement déclarer la guerre à la fois aux menchéviks et au Comité central partisan de la conciliation. Si Koba avait participé à la première conférence des bolcheviks du Caucase, Béria et les autres historiens officiels n'auraient pas manqué de nous apprendre que la conférence s'était tenue « sur l'initiative et la direction de Staline ». Le silence absolu qu'ils observent sur ce point établit que Koba, qui se trouvait à ce moment-là au Caucase, ne participa pas à la conférence. Aucune organisation bolcheviste ne l'avait donc délégué. La conférence élut un Bureau. Koba ne fit pas partie de cet organe dirigeant. Tout ceci eût été inconcevable s'il avait joué un rôle tant soit peu marquant parmi les bolcheviks du Caucase.

V. Taratouta, qui prit part à la conférence en tant que délégué de Batoum et devint par la suite membre du Comité central du parti, nous donne des indications tout à fait précises et dignes de foi sur les bolcheviks qui jouaient alors au Caucase un rôle dirigeant. « A la conférence régionale du Caucase, fin 1904 ou début 1905, écrit-il, ... je rencontrai pour la première fois Léon Borissovitch Kaménev, qui dirigeait les organisations bolchevistes locales. Cette conférence régionale chargea Kaménev de faire de l'agitation et de mener une propagande dans tout le pays pour la convocation d'un nouveau congrès du parti ; elle lui demanda aussi de visiter tous les comités du pays et d'entrer en liaison avec nos centres de l'étranger. » Le témoin autorisé que nous citons ne souffle mot sur la participation de Koba à ce travail.



Dans de telles conditions, il ne pouvait évidemment être question de faire entrer Koba dans le centre des bolcheviks de Russie, le « Bureau des comités de la majorité », composé de sept membres et chargé de convoquer le congrès. Kaménev y était entré en tant que représentant du Caucase. Comme autres membres du Bureau qui devinrent par la suite des personnages soviétiques en vue, nous rencontrons les noms de Rykov et de Litvinov. Il n'est pas inutile de rappeler que Kaménev et Rykov étaient de deux ou trois ans plus jeunes que Staline. La plupart des membres du Bureau étaient d'ailleurs des hommes de la « troisième génération ».

En décembre 1904, c'est-à-dire peu après que se fut tenue à Tiflis la conférence bolcheviste, Koba se rend pour la seconde fois à Bakou. A la veille de son arrivée, une grève générale, inattendue pour tout le pays, avait éclaté dans les usines et les puits de pétrole. Les organisations du parti ne se rendaient pas encore compte, manifestement, de la fermentation révolutionnaire des masses, aggravée par la première année de guerre. La grève de Bakou précède immédiatement le fameux « Dimanche rouge » de Pétersbourg (9 janvier 1905, vieux style, ou 22 janvier selon le calendrier occidental), qui fut une procession tragique d'ouvriers conduits par le pope Gapone vers le Palais d'hiver. Des « souvenirs », fabriqués en 1935, disent vaguement que Staline dirigea le comité de grève de Bakou et que tout se passa sous sa direction. Mais, selon le même auteur, Staline arriva à Bakou après le début de la grève et y resta dix jours tout au plus. Il était en réalité venu avec une mission bien définie, peut-être liée à la préparation du congrès : à ce moment-là, il avait déjà sans doute choisi entre bolchévisme et menchévisme.

Staline lui-même a tenté d'avancer la date à laquelle il joignit les bolcheviks. Non content de dire qu'il était devenu bolchevik en prison, il raconta en 1924, à des élèves officiers réunis un soir au Kremlin, qu'il avait pris contact avec Lénine dès sa première déportation. « Je fis la connaissance du camarade Lénine en 1903. Ce ne fut, il est vrai, que par correspondance. Mais j'en reçus une impression ineffaçable, qui ne devait plus me quitter pendant toute la durée de mon activité dans le parti. J'étais alors déporté en Sibérie. La connaissance de l'activité révolutionnaire du camarade Lénine depuis les dernières années du siècle passé et surtout depuis 1901, depuis la publication de *l'Iskra*, m'amena à la conviction que nous avions en Lénine un homme extraordinaire. Il n'était pas alors à mes yeux un simple dirigeant du parti, il en était le véritable créateur, car seul il en comprenait l'essence profonde et les besoins urgents. Quand je le comparais aux autres dirigeants de notre parti, il me semblait toujours, que les compagnons de lutte du camarade Lénine — Plékhanov, Martov, Axelrod et autres — étaient au-dessous de lui d'une tête entière, que Lénine, comparé à eux, n'était pas seulement un de nos dirigeants, mais un dirigeant de type supérieur, un aigle des montagnes, intrépide dans le combat, qui guidait hardiment le parti par les chemins inexplorés du mouvement révolutionnaire russe. Cette impression s'ancra si profondément dans mon âme, que j'éprouvai la nécessité de l'écrire à un ami intime qui était émigré, en lui demandant une réponse. Quelque temps après, déjà déporté en Sibérie — c'était fin 1903 — je reçus de cet ami une réponse enthousiaste, ainsi qu'une lettre simple, mais profonde, du camarade Lénine, à qui il s'avérait que mon ami avait communiqué la mienne. La lettre du camarade Lénine était relativement courte, mais elle donnait une critique hardie, intrépide de l'activité de notre parti, ainsi qu'un exposé remarquablement clair et précis de tout ce que devait être l'activité du parti dans l'avenir immédiat. Lénine seul savait traiter les sujets le plus complexes avec cette simplicité et cette clarté, cette concision et cette audace qui font que chaque phrase fait penser à un coup de feu. Cette lettre simple et hardie me confirma plus encore dans l'opinion que Lénine était bien l'aigle des montagnes de notre parti. Je ne me pardonne pas d'avoir,

à ma coutume de vieux militant illégal, livré au feu cette lettre, comme bien d'autres. Ainsi commencèrent mes relations avec Lénine.»

La chronologie même de ce récit, si caractéristique par sa psychologie et son style primitifs, est erronée. Koba n'arriva en Sibérie qu'en janvier 1904 et ne put donc y recevoir de lettre en 1903. De plus, on ne voit pas bien d'où et quand il aurait écrit à un « ami intime » vivant à l'étranger, puisqu'il séjourna, avant d'être déporté en Sibérie, dix-huit mois en prison.

Les déportés ne savaient jamais d'avance où ils seraient envoyés, de sorte que Koba n'eut certainement pas la possibilité d'envoyer à temps son adresse au cours du seul mois qu'il passa en Sibérie. D'après le récit de Staline lui-même, la lettre de Lénine n'était pas personnelle, mais traitait du programme du parti. Les lettres de ce genre étaient envoyées par Kroupskaïa à un certain nombre d'adresses, les archives du parti à l'étranger conservant le texte original. Il est douteux qu'une exception ait été faite à cette règle en faveur d'un jeune militant inconnu du Caucase. Mais les archives du parti ne contiennent pas la copie de la lettre que Koba brûla « selon sa coutume de vieux militant illégal » (il avait alors tout juste vingt-quatre ans). On est surtout étonné du silence de Staline sur sa réponse à Lénine. S'il avait reçu une lettre du chef que, selon lui, il vénérât, Koba lui eût sans doute aussitôt répondu. Mais Staline se tait là-dessus, et ce pas par hasard : les archives de Lénine et de Kroupskaïa ne contiennent aucune lettre de lui, datant de cette époque. Si sa lettre avait été interceptée par la police, il en serait resté au moins une copie dans les dossiers de la police, et la presse soviétique l'eût reproduite depuis longtemps. Enfin, le contact établi ne pouvait s'arrêter à une lettre unique. Le jeune social-démocrate ne pouvait manquer de faire grand cas d'une correspondance avec le chef du parti, « l'aigle des montagnes ». Lénine, de son côté, tenait beaucoup à la liaison avec la Russie et répondait ponctuellement à chaque lettre. Or, il n'y eut aucune correspondance entre Lénine et Koba au cours des années suivantes. Tout étonne dans cet épisode, sauf le but poursuivi.

A l'exception de ses dernières années de maladie, l'année 1904 fut sans doute la plus mauvaise de la vie de Lénine. Sans l'avoir ni voulu ni prévu, il avait rompu avec toutes les personnalités connues de la social-démocratie russe et, pendant assez longtemps, ne devait trouver personne qui pût remplacer ses compagnons de lutte de la veille. Ce n'est que peu à peu que se formèrent des publicistes bolchevistes, qui d'ailleurs étaient loin de valoir les rédacteurs de l'*Iskra*. Liadov, militant bolcheviste de ce temps-là, qui se trouvait en 1904 à Genève avec Lénine, écrivit vingt ans plus tard : « Olmsky, Vorovsky, Bogdanov arrivèrent... Nous attendions Lounatcharsky, dont Bogdanov certifiait qu'il se joindrait infailliblement à nous dès son arrivée. » Tous ces militants revenaient de déportation, ils étaient annoncés, on les attendait. Mais quand il fut question de fonder une revue, organe de la fraction bolcheviste, nul ne mentionna le nom de Koba, que l'on nous représente aujourd'hui comme étant alors un militant bolcheviste déjà marquant. Le 23 janvier 1904 parut enfin à Genève le premier numéro de Vpériod [En Avant]. Koba n'eut aucune part à cet événement dans la vie de la fraction. Il n'entra pas en contact avec la rédaction. Le journal ne publia rien de lui, ni articles ni correspondances. Tout cela eût été absolument impossible s'il avait été à ce moment-là le chef des bolcheviks du Caucase.

Nous avons enfin une preuve directe et documentaire qui confirme sur ce point nos déductions. En 1911, le chef de l'*Okhrana* à Tiflis, Karpov, écrivait dans une longue notice, fort intéressante, sur Iossif Djougachvili : « A milité depuis 1902 dans l'organisation social-démocrate, d'abord en tant que menchévik, puis comme bolchevik ». Le rapport Karpov est le seul document que nous connaissions où il est catégoriquement

affirmé que Staline fut, pendant quelque temps, au lendemain de la scission du parti, menchévik. La *Zaria Vostoka* [l'Aube de l'Orient] de Tiflis, qui commit l'imprudence de publier ce document le 23 décembre 1925, ne songea pas à le commenter ou ne le sut pas. N'en doutons point, le rédacteur a par la suite payé cher sa bévue. Il est très remarquable que Staline lui-même n'ait pas trouvé possible de démentir. Aucun de ses biographes officiels et des historiens du parti n'est revenu par la suite sur ce document important, alors que des dizaines de papiers insignifiants ont été indéfiniment reproduits, cités, photographiés. Si l'on admet un moment que la gendarmerie de Tiflis, qui devait être bien renseignée dans cette question, ait fourni un renseignement erroné, on est amené à se demander comment pareil malentendu put se produire. Si Koba avait réellement été à la tête des bolcheviks du Caucase, l'*Okhrana* n'aurait pas pu l'ignorer. Une pareille erreur ne pouvait être commise qu'à l'égard de quelque jeune néophyte, de quelque personnage de troisième plan, nullement à l'égard d'un « chef ». Un document publié par inadvertance détruit ainsi le mythe officiel créé avec tant de peine. Combien n'y a-t-il pas de documents analogues dans les coffres-forts ? Combien n'en a-t-on pas soigneusement brûlé ?

Il peut paraître que nous perdons trop de temps et d'efforts pour justifier une conclusion bien modeste : n'est-il pas indifférent de savoir si Koba s'est joint aux bolcheviks au milieu de 1903 ou à la veille de 1905 ? Mais cette modeste conclusion, outre qu'elle nous initie par incidence au mécanisme de l'historiographie et de l'iconographie du Kremlin, est réellement importante pour comprendre la personnalité politique de Staline. La plupart de ceux qui ont écrit sur lui considèrent son passage au bolchévisme comme découlant tout naturellement de son caractère et allant, pour ainsi dire, de soi. Cette façon de voir est unilatérale. La fermeté et la résolution prédisposent, il est vrai, à accepter les méthodes du bolchévisme ; mais ces dispositions ne sont pas encore déterminantes en elles-mêmes. Il y a eu des gens de forte trempe parmi les menchéviks et parmi les socialistes-révolutionnaires. D'autre part, des gens plus mous n'ont pas manqué parmi les bolcheviks. Le bolchévisme ne se réduit nullement à la psychologie et au caractère, il est avant tout une philosophie de l'histoire et une conception politique. Dans certaines conditions historiques, les ouvriers sont poussés au bolchévisme par toute leur situation sociale, presque indépendamment de la fermeté ou de la mollesse des caractères individuels. A l'époque où le bolchévisme n'était qu'une anticipation historique, il fallait à l'intellectuel un sens politique et une imagination théorique assez rares, une confiance exclusive en la dialectique du procès historique et en les qualités révolutionnaires de la classe ouvrière pour qu'il liât à jamais son destin à celui du parti bolcheviste. L'immense majorité des intellectuels venus au bolchévisme pendant l'essor révolutionnaire l'abandonnèrent au cours des années suivantes. Koba vint plus difficilement au bolchévisme et devait éprouver plus de difficultés à rompre avec lui. Il n'avait ni le sens de l'histoire, ni l'imagination théorique, ni des dons de prévision, mais il n'était pas versatile. Son intellect fut toujours infiniment au-dessous de sa volonté. Dans une situation complexe, confronté avec de nouveaux facteurs, Koba préfère attendre, se taire, se tenir à l'écart. Toutes les fois qu'il aura à choisir entre les idées et l'appareil du parti, il penchera inévitablement du côté de l'appareil. Le programme du parti devra faire naître une bureaucratie pour que Koba apprenne à le respecter.

La méfiance envers les masses comme envers les personnes fait le fond de sa nature. Son empirisme lui fait toujours choisir la voie de moindre résistance. C'est pourquoi ce révolutionnaire à courte vue se révélera opportuniste à tous les grands tournants de l'histoire, il sera extrêmement proche des menchéviks et même parfois à leur droite. Mais il aura également un penchant invariable à l'action la plus résolue

pour atteindre les fins devenues les siennes. La violence bien organisée lui paraît être en toutes circonstances le chemin le plus court entre deux points donnés. Ici s'impose une comparaison. Les terroristes russes étaient en réalité des démocrates bourgeois très audacieux et très résolus. Les marxistes les appelèrent plus d'une fois des « libéraux armés de bombes ». Staline fut et demeure un politicien du juste milieu, mais qui ne recule pas devant l'emploi de moyens extrêmes. Sur le plan de la stratégie, il est opportuniste, sur celui de la tactique, « révolutionnaire ». C'est à sa manière un opportuniste armé de bombes. Nous aurons plus d'une occasion de vérifier cette définition en suivant le cours de sa vie.

Peu après sa sortie du séminaire, Koba entra à l'observatoire de Tiflis pour y être une sorte de garçon de bureau. Malgré un « salaire dérisoire », l'emploi lui plaisait, s'il faut en croire Irémachvili, car il laissait beaucoup de temps libre pour l'activité révolutionnaire. « Il pensait à son existence personnelle moins qu'à toute autre chose. Il n'exigeait rien de la vie ; il eût considéré toute exigence personnelle comme incompatible avec les principes socialistes. Il était assez honnête pour faire à ses idées des sacrifices personnels. » Koba restait fidèle à ce vœu de pauvreté tacite et spontané des jeunes gens qui se consacraient à l'illégalité révolutionnaire, et, dès son enfance, il n'avait pas été, comme bien d'autres, habitué au bien-être. « J'allai plusieurs fois le voir dans sa petite chambre pauvrement meublée de la rue Mikhaïlovskaja » raconte l'irremplaçable « second Sosso ». « Koba portait tous les jours une simple blouse noire à la russe, relevée de la cravate rouge qui caractérisait les social-démocrates russes. L'hiver, il jetait sur ses épaules une vieille pèlerine brune. Il ne connaissait pas d'autre couvre-chef que la casquette russe. Bien que Koba, à sa sortie du séminaire, n'ait pas été en bons termes avec tous les séminaristes marxistes, ceux-ci se cotisaient de temps en temps pour le tirer d'affaire. » Barbusse dit qu'en 1900, donc un an après avoir quitté le séminaire, Iossif se trouvait tout à fait sans ressources : « Les camarades lui donnaient de quoi manger. » Les rapports de police indiquent que Koba fut employé à l'observatoire jusqu'en mars 1901, lorsqu'il dut se cacher. Mais l'emploi lui permettait à peine de vivre. « ... Ce qu'il gagnait ne lui donnait pas le moyen de bien s'habiller, continue Irémachvili ; il est vrai aussi qu'il n'aspirait ni à l'élégance, ni même à la propreté ou à la correction. On le voyait sans cesse vêtu d'une blouse sale et les chaussures crottées. Il détestait du fond de son âme tout ce qui rappelait le bourgeois. » La blouse tachée, les chaussures crottées et les cheveux en désordre étaient les signes distinctifs communs des jeunes révolutionnaires, surtout en province.

Passé à l'illégalité en mars 1901, Koba devint définitivement révolutionnaire professionnel. Désormais, il n'eut plus de nom, parce qu'il en avait trop. Il s'appela successivement et parfois simultanément David, Koba, Nijéradzé, Tchijikov, Ivanovitch, Staline. De leur côté, les gendarmes lui donnèrent leurs propres sobriquets ; le plus durable fut « Le Grêlé », par allusion aux traces que la petite vérole avait laissées sur son visage. Koba ne devait plus connaître la légalité qu'en prison ou en déportation, c'est-à-dire entre deux périodes d'activité clandestine.

Iénoukidzé écrit dans ses souvenirs — revus — sur le jeune Staline : « Il ne se dispersa jamais. Ses actions, ses rencontres, ses amitiés tendaient toutes à un but défini... Staline ne rechercha jamais la popularité personnelle... » Aussi limitait-il le cercle de ses connaissances « aux ouvriers avancés et aux révolutionnaires professionnels ». Ce motif, répété dans nombre de souvenirs officiels, a pour objet d'expliquer pourquoi Staline demeura inconnu des masses populaires et même de l'ensemble du parti jusqu'à son arrivée au pouvoir. Il est faux qu'il n'ait pas recherché la popularité. Il la recherchait âprement, mais sans savoir la trouver. Le manque de popularité lui rongea



l'âme de bonne heure. L'incapacité de conquérir la renommée par une attaque de front incitait précisément cette forte nature à prendre des chemins détournés.

Dès sa jeunesse, Koba rechercha le pouvoir sur les hommes, qui, pour la plupart, lui paraissaient plus faibles que lui. Mais il n'était lui-même ni plus intelligent, ni plus instruit, ni plus éloquent que les autres. Il n'avait aucune des qualités qui attirent les sympathies. Par contre, il avait plus que d'autres la froide opiniâtreté et la finesse pratique. Il ne cédait pas à ses impulsions, il savait les subordonner à ses calculs. Ce trait s'était manifesté chez lui dès les bancs de l'école. « Habituellement, Iossif, interrogé, répondait sans se presser », écrit Glourdjidzé. « S'il avait prêté une réponse inattaquable, il la donnait ; sinon, il gagnait du temps. » L'exagération des « réponses inattaquables » écartée, il reste dans ces mots un trait de caractère fort important du jeune Staline, trait qui lui conféra une supériorité réelle sur les jeunes révolutionnaires qui l'entouraient, car ceux-ci étaient pour la plupart généreux, ardents et naïfs.

Même en cette période lointaine, Koba n'hésitait pas à exciter ses rivaux les uns contre les autres, à les discréditer, à intriguer en général contre quiconque le dépassait en quelque manière ou paraissait le contrecarrer. Son manque de discernement moral crée autour du jeune Staline une atmosphère de soupçons et de rumeurs mauvaises. On commence à lui attribuer bien des choses dont il n'est pas coupable.

Le socialiste-révolutionnaire Véréchtchak, qui connut de près Koba en prison, relata en 1928 dans la presse de l'émigration, qu'après l'exclusion de Iossif Djougachvili, le directeur du séminaire reçut de lui une dénonciation contre tous ses anciens camarades du cercle révolutionnaire. Appelé à rendre des comptes là-dessus à l'organisation de Tiflis, il se serait reconnu l'auteur de la dénonciation en s'en faisant un mérite : car, au lieu de devenir des prêtres et des maîtres d'école, les exclus seraient désormais des révolutionnaires. Tout cet épisode repris par quelques biographes crédules porte manifestement la marque de l'invention. Une organisation révolutionnaire ne peut assurer son existence que par une rigueur impitoyable envers tout ce qui, si peu que ce soit, sent la délation, la provocation ou la trahison. La moindre indulgence en pareille matière marque pour elle le commencement de la gangrène. Si même Sosso s'était laissé aller à une action de ce genre, dans laquelle Machiavel est pour un tiers et Judas pour les deux autres, il est tout à fait impossible d'admettre que le parti l'ait ensuite toléré dans ses rangs. Irémachvili, qui était du même cercle de séminaristes que Koba, ne sait rien de cette affaire. Il termina tranquillement ses études et devint maître d'école. Ce n'est pourtant pas sans raison que cette maligne invention est liée au nom de Staline. On n'a rien raconté de semblable sur aucun autre vieux révolutionnaire.

Souvarine, le mieux documenté des biographes de Staline, tente de montrer que sa personnalité morale vient de son appartenance à l'ordre funeste des « révolutionnaires professionnels ». En ce cas comme bien d'autres, les généralisations de Souvarine sont extrêmement superficielles. Le révolutionnaire professionnel est un homme qui se consacre entièrement au mouvement ouvrier dans les conditions de l'illégalité et de la conspiration forcée. Le premier venu n'est pas capable de cette décision et ce ne sont certes pas les pires qui la prennent. Le mouvement ouvrier du monde civilisé connaît nombre de fonctionnaires et de politiciens professionnels, la plupart se distinguent par leur esprit conservateur, leur égoïsme, leur manque d'horizon : ils ne vivent pas pour le mouvement, mais du mouvement. Comparé au fonctionnaire ouvrier d'Europe ou d'Amérique, le révolutionnaire professionnel moyen de Russie était indéniablement un personnage autrement sympathique.

La jeunesse de la génération révolutionnaire coïncidait avec celle du mouvement ouvrier. C'était l'époque des hommes de 18 à 30 ans. Les révolutionnaires plus âgés



se comptaient sur les doigts de la main et paraissaient des vieillards. Le mouvement ignorait complètement l'arrivisme, il vivait de sa foi en l'avenir et de son esprit de sacrifice. Il n'y avait ni routine, ni formules conventionnelles, ni geste théâtraux, ni procédés oratoires. Le pathétique naissant était timide et maladroit. Les mots mêmes de « comité » et de « parti » étaient encore neufs, avec leur fraîche auréole, et ils avaient pour les jeunes gens une résonance attirante et troublante. Celui qui entrait dans l'organisation savait que la prison et la déportation l'attendait dans quelques mois. On mettait son point d'honneur à tenir le plus longtemps possible avant l'arrestation ; à se comporter avec fermeté en présence des gendarmes ; à seconder le plus possible les camarades arrêtés ; à lire en prison le plus grand nombre de livres ; à s'évader au plus vite de déportation pour gagner l'étranger ; à y faire provision de science pour rentrer et reprendre le travail révolutionnaire.

Les révolutionnaires professionnels croyaient ce qu'ils enseignaient, rien d'autre n'aurait pu les inciter à entreprendre leur chemin de croix. La solidarité sous les persécutions n'était pas un mot creux, et le mépris des pusillanimes et des déserteurs la complétait. « Passant en revue dans ma mémoire quantité de camarades que j'eus l'occasion de rencontrer, écrit Eugénie Lévitkaïa à propos de l'activité révolutionnaire clandestine à Odessa de 1901 à 1907, je ne me souviens d'aucune mauvaise action, d'aucune tromperie, d'aucun mensonge. Il y avait des frottements et des désaccords personnels, mais rien de plus. Chacun accomplissait une sorte d'effort moral, devenait meilleur et plus sociable dans cette famille unie. » Odessa n'était pas, cela va de soi, une exception. Les jeunes gens qui se donnaient tout entiers au mouvement, sans rien lui demander, n'étaient pas les pires représentants de leur génération. L'ordre des « révolutionnaires professionnels » pouvait sans peine supporter la comparaison avec n'importe quel autre social.

Iossif Djougachvili appartenait à cet ordre et il en eut bien des qualités. Mais pas toutes. Le but de sa vie, il le voyait dans la subversion des puissants de ce monde. La haine qu'il leur portait était infiniment plus active dans son âme que sa sympathie pour les opprimés. La prison, la déportation, les sacrifices, les privations ne l'effrayaient pas. Il savait regarder le danger en face. Mais il se rendait douloureusement compte de la lenteur de son intellect, de son manque de talent, de son insignifiance physique ou morale. Son orgueil tendu se teintait d'envie et de malveillance. Sa ténacité allait de pair avec sa rancune. La nuance jaunâtre de ses yeux inquiétait les intuitifs. Dès l'école, il sut discerner les faiblesses des gens et s'en servir sans pitié. Le milieu caucasien fut on ne peut plus propice au développement de ces penchants. Ne s'enthousiasmant pas parmi des enthousiastes, ne s'embrasant pas parmi des hommes qui prenaient feu promptement et promptement s'éteignaient, il comprit tôt l'avantage d'une froide fermeté, de la prudence et surtout de la ruse, laquelle se changeait insensiblement chez lui en perfidie. Il ne fallait que des circonstances historiques particulières pour que ces traits, secondaires en eux-mêmes, acquissent une importance de premier ordre.

### III

## LA PREMIÈRE RÉVOLUTION

Nous avons supposé plus haut que Koba s'était joint aux bolcheviks après la conférence de Tiflis (novembre 1904), laquelle avait décidé de travailler à la préparation d'un nouveau congrès du parti. Nous avons admis, comme l'affirme Béria, que Koba se rendit en décembre à Bakou pour y faire de l'agitation en vue de ce congrès. C'est possible. La scission du parti était consommée et la fraction bolcheviste avait déjà montré sa supériorité en matière d'organisation. Koba devait choisir. Mais si l'on nous demandait de prouver qu'il s'est réellement joint aux bolcheviks à la fin de 1904 — et non pas plus tard, — nous serions bien embarrassé. Béria produit des tracts bolchevistes de cette époque, mais ne dit nulle part que Koba en soit l'auteur. Ce silence est plus convaincant que bien des affirmations. Produire des extraits de tracts écrits par d'autres que Staline a évidemment pour but de combler une brèche dans la biographie de celui-ci.

Les divergences de vues entre menchéviks et bolcheviks, jusque-là bornées aux statuts, touchaient maintenant à la stratégie du parti. L'agitation des zemstvos, la campagne des banquets libéraux, qui prirent de l'ampleur à partir de l'automne de 1904, poursuivies au milieu de la carence des autorités, posèrent d'une façon tranchante la question de l'attitude de la social-démocratie envers l'opposition bourgeoise. Les menchéviks entendaient amener les ouvriers à n'être qu'un chœur démocratique qui accompagnât les solistes libéraux ; un chœur si plein de tact et de prudence que, loin de « faire peur » aux libéraux, il leur inspirât la confiance en eux-mêmes. Lénine prit sur-le-champ l'offensive. Il tourna en ridicule ce dessein qui consistait à substituer à la lutte révolutionnaire contre le tsarisme le soutien diplomatique d'une opposition impuissante. La victoire de la révolution ne peut être assurée que par un assaut des masses, les masses ne peuvent être soulevées qu'à l'aide d'un programme social hardi, et c'est justement ce dont les libéraux ont peur. « Nous serions des imbéciles si nous tenions compte de leur panique. » Une petite brochure de Lénine, publiée en novembre 1904, après un silence prolongé, releva le moral de ses amis politiques et joua un rôle considérable dans le développement des conceptions tactiques du bolchévisme. Ne serait-ce pas cette brochure qui aurait gagné Koba ? Nous ne l'affirmerons pas. Mais, dans les années suivantes, chaque fois que Staline eut à prendre de lui-même position sur l'attitude à observer vis-à-vis des libéraux, il aboutit invariablement à la conception menchéviste : « Ne pas les effrayer » (1917, Chine, Espagne, etc.). Cependant, il est bien possible qu'à la veille de la première révolution ce démocrate plébéen ait été sincèrement indigné par la stratégie opportuniste, laquelle suscitait du reste un vif mécontentement parmi les menchéviks du rang. Il faut ajouter qu'en général l'attitude méprisante envers le libéralisme, qui était devenue une tradition parmi les social-démocrates, n'avait pas encore disparu parmi les intellectuels radicaux. Il se peut aussi

que le Dimanche rouge de Pétersbourg et la vague de grèves qui suivit dans tout le pays aient poussé le prudent et méfiant Caucasien dans la voie du bolchévisme. Quoi qu'il en soit, sa brusque volte-face n'a pas été consignée dans les annales de l'histoire.

Deux vieux bolcheviks, Stopani et Léman, dans des Mémoires écrits avec grand souci de détail, donnent la liste des révolutionnaires qu'ils eurent l'occasion de connaître à Bakou et à Tiflis, à la fin de 1904 et au début de 1905 : Koba n'y figure pas. Leman cite les noms des personnes qui « étaient à la tête » de l'Union du Caucase : Koba n'y figure pas. Stopani nomme les bolcheviks qui, de concert avec les menchéviks, dirigèrent la fameuse grève de Bakou en décembre 1904 : Koba n'est toujours pas parmi eux. Or Stopani appartenait au comité de grève, il sait donc de quoi il parle. Dans des commentaires à la correspondance que Lénine et Kroupskaïa échangèrent avec l'organisation du Caucase, le nom de Staline ne se rencontre pas une seule fois en cinquante pages. Ajoutons que les deux auteurs des souvenirs publiés par une revue historique officielle ne sont pas des « ennemis du peuple », mais des staliniens ; le secret en est simplement que leur ouvrage fut achevé en 1925, à une époque où les falsifications sur commande n'étaient pas encore devenues un système général. Taratouta, ancien membre du Comité central bolcheviste, dans un article écrit en 1926 sous le titre « Le Caucase à la veille de la révolution de 1905 » et que nous avons déjà cité, lui non plus ne nomme pas Staline. Pas plus à la fin de 1904 qu'au début de 1905, il n'est possible de découvrir la moindre trace de l'activité de celui dont on fait aujourd'hui le chef du bolchévisme au Caucase.

Les récentes affirmations si monotones sur la lutte implacable menée par Staline contre le menchévisme, au fond, ne contredisent pas notre conclusion. Il n'est pas difficile de reporter cette lutte à deux ans plus tôt, du moment que l'on n'a pas de documents à citer et de démentis à craindre. On peut d'autre part admettre que, une fois son choix fait, Koba donna à sa lutte contre les menchéviks le caractère le plus vif et le plus brutal, sans s'arrêter devant rien. Le penchant à l'intrigue et à la manœuvre de coulisse, dont on lui avait déjà fait grief du temps qu'il participait aux cercles du séminaire, puis du temps où il était propagandiste pour le comité de Tiflis et membre du groupe de Batoum, trouva désormais à se satisfaire plus largement et plus franchement dans la lutte des fractions.

Béria nous dit que Koba prit part à des controverses avec les menchéviks N. Jordania, I. Tsérételli, N. Ramichvili et d'autres, ainsi qu'avec des anarchistes et des fédéralistes, à Tiflis, Batoum, Tchiatouri, Koutaïs, Poti. Mais Béria évite avec soin, et non sans raison, de nous donner des dates. La première réunion contradictoire dont il précise tant soit peu la date eut lieu en mai 1905. De même pour les écrits de Koba. Son premier écrit bolcheviste est une courte brochure, publiée en mai 1905, sous le titre bizarre de « Vues superficielles sur les divergences au sein du parti ». Beria croit pouvoir affirmer, on ne sait pourquoi, que cette brochure fut écrite « au début de 1905 », manifestant ainsi d'autant plus clairement son désir de combler une lacune de deux ans. Un correspondant, qui est apparemment le futur Litvinov et qui ignore le géorgien, annonce dans une lettre envoyée à l'étranger la parution à Tiflis d'une brochure qui « fait sensation ». La « sensation » s'explique seulement par le fait que jusqu'à ce moment-là les militants géorgiens n'avaient entendu que la voix des menchéviks. La brochure n'est au fond qu'un résumé des écrits de Lénine, fait comme par un écolier. Rien d'étonnant à ce qu'elle n'ait jamais été réimprimée. Béria en cite quelques lignes soigneusement choisies, qui font aisément comprendre pourquoi l'auteur lui-même a jeté sur cette brochure, comme sur tous ses écrits de l'époque, le voile de l'oubli.

En août 1905, Staline reprend à son compte, purement et simplement, le chapitre de Que faire ? dans lequel Lénine s'efforce de déterminer les rapports entre le mou-

vement ouvrier spontané et la conscience socialiste. D'après Lénine, le mouvement ouvrier, livré à lui-même, s'engage inévitablement dans la voie de l'opportunisme ; la conscience révolutionnaire lui est apportée du dehors par les intellectuels marxistes. Ce n'est pas le moment de critiquer cette conception, qui appartient à la biographie de Lénine et non à celle de Staline. L'auteur de *Que faire ?* reconnu lui-même par la suite le caractère unilatéral et partant erroné de cette théorie, dont il dirigea les feux, à un moment donné, contre l'« économisme », trop respectueux de la spontanéité du mouvement ouvrier. Après sa rupture avec Lénine, Plékhanov fit une critique tardive, mais d'autant plus sévère, de *Que faire ?* Le problème d'introduire « du dehors » une conscience révolutionnaire dans le prolétariat redevenait alors actuel. L'organe central du parti bolcheviste remarqua qu'un article anonyme publié par la feuille géorgienne avait « parfaitement bien posé la question ». Cet éloge est aujourd'hui cité comme une sorte de témoignage de maturité chez le théoricien Koba. En réalité, ce n'était qu'un entrefilet encourageant, comme l'organe central en consacrait aux feuilles provinciales quand elles défendaient les idées ou les chefs de la fraction. Le passage suivant, cité et traduit par Béria, nous donne une assez bonne idée de la qualité de l'article de Koba :

« La vie contemporaine, est organisée à la manière capitaliste. Deux grandes classes existent : bourgeoisie et prolétariat, et c'est entre elles une lutte à mort. Les intérêts vitaux de la bourgeoisie l'obligent à affermir le régime capitaliste. Les intérêts vitaux du prolétariat l'obligent à attaquer et à détruire le régime capitaliste. Correspondant à ces deux classes, deux consciences se forment : bourgeoise et socialiste. La conscience socialiste répond à la situation du prolétariat. Mais quelle importance a la conscience socialiste si elle n'est pas répandue dans le prolétariat ? Ce n'est alors qu'une phrase creuse, et rien de plus ! Les choses tournent tout autrement si cette conscience se répand dans le prolétariat : celui-ci se rend compte de sa situation et hâte le pas vers la vie socialiste... »

Et cætera. Des articles de ce genre ne sont sauvés d'un oubli bien mérité que par la destinée ultérieure de celui qui les a écrits. Il reste néanmoins évident que, loin d'expliquer une telle destinée, de pareils articles la rendent plutôt énigmatique.

Pendant toute l'année 1905, nous continuons à ne pas rencontrer Koba parmi les correspondants caucasiens de Lénine et de Kroupskaïa. Le 8 mars, un certain Tari leur communique de Tiflis l'opinion de divers menchéviks du Caucase : « Lénine a compris l'heure mieux que les autres et avant eux. » Le même Tari écrit encore : « On le compare à un Bazarov parmi des Arkadi Nicolaïévitch. » Il s'agit de personnages de Tourguéniev : Bazarov est le type du réaliste pratique, Arkadi Nicolaïévitch celui de l'idéaliste et du phraseur. La rédaction de la revue d'histoire qui publie cette remarque note que l'identité de Tari n'est pas connue. Le seul fait que Tari ait usé d'une allusion littéraire adroite indique que Staline ne pouvait être l'auteur de cette lettre. Dans les lettres et articles de Lénine publiés à ce jour et se rapportant au second semestre de 1905, plus de trente social-démocrates militant en Russie sont nommés : dix-neuf d'entre eux sont, par leur âge, plus près de Lénine, douze plus près de Staline. Staline ne figure dans cette correspondance ni directement ni indirectement. Nous sommes donc fondés à maintenir que Staline a tout simplement forgé l'épisode de la lettre qu'il aurait reçue de Lénine en 1903.

Après sa rupture avec la rédaction de l'Iskra, Lénine, qui avait alors trente-quatre ans, connut pendant des mois des hésitations, d'autant plus pénibles qu'elles n'étaient pas dans son caractère, avant de se convaincre du nombre relativement grand de ses partisans et de la force de sa jeune autorité. Le succès de la préparation d'un nouveau congrès révéla que les bolcheviks l'emportaient en matière d'organisation. Le Comi-



té central, dirigé par Krassine, qui penchait pour la conciliation, finit par capituler devant le Bureau « antistatutaire » des comités de la majorité bolcheviste et prit part au congrès qu'il n'avait pu empêcher de se tenir. Le Troisième Congrès, réuni en avril 1905 à Londres, en l'absence des menchéviks qui s'étaient bornés à tenir une conférence à Genève, devint ainsi le congrès de fondation du bolchévisme. Les vingt-quatre délégués à voix délibérative et les quatorze à voix consultative étaient presque tous de ces bolcheviks qui avaient suivi Lénine au moment de la scission, au Deuxième Congrès, et su dresser les comités du parti, contre l'autorité de Plékhanov, Axelrod, Véra Zassoulitch, Martov, Potressov. Le congrès adopta les idées de Lénine sur les forces motrices de la révolution, idées que Lénine avait développées dans la polémique contre ses maîtres de naguère et ses collaborateurs de l'Iskra ; elles allaient désormais avoir plus d'importance pratique que le programme du parti commun aux bolcheviks et aux menchéviks.

Malheureuse et sans gloire, la guerre russo-japonaise hâta la décomposition du régime impérial. Porté par la première vague puissante de grèves et de manifestations, le Troisième Congrès refléta l'approche d'un dénouement révolutionnaire. « Toute l'histoire de cette dernière année, disait Lénine dans son rapport, a montré que nous avons sous-estimé l'importance et l'inéluctabilité du soulèvement. » Le congrès fit un pas décisif dans la question agraire en reconnaissant la nécessité de soutenir le mouvement paysan, jusque dans la confiscation des grandes propriétés foncières. Le congrès rendit plus concrète la perspective générale de lutte et de victoire, en particulier en ce qui concernait le Gouvernement révolutionnaire provisoire en tant qu'organisateur de la guerre civile. « Si même nous nous emparions de Pétersbourg et guillotinions Nicolas II, nous nous trouverions en présence de plusieurs Vendées. » Le congrès se montra plus hardi dans la préparation technique de l'insurrection. « Quand à la formation de groupes de combat spéciaux, disait Lénine, je dois dire que je la considère indispensable. »

Mais plus est grande l'importance du Troisième Congrès, plus il est remarquable que Koba n'y assista pas. Il avait à ce moment-là derrière lui environ sept ans d'activité révolutionnaire, la prison, la Sibérie, une évasion. Tout ceci eût dû le faire déléguer s'il avait réellement joué parmi les bolcheviks un rôle tant soit peu marquant. Il passa toute l'année 1905 en liberté, à en croire Béria, il « prit une part extrêmement active à l'organisation du Troisième Congrès ». S'il en avait été ainsi, il aurait dû se trouver à la tête de la délégation bolcheviste du Caucase. Pourquoi n'en fut-il pas ainsi ? Si la maladie ou quelque autre raison majeure l'avaient empêché de se rendre à l'étranger, les biographes officiels nous l'auraient bien dit. Leur silence s'explique seulement par l'impossibilité d'invoquer un motif convenable à l'absence du « chef des bolcheviks du Caucase » à un congrès d'une importance historique. L'affirmation de Béria sur la part « extrêmement active » que prit Staline à l'organisation du congrès se réduit à une de ces phrases creuses dont l'histoire officielle est prodigue. Dans un article consacré au trentième anniversaire du congrès, O. Piatnitsky, bien informé pourtant, ne dit absolument rien de la participation de Staline à la préparation du congrès, et l'historien de cour Iaroslavsky se borne à une autre phrase creuse, disant que l'activité de Staline au Caucase « eut incontestablement une énorme importance » pour le congrès, sans toutefois nous dire en quoi consistait au juste cette importance. De tout ce qui précède, il résulte clairement qu'après une longue attente Koba ne se joignit aux bolcheviks que peu de temps avant le congrès, qu'il ne prit aucune part à la conférence tenue en novembre 1904 par les bolcheviks du Caucase, qu'il n'appartint pas au bureau formé par cette conférence et que, néophyte, il ne pouvait prétendre à un mandat de délégué. La délégation envoyée à Londres se composait de Kaménev, Nevsky, Tskhakaïa et Dja-



paridzé ; c'étaient eux qui dirigeaient alors le bolchévisme au Caucase. Leur destinée n'est pas indifférente au sujet de ce livre : Djaparidzé fut fusillé par les Anglais en 1918 ; Kaménev fut fusillé par Staline, Nevsky, déclaré « ennemi du peuple » par le même Staline, a disparu sans laisser de traces ; Tskhakaïa, très vieux, se survit à lui-même.

Le penchant du bolchévisme pour la centralisation révéla dès le Troisième Congrès ses aspects négatifs. Des routines d'« appareil » s'étaient déjà formées dans l'illégalité. Un type de jeune bureaucrate révolutionnaire se précisait. La conspiration limitait étroitement, il est vrai, les formes de la démocratie (élections, contrôle, mandats). Mais il n'est pas niable que les membres des comités aient encore rétréci plus qu'il ne le fallait les limites de la démocratie intérieure et se soient montrés plus rigoureux envers les ouvriers révolutionnaires qu'envers eux-mêmes, préférant commander même lorsqu'il eût été indiqué de prêter attentivement l'oreille aux masses. Kroupskaïa note que dans les comités bolchevistes, de même qu'au congrès, il n'y avait presque pas d'ouvriers. Les intellectuels l'emportaient. « Le membre du comité, écrit Kroupskaïa, était d'ordinaire un homme plein d'assurance ; il voyait l'énorme influence que l'activité du comité avait sur les masses ; en règle générale, le « comitard » n'admettait aucune démocratie à l'intérieur du parti ; il méprisait toujours un peu les « émigrés », qui exagéraient tout et semaient la zizanie. « On voudrait bien les voir en Russie... » De plus, le comitard n'aimait pas les innovations. Il ne voulait pas et ne savait pas s'adapter à des circonstances rapidement changeantes. » Ce portrait prudent, mais fort juste, est extrêmement important pour comprendre la psychologie politique de Koba, qui fut le « comitard », par excellence. Dès 1901, à l'aube de son activité révolutionnaire, nous l'avons vu s'opposer à Tiflis aux prétentions des ouvriers qui entendaient entrer dans le comité. En sa qualité de « militant pratique », c'est-à-dire de politicien empirique, il se montra indifférent et, plus tard, méprisant l'égard des « émigrés », du « centre étranger ». Dépourvu, par ailleurs, des qualités personnelles qui lui eussent permis d'agir directement sur les masses, il s'attache avec une vigueur accrue à l'« appareil » du parti. Le comité devint pour lui l'axe du monde, que ce fut le comité de Tiflis, de Bakou, du Caucase ou, par la suite, le Comité central. Son inclination pour la machine du parti allait devenir irrésistible ; le comitard deviendra comitard par excellence, « secrétaire général », et finira par incarner la bureaucratie dont il sera le chef.

Rien de plus tentant que de conclure à ce propos que le stalinisme futur était déjà contenu dans la centralisation bolcheviste ou, plus généralement, dans la hiérarchie clandestine des révolutionnaires professionnels. Mais, dès qu'on la soumet à l'analyse cette conclusion s'avère renfermer un contenu historique fort pauvre. La sélection rigoureuse des éléments avancés et leur rassemblement dans une organisation centralisée a évidemment ses dangers, mais il faut en rechercher les causes profondes, non dans le « principe », de la centralisation, mais dans l'hétérogénéité et la mentalité arriérée des travailleurs, c'est-à-dire dans les conditions sociales générales qui rendent précisément nécessaire une direction centralisée de la classe par son avant-garde. La clé du problème dynamique de la direction est dans les rapports réels entre l'appareil du parti et le parti, entre l'avant-garde et la classe, entre la centralisation et la démocratie. Ces rapports ne peuvent être invariables ni définis a priori. Ils dépendent des circonstances historiques concrètes, leur équilibre dynamique est réglé par la lutte vive des tendances qui, aux extrémités opposées, oscillent entre le despotisme de l'appareil et l'amorphisme impotent.

Dans une brochure intitulée *Nos tâches politiques*, que j'écrivais en 1904 et dont les critiques dirigées contre Lénine manquaient souvent de maturité et de justesse, il y a cependant des pages qui donnent une idée tout à fait juste de la façon de penser

des comitards de ce temps, lesquels « avaient cessé d'éprouver le besoin de s'appuyer sur les ouvriers depuis qu'ils avaient trouvé un appui dans les « principes » de la centralisation ». La lutte que Lénine devait soutenir un an plus tard, au congrès, contre les comitards hautains, confirma pleinement cette critique. Un des délégués, Liadov, relate : « Les débats se passionnent, on se divise en théoriciens et militants pratiques, publicistes et comitards... Un assez jeune militant, du nom de Rykov, se fait surtout remarquer dans ces discussions ; il a réussi à grouper autour de lui la plupart des comitards. » Les sympathies de Liadov vont à ces derniers. « Je me contenais à peine, s'exclame Lénine dans son discours final, quand j'entendais dire qu'il n'y avait pas d'ouvriers capables de faire partie des comités. » Rappelons-nous avec quelle insistance Koba adjurait les ouvriers de Tiflis de reconnaître, « la main sur le cœur », qu'il n'y en avait pas parmi eux qui fussent dignes de ce sacerdoce. « On diffère la solution, insistait Lénine, et il est évident que le parti est malade. » Le parti souffrait de l'orgueil de ses bureaux et c'était là le commencement de la bureaucratisation.

Lénine comprenait mieux que quiconque la nécessité d'une organisation centralisée ; mais il y voyait avant tout une sorte de levier pour augmenter l'activité des ouvriers avancés. Le fétichisme de l'appareil lui était étranger et lui répugnait. Il aperçut tout de suite, au Troisième Congrès, l'esprit de caste des comitards et engagea contre eux une lutte passionnée. Kroupskaïa le confirme : « Vladimir Ilitch s'échauffait, les comitards s'échauffaient. » La victoire resta cette fois aux comitards, dont le chef était Rykov, le futur successeur de Lénine à la présidence du Conseil des commissaires du peuple. Lénine ne réussit pas à faire voter la motion qui eût obligé les comités à comprendre une majorité d'ouvriers. Les comitards décidèrent, et ce fut de nouveau contre la volonté de Lénine, de soumettre la rédaction de l'organe publié à l'étranger au contrôle du Comité central. Un an auparavant, Lénine eût plutôt rompu que de consentir à soumettre l'orientation du parti à un Comité central résidant en Russie, voué aux arrestations, donc instable. Mais, à présent, il comptait bien avoir le dernier mot. Affermi dans la lutte contre les anciennes autorités, il avait bien plus d'assurance qu'au Deuxième Congrès et se montrait donc plus calme. S'il « s'énervait », selon Kroupskaïa, pendant les débats, il n'en était que plus prudent dans les décisions à prendre en matière d'organisation. Non seulement il accepta en silence sa défaite sur deux points extrêmement importants, mais il contribua même à faire entrer Rykov dans le Comité central. Pour lui, il ne pouvait guère y avoir de doute que la révolution, cette grande école d'initiative et de hardiesse des masses, détruirait sans peine, par incidence, le jeune conservatisme, encore instable, de l'appareil du parti.

Le Comité central comprit, outre Lénine, l'ingénieur Krassine, le naturaliste, médecin et philosophe Bogdanov, tous deux du même âge que Lénine, Postalovsky, qui devait bientôt se retirer du parti, et Rykov. En qualité de membres suppléants furent désignés le publiciste Roumiantsev et deux « praticiens », Goussev et Bour. Nul ne songea, bien entendu, à faire entrer Koba dans le premier Comité central bolcheviste.

En 1934, le congrès du Parti communiste de Géorgie proclama, après avoir entendu un rapport de Béria, que « rien de ce qui a été écrit jusqu'à ce jour ne traduit le rôle réel, véritable, du camarade Staline, qui a dirigé en fait pendant de longues années l'action des bolcheviks au Caucase ». Le congrès s'abstint d'expliquer comment cela s'était fait. Mais tous les auteurs de Mémoires et historiens qui avaient écrit avant cette date se trouvaient condamnés ; plusieurs ont été depuis fusillés. Il fut décidé de fonder pour réparer une telle injustice, un Institut Staline. A partir de ce moment-là commence le nettoyage énergique des vieux parchemins, que l'on recouvre désormais de textes nouveaux. Jamais encore on ne vit une aussi vaste manufacture de mensonge.

Néanmoins, la situation du biographe n'est pas sans espoir. La vérité ne jaillit pas seulement de la discussion, comme disent les Français, mais encore des contradictions internes des mensonges.

« Entre 1904 et 1907, écrit Béria, le camarade Staline, se trouvant à la tête des bolcheviks transcausiens, mène une immense activité de théoricien et d'organisateur. » Il n'est malheureusement pas facile d'établir en quoi ce travail consista ni même au juste où il fut accompli. Écoutons d'abord ce que dit Staline lui-même à ce sujet. « Je me souviens ensuite des années 1905-1907, dit-il dans son discours autobiographique de Tiflis, en 1926, déjà cité plus haut, pendant lesquelles la volonté du parti m'envoya militer à Bakou. Deux années d'activité révolutionnaire parmi les ouvriers de l'industrie du pétrole me donnèrent la trempe d'un militant et d'un dirigeant pratique... C'est donc là, à Bakou, que je reçus mon second baptême révolutionnaire. C'est là que je devins apprenti révolutionnaire... » Le premier « baptême », nous le savons déjà, il le reçut à Tiflis, où il passa par un stage d'apprentissage. Staline ne devait devenir « compagnon » qu'à Pétersbourg, en 1917.

Comme il arrive assez souvent à Staline, sa chronologie est ici erronée. La citation semble indiquer que Koba aurait passé les années de la première révolution à Bakou, forteresse prolétarienne du Caucase. En fait, il n'en fut rien. Koba fut arrêté à Bakou en mars 1908 et, s'il fallait le croire sur parole, ce ne serait pas deux ans, mais trois, qu'il aurait passés dans cette ville. Or sa biographie, écrite par un de ses secrétaires, dit : « A partir de 1907 s'ouvre la période d'activité révolutionnaire de Staline à Bakou. Rentré du congrès de Londres... Staline quitte Tiflis et s'établit à Bakou... » Le congrès de Londres eut lieu en juin 1907 ; ce n'est donc pas avant juillet ou août que Staline put venir à Bakou, très probablement à la suite de la retentissante « expropriation » de Tiflis, sur laquelle nous reviendrons. A en croire cette biographie parfaitement officielle, il s'avère que la « période de Bakou », qui transforma l'apprenti révolutionnaire Koba en quasi-compagnon, ne dura pas trois ans, ni même deux, mais six à sept mois tout au plus. La contradiction est cette fois trop grande. Essayons de rechercher laquelle des deux versions, émanant de la même source, est la plus proche de la vérité.

« Les journaux bolchevistes de Tiflis, dit Iénoukidzé, parlant de la première révolution, étaient en ce temps-là principalement inspirés par Staline. » Koba ne pouvait donc habiter ailleurs qu'à Tiflis. Le 12 juin 1905, il assiste, au village de Khoni, aux obsèques de Tsouloukidzé, un révolutionnaire que nous connaissons déjà, mort de tuberculose à vingt-neuf ans. Béria nous informe, à ce propos, que « plus de dix mille personnes » assistèrent à ces obsèques et que « le camarade Staline prononça un brillant discours ». La foule dut être sensiblement moins nombreuse, car Khoni n'avait pas plus de 3 500 habitants. On ne voit pas non plus Staline prononçant un « brillant discours ». En tout cas, vers le milieu de l'année, il n'était pas à Bakou, mais au cœur de la Géorgie. Les souvenirs du bolchevik Goloubov mentionnent, il est vrai, « l'arrivée à Bakou en 1905 du membre du Comité central, le camarade Koba ». Seulement, Koba ne devait devenir membre du Comité central que sept ans plus tard. Si cette mention d'un voyage épisodique est exacte, elle ne fait que confirmer que Koba ne vivait pas à Bakou. La biographie officielle affirme carrément que « le rescrit impérial d'octobre 1905 trouva Staline à Tiflis », Béria lui-même témoigne qu'en novembre et décembre 1905 Koba était à Tiflis le rédacteur du Kavkazskii rabotchii listok [La Feuille ouvrière du Caucase]. Fin 1905, il écrivait des tracts pour le Comité de Tiflis. Après la défaite de décembre, il resta à Tiflis. En avril 1906, il représente les bolcheviks de Tiflis au congrès du parti à Stockholm. En juin et juillet 1906, un journal légal naît de nouveau à Tiflis, publié en géorgien « sous la direction du camarade Staline ». Ordjonikidzé, le

futur dirigeant de l'industrie lourde, rencontra pour première fois Staline à Tiflis en 1906, à la rédaction du journal bolcheviste *Dro* [Le Temps]. Le doute n'est pas permis : ce n'est pas à Bakou, où le mouvement ouvrier traversait alors une crise profonde à la suite des tueries entre Arméniens et Tartares, que Koba passa les années de la première révolution, mais à Tiflis, ville qu'il devait plus tard caractériser comme un marécage menchéviste.

Que représentait pendant l'année de la révolution l'organisation de Tiflis, à laquelle appartenait Koba ? Nous possédons sur ce point un témoignage irréfutable, et qui fait d'un seul coup justice de toutes les légendes. Le Prolétarii, que dirigeait Lénine, publia en août un compte rendu officiel sur « l'activité des bolcheviks de Tiflis en 1905 ». Citons textuellement : « Tiflis, 1<sup>er</sup> juillet. Il y a cinq semaines seulement, il n'existait pas ici d'organisation majoritaire (bolcheviste), il y avait quelques personnes, des groupuscules, et c'était tout. Enfin, dans les premiers jours de juin, se tint une assemblée générale de tous les éléments dispersés... La période des réunions s'est ouverte et nous y sommes encore. L'attitude des masses envers nous a changé. Résolument hostile auparavant, elle est devenue hésitante... Le comité pense publier une fois par semaine des tracts de propagande. » Tel est le très affligeant tableau que nous tracent eux-mêmes les bolcheviks de Tiflis, peut-être avec le concours de Koba, qui, en juillet 1905, ne pouvait demeurer à l'écart de la formation d'une organisation bolcheviste.

Koba était rentré de déportation à Tiflis, en février 1904, pour « diriger l'action des bolcheviks » invariablement et triomphalement. A quelques brèves absences près, il passa à Tiflis la plus grande partie des années 1904-1905. Selon les livres de souvenirs les plus récents, les ouvriers de Tiflis avaient coutume de dire : « Koba écorche les menchéviks. » Cependant, il semble bien que les menchéviks géorgiens ne souffrirent guère de cette opération chirurgicale. C'est seulement dans la seconde moitié de 1905 que les bolcheviks de Tiflis, jusqu'alors dispersés, entrèrent dans « une période de réunions » et « pensèrent » publier des tracts. A quelle organisation Koba appartint-il donc en 1904 et pendant la première moitié de 1905 ? A moins de s'être tenu complètement à l'écart du mouvement ouvrier, ce qui n'est pas vraisemblable, il n'est pas impossible, en dépit de tout ce que nous dit Béria, qu'il ait appartenu à l'organisation menchéviste. Au début de 1906, le nombre des partisans de Lénine, à Tiflis, atteignait 300. Les menchéviks étaient 3 000 environ. Ce rapport des forces devait suffire à condamner Koba, dans le feu même des événements révolutionnaires, à une opposition journalistique.

« Deux années d'activité révolutionnaire, de 1905 à 1907, parmi les ouvriers de l'industrie du pétrole, nous assure Staline, me donnèrent la trempe d'un militant. » On ne saurait admettre que l'orateur, qui n'a pas manqué de revoir attentivement les épreuves de son discours, se soit simplement trompé sur le lieu où il passa l'année du baptême révolutionnaire du peuple russe et aussi l'année suivante, 1906, pendant laquelle tout le pays, secoué de convulsions, vécut dans l'attente d'un dénouement. Ces choses-là ne s'oublient pas ! On ne peut échapper à l'impression que Staline élude consciemment la première révolution, dont il n'a tout bonnement rien à dire. Bakou formant un décor plus héroïque que Tiflis, il s'y transporte rétrospectivement deux ans et demi plus tôt qu'il ne le fit en réalité. Il n'a pas à craindre les objections des historiens soviétiques. Mais la question demeure : que fit Koba en 1905 ?

L'année de la révolution s'ouvrit par les feux de salve tirés sur les ouvriers de Pétersbourg qui allaient porter une pétition au tsar. Le tract écrit par Koba à l'occasion des événements du 9 janvier [22 janvier, nouveau style] se termine par cet appel : « Tendons-nous la main et serrons-nous autour des comités du parti. Pas un instant, nous ne devons oublier que seuls les comités, du parti peuvent nous diriger comme



il convient, que seuls ils nous éclaireront la voie de la terre promise... » Et cætera. La voix d'un comitard convaincu ! Le même jour, peut-être à la même heure, bien loin, à Genève, Lénine ajoutait à l'article d'un de ses collaborateurs cet appel aux masses qui s'éveillaient : « Donnez libre cours à la haine et à la colère que des siècles d'exploitation, de souffrances et de malheur ont accumulées dans vos cœurs ! » Tout Lénine est dans cette phrase. Il hait avec les masses, il se révolte avec elles ; il sent la révolution dans les fibres de son être et ne demande pas aux insurgés de n'agir qu'avec la sanction des « comités ». On ne saurait exprimer sous une forme plus lapidaire le contraste entre ces deux natures en face de ce qui, précisément, les réunissait politiquement : la révolution !

Cinq mois après le Troisième Congrès, où Koba n'avait pas trouvé place, les soviets commençaient à se former. L'initiative appartient aux menchéviks, qui, d'ailleurs, ne se doutaient nullement de ses conséquences. Les fractions menchévistes avaient l'hégémonie dans les soviets. Les événements révolutionnaires entraînaient les menchéviks du rang ; les dirigeants considéraient avec désarroi la brusque poussée à gauche de leur propre mouvement. Le comité bolcheviste de Pétersbourg s'étonna d'abord d'une innovation telle que la représentation des masses en lutte indépendamment des partis et n'imagina rien de mieux que d'adresser un ultimatum au soviét : faire sien sur l'heure le programme social-démocrate ou se dissoudre. Le soviét, et avec lui les ouvriers bolcheviks qu'il comprenait, passa outre sans sourciller. Ce ne fut qu'après l'arrivée de Lénine qu'un changement radical se produisit dans l'attitude des « comitards » envers le soviét. L'erreur commise au début ne pouvait manquer, cependant, d'affaiblir les bolcheviks. La province suivait en cette matière la capitale. De profonds désaccords sur l'importance historique à reconnaître aux soviets se firent jour dès alors. Les menchéviks ne voulaient voir dans les soviets qu'une forme épisodique de représentation ouvrière, un « parlement prolétarien », un « organe d'auto-administration révolutionnaire », etc. C'était extrêmement vague. Lénine, au contraire, sut prêter une oreille attentive aux masses de Pétersbourg, qui appelaient le soviét « un gouvernement ouvrier », et il vit tout de suite dans cette nouvelle forme d'organisation un moyen de la lutte pour le pouvoir.

Les écrits de Koba pour 1905, indigents par leur forme et par leur contenu, ne disent absolument rien des soviets et ce n'est pas seulement parce qu'il n'y en avait pas en Géorgie ; en général, Koba n'en comprit pas l'importance, les ignora, les négligea. On en est surpris. Le puissant appareil des soviets aurait dû, semble-t-il, en imposer au futur « secrétaire général ». Mais c'était à ses yeux un appareil étranger, représentant directement les masses énigmatiques. Le soviét n'acceptait pas la discipline du comité du parti, il exigeait des méthodes de direction plus complexes et plus souples. En un certain sens, le soviét se présentait comme le concurrent redoutable du comité. Ainsi, pendant la révolution de 1905, Koba tourna le dos aux soviets. Au fond, c'était tourner le dos à la révolution même, comme s'il en prenait ombrage.

Il ne savait comment l'aborder. Les biographes et les artistes de Moscou s'efforcent de nous montrer Koba marchant à la tête d'une manifestation, « comme une cible », orateur enflammé, tribun. Tout est faux. Même plus tard, Staline ne devint jamais un orateur, nul ne l'entendit prononcer des discours « enflammés ». Pendant toute l'année 1917, quand les agitateurs du parti, Lénine y compris, avaient des voix enrouées à force de parler, Staline ne prit pas la parole dans les réunions publiques. Il ne pouvait pas en être autrement en 1905. Koba n'était même pas un orateur au sens modeste du mot où l'étaient d'autres jeunes révolutionnaires du Caucase, comme Knonians, Zourabov, Kaménev, Tsérételli. Il pouvait, non sans succès, exposer dans



une réunion privée du parti les idées qu'il s'était fermement assimilées. Mais il n'avait pas le moindre don comme agitateur. C'est avec peine, sans ardeur, sans couleur, sans intonation qu'il laissait sortir chaque phrase. Sa faiblesse congénitale, qui était le revers même de sa force, était de ne pas pouvoir s'enthousiasmer, s'élever au-dessus de la vie quotidienne, établir un vivant contact avec les auditeurs, éveiller en eux le meilleur d'eux-mêmes. Ne s'enflammant pas lui-même, il ne pouvait pas enflammer les autres. La froide rancune ne suffit pas à conquérir l'âme des masses.

1905 descella toutes les lèvres. Le pays, qui se taisait depuis mille ans, parla pour la première fois. Quiconque savait exprimer intelligiblement sa haine de la bureaucratie et du tsar trouvait des auditeurs inlassables et reconnaissants. Koba s'essaya vraisemblablement à parler. Mais la comparaison avec d'autres orateurs improvisés lui était, aux yeux des masses, trop désavantageuse. Cela lui était intolérable. Brutal envers les autres, Koba est en même temps extrêmement susceptible et, si singulier que cela paraisse, capricieux. Ses réactions sont primitives, se sentant négligé, il est enclin à tourner le dos aux gens comme aux événements, à se retirer, à mâchonner tristement sa pipe en rêvant de revanche. C'est ainsi qu'en 1905, plein d'amertume secrète, il se mit à l'écart, et devint une sorte de journaliste.

Il n'en avait pourtant pas la vocation. Sa pensée est trop lente, ses associations d'idées par trop monotones, son style est gauche et pauvre. A la force de l'expression, qui lui fait défaut, il supplée par la brutalité. Pas un seul de ses articles de 1905 n'eût été accepté par une rédaction tant soit peu attentive et exigeante. A la vérité, la plupart des publications clandestines ne se distinguaient pas par leurs qualités littéraires, étant rédigées d'ordinaire par des hommes qui prenaient la plume, non par goût, mais par nécessité. Koba ne dépassa pas ce niveau. Ses articles révèlent peut-être un penchant à l'exposé systématique du sujet, penchant qui se traduit surtout par la disposition scolastique des matériaux, par l'énumération des arguments, par des interrogations artificielles, pur procédé de rhétorique, et par de pesantes répétitions à la manière des prédicateurs. Le manque de pensée personnelle, de forme originale, d'images vivantes marque chaque ligne sortie de sa plume d'un cachet de banalité. L'auteur n'exprime jamais franchement ses idées, il expose sans assurance celle des autres. « Sans assurance... » Appliqués à Staline, ces mots peuvent sembler inattendus ; néanmoins, ils caractérisent pleinement sa manière tâtonnante de publiciste, depuis ses débuts au Caucase jusqu'à nos jours.

On aurait cependant tort de croire à l'inefficacité de semblables articles. Ils étaient nécessaires, car ils répondaient à un besoin. Leur force était d'exprimer les idées et les mots d'ordre de la révolution, pour l'homme des masses, ils ne manquaient ni de nouveauté ni de fraîcheur, la presse bourgeoise ne lui apprenait rien de comparable. Mais leur brève efficacité se limitait au cercle de lecteurs pour lesquels on les écrivait. On ne saurait, aujourd'hui, lire sans une certaine gêne, mêlée d'irritation et parfois d'une irrésistible envie de rire, ces phrases sèches, gauches, pas toujours correctement bâties et tout à coup ornées de fleurs en papier de la rhétorique. Nul, dans le parti, ne considérait Koba comme un journaliste. Tous les publicistes bolchevistes, petits et grands, des capitales et des provinces, collaborèrent au premier quotidien bolcheviste légal, *Novaïa Jizn* [La Vie nouvelle], qui parut à Pétersbourg en octobre 1905, sous la direction de Lénine. Staline n'est pas du nombre. Ce n'est pas lui, c'est Kaménev que l'on appela du Caucase pour collaborer au journal. Koba n'était pas né écrivain et ne devait pas le devenir. S'il prit la plume avec quelque zèle en 1905, c'est uniquement que tout autre mode de contact avec les masses lui était encore moins propre.

Interminables meetings, grèves orageuses, manifestations de rue dépassèrent

tout de suite bon nombre de comitards. Les révolutionnaires parlaient sur les places publiques, écrivaient sur le genou, prenaient à la hâte des décisions graves. Rien de cela n'était donné à Staline : sa voix était aussi faible que son imagination ; le don de l'improvisation était étranger à sa pensée circonspecte, qui préférait avancer à tâtons. Des personnalités plus marquantes l'évincent, même au Caucase. Il observe la révolution avec un trouble jaloux et presque avec hostilité : ce n'est pas son élément. « Tout le temps que lui laissaient les réunions et l'activité des cercles, écrit Lénoukidzé, il le passait, ou dans une petite chambrette, pleine de livres et de journaux, ou à la rédaction, tout aussi « spacieuse », du journal bolcheviste. » Il convient de se figurer le tourbillon épique de l'« année folle » pour apprécier à sa valeur cette image du jeune ambitieux solitaire, enfermé dans sa chambrette, probablement mal tenue, la plume à la main, cherchant la phrase éloquente qui conviendrait tant soit peu à l'époque.

Les événements s'accumulaient. Koba restait à l'écart, mécontent de tous et de lui-même. Tous les bolcheviks connus, y compris ceux qui dirigeaient alors l'action du parti au Caucase, Krassine, Postalovsky, Stopani, Léman, Galpérine, Kaménev, Taratouta, etc. sont passés à côté de Staline sans le voir et ne le mentionnent pas dans leurs souvenirs. Staline, de son côté, ne dit rien d'eux. Plusieurs, comme Kournatovsky ou Kaménev, sont certainement entrés en contact avec lui dans leur travail. D'autres l'ont sans doute rencontré, mais sans le distinguer des autres comitards. Aucun ne lui a consacré le mot de sympathie ou de reconnaissance qui eût permis au futur biographe officiel de citer un témoignage favorable.

Une commission officielle chargée d'établir l'histoire du parti publia en 1926 une édition révisée, c'est-à-dire adaptée à la situation qui s'établit après la mort de Lénine, de documents et de matériaux se rapportant à 1905. Parmi plus d'une centaine de documents, on trouve une trentaine d'articles du Lénine et à peu près autant d'articles d'autres auteurs. Bien que la lutte contre le trotskisme approchât de son point culminant, la rédaction bien pensante ne put s'abstenir de donner dans le recueil quatre articles de Trotsky. Par contre, il n'y a pas une ligne de Staline dans ces quatre cent cinquante-cinq pages. Le nom de Staline ne figure pas dans l'index alphabétique, qui comprend plusieurs centaines de noms et mentionne tous les personnages tant soit peu marquants qui participèrent à la révolution ; on y trouve, il est vrai, le nom d'Ivanovitch, mentionné comme celui d'un participant à la conférence de Tammerfors (décembre 1905) et il est remarquable qu'en 1926 ceux qui publièrent le livre ignoraient encore qu'Ivanovitch et Staline fussent la même personne. Ces détails incontestables sont plus convaincants que tous les panégyriques rétrospectifs.

Staline reste en quelque sorte en dehors de la révolution de 1905. Ses « années d'apprentissage » sont celles de la pré-révolution, à Tiflis, à Batoum, en prison, en déportation. Il devient, d'après ses propres paroles, un « demi-ouvrier de la révolution » à Bakou, en 1907-1908. La première révolution ne joue aucun rôle dans la formation du futur « compagnon ». Parlant de lui-même, Staline passe, comme s'il n'avait rien à en dire, sur la grande année qui a fait connaître et formé tous les révolutionnaires marquants de la vieille génération. Retenons bien ce fait, il n'est pas dû au hasard. 1917 sera dans cette biographie un point presque aussi embrumé que 1905. Nous retrouverons Koba, devenu Staline, dans la modeste rédaction de la Pravda de Pétersbourg, commentant sans hâte, en un style terne, des événements fulgurants. Le propre de ce révolutionnaire, c'est d'être toujours désorienté et rejeté par un vrai soulèvement des masses. Toutes les révolutions, en Allemagne, en Chine, en Espagne, le prendront de court. Il est né pour l'appareil, et non pour diriger l'action créatrice des masses. Or, la révolution brise les appareils coutumiers pour leur en substituer d'autres, bien moins dociles. Elle se fonde sur l'improvisation, l'initiative audacieuse, l'inspiration des

masses, et telles sont aussi les qualités qu'elle attend de ses chefs. Toutes sont inaccessibles à Koba. Ni tribun, ni stratège, ni chef d'insurrection, il n'était qu'un bureaucrate de la révolution et c'est pourquoi il lui fallait attendre, pour retrouver ses talents particuliers, que les torrents tumultueux de la révolution se fussent apaisés.

La division entre « majorité » (bolcheviks) et « minorité » (menchéviks) fut sanctionnée par le Troisième Congrès qui déclara que les menchéviks avaient « consommé la scission du parti ». Les événements révolutionnaires d'automne 1905, qui prirent à l'improviste un parti complètement scindé, adoucirent tout de suite par leur bienveillante influence la lutte des fractions. Se préparant en octobre à quitter la Suisse pour rentrer en Russie, Lénine écrit à Plékhanov une lettre chaleureusement conciliatrice dans laquelle il appelle son vieil adversaire « la meilleure force des social-démocrates russes » et l'invite à travailler en commun. « Quart aux divergences de vues sur la tactique, la révolution elle-même les emportera à toute allure... » Ce devait être vrai, mais pas pour longtemps, car la révolution elle-même ne dura pas longtemps.

Au début, les menchéviks firent indéniablement preuve de plus d'initiative dans la formation et l'utilisation des organisations de masses ; mais, en tant que parti politique, ils suivaient le courant et s'y noyaient. Au contraire, les bolcheviks s'adaptèrent plus lentement aux dimensions formidables du mouvement, mais ils le fécondaient en lui donnant des consignes nettes, déduites d'une estimation des forces réelles de la révolution. Les menchéviks l'emportaient dans les soviets, dont l'orientation politique générale était pourtant, dans l'ensemble, celle du bolchévisme. Opportunistes, les menchéviks surent s'adapter pour un temps à la montée du flot révolutionnaire ; mais ils ne furent capables ni de le diriger ni de rester fidèles à leurs tâches quand survint le reflux.

Après la grève générale d'octobre 1905, qui arracha au tsar le rescrit accordant une constitution et qui fit naître dans les quartiers ouvriers une atmosphère d'optimisme et de hardiesse, les tendances unitaires prirent dans les deux fractions une force irrésistible. Des comités d'unification ou des comités fédératifs, réunissant bolcheviks et menchéviks, se créèrent çà et là en province. Les chefs suivaient le mouvement. Afin de préparer la fusion complète, les deux fractions convoquèrent chacune une conférence préparatoire. Celle des menchéviks se réunit fin novembre à Pétersbourg, où régnait encore la « liberté », celle des bolcheviks fut obligée, en décembre, au moment où la réaction passait à l'offensive, de se tenir à Tammerfors, en Finlande.

La conférence bolcheviste avait d'abord été conçue comme devant être un congrès extraordinaire du parti. Mais la grève des cheminots, l'insurrection de Moscou et d'autres circonstances imprévues avaient retenu sur place nombre de délégués, de sorte que la représentation des diverses sections du parti était fort incomplète. Vingt-six organisations étaient représentées par quarante et un délégués élus par quatre mille voix environ. Ce chiffre semble insignifiant pour un parti révolutionnaire qui prétendait renverser le tsarisme et prendre place dans un gouvernement révolutionnaire. Mais ces quatre mille hommes étaient déjà aptes à exprimer la volonté de centaines de milliers d'autres. Il fut décidé de considérer le congrès comme une conférence, les délégués étant trop peu nombreux. Koba, sous le nom d'Ivanovitch, et un ouvrier du nom de Télia représentaient les organisations bolchevistes de Transcaucasie. Les brûlants événements qui se déroulaient alors à Tiflis n'avaient pas empêché Koba de quitter son bureau de rédaction.

Les procès-verbaux de la conférence de Tammerfors, tenue pendant les canonades de Moscou, n'ont aujourd'hui, pas encore été retrouvés. La mémoire des participants, surchargée par les grandioses événements de l'heure, n'a pas retenu grand-

chose. « Quel malheur que les procès-verbaux de la conférence n'aient pas été conservés ! écrivit Kroupskaïa trente ans plus tard. Quel était l'enthousiasme ! C'était au plus fort de la révolution, les camarades brûlaient du désir de se battre. Pendant les suspensions de séance, ils s'exerçaient au tir... Je doute qu'aucun de ceux qui assistèrent à cette conférence l'ait oubliée. Lozovsky, Baransky, Iaroslavsky, bien d'autres y étaient. Je me souviens de ceux-là parce que leurs rapports sur les situations locales furent particulièrement intéressants. » Kroupskaïa ne nomme pas Ivanovitch, ce nom n'est pas resté dans sa mémoire. Nous lisons dans les souvenirs de Gorev, qui appartint au bureau de la conférence : « Au nombre des délégués figuraient Sverdlov, Lozovsky, Staline, Nevsky et d'autres. » L'ordre des noms cités n'est pas sans intérêt. On sait encore qu'Ivanovitch, qui se prononça pour le boycott des élections à la Douma, fut désigné pour faire partie de la commission appelée à trancher cette question.

Les vagues montantes étaient encore si hautes que, même les menchéviks, effrayés par leurs récentes fautes opportunistes, ne s'étaient pas encore décidés à mettre les deux pieds sur la passerelle branlante du parlementarisme. Ils proposaient de ne participer, à des fins d'agitation, qu'à la première phase des élections, sans envoyer de députés à la Douma. Parmi les bolcheviks, la plupart penchaient pour un « boycott actif ». Lors de la célébration intime du cinquantième anniversaire de Lénine (1920), Staline relata à sa façon quelle était l'attitude de Lénine en ces circonstances : « Je me souviens que Lénine, ce géant, reconnu deux fois s'être trompé. La première fois, ce fut en Finlande, en décembre 1905, à la conférence panrusse des bolcheviks. Il s'agissait alors du boycott de la Douma convoquée par Witte... Les débats s'ouvrirent, l'attaque fut menée par les provinciaux, sibériens, caucasiens, et quel ne fut pas notre étonnement quand, à la fin de nos discours, Lénine prit la parole et déclara qu'il avait été pour la participation aux élections, mais que maintenant, voyant qu'il s'était trompé, il se joignait à notre fraction. Nous fûmes stupéfaits. Cela fit l'impression d'un choc électrique. Nous fîmes à Lénine une ovation grandiose. » Nul autre ne s'est souvenu de ce « choc électrique » ni de cette « ovation grandiose » faite par cinquante paires de mains. Il se peut néanmoins que Staline soit au fond exact dans la relation de cet épisode. La « fermeté de pierre » des bolcheviks ne se doublait pas encore de souplesse tactique, surtout chez les « praticiens », qui manquaient de préparation et d'envergure. Lénine lui-même pouvait hésiter ; la pression des provinciaux pouvait lui paraître celle de la tourmente révolutionnaire. Toujours est-il que la conférence décida de « s'efforcer d'empêcher la réunion de cette Douma policière en refusant d'y participer de quelque façon que ce soit ». Il est seulement singulier que Staline ait encore vu en 1920 une « faute » dans la disposition première de Lénine à participer aux élections ; car Lénine avait depuis longtemps reconnu lui-même comme une faute sa concession aux partisans du boycott.

Sur la participation d'Ivanovitch aux débats touchant la question de la Douma, nous avons le récit coloré, mais visiblement tout à fait imaginaire, d'un certain Dmitrievsky. « Au début, Staline était troublé. C'était la première fois qu'il prenait la parole devant des dirigeants du parti. C'était la première fois qu'il parlait devant Lénine. Mais Lénine le considérait avec intérêt, donnant de la tête des signes d'approbation. La voix de Staline s'affermait. Il finit sous l'approbation générale. Son point de vue fut adopté. » D'où un auteur qui n'eut rien à voir avec la conférence peut-il tenir ces renseignements ? Dmitrievsky, ex-diplomate soviétique, chauvin et antisémite, se joignit momentanément à la fraction staliniste pendant la lutte contre le trotskisme, puis passa à l'étranger pour se caser à la droite de l'émigration blanche. Il est digne de remarque qu'il continue, désormais en qualité de fasciste avoué, à coter très haut Staline, à détester ses adversaires et à répéter toutes les légendes du Kremlin. Suivons encore un



moment son récit. Après la séance consacrée au boycott de la Douma, Lénine et Staline « sortirent ensemble de la Maison du peuple où se tenait la conférence. Il faisait froid. Une bise coupante soufflait. Ils marchèrent longtemps par les rues de Tammerfors. Lénine s'intéressait à cet homme, dont il avait entendu parler comme de l'un des révolutionnaires les plus fermes et les plus décidés de Transcaucasie. Il voulait le voir de plus près. Il l'interrogea longtemps et attentivement sur son activité, sa vie, les gens qu'il rencontrait, les livres qu'il lisait. De temps à autre, Lénine plaçait une courte remarque... et le ton était approuvateur, satisfait. Cet homme était justement du type dont il avait besoin ». Dmitrievsky n'était pas à Tammerfors ; il n'a pas pu entendre l'entretien nocturne de Lénine et Staline, dans la rue ; il n'invoque pas le témoignage de Staline avec lequel comme on le voit par le livre, il ne parla jamais. Pourtant, on sent dans ce récit quelque chose de vivant et de... familial. Après quelques efforts de mémoire, j'ai fini par me rendre compte que Dmitrievsky s'était borné à adapter au climat finlandais le récit que j'avais publié auparavant de ma première rencontre avec Lénine et de nos promenades dans les rues de Londres en automne 1902. Le folklore abonde en transferts d'épisodes significatifs d'un personnage mythologique à un autre. La création des mythes bureaucratiques suit les mêmes règles.

Koba a vingt-six ans. Il brise sa coquille de provincial et se montre devant le parti. Son apparition reste, en vérité, peu remarquée. Il se passera encore presque sept ans avant qu'il entre au Comité central. La conférence de Tammerfors est cependant une date dans sa vie. Il visite Pétersbourg, fait la connaissance des chefs du parti, voit de près le mécanisme du parti, se compare à d'autres délégués, prend part aux débats, appartient à une commission comme le dit la biographie officielle, « se lie définitivement avec Lénine ». Par malheur, nous ne savons sur tout cela que fort peu.

Staline fit lui-même le récit de sa première rencontre avec Lénine, le 28 janvier 1924, il est vrai, une semaine après la mort de Lénine, à une réunion solennelle des élèves officiers de l'Armée rouge, au Kremlin. Ce récit, tout conventionnel et froid, ne nous apprend à peu près rien. Mais il caractérise si bien son auteur qu'il doit être cité en entier. « Je rencontrai pour la première fois le camarade Lénine en décembre 1905, à la conférence bolcheviste de Tammerfors, en Finlande », ainsi commença Staline. « J'espérais voir l'aigle des montagnes de notre parti, un grand homme, grand non seulement sur le plan politique, mais, si l'on veut, grand physiquement, car je me représentais le camarade Lénine comme un géant imposant et de belle prestance. Quelle ne fut pas ma déception quand j'aperçus l'homme le plus ordinaire, d'une taille un peu au-dessous de la moyenne, un homme qui ne se distinguait en rien, absolument en rien, du commun des mortels... » Arrêtons-nous un instant. La ruse, au service d'un calcul personnel, se cachait derrière la feinte naïveté de ces images, dans lesquelles l'« aigle des montagnes » se combine à un « géant ». Staline disait aux futurs officiers de l'Armée rouge : « Ne vous laissez pas tromper par ma médiocre figure ; Lénine, lui aussi, ne se distinguait ni par la taille, ni par l'allure, ni par la beauté. » Ses hommes de confiance parmi les aspirants éclairèrent ensuite aussi franchement qu'il le fallait leurs camarades sur le sens de ces allusions.

Staline continua : « On admet que le grand homme vienne de coutume en retard aux réunions, afin que les assistants attendent son apparition d'un cœur tendu ; on les prévient d'ailleurs : « Chut... Silence... Le voilà ! » Ce rite ne me paraissait pas superflu, car il en impose, il inculque le respect. Quelle ne fut pas ma déception quand je sus que Lénine était venu à la réunion avant les délégués et, s'étant en quelque sorte dissimulé dans un coin, y conversait avec les délégués les plus ordinaires. Je ne vous cacherai pas que cela me parut alors une infraction à certaines règles indispensables. C'est seu-

lement par la suite que je compris que cette simplicité, cette modestie du camarade Lénine, ce désir qu'il avait de passer inaperçu ou, en tout cas, de ne pas se faire remarquer et de ne pas souligner sa haute situation — ce trait constituait l'un des aspects les plus marquants du caractère du camarade Lénine, en tant que chef des nouvelles masses, des masses ordinaires et simples, des profonds « bas-fonds » de l'humanité. » Ce contraste vulgaire est bâti sur un mensonge sûrement délibéré. Il est fort douteux que Koba ait eu, avant 1905, à Tiflis ou à Batoum, beaucoup d'occasions de connaître les « règles » de la réception des grands hommes. Au temps où le parti vivait dans l'illégalité, il ne pouvait y avoir d'apparitions sensationnelles de « chefs », d'exclamations émues, ni d'autres rites de ce genre. Moins que partout ailleurs, Staline pouvait s'y attendre dans une conférence restreinte de dirigeants du parti. Quand il déplore avec une feinte bonhomie que la solennité du rite « ne lui paraissait pas superflue », il cherche seulement à conquérir par une feinte sincérité la confiance de l'auditoire. Or la falsification évidente qu'il commet consiste à reporter sciemment dans le passé les mœurs nouvelles, soviétiques, celles d'un temps où les ovations faites aux chefs populaires furent souvent orageuses, — sans « rite » ni préparation d'ailleurs. Lénine ne pouvait pas y échapper ; pour tout dire, Lénine, auquel pesaient ces manifestations, pouvait moins que tout autre les éluder. A cette époque, Staline ne connaissait pas encore les « ovations » ; son apparition à la tribune passait tout à fait inaperçue. Et nullement parce qu'il s'efforçait de « ne pas être en vue ». Au contraire, son discours sur Lénine montre précisément combien il ressentait son éloignement des masses. C'est pourquoi il tente de ridiculiser la popularité des autres chefs soviétiques et de confondre, à l'ombre de Lénine, le manque de popularité avec le manque d'intérêt pour la popularité. Si l'on songe que Staline parlait devant les aspirants rouges, au Kremlin, on aperçoit sans peine qui était en premier lieu visé par sa manœuvre verbale.

Staline continue : « Deux discours prononcés par Lénine à cette conférence furent remarquables : l'un sur la situation du moment et l'autre sur la question agraire. Ils n'ont malheureusement pas été conservés. Ce furent des discours pleins de fougue, qui transportèrent tous les auditeurs. Une extraordinaire force de conviction, la simplicité et la clarté de l'argumentation, des phrases courtes et intelligibles à chacun, l'absence de pose, l'absence de gestes étourdissants et de phrases à effet destinées à faire impression, tout cela distinguait avantagusement les discours du camarade Lénine de ceux des orateurs « parlementaires » ordinaires. Mais j'étais captivé par un autre aspect des discours du camarade Lénine. J'étais captivé par l'irrésistible force de la logique dans les discours du camarade Lénine, d'une logique un peu sèche, mais qui dominait l'auditoire, l'électrisait peu à peu, puis s'imposait à lui sans réserve, comme on dit. Je me souviens que de nombreux délégués disaient alors : « La logique du camarade Lénine dans ses discours est comparable à des tentacules toutes puissantes qui t'embrassent de toutes parts avec des tenailles et auxquels tu ne peux pas échapper : rends-toi ou décide-toi à un désastre complet. » Je pense que ce trait, dans les discours du camarade Lénine, constitue l'aspect le plus marquant de son art oratoire. » Ici encore, Staline parle moins de Lénine qu'il n'essaie de se faire passer auprès de son auditoire pour un orateur. Il cherche à inculquer à ses jeunes auditeurs que les bons orateurs ne conviennent qu'au parlement bourgeois et que la puissance qui emporte la conviction est le propre de ceux qui ne savent point parler. Sa définition de l'art oratoire de Lénine est remarquable en son genre « discours plein de fougue », d'une « logique un peu sèche » qui « électrise » l'auditoire, puis le « captive » à l'aide de « tentacules toutes puissantes qui, t'embrassent de toutes parts avec des tenailles » ! Si ces lignes, mûrement méditées, répétons-le, ne donnent qu'une idée très rudimentaire de Lénine orateur, elles caractérisent, par contre, d'une manière saisissante Staline,

l'homme et l'orateur.

Le congrès d'unification ne put se tenir qu'en avril 1906, à Stockholm. Le soviét de Pétersbourg était arrêté, l'insurrection de Moscou réprimée, le rouleau compresseur de la répression avait passé sur tout le pays. Les menchéviks se jetaient à droite. Plékhanov exprima leur état d'âme en une phrase fameuse : « Il ne fallait pas prendre les armes. » Les bolcheviks continuaient à s'orienter vers l'insurrection. Sur les os brisés de la révolution, le tsar convoquait la première Douma, dans laquelle, dès le début des élections, les libéraux l'emportaient sur la franche réaction monarchiste. Les menchéviks, qui, quelques semaines auparavant, se prononçaient pour un demi-boycott de la Douma, reportaient leurs espoirs sur les conquêtes constitutionnelles, au lieu de la lutte révolutionnaire. La tâche la plus importante de la social-démocratie, au moment du congrès de Stockholm, leur paraissait être de soutenir les libéraux. Les bolcheviks attendaient un nouveau développement des soulèvements paysans, qui devaient faire renaître l'offensive prolétarienne et balayer la Douma impériale. A l'inverse des menchéviks, ils étaient toujours pour le boycott. Comme il arrive toujours après les défaites, les désaccords furent tout de suite âpres. Le congrès d'unification s'ouvrait sous de tristes auspices.

Vinrent au congrès cent treize délégués ayant voix délibérative, parmi lesquels soixante-deux menchéviks et quarante-six bolcheviks. Chaque délégué représentant en principe trois cents affiliés, on peut admettre que le parti avait trente-quatre mille membres, dont dix-neuf mille menchéviks et quatorze mille bolcheviks. La compétition électorale introduisait sans doute beaucoup d'exagération dans ces données. En tout cas, lors du congrès, le parti ne s'étendait plus, il se resserrait plutôt. Onze des cent treize délégués représentaient Tiflis : dix étaient des menchéviks, un était bolchevik. Ce bolchevik unique était Koba, sous le pseudonyme d'Ivanovitch. Le rapport des forces s'exprime ici dans la langue précise de l'arithmétique, Béria affirme que, « sous la direction de Staline », les bolcheviks du Caucase avaient coupé les menchéviks des masses. Les chiffres ne le confirment point. Formant un groupe cohérent, les menchéviks du Caucase jouaient dans leur fraction un rôle des plus considérables.

La participation d'Ivanovitch aux travaux du congrès fut assez active et consignée dans les procès-verbaux. Si cependant on ne connaissait pas la véritable identité de ce délégué, personne n'eût consacré la moindre attention à ses discours et répliques en lisant les procès-verbaux. Il y a encore dix ans personne ne les citait et les historiens du parti n'indiquaient même pas qu'Ivanovitch et l'actuel secrétaire général ne faisaient qu'un. Ivanovitch appartint à une commission technique chargée d'étudier le mode d'élection des délégués. En dépit de son insignifiance, cette désignation est symptomatique : Koba était bien à sa place dans la mécanique de l'appareil. Soit dit en passant, les menchéviks l'accusèrent deux fois de faire des rapports mensongers. Nul ne garantira l'impartialité des accusateurs. Mais on ne peut s'abstenir de remarquer encore une fois que de semblables incidents gravitent toujours autour du nom de Koba.

La question agraire intéressait tout particulièrement le congrès. A la vérité, le soulèvement des campagnes avait pris le parti à l'improviste. L'ancien programme social-démocrate, qui n'attendait presque pas à la grande propriété, avait échoué. La confiscation des grands domaines devenait inévitable. Les menchéviks défendaient un programme de « municipalisation » qui eût transmis les terres aux mains des administrations démocratiques locales. Lénine était pour la nationalisation, à condition que le pouvoir passât complètement au peuple. Plékhanov, le principal théoricien du menchévisme recommandait de se méfier du futur gouvernement central et de ne pas

l'armer en lui confiant les terres. « La république dont rêve Lénine, disait-il, une fois établie, ne durera pas toujours. Nous ne pouvons compter voir se créer en Russie, dans un avenir rapproché, un régime démocratique comme celui de la Suisse, de l'Angleterre, des Etats-Unis. Avec la possibilité d'une restauration, la nationalisation est dangereuse... » Telles étaient les perspectives prudentes et modestes du fondateur du marxisme russe ! A ses yeux, la transmission des terres à l'Etat ne devait être admise que si l'Etat appartenait aux ouvriers. « La prise du pouvoir, disait encore Plékhanov, nous est indispensable quand nous ferons une révolution prolétarienne. Mais, comme la révolution qui vient ne peut être que petite-bourgeoise, nous devons renoncer à la prise du pouvoir. » Plékhanov subordonnait la lutte pour le pouvoir à une définition sociologique établie a priori ou, mieux, à une nomenclature de la révolution, et non au rapport réel de ses forces internes — et c'était là le talon d'Achille de toute sa stratégie doctrinale.

Lénine préconisait la prise des propriétés foncières par les comités révolutionnaires paysans et la sanction de cette expropriation par l'Assemblée constituante, à l'aide d'une loi de nationalisation. « Mon programme agraire, disait-il et écrivait-il, est entièrement un programme d'insurrection paysanne et d'achèvement total de la révolution démocratique bourgeoise. » Sur un point essentiel, il demeurait d'accord avec Plékhanov : la révolution commencerait et finirait en révolution bourgeoise. Le chef du bolchévisme, loin de penser que la Russie pourrait par ses propres moyens bâtir le socialisme (nul ne songea à poser cette question avant 1924), ne croyait pas que la Russie pourrait maintenir ses futures conquêtes démocratiques sans révolution socialiste en Occident. C'est précisément au congrès de Stockholm qu'il exprima ce point de vue sous la forme la plus catégorique. « La révolution bourgeoise démocratique en Russie peut vaincre par ses propres forces, dit-il, mais elle ne pourra en aucune façon maintenir et affermir elle-même ses conquêtes. Elle n'y arrivera pas s'il ne se produit pas de révolution socialiste en Occident. » On aurait tort de croire que, selon les interprétations ultérieures de Staline, Lénine avait en vue le danger d'une intervention militaire de l'extérieur. Non, il parlait de l'inévitabilité d'une restauration intérieure parce que le paysan, petit propriétaire, se retournerait, après la transformation agraire, contre la révolution. « La restauration est inévitable, aussi bien avec la municipalisation qu'avec la nationalisation ou le partage, car le petit propriétaire sera, quelle que soit la forme de la propriété, le soutien de la restauration. Après la victoire complète de la révolution démocratique, insistait Lénine, le petit propriétaire se tournera inévitablement contre le prolétariat, et cela d'autant plus vite que les ennemis communs du prolétariat et du petit propriétaire auront été plus vite renversés... Notre révolution démocratique n'a pas d'autres réserves que le prolétariat socialiste d'Occident. »

Mais, pour Lénine, qui subordonnait ainsi le sort de la démocratie russe à celui du socialisme européen, la « fin dernière » n'était pas séparée de la révolution démocratique par une époque historique impossible à mesurer. Déjà, au moment de la lutte pour la démocratie, il cherchait à établir les bases d'une avance rapide vers le but socialiste. L'objet de la nationalisation du sol était d'ouvrir une fenêtre sur l'avenir : « Au moment de la révolution démocratique et du soulèvement des campagnes, disait-il, on ne saurait se borner à confisquer les grands domaines. Il faut aller plus loin et porter un coup décisif à la propriété privée de la terre, afin de frayer la voie aux luttes ultérieures pour le socialisme. »

Sur cette question capitale de la révolution, Ivanovitch se trouva en désaccord avec Lénine. Il parla résolument contre la nationalisation du sol, pour le partage des terres confisquées. Ce désaccord, mis en lumière par les procès-verbaux du congrès,



est peu connu en U.R.S.S. car il n'est permis à personne de citer ou commenter les interventions d'Ivanovitch dans les débats sur le programme agraire. Or elles méritent l'attention. « Comme nous formons une alliance révolutionnaire temporaire avec la paysannerie en lutte, dit-il, nous ne pouvons manquer de compter avec les revendications de cette paysannerie, nous devons soutenir ces revendications si elles ne sont pas en contradiction, dans leur ensemble, avec les tendances du développement économique de la révolution et la marche de celle-ci. Les paysans réclament le partage ; le partage n'est pas en contradiction avec les phénomènes sus-mentionnés ( ? ) ; nous devons donc soutenir la confiscation complète et le partage. De ce point de vue, la nationalisation et la municipalisation sont également inacceptables. » Staline raconta aux aspirants officiers du Kremlin que Lénine prononça, à Tammerfors, sur la question agraire, un inoubliable discours qui suscita l'enthousiasme de tous. Il se révéla à Stockholm qu'Ivanovitch n'avait nullement été saisi par les « tenailles » de ce discours, non seulement il intervint contre le programme agraire de Lénine, mais il alla jusqu'à le déclarer « aussi » inacceptable que celui de Plékhanov.

On ne peut manquer d'éprouver quelque étonnement à voir un jeune Caucasien, qui ne sait rien de la Russie, se décider à combattre avec tant d'intransigeance les chefs de sa fraction sur la question agraire, dans laquelle l'autorité de Lénine paraissait particulièrement inébranlable. Le prudent Koba n'aimait en général ni à se hasarder sur la glace crevassée ni à être en minorité. En général, il n'intervenait dans les débats que lorsqu'il sentait derrière lui une majorité ou, plus tard, quand l'appareil lui assurait la victoire indépendamment de toute majorité. Les motifs qui l'obligèrent cette fois-là à prendre la défense de la thèse peu populaire devaient donc être bien impérieux. Pour autant qu'il soit possible de les déchiffrer trente ans plus tard, ces motifs étaient au nombre de deux et, l'un et l'autre, fort caractéristiques de Staline.

Koba était entré dans la révolution comme un démocrate plébéien provincial et empirique. Les considérations de Lénine sur la révolution internationale lui étaient étrangères et lointaines. Il cherchait de plus proches « garanties ». Chez les paysans géorgiens, qui ignoraient la propriété communale, les aspirations individualistes à la propriété se manifestaient plus nettement et plus immédiatement que chez les Russes. Le fils du paysan de Didi-Lilo pensait que la plus sûre garantie contre la contre-révolution serait dans la répartition de menues parcelles entre petits propriétaires. La « doctrine du partage » n'était donc pas chez lui le fruit de déductions théoriques — car il renonçait facilement aux considérations doctrinales — c'était son programme propre, celui qui répondait aux tendances profondes de sa nature, de son milieu, de son éducation. Vingt ans plus tard, nous le verrons récidiver.

L'autre motif de Koba est presque aussi certain. La défaite de décembre ne pouvait manquer de diminuer à ses yeux l'autorité de Lénine ; car il attribua toujours plus d'importance aux faits qu'à l'idée. Au congrès, Lénine était en minorité. Koba ne pouvait pas vaincre avec Lénine. Dès lors, l'intérêt qu'il pouvait porter au programme de nationalisation baissait de beaucoup. Bolchéviks et menchéviks tenaient le partage pour le moindre mal en comparaison avec le programme de la fraction opposée. Koba pouvait espérer que la majorité du congrès se rallierait finalement au moindre mal. Ainsi la tendance profonde du démocrate radical coïncidait avec les calculs tactiques du politicien combineur. Koba se trompa : les menchéviks, ayant une ferme majorité, n'eurent pas à choisir le moindre mal ; ils se prononcèrent pour le plus grand.

Il importe de noter pour l'avenir qu'à cette époque Staline considérait, ainsi que Lénine, l'alliance du prolétariat avec les paysans comme « temporaire », c'est-à-dire limitée à la poursuite des objectifs de la démocratie ; il ne lui venait pas à l'esprit

d'affirmer que la paysannerie peut, en tant que telle, devenir l'alliée du prolétariat dans la cause de la révolution socialiste. Vingt ans plus tard, cette « méfiance » envers la paysannerie sera déclarée être la principale hérésie du « trotskisme ». Bien des choses, d'ailleurs, auront changé en vingt ans. En déclarant en 1906 les programmes agraires des bolcheviks et des menchéviks « également inacceptables », Staline pensait que le partage des terres « n'était pas en contradiction avec les tendances du développement économique ». Il avait en vue le développement du capitalisme. Quant à la future révolution socialiste, à laquelle il ne lui était encore jamais arrivé de penser sérieusement, la seule chose dont il ne doutât pas, c'était qu'il faudrait des dizaines d'années pour y arriver, des années pendant lesquelles les lois du capitalisme accompliraient dans l'agriculture l'œuvre nécessaire de concentration et de prolétarianisation. Ce n'est pas sans raison que, dans ses tracts, Staline désignait le socialisme lointain d'un terme biblique : « La terre promise. »

Le rapport principal présenté au nom des partisans du partage ne le fut évidemment pas par Ivanovitch trop peu connu, mais par Souvorov, un bolchevik de plus grande autorité, qui développa assez pleinement les vues de son groupe. « On dit que c'est une mesure bourgeoise ; mais le mouvement paysan lui-même est petit-bourgeois, déclara Souvorov, et si nous pouvons soutenir les paysans, ce n'est que dans ce sens-là. La culture individuelle, comparée au servage, est un pas en avant, mais elle sera ensuite dépassée par le développement ultérieur. » La transformation socialiste de la société ne pourra être mise à l'ordre du jour que lorsque le développement capitaliste aura « dépassé », c'est-à-dire ruiné et exproprié le cultivateur indépendant, fils de la révolution bourgeoise.

Le véritable auteur du programme du partage n'était pas Souvorov, mais l'historien radical Rojkov, qui ne s'était joint aux bolcheviks qu'à la veille de la révolution [de 1905]. Il ne fut pas rapporteur au congrès uniquement parce qu'il était en prison. Le point de vue de Rojkov, développé dans une polémique contre l'auteur de ce livre, était que, non seulement la Russie, mais aussi les pays avancés eux-mêmes étaient encore loin d'être prêts pour la révolution socialiste. Le capitalisme avait encore devant lui, dans le monde entier, une longue époque de progrès dont la fin se perdait dans les brumes de l'avenir. Pour écarter les obstacles qui entravaient l'œuvre créatrice du capitalisme russe, le plus arriéré, le prolétariat devait accepter le partage de la terre comme prix de son alliance avec la paysannerie. Le capitalisme ferait ensuite justice de l'illusion égalitaire dans l'agriculture, en concentrant peu à peu les terres entre les mains des propriétaires les plus forts et les plus avancés. Les partisans de ce programme, qui signifiait qu'il fallait miser carrément sur le fermier bourgeois, Lénine les appelait, du nom de leur chef, des « rojkovistes ». Il n'est pas superflu de remarquer que Rojkov, qui traitait les questions de doctrine avec sérieux, passa lui-même, pendant les années de réaction, du côté des menchéviks.

Lors du premier vote, Lénine vota avec les partisans du partage, pour ne pas, comme il s'en expliqua, « diviser les voix contre la municipalisation ». Il considérait le partage comme le moindre mal, ajoutant toutefois que, si le partage des terres pouvait devenir un obstacle à la restauration des propriétaires fonciers et du tsar, il pouvait aussi créer la base sociale d'une dictature bonapartiste. Lénine accusait les partisans du partage de « considérer unilatéralement le mouvement agraire sous l'angle du passé et du présent, sans songer à l'avenir », c'est-à-dire au socialisme. Lorsque le paysan considère que la terre n'est « à personne » ou appartient « à Dieu », c'est là beaucoup de confusion et pas mal d'individualisme voilé de mystique. Il faut néanmoins savoir s'accrocher à ce que ces vues ont de progressif, pour les diriger contre la société bourgeoise. Ce que

ne savent pas faire les partisans du partage. « Les praticiens... vont vulgariser le présent programme, et, d'une faute minime, ils en feront une grande... la foule des paysans qui crient que la terre n'est à personne, est à Dieu, au gouvernement, ils vont démontrer les avantages du partage, déshonorant, avilissant ainsi le marxisme. » Dans la bouche de Lénine, le terme de « praticien » désigne ici le révolutionnaire à l'horizon borné, le propagandiste aux formules élémentaires. Le coup porte d'autant plus juste que Staline lui-même ne se qualifiera pendant le quart de siècle à venir que de « praticien », pour marquer le contraste avec les « littérateurs » et les « émigrés ». Il ne se proclamera théoricien que lorsque l'appareil lui aura assuré en fait la victoire et sera là pour le protéger contre toute critique.

Plékhanov avait évidemment raison de rattacher indissolublement la question agraire à celle du pouvoir. Mais Lénine comprenait aussi cette relation et plus profondément que Plékhanov. Pour que la nationalisation du sol devînt possible, la révolution devait établir, selon sa définition, la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », qu'il distinguait rigoureusement de la dictature socialiste du prolétariat. A la différence de Plékhanov, Lénine pensait que la révolution agraire serait faite, non pas par les libéraux, mais par les bras nus plébéiens — ou ne serait pas faite du tout. Pourtant, la nature de la « dictature démocratique » qu'il préconisait demeurait imprécise et contradictoire. Si les petits propriétaires arrivaient à prévaloir dans le gouvernement révolutionnaire — chose en soi invraisemblable dans une révolution bourgeoise au XX<sup>ème</sup> siècle — ce gouvernement menacerait, selon Lénine, de devenir un instrument de la réaction. Si, par contre, l'ampleur de la révolution agraire permettait au prolétariat de prendre le pouvoir, cette seule hypothèse supprimait la frontière entre révolution démocratique et révolution socialiste : l'une se transformait tout naturellement en l'autre, la révolution devenait « permanente ». A cette objection, Lénine ne répondait pas. Inutile de dire qu'en sa qualité de « praticien » et de « partagiste » Koba professait à l'égard des perspectives de la révolution permanente un souverain mépris.

Défendant contre les menchéviks les comités révolutionnaires de paysans, instruments de la prise des terres, Ivanovitch disait : « Si l'émancipation du prolétariat peut être l'œuvre du prolétariat lui-même, l'émancipation des paysans peut être l'œuvre des paysans eux-mêmes. » En fait, cette formule symétrique n'est qu'une parodie du marxisme. La mission historique du prolétariat résulte justement, dans une large mesure, de l'incapacité de la petite bourgeoisie de se libérer elle-même. Une révolution paysanne est impossible, bien entendu, sans la participation active des paysans eux-mêmes, formés en troupes armées, comités locaux, etc. Mais le sort de la révolution paysanne se décide à la ville et non dans les campagnes. Survivance amorphe du Moyen Age dans la société moderne, la paysannerie ne saurait avoir de politique à elle ; il lui faut un chef en dehors d'elle. Deux classes nouvelles prétendent à la diriger. Si la paysannerie suit la bourgeoisie libérale, la révolution s'arrêtera à mi-chemin, pour reculer ensuite. Si la paysannerie prend le prolétariat pour chef, la révolution dépassera inévitablement les limites que lui assignerait la bourgeoisie. C'est précisément sur ce rapport particulier entre les classes d'une société bourgeoise historiquement arriérée que reposait la perspective de la révolution permanente.

Personne ne défendit au congrès de Stockholm cette perspective, à laquelle l'auteur de ce livre s'efforçait alors une nouvelle fois, dans une cellule du la prison de Pétersbourg, de donner une assise théorique. L'insurrection était vaincue. La révolution reculait. Les menchéviks tendaient à faire bloc avec les libéraux. Les bolcheviks étaient en minorité et, par ailleurs, divisés. La perspective de la révolution permanente

paraissait discréditée. Il allait lui falloir attendre onze ans pour avoir sa revanche. A une majorité de soixante-deux voix contre quarante-deux et sept abstentions, le congrès adopta le programme menchéviste de municipalisation des terres. Ce programme ne devait jouer aucun rôle par la suite. Les paysans y furent sourds, les libéraux hostiles. En 1917, les paysans acceptèrent la nationalisation du sol, comme ils avaient accepté le pouvoir des soviets et la direction des bolcheviks.

Deux autres interventions d'Ivanovitch au congrès de Stockholm ne font que paraphraser les discours et les articles de Lénine. Sur la politique générale, Ivanovitch reprocha avec raison aux menchéviks de rabaisser le mouvement des masses en l'adoptant à la politique de la bourgeoisie libérale. « Ou l'hégémonie du prolétariat, répéta-t-il selon la formule courante, ou l'hégémonie de la bourgeoisie démocratique, voilà comment la question se pose dans le parti, voilà quelles sont nos divergences de vues. » L'orateur était cependant loin de saisir toutes les conséquences historiques de cette alternative. L'« hégémonie du prolétariat » signifie sa prédominance politique sur toutes les forces révolutionnaires du pays et, avant tout, sur la paysannerie. En cas de complète victoire de la révolution, l'« hégémonie » doit naturellement mener à la dictature du prolétariat, avec toutes les conséquences qui en découlent. Mais Ivanovitch tenait fermement que la révolution russe ne pouvait que frayer la voie au régime bourgeois. D'une manière inexplicable, il combinait l'idée de l'hégémonie du prolétariat à celle d'une politique indépendante de la paysannerie, qui s'émancipait elle-même en partageant les grandes propriétés foncières en menues parcelles.

Le congrès de Stockholm fut dit « d'unification ». L'unité formelle des deux fractions et des organisations nationales (social-démocratie polonaise, lettone et Bund juif) était en effet réalisée. Mais l'importance réelle du congrès était, selon Lénine, d'« avoir contribué à une démarcation plus nette de l'aile droite et de l'aile gauche de la social-démocratie ». Si la scission de la social-démocratie russe au Deuxième Congrès n'avait été qu'une « anticipation » désormais dépassée, l'« unification » de Stockholm ne fût qu'une étape dans la voie de la scission véritable et définitive qui survint six ans plus tard. Lors du congrès, Lénine lui-même était néanmoins loin de tenir la scission pour inévitable. L'expérience des mois agités de 1905, pendant lesquels les menchéviks avaient brusquement tourné à gauche, était encore trop fraîche. Bien qu'ils eussent ensuite, comme l'écrivit Kroupskaïa, « suffisamment montré leur vrai visage », Lénine continuait, selon le témoignage de sa compagne, à espérer « qu'un nouvel essor de la révolution, dont il ne doutait pas, les entraînerait et les réconcilierait avec la politique bolcheviste ». La révolution n'eut pas de nouvel essor.

Immédiatement après le congrès, Lénine adressa un appel au parti avec une critique retenue, mais non équivoque, des résolutions prises. Cet appel fut signé par les délégués de l'« ancienne fraction bolcheviste » (les fractions étant, sur le papier, considérées comme dissoutes). Chose remarquable, des quarante-deux bolcheviks présents au congrès, vingt-six seulement signèrent ce document. Ni Ivanovitch, ni Souvorov, le chef de son groupe, ne le signèrent. Les partisans du partage des terres considéraient visiblement le désaccord comme si sérieux qu'ils refusèrent de s'adresser au parti avec le groupe Lénine, quoique le document en question eût été rédigé, en ce qui concernait la question agraire, en termes extrêmement circonspects. On chercherait en vain dans les publications officielles du parti un commentaire de ce fait. D'autre part, Lénine, dans un copieux rapport imprimé sur le congrès de Stockholm, exposant en détail les débats et énumérant les principaux orateurs bolchevistes et menchévistes, ne mentionne pas une seule fois les interventions d'Ivanovitch. Sans doute ne lui parurent-elles pas aussi importantes qu'on a essayé de les présenter trente ans plus tard. La



situation de Staline dans le parti ne fut pas modifiée, du moins visiblement. Nul ne présenta sa candidature au Comité central, qui fut formé de sept menchéviks et de trois bolcheviks : Krassine, Rykov et Desnitsky. Après comme avant Stockholm, Koba resta un « militant caucasien ».

Pendant les deux derniers mois de l'année révolutionnaire, le Caucase avait été un creuset bouillonnant. En décembre, le comité de grève, après avoir pris en mains l'administration de chemin de fer transcaucasien et du télégraphe, avait dirigé les transports et la vie économique de Tiflis. Les faubourgs de la ville étaient aux mains d'ouvriers en armes. Mais pas pour longtemps : les autorités militaires vainquirent rapidement. Le gouvernement de Tiflis fut déclaré en état de siège. On se battait à Koutaïs, Tchiatouri et ailleurs. L'ouest de la Géorgie était embrasé par des soulèvements paysans. Le 10 décembre, le chef de la police du Caucase, Chirinkine, écrivait à son chef, au ministère de la Police : « Le gouvernement des Koutaïs est soumis à un régime spécial... les révolutionnaires y ont désarmé les gendarmes, ils se sont emparés du chemin de fer, ils vendent eux-mêmes les billets et maintiennent l'ordre... Je ne reçois pas de rapports de Koutaïs, les gendarmes ont été retirés de la ligne et concentrés à Tiflis. Les courriers portant des rapports sont fouillés par les révolutionnaires, qui leur prennent les papiers ; la situation ici est impossible... Le gouverneur général souffre de surmenage nerveux... Je vous enverrai des détails par la poste ou, si cela est impossible, par courrier... » Tous ces événements ne s'accomplissaient pas d'eux-mêmes. L'initiative collective des masses éveillées avait, certes, la plus grande importance, mais il lui fallait à chaque pas trouver des agents individuels, des organisateurs, des dirigeants. Koba ne fut pas du nombre. Sans hâte, il commentait les événements dépassés. C'est ce qui lui permit d'aller, dans les plus chaudes journées, à Tammerfors. Nul ne remarqua son absence et nul ne nota son retour.

La répression de l'insurrection de Moscou, permise par la passivité des ouvriers de Pétersbourg, épuisés par les luttes antérieures et le lock-out, la répression des insurrections de Transcaucasie, des pays baltes et de Sibérie retournèrent la situation. La réaction rentra dans ses droits. Les bolcheviks étaient d'autant moins pressés de le reconnaître que le reflux général était encore traversé de flots montants attardés. Tous les partis révolutionnaires voulaient croire que la grande vague allait venir. Quand des amis politiques plus sceptiques disaient à Lénine que la réaction avait peut-être déjà commencé, il répondait : « Je serai le dernier à en convenir. » Les grèves, forme essentielle de la mobilisation des masses, exprimaient bien la température de la révolution russe. 1905 vit deux millions et demi de grévistes ; 1906, près d'un million. Considérable par lui-même, ce chiffre signifiait pourtant une brusque baisse d'activité. Selon l'explication de Koba, le prolétariat avait subi une défaite épisodique « tout d'abord parce qu'il n'avait pas eu d'armes ou en avait eu trop peu, si conscients que vous soyez, vous ne tiendrez pas les mains nues contre les balles ! » C'était manifestement simplifier la question. « Tenir » les mains nues contre des balles est, certes, difficile. Mais il y avait à la défaite des causes plus profondes. Les masses paysannes ne s'étaient pas soulevées tout entières ; moins au centre qu'à la périphérie. L'armée n'avait été que partiellement touchée. Le prolétariat ne connaissait pas encore véritablement ni sa propre force ni celle de l'ennemi. 1905 entra dans l'histoire — et c'est là son immense signification — comme une « répétition générale ». Mais cette définition, Lénine ne pouvait la donner qu'après coup. En 1906, il attendait un prompt dénouement. En janvier [1906], Koba, paraphrasant Lénine tout en le simplifiant comme toujours, écrivait : « Nous devons une fois pour toutes écarter toutes les hésitations, repousser toute imprécision et nous placer sans retour sous l'angle de l'offensive... Un parti unique, une insurrection armée organisée par le parti, une politique d'agression, voilà ce qu'exige de nous la vic-

toire de l'insurrection. » Les menchéviks mêmes ne s'étaient pas encore décidés à dire tout haut que la révolution était finie. Au congrès de Stockholm, Ivanovitch avait eu la possibilité de déclarer, sans crainte d'objections : « Ainsi, nous sommes à la veille d'une nouvelle explosion... Nous sommes tous d'accord là-dessus. » En fait, l'« explosion » était déjà, à ce moment-là, une chose du passé. La « politique d'agression » devenait de plus en plus, une politique de coups de main exécutés par des partisans et d'actions isolées. Une large vague d'« expropriations », c'est-à-dire d'assauts armés contre des banques, la trésorerie et d'autres dépôts d'argent, déferla sur tout le pays.

La désintégration de la révolution remettait l'initiative de l'attaque dans les mains du gouvernement, qui avait entre temps réussi à dompter ses nerfs. Pendant l'automne et l'hiver, les partis révolutionnaires étaient sortis de l'illégalité. La lutte s'était menée ouvertement. La police tsariste put donc connaître tous et chacun de ses adversaires. Le règlement de comptes commença le 3 décembre par l'arrestation du soviétique de Pétersbourg. Tous les militants compromis étaient arrêtés l'un après l'autre s'ils ne réussissaient pas à se cacher. La victoire de l'amiral Doubassov sur les miliciens de Moscou donna à la répression une brutalité particulière. De janvier 1905 à la convocation de la première Douma impériale, le 27 avril 1906, on calcule qu'approximativement plus de quatorze mille personnes furent tuées, plus de mille exécutées, vingt mille blessées et environ soixante-dix mille arrêtées, déportées et incarcérées par le gouvernement tsariste. Les victimes furent particulièrement nombreuses en décembre 1905 et dans les premiers mois de 1906. Koba ne s'offrit pas « comme cible ». Il ne fut ni blessé, ni déporté, ni arrêté. Il n'eut même pas à se cacher. Il resta, comme auparavant, à Tiflis. On ne peut expliquer tout cela par son habileté personnelle ou quelque hasard heureux. D'une façon conspirative, c'est-à-dire clandestinement, on pouvait bien aller à la conférence de Tammerfors. Mais on ne pouvait point diriger clandestinement le mouvement des masses de 1905. Pour un révolutionnaire actif dans la petite ville de Tiflis, il ne pouvait y avoir de « hasard heureux ». En réalité, Koba était tellement resté à l'écart des grands événements que la police ne s'occupait pas de lui. Vers le milieu de l'année 1906, il continuait toujours à fréquenter la rédaction du journal bolcheviste légal.

Lénine se cachait alors à Kouokalla, en Finlande, et maintenait une liaison constante avec Pétersbourg et le pays entier. C'est là que se trouvaient aussi les autres membres du centre bolcheviste. C'est là que se renouaient les fils rompus de l'organisation illégale. « De tous les confins de la Russie, écrit Kroupskaïa, arrivaient des camarades avec lesquels on se concertait sur le travail à faire. » Kroupskaïa mentionne une série de noms, en particulier celui de Sverdlov, qui « jouissait d'une immense influence » dans l'Oural, elle parle de Vorochilov et d'autres. Mais, malgré les avertissements menaçants de la critique officielle lorsqu'elle écrivait son livre, elle ne mentionne pas une seule fois Staline pendant cette période. Non pas qu'elle évite son nom, au contraire, partout où elle trouve le moindre appui dans les faits, elle s'efforce de le mettre en avant. C'est que, tout simplement, elle ne le trouve pas dans sa mémoire.

La première Douma fut dissoute le 8 juillet 1906. La grève de protestation à laquelle avaient appelé les partis de gauche avorta : les ouvriers avaient compris que la grève ne suffisait pas, et ils étaient trop faibles pour faire plus. Une tentative des révolutionnaires d'empêcher le recrutement militaire échoua lamentablement. Un soulèvement à la forteresse de Sveaborg, avec la participation des bolcheviks, fut une explosion isolée, aussitôt écrasée. La réaction se renforçait. Le parti s'enfonçait de plus en plus dans l'illégalité. « Ilitch dirigeait en fait de Kouokalla, écrit Kroupskaïa, toute l'activité des bolcheviks. » De nouveau, une série de noms et d'épisodes. Sta-

line n'est pas nommé. La même chose se répète à propos de la conférence du parti tenue en novembre à Térioki, à laquelle se décida la question des élections à la deuxième Douma. Koba ne vint pas à Kouokalla. Il ne s'est pas conservé la moindre trace d'une correspondance entre Lénine et lui durant l'année 1906. Bien qu'ils se fussent rencontrés à Tammerfors, aucune attache personnelle ne s'était établie entre eux. Ils s'étaient rencontrés une nouvelle fois à Stockholm, mais cela non plus n'avait produit aucun rapprochement. Kroupskaïa parle d'une promenade dans la capitale suédoise à laquelle prirent part Lénine, Rykov, Stroïev, Alexinsky et d'autres ; elle ne mentionne pas Staline. Il se peut aussi que les relations, à peine établies, se soient tendues à cause des divergences sur la question agraire : Ivanovitch n'avait pas signé l'appel au parti, Lénine n'avait pas mentionné Ivanovitch dans son compte-rendu.

Conformément aux décisions de Tammerfors et de Stockholm, les bolcheviks caucasiens se joignirent aux menchéviks. Koba ne fit pas partie du Comité régional unifié. Par contre, il devint, à en croire Béria, membre du Bureau bolcheviste du Caucase, qui existait secrètement en 1906, parallèlement au Comité officiel du parti. On ne possède aucune donnée sur l'activité de ce Bureau et le rôle qu'y joua Koba. Une seule chose est hors de doute : les vues du « comitard » sur les questions d'organisation avaient subi, depuis l'époque de son séjour à Tiflis et à Batoum, un changement sinon quant au fond, du moins quant aux formes de leur expression. Maintenant, Koba n'aurait plus osé inviter les ouvriers à reconnaître qu'ils n'étaient pas dignes d'entrer dans les comités. Les soviets et les syndicats mettaient au premier plan des ouvriers révolutionnaires et ceux-ci se montraient d'ordinaire mieux préparés pour diriger les masses que la plupart des intellectuels illégaux. Les « comitards » se virent obligés, comme l'avait prévu Lénine, de réviser à la hâte leurs conceptions, ou, du moins, leur argumentation. Koba défendait maintenant dans la presse la nécessité de la démocratie dans le parti, et d'une démocratie telle que « la masse décide elle-même les questions et agit elle-même ». La démocratie électorale est en elle-même insuffisante : « Napoléon III fut élu au suffrage universel, mais qui ne sait que cet empereur élu fut l'un des plus grands oppresseurs du peuple ? » Si Bessochvili (le pseudonyme d'alors de Koba) avait pu prévoir son propre avenir, il se serait bien abstenu d'évoquer les plébiscites bonapartistes. Mais il y avait bien des choses qu'il ne prévoyait pas. Son don de clairvoyance n'allait pas bien loin. Et cela fera, comme nous le verrons, non seulement sa faiblesse, mais aussi sa force, du moins pour une certaine époque.

Les défaites du prolétariat rejetèrent le marxisme sur des positions défensives. Les ennemis et les adversaires, qui s'étaient tus pendant les mois d'orage, levèrent maintenant la tête. Le matérialisme et la dialectique furent appelés, à droite et à gauche, à répondre des folies de la réaction. A droite, par les libéraux, les démocrates et les populistes ; à gauche, par les anarchistes. Dans le mouvement de 1905, l'anarchisme n'avait joué aucun rôle. Au soviet de Pétersbourg, il n'y avait que trois fractions : menchéviks, bolcheviks et socialistes-révolutionnaires. Mais la liquidation des soviets et l'atmosphère de désillusion donnèrent à l'anarchisme une résonance plus grande. Le reflux se fit aussi sentir dans le Caucase arriéré, où l'anarchisme trouvait des conditions plus propices, à bien des égards, que dans les autres régions du pays. Prenant part à la défense de positions du marxisme attaquées, Koba publia en géorgien une série d'articles sur « L'anarchisme et le socialisme ». Ces articles, qui témoignent des meilleures intentions de l'auteur, ne se prêtent guère à un exposé, étant eux-mêmes un exposé de travaux d'autrui. Il est même difficile d'en donner des citations, car leur couleur uniformément grise rend malaisé le choix de formules tant soit peu personnelles. Il suffit de dire que ce travail n'a jamais été réédité.

A droite des menchéviks géorgiens, qui continuaient à se considérer marxistes, surgit le parti fédéraliste, parodie locale, en partie, des socialistes-révolutionnaires russes et, en partie, des cadets. Bessochvili démasqua avec raison l'inclination de ce parti pour les manœuvres poltronnes et les compromis, mais il se servait, ce faisant, d'images risquées. « On sait, écrivait-il, que tout animal a sa couleur propre ; mais le caméléon ne s'en contente pas ; en face du lion, il prend la couleur du lion ; en face du loup, celle du loup ; en face de la grenouille, celle de la grenouille ; il prend la couleur qui lui semble la plus avantageuse... » Le zoologiste protesterait probablement contre cette calomnie à l'adresse du caméléon. Mais comme, au fond, le critique bolcheviste avait raison, on peut lui pardonner son style de curé de village raté.

Voilà tout ce que l'on peut dire sur l'activité de Koba-Ivanovitch-Bessochvili pendant la première révolution. C'est peu, même si l'on ne tient compte que de la quantité. Cependant, l'auteur a pris grand soin de ne rien oublier qui fût tant soit peu digne d'attention. C'est que l'intellect de Koba, dépourvu d'imagination et de désintéressement, est peu productif. Et puis, malgré la légende créée plus tard, ce caractère têtu, bilieux et exigeant n'est pas travailleur du tout. L'habitude du travail intellectuel lui est étrangère. Tous ceux qui le connurent de près par la suite savent que Staline n'aimait pas travailler. « Koba est un paresseux » dirent plus d'une fois, avec un sourire à demi méprisant, Boukharine, Krestinsky, Sérébriakov et d'autres. C'est à ce même trait intime que Lénine lui aussi faisait parfois allusion d'une manière prudente. Dans ce penchant à la fainéantise morose se révélaient, d'une part, ses origines orientales et, de l'autre, son ambition insatisfaite. Il fallait chaque fois un mobile impérieux et personnel pour pousser Koba à faire un effort prolongé et systématique. Dans la révolution qui le laissait à l'arrière-plan, il ne trouvait pas un tel mobile stimulant. C'est pourquoi son apport à la révolution paraît ridiculement maigre comparé au don que la révolution fit à sa vie personnelle.





## IV

### LA PÉRIODE DE RÉACTION

#### I

La vie privée des révolutionnaires dans l'illégalité était rejetée à l'arrière-plan et étouffée ; elle n'en existait pas moins. La communauté des idées, de la lutte et des dangers, l'intimité dans un isolement à l'écart du reste du monde, tout cela créait des liens solides. Les couples se formaient dans l'illégalité, étaient séparés par la prison et se retrouvaient dans la déportation. De la vie privée du jeune Staline nous savons peu, mais ce peu est d'autant plus précieux pour caractériser l'homme.

« En 1903, il se maria », rapporte Irémachvili. « Son mariage, comme il le concevait, fut heureux. Certes, l'égalité des sexes, qu'il avançait comme la forme fondamentale du mariage dans l'Etat nouveau, ne pouvait s'observer dans son propre ménage. D'ailleurs, il ne correspondait pas du tout à sa nature de se sentir à égalité de droits avec qui que ce fût. Le mariage fut heureux parce que sa femme, dont le développement ne pouvait se comparer au sien, le considérait comme un demi-dieu et parce que, en tant que Géorgienne, elle avait été élevée dans la tradition sacrée qui obligeait la femme à servir. » Irémachvili lui-même, bien que se considérant social-démocrate, avait conservé presque intact en lui le culte de la femme géorgienne traditionnelle, laquelle était au fond l'esclave familiale. Il dépeint la femme de Koba sous les mêmes traits que sa mère, Kéké. « C'est la vraie femme géorgienne... Elle s'efforçait toute son âme à servir son mari. Passant d'innombrables nuits en ardentes prières, elle attendait son Sosso, lorsqu'il participait à des réunions secrètes. Elle priait pour que Koba renonçât à ses idées impies en faveur d'une paisible vie familiale de labeur et de bien-être. »

Ce n'est pas sans étonnement que nous apprenons par ces lignes que Koba, qui dès l'âge de treize ans s'était lui-même détourné de la religion, avait une femme naïvement et profondément croyante. Il peut sembler qu'un tel fait appartienne à l'ordre des choses dans un milieu bourgeois stable, où le mari se considère agnostique ou s'amuse avec le rituel franc-maçon, tandis que l'épouse, après son dernier adultère, va se confesser au prêtre catholique. Parmi les révolutionnaires russes ces questions se posaient avec infiniment plus d'acuité. Ce n'était plus un agnosticisme anémique, mais un athéisme militant qui était l'élément nécessaire de leur philosophie révolutionnaire. Et où pouvaient-ils acquérir une tolérance personnelle envers une religion indissolublement liée à tout ce contre quoi ils luttèrent au milieu de dangers constants ? Dans les milieux ouvriers, lors de mariages précoces, on pouvait, certes, rencontrer d'assez nombreux cas où l'homme n'était devenu révolutionnaire qu'après son mariage et la femme conservait obstinément les vieilles croyances. Mais ceci aboutissait d'ordinaire

à des conflits dramatiques. Le mari cachait à sa femme sa nouvelle vie et s'éloignait d'elle de plus en plus. Dans d'autres cas, le mari gagnait sa femme à son point de vue, la détachant de ses parents. Les jeunes ouvriers se plaignaient souvent de la difficulté de trouver des jeunes filles affranchies des vieilles superstitions. Parmi les étudiants, il était bien plus facile de choisir une compagne. Il n'y a presque pas d'exemple d'intellectuel révolutionnaire se mariant à une croyante. Ce n'est pas qu'il y eut sur ce point une règle quelconque. Mais cela ne correspondait tout simplement pas aux mœurs, aux conceptions et aux sentiments de ce milieu. Koba représentait sans aucun doute une rare exception.

Aucun drame ne surgit, semble-t-il, de cette divergence de vues. « Cet homme intérieurement si inquiet, qui se sentait à chaque pas et à chaque geste surveillé et poursuivi par la police secrète tsariste, ne pouvait trouver l'amour qu'au pauvre foyer familial. Du mépris qu'il portait envers tous, il n'excluait que sa femme, son enfant et sa mère. » Cet idyllique tableau familial que peint Irémachvili semble nous induire à conclure à la molle tolérance de Koba envers les croyances de l'être qui lui était proche. Mais cela se concilie mal avec la nature tyrannique de cet homme. En fait, cette tolérance apparaît ici comme de l'indifférence morale. Koba ne cherchait pas dans sa femme une amie capable de partager ses idées ou même ses ambitions. Il se contentait d'une épouse soumise et dévouée. Par ses vues, il était marxiste, par ses sentiments et ses besoins spirituels, il était le fils de l'Ossète Bézo de Didi-Lilo. Il ne demandait pas plus de sa femme que ce que son père avait trouvé dans la soumise Kéké.

La chronologie d'Irémachvili, qui n'est en général pas irréprochable, est plus sûre dans les affaires de caractère privé que dans le domaine politique. Elle suscite néanmoins des doutes quant à la date du mariage : 1903. Koba fut arrêté en avril 1902 et revint de déportation en février 1904. Il est possible que le mariage ait eu lieu en prison ; de tels cas n'étaient pas rares. Mais il est possible aussi qu'il n'ait eu lieu qu'après le retour de déportation, au début de 1904. Le mariage religieux put présenter en ce cas des difficultés pour l'« illégal » ; mais avec les mœurs primitives de l'époque, surtout au Caucase, les obstacles qui pouvaient surgir du côté de la police n'étaient pas insurmontables. Si le mariage eut lieu après la déportation, cela peut expliquer en partie la passivité politique de Koba au cours de l'année 1904.

La femme de Koba, dont nous ne savons même pas le nom, mourut en 1907, d'une pneumonie, selon certaines informations. A cette époque-là les relations entre les deux Sosso avaient déjà perdu leur caractère amical. « Ses attaques violentes, se plaint Irémachvili, se dirigeaient dès lors contre nous, ses anciens amis. Il nous attaquait à toutes les réunions, à toutes les discussions, de la manière la plus dure et la plus basse, et cherchait toujours, à semer contre nous le poison et la haine. S'il en avait eu la possibilité, il nous aurait anéantis par le feu et par l'épée... Mais l'écrasante majorité des marxistes géorgiens demeurait avec nous. Ce fait excitait encore plus sa rage. » L'éloignement politique n'empêcha pas Irémachvili de rendre visite à Koba lors de la mort de sa femme, pour lui apporter des paroles de consolation ; telle était encore la force des mœurs traditionnelles géorgiennes. « Il était fort désolé et m'accueillit comme autrefois, en ami. Son visage pâle reflétait la souffrance morale que causait à cet homme si dur la mort de la compagne fidèle de sa vie. La secousse morale qui l'ébranla dut être très forte et très prolongée, car il n'était plus capable de la cacher aux autres. »

La morte fut enterrée suivant les règles du rituel orthodoxe. Les parents de la défunte insistèrent sur ce point et Koba ne s'y opposa pas. « Lorsque la modeste procession, atteignit l'entrée du cimetière, raconte Irémachvili, Koba me serra fortement la main, indiqua la bière et dit : « Sosso, cette créature adoucissait mon cœur de

pierre, elle est morte et avec elle sont morts mes derniers sentiments tendres envers les hommes. » Il posa sa main droite sur sa poitrine : « Là-dedans, c'est devenu si vide, si indiciblement vide ! » Ces paroles peuvent paraître mélodramatiques et dénuées de naturel ; cependant, elles pourraient bien être vraies, non seulement parce qu'il s'agit d'un homme encore jeune qui subit la première peine de cœur dans sa vie privée, mais nous rencontrerons encore à l'avenir chez Staline un penchant pour un pathétisme outré qui n'est pas rare chez les natures endurcies. Quant à ce style abrupt pour exprimer ses sentiments, il l'avait puisé dans les homélies du séminaire.

Son épouse laissa à Koba un garçon aux traits fins et délicats. En 1919-1920, il étudiait au collège de Tiflis, où Irémachvili était instructeur. Bientôt son père fit venir lacha à Moscou. Nous le verrons encore au Kremlin. Voilà tout ce que nous savons de ce mariage qui, chronologiquement (1903-1907), se place assez exactement dans le cadre de la première révolution. Cette coïncidence n'est pas fortuite : le rythme de la vie privée des révolutionnaires était trop étroitement lié au rythme des grands événements.

« A dater du jour où il enterra sa femme, insiste Irémachvili, il perdit le dernier vestige de sentiments humains. Son cœur s'emplit de la haine inexprimable, que son impitoyable père avait commencé à faire naître dans son âme d'enfant. Il écrasait sous les sarcasmes des retenues morales qui se faisaient sentir de plus en plus rarement. Implacable envers lui-même, il devint implacable envers tous les hommes. » C'est ainsi qu'il entra dans la période de réaction qui s'abattait alors sur le pays.

Le début des grèves de masse dans les années 1895 avait annoncé l'approche de la révolution. Pourtant, le nombre moyen de grévistes n'avait pas même atteint 50 000 par an. En 1905, leur nombre s'éleva soudain à 2 750 000, en 1906, il descendait à un million ; en 1907, à trois quarts de million, y compris naturellement les hommes ayant participé à plusieurs grèves. Tels sont les chiffres de ces trois années de révolution : le monde n'avait pas encore connu une telle vague de grèves ! En 1908 s'ouvre la période de réaction : le nombre des grévistes tombe immédiatement à 174 000 ; en 1909, à 64 000 ; en 1910, à 50 000. Mais, alors que le prolétariat se replie si rapidement, les paysans, éveillés par lui, poursuivent et redoublent même leur offensive. Dans les mois de la première Douma, les mises à sac de propriétés foncières prirent une ampleur considérable. Il y eut une série de troubles parmi les soldats. Après que les tentatives de soulèvement de Sveaborg et de Kronstadt (juillet 1906) eurent été écrasées, la monarchie s'enhardit, introduit les cours martiales, falsifie, à l'aide du Sénat, le droit de vote, mais n'atteint pas par ces moyens-là les résultats voulus, la deuxième Douma s'avère plus radicale que la première.

En février 1907, Lénine caractérise la situation politique du pays en ces termes : « L'arbitraire le plus sauvage, le plus éhonté... La loi électorale la plus réactionnaire d'Europe, la composition de la représentation populaire la plus révolutionnaire d'Europe dans le pays le plus arriéré ! » D'où la conclusion : « Nous avons devant nous une nouvelle crise révolutionnaire, encore plus formidable. » La conclusion s'avéra erronée. La révolution était encore assez forte pour se faire sentir sur l'arène du pseudo-parlementarisme tsariste. Mais elle était déjà brisée. Ses convulsions étaient de plus en plus faibles.

Un procès parallèle se produisait dans le parti social-démocrate. Par le nombre de ses membres, il continuait toujours à croître. Mais son influence sur les masses déclinait. Cent social-démocrates ne parvenaient plus à faire descendre dans la rue autant d'ouvriers que dix social-démocrates un an plus tôt. Les différents aspects du mouvement révolutionnaire, comme du procès historique dans son ensemble, et du



développement des êtres vivants en général, ne sont ni uniformes ni harmonieux. En votant à gauche, les ouvriers et même les petits bourgeois tentaient de se venger de la défaite que le tsarisme leur avait infligée dans une lutte ouverte, mais ils n'étaient déjà plus en état de faire une nouvelle insurrection. Comme l'appareil des soviets était privé de liaison directe avec les masses, qui tombaient rapidement dans une morne apathie, les ouvriers les plus actifs sentaient le besoin d'un parti révolutionnaire. Ainsi, le déplacement à gauche de la Douma et la croissance de la social-démocratie étaient cette fois-ci les symptômes, non pas de l'essor, mais du déclin de la révolution.

Lénine, sans aucun doute, admettait, dès ces jours-là pareille possibilité. Mais tant que l'expérience n'avait pas apporté une vérification définitive, il continuait de bâtir sa politique sur le pronostic révolutionnaire. Telle était la règle fondamentale de ce stratège. « La social-démocratie révolutionnaire, écrivait-il en octobre 1906, doit entrer la première dans la voie de la lutte la plus résolue et la plus directe et prendre, la dernière, des moyens de lutte plus détournés. » Par lutte directe, il entendait les grèves, les manifestations, la grève générale, les engagements avec la police, l'insurrection. Par moyens détournés, il faut entendre l'utilisation des possibilités légales, en particulier du parlementarisme, pour rassembler les forces. Cette stratégie renfermait inévitablement le danger d'employer des méthodes de lutte armée au moment où les conditions objectives avaient déjà disparu pour celles-ci. Mais dans la balance du parti révolutionnaire ce danger tactique pesait infiniment moins que le danger stratégique de se tenir à l'écart des événements et de laisser passer une situation révolutionnaire.

Le Cinquième congrès du parti, qui se tint à Londres en mai 1907, se distinguait par le nombre extraordinaire de présents : dans la salle d'une église « socialiste », on comptait 302 délégués avec voix délibérative (un délégué pour 500 membres du parti), une cinquantaine environ avec voix consultative et un assez grand nombre d'invités. Les bolcheviks étaient 90, les menchéviks 85. Les délégations nationales formaient le « centre », entre les deux ailes. Au congrès précédent 13 000 bolcheviks et 18 000 menchéviks (un délégué par 300 membres du parti) avaient été représentés. Dans les douze mois entre le congrès de Stockholm et celui de Londres, la section russe du parti était passée de 31 000 à 77 000 membres, c'est-à-dire était devenue deux fois et demie plus forte. L'exacerbation de la lutte fractionnelle avait inévitablement enflé les chiffres. Mais il reste indiscutable que les ouvriers avancés avaient continué d'affluer au parti durant l'année écoulée. Aussi l'aile gauche s'était-elle renforcée relativement plus vite. Dans les soviets de 1905, les menchéviks prédominaient, les bolcheviks constituaient une modeste minorité. Au début de 1908, les forces des deux tendances à Pétersbourg étaient approximativement égales. Dans la période entre la première et la deuxième Douma, les bolcheviks commencèrent à prendre le dessus. Au moment de la deuxième Douma, ils avaient déjà conquis une prédominance complète parmi les ouvriers avancés. Le congrès de Stockholm, par le caractère des décisions qui y furent prises, fut menchéviste, celui de Londres, bolcheviste.

Les autorités suivaient attentivement ce déplacement du parti vers la gauche. Peu de temps avant le congrès, le département de police expliqua à ses bureaux locaux que « les groupes menchévistes, par leur état d'esprit au moment présent, ne représentent pas un danger aussi sérieux que les bolcheviks ». Un des rapports réguliers sur le déroulement du congrès présentés au département de police par un de ses agents à l'étranger contient l'appréciation suivante : « Parmi les orateurs qui, dans la discussion, ont défendu le point de vue révolutionnaire extrême il y a Stanislav (bolchevik), Trotsky, Pokrovsky (bolchevik), Tychko (social-démocrate polonais) ; ont pris la défense du point de vue opportuniste : Martov, Plékhanov (chefs des menchéviks). » « On

remarque clairement, continue l'agent de l'*Okhrana*, un tournant des social-démocrates vers les méthodes révolutionnaires de lutte... Le menchévisme, qui fleurit grâce à la Douma, déclina quand la Douma eut révélé son impotence, et laissa de nouveau le champ libre aux bolcheviks ou, plus exactement, aux tendances révolutionnaires extrêmes. » En fait, comme on l'a déjà dit, les déplacements internes dans le prolétariat étaient plus compliqués et plus contradictoires : la couche avancée, sous l'influence de l'expérience, allait à gauche ; les masses, sous l'influence de la défaite, allaient à droite. Le souffle de la réaction passait déjà sur le congrès. « Notre révolution traverse des temps difficiles », dit Lénine à la séance du 12 mai. « Il faut toute la force de volonté, toute l'endurance et toute la fermeté d'un parti révolutionnaire trempé pour savoir résister au doute, à la faiblesse, à l'indifférence, au désir d'abandonner la lutte. »

« A Londres, écrit un biographe français, Staline voyait Trotsky pour la première fois, mais celui-ci ne remarqua probablement pas celui-là, le leader du soviet de Pétersbourg n'était pas homme à lier facilement connaissance, ni à frayer avec quelqu'un sans de réelles affinités. » Que ceci soit vrai ou non, le fait est que c'est seulement par le livre de Souvarine que j'ai appris la présence de Koba au congrès de Londres et en ai ensuite trouvé la confirmation dans les procès-verbaux officiels. De même qu'à Stockholm, Ivanovitch participa au congrès, non pas comme un des 302 délégués avec voix délibérative, mais comme un des 42 avec voix consultative. Le bolchévisme était resté si faible en Géorgie que Koba n'avait pu rassembler 500 voix à Tiflis ! « Même dans la ville natale de Koba et la mienne, à Gori, écrit Irémachvili, il n'y avait pas un seul bolchevik. » Chaoumian, un des dirigeants bolchevistes du Caucase, rival de Koba et futur membre du Comité central, témoigna au cours des débats du congrès de la complète prédominance des menchéviks au Caucase. « Les menchéviks du Caucase, se plaignait-il, utilisant leur avantage numérique écrasant et leur prédominance officielle au Caucase, prennent toutes les mesures pour ne pas permettre aux bolcheviks d'être élus. » Dans une déclaration signée par le même Chaoumian et par Ivanovitch, nous lisons : « Les organisations menchévistes du Caucase sont formées presque entièrement par la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. » Parmi les 18 000 membres du parti au Caucase, on ne comptait pas plus de 6 000 ouvriers ; mais même ceux-ci étaient dans leur majorité écrasante pour les menchéviks.

L'attribution d'une voix consultative à Ivanovitch s'accompagna d'un incident qui n'est pas dépourvu d'intérêt. Lorsque, son tour étant venu, Lénine occupait la présidence du congrès, il proposa d'adopter sans débats la proposition faite par la commission des mandats de donner une voix consultative à quatre délégués, parmi lesquels Ivanovitch. L'inlassable Martov cria de sa place : « Je demande que l'on explique à qui l'on donne une voix consultative, qui sont ces gens-là, d'où ils viennent, etc. » Lénine répondit : « *Je ne sais réellement pas*, mais le congrès peut faire confiance à l'opinion unanime de la commission des mandats. » Il est fort vraisemblable que Martov avait déjà quelques informations particulières sur le caractère spécifique de l'activité d'Ivanovitch — de cela nous parlerons bientôt — et que c'est précisément pourquoi, Lénine se hâta de détourner la remarque dangereuse en invoquant l'unanimité de la commission des mandats. En tout cas, Martov jugea possible de caractériser « ces gens-là » comme des inconnus : « qui sont-ils, d'où viennent-ils, etc. », de son côté, Lénine, non seulement ne discuta pas, mais confirma cette caractéristique. En 1907, Staline restait encore une figure absolument inconnue, non seulement des larges cercles du parti, mais aussi des trois cents délégués du congrès. La proposition de la commission des mandats fut acceptée avec un nombre considérable d'abstentions.

Cependant, le fait le plus important est qu'Ivanovitch n'utilisa pas une seule fois la voix consultative qui lui avait été accordée. Le congrès dura presque trois semaines. Les débats furent extrêmement étendus et amples. Mais dans la liste des nombreux orateurs nous ne rencontrons pas une seule fois le nom d'Ivanovitch. C'est seulement sous deux brèves déclarations écrites, introduites par les bolcheviks du Caucase au sujet de leurs conflits locaux avec les menchéviks, que sa signature apparaît, en troisième place. Il n'y a pas d'autres traces de sa présence au congrès. Pour comprendre l'importance de ce fait, il faut connaître les ressorts cachés du congrès. Chacune des fractions et des organisations nationales se réunissait séparément pendant les intermissions entre les séances officielles pour élaborer sa ligne de conduite et désigner ses orateurs. Ainsi, au cours des trois semaines de débats auxquels prirent part tous les membres quelque peu notables du parti, la fraction bolcheviste ne jugea pas nécessaire de confier une seule intervention à Ivanovitch.

Vers la fin d'une des dernières séances du congrès parla un jeune délégué de Pétersbourg. Tout le monde se hâtait de quitter la salle, presque personne n'écoutait. L'orateur se trouva forcé de monter sur une chaise pour attirer l'attention sur lui. Malgré cette position extrêmement défavorable, il fit si bien que les délégués se mirent à se rassembler autour de lui et que le silence se fit dans la salle. Ce discours fit du débutant un membre du Comité central. Ivanovitch, condamné au silence, remarqua le succès de ce jeune inconnu — Zinoviev avait alors tout au plus vingt-cinq ans, — probablement sans sympathie, mais non sans envie. Personne n'accorda d'attention à l'ambitieux Caucasiens avec voix consultative. Un des participants au congrès, membre du rang, le bolchevik Gandourine, raconte dans ses Mémoires : « Durant les intermissions, nous faisons cercle d'ordinaire autour de l'un ou de l'autre des militants importants, les bombardant de questions. » Gandourine mentionne parmi les délégués : Litvinov, Vorochilov, Tomskey et d'autres bolcheviks alors relativement peu connus, mais il ne nomme pas une seule fois Staline. Et cependant ces Mémoires furent écrits en 1931, lorsqu'il était déjà beaucoup plus difficile d'oublier Staline que de s'en souvenir.

Les bolcheviks élus membres du Comité central furent Miéchkovsky, Rojkov, Tégorovitch et Noguine ; en tant que suppléants, furent élus Lénine, Bogdanov, Krasine, Zinoviev, Rykov, Chantser, Saimmer, Leïtaïsen, Taratouta, A. Smirnov. Les dirigeants les plus en vue de la fraction furent mis au nombre des suppléants pour que des gens qui pouvaient travailler en Russie passassent à l'avant-scène. Mais Ivanovitch ne se trouva ni parmi les membres ni parmi les suppléants. Il serait inexact d'en chercher les raisons dans les manœuvres des menchéviks : en réalité chaque fraction élitait elle-même ses candidats. Parmi les membres bolchevistes du Comité central, certains, comme Zinoviev, Rykov, Taratouta, A. Smirnov, appartenaient par l'âge à la même génération qu'Ivanovitch et étaient même plus jeunes que lui.

A la dernière séance de la fraction bolcheviste, déjà après la clôture du congrès, fut élu le Centre bolcheviste secret, appelé le « C. B. », composé de quinze membres. Parmi eux nous trouvons les théoriciens et les écrivains d'alors et de l'avenir : Lénine, Bogdanov, Pokrovsky, Rojkov, Zinoviev, Kaménev, ainsi que les organisateurs les plus remarquables : Krassine, Rykov, Doubrovsky, Noguine et autres. Ivanovitch n'est pas de ce comité. L'importance de ce fait est trop évidente. Staline pouvait ne pas entrer dans le Comité central n'étant pas connu de tout le parti ou, admettons pour un instant, par suite de l'hostilité particulièrement vive des menchéviks du Caucase envers lui. Mais, s'il avait eu du poids et de l'influence à l'intérieur de sa propre fraction, il serait infailliblement entré dans le Centre bolcheviste, qui avait besoin d'un représentant

autorisé du Caucase. Ivanovitch lui-même ne pouvait manquer de rêver d'avoir une place dans le « C. B. ». Mais une telle place ne lui fut pas faite.

Pourquoi donc, dans ces conditions, Koba vint-il à Londres ? Il ne pouvait lever la main comme délégué. Il n'était pas nécessaire comme orateur. Il ne joua manifestement aucun rôle dans les séances secrètes de la fraction bolcheviste. Il est invraisemblable qu'il soit venu uniquement pour voir et écouter. Il avait, évidemment, d'autres tâches. Lesquelles au juste ?

Le congrès se termina le 19 mai. Dès le 1<sup>er</sup> juin, le Premier ministre Stolypine présenta à la Douma la demande d'exclure immédiatement les 55 députés social-démocrates et de donner son accord à l'arrestation de 16 d'entre eux. Sans attendre cet accord, la police procéda à des arrestations dans la nuit du 2 juin. Le 3 juin, la Douma était proclamée dissoute et, à la suite d'une sorte de coup d'Etat, une nouvelle loi électorale était publiée. Simultanément de nombreuses arrestations préparées à l'avance furent effectuées, en particulier parmi les cheminots, afin de prévenir une grève générale. Des tentatives d'insurrection dans la flotte de la mer Noire et dans un régiment de Kiev se terminèrent par un échec. La monarchie avait triomphé. Quand Stolypine se regarda dans le miroir, il y vit saint Georges terrassant le dragon.

Le déclin évident de la révolution provoqua une série de nouvelles crises dans le parti et même dans la fraction bolcheviste, qui était en grande partie pour le boycott des nouvelles élections. C'était une réaction presque instinctive contre la violence du gouvernement et, en même temps, une tentative de couvrir sa propre faiblesse d'un geste radical. Se reposant en Finlande après le congrès, Lénine réfléchit sur tous les aspects de la situation et intervint résolument contre le boycott. Sa position dans sa propre fraction n'était pas facile, car il n'est en général pas facile de passer des grands jours de la révolution au train-train quotidien. « A l'exception de Lénine et de Rojkov, écrivit Martov, tous les représentants en vue de la fraction bolcheviste (Bogdanov, Kaménev, Lounatcharsky, Volsky, etc.) se prononcèrent pour le boycott. » La citation est intéressante en particulier parce que, bien que mettant au nombre des « représentants en vue », non seulement Lounatcharsky, mais aussi Volsky, oublié depuis longtemps, elle ne mentionne pas Staline. En 1924, lorsqu'une revue historique officielle de Moscou publia le témoignage de Martov, il ne vint pas encore à l'idée de la rédaction de s'intéresser à savoir comment Staline avait voté.

Cependant Koba était au nombre des boycottistes. Outre des témoignages directs à ce sujet, qui viennent, certes, de menchéviks, il y en a un, indirect mais plus convaincant : pas un seul des historiens officiels actuels ne souffle mot de la position de Staline sur les élections à la troisième Douma d'Empire. Dans une brochure parue peu après le coup d'Etat, *Sur le boycott de la troisième Douma*, où Lénine prenait la défense de la participation aux élections, le point de vue des boycottistes est représenté par Kaménev. Koba avait si bien réussi à garder l'incognito que personne ne pouvait avoir l'idée en 1907 de lui proposer d'intervenir par un article. Le vieux bolchevik Piréiko se souvient que les boycottistes « reprochaient au camarade Lénine son menchévisme ». On ne peut douter que Koba lui-même, dans son cercle étroit, n'ait pas épargné les fortes expressions géorgiennes et russes. De son côté, Lénine exigeait de sa fraction qu'elle fût prête et à regarder la réalité en face.

« Le boycott est une déclaration de guerre ouverte à l'ancien régime, une attaque directe contre lui. Sans un large essor révolutionnaire... il ne peut être question du succès du boycott. » Bien plus tard, en 1920, Lénine écrivit : « Le boycott de la Douma par les bolcheviks en 1906 était déjà... une faute. » C'était une faute parce qu'après la défaite de décembre il était impossible de s'attendre à une offensive révolutionnaire à



brève échéance ; il était absurde, par conséquent, de renoncer à se servir de la tribune de la Douma pour reformer les rangs révolutionnaires.

A la conférence du parti qui se tint en Finlande en juillet, il se trouva que parmi les neuf délégués bolchevistes tous, sauf Lénine, étaient pour le boycott. Ivanovitch ne participa pas à la conférence. Les boycottistes eurent Bogdanov comme rapporteur. La question de la participation aux élections fut résolue positivement par les voix réunies « des menchéviks, des bundistes, des Polonais, d'un des Lettons et d'un seul bolchevik », écrit Dan. Ce « seul bolchevik », c'était Lénine. « Dans la petite maison de campagne, Ilitch défendit chaudement sa position », se souvient Kroupskaïa. « Krassine arriva à bicyclette et se tint à la fenêtre, écoutant attentivement Ilitch. Puis, sans entrer dans la maison, il s'éloigna, pensif.. » Krassine s'éloigna de la fenêtre pour plus de dix ans. Il ne revint au parti qu'après la révolution d'Octobre, et même alors nullement d'un seul coup. Peu à peu, sous l'influence de nouvelles leçons, les bolcheviks passèrent à la position de Lénine, quoique, comme nous le verrons, pas tous. Koba lui-même renonça sans bruit au boycottisme. Ses articles et ses discours au Caucase en faveur du boycott furent magnaniment voués à l'oubli.

Le 1<sup>er</sup> novembre commença l'activité sans gloire de la troisième Douma d'Empire, dans laquelle les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie avaient d'avance une majorité assurée. S'ouvrit alors la page la plus sombre dans la vie de la Russie « rénovée ». Les organisations ouvrières furent écrasées, la presse révolutionnaire fut étouffée, à la suite d'expéditions punitives ou de jugements des cours martiales. Mais plus terrible que les coups du dehors fut la réaction intérieure. La désertion devint générale. Les intellectuels passèrent de la politique à la science, à l'art, à la religion, à la mystique érotique. Une épidémie de suicides compléta le tableau. La révision des valeurs se dirigeait avant tout contre les partis révolutionnaires et leurs chefs. Le brusque changement d'état d'esprit trouva un clair reflet dans les archives du département de la police, où les lettres suspectes étaient soigneusement examinées, les plus intéressantes étant ainsi conservées pour l'histoire.

De Pétersbourg, on écrivait à Lénine, alors à Genève : « Tout est tranquille de haut en bas, mais en bas le calme est empoisonné. Sous un aspect de calme mûrit une colère qui fera hurler ceux qui, un jour, devront bien hurler. Mais, pour le moment, nous avons nous aussi à souffrir de cette colère... » Un certain Zakharov écrivait à un ami à Odessa : « On a absolument perdu confiance en ceux qu'auparavant on avait placés si haut... Rappelez-vous, à la fin de 1905, Trotsky dit sérieusement que la révolution politique s'était terminée par un succès complet et qu'elle allait aussitôt être suivie de la révolution sociale... Et la merveilleuse tactique de l'insurrection armée, que les bolcheviks ont tant vantée... Oui, j'ai définitivement perdu toute confiance dans nos chefs et en général dans les intellectuels soi-disant révolutionnaires. » La presse libérale et radicale, de son côté, n'épargnait pas ses sarcasmes à l'adresse des vaincus.

Les correspondances des organisations locales publiées dans l'organe central du parti, transféré de nouveau à l'étranger, ne reflètent pas moins clairement le procès de décomposition de la révolution. « Dernièrement, vu l'absence de militants intellectuels, l'organisation de l'arrondissement est morte », écrit-on d'un district industriel central. « Nos forces intellectuelles fondent comme de la neige », se plaint-on de l'Oural. « Des éléments... qui n'avaient adhéré au parti qu'au moment de l'essor... ont quitté nos organisations du parti. » Tout est dans le même genre. Même dans les bagues de travaux forcés, les héros et les héroïnes d'insurrections et d'actes terroristes se détournaient avec hostilité de leur propre passé et n'employaient des mots comme « parti », « camarade », « socialisme », qu'avec ironie.

Ce n'était pas seulement les intellectuels, les «chevaliers d'une heure» venus momentanément au mouvement, qui désertaient, mais aussi des ouvriers avancés, pendant des années liés au parti. «Dans les comités du parti, c'est le vide, le désert», nota Voïtinsky, qui plus tard passa des bolcheviks aux menchéviks. Dans les couches arriérées de la classe ouvrière se renforçaient, d'une part, l'esprit religieux, de l'autre, l'alcoolisme, les jeux de cartes, etc. Dans la couche supérieure, le ton était maintenant donné par des ouvriers individualistes qui s'efforçaient, à l'écart des masses, d'accroître leur culture et leur niveau de vie personnels. C'est sur cette couche fort mince d'une aristocratie composée surtout de métallurgistes et d'imprimeurs que s'appuyaient les menchéviks. Les ouvriers de la couche moyenne, à qui la révolution avait appris à lire les journaux, faisaient preuve d'une plus grande stabilité. Mais, entrés dans la vie politique sous la direction des intellectuels et tout à coup laissés à eux-mêmes, ils se trouvaient paralysés et attendaient.

Tous ne désertaient pas. Mais les révolutionnaires qui ne voulaient pas abandonner se heurtaient à des difficultés insurmontables : une organisation illégale a besoin d'un milieu sympathique autour d'elle et de réserves qui se renouvellent constamment. Dans une atmosphère de dépression, il était difficile, presque impossible, d'observer les mesures indispensables de la conspiration et de maintenir les liaisons révolutionnaires. «Le travail clandestin marchait mal. En 1909 furent arrêtés les typographes du parti à Rostov-sur-le-Don, Moscou, Tioumane, Pétersbourg... etc. ; furent saisis des dépôts de tracts à Pétersbourg, Biélostok, Moscou, furent également saisies les archives du Comité central à Pétersbourg. Avec toutes ces arrestations, le parti perdit de bons militants.» C'est ce que raconte, presque sur un ton affligé, le général de gendarmerie en retraite Spiridovitch.

«Il n'y a plus de gens chez nous, écrit Kroupskaïa à l'encre chimique dans une lettre envoyée à Odessa au début de 1909, ils sont tous en prison ou en déportation.» Les gendarmes révélèrent le texte invisible de la lettre et... accrurent la population des prisons. La faiblesse numérique des rangs révolutionnaires entraînait inévitablement avec elle la baisse du niveau des comités. Le manque de choix ouvrait à des agents secrets la possibilité de gravir les échelons de la hiérarchie clandestine. D'un geste du doigt, le provocateur vouait à l'arrestation le révolutionnaire qui se trouvait sur sa route. Toute tentative d'épurer les organisations des éléments douteux aboutissait immédiatement à des arrestations en masse. Une atmosphère de méfiance et de suspicion réciproques étouffait toute initiative. Après une série d'arrestations bien calculées, le provocateur Koukouchkine parvint, au début de 1910, à être à la tête de l'organisation de Moscou. «L'idéal de l'*Okhrana* se réalise, écrit un membre actif du mouvement ; à la tête de toutes les organisations de Moscou se trouvent des agents secrets.» La situation n'était guère meilleure à Pétersbourg. «Les sommets se trouvaient ravagés, il semblait qu'il n'y avait pas de possibilité de les restaurer, la provocation était partout, les organisations s'écroulaient... » En 1909, il restait en Russie cinq ou six organisations actives, mais elles aussi disparaissaient rapidement. Le nombre des membres de l'organisation de l'arrondissement de Moscou s'élevait à la fin de 1908 à 500 ; au milieu de l'année suivante, il était tombé à 350, six mois plus tard, à 150, en 1910, l'organisation avait cessé d'exister.

L'ancien député à la Douma, Samoïlov, raconte comment s'écroula au début de 1910 l'organisation d'Ivano-Voznessensk, peu de temps auparavant encore si influente et si active. Après elle, les syndicats aussi disparurent. Par contre, des bandes de *Cent-Noirs* levaient la tête. Dans les usines textiles se rétablissaient peu à peu le système d'avant la révolution : les bas salaires, les fortes amendes, les renvois, etc. «L'ouvrier

se tait et tolère.» Et malgré tout on ne pouvait plus retourner au passé. Lénine citait à l'étranger des lettres d'ouvriers qui, racontant les vexations et les brimades renouvelées des patrons, ajoutaient : « Patience, il y aura un autre 1905 ! »

La terreur d'en haut se complétait par une terreur d'en bas. L'insurrection écrasée continua encore longtemps à se débattre convulsivement, sous la forme d'explosions isolées, d'attaques de partisans, d'actes terroristes individuels ou par groupes. La statistique de la terreur caractérise d'une façon remarquablement claire la courbe de la révolution. En 1905, 233 personnes furent tuées ; en 1906, 768 ; en 1907, 1231. Le nombre des blessés varia d'une manière quelque peu différente, car les terroristes apprenaient à tirer plus juste. La vague terroriste atteint son apogée en 1907. « Il y avait des jours, écrit un observateur libéral, où à plusieurs grands cas de terreur s'ajoutaient de véritables dizaines d'attentats et d'assassinats de moindre envergure parmi les petits fonctionnaires de l'administration... On découvre des fabriques de bombes dans toutes les villes, les bombes font sauter même ceux qui les fabriquent, par suite d'imprudences... etc. » L'alchimie de Krassine s'était fortement démocratisée.

Prises dans leur ensemble, les trois années 1905, 1906 et 1907 se distinguent particulièrement par les actes terroristes aussi bien que par les grèves. Mais la différence entre ces deux séries de chiffres saute aux yeux : alors que le nombre des grévistes diminue d'année en année, le nombre des actes terroristes, au contraire, augmente avec la même rapidité. La conclusion est claire : la terreur individuelle croît en fonction de l'affaiblissement du mouvement des masses. Cependant, la terreur ne pouvait s'accroître indéfiniment. L'impulsion donnée par la révolution devait inévitablement s'épuiser dans ce domaine aussi. Si en 1907 il y avait eu 1231 tués, en 1908 il y en avait environ 400 et en 1909 environ 100. Le pourcentage croissant des blessés montre que maintenant c'étaient des gens de hasard qui tiraient, surtout des jeunes gens inexpérimentés.

Au Caucase, où les traditions romantiques du brigandage et de la vendetta étaient encore fort vivantes, la guerre de partisans trouvait des cadres intrépides à sa disposition. Pendant les années de la révolution, plus d'un millier d'actes terroristes de tous genres furent commis au Caucase seulement. Les actions de bandes de *boïéviki* [militants armés] prirent aussi de grandes proportions dans l'Oural, sous la direction des bolcheviks, et en Pologne, sous le drapeau du P.P.S. (Parti socialiste polonais). Le 2 août 1906, dans les rues de Varsovie et d'autres villes, le sang coula et des dizaines de policiers et de soldats furent blessés. Ces attaques avaient pour but, selon l'explication des chefs, de « maintenir l'esprit révolutionnaire du prolétariat ». Le chef de ces chefs était Joseph Pilsudski, futur « libérateur » de la Pologne et aussi son futur oppresseur. A propos des événements de Varsovie, Lénine écrivit : « Nous conseillons à tous les nombreux groupes de *boïéviki* de notre parti de cesser leur inactivité et d'entreprendre un certain nombre d'actions de partisans... » « Et ces appels des chefs bolchevistes, remarque le général Spiridovitch, malgré l'opposition du Comité central [menchéviste] ne restèrent pas sans résultats. »

Les questions d'argent, nerf de toute guerre, y compris la guerre civile, jouèrent un grand rôle dans les engagements sanglants des partisans avec la police. Avant le manifeste constitutionnel de 1905, le mouvement révolutionnaire était financé avant tout par la bourgeoisie libérale et les intellectuels radicaux. Cela était vrai même pour les bolcheviks, en qui l'opposition libérale ne voyait alors que des démocrates révolutionnaires plus hardis. Ayant mis ses espoirs en la future Douma, la bourgeoisie se mit à considérer les révolutionnaires comme un obstacle sur la voie d'un accord avec la monarchie. Ce changement de front frappa lourdement les finances de la révolution. Les

lock-out et le chômage arrêterent l'afflux d'argent qui venait des ouvriers. Entretemps les organisations révolutionnaires s'étaient mises à développer un grand appareil, avec ses propres imprimeries, ses maisons d'édition, ses cadres d'agitateurs et, enfin, ses détachements de *boïéviki* qui exigeaient des armes. La saisie violente de fonds était dans ces conditions le seul moyen de continuer à financer la révolution. L'initiative, comme presque toujours, vint d'en bas. Les premières expropriations s'effectuèrent d'une manière assez pacifique, plus d'une fois par accord tacite entre les « expropriateurs » et les employés de l'institution expropriée. On racontait le cas des employés de la société d'assurances « L'Espoir » rassurant les *boïéviki* livides par ces paroles : « Ne vous inquiétez pas, camarades ! » Cependant, la période idyllique ne dura pas longtemps. A la suite de la bourgeoisie, l'*intelligentsia*, y compris les employés de banque, se sépara de la révolution. Les mesures policières se renforcèrent. Le nombre des victimes augmenta des deux côtés. Privées d'aide et de sympathie, les « organisations de combat » se consomment rapidement ou se corrompent aussi rapidement.

Un tableau typique de la décomposition des groupes même les plus disciplinés est donné dans ses Souvenirs par Samoïlov, déjà cité plus haut, ancien député à la Douma élu par les ouvriers textiles d'Ivano-Voznessensk. Le groupe, qui agissait à l'origine « sous la direction du centre du parti », commença, dans la seconde moitié de 1906, à « vaciller ». Quand le groupe proposa au parti une fraction de l'argent qu'il avait pris dans une usine (le caissier avait été tué dans l'affaire), le comité refusa net et rappela à l'ordre les membres du groupe. Mais ils avaient glissé bien bas et s'abaissèrent bientôt à « des actes de banditisme du type criminel habituel ». Ayant constamment de grandes sommes d'argent, les *boïéviki* commencèrent à faire ripaille et tombèrent souvent en ces moments-là dans les mains de la police. Ainsi, tout le groupe trouva graduellement une fin sans gloire. « Il faut cependant reconnaître, écrit Samoïlov, que dans ses rangs il y avait eu pas mal... de camarades suprêmement dévoués à la cause de la révolution, parfois avec une âme pure comme le cristal... »

L'objet primitif des organisations de *boïéviki* avait été de se mettre à la tête des masses insurgées, les aidant à apprendre à manier les armes et porter à l'ennemi des coups aux points les plus sensibles. Le principal, sinon le seul, théoricien dans ce domaine, c'était Lénine. Après la défaite de l'insurrection de Décembre, la question suivante avait surgi : que faire de ces organisations de *boïéviki* ? Au congrès de Stockholm, Lénine avait présenté un projet de résolution qui, caractérisant les actions de *boïéviki* comme le prolongement inévitable de l'insurrection de Décembre et la préparation d'un nouveau grand combat contre le tsarisme, admettait les expropriations, comme on les appelait, de fonds « sous le contrôle du parti ». Cependant, les bolcheviks retirèrent leur résolution, par suite de désaccords dans leurs propres rangs. Par une majorité de 64 voix contre 4 et 20 abstentions, la résolution des menchéviks fut acceptée, qui interdisait absolument les « expropriations » de particuliers et d'institutions privées et admettait la saisie de fond publics uniquement en cas de formation d'organes du pouvoir révolutionnaire dans une localité donnée, c'est-à-dire en relation directe avec une insurrection populaire. Les 24 délégués qui s'abstinrent ou votèrent contre constituaient la moitié léniniste, intransigeante, de la faction bolcheviste.

Dans un long rapport publié dans la presse sur le congrès de Stockholm, Lénine laisse complètement côté la résolution sur les attaques à main armée, invoquant le fait qu'il n'assista pas aux débats. « Et cette question, bien entendu, n'est pas principale. » Il est peu probable que l'absence de Lénine ait été fortuite : il ne voulait tout simplement pas se lier les mains. Exactement de même, un an plus tard, au congrès de Londres, Lénine, contraint en tant que président à assister aux débats sur la question



des expropriations, évita de prendre part au vote, malgré les regards furieux lancés des bancs des menchévistes. La résolution de Londres interdisait catégoriquement les expropriations et ordonnait la dissolution des « organisations de combat » du parti.

Il ne s'agissait pas, bien entendu, de morale abstraite. Toutes les classes et tous les partis abordent la question du meurtre, non pas du point de vue du commandement biblique, mais du point de vue des intérêts historiques qu'ils représentent. Le pape et ses cardinaux bénirent les armes de Franco et aucun des hommes d'Etat conservateurs ne proposa de les envoyer en prison pour incitation au meurtre. Les moralistes officiels rejettent la violence révolutionnaire. Au contraire, qui lutte contre l'oppression d'une classe par l'autre ne peut pas ne pas reconnaître la révolution. Qui reconnaît la révolution reconnaît la guerre civile. Enfin, « la lutte de partisans est une forme inévitable de la lutte... quand apparaissent des intervalles plus ou moins longs entre les grandes batailles d'une guerre civile » (Lénine). Du point de vue des principes généraux de la lutte des classes, tout cela était absolument indiscutable. Les désaccords commençaient là où il fallait jauger les circonstances historiques concrètes. Quand deux grands combats de la guerre civile sont séparés l'un de l'autre par deux ou trois mois, cet intervalle se comble inévitablement par des coups portés par les partisans à l'ennemi. Mais là où l'« intermission » dure des années, la guerre de partisans cesse d'être préparation à un nouveau combat et n'est qu'une simple convulsion après la défaite. Il n'est, bien entendu, pas facile de déterminer le moment où la cassure se produit.

Les problèmes du boycott et des actions de partisans se trouvent étroitement liés l'un à l'autre. On ne peut boycotter les institutions représentatives qu'au cas où le mouvement des masses est devenu assez puissant pour les renverser ou pour passer côté d'elles. Au contraire, quand les masses reculent, tactique du boycott perd tout sens révolutionnaire. Lénine comprit et expliqua tout cela mieux que quiconque. Dès 1906, il abandonna le boycott de la Douma. Après le coup d'Etat du 3 juin 1907, il mena une lutte résolue contre les boycottistes précisément parce qu'au flux avait succédé le reflux. Mais il est absolument évident que, dans de telles conditions, quand il s'agissait d'utiliser l'arène du « parlementarisme » tsariste pour une mobilisation préparatoire des masses, les actions de partisans devenaient du pur anarchisme. Dans le feu de la guerre civile, elles complétaient et nourrissaient le mouvement des masses ; dans la période de réaction, elles prétendaient le remplacer, mais en fait elles ne faisaient que compromettre et décomposer le parti. Olmsky, un des plus remarquables compagnons d'armes de Lénine, fit un examen critique de cette période-là, déjà à l'époque soviétique : « Pas mal d'excellents jeunes camarades, écrit-il, périrent à la potence, d'autres se débauchèrent, d'autres enfin perdirent tout espoir en la révolution. Et le public se mit à confondre les révolutionnaires avec les bandits de droit commun. Plus tard, quand commença la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire, cette renaissance fut d'autant plus lente qu'il y avait plus d'engouement pour les « ex » (comme exemples, je citerai Bakou et Saratov). » Notons le nom de Bakou.

Le contenu du travail révolutionnaire de Koba dans les années de la première révolution apparaît si insignifiant qu'involontairement la question se pose : est-ce tout ? Dans le tourbillon des événements qui passèrent à côté de lui, Koba ne pouvait manquer de rechercher des moyens d'action qui lui permissent de montrer ce qu'il valait. La participation de Koba aux actes terroristes et aux expropriations est indubitable. Il n'est cependant pas facile de déterminer le caractère de cette participation.

« Le principal inspirateur et le directeur général. de l'activité des *boïéviki*, écrit Spiridovitch, était Lénine lui-même, aidé par des gens de confiance, proches de lui. » Qui étaient-ils ? L'ancien bolchevik Alexinsky qui, à partir de la guerre, devint un spé-

cialiste en révélations sur les bolcheviks, raconta, dans la presse publiée à l'étranger, qu'au sein du Comité central il y avait encore « un petit comité, dont l'existence était cachée, non seulement de la police tsariste, mais aussi des membres du parti. Ce petit comité, dont étaient Lénine, Krassine et une troisième personne... s'occupait particulièrement des finances du parti ». S'occuper des finances signifie pour Alexinsky diriger les expropriations. La « troisième personne » non nommée est le savant, médecin, économiste et philosophe Bogdanov, déjà mentionné par nous. Alexinsky n'avait pas de raison de taire la participation de Staline aux opérations de *boïéviki*. S'il ne dit rien à ce sujet, c'est qu'il ne sait rien. Cependant, Alexinsky, non seulement se trouvait dans ces années-là proche du centre bolcheviste, mais il se rencontrait aussi avec Staline. En règle générale, cet observateur raconte plus qu'il ne sait.

De Krassine, il est dit dans les notes aux *Œuvres complètes* de Lénine : « Dirigea le bureau technique du Comité central pour la lutte à main armée. » « Les membres du parti connaissent maintenant, écrit à son tour Kroupskaïa, la grande activité que mena Krassine au moment de la révolution de 1905 pour armer les *boïéviki*, pour diriger la préparation des munitions, etc. Tout cela se faisait d'une façon conspirative, sans bruit, mais une grande quantité d'énergie était mise dans cette affaire. Vladimir Ilitch connaissait mieux que personne cette activité de Krassine et, en ce temps-là il eut une grande estime pour lui. » Voïtinsky, qui était au moment de la première révolution un bolchevik en vue, écrit : « Il est resté en moi l'impression que Nikitch Krassine était dans l'organisation bolcheviste le seul homme pour qui Lénine eût un constant respect et une pleine confiance. » Certes, Krassine concentrait ses efforts surtout à Pétersbourg. Mais, si Koba avait dirigé au Caucase des opérations du même genre, Krassine, Lénine et Kroupskaïa n'auraient pu manquer de le savoir. Cependant, Kroupskaïa qui, pour prouver sa loyauté, s'efforce de nommer Staline aussi souvent que possible, ne dit absolument rien de son rôle dans l'activité du parti dans le domaine de la lutte à main armée.

Le 3 juillet 1938, la Pravda de Moscou mentionna inopinément qu'« il y avait eu un mouvement révolutionnaire de grande envergure au Caucase » en 1905, lié à « la direction des organisations les plus combattives de notre parti créées pour la première fois là-bas, directement par le camarade Staline ». Mais cette seule mention officielle de la participation de Staline aux « organisations les plus combattives » se rapporte au début de 1905, lorsque la question des expropriations n'avait pas encore surgi ; elle ne donne aucun renseignement sur le véritable rôle de Koba ; enfin, elle reste douteuse quant au fond, car l'organisation, bolcheviste n'apparut à Tiflis que dans la seconde moitié de 1905.

Voyons ce que dit là-dessus Irémachvili. Parlant avec indignation des actes terroristes des « ex », etc. il déclare : « Koba fut l'initiateur des crimes commis par les bolcheviks en Géorgie, crimes qui servirent la réaction. » Après la mort de sa femme, quand Koba avait perdu « le dernier vestige de sentiment humains », il devint « le défenseur et l'organisateur zélé... de l'assassinat pervers, systématique, de princes, de prêtres et de bourgeois ». Nous avons déjà eu l'occasion de nous convaincre que le témoignages d'Irémachvili deviennent d'autant moins sûrs qu'ils s'éloignent davantage de la vie privée pour se rapprocher de la politique, qu'ils s'éloignent davantage de l'enfance et de l'adolescence pour se rapprocher de l'âge mûr. Le lien politique entre amis de jeunesse s'était rompu dès le début de la première révolution. C'est seulement par hasard, le 17 octobre, le jour de la publication du manifeste constitutionnel, qu'Irémachvili vit dans une rue de Tiflis — vit seulement mais n'entendit pas — Koba faire un discours à la foule, perché sur un réverbère (ce jour-là tout le monde grimpait aux

réverbères). Etant menchévik, Irémachvili ne pouvait apprendre quelque chose de l'activité terroriste de Koba que de deuxième ou de troisième main. Ses témoignages sont donc manifestement peu sûrs. Irémachvili donne deux exemples : l'expropriation bien connue de Tiflis, en 1907, dont nous aurons encore à parler, et l'assassinat de l'écrivain national géorgien, le prince Tchavitchavadzé. Au sujet de l'expropriation, qu'il place erronément en 1905, Irémachvili remarque : « Koba réussit encore à tromper la police cette fois-là ; elle n'eut même pas de renseignements suffisants pour soupçonner son initiative dans cet attentat cruel. Pourtant le parti social-démocrate de Géorgie exclut Koba, cette fois officiellement... » Irémachvili ne présente pas la moindre preuve de la participation de Staline à l'assassinat du prince Tchavitchavadzé, se bornant à une remarque qui ne dit rien : « Indirectement, Koba était aussi pour le meurtre ; il était l'instigateur de tous les crimes, cet agitateur plein de haine. » Les souvenirs d'Irémachvili ne nous intéressent à cet égard qu'en tant qu'ils nous informent la réputation de Koba dans les rangs de ses adversaires politiques.

L'auteur bien informé d'un article paru dans un journal allemand (*Die Volkstimme*, Mannheim, 2 septembre 1932), vraisemblablement un menchévik géorgien, souligne qu'amis et ennemis ont extrêmement exagéré les aventures terroristes de Koba. « Il est exact que Staline possédait une capacité et une inclination extraordinaires pour l'organisation d'attentats du type mentionné... Cependant, dans ces actes-là, il remplissait ordinairement le rôle d'un organisateur, d'un inspirateur, d'un dirigeant, mais non d'un participant direct. » C'est donc une contre-vérité absolue quand certains biographes le représentent comme « courant avec bombes et revolvers, engagé dans les aventures les plus insensées ». Le récit de la participation directe de Koba à l'assassinat du dictateur militaire de Tiflis, le général Griaznov, le 17 janvier 1906, est une invention du même genre. « Cette affaire fut exécutée conformément à une décision du parti social-démocrate de Géorgie (menchéviks) par des terroristes, membres du parti spécialement désignés pour cela. Staline, comme les bolcheviks en général, n'avait aucune influence en Géorgie et ne prit à cette affaire aucune part, ni directe ni indirecte. » Le témoignage de l'auteur anonyme mérite de retenir l'attention. Cependant dans sa partie positive, il manque presque complètement de tout contenu : reconnaissant à Staline « une capacité et une inclination extraordinaires » pour les expropriations et les assassinats, il n'apporte aucun fait à l'appui de cette caractéristique.

Un vieux terroriste bolcheviste géorgien, Koté Tsintsadzé, témoin sérieux et sûr, raconte que Staline, mécontent de la lenteur des menchéviks dans l'affaire de l'assassinat du général Griaznov, lui proposa à lui, Koté, de constituer un petit groupe à eux pour cette affaire. Cependant, les menchéviks réussirent bientôt à résoudre la tâche. Le même Koté rappelle comment, en 1906, il lui vint à l'idée de créer une troupe de combat formée exclusivement de bolcheviks pour attaquer des bureaux du Trésor. « Nos camarades avancés, en particulier Koba-Staline, approuvèrent mon initiative. » Ce témoignage est doublement intéressant : premièrement, il montre que Tsintsadzé considérait Koba comme un « camarade avancé », c'est-à-dire comme un chef local ; deuxièmement, il permet de tirer la conclusion que dans ces questions Koba n'allait pas plus loin que l'approbation de l'initiative des autres. Notons en passant qu'en 1930 Koté mourut en déportation, où il avait été envoyé par le « camarade avancé » Koba-Staline.

Contre l'opposition directe du Comité central menchéviste, mais en revanche avec la participation active de Lénine, les groupes de combat du parti réussirent, en novembre 1906, à tenir à Tammerfors leur propre conférence, parmi les participants dirigeants de laquelle nous rencontrons les noms de révolutionnaires qui jouèrent par

la suite un rôle important ou notable dans le parti : Krassine, Iaroslavsky, Zemliatchka, Lélaïants, Trilisser, etc. Staline n'était pas de ce nombre, bien qu'il se trouvât à ce moment-là en liberté à Tiflis. On peut admettre qu'il préféra ne pas se risquer à la conférence pour des considérations conspiratives. Pourtant, Krassine, qui se trouvait réellement à la tête de l'activité des *boïéviki* et, étant bien connu, courait un risque bien plus grand que quiconque, joua à la conférence le rôle dirigeant.

Le 18 mars 1918, c'est-à-dire plusieurs mois après l'établissement du régime soviétique, le chef des menchéviks, Martov, écrivit dans un journal de Moscou : « Que les bolcheviks du Caucase aient été liés à toutes sortes d'entreprises audacieuses dans le genre des expropriations, cela devrait être bien connu du même citoyen Staline, qui dans son temps fut exclu des organisations du parti pour avoir trempé dans des expropriations. » Staline jugea nécessaire de citer Martov à la barre d'un tribunal révolutionnaire : « Jamais de ma vie, dit-il au procès, devant une salle bondée, je n'ai été jugé dans une organisation du parti et jamais je n'ai été exclu : c'est une calomnie ignoble. » Des expropriations, cependant, Staline ne souffla mot. « Des accusations telles que celles formulées par Martov, on ne peut les lancer qu'avec des documents en mains, jeter de la boue sur la base de rumeurs, sans faits à l'appui, c'est malhonnête. » Quelle était au juste la raison politique de l'indignation de Staline ? Que les bolcheviks en général eussent participé aux expropriations, ce n'était pas un secret : Lénine avait ouvertement défendu les expropriations dans la presse. D'autre part, l'exclusion des rangs d'une organisation menchéviste pouvait difficilement être considérée par les bolcheviks comme une chose déshonorante, surtout après dix ans. Staline ne pouvait donc avoir de raison de nier les « accusations » de Martov si celles-ci correspondaient à la réalité. Et même, dans de telles conditions, citer un adversaire intelligent et sagace à la barre d'un tribunal, c'était risquer d'assurer son triomphe. Est-ce à dire que les accusations de Martov étaient fausses ? Entraîné par son tempérament de publiciste et sa haine des bolcheviks, Martov dépassa plus d'une fois les limites dans lesquelles l'indiscutable noblesse de sa nature aurait dû le maintenir. Cependant, cette fois-ci, il s'agit d'un procès. Martov reste extrêmement catégorique dans ses affirmations. Il exige la citation de témoins. « C'est, premièrement, l'homme politique social-démocrate géorgien bien connu Isidor Ramichvili, qui fut le président du tribunal révolutionnaire qui établit la participation de Staline à l'expropriation du vapeur Nicolas I<sup>e</sup> à Bakou ; Noé Jordania ; le bolchevik Chaoumian et d'autres membres du comité du district de Transcaucasie en 1907-1908. Deuxièmement, un groupe de témoins, avec à sa tête Goukovsky, l'actuel commissaire du peuple aux finances, sous la présidence duquel fut examinée l'affaire de la tentative d'assassinat contre l'ouvrier Jarinov, qui avait dénoncé aux organisations du parti le comité de Bakou et son dirigeant Staline pour avoir participé à des expropriations. » Dans sa réplique, Staline ne dit rien ni de l'expropriation du vapeur ni de l'attentat contre Jarinov ; par contre, il continue d'insister : « Jamais je n'ai été jugé, si Martov l'affirme, c'est un ignoble calomniateur. »

« Exclure » des expropriateurs, c'était, dans le sens juridique du mot, impossible, car par prudence ils quittaient eux-mêmes d'avance le parti. Par contre, on pouvait décider de ne pas les réadmettre dans l'organisation. Une exclusion directe ne pouvait frapper que les inspireurs qui restaient dans les rangs du parti. Mais contre Koba, apparemment, il n'y avait pas de preuves directes. C'est pourquoi il est possible que Martov ait eu raison, jusqu'à un certain point, quand il affirma que Staline avait été exclu : « en principe », il en était bien ainsi. Mais Staline aussi avait raison : individuellement, il n'avait pas été jugé. Il n'était pas facile au tribunal de se retrouver dans tout cela, surtout vu l'absence de témoins. Staline s'opposa à leur citation, invoquant les difficultés et l'insécurité des communications avec le Caucase dans ces jours critiques.



Le tribunal révolutionnaire n'entra pas dans un examen du fond de l'affaire, après avoir déclaré qu'une calomnie dans la presse n'était pas de son ressort, mais il infligea à Martov un « blâme public » pour insulte au gouvernement soviétique (au « gouvernement Lénine-Trotsky », comme s'exprime ironiquement le compte-rendu du procès dans une publication menchéviste). Il est impossible de ne pas s'arrêter avec inquiétude devant la mention de l'attentat contre l'ouvrier Jarinov à cause de sa protestation contre les expropriations. Quoique nous ne sachions rien de plus de cet épisode, il projette pourtant une sinistre lueur sur l'avenir.

En 1925, le menchévik Dan écrivit que des expropriateurs, comme Ordjonikidzé et Staline au Caucase, avaient pourvu aux besoins financiers de la fraction bolcheviste ; mais ce n'est là qu'une répétition de ce qu'avait dit Martov, et certainement sur la base des mêmes sources. Personne n'apporte rien de concret. Cependant, les tentatives de lever le voile sur cette période romantique de la vie de Koba n'ont pas manqué. Avec le révérencieux détachement qui lui est propre, Emil Ludwig demanda à Staline, lors de leur entretien au Kremlin, de lui raconter « quelque chose » de ses aventures de jeunesse, dans le genre, par exemple, d'un pillage de banque. Pour toute réponse, Staline remit à son interlocuteur trop curieux une petite brochure avec sa biographie où, selon lui, « tout » était dit ; en réalité, on n'y parle d'aucun pillage.

Staline lui-même n'a nulle part et jamais soufflé mot de ses aventures de *boïéviki*. Il est difficile de dire pourquoi. Il ne s'est jamais distingué par sa modestie autobiographique. Ce qu'il ne juge pas bon de raconter lui-même, il le fait raconter par d'autres. Depuis le moment de son ascension vertigineuse, il a pu, certes, être guidé par des considérations de « prestige » gouvernemental. Mais, dans les premières années qui suivirent la Révolution d'Octobre, de tels soucis lui étaient encore complètement étrangers. Et de la part des anciens *boïéviki* rien n'a transpiré à ce sujet dans la presse de cette période, alors que Staline n'inspirait ni ne contrôlait encore les souvenirs historiques. Sa réputation comme organisateur d'actions de *boïéviki* ne trouve de confirmation dans aucun document : ni dans les fiches de la police, ni dans les dépositions de traîtres et de transfuges. Certes, Staline tient fermement dans ses mains les documents de la police. Mais, si les archives de la gendarmerie avaient renfermé quelques informations concrètes sur Djougachvili comme expropriateur, les peines auxquelles il fut condamné auraient été incomparablement plus sévères.

De toutes les hypothèses, une seule reste vraisemblable. « Staline ne mentionne pas et ne permet à personne de mentionner les actes terroristes d'une façon ou de l'autre liés à son nom, écrit Souvarine, car il s'avérerait inévitablement qu'à ces actes prirent part d'autres personnes et que lui ne les dirigea que de loin. » Il est fort possible, en outre — c'est tout à fait dans la nature de Koba, — qu'en taisant certaines choses et en en soulignant d'autres, il se soit lui-même, là où c'était nécessaire, prudemment attribué des mérites qu'il ne possédait pas en fait. Vérifier ses dires dans les conditions de la conspiration clandestine était impossible. De là, l'absence chez lui de tout intérêt ultérieur à révéler les détails. D'autre part, les participants réels aux expropriations et les gens proches de Koba ne le mentionnent pas dans leurs souvenirs uniquement parce qu'ils n'ont rien à dire de lui. D'autres se battirent. Staline les dirigea de loin.

« Des résolutions menchévistes, écrit Ivanovitch dans le journal illégal de Bakou au sujet du congrès de Londres, seule passa la résolution sur les actions des partisans, et cela tout à fait par hasard : les bolcheviks, cette fois-là, n'acceptèrent pas le combat ; plus exactement, ils ne voulurent pas le mener jusqu'au bout, simplement par désir de donner satisfaction au moins une fois aux menchéviks... » l'explication étonne par son ineptie. « Donner satisfaction aux menchéviks » — un souci aussi magnanime n'était

pas dans les mœurs politiques de Lénine. En réalité, les bolcheviks « renoncèrent au combat » parce que sur cette question ils avaient contre eux, non seulement les menchéviks, les bundistes, les Lettons, mais aussi leurs plus proches alliés, les Polonais. Et surtout, parmi les bolcheviks eux-mêmes, il y avait de vifs désaccords au sujet des expropriations. Il serait, cependant, erroné de supposer que l'auteur de l'article laissa simplement sa plume courir, sans quelque dessein particulier. En fait, il lui était nécessaire de discréditer la décision embarrassante du congrès aux yeux des *boïéviki*. Cela, assurément, ne rend pas l'explication elle-même moins absurde. Mais telle est déjà la manière de Staline : quand il lui faut couvrir son but, il n'hésite pas à recourir aux subterfuges les plus grossiers. Et précisément par leur grossièreté voulue, ses arguments atteignent plus d'une fois leur but, l'affranchissant de la nécessité de rechercher des motifs plus profonds. Un membre sérieux du parti ne pouvait que hausser les épaules avec irritation en lisant que Lénine avait renoncé au combat pour faire une petite faveur aux menchéviks. Mais le simple partisan acceptait volontiers de ne pas prendre au sérieux l'interdiction « votée tout à fait par hasard » de procéder à des expropriations. C'était bien suffisant pour une nouvelle expropriation.

Le 12 juin, à 10 h 45 du matin, à Tiflis, sur la place d'Erivan, eut lieu une attaque à main armée, absolument extraordinaire par son audace, contre une escorte de Cosaques qui accompagnait une voiture transportant un sac d'argent. Le déroulement de l'opération avait été calculé avec la précision d'un mécanisme d'horlogerie. Dans un ordre déterminé furent lancées plusieurs bombes d'une force exceptionnelle. Les coups de revolver ne manquèrent pas. Le sac d'argent (341 000 roubles) disparut avec les révolutionnaires. Pas un seul *boïéviki* ne fut pris par la police. Trois membres de l'escorte furent tués, environ cinquante personnes furent blessées, la majorité légèrement. Le principal organisateur de l'affaire, que déguisait un uniforme d'officier, s'était promené sur la place, observant tous les mouvements de l'escorte et des *boïéviki*, et en même temps écartant le public de l'endroit de l'attaque imminente par d'habiles remarques afin d'éviter des victimes superflues. A l'instant critique, quand il pouvait sembler que tout était perdu, le pseudo-officier s'empara du sac d'argent avec un sang-froid étonnant et le cacha pendant un certain temps dans un divan chez le directeur de l'observatoire, la même personne chez qui le jeune Koba avait travaillé un certain temps comme comptable. Il faut parler ici brièvement de ce chef, le *boïévik* arménien Pétrossian, connu sous le nom de Kamo.

Arrivé à Tiflis à la fin du siècle dernier, il tomba entre les mains de propagandistes, parmi lesquels Koba. Ne sachant presque pas le russe, Pétrossian demanda une fois à Koba : « Kamo [au lieu de Komou, signifiant : à qui] porter cela ? » Koba se mit à se moquer de lui : « Ah ! toi, kamo, kamo ? ... » De cette plaisanterie de mauvais goût naquit un surnom révolutionnaire qui entra dans l'histoire. C'est ce que raconte Medvédiéva, la veuve de Kamo. Elle ne dit rien de plus sur les relations entre ces deux hommes. Par contre, elle parle de l'attachement touchant de Kamo pour Lénine, qu'il avait rencontré pour la première fois en Finlande, en 1906. « Cet intrépide *boïévik* d'une témérité sans pareille et d'une force de volonté inébranlable, écrit Kroupskaïa, était en même temps quelqu'un d'extrêmement ingénu, un camarade quelque peu naïf et tendre. Il était passionnément attaché à Ilitch, à Krassine et à Bogdanov... Il se lia d'amitié avec ma mère, il lui parlait de sa tante et de ses sœurs. Kamo allait souvent de Finlande à Pétersbourg. Il prenait toujours des armes avec lui et chaque fois ma mère lui attachait les revolvers dans le dos avec un soin tout particulier. » Notons que la mère de Kroupskaïa était la veuve d'un fonctionnaire tsariste et ne rompit avec la religion que dans sa vieillesse.

Peu de temps avant l'expropriation de Tiflis, Kamo rendit une nouvelle visite à l'état-major de Finlande. Medvédiéva écrit : « Déguisé en officier, Kamo alla en Finlande, rendit visite à Lénine et revint à Tiflis avec des armes et des matières explosives. » Le voyage eut lieu, soit à la veille du congrès de Londres, soit immédiatement après. Les bombes provenaient du laboratoire de Krassine. Chimiste de profession, Léonid rêvait déjà, étant encore étudiant, de bombes de la dimension d'une noix. 1905 lui donna la possibilité de développer ses recherches dans cette direction. Certes, il ne put atteindre les dimensions idéales d'une noix, mais, dans les laboratoires qui travaillaient sous sa direction, on préparait des bombes d'une grande force destructive. Sur la place de Tiflis, ce n'avait pas été la première fois que les *boïéviki* essayaient ces bombes.

Après l'expropriation, Kamo fit son apparition à Berlin. Il y fut arrêté sur la dénonciation du provocateur Jitomirsky, qui occupait une place en vue dans l'organisation des bolcheviks à l'étranger. Lors de l'arrestation, la police prussienne saisit une valise dans laquelle, comme on le suppose, se trouvaient des bombes et des revolvers. Selon les informations des menchéviks (c'est le futur diplomate Tchitcherine qui mena l'enquête), la dynamite de Kamo aurait été destinée à une attaque contre la maison de banque Mendelssohn, à Berlin. « Il est inexact, affirme le bolchevik bien informé Piatnitsky, que la dynamite ait été préparée pour le Caucase. » Laissons la destination de la dynamite sous un point d'interrogation. Kamo resta dans la prison allemande plus d'un an et demi, simulant pendant tout temps-là, sur le conseil de Krassine, la folie furieuse. Comme malade incurable, il fut livré à la Russie et passa de nouveau un an et demi au château Métekh, de Tiflis, où il fut soumis aux épreuves les plus dures. Définitivement reconnu fou incurable, Kamo fut transféré à un hôpital psychopathique, d'où il s'échappa. « Puis, illégalement, se cachant dans la cale d'un bateau, il alla à Paris pour avoir une conversation avec Ilitch. » C'était déjà en 1911. Kamo souffrait terriblement de la scission qui s'était produite entre Lénine, d'une part, et Bogdanov et Krassine, de l'autre. « Il était ardemment attaché à tous les trois », répète Kroupskaïa. Puis vient une idylle : Kamo demanda qu'on lui achetât des amandes ; il s'assit dans la cuisine qui tenait lieu de salon, se mit à manger les amandes comme dans son Caucase natal et raconta les terribles années, disant comment il avait simulé la folie, comment il avait apprivoisé un moineau en prison. « Ilitch écoutait et il était pris d'une vive pitié pour cet homme d'une audace sans bornes, naïf comme un enfant, au cœur ardent, prêt pour de grands exploits et ne sachant, après son évasion, à quel travail se mettre. »

Arrêté de nouveau en Russie, Kamo fut condamné à mort. Le manifeste à l'occasion du tricentenaire de la dynastie (1913) amena une commutation inattendue de la peine de mort par pendaison en travaux forcés à perpétuité. Quatre ans plus tard, la révolution de Février amena une libération inattendue. La révolution d'Octobre porta les bolcheviks au pouvoir, mais elle jeta Kamo hors de la vie qu'il s'était faite. C'était comme un grand poisson rejeté sur la rive. Durant la guerre civile, j'essayai de l'attirer dans la lutte des partisans, à l'arrière des lignes ennemies. Mais l'activité sur le champ de bataille n'était apparemment pas sa vocation. Kamo étouffait. Il n'avait pas risqué des dizaines de fois sa vie et celle des autres pour devenir un bon fonctionnaire. Koté Tsintsadzé, une autre figure légendaire, mourut de tuberculose en déportation, où Staline l'avait envoyé. Une fin semblable eût aussi été à coup sûr le sort de Kamo s'il n'avait pas été accidentellement tué par une automobile dans une rue de Tiflis, en été 1922. Dans l'automobile se trouvait, il faut croire, quelque membre de la nouvelle bureaucratie. Kamo allait, dans l'obscurité sur une modeste bicyclette : il n'avait pas fait carrière. Sa fin même a un caractère symbolique.

A propos de la figure de Kamo, Souvarine parle avec un dédain peu justifié de « mysticisme anachronique » incompatible avec le rationalisme des pays avancés. En réalité, certains des traits du type révolutionnaire, qui n'a encore nullement disparu de l'ordre du jour dans les pays de « civilisation occidentale », prirent chez Kamo seulement leur expression la plus marquée. Le manque d'esprit révolutionnaire dans le mouvement ouvrier de l'Europe a déjà abouti dans un certain nombre de pays au triomphe du fascisme, dans lequel le « mysticisme anachronique » — voilà où le mot est à sa place ! — trouve son expression la plus répugnante. La lutte contre la tyrannie de fer du fascisme grave infailliblement chez les lutteurs révolutionnaires de l'Occident tous les traits qui étonnent le philistin sceptique dans la figure de Kamo. Dans son *Talon de fer*, Jack London prédit toute une époque de Kamo américains au service du socialisme. Le procès historique est plus complexe que ne voudrait le penser un rationalisme superficiel.





## IV

### LA PÉRIODE DE RÉACTION

#### II

La participation personnelle de Koba à l'expropriation de Tiflis ne faisait depuis longtemps plus aucun doute dans les milieux du parti. L'ancien diplomate soviétique Bessédovsky, qui entendit raconter diverses histoires dans les salons bureaucratiques de deuxième ou de troisième ordre, écrit que Staline, « sur des instructions de Lénine », ne prit aucune part directe à l'expropriation mais qu'il « se serait vanté plus tard que c'était précisément lui qui avait élaboré le plan d'action dans ses plus minutieux détails et qu'il lança lui-même la première bombe du haut du toit de la maison du prince Soumbatov ». Que Staline se soit réellement vanté à un certain moment de sa participation ou que Bessédovsky lui-même se vante de ses informations, c'est difficile à décider. En tout cas, à l'époque soviétique, Staline ne confirmait pas ces rumeurs, mais il ne les réfutait pas non plus. Il n'avait apparemment rien contre le fait que le romantisme tragique des expropriations soit lié à son nom dans la conscience de la jeunesse. En 1932 encore, je ne doutais pas, pour ma part, de la participation dirigeante de Staline à l'attaque à main armée de la place d'Erivan et j'ai mentionné en passant le fait dans un de mes articles. Une étude plus attentive des circonstances de cette période me force, cependant, à réviser la version traditionnelle.

Dans une chronologie mise en appendice au douzième volume des Œuvres complètes de Lénine, à la date du 12 juin 1907, nous lisons : « Expropriation de Tiflis (341000 roubles), organisée par Kamo Pétrossian. » Et c'est tout. Dans un recueil consacré à Krassine, où l'on parle beaucoup de la fameuse imprimerie illégale du Caucase et de l'activité des boïéviki du parti, Staline n'est pas nommé une seule fois. Un vieux boïéviki, bien au courant des affaires de cette période, écrit : « Les plans de toutes les expropriations organisées par ce dernier [Kamo] contre les trésoreries de Kvirili et de Douchet et sur la place d'Erivan avaient été préparés et décidés par lui ensemble avec Nikititch [Krassine]. » De Staline pas un mot. Un autre ancien boïéviki affirme : « Des expropriations telles que celles de Tiflis et d'autres furent exécutées sous la direction immédiate de Léonid Borissovitch [Krassine]. » Encore une fois rien sur Staline. Dans le livre de Bibinechvili, où sont rapportés tous les détails de la préparation et l'exécution de l'expropriation, le nom de Staline n'est pas mentionné une seule fois. De ces omissions, il s'ensuit incontestablement que Koba n'est pas entré en rapports directs avec les membres du groupe de combat, ne leur a pas donné d'instructions, ne fût par conséquent pas l'organisateur de l'affaire dans le véritable sens du mot, sans même parler de participation directe. Le congrès de Londres se termina le 27 avril. L'expropriation de Tiflis eut lieu le 12 juin, un mois et demi plus tard. Staline avait trop peu de temps entre son retour de l'étranger et le jour de l'expropriation pour diriger la

préparation d'une entreprise aussi compliquée. Très certainement, les boïéviki avaient déjà eu l'occasion de se sélectionner et de se faire la main dans un certain nombre d'affaires dangereuses antérieures. Peut-être attendaient-ils la décision du congrès. Peut-être certains avaient-ils des doutes sur la façon dont Lénine allait maintenant regarder l'expropriation. Les boïéviki attendaient le signal. Peut-être Staline leur a-t-il apporté ce signal. Sa participation alla-t-elle plus loin ? Des relations entre Kamo et Koba, nous ne savons presque rien. Kamo savait se lier aux gens. Cependant rien n'indique son attachement à Koba. Le silence qui plane sur ces relations force à penser qu'il n'y avait pas d'attachement, qu'il y avait plutôt des conflits. La source pouvait en être les tentatives de Koba de donner des ordres ou de s'attribuer ce qui ne lui appartenait pas. Dans son livre sur Kamo, Bibinechvili raconte le fait suivant. Déjà à l'époque soviétique, apparut en Géorgie un « inconnu mystérieux » qui, sous un faux prétexte, s'empara de la correspondance de Kamo et d'autres documents précieux. Qui en avait besoin et pour quoi ? Les documents, de même que l'inconnu, disparurent sans laisser de traces. Serait-il téméraire d'admettre que, par l'intermédiaire de son agent, Staline ait arraché des mains de Kamo des documents qui pour une raison ou une autre l'inquiétaient ? Cela ne signifie pas, pourtant, qu'entre ces deux personnes il n'y ait eu une étroite collaboration en juin 1907. Rien n'empêche d'admettre que les relations se soient gâtées après l'« affaire » de Tiflis et que Koba ait pu être le conseiller de Kamo lors de l'élaboration des derniers détails. Le conseiller put créer à l'étranger une idée exagérée de son rôle. Il est plus facile de s'attribuer la direction d'expropriations que la direction de la révolution d'Octobre. Pourtant, Staline ne s'est même pas arrêté devant cela.

Barbusse raconte qu'en 1907 Koba alla à Berlin et y resta quelque temps « pour causer avec Lénine ». Pour causer de quoi, au juste ? L'auteur ne le sait pas. Le texte du livre de Barbusse consiste surtout en une accumulation d'erreurs. Mais la mention du voyage à Berlin nous force d'autant plus à prêter attention au fait que, dans son dialogue avec Ludwig, Staline mentionna son séjour à Berlin en 1907. Si Lénine fit un voyage spécial pour cette entrevue dans la capitale de l'Allemagne, ce ne fut en tout cas pas pour « causer » de théorie. L'entrevue put avoir lieu soit immédiatement avant, soit, plutôt, pendant ou après le congrès, et elle fut presque certainement consacrée à l'expropriation imminente, aux moyens de se procurer de l'argent, etc. Pourquoi les pourparlers eurent-ils lieu à Berlin et non à Londres ? Il est fort vraisemblable que Lénine jugeait imprudent de se rencontrer avec Ivanovitch à Londres, au vu et au su des autres délégués et des nombreux espions tsaristes et autres attirés par le congrès. Il est possible que d'autres personnes qui n'assistaient pas au congrès devaient prendre part à ces conférences. De Berlin, Koba retourna à Tiflis, mais quelque temps après se rendit à Bakou, d'où, selon les, termes de Barbusse, « il va encore à l'étranger pour voir Lénine ». Un des Caucasiens les plus initiés (Barbusse séjourna au Caucase et y copia pas mal de récits arrangés par Béria) mentionna, évidemment deux entrevues avec Lénine à l'étranger pour bien marquer combien leurs rapports étaient étroits. La chronologie de ces entrevues est très significative : l'une précède l'expropriation, l'autre la suit immédiatement. Cela suffit à déterminer leur but. La seconde entrevue fut, selon toute vraisemblance, consacrée à la question : continuer ou s'arrêter ?

Irémachvili écrit : « L'amitié de Koba-Staline avec Lénine commença ainsi. » Le mot « amitié » ne convient manifestement pas ici. La distance qui séparait ces deux hommes excluait une amitié personnelle. Mais un rapprochement commença réellement, semble-t-il, à ce moment-là. S'il est exact de supposer que Lénine s'était entendu d'avance avec Koba sur le projet d'expropriation de Tiflis, il est tout à fait naturel qu'il devait être rempli d'admiration pour celui en qui il voyait l'organisateur de cette expropriation. Après avoir lu le télégramme sur la prise du butin sans une seule vic-

time du côté des révolutionnaires, Lénine s'était vraisemblablement dit en lui-même et peut-être même avait dit à Kroupskaïa : « Quel merveilleux Géorgien ! » Ce sont là les mots que nous rencontrerons plus tard dans une de ses lettres à Gorki. L'enthousiasme pour les personnes qui faisaient preuve de décision ou simplement menaient à bien une opération qui leur avait été confiée fut par excellence un des traits propres à Lénine jusqu'à la fin de sa vie. Il estimait particulièrement les hommes d'action. L'expérience des expropriations du Caucase lui fit, apparemment, apprécier Koba comme un homme capable d'aller jusqu'au bout ou de mener les autres jusqu'au bout. Il aboutit à la conclusion que le « merveilleux géorgien » serait bien utile.

Le butin de Tiflis n'apporta rien de bon. Toute la somme saisie était en billets de 500 roubles. Il était impossible de mettre en circulation d'aussi grosses coupures. Après la publicité que l'engagement tragique de la place d'Erivan avait reçue, il était inconcevable d'essayer de changer les billets dans des banques russes. L'opération fut transférée à l'étranger. Mais le provocateur Jitomirsky prit part à l'organisation des opérations de change des billets et il avertit à temps la police. L'ancien commissaire du peuple aux affaires étrangères, Litvinov, fut arrêté lorsqu'il tenta de changer des billets à Paris. Olga Ravitch, qui devint par la suite la femme de Zinoviev, tomba dans les mains de la police à Stockholm. L'ancien commissaire du peuple à la santé publique, Sémachko, fut arrêté à Genève, par hasard, semble-t-il. « J'étais un des bolcheviks, écrit-il, qui étaient alors contre les expropriations, pour des raisons de principe. » Les histoires survenues en liaison avec l'échange des billets avaient fortement augmenté le nombre de ces bolcheviks. « Les petits bourgeois suisses, raconte Kroupskaïa, étaient mortellement effrayés. On ne parlait plus que des expropriateurs russes. C'est de cela que l'on parlait à table avec effroi à la pension de famille où Ilitch et moi prenions nos repas. » Notons qu'Olga Ravitch et Sémachko ont disparu dans les dernières « épurations » soviétiques.

L'expropriation de Tiflis ne pouvait de nulle manière être considérée comme un engagement de partisans entre deux batailles de la guerre civile. Lénine ne pouvait manquer de voir que la révolution était rejetée vers un avenir indéterminé. La tâche avait été pour lui, cette fois-là, simplement de tenter d'assurer au parti des fonds aux dépens de l'ennemi pour la sombre période qui approchait. Lénine ne put résister à la tentation : il saisit une occasion favorable, une heureuse « exception ». En ce sens, il faut le dire carrément, l'idée de l'expropriation de Tiflis renfermait en soi une bonne part d'aventurisme, si étranger en général à la politique de Lénine. Avec Staline, il en était autrement. Les vastes considérations historiques avaient peu de prix à ses yeux. La résolution du congrès de Londres n'était qu'un désagréable chiffon de papier, qu'on pouvait éluder par quelque ruse grossière. Le risque serait justifié par le succès. Souvarine objecte à cela qu'il est injuste de faire retomber la responsabilité du chef de la fraction sur une figure secondaire. Il ne s'agit pas de déplacer la responsabilité. Mais dans la fraction des bolcheviks, la majorité à ce moment-là était déjà contre Lénine dans la question des expropriations, les bolcheviks qui étaient entrés en contact avec les groupes de boïéviki avaient fait des observations trop convaincantes que Lénine, de nouveau rejeté dans l'émigration, ne pouvait faire. Sans correction venant d'en bas, le chef, le plus génial fera inévitablement de grossières erreurs. Le fait reste que Staline n'était pas de ceux qui comprirent à temps que des actions de partisans étaient inadmissibles dans une situation de déclin révolutionnaire. Et ce n'est pas par hasard. Pour lui, le parti était avant tout un appareil. L'appareil exigeait des fonds pour exister. Les moyens financiers pouvaient être obtenus à l'aide d'un autre appareil indépendant de la vie et la lutte des masses. Là, Staline était dans son élément.



Les conséquences de l'aventure tragique, qui marqua la fin de toute une phase de la vie du parti, furent plutôt graves. La lutte au sujet de l'expropriation de Tiflis envenima pour longtemps les relations dans le parti et à l'intérieur de la fraction bolcheviste elle-même. Dès ce moment-là, Lénine change de front et se déclare avec la plus grande résolution contre la tactique des expropriations, laquelle reste encore pour un certain temps l'apanage de l'aile « gauche » des bolcheviks. L'« affaire » de Tiflis fut examinée officiellement pour la dernière fois dans le Comité central du parti en janvier 1910, sur l'insistance des menchéviks. Une résolution condamnant sévèrement les expropriations comme des infractions inadmissibles à la discipline du parti, mais reconnaît qu'il n'avait pas été dans les intentions des participants de faire du tort au mouvement ouvrier et qu'ils n'avaient « été guidés que par les intérêts mal compris du parti ». Personne ne fut exclu. Personne ne fut mentionné par son nom. Parmi d'autres, Koba fut ainsi amnistié comme quelqu'un qui avait été guidé « par les intérêts mal compris du parti ».

Entre-temps, la décomposition des organisations révolutionnaires allait bon train. En octobre 1907 l'écrivain menchéviste Potressov écrivait encore à Axelrod : « Chez nous, c'est la ruine complète et une démoralisation absolue... Non seulement il n'y a pas d'organisation, mais même pas d'éléments pour en former une. Et cette inexistence est même érigée en principe... » Eriger la ruine en principe devint bientôt l'apanage de la majorité des chefs du menchévisme, y compris Potressov lui-même. Ils déclarèrent que le parti illégal était liquidé une fois pour toutes et que les efforts pour le rétablir étaient une utopie réactionnaire. Martov affirmait que précisément « les histoires scandaleuses, dans le genre de celle de l'échange, des billets de Tiflis », forçaient « les partis les plus dévoués et les éléments les plus actifs de la classe ouvrière » à se garder de tout contact avec l'appareil illégal. Dans l'effroyable développement de la provocation, les menchéviks, qui avaient alors reçu le surnom de liquidateurs, trouvaient un nouvel argument convaincant en faveur de la « nécessité » d'abandonner la clandestinité empestée. Se retranchant dans les syndicats, dans les sociétés d'éducation et dans les caisses d'assurances, ils ne menaient plus un travail de révolutionnaires, mais de propagandistes culturels. Pour conserver leurs postes dans les organisations légales, les fonctionnaires qui venaient des rangs ouvriers commençaient à recourir une coloration protectrice. Ils évitaient la lutte gréviste pour ne pas compromettre leurs syndicats à peine tolérés. La légalité à tout prix signifiait en pratique l'abandon complet des méthodes révolutionnaires.

Dans les années les plus sombres, les liquidateurs occupaient l'avant-scène. « Ils souffraient moins des persécutions policières, écrit Olmsky. Ils avaient avec eux beaucoup d'écrivains, pas mal de conférenciers et en général beaucoup de forces intellectuelles. Ils se croyaient les maîtres de la situation. » Les initiatives de la fraction bolcheviste, dont les rangs s'éclaircissaient, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure, de maintenir son appareil illégal se heurtaient à chaque pas à des conditions hostiles. Le bolchévisme semblait définitivement condamné. « Tout le développement actuel... écrivait Martov, fait de la formation d'un parti-secte quelque peu stable une pitoyable utopie réactionnaire. » Dans ce pronostic fondamental, Martov et, avec lui, le menchévisme russe se trompèrent cruellement. Ce qui se trouva être une utopie réactionnaire, ce furent les perspectives et les mots d'ordre des « liquidateurs ». Il ne pouvait y avoir de place pour un parti ouvrier légal dans le régime du 3 juin. Même le parti des libéraux se vit refuser l'enregistrement légal. « Les liquidateurs se sont débarrassés du parti illégal, écrivait Lénine, mais ils n'ont pas rempli leur engagement d'en créer un légal. » C'est précisément parce que le bolchévisme resta fidèle aux tâches de

la révolution dans la période du déclin et de l'humiliation de celle-ci qu'il se prépara à un épanouissement inouï dans les années du nouvel essor de la révolution.

Au pôle opposé aux liquidateurs, sur le flanc gauche de la fraction bolcheviste, il s'était formé entre temps un groupement extrémiste qui se refusait obstinément, à reconnaître le changement de la situation et continuait à défendre la tactique de l'action directe. Les désaccords surgis dans la question du boycott de la Douma aboutirent après les élections à la création de la fraction des « otzovistes<sup>[2]</sup> », qui réclamait le rappel des députés social-démocrates à la Douma. Les otzovistes étaient indubitablement le complément symétrique du liquidationnisme. Alors que les menchéviks, toujours et partout, même sous la pression irrésistible de la révolution, considéraient indispensable de participer à tout « parlement » purement épisodique octroyé par le tsar, les otzovistes pensaient qu'en boycottant le parlement établi à la suite de la défaite de la révolution, ils pourraient provoquer une nouvelle pression des masses. Comme les décharges électriques s'accompagnent d'un craquement, les « intransigeants » tentaient de provoquer des décharges électriques au moyen d'un craquement artificiel.

La période des laboratoires de dynamite avait encore un fort attrait pour Krasine : cet homme sensé et sagace adhéra pendant un certain temps à la secte des otzovistes pour se séparer ensuite de la révolution elle-même pendant un certain nombre d'années. Un autre proche collaborateur de Lénine dans la « troïka » bolcheviste secrète, Bogdanov, alla aussi à gauche. Avec la fin du triumvirat secret, la vieille direction du bolchévisme se désintégra. Mais Lénine ne broncha point. En été 1907, la majorité de la fraction était pour le boycott. Dès le printemps 1908, les otzovistes se trouvaient en minorité à Pétersbourg et à Moscou. La prépondérance de Lénine se manifestait sans l'ombre d'un doute. Koba le reconnut à temps. L'expérience qu'il avait eue avec le programme agraire, lorsqu'il s'était ouvertement déclaré contre Lénine, l'avait rendu prudent. Insensiblement et silencieusement, il se sépara de ses camarades boycottistes. Rester dans l'ombre lors des tournants et changer de position sans bruit devint sa règle de conduite fondamentale.

L'émiettement incessant du parti en petits groupes menant une lutte impitoyable l'un contre l'autre dans un vide presque complet fit naître dans diverses fractions une tendance à la conciliation, à l'entente, à l'unité à tout prix. C'est précisément dans cette période-là qu'apparut au premier plan un autre aspect du « trotskisme » : non pas la théorie de la révolution permanente, mais la « réconciliation » dans le parti. Il faut en parler brièvement ici pour permettre de comprendre la lutte ultérieure entre stalinisme et trotskisme. A dater de 1904, c'est-à-dire à partir de l'apparition de désaccords dans l'appréciation de la bourgeoisie libérale, j'avais rompu avec la minorité. Au Deuxième Congrès et au cours des treize années suivantes, je restai hors des fractions. Ma position à l'égard de la lutte à l'intérieur du parti se réduisait à ceci : en tant que chez les bolcheviks aussi bien que chez les menchéviks la direction appartient à l'intelligentsia révolutionnaire, et en tant que les deux fractions ne vont pas plus loin que la révolution bourgeoise-démocratique, la scission entre elles deux n'est en rien justifiée, dans une nouvelle révolution, les deux fractions seront bien contraintes, sous la pression des masses ouvrières, de suivre, comme en 1905, la même politique révolutionnaire. Certains critiques du bolchévisme considèrent encore maintenant mon ancien conciliationnisme comme la voix de la sagesse. Cependant, son erreur profonde a depuis longtemps été révélée par la théorie et par l'expérience. La simple réconciliation des fractions n'est possible que sur quelque ligne « moyenne ». Mais où est donc la garantie que cette diagonale artificiellement tracée coïncide avec les nécessités du développe-

2 — Du verbe *otzyvati*, rappeler. (N.d.T.)

ment objectif ? La tâche de la politique scientifique consiste à déduire le programme et la tactique de l'analyse de la lutte des classes et non pas du parallélogramme de forces aussi secondaires et transitoires que les fractions politiques. La période de réaction renferma, certes, l'activité politique de tout le parti dans des limites fort étroites. Du point de vue des besoins du moment, il pouvait sembler que les désaccords avaient un caractère secondaire et étaient artificiellement enflés par les chefs émigrés à l'étranger. Mais précisément dans une période de réaction, le parti révolutionnaire ne pouvait éduquer ses cadres sans une grande perspective. La préparation du lendemain formait l'élément le plus important de la politique du jour. Le conciliationnisme se nourrissait de l'espoir que la marche même des événements dicterait la tactique nécessaire. Mais cet optimisme fataliste signifiait en fait le renoncement, non seulement à la lutte fractionnelle, mais encore à l'idée même de parti. Car, si la « marche des événements » est capable de dicter directement aux masses la juste politique, à quoi bon une union spéciale de l'avant-garde prolétarienne, l'élaboration d'un programme, la sélection d'une direction, l'éducation dans un esprit de discipline ?

Plus tard, en 1911, Lénine nota que le conciliationnisme était indissolublement lié à l'essence même de la tâche historique posée devant le parti dans les années de la contre-révolution. « Toute une série de social-démocrates, écrivit-il, tombèrent à ce moment-là dans le conciliationnisme, en partant des prémisses les plus diverses. Celui qui exprima le conciliationnisme de la façon la plus conséquente fut Trotsky, qui fut sans doute le seul à tenter d'établir une base théorique pour cette tendance. » Précisément parce que le conciliationnisme avait pris dans ces années-là un caractère épidémique, Lénine voyait en lui le plus grand danger pour le développement du parti révolutionnaire. Il discerna fort bien que les conciliateurs portaient des « prémisses les plus diverses », aussi bien opportunistes que révolutionnaires. Mais dans la lutte contre cette tendance dangereuse, il se considérait en droit de ne pas faire de différence entre les sources subjectives du conciliationnisme. Au contraire, c'était avec un acharnement redoublé qu'il attaquait les conciliateurs quand, par leurs positions fondamentales, ils se trouvaient proches du bolchévisme. Evitant une lutte publique avec l'aile conciliatrice de la fraction bolcheviste elle-même, Lénine préférait mener une polémique contre le « trotskisme », d'autant plus que ce dernier était le seul, comme nous l'avons déjà appris, à tenter d'établir une « base théorique » pour le conciliationnisme. Des citations prises dans les écrits de cette polémique acharnée rendront plus tard à Staline un service auquel elles n'étaient certainement pas destinées.

Minutieuse et de dimensions modestes mais hardie par l'envergure de la pensée, l'œuvre de Lénine dans les années de réaction restera pour toujours une grande école d'éducation révolutionnaire. « Nous apprîmes au moment de la révolution, écrivait Lénine en juillet 1909, à parler français, c'est-à-dire à... accroître l'énergie et l'envergure de la lutte directe des masses. Maintenant, à un moment de stagnation, de réaction, de décomposition, nous devons apprendre à « parler allemand », c'est-à-dire à agir lentement... à avancer pouce par pouce. » Le chef des menchéviks, Martov, écrivait en 1911 : « Ce que, il y a deux ou trois ans, les militants du mouvement légal (c'est-à-dire les liquidateurs) acceptaient seulement en principe, c'est-à-dire la nécessité de construire un parti « à l'allemande »... est maintenant reconnu partout comme la tâche à la solution pratique de laquelle il est grand temps de s'atteler. » Bien que Lénine et Martov parussent tous deux parler « allemand », ils parlaient en fait des langues différentes. Pour Martov, parler « allemand » signifiait s'adapter au semi-absolutisme russe, dans l'esprit de l'« européeniser » progressivement. Pour Lénine, la même expression signifiait utiliser à l'aide du parti illégal les maigres possibilités légales pour préparer une nouvelle révolution. Comme le montra la dégénérescence opportuniste ultérieure

de la social-démocratie allemande, les menchéviks reflétaient plus fidèlement l'esprit de la « langue allemande » en politique. Mais Lénine avait compris d'une manière incomparablement plus juste la marche du développement objectif de la Russie aussi bien que de l'Allemagne elle-même : à l'époque des réformes pacifiques allait succéder l'époque des catastrophes.

Quant à Koba, il ne connaissait ni le français ni l'allemand. Mais tous les traits propres de sa nature le poussaient du côté de la solution de Lénine. Koba n'était pas en quête d'une arène publique, comme les orateurs et les journalistes du menchévisme, car sur une arène publique, c'étaient plutôt ses côtés faibles que ses côtés forts qui se manifestaient. Il lui fallait avant tout un appareil centralisé. Mais, dans les conditions du régime contre-révolutionnaire, cet appareil ne pouvait être qu'illégal. Si Koba avait un horizon historique fort limité, il avait, par contre, de l'obstination à revendre. Dans les années de réaction, il n'appartint pas aux dizaines de milliers de ceux qui quittèrent le parti, mais aux quelques centaines de ceux qui, malgré tout, lui restèrent fidèles.

Peu de temps après le congrès de Londres, le jeune Zinoviev, élu au Comité central, s'établit dans l'émigration, de même que Kaménev, inclus dans le Centre bolcheviste. Koba resta en Russie. Par la suite, il s'attribua cela comme un mérite extraordinaire. En réalité, il en était tout autrement. Le choix de l'endroit et de la nature du travail ne dépendait que dans une étroite mesure de l'intéressé. Si le Comité central avait vu en Koba un jeune théoricien ou publiciste capable de s'élever à l'étranger à un niveau supérieur, on l'aurait certainement placé dans l'émigration et il n'aurait eu ni la possibilité ni le désir de refuser. Mais personne ne l'appela à l'étranger. Depuis que les sommets du parti avaient entendu parler de lui, ils le considéraient comme un « praticien », c'est-à-dire comme un révolutionnaire du rang, avant tout propre à un travail d'organisation local. Et Koba lui-même, qui avait mesuré ses forces aux congrès de Tammerfors, de Stockholm et de Londres, n'aspirait guère à vivre dans l'émigration où il aurait été condamné à jouer un rôle de troisième ordre. Plus tard, après la mort de Lénine, on fit de nécessité vertu et le mot même d'« émigré » devint dans la bouche de la nouvelle bureaucratie ce qu'il avait été autrefois dans la bouche des conservateurs de l'époque tsariste.

Lénine retourna en exil, selon ses propres paroles exactement comme on descend dans la tombe. « Nous sommes terriblement coupés ici maintenant... », écrivait-il de Paris en automne 1909. « Les années sont réellement infernalement difficiles... » Dans la presse bourgeoise russe commençaient paraître des articles dénigrant l'émigration, qui semblait incarner la révolution brisée et rejetée par la société cultivée. En 1912, Lénine répondit à ces écrits diffamatoires dans le journal des bolcheviks de Pétersbourg : « Oui, il y a bien des choses pénibles dans l'émigration... Dans ce milieu, il y a plus de besoin et de misère que dans l'autre. Il y a surtout un grand pourcentage de suicides... » Pourtant, « c'est là, et là seulement, que les problèmes principaux les plus importants de toute la démocratie russe ont été posés et examinés dans les années d'attente et d'inaction ». Dans les luttes pénibles et épuisantes des groupes d'émigrés se préparèrent les idées dirigeantes de la révolution de 1917. A ce travail, Koba ne prit aucune part.

De l'automne 1907 à mars 1908, Koba mena son activité révolutionnaire à Bakou. Il est impossible d'établir la date où il alla y vivre. Il est fort vraisemblable qu'il partit de Tiflis au moment où Kamo chargeait sa dernière bombe : la prudence était le trait dominant du courage de Koba. Bakou, ville aux multiples races qui comptait dès le début du siècle plus de 100 000 habitants, continuait à croître rapidement, absorbant dans l'industrie pétrolière des masses de Tartares de l'Azerbaïdjan. Au mouvement



révolutionnaire de 1905, les autorités tsaristes avaient répondu non sans succès en excitant les Tartares contre les Arméniens, plus avancés. Pourtant, la révolution s'était emparée même des Azerbaïdjanais, plus arriérés. Avec un certain retard sur le reste du pays, ils participèrent en masse aux grèves de 1907.

Koba passa dans la cité noire environ huit mois, dont il faut déduire le temps de son voyage à Berlin. « Sous la direction du camarade Staline, écrit le peu inventif Béria, l'organisation bolcheviste de Bakou grandit, se renforça et se trempa dans la lutte contre les menchéviks. » Koba se rendit dans les endroits où les adversaires étaient particulièrement forts. « Sous la direction du camarade Staline, les bolcheviks brisèrent l'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires », etc. D'Allilouïev, nous n'apprenons guère plus. Le rassemblement des forces bolchevistes après l'écrasement par la police s'effectua, selon ses termes, « sous la direction immédiate et avec la participation active du camarade Staline... Ses capacités d'organisation, un véritable enthousiasme révolutionnaire, une énergie inépuisable, une ferme volonté et une obstination bolcheviste... », etc. Malheureusement, les souvenirs du beau-père de Staline furent écrits en 1937. La formule « sous la direction immédiate et avec la participation active », révèle infailliblement la marque de fabrique de Béria. Le socialiste-révolutionnaire Vérechtchak, qui dirigeait alors l'activité de son parti à Bakou et qui observa Koba avec les yeux d'un adversaire, lui reconnaît des capacités d'organisation exceptionnelles, mais nie absolument son influence personnelle sur les ouvriers. « Son extérieur, écrit-il, produisait une mauvaise impression sur quiconque le voyait pour la première fois. Koba en tenait compte. Il n'apparaissait jamais publiquement dans les réunions de masse... La présence de Koba dans tel ou tel quartier ouvrier était toujours conspirative et on ne pouvait la deviner que par une recrudescence d'activité de la part des bolcheviks. » Cela ressemble plus à la vérité. Nous aurons encore l'occasion de rencontrer Vérechtchak.

Les souvenirs de bolcheviks écrits avant l'ère totalitaire attribuent la première place dans l'organisation de Bakou non pas à Koba, mais à Chaoumian et Djaparidzé, deux révolutionnaires notables fusillés par les Anglais lors de l'occupation de la Transcaucasie, le 20 septembre 1918. « Parmi les vieux camarades militaient alors à Bakou, écrit Karinian, le biographe de Chaoumian, les camarades A, lénoukidzé, Koba (Staline), Timoféï (Spandarian), Aliocha (Djaparidzé). L'organisation bolcheviste... avait une large base pour son activité : le syndicat des ouvriers du pétrole. Le secrétaire et organisateur réel de tout le travail syndical était Aliocha (Djaparidzé). » lénoukidzé est nommé avant Koba, le rôle principal est attribué à Djaparidzé. Et plus loin : « Tous deux [Chaoumian et Djaparidzé] étaient les chefs les plus aimés du prolétariat de Bakou. » Karinian, écrivant en 1924, n'avait alors pas encore l'idée de mettre Koba au nombre des « chefs les plus aimés ».

Le bolchevik de Bakou Stopani raconte comment, en 1907, il se plongea dans le travail syndical, qui était « l'activité la plus urgente pour le Bakou de ce temps-là ». Le syndicat se trouvait sous la direction des bolcheviks. Dans le syndicat, « le rôle le plus en vue était joué par l'irremplaçable Aliocha Djaparidzé et un moindre rôle par le camarade Koba (Djougachili), lequel consacrait plutôt ses forces au travail du parti, qu'il dirigeait... » Stopani ne précise pas en quoi consistait le travail du parti à part « l'activité la plus urgente » qui était de diriger le syndicat. Par contre, il fait une remarque fort intéressante sur les désaccords parmi les bolcheviks de Bakou. Tous étaient d'accord sur la nécessité d'un « renforcement » organisationnel de l'influence du parti sur le syndicat. Mais, « au sujet du degré et de la forme de ce renforcement, il y avait des désaccords, même entre nous : nous avions déjà notre « gauche » (Koba-Sta-

line) et notre « droite » (Aliocha-Djaparidzé et d'autres, parmi lesquels moi-même) ; le désaccord n'était pas sur le fond, mais sur la tactique ou sur les moyens de réaliser cette liaison. » Les termes intentionnellement nébuleux de Stopani — Staline était déjà fort puissant quand cela fut écrit — permettent néanmoins de se représenter correctement la véritable disposition des personnages. Grâce à la vague tardive du mouvement gréviste, le syndicat passait au premier plan. Les chefs du syndicat se trouvaient naturellement être ceux qui savaient parler aux masses et les guider : Djaparidzé et Chaoumian. Rejeté de nouveau au second plan, Koba se trouvait dans le comité clandestin. La lutte pour l'influence du parti sur le syndicat signifiait pour lui la subordination des dirigeants des masses, Djaparidzé et Chaoumian, à son propre commandement. Dans la lutte pour cette sorte de « renforcement » de son pouvoir personnel, Koba, comme cela apparaît des termes de Stopani, avait dressé contre lui tous les bolcheviks dirigeants. L'activité des masses ne favorisait par les plans du manœuvrier de coulisses.

La rivalité de Koba et de Chaoumian prit un caractère extrêmement aigu. L'affaire alla si loin qu'après l'arrestation de Chaoumian, les ouvriers selon le témoignage des menchéviks géorgiens, soupçonnèrent Koba d'avoir dénoncé son rival à la police et réclamèrent qu'il fût jugé par un tribunal du parti. La campagne ne fut interrompue que par l'arrestation de Koba. Il est douteux que les accusateurs aient eu des preuves sérieuses. Mais les soupçons avaient pu être éveillés par un certain nombre de coïncidences troublantes. C'est déjà bien assez, pourtant, que des camarades du même parti aient pu juger Koba capable de dénoncer quelqu'un pour des motifs d'ambition irritée. Rien de pareil n'a jamais été dit de personne d'autre !

Au sujet du financement du comité de Bakou, au moment où Koba y participait, il y a des témoignages faits de coïncidences, mais nullement irréfutables, au sujet d'expropriations à main armée, de contributions monétaires imposées à des industriels sous menace de mort ou d'incendie de leurs puits de pétrole, de fabrication et de mise en circulation de fausse monnaie, etc. Il est difficile de décider si tous ces méfaits, dont l'existence même est indiscutable, furent attribués à l'initiative de Koba déjà en ces années lointaines ou si la majorité d'entre eux ne furent liés à son nom que bien plus tard. En tout cas, la participation de Koba à des entreprises aussi risquées ne pouvait être directe, car elle aurait été inévitablement révélée. Selon toute apparence, il dirigea les opérations de ce genre comme il tenta de diriger le syndicat, c'est-à-dire des coulisses. Il vaut la peine de noter, de ce point de vue, que l'on sait très peu de chose de la période de Bakou dans la vie de Koba. Les épisodes les plus insignifiants sont enregistrés s'ils servent la gloire du « chef ». Mais sur le contenu de son activité révolutionnaire, on ne nous donne que des phrases générales. L'étendue d'un tel silence n'est guère fortuite.

Encore tout jeune, le « socialiste-révolutionnaire » Vérechtchak fut incarcéré en 1909, dans la prison de Bakou nommée prison de Baïlov, où il resta trois ans et demi. Arrêté le 25 mars, Koba passa six mois dans la même prison, la quitta pour être envoyé en déportation, y resta neuf mois, retourna illégalement à Bakou, fut de nouveau arrêté en mars 1910 et resta de nouveau emprisonné environ six mois, pendant lesquels il se trouva en compagnie de Vérechtchak. En 1912, les deux camarades de prison se retrouvèrent à Narym, en Sibérie. Enfin, après la révolution de Février, Vérechtchak, en tant que délégué de la garnison de Tiflis, rencontra celui qu'il connaissait depuis si longtemps au Premier Congrès des soviets à Petrograd. Après l'ascension politique de Staline, Vérechtchak raconta en détail dans la presse de l'émigration leur vie commune en prison. Tout n'est peut-être pas digne de foi dans son récit et tous son récit et tous ses jugements ne sont pas convaincants. Ainsi, selon Vérechtchak, qui l'a certainement appris par oui-dire, Koba lui-même aurait reconnu qu'« à des fins révolution-

naires» il avait trahi ses camarades de séminaire ; l'invraisemblance de ce récit a déjà été montrée plus haut. Les considérations de l'auteur populiste sur le marxisme de Koba sont extrêmement naïves. Mais Vérechtchak a l'inappréciable avantage d'avoir observé Koba dans une situation où, bon gré mal gré, les coutumes et les conventions d'une existence civilisée disparaissent. Bâtie pour quatre cents détenus, la prison de Bakou en contenait alors plus de mille cinq cents. Les prisonniers dormaient dans des cellules surpeuplées, dans les couloirs, sur les marches d'escalier. Dans un tel entassement, il ne pouvait être question d'isolement. Toutes les portes, sauf celles de cachots, étaient grandes ouvertes. Les criminels et les prisonniers politiques allaient de cellule en cellule, de bâtiment en bâtiment et déambulaient dans la cour. « Il était impossible de s'asseoir ou de se coucher sans heurter quelqu'un. Dans ces conditions, tous les prisonniers s'observaient les uns les autres, et beaucoup découvraient, en eux-mêmes et dans les autres, des côtés tout à fait inattendus. Même des personnes réservées et froides révélaient des traits de caractère que dans des circonstances ordinaires elles auraient réussi à cacher.

« Le développement de Koba était extrêmement unilatéral, écrit Vérechtchak, il était dépourvu de principes généraux et son éducation était insuffisante. Par sa nature, il avait toujours été une personne de peu de culture, un homme grossier. Tout cela se combinait en lui avec une ruse très élaborée derrière laquelle même la personne la plus perspicace ne pouvait au début noter les traits cachés. » Par « principes généraux », l'auteur entend, semble-t-il, les principes de morale : lui-même, en tant que populiste, appartenait à l'école du socialisme « éthique ». L'endurance de Koba provoquait l'étonnement de Vérechtchak. Il existait dans la prison un jeu cruel qui consistait à mettre en rage l'adversaire, par n'importe quels moyens : cela s'appelait le « faire entrer dans une bulle<sup>[3]</sup> ». « On ne put jamais lui faire perdre son équilibre... », affirme Vérechtchak. « Nul ne put l'agacer... » Ce jeu était relativement innocent comparé à celui que jouaient les autorités. Parmi les détenus se trouvaient des hommes qui la veille ou le jour même avaient été condamnés à mort et qui d'heure en heure attendaient le dénouement. Les condamnés à mort mangeaient et dormaient avec tous les autres. Sous les yeux des prisonniers, on les emmenait la nuit et on les pendait dans la cour de la prison, de sorte que dans les cellules « on entendait les cris et les gémissements des suppliciés ». Une tension nerveuse étreignait tous les prisonniers. « Koba dormait ferme, raconte Vérechtchak, ou étudiait tranquillement l'espéranto (il avait découvert que l'espéranto était la langue internationale de l'avenir). » Il serait absurde de croire que Koba restait indifférent aux exécutions. Mais il avait les nerfs solides. Il ne ressentait lui-même rien de ce que les autres éprouvaient. De tels nerfs étaient déjà en soi un grand capital.

Malgré le chaos, les exécutions, les querelles politiques et personnelles, la prison de Bakou était une grande école révolutionnaire. Koba se distinguait parmi les dirigeants marxistes. Il ne prenait aucune part aux disputes privées, préférant la discussion publique : un signe sûr que par son développement et son expérience Koba planait au-dessus de la majorité des détenus. « L'extérieur de Koba et sa grossièreté dans la polémique rendaient toujours ses interventions désagréables. Ses discours étaient privés de sel et prenaient la forme d'une sèche exposition. » Vérechtchak se souvient d'une certaine « discussion agraire » où Ordjonikidzé, le compagnon d'armes de Koba, frappa au visage le co-rapporteur, le socialiste-révolutionnaire Hya Kartsévadzé, ce pour quoi il fut cruellement battu par les socialistes-révolutionnaires. » Cela n'est pas inventé : l'ardent Ordjonikidzé conserva son penchant pour les arguments physiques hors de mesure même lorsqu'il devint un dignitaire soviétique notable. Lénine proposa même une fois de l'exclure du parti pour cela.

3 — Expression intraduisible. Comparer le français : « faire mousser » (N. d. T.)

Vérechtchak s'étonne de la « mémoire mécanisée » de Koba, dont la petite tête « avec son front non développé » contenait, pour ainsi dire, tout le Capital de Marx. « Le marxisme était son élément, là il était invincible... Sur tout phénomène, il savait mettre la formule correspondante prise chez Marx. Cet homme produisait une forte impression sur les jeunes membres du parti peu éduqués en politique. » Au nombre des « peu éduqués » appartenait Vérechtchak lui-même. A ce jeune populiste, formé à l'école de la sociologie littéraire vraie-russe, le bagage marxiste de Koba pouvait sembler extraordinairement imposant. En fait, il était assez modeste. Koba n'avait pas de véritables préoccupations théoriques, ni application, ni discipline de pensée. Il n'est guère correct de parler de sa « mémoire mécanisée ». Elle est étroite, empirique, utilitaire mais, malgré l'entraînement du séminaire, nullement mécanisée. C'est une mémoire de paysan, dépourvue d'envergure et de synthèse, mais ferme et tenace, surtout dans la rancune. Il est absolument inexact de dire que la tête de Koba fût pleine de citations toutes faites pour toutes les occasions de la vie. Koba n'était ni un grand lecteur ni un érudit. Du marxisme, il s'était approprié, par l'intermédiaire de Plékhanov et de Lénine, les propositions les plus élémentaires sur la lutte des classes et sur l'importance subordonnée des idées par rapport aux facteurs matériels. Après avoir extrêmement simplifié ces propositions, il pouvait néanmoins les employer avec succès contre les populistes, comme un homme armé d'un revolver, même primitif, peut se mesurer avec succès avec un homme armé d'un boomerang. Mais Koba restait au fond indifférent à la doctrine marxiste dans son ensemble.

Durant son séjour dans les prisons de Batoum et de Koutaïs, Koba, comme nous nous en souvenons, tenta de pénétrer les mystères de la langue allemande : l'influence de la social-démocratie allemande sur le parti russe était alors extrêmement forte. Cependant, Koba réussit encore moins à maîtriser la langue de Marx que sa doctrine. Dans la prison de Bakou, il se mit à l'espéranto, la « langue de l'avenir ». Ce trait montre fort bien quel était le niveau intellectuel de Koba qui, dans la sphère de la connaissance, recherchait toujours la ligne de moindre résistance. Malgré huit ans passés dans les prisons ou en déportation, il ne réussit même pas à posséder une seule langue étrangère, sans même exclure le malheureux espéranto.

En règle générale, les prisonniers politiques s'efforçaient de ne pas se mêler aux criminels. Koba, au contraire, « on pouvait toujours le voir en compagnie de brigands, de maîtres-chanteurs, parmi des voleurs ». Il se sentait sur pied d'égalité avec eux. « Les gens d'une vraie « affaire » lui en imposaient toujours beaucoup. Et il considérait la politique comme une « affaire » qu'il faut savoir « faire » ou « parfaire ». » C'est une remarque fort juste. Mais, précisément cette observation réfute mieux que quoi que ce soit les paroles sur la mémoire mécanisée, pleine de citations toutes faites. La compagnie de gens ayant des intérêts intellectuels plus élevés que lui pesait à Koba. Au Bureau politique, dans les années où Lénine y était, il se tenait presque toujours silencieux, morose et irrité. Par contre, il devenait plus sociable, plus détendu et plus humain au milieu de gens de mentalité primitive, dégagés de toute prédilection pour les idées. Pendant la guerre civile, quand certaines sections de l'armée, surtout dans la cavalerie, se relâchaient et se permettaient des violences et des indécences, Lénine disait parfois : « Pourquoi ne pas y envoyer Staline ? Il sait causer à ces gens-là. »

Koba n'était pas l'initiateur de protestations et de manifestations dans les prisons, mais il soutenait toujours les initiateurs. « Cela faisait de lui un bon camarade aux yeux du public des prisons. » Et cette observation est juste. Koba n'était un initiateur en rien, nulle part et jamais. Mais il était fort capable d'utiliser l'initiative des autres, de pousser les initiateurs en avant, tout en se réservant la liberté de choisir. Cela ne signifie pas



que Koba ait été dépourvu de courage ; mais il préférait le dépenser avec économie. Le régime de la prison était une combinaison de laisser-aller et de cruauté. Les détenus jouissaient d'une liberté relative à l'intérieur des murs de la prison. Mais, quand une certaine limite mal tracée se trouvait dépassée, l'administration recourait à la force armée. Vérechtchak raconte comment en 1909 (évidemment, il veut dire 1908), le dimanche de Pâques, une compagnie du régiment de Salyan battit tous les prisonniers politiques sans exception, les forçant à passer entre deux rangées de soldats. « Koba marcha sous les coups de crosse sans baisser la tête, un livre dans les mains. Et quand les coups se mirent à pleuvoir de tous les côtés, Staline força la porte de sa cellule avec un seau, malgré la menace des baïonnettes. » Cet homme, habituellement maître de lui, était capable, bien que rarement, d'entrer dans une rage extrême.

L'« historien » de Moscou Iaroslavsky corrige Vérechtchak : « Staline passa entre les rangées de soldats en lisant Marx... » Le nom de Marx est introduit ici pour la même raison qu'une rose est placée dans la main de la Vierge. Toute l'historiographie soviétique est faite de roses de ce genre. Koba avec « Marx » sous les coups de crosse est devenu l'objet de la science, de la prose et de la poésie soviétiques. Cependant, une telle conduite n'avait en soi rien d'exceptionnel. Les brutalités dans les prisons, donc aussi l'héroïsme dans les prisons, étaient à l'ordre du jour. Piatnitsky raconte qu'après son arrestation à Vilna, en 1902, un policier proposa d'envoyer le détenu, alors un ouvrier encore tout jeune, au chef de district, connu pour les coups qu'il donnait, afin de le forcer à faire des aveux. Mais un policier plus âgé répliqua : « Lui, même là-bas, il ne dira rien, il appartient à l'organisation de l'Iskra. » Déjà, en ces années lointaines, les révolutionnaires du l'école de Lénine avaient la réputation de ne jamais fléchir. Pour établir que Kamo avait bien perdu la sensibilité, les médecins lui introduisirent des aiguilles sous les ongles. Et c'est seulement parce que Kamo supporta inébranlablement de telles épreuves, pendant plusieurs années qu'il fut enfin reconnu incurablement fou. Que signifie quelques coups de crosse comparés à cela ? Il n'y a pas de raisons de diminuer le courage de Koba, mais il faut le placer dans les limites de son milieu et de son époque.

La vie commune en prison permit à Vérechtchak de noter sans peine un certain trait de Staline grâce auquel il put longtemps passer inaperçu : « C'était sa capacité d'inciter les autres en cachette et de rester lui-même à l'écart. » Suivent deux exemples. Une fois, dans un couloir du corps de bâtiment réservé aux prisonniers politiques, un jeune Géorgien fut cruellement battu. A travers le bâtiment circulait le mot sinistre de « provocateur ». C'est seulement les soldats de garde qui arrêterent les coups. On emporta le corps ensanglanté, sur un brancard, à l'infirmerie de la prison. Était-ce un provocateur ? Et si oui, pourquoi ne fut-il pas tué ? « D'ordinaire, à la prison de Baïlov, les provocateurs, quand il y avait des preuves, étaient tués, remarque en passant Vérechtchak. Personne ne savait rien et ne comprenait rien. Et c'est seulement longtemps après qu'il s'avéra que la rumeur était partie de Koba. » On ne put établir si oui ou non, l'homme qui avait été battu était réellement un provocateur. Peut-être était-il simplement un de ces ouvriers qui avaient été contre les expropriations ou avaient accusé Koba d'avoir dénoncé Chaoumian.

Autre cas. Sur les marches de l'escalier qui conduisait au corps de bâtiment des prisonniers politiques, un certain détenu, surnommé le Grec, tua d'un coup de couteau un jeune ouvrier qui venait d'être amené à la prison. Le Grec lui-même croyait que l'homme tué était un espion, bien que personnellement il ne l'eût jamais rencontré auparavant. Cet incident sanglant, qui naturellement émut toute la prison, resta longtemps inexpliqué. Enfin, le Grec laissa entendre qu'on l'avait induit en erreur. L'instigation venait de Koba.

Les Caucasiens s'enflamment facilement et se servent aussi facilement du cou-

teau. Il n'était guère difficile au froid et calculateur Koba, qui connaissait la langue et les mœurs, de les inciter l'un contre l'autre. Dans les deux cas, il s'agissait, sans aucun doute, de vengeance. L'instigateur n'avait pas besoin que les victimes connussent l'auteur de leur infortune. Koba n'est pas enclin à partager ses sentiments, y compris la joie de la vengeance satisfaite. Il préfère en jouir seul. Les deux épisodes, quelque horribles qu'ils soient, ne semblent pas invraisemblables ; les événements ultérieurs leur donnent une certaine force de persuasion... A la prison de Baïlov, les événements futurs se préparent. Koba acquiert de l'expérience. Koba prend des forces. Koba mûrit. La grise silhouette de l'ancien séminariste avec des marques de petite vérole sur le visage projette une ombre du plus en plus sinistre.

Vérechtchak raconte plus loin, mais cette fois les ayant apprises par ouï-dire, les diverses entreprises risquées de Koba lors de son activité à Bakou : l'organisation d'une bande de faux-monnayeurs, le pillage de trésoreries, etc. « Il ne fut jamais traduit en justice pour ces affaires-là, bien que des faux-monnayeurs et des expropriateurs se trouvassent en prison avec lui. » S'ils avaient connu son rôle, l'un d'entre eux l'eût inévitablement trahi. « Cette aptitude à frapper secrètement par les mains d'autrui tout en passant inaperçu fit de Koba un intrigant rusé qui ne répugnait à aucun moyen et esquivait toute reddition de comptes, toute responsabilité. »

De la vie de Koba en prison, nous savons ainsi plus que de son activité en liberté. Mais, là aussi, il restait fidèle à lui-même. Entre les discussions avec les populistes et les conversations avec les voleurs, il n'oubliait pas l'organisation révolutionnaire. Béria nous informe que Koba réussit à établir, de la prison, des liaisons régulières avec le comité de Bakou. C'est fort possible : là où les prisonniers politiques ne sont pas isolés des condamnés de droit commun et ne sont pas eux-mêmes isolés les uns des autres, il est impossible de les isoler du monde extérieur. Un numéro d'un journal illégal fut entièrement préparé en prison. Quoique affaibli, le pouls de la révolution continuait à battre. Si la prison n'accrût pas l'intérêt Koba pour la théorie, par contre elle ne brisa pas disposition à la lutte.

Le 20 septembre, Koba fut envoyé dans le nord de province de Vologda, à Solvytchégodsk. C'était vraiment une déportation de faveur : pour deux ans, tout au plus, non pas en Sibérie, mais en Russie d'Europe ; non pas dans un village, mais dans une petite ville de deux mille habitants, avec des possibilités de s'enfuir facilement. Il est clair que les gendarmes n'avaient pas de preuves bien sérieuses contre Koba. Le bon marché extrême de la vie dans régions lointaines permettait aux déportés de vivre avec les quelques roubles que leur versait le gouvernement chaque mois ; pour les besoins extraordinaires, ils recevaient l'aide de leurs amis et de la Croix-Rouge révolutionnaire. Comment Koba passa neuf mois à Solvytchégodsk, ce qu'il fit, ce qu'il étudia, nous ne le savons pas. Aucun document ne fut publié : pas d'écrits, pas de journaux, pas de lettres. Dans un dossier de la police locale portant la suscription « affaire Iossif Djougachvili », sous la rubrique « conduite », il est noté : « Grossier, insolent, irrespectueux envers les autorités. » Si l'« irrespect » était un trait commun aux révolutionnaires, la grossièreté était un trait personnel.

Au printemps 1909, Allilouïév, qui alors vivait déjà à Pétersbourg, reçut de Koba une lettre de son lieu de déportation le priant de lui envoyer son adresse. « Et, à la fin de l'été de la même année, Staline s'enfuit de déportation pour venir à Pétersbourg, où je le rencontrai par hasard dans une rue du quartier Litiéni. » Staline n'avait trouvé Allilouïév ni à son logement ni à son lieu de travail et avait dû flâner longtemps dans les rues, sans but. « Quand je le rencontrai par hasard dans la rue, il tombait de fatigue. » Allilouïév installa Koba chez le concierge d'un des régiments de la garde qui sympa-

thisait avec les révolutionnaires. « Staline s'y reposa tranquillement quelque temps, vit quelques membres de la fraction bolcheviste de la troisième Douma, puis partit pour le Midi, à Bakou... »

De nouveau à Bakou ! Ce n'était guère le patriotisme local qui avait pu l'y attirer. On doit plutôt supposer qu'à Pétersbourg, on ne connaissait pas Koba, que les députés à la Douma ne manifestèrent pas d'intérêt pour lui, que personne ne l'invita à rester et ne lui offrit l'aide si nécessaire à quelqu'un qui se trouve dans l'illégalité. « De retour à Bakou, il se remit avec énergie à renforcer les organisations bolchevistes... En octobre 1909, il arrive à Tiflis, organise et dirige la lutte de l'organisation bolcheviste de Tiflis contre les liquidateurs menchévistes. » Le lecteur reconnaît le style de Béria. Dans la presse illégale, Koba publie quelques articles qui n'ont guère d'intérêt que parce qu'ils furent écrits par le futur Staline. Vu l'absence de faits quelque peu clairs auxquels on puisse s'accrocher, la lettre écrite par Koba en décembre 1908 pour être publiée dans la presse du parti à l'étranger prend maintenant une importance exceptionnelle. Opposant le centre industriel actif, Bakou, au Tiflis mort des fonctionnaires, des boutiquiers et des artisans, la « Lettre du Caucase » explique d'une façon tout à fait correcte par la structure sociale de Tiflis la prédominance des menchéviks dans cette ville. Puis vient une polémique contre le chef inamovible de la social-démocratie géorgienne, Jordania, qui venait de proclamer encore une fois la nécessité d'« unir les forces de la bourgeoisie et du prolétariat ». Les ouvriers devaient renoncer à toute politique intransigeante, car, affirmait Jordania, « plus est faible la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, plus grande sera la victoire de la révolution bourgeoise... » Koba opposait à cela la thèse directement contraire : « La victoire de la révolution sera d'autant plus complète que la révolution s'appuiera davantage sur la lutte de classe du prolétariat, menant derrière lui les paysans pauvres contre les propriétaires fonciers et les bourgeois libéraux. » Tout cela était absolument juste quant au fond, mais ne contenait pas un seul mot nouveau ; depuis le printemps de 1905, la même polémique s'était répétée un nombre infini de fois. Si la correspondance était précieuse pour Lénine, ce n'était nullement parce qu'elle répétait comme un devoir d'écolier ses propres idées, mais comme une voix vivante venant de Russie à un moment où la majorité des voix s'étaient tues. Pourtant, en 1937, la « Lettre du Caucase » fut proclamée un « modèle classique de tactique léniniste-staliniste ». « Dans notre littérature et dans tout notre enseignement, écrit un des panégyristes, on n'a pas encore fait assez de lumière sur cet article d'une profondeur, d'une richesse de contenu et d'une importance historique exceptionnelles. »

« En mars et avril 1910, on réussit enfin, nous informe le même historien (un certain Rabitchev), à créer une section russe du Comité central. Staline fait partie de cette section. Mais elle fut arrêtée tout entière avant d'avoir pu commencer son travail. » Si cela est vrai, Koba, au moins formellement, entra au Comité central dès 1910. Un important jalon dans sa biographie ! Mais ce n'est pas vrai. Quinze ans avant Rabitchev, le vieux bolchevik Guermanov (Froumkine) raconta ce qui suit : « Lors d'un entretien entre Noguine et l'auteur de ces lignes, il fut décidé de proposer au Comité central de confirmer la liste suivante de cinq membres comme la section russe du Comité central : Noguine, Doubrovsky, Malinovsky, Staline et Milioutine. » Ainsi, il ne s'agissait pas d'une décision du Comité central, mais d'un projet de deux bolcheviks. « Nous connaissions tous les deux Staline personnellement, continue Guermanov, comme un des militants de Bakou les meilleurs et les plus actifs. Noguine alla à Bakou s'entretenir avec lui, mais pour un certain nombre de raisons, Staline ne put prendre sur lui les obligations de membre du Comité central. » Guermanov ne dit pas quel était au juste l'obstacle. Deux ans plus tard, Noguine lui-même écrivit sur son voyage à Bakou : « Staline (Koba) se trouvait dans une profonde clandestinité ; il était bien connu en ce

temps-là au Caucase et trouvait contraint de se cacher soigneusement dans les champs de pétrole de Balakhany. » Du récit de Noguine, il s'ensuit que celui-ci ne vit même pas Staline.

Le silence sur le caractère des raisons pour lesquelles Staline ne put entrer dans la section du Comité central suggère des déductions fort intéressantes. L'année 1910 fut la période du déclin le plus complet du mouvement et de la plus forte montée des tendances conciliatrices. En janvier se tint à Paris une assemblée plénière du Comité central où les conciliateurs remportèrent une victoire extrêmement instable. Il fut décidé de restaurer le Comité central en Russie, avec la participation des liquidateurs. Noguine et Guermanov étaient du nombre des bolcheviks conciliateurs. Le rétablissement de la section « russe », c'est-à-dire agissant illégalement en Russie, reposait sur Noguine. Vu l'absence de figures importantes, plusieurs tentatives furent faites pour attirer des provinciaux. De leur nombre était Koba, que Noguine et Guermanov connaissaient comme « un des meilleurs militants de Bakou ». Pourtant, rien ne sortit de ce projet. L'auteur bien informé de l'article allemand que nous avons déjà cité plus haut affirme que, bien que « les biographes bolchevistes officiels essaient de rendre inexistantes... l'expropriation et l'exclusion du parti, néanmoins les bolcheviks eux-mêmes étaient fort embarrassés quand il s'agissait de placer Staline à un poste de direction de quelque importance. » On peut supposer sans grand risque de se tromper que la raison de l'insuccès de la mission de Noguine fut la participation alors récente de Koba aux « actions de boïéviki ». La réunion de Paris avait condamné les expropriateurs comme des personnes guidées « par les intérêts mal compris du parti ». Luttant pour la légalité, les menchéviks ne pouvaient en aucun cas consentir à collaborer avec un organisateur connu d'expropriations. Noguine ne comprit cela, semble-t-il, qu'après des entretiens avec des menchéviks dirigeants du Caucase. Aucune section russe ne fut créée avec la participation de Koba. Notons que, des conciliateurs qui protégeaient Staline, Guermanov appartient au nombre de ceux qui disparurent sans laisser de traces ; quant à Noguine, seule une mort prématurée (en 1924) lui épargna le sort de Rykov, Tomsy, Guermanov et de ses autres proches amis.

Que Koba y ait joué un rôle de premier, de deuxième ou de troisième plan, son activité à Bakou eut indubitablement plus de succès qu'à Tiflis. Mais la tentative de représenter l'organisation de Bakou comme une citadelle du bolchévisme unique par son invincibilité appartient au domaine des mythes. A la fin de 1911, Lénine lui-même établit, par hasard, la base de ce mythe lorsqu'il mit l'organisation de Bakou, avec celle de Kiev, au nombre des « organisations exemplaires et avancées pour la Russie des années 1910 et 1911 », c'est-à-dire pour les années du déclin complet du parti et du début de sa renaissance. « L'organisation de Bakou exista sans interruption durant les années difficiles de réaction et prit la part la plus active à toutes les manifestations du mouvement ouvrier », dit une des notes au volume XV des Œuvres complètes de Lénine. Ces deux jugements, maintenant étroitement liés à l'activité de Koba, s'avèrent à l'examen complètement erronés. En fait Bakou, après un certain essor, passa par les mêmes étapes de déclin que les autres centres industriels du pays, certes avec un certain retard, mais, par contre, sous des formes encore plus graves.

Stopani, que nous connaissons déjà, écrit dans ses Mémoires : « Dès 1910, la vie politique et syndicale à Bakou s'éteint complètement. » Quelques vestiges des syndicats continuent encore à subsister quelque temps, et cela surtout avec la participation des menchéviks. « Notre activité bolcheviste s'éteint bientôt presque totalement, à cause d'échecs incessants, de l'absence de militants et de l'inclémence des temps en général. » En 1911, la situation va de mal en pis. Ordjonikidzé, qui visita Bakou en



mars 1912 lorsque les vagues d'une nouvelle montée se faisaient déjà clairement sentir dans tout le pays, écrivît dans une « lettre pour l'étranger : « Hier, on a réussi enfin à réunir quelques ouvriers... Il n'y a pas d'organisation, c'est-à-dire de centre local ; c'est pourquoi il a fallu se borner à des discussions privées... » Ces deux témoignages sont suffisants. Rappelons, en outre, le témoignage déjà cité d'Olmsky : « La renaissance fit les progrès les plus lents dans les villes où il y avait eu le plus d'engouement pour les « ex » (je donnerai comme exemples Bakou et Saratov). » L'erreur de Lénine dans l'appréciation de l'organisation de Bakou représente un cas fréquent de méprise chez un émigré qui doit juger de loin, sur la base d'informations partielles ou insuffisantes, parmi lesquelles il pouvait fort bien y avoir des communications exagérément optimistes de Koba lui-même.

Le tableau général apparaît en tout cas avec assez de clarté. Koba ne prit pas de part active au mouvement syndical, qui était alors l'arène principale de la lutte (Karianian, Stopani). Il n'apparaissait pas dans les réunions ouvrières (Vérechtchak), mais se trouvait dans une « profonde clandestinité » (Noguine). Il ne put pas « pour un certain nombre de raisons » entrer dans la section russe du Comité central (Guermanov). C'est à Bakou qu'il y eut le plus d'engouement pour les « ex » (Olmsky) et la terreur individuelle (Vérechtchak). La direction immédiate des « actions de boïéviki » de Bakou fût attribuée à Koba (Vérechtchak, Martov, etc ... ). Une telle activité exigeait constamment un retrait loin des masses dans une « profonde clandestinité ». Le butin monétaire maintint artificiellement pendant un certain temps l'existence de l'organisation illégale. Mais la réaction s'y fît sentir d'autant plus fortement et la renaissance se développa d'autant plus tard. Cette conclusion a une importance, non seulement biographique, mais aussi théorique, car elle aide à mettre en lumière certaines lois générales du mouvement des masses.

Le 24 mars 1910, le capitaine de gendarmerie Martynov fît savoir qu'il avait arrêté un certain Iossif Djougachvili, connu sous le nom de Koba, membre du comité de Bakou, « le militant politique le plus actif, qui jouait un rôle dirigeant » (admettons que le document n'ait pas été corrigé par la main de Béria). En liaison avec cette arrestation, un autre gendarme rapporta à ses supérieurs que « vu la participation persistante » de Djougachvili à l'activité révolutionnaire et sa « double évasion », lui, capitaine Galimbatovsky, « proposerait de prendre la mesure suprême de châtiement ». Il ne faut pas croire pourtant, qu'il s'agissait d'exécution : la « mesure suprême de châtiement » signifiait, dans l'ordre administratif, cinq ans de déportation dans des endroits isolés de Sibérie.

Entre temps, Koba se trouvait de nouveau à la prison de Bakou, qu'il connaissait bien. La situation politique dans le pays et le régime de la prison avaient subi de profonds changements dans les dix-huit mois écoulés. On était en 1910. La réaction triomphait sur toute la ligne, non seulement le mouvement des masses, mais aussi les expropriations, la terreur, les actes de désespoir individuel étaient tombés à leur point le plus bas. La prison était devenue plus sévère et plus silencieuse. Il n'était plus question de discussions collectives. Koba avait assez de loisirs pour étudier l'espéranto, si seulement il n'avait pas perdu son enthousiasme pour la langue de l'avenir. Le 27 août, par ordre du gouverneur du Caucase, il fut interdit à Djougachvili de vivre en Transcaucasie pendant cinq ans. Mais Pétersbourg resta sourd aux recommandations du capitaine Galimbatovsky, qui ne pouvait évidemment pas présenter de preuves sérieuses : Koba fut de nouveau envoyé dans la province de Vologda pour y finir son terme inachevé de deux ans de déportation. Les autorités de Pétersbourg n'avaient manifestement pas encore reconnu une sérieuse importance à Iossif Djougachvili.

## V

### NOUVELLE MONTÉE

#### I

Pendant cinq ans environ (1906-1911), Stolypine fut maître du pays. Il épuisa les ressources de la réaction jusqu'au bout. Le « régime du 3 juin » trouva le moyen de faire banqueroute dans tous les domaines, avant tout dans celui de la question agraire, Stolypine fut obligé de passer des combinaisons politiques à la matraque policière. Et pour que la faillite du système fût bien claire, l'assassin de Stolypine sortit des rangs mêmes de sa police secrète.

En 1910, la reprise industrielle était indiscutable. Devant les partis révolutionnaires, la question se posait de savoir comment ce changement de conjoncture allait se refléter sur la situation politique du pays. La majorité des social-démocrates conservaient la position schématique selon laquelle la crise rendait les masses plus révolutionnaires et la montée industrielle les apaisait. La presse des deux fractions, bolcheviks aussi bien que menchéviks, avait donc tendance à diminuer ou à nier complètement la reprise qui avait déjà commencé. La Pravda de Vienne faisait exception et, avec toutes ses illusions conciliatrices, défendait l'idée entièrement juste que les conséquences politiques d'une reprise comme d'une crise ne sont nullement automatiques, mais sont chaque fois déterminées à nouveau par le déroulement antérieur de la lutte et toute la situation du pays. Ainsi, après une montée industrielle au cours de laquelle une lutte gréviste de grande envergure a pu se dérouler, un brusque déclin de la conjoncture peut, si d'autres conditions nécessaires sont remplies, provoquer une montée révolutionnaire directe. Au contraire, après une longue période de montée révolutionnaire qui s'est terminée par une défaite, une crise industrielle, divisant et affaiblissant le prolétariat, peut définitivement tuer son esprit militant. D'autre part, une montée industrielle qui survient après une longue période de réaction est capable de régénérer le mouvement ouvrier, surtout sur le plan de la lutte économique, après quoi une nouvelle crise peut remettre l'énergie des masses sur les rails de la politique.

La guerre russo-japonaise et les secousses de la révolution avaient empêché le capitalisme russe de prendre sa place dans la montée industrielle mondiale des années 1903-1907. Entre temps, des combats révolutionnaires ininterrompus, des défaites et des répressions avaient épuisé la force des masses. La crise industrielle mondiale qui éclata en 1907 fit durer en Russie la longue dépression trois ans de plus et, loin de pousser les ouvriers à la lutte, dispersa encore plus leurs rangs et les affaiblit. Sous les coups des lock-out, du chômage et de la misère, les masses épuisées perdirent tout courage. Telle était la base matérielle des « succès » de la réaction de Stolypine. Le prolétariat avait besoin de la fontaine de jouvence d'une nouvelle montée industrielle

pour refaire ses forces, resserrer ses rangs, se sentir de nouveau un facteur indispensable de la production et plonger dans une nouvelle lutte.

Fin 1910, des démonstrations de rues, ce qu'on n'avait pas vu depuis longtemps, se produisirent à l'occasion de la mort du libéral Mouromtsev, l'ancien président de la première Douma, et de Léon Tolstoï. Le mouvement des étudiants entra dans une nouvelle phase. Superficiellement — et c'est ainsi que juge d'ordinaire l'idéalisme historique — il pouvait sembler que le foyer de la reprise politique était une mince couche d'intellectuels qui, par la force de leur exemple, commençaient à entraîner derrière eux les sommets de la classe ouvrière. En fait, la reprise n'allait pas de haut en bas, mais de bas en haut. Grâce à la montée industrielle, la classe ouvrière sortait peu à peu de sa torpeur. Pourtant, avant que les procès moléculaires dans les masses eussent pu s'exprimer ouvertement, ils venaient donner une certaine vigueur aux étudiants à travers les couches sociales intermédiaires. Grâce au fait que la jeunesse universitaire était bien plus prompte à se mettre en mouvement, la reprise se manifestait avant tout par des troubles parmi les étudiants. Pourtant, il était clair d'avance, pour l'observateur exercé, que les manifestations d'intellectuels n'étaient que le symptôme de procès bien plus profonds et importants dans le prolétariat.

En fait, la courbe du mouvement gréviste commence bientôt à monter. Certes, le nombre de grévistes s'élève, en 1911, à cent mille tout au plus (l'année précédente, il n'avait pas atteint la moitié) : la lenteur de la montée montre quelle torpeur il fallait vaincre. A la fin de l'année, les quartiers ouvriers avaient en tout cas un tout autre aspect qu'à son début. Après les bonnes récoltes de 1909 et 1910, qui donnèrent une impulsion à la montée industrielle, survint en 1911 une récolte désastreuse qui, sans arrêter la montée, voua vingt millions de paysans à la famine. La fermentation qui commença alors dans les villages mit de nouveau la question agraire à l'ordre du jour. La conférence bolcheviste de janvier 1912 avait pleinement raison de constater le « début d'une reprise politique ». Pourtant, un brusque changement ne se produisit qu'au printemps de 1912, après le fameux massacre des ouvriers de la Léna. Dans les profondeurs de la taïga, à 7000 verstes de Pétersbourg, à 2000 verstes du chemin de fer le plus proche, les parias de l'industrie de l'or, qui apportaient chaque année des millions de roubles de profit aux actionnaires anglais et russes, revendiquèrent la journée de huit heures, une augmentation de salaires et l'abolition des amendes. Les soldats appelés d'Irkoutsk tirèrent sur la foule sans armes. Cent cinquante tués, deux cent cinquante blessés ; privés de tout secours médical, les blessés moururent par dizaines.

Lors du débat à la Douma sur les événements de la Léna, le ministre de l'Intérieur, Makarov, fonctionnaire stupide, ni pire ni meilleur que les autres, déclara, aux applaudissements des députés de droite : « Il en fut ainsi, il en sera ainsi ! » Ces paroles étonnamment impudentes provoquèrent une décharge électrique. Les nouvelles annonçant des résolutions et des grèves de protestation commencèrent à affluer par téléphone et télégraphe, d'abord des usines de Pétersbourg, puis de tous les coins du pays. La réponse aux événements de la Léna ne peut se comparer qu'à la vague d'indignation qui, sept ans plus tôt, avait saisi les masses ouvrières après le Dimanche sanglant. « Peut-être, jamais encore depuis, 1905, écrivait un journal libéral, les rues de la capitale n'ont-elles vu une telle agitation. »

Staline se trouvait en ces journées-là à Pétersbourg, entre deux déportations. « Les coups de feu de la Léna ont rompu la glace du silence, écrivait-il dans le journal *Zvezda* [L'Etoile], dont nous aurons encore l'occasion de parler, et le fleuve du mouvement populaire s'est mis en mouvement. Il en mouvement !... Tout ce qui était mauvais et funeste dans le régime contemporain, tout ce qui faisait souffrir la Russie

martyre, tout cela s'est rassemblé dans un seul fait, dans les événements de la Léna. Voilà précisément pourquoi les coups de feu de la Léna ont donné le signal à des grèves et des manifestations.» Les grèves embrassèrent trois cent mille ouvriers environ. La grève du Premier Mai mobilisa quatre cent mille ouvriers. Selon des chiffres officiels, le total des grévistes en 1912 fut de sept cent vingt-cinq mille. Le nombre total d'ouvriers s'était accru de 20 % au moins dans les années de montée industrielle et le rôle économique du prolétariat, grâce à la concentration fébrile de la production, avait grandi bien davantage. Le réveil de la classe ouvrière se transmettait à toutes les autres couches du peuple. Le village affamé remuait pesamment. On observait des flambées de mécontentement dans l'armée et dans la flotte. « En Russie, la montée révolutionnaire, écrivait Lénine à Gorki en août 1912, est bien révolutionnaire. »

Le nouveau mouvement n'était pas la répétition de l'ancien, mais sa continuation. En 1905, la grève de janvier s'était accompagnée d'une pétition naïve au tsar. En 1912, les ouvriers lancent immédiatement le mot d'ordre de la république démocratique. Les idées, les traditions et les pratiques de 1905, enrichies par la dure expérience des années de réaction, donnent leurs fruits à cette nouvelle étape de la révolution. Dès le début, le rôle dirigeant appartient aux ouvriers. Dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne, la direction appartient aux bolcheviks. Cela annonçait, au fond, le caractère de la future révolution, bien que les bolcheviks ne s'en rendissent pas encore clairement compte. Ayant revigoré le prolétariat et lui ayant assuré un rôle dans la vie économique et politique du pays, la montée industrielle donna une base plus forte à la perspective de la révolution permanente. Le nettoyage des écuries de l'ancien régime ne pouvait se faire qu'avec le balai de la dictature prolétarienne. La révolution démocratique ne pouvait vaincre qu'en se transformant en révolution socialiste et en se dépassant ainsi elle-même.

Telle continuait à être la position du «trotskysme». Mais il avait son talon d'Achille : le conciliationnisme, lié à l'espoir d'une régénération révolutionnaire du menchévisme. La nouvelle montée, qui était « bien révolutionnaire », portait au conciliationnisme un coup irréparable. Le bolchévisme s'appuyait sur l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et lui apprenait à entraîner derrière elle les paysans pauvres. Le menchévisme s'appuyait sur la couche de l'aristocratie ouvrière et se tournait vers la bourgeoisie libérale. Dès que les masses entrèrent de nouveau dans l'arène de la lutte ouverte, il ne pouvait plus être question de « conciliation » entre ces deux fractions. Les conciliateurs devaient occuper de nouvelles positions : les révolutionnaires avec les bolcheviks, les opportunistes avec les menchéviks.

Cette fois-ci Koba reste plus de huit mois en déportation. De sa vie à Solvytchégodsk, des exilés avec qui il établit des rapports, des livres qu'il lut, des problèmes qui l'intéressaient, on ne sait presque rien. De deux lettres de lui qui datent de cette période-là, il est clair, pourtant, qu'il reçut des publications imprimées à l'étranger et eut la possibilité de suivre la vie du parti ou, pour mieux dire, celle de l'émigration, où la lutte entre les diverses fractions était entrée dans une phase aiguë. Plékhanov, avec un petit groupe de partisans, avait de nouveau rompu avec ses proches amis et pris la défense du parti illégal contre les liquidateurs : ce fut la dernière flambée de radicalisme chez cet homme remarquable, bientôt sur son déclin. Ainsi surgit le bloc inattendu paradoxal et éphémère de Lénine et Plékhanov. D'autre part, il s'était produit un rapprochement entre les liquidateurs (Martov, etc.), les vperiodistes (Bogdanov, Lounatcharsky) et les conciliateurs (Trotsky). Ce second bloc, totalement dépourvu de bases de principe, se forma d'une manière qui, jusqu'à un certain point, fut inattendue pour les participants eux-mêmes. Les conciliateurs essayaient toujours de « concilier »



bolcheviks et menchéviks mais, comme le bolchévisme, en la personne de Lénine, rejetait impitoyablement l'idée même de tout accord avec les liquidateurs, les conciliateurs passèrent naturellement à la position d'une alliance d'une semi-alliance avec les menchéviks et les vperiodistes. Le ciment de ce bloc épisodique, comme l'écrivait Lénine à Gorky, était la « haine du centre bolcheviste à cause de sa lutte impitoyable pour ses idées ». La question des deux blocs était à ce moment-là le sujet de vifs débats dans les rangs clairsemés du parti.

Le 31 décembre 1910, Staline écrit dans une lettre envoyée à l'étranger, à Paris : « Camarade Simon ! Hier j'ai reçu votre lettre par des camarades. Avant tout, chaleureux salut à Lénine, Kaménev et autres. » Cette introduction n'est plus réimprimée à cause du nom de Kaménev. Puis vient une estimation de la situation dans le parti. « A mon avis, la ligne du bloc, (Lénine-Plékhanov) est la seule normale... La main de Lénine est apparente dans le plan du bloc, c'est un moujik rusé et il sait où les écrevisses se cachent. Mais cela ne signifie pas encore que tout bloc soit bon. Le bloc trotskiste (il dirait la « synthèse »), c'est une absence pourrie de principes... Le bloc Lénine-Plékhanov est vivant parce qu'il est solidement bâti sur des principes, basé sur l'unité des conceptions dans la question des moyens de régénérer le parti. Mais précisément parce que c'est un bloc, et non une fusion, les bolcheviks doivent avoir leur propre fraction. » Tout cela correspondait aux points de vue de Lénine, car c'était au fond une simple paraphrase de ses articles et servait seulement à montrer une prétendue fidélité aux principes. Après avoir proclamé plus loin, comme en passant, que le « principal », ce n'est pas l'émigration, mais le travail pratique en Russie, Staline se hâte maintenant d'expliquer que le travail pratique signifie l'« application des principes ». Après avoir renforcé sa position en répétant le mot de « principe », Koba en vient au fond de l'affaire. « ... Selon moi, écrit-il, notre première tâche, celle qui ne souffre pas de retard, c'est d'organiser un groupe central (russe) qui coordonne le travail illégal, semi-légal et légal... Un tel groupe est aussi nécessaire que l'air, que le pain. » Il n'y avait rien de neuf dans le plan lui-même. Lénine avait fait plus d'une tentative de reconstruire le noyau russe du Comité central depuis le congrès de Londres, mais la décomposition du parti les avait jusqu'alors vouées à l'échec. Koba propose de convoquer une conférence des militants du parti. « Il se peut très bien que cette conférence trouve les gens qu'il faut pour le groupe central mentionné plus haut. » Après avoir révélé son désir de faire passer le centre de gravité du parti de l'étranger en Russie, Koba se hâte encore une fois d'apaiser des craintes possibles de Lénine. Il faut agir fermement et impitoyablement, sans craindre les reproches des liquidateurs, des trotskistes, des vperiodistes... » Avec une modestie calculée, il parle du groupe central qu'il envisage : « Appelez-le comme vous voulez, « section russe du Comité central » ou « groupe auxiliaire auprès du Comité central » c'est indifférent. » La fausse indifférence servait à couvrir l'ambition personnelle de Koba. « Maintenant, parlons de moi. Il me reste six mois à tirer. Après quoi, je suis prêt à servir. Si le besoin de militants est aigu, je peux disparaître immédiatement. » Le but de la lettre est clair : Koba pose sa candidature. Il veut être, enfin, membre du Comité central. L'ambition de Koba, nullement répréhensible en soi, bien entendu, jette une lumière inattendue sur une autre de ses lettres, adressée à des bolcheviks de Moscou. « C'est le Caucasiens Sosso qui vous écrit, ainsi commence la lettre, vous vous souvenez de 1904 à Tiflis et à Bakou. Avant tout, mon chaleureux salut à Olga, à vous, à Guernanov. I.M. Golybev, avec qui je passe mes journées de déportation, m'a parlé de vous tous. Guernanov me connaît comme K.b.a (il comprendra). » Il est curieux qu'à ce moment-là, en 1911, Koba soit forcé de se rappeler au souvenir de vieux membres du parti à l'aide d'indications fortuites et indirectes : il est encore peu connu ou menacé d'être oublié. « Je finis [mon terme] en juillet, continue-t-

il, Ilitch et Compagnie me demandent de venir à l'un des deux centres sans attendre la fin de mon terme. Je voudrais bien le terminer (une personne légale a plus de liberté)... Mais, si le besoin est grand (j'attends leur réponse), alors, évidemment, je disparaîtrai... Ici, on suffoque de ne rien faire, j'étouffe littéralement.»

Du point de vue de la prudence élémentaire, cette partie de la lettre semble étonnante. Un déporté, dont les lettres risquent toujours de tomber dans les mains de la police, sans aucune nécessité pratique apparente, parle à des membres du parti qu'il connaît fort peu, de sa lettre conspirative avec Lénine, du fait que l'on veut le persuader de s'enfuir et que, s'il le faut, «il disparaîtra, évidemment». Comme nous le verrons, la lettre tomba réellement dans les mains des gendarmes, qui établirent sans peine l'identité de l'expéditeur et de toutes les personnes mentionnées par lui. Une seule explication de cette imprudence s'impose : vanité impatiente ! Le « caucasien Sosso », que l'on n'avait peut-être pas assez remarqué en 1904, ne peut résister à la tentation de faire savoir aux bolcheviks de Moscou est maintenant mis par Lénine lui-même au nombre des militants centraux du parti.

Pourtant, la vanité ne joue qu'un rôle auxiliaire. La clef de cette lettre énigmatique se trouve dans la dernière partie. « Nous avons, évidemment, entendu parler de là « tempête dans un verre d'eau » à l'étranger : le bloc Lénine-Plékhanov, d'une part, et le bloc Trotsky-Martov-Bogdanov, de l'autre. L'attitude des ouvriers envers le premier bloc est, autant que je sache favorable. Mais les ouvriers commencent à regarder l'émigration en général avec dédain : « Qu'ils demandent la lune autant que le cœur leur en dit ; mais nous à qui les intérêts du mouvement sont chers, travaillons, et le reste s'arrangera ! — C'est selon moi, ce qu'il y a de mieux à faire. » Lignes étonnantes ! Staline considérait la lutte de Lénine contre le liquidationnisme et le conciliationnisme comme une « tempête dans un verre d'eau ». « Les ouvriers commencent à regarder l'émigration avec dédain » (y compris l'état-major bolcheviste) — et Staline est avec eux. « Nous, à qui les intérêts mouvement sont chers, travaillons, et le reste s'arrangera. » Les intérêts du mouvement semblent indépendants de la lutte théorique qui en élabore le programme.

Entre les deux documents, quelque peine qu'on ait à le croire, vingt-quatre jours tout au plus se sont écoulés ! Dans la lettre destinée à Lénine, les délimitations et regroupements qui se produisent à l'étranger semblent avoir une importance décisive pour l'activité pratique en Russie. Cette activité elle-même est modestement définie comme une « application » des « principes » élaborés dans l'émigration. Dans la lettre adressée aux praticiens russes, la lutte de l'émigration dans son ensemble n'est plus qu'un objet de raillerie. Si dans la première lettre, Lénine est traité de « moujik rusé » qui sait « où les écrevisses se cachent » (ce proverbe russe ne signifie nullement, soit dit en passant, ce que Staline veut dire), dans la seconde lettre Lénine apparaît tout simplement comme un émigré maniaque qui demande la lune. « La logique des choses suit, par sa nature, des principes stricts. » Mais la lutte pour cette logique s'avère être une « tempête dans un verre d'eau ». Si les ouvriers de Russie commencent à regarder l'« émigration », y compris la lutte de Lénine pour les principes », avec dédain, « c'est, selon moi, ce qu'il y a de mieux à faire ». Staline flatte manifestement l'indifférence envers la théorie et le sentiment de fausse supériorité des praticiens myopes.

Un an et demi plus tard, quand, sous l'influence du renouveau qui commençait déjà à se faire sentir, la lutte devint encore plus vive dans l'émigration, le demi-bolchevik sentimental Gorki se plaignait dans une lettre à Lénine des « chamailleries » de l'émigration, la tempête dans le verre d'eau. « Quant aux chamailleries des social-démocrates, lui répondit Lénine avec rudesse, ceux qui aiment crier là-dessus, ce sont

les bourgeois, les libéraux, les socialistes-révolutionnaires, ceux qui ont une attitude peu sérieuse dans les grandes questions, ceux qui suivent les autres, font de la diplomatie, se contentent d'éclectisme... » « L'affaire de ceux qui ont compris que les « chaudières » ont des racines dans les idées... insiste-t-il dans une lettre ultérieure, est d'aider les masses à découvrir ces racines et non pas de leur donner raison lorsqu'elles considèrent ces querelles comme l'affaire personnelle des généraux. » « Actuellement en Russie, insiste Gorki, il y a, parmi les ouvriers, beaucoup d'excellents jeunes gars, mais ils sont furieusement contre l'émigration... » Lénine répond : « C'est vrai, mais ce n'est pas la faute des « chefs ». Il faut lier ce qui a été séparé, mais insulter les chefs, c'est bon marché, trivial et fort peu utile... » C'est comme si dans ses répliques tempérées à Gorki, Lénine polémiquait avec indignation contre Staline.

Une comparaison attentive des deux lettres, qui, à ce que pensait l'auteur, ne devaient jamais se rencontrer, est extrêmement précieuse pour comprendre le caractère et les procédés de Staline. Sa véritable attitude envers les « principes » s'exprime plus justement dans la seconde lettre : « Travaillons, et le reste s'arrangera. » Telles étaient au fond les conceptions de bien des conciliateurs qui ne voyaient pas très loin. Staline emploie des expressions grossièrement méprisantes envers l'«émigration», non seulement parce que la grossièreté est en général son propre, mais surtout parce qu'il compte sur la sympathie des « praticiens », de Guermanov en particulier. Il connaît bien leur état d'esprit par Goloubev, déporté récemment arrivé de Moscou. Le travail en Russie allait mal, l'organisation clandestine avait atteint le point le plus bas de son déclin et les praticiens étaient toujours prêts à décharger leur bile sur les émigrés, qui faisaient bien du bruit pour des vétilles.

Pour comprendre le dessein pratique qui se cache derrière la duplicité de Staline il faut se rappeler que Guermanov, qui, quelques mois plus tôt, avait proposé la candidature de Koba au Comité central, était étroitement lié à d'autres conciliateurs, influents dans les sommets du parti. Koba juge opportun de montrer à ce groupe sa solidarité avec lui. Mais il se rend trop clairement compte de la puissance de l'influence de Lénine et commence donc par une déclaration de fidélité aux « principes ». Dans la lettre envoyée à Paris, il s'adapte à l'intransigeance de Lénine, qu'il craignait, dans la lettre aux bolcheviks de Moscou, il les incite contre Lénine, qui « demande la lune » à tort et à travers. La première lettre est une grossière répétition des articles de Lénine contre les conciliateurs. La seconde répète les arguments des conciliateurs contre Lénine. Et tout cela à vingt-quatre jours de distance.

Certes, la lettre au « camarade Simon » contient une phrase prudente : l'émigration « n'est pas tout et n'est même pas le principal. Le principal, c'est l'organisation du travail en Russie ». D'autre part, dans la lettre aux bolcheviks de Moscou, il y a une remarque apparemment jetée par hasard : l'attitude des ouvriers envers le bloc Lénine-Plékhanov est, autant que je sache, favorable ». Mais ce qui dans une lettre est une correction secondaire devient dans l'autre le point de départ d'un développement des idées dans la direction opposée. D'imperceptibles réserves, presque des réserves mentales, ont apparemment pour objet d'adoucir la contradiction qui existe entre les deux lettres. En fait, elles ne font que trahir la mauvaise conscience de l'auteur.

La technique de l'intrigue, quelque primitive elle soit, est suffisante pour le but tracé. C'est à dessein que Koba n'écrit pas directement à Lénine, préférant adresser sa lettre à « Simon » : cela lui permet de parler de Lénine sur un ton d'admiration familière, sans le forcer à aller plus au fond de la question. Les véritables mobiles de Koba ne restèrent pas, il faut croire, un secret pour Lénine. Mais celui-ci traita l'affaire en homme politique. Un révolutionnaire professionnel qui, dans le passé, a fait preuve de

volonté et de décision, voulait maintenant s'élever dans l'appareil du parti. Lénine en prit note. De son côté, Guermanov nota, lui aussi, que les conciliateurs auraient un allié en Koba. Le but était ainsi atteint, au moins pour le moment. Ensuite, on verrait. Koba avait assez de dons pour devenir un membre en vue du Comité central. Son ambition était pleinement légitime. Mais étonnantes sont les voies que le jeune révolutionnaire prend pour arriver au but : la duplicité, le mensonge et le cynisme intellectuel !

Dans l'activité clandestine, les lettres compromettantes étaient anéanties, les contacts personnels avec l'émigration étaient rares : Koba ne craignait pas que ses deux lettres pussent être comparées. Si ces deux documents humains inappréciables ont été préservés pour la postérité, le crédit en revient entièrement aux censeurs de la poste tsariste. Le 23 décembre 1925, lorsque le régime totalitaire était encore fort loin d'avoir atteint l'automatisme d'aujourd'hui, le journal de Tiflis *Zaria Vostoka* [L'Aube de l'Orient] publia, par imprudence, la lettre de Koba aux bolcheviks de Moscou, trouvée dans les archives tsaristes. Il n'est pas difficile de s'imaginer le lavage de tête que reçut la malheureuse rédaction ! Par la suite, la lettre ne fut jamais réimprimée et aucun des biographes officiels ne l'a jamais mentionnée.

Malgré le grand besoin de militants, Koba ne « disparut pas immédiatement », c'est-à-dire ne s'enfuit pas, mais attendit, cette fois-ci, l'expiration de sa peine. Les journaux apportaient les nouvelles de meetings d'étudiants et de manifestations de rues. Pas moins de dix mille personnes s'étaient rassemblées sur la Perspective Nevsky. Les ouvriers commençaient à se joindre aux étudiants. « N'est-ce pas le début d'un changement ? » demandait Lénine dans un article, quelques semaines avant de recevoir la lettre envoyée par Koba de son lieu de déportation. Dans les premiers mois de 1911, la reprise devient incontestable. Koba, qui avait déjà trois évasions à son crédit, attend maintenant tranquillement la fin de son terme. La période du nouvel éveil printanier le laisse pour ainsi dire indifférent. On peut penser qu'au souvenir de l'expérience de 1905, il craignait la nouvelle vague.

Tous les biographes, sans exception, parlent d'une nouvelle évasion de Koba. En fait, aucune évasion n'était nécessaire : sa déportation finit en juillet 1911. Le département de police de Moscou, mentionnant en passant Iossif Djougachvili, le caractérise, cette fois-ci, comme quelqu'un qui « a terminé un terme de déportation administrative dans la ville de Solvychégodsk ». La conférence des membres bolchevistes du Comité central, qui s'était tenue entre temps à l'étranger, nomma une commission spéciale pour préparer la conférence du parti, commission composée, semble-t-il, de Koba et de quatre autres personnes. Sa déportation terminée, il se rend à Bakou et à Tiflis pour secouer les bolcheviks locaux et les inciter à participer à la conférence. Il n'y avait pas au Caucase d'organisations bien définies, il fallait, pour ainsi dire, repartir de zéro. Les bolcheviks de Tiflis approuvèrent un appel écrit par Koba sur la nécessité d'un parti révolutionnaire. « Malheureusement, outre les obstacles politiques, les provocateurs et autres canailles, les ouvriers avancés, dans notre propre cause du renforcement de notre parti social-démocrate, doivent se heurter à un nouvel obstacle dans nos rangs mêmes, à savoir, des gens qui ont une psychologie bourgeoise. » Il s'agissait des liquidateurs. L'appel se terminait par une de ces images familières à notre auteur : « Les sombres nuages sanglants de la noire réaction qui pèsent sur le pays commencent à se dissiper, commencent à faire place aux nuées orageuses du courroux et de la révolte populaires. Le fond noir de notre vie est traversé d'éclairs, et dans le lointain des lueurs s'allument, la tempête approche... » L'appel avait pour objet d'annoncer la formation du groupe de Tiflis et de permettre ainsi aux quelques bolcheviks locaux de participer à la conférence qui allait se tenir.



Koba quitta légalement la province de Vologda. Il est douteux qu'il soit allé légalement du Caucase à Pétersbourg : il était d'ordinaire interdit aux anciens déportés, pendant un certain temps, de vivre dans les centres du pays. Mais, avec ou sans permission, le provincial arrive finalement sur le sol de la capitale. Le parti vient à peine de sortir de sa torpeur. Les meilleures forces sont en prison, en déportation ou dans l'émigration. C'est précisément pourquoi on avait besoin de Koba à Pétersbourg. Sa première apparition dans l'arène de la capitale n'a pourtant qu'un caractère épisodique. Entre la fin de sa déportation et sa nouvelle arrestation, il se passe deux mois tout au plus, dont il faut retirer deux ou trois semaines pour le voyage au Caucase. Nous ne savons pas du tout comment Koba se familiarisa avec une situation jusqu'alors inconnue de lui ni comment il se mit au travail dans ce nouveau milieu.

Le seul témoignage sur cette période est une correspondance très courte envoyée par Koba à l'étranger, décrivant une réunion secrète de quarante social-démocrates du rayon de Vyborg. Selon cette correspondance, l'idée principale du rapport fait à la conférence par un liquidateur en vue était soutenue dans ces mots : « Il ne faut pas d'organisations qui ressemblent à un parti », car, pour l'activité dans l'arène publique, il suffit de « groupes d'initiative » qui s'occuperaient d'arranger des conférences publiques et des réunions légales sur des questions d'assurances sociales, de politique municipale, etc. Le plan des liquidateurs de s'adapter à la monarchie pseudo-constitutionnelle s'était heurté, selon les termes de la correspondance, à la résistance unanime des ouvriers, y compris les menchéviks. A la fin de la réunion, tous, sauf le rapporteur, votèrent pour un parti révolutionnaire illégal. Lénine, ou Zinoviev, ajouta à la lettre de Pétersbourg une note de la rédaction disant : « La correspondance du camarade mérite la plus grande attention de tous ceux à qui le parti est cher... Il est difficile d'imaginer une meilleure réfutation des conceptions et des espoirs de nos conciliateurs et pacificateurs. Le cas décrit par le camarade K. est-il exceptionnel ? Non, c'est un cas typique... » Pourtant, il est bien rare que « le parti reçoive des informations aussi précises, ce dont nous devons être reconnaissant au camarade K. ». Au sujet de cet épisode journalistique, l'Encyclopédie soviétique écrit : « Les lettres et articles de Staline expriment l'unité inébranlable dans la lutte et dans l'orientation politique qui existait entre Lénine et son génial compagnon d'armes. » Pour en arriver à cette appréciation, il fallut faire paraître, l'une après l'autre, plusieurs éditions de l'Encyclopédie, tout en exterminant pendant cette opération plus d'un de ceux qui les avaient rédigées.

Allilouïev raconte comment, approchant de lui dans les premiers jours de septembre, il remarqua des policiers à sa porte et trouva Staline et un autre bolchevik géorgien dans son logement. Quand Allilouïev mentionna les « mouchards », Staline lança une réplique pas très courtoise : « Que diable y-a-t-il ? Les camarades deviennent des petits-bourgeois apeurés et des philistins ! » Les policiers étaient, pourtant, bien réels : le 9 septembre, Koba fut arrêté et dès le 22 décembre, il arrivait à son lieu de déportation, cette fois-ci Vologda, capitale de la province du même nom, c'est-à-dire dans des conditions plus favorables qu'auparavant. Il est possible que la déportation ait été une simple punition pour séjour illégal à Pétersbourg.

Le centre bolcheviste à l'étranger continuait à envoyer en Russie des émissaires pour préparer la conférence. Les liaisons entre les groupes social-démocrates locaux s'établissaient lentement et étaient souvent rompues. La provocation sévissait, les arrestations faisaient des ravages. Pourtant, la sympathie que l'idée de la conférence avait rencontrée parmi les ouvriers avancés montra tout à coup, selon les termes d'Olminsky, que « les ouvriers n'avaient fait que tolérer les liquidateurs, mais qu'au fond ils étaient bien loin d'eux ». Les émissaires réussissaient, malgré des conditions extrê-

mement difficiles, à établir la liaison avec toute une série de groupes illégaux locaux. « C'était comme une bouffée d'air frais », écrit le même Olminsky.

A la conférence, qui s'ouvrit le 5 janvier 1912 à Prague, assistaient quinze délégués envoyés par deux dizaines de groupes clandestins, la plupart très faibles. Des rapports des délégués sur les divers groupes locaux se dessina un tableau assez clair de la situation du parti : les rares organisations locales se composaient presque exclusivement de bolcheviks, avec un grand pourcentage de provocateurs, qui trahissaient le groupe dès qu'il levait la tête. La situation était particulièrement triste au Caucase. « Il n'y a pas d'organisation à Tchiatouri », déclara Ordjonikidzé à propos du seul centre industriel de Géorgie. « A Batoum, aucune organisation non plus. » A Tiflis, « c'est le même tableau. Dans les dernières années, aucun tract, aucune activité illégale. » Malgré la faiblesse si manifeste des groupes locaux, la conférence sentit passer sur elle un nouveau souffle d'optimisme. Les masses se mettaient en mouvement, le parti sentait dans les voiles un vent propice.

Les décisions prises à Prague fixèrent pour longtemps la marche du parti. En premier lieu, la conférence jugea nécessaire de « créer des noyaux social-démocrates illégaux entourés d'un réseau aussi étendu que possible de sociétés ouvrières légales de sortes ». La mauvaise récolte, qui avait voué deux millions de paysans à la famine, confirma une fois de plus, selon les termes de la conférence, « l'impossibilité d'assurer à la Russie un développement bourgeois quelque peu normal tant que sa politique est dirigée... par la classe des propriétaires fonciers à mentalité féodale ». « La prise du pouvoir par le prolétariat, menant derrière lui la paysannerie, reste toujours la tâche de la révolution démocratique en Russie. » La conférence déclara que la fraction des liquidateurs se trouvait hors du parti et appela tous les social-démocrates, « sans distinction de tendances et de nuances », à mener la lutte contre le liquidationnisme pour le rétablissement du parti illégal. Ayant ainsi rendu complète la rupture avec les menchéviks, la conférence de Prague ouvrit l'ère de l'existence propre du parti bolcheviste, lequel avait désormais son propre Comité central.

La récente Histoire du parti, publiée sous la direction de Staline en 1938, dit : « Firent partie du nouveau Comité central : Lénine, Staline, Ordjonikidzé, Sverdlov, Golochtchékine, etc... Staline et Sverdlov furent élus au Comité central en leur absence, car ils se trouvaient en déportation. » Cependant, dans un recueil officiel de documents du parti (1926), nous lisons : « La conférence élut un nouveau Comité central, dont firent partie Lénine, Zinoviev, Ordjonikidzé, Spandarian, Victor (Ordynsky), Malinovsky et Golochtchékine. » L'Histoire ne met pas dans le Comité central, d'une part, Zinoviev, de l'autre, le provocateur Malinovsky par contre, elle y met Staline, qui n'était pas sur la vieille liste. L'explication de cette énigme peut faire la lumière aussi bien sur la situation de Staline dans le parti en ce temps-là que sur les méthodes actuelles de l'historiographie de Moscou. En fait, Staline ne fut pas élu à la conférence, mais entra dans le Comité central peu après la conférence, au moyen de ce qu'on appelait la cooptation. Cela est mentionné de manière tout à fait précise dans le recueil officiel plus haut : « Par la suite furent cooptés au Comité central les camarades Koba (Djougachvili-Staline) et Vladimir (Biélosfotsky, ancien ouvrier de l'usine Poutilov). » De même, selon des documents du département de police de Moscou, Djougachvili entra au Comité central après la conférence « en vertu du droit de cooptation qu'avaient les membres du Comité central ». Tous les manuels soviétiques sans exception, jusqu'à fin 1929, lorsque furent publiées des instructions de Staline qui bouleversèrent la science de l'histoire, donnent exactement la même information. Dans une publication consacrée en 1937 à la conférence, à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire nous

lisons déjà : « Staline ne put prendre part aux travaux de la conférence de Prague, car il se trouvait alors en déportation à Solvytchégodsk. A ce moment-là, Lénine et le parti voyaient déjà en Staline un dirigeant important... C'est pourquoi, sur la proposition de Lénine, les délégués à la conférence élurent Staline au Comité central en son absence. »

La question de savoir si Koba fut élu à la conférence ou coopté par la suite au Comité central peut sembler secondaire. En réalité, il n'en est rien. Staline voulait entrer au Comité central. Lénine jugeait nécessaire de l'y faire entrer. Le choix, entre divers candidats possibles, était si restreint que quelques figures tout à fait secondaires firent partie du Comité central. Pourtant, Koba ne fut pas élu. Pourquoi ? Lénine n'était nullement un dictateur dans le parti. Et un parti révolutionnaire n'aurait pas souffert une telle dictature ! Après des entretiens préliminaires avec les délégués, Lénine jugea plus raisonnable, semble-t-il, de ne pas mettre en avant la candidature de Koba. « Quand en 1912 Lénine fit entrer Staline dans le Comité central du parti, écrit Dmitrievsky, cet acte provoqua l'indignation. Ouvertement, nul ne s'y opposa. Mais l'indignation s'exprima dans les entretiens privés. » Les informations de cet ancien diplomate, qui en général ne méritent guère de confiance, présentent néanmoins un certain intérêt, en tant qu'écho des souvenirs et des potins échangés par la bureaucratie. Lénine, c'est certain, se heurta à une sérieuse opposition. Il ne restait qu'une voie : attendre que la conférence fût terminée et faire appel à l'étroit cercle dirigeant qui, soit s'en remettait à la recommandation de Lénine, soit partageait son appréciation du candidat. Ainsi Staline entra pour la première fois au Comité central par la petite porte.

L'histoire de l'organisation intérieure du Comité central a subi les mêmes métamorphoses. « Le Comité central... sur la proposition de Lénine, forma un bureau du Comité central avec le camarade Staline à sa tête pour diriger l'activité du parti en Russie. Dans ce bureau russe du Comité central, il y avait, outre Staline, Sverdlov, Spandarian, Ordjonikidzé, Kalinine. » Voilà ce que raconte Béria qui au moment où nous travaillons à ce présent chapitre vient d'être nommé chef de la police secrète de Staline : ses mérites « scientifiques » ne sont pas restés sans récompense. Pourtant, c'est en vain qu'on chercherait dans les documents des preuves à l'appui de cette version, que la récente Histoire répète. Il faut dire avant tout que nul n'était jamais placé « à la tête » des institutions du parti : une telle manière de conduire les élections n'existait pas du tout. Selon un vieux manuel officiel, le Comité central élu « un bureau composé de : Ordjonikidzé, Spandarian, Staline et Golochtchékine ». C'est la même liste que donnent les notes aux Œuvres complètes de Lénine. Dans les papiers du département de police de Moscou, les trois premiers, « Timoféï, Sergo et Koba », sont nommés, sous leur nom d'emprunt, comme étant membres du bureau russe du Comité central. Il n'est pas sans intérêt de noter que, sur toutes les vieilles listes, Staline se trouve invariablement à la dernière ou avant-dernière place, ce qui n'aurait pu être, évidemment, s'il avait été placé « à la tête ». Golochtchékine, éliminé à temps de l'appareil par l'une des dernières épurations, se trouva aussi enlevé du bureau de 1912 ; sa place fut prise par le fortuné Kalinine. L'histoire est devenue de l'argile docile entre les mains du potier.

Le 24 février, Ordjonikidzé annonce à Lénine qu'il a rendu visite à Ivanovitch (Staline) à Vologda : « Je me suis définitivement arrangé avec lui. Il est satisfait de l'issue de l'affaire. » Il s'agit des décisions de la conférence de Prague. Koba apprit qu'il avait enfin été coopté dans le « centre » qui venait de se créer. Dès le 28 février, il s'évade de déportation, avec son nouveau titre de membre du Comité central. Après un bref séjour à Bakou, il se rend à Pétersbourg. Il avait eu, deux mois plus tôt, trente-deux ans.

Le passage de Koba de l'arène provinciale à l'arène nationale coïncide avec le nouvel essor du mouvement ouvrier et le développement relativement large de la

presse ouvrière. Sous la pression des forces souterraines, les autorités tsaristes avaient perdu leur assurance antérieure. La main du censeur avait faibli. Les possibilités légales s'étaient élargies. Le bolchévisme était apparu dans l'arène publique avec un hebdomadaire d'abord, puis un quotidien. Les possibilités d'influencer les ouvriers avaient grandi d'un seul coup. Le parti continuait à rester clandestin, mais les rédactions de ses journaux étaient en même temps les états-majors légaux de la révolution. Le nom de la Pravda de Pétersbourg donna sa teinte à toute une période du mouvement ouvrier, lorsque les bolcheviks étaient appelés pravdistes. Durant les deux ans et demi que le journal vécut, le gouvernement l'interdit huit fois, mais il reparut chaque fois sous quelque nom semblable. Dans les questions les plus épineuses, la Pravda était assez souvent contrainte de se borner à des allusions, et de se faire entendre à demi-mot. Mais les agitateurs et les appels clandestins disaient pour elle ce qu'elle ne pouvait dire ouvertement. Les ouvriers avancés avaient en outre appris à lire entre les lignes. Le tirage de quarante mille exemplaires peut sembler bien modeste à l'échelle de l'Europe occidentale ou de l'Amérique. Mais, avec l'acoustique politique vibrante de la Russie tsariste, le journal bolcheviste trouvait, par-delà ses abonnés et lecteurs immédiats, un écho parmi des centaines de milliers d'hommes. C'est ainsi que se groupa autour de la Pravda la jeune génération révolutionnaire, sous la direction des vétérans qui avaient tenu bon pendant les années de réaction. « La Pravda de 1912, c'est la pierre de base de la victoire du bolchévisme en 1917 », écrivit par la suite Staline, sans manquer de noter sa participation à cette activité.

Lénine, à qui la nouvelle de l'évasion de Staline n'était pas encore parvenue, se plaignait le 15 mars : « Rien d'Ivanovitch. Que se passe-t-il avec lui ? Où est-il ? Comment va-t-il ? ... » Les hommes étaient rares. Il n'y avait même pas les hommes qu'il fallait dans la capitale. Dans la même lettre, Lénine écrivait qu'à Pétersbourg on avait « diablement » besoin d'une personne légale, « car les choses vont mal là-bas. C'est une guerre enragée et difficile. Nous n'avons ni informations, ni direction, ni contrôle sur le journal. » La « guerre enragée et difficile », c'était celle que Lénine menait contre la rédaction de la Zvezda, qui ne voulait pas faire la guerre aux liquidateurs. « Battez-vous plus vigoureusement contre le Jivoïé Diélo [La Cause vivante, journal des liquidateurs], alors la victoire est assurée. Sinon, ça va mal. Ne craignez pas les polémiques... », insistait encore Lénine en mars 1912. Tel est le leitmotiv de toutes ses lettres de cette époque.

« Que se passe-t-il avec lui ? Où est-il ? Comment va-t-il ? » C'est ce que nous pourrions répéter après Lénine. Le véritable rôle de Staline, joué comme toujours dans les coulisses, n'est pas facile à déterminer : il faut une analyse attentive des faits et documents. Ses pleins pouvoirs, en tant que membre du Comité central de Pétersbourg, c'est-à-dire en tant qu'un des dirigeants officiels du parti, s'étendaient évidemment aussi à la presse légale. Pourtant, ce fait fut voué à un oubli complet jusqu'au moment où vinrent les instructions aux « historiens ». La mémoire collective a ses lois, lesquelles ne coïncident pas toujours avec les règlements du parti. La Zvezda avait été fondée en décembre 1910, quand s'étaient manifestés les premiers signes de reprise. « Lénine, Zinoviev et Kaménev, dit une notice officielle, participèrent de l'étranger de la façon la plus étroite à la préparation de la publication et au travail de rédaction. » Parmi les principaux collaborateurs en Russie, les éditeurs des Œuvres complètes de Lénine nomment onze personnes, oubliant d'inclure parmi elles Staline. Pourtant, il collabora certainement au journal et, par sa position, avait de l'influence sur lui. Nous rencontrons le même manque de mémoire – il faudrait maintenant dire : sabotage de mémoire — dans tous les vieux manuels et livres de souvenirs. Même dans le numéro spécial que la Pravda consacra en 1927 à son quinzième anniversaire, pas un seul ar-



ticle, pas même l'article de tête ne mentionne le nom de Staline. Quand on étudie les vieilles publications, on n'en croit parfois pas ses yeux !

La seule exception, jusqu'à un certain point, ce sont les précieux souvenirs d'Olmsky, ancien collaborateur de la *Zvezda* et de la *Pravda*, qui caractérise le rôle de Staline dans les termes suivants : « Staline et Sverdlov apparurent à Pétersbourg à différents moments après leur évaison de déportation... Leur présence à Pétersbourg (jusqu'à leur nouvelle arrestation) fut courte, mais réussit à produire un effet considérable sur l'activité du journal, de la fraction, etc. » Cette simple indication, faite d'ailleurs, non pas dans le texte principal, mais dans une note en bas de page, caractérise probablement la situation de la manière la plus exacte. Staline apparut à Pétersbourg pour très peu de temps, exerça une pression sur l'organisation, sur la fraction à la Douma, sur le journal, et disparut de nouveau. Ses apparitions étaient trop épisodiques, son influence trop dérivée de l'appareil, ses idées et articles trop quelconques pour se graver dans les mémoires. Quand des hommes n'écrivent pas leurs souvenirs sous la contrainte, ils ne se rappellent pas les fonctions officielles des bureaucrates, mais l'activité réelle des personnes vivantes, les faits clairs, les formules précises, les propositions originales. Staline ne s'est jamais fait remarquer par rien de semblable. Rien d'étonnant à ce qu'à côté du brillant original, nul ne se soit souvenu de la grise copie. Certes, Staline ne faisait pas que répéter Lénine. Tenu de soutenir les, conciliateurs, il continuait à suivre en même temps les deux lignes que nous connaissons par ses lettres de Solvytchégodsk : avec Lénine contre les liquidateurs, avec les conciliateurs contre Lénine. La première ligne, il la suivait d'une façon ouverte, la seconde d'une façon masquée. Mais la lutte qu'il menait contre le centre à l'étranger n'a pas inspiré les auteurs de Mémoires, quoique pour une autre raison : ils participèrent tous, activement ou passivement, au « complot » des conciliateurs contre Lénine et préférèrent donc par la suite se détourner de cette page du passé du parti. C'est seulement après 1929 que la position officielle de Staline en 1912, en tant que représentant du Comité central, fut mise à la base d'une nouvelle interprétation de la période qui précéda la guerre.

Staline ne pouvait mettre sa marque personnelle sur le journal, ne fût-ce que parce que, par nature, il n'était nullement journaliste. D'avril 1912 à février 1913, selon les calculs d'un de ses proches collaborateurs, il publia dans la presse bolcheviste « pas moins de deux dizaines d'articles », ce qui donne une moyenne de deux articles par mois environ. Et cela à un moment des plus brûlants, quand la vie mettait chaque jour en avant de nouvelles questions ! Certes, cette année-là, Staline passa environ six mois en déportation. Mais collaborer à la *Pravda* de Solvytdsk ou de Vologda était bien plus facile que de Cracovie, d'où Lénine et Zinoviev envoyaient chaque jour leurs articles et leurs lettres. Lenteur et extrême prudence, absence de ressources littéraires, enfin extraordinaire indolence orientale rendirent la plume de Staline peu productive. Ses articles, d'un ton plus sûr que dans les années de la première révolution portent comme toujours la marque indélébile de la médiocrité.

« Après les manifestations des ouvriers pour des revendications économiques, écrit-il dans la *Zvezda* du 15 avril, vinrent leurs manifestations politiques. Après les grèves pour des augmentations de salaires, vinrent les protestations, les meetings, les grèves politiques à l'occasion des fusillades de la Léna... Sans aucun doute, les forces souterraines du mouvement émancipateur se sont mises au travail. Salut à vous, premières hirondelles ! » L'image des « hirondelles » comme symbole des « forces souterraines » est typique pour le style de notre auteur. Mais en fin de compte, ce qu'il veut dire est clair. Tirant les « conclusions » de ce qu'on appelait les « journées de la Léna », Staline analyse, comme toujours, de façon schématique, sans couleurs vives,

la conduite du gouvernement et des partis politiques, dénonce les « larmes de crocodile » que la bourgeoisie verse sur les exécutions d'ouvriers et termine par un avertissement : « Maintenant que la première vague de la marée montante arrive, les forces obscures qui s'étaient cachées derrière des écrans de larmes de crocodile commencent à se montrer de nouveau ». Malgré l'effet inattendu d'une image telle que les « écrans de larmes de crocodile », qui semble particulièrement bizarre sur le fond gris du texte, l'article en général dit à peu près ce qu'il fallait dire et ce qu'auraient pu dire des dizaines d'autres militants. Mais précisément l'« à peu près » de l'exposé, non seulement du style, mais de l'analyse elle-même, rend la lecture des travaux littéraires de Staline aussi insupportable que l'est une musique discordante à une oreille sensible. « ... Précisément aujourd'hui, jour du Premier Mai, écrit-il dans un appel illégal, quand la nature sort de son sommeil hivernal, que les champs et les montagnes se couvrent de verdure, que les champs et les prés se parent de fleurs, que le soleil commence à chauffer plus fort, que dans l'air se sent la joie du renouveau et que la nature s'abandonne à la danse et à la jubilation, c'est précisément aujourd'hui que les ouvriers ont décidé de déclarer au monde qu'ils apportaient à l'humanité le printemps et l'émancipation des chaînes du capitalisme... L'océan du mouvement ouvrier s'étend toujours plus... La mer du courroux prolétarien se lève en hautes vagues... Et, sûrs de leur victoire, calmes et puissants, les ouvriers s'avancent fièrement sur la route de la terre promise, sur la route du socialisme lumineux. » La révolution de Pétersbourg parle ici la langue des homélies de Tiflis.

La vague de grèves s'enfla, les liaisons avec les ouvriers se multiplièrent. L'hebdomadaire cessa de répondre aux besoins du mouvement. La *Zvezda* ouvrit une souscription pour un quotidien. « A la fin de l'hiver 1912, écrit l'ancien député Polétaïev, Staline, qui s'était évadé de déportation, apparut à Pétersbourg. La mise sur pied du journal ouvrier alla plus vite. » Dans l'article « A propos du dixième anniversaire de la Pravda » (1922), Staline lui-même raconte ce qui suit : « Ce fut à la mi-avril 1912, un soir, dans le logement de Polétaïev, que deux députés à la Douma (Pokrovski et Polétaïev), deux journalistes (Olminsky et Batourine) et moi, membre du Comité central... nous nous mîmes d'accord sur la plate-forme de la Pravda et préparâmes le premier numéro du journal. » La responsabilité de Staline pour la plate-forme de la Pravda est ici établie par lui-même. L'essentiel de cette plate-forme peut se résumer en ces termes : « Travaillons, et le reste s'arrangera. » Certes, Staline lui-même fut arrêté dès le 22 avril, le jour de la parution du premier numéro de la Pravda. Mais pendant presque trois mois, la Pravda s'en tint obstinément à la plate-forme élaborée avec sa participation. Le mot même de « liquidateur » était banni du vocabulaire du journal. « Une lutte implacable était nécessaire contre le liquidationnisme, écrit Kroupskaïa. Voilà pourquoi Vladimir Ilitch se tourmentait tellement de ce qu'au début la Pravda éliminait régulièrement de ses articles les passages polémiques contre les liquidateurs. Il écrivait à la Pravda des lettres courroucées. » Une partie de celles-ci — une bien petite partie, semble-t-il — a pu voir la lumière du jour. « Parfois, quoique rarement, se plaint-elle plus loin, même les articles, d'Ilitch disparaissaient sans laisser de traces. Parfois ses articles étaient mis de côté et ne paraissaient pas tout de suite. Ilitch s'irritait alors, écrivait à la Pravda des lettres courroucées, mais cela n'y faisait pas grand'chose. » La lutte avec la rédaction de la Pravda était la continuation directe de celle avec la rédaction de la *Zvezda*. « Il est impossible, nuisible, pernicieux, ridicule de cacher nos désaccords aux ouvriers », écrit Lénine le 11 juillet 1912. Quelques jours plus tard, il exige du secrétaire de la rédaction, Molotov, l'actuel président du Conseil des commissaires du peuple, qu'il explique pourquoi le journal « élimine obstinément, systématiquement, de mes articles et de ceux d'autres collaborateurs, toute mention des liquidateurs ». Entre-temps, les

élections, à la Quatrième Douma approchaient. Lénine donne un avertissement : « Les élections à la curie ouvrière de Pétersbourg vont certainement s'accompagner d'une lutte sur toute la ligne avec les liquidateurs. Ce sera la question la plus brûlante pour les ouvriers avancés. Et leur journal se taira, évitera le mot de liquidateur... Se dérober à ces questions, c'est un suicide. »

De Cracovie, Lénine discernait très clairement le complot silencieux, mais néanmoins obstiné, des sommets conciliateurs du parti. Pourtant, il était trop convaincu. d'avoir raison. L'éveil rapide du mouvement ouvrier devait infailliblement poser de façon tranchante les problèmes fondamentaux de la révolution, minant le sol sous les pieds, non seulement des liquidateurs, mais aussi des conciliateurs. La force de Lénine n'était pas de savoir bâtir un « appareil » — il savait certes le faire, — mais de savoir à tous les moments critiques utiliser l'énergie vivante des masses pour surmonter les conceptions bornées et le conservatisme propres à tout appareil. Il en fut de même cette fois-là. Sous la pression croissante des ouvriers et sous les coups de fouet qui venaient de Cracovie, la Pravda, peu à peu et en regimbant, abandonna sa position de neutralité temporisatrice.

Staline resta un peu plus de deux mois à la prison de Pétersbourg. Le 2 juillet, il partit pour une nouvelle déportation, cette fois-ci pour quatre ans, au-delà de l'Oural, dans le nord de la province de Tomsk, dans la région de Narym, fameuse par ses forêts, ses lacs et ses marais. Vérechtchak, que nous connaissons déjà, rencontra de nouveau Koba dans le village de Kolpachévo, où celui-ci passa quelques jours en se rendant à sa destination. Là se trouvaient Sverdlov, I. Smirnov, Lachévitch, vieux bolcheviks de toujours. Il n'aurait pas été facile de prédire que Lachévitch mourrait déporté par Staline, Smirnov serait fusillé par lui et que Sverdlov ne serait sauvé que par une mort prématurée. « La présence de Staline dans la région de Narym, raconte Vérechtchak, ranima l'activité des bolcheviks et fut marquée par toute une série d'évasions. » Après plusieurs autres, Staline lui-même s'évada : « Il partit, presque ouvertement, avec le premier vapeur de printemps... » En réalité, Staline s'enfuit à la fin de l'été. C'était sa quatrième évasion.

De retour à Pétersbourg le 12 septembre, il y trouve une situation considérablement changée. Il y a des grèves tumultueuses. Les ouvriers descendent de nouveau dans la rue avec des mots d'ordre révolutionnaires. La politique des menchéviks est manifestement discréditée. L'influence de la Pravda s'est fortement accrue. Les élections à la Douma d'Etat approchent. C'est maintenant Cracovie qui donne le ton à l'agitation électorale. Les positions sont prises. Les bolcheviks participent à la lutte électorale indépendamment des liquidateurs et contre eux. Rassembler les ouvriers sous le drapeau des trois mots d'ordre centraux de la révolution démocratique : république, la journée de huit heures et la confiscation des grandes propriétés foncières ; affranchir la démocratie petite-bourgeoise de l'influence des libéraux ; attirer les paysans aux côtés des ouvriers, telles sont les idées directrices de la plate-forme électorale de Lénine. Combinant à une audacieuse envergure de pensée une attention inlassable pour les détails. Lénine était peut-être le seul marxiste qui eût étudié à fond toutes les ficelles et tous les pièges de la loi électorale de Stolypine. Après avoir donné à la campagne électorale son inspiration politique, il la dirigeait pratiquement de jour en jour. Pour aider Pétersbourg, il envoyait de l'étranger des articles, des instructions et des émissaires soigneusement préparés.

Safarov, qui est maintenant au nombre des disparus, s'arrêta à Cracovie, au printemps 1912, en allant de Suisse à Pétersbourg, et y apprit qu'Inessa, militante en vue du parti, politiquement proche de Lénine, partait aussi pour aider la campagne électorale.

« Pendant deux jours, Ilitch nous bourra littéralement la tête d'instructions. » Les élections des délégués à la curie ouvrière étaient fixées à Pétersbourg au 16 septembre. Le 14, Inessa et Safarov furent arrêtés. « Mais la police ne savait pas encore, écrit Kroupskaïa, que Staline, qui s'était enfui de déportation, était arrivé le 12. Les élections à la curie ouvrière furent un grand succès. » Kroupskaïa ne dit pas : « Grâce à Staline. » Elle met simplement deux phrases l'une après l'autre. C'est une mesure d'autodéfense passive. « Staline, qui venait de s'enfuir de Narym, parut à des meetings tenus à l'improviste dans un certain nombre d'usines », lisons-nous dans la nouvelle édition des Souvenirs de l'ancien député Badaïev (cela n'était pas dans la première édition). Selon Allilouïev, qui n'écrivit ses souvenirs qu'en 1937, Staline dirigea immédiatement toute l'énorme campagne électorale pour la Quatrième Douma... Vivant illégalement à Pétersbourg, sans asile permanent bien défini et ne voulant déranger aucun de ses proches camarades fort avant dans la nuit, après une réunion ouvrière qui avait duré tard, poussé aussi par des considérations de conspiration, Staline passait assez souvent le reste de la nuit, dans quelque taverne, derrière un verre de thé. Là il réussissait parfois à « faire un somme, assis dans la taverne pleine de fumée de makhorka ».

Staline ne pouvait avoir exercé grande influence sur l'issue des élections dans la première période de la campagne, lorsqu'il fallait entrer directement en contact avec les électeurs ouvriers, non seulement par suite de la faiblesse de ses ressources oratoires, mais encore parce qu'il n'avait eu que quatre jours à sa disposition. Par contre, il dut jouer un grand rôle aux étapes ultérieures de ce système de suffrage à plusieurs degrés, lorsqu'il fallait tenir ensemble les délégués et les guider de loin, dans les coulisses, en s'appuyant sur l'appareil illégal. Dans ce milieu-là Staline se trouvait certainement plus à sa place que dans n'importe quel autre. Un document important de la campagne électorale furent les Instructions des ouvriers de Pétersbourg à leurs députés. Dans la première édition de ses Souvenirs, Badaïev dit que les Instructions furent rédigées par le Comité central ; dans la nouvelle édition, la paternité en est attribuée à Staline personnellement. Le plus vraisemblable est qu'elles furent le fruit d'un travail collectif, dans lequel il est possible que Staline, en tant que représentant du Comité central, ait eu le dernier mot.

« ... Nous pensons, est-il dit dans les Instructions que la Russie est à la veille de mouvements de masses, peut-être plus profonds qu'en 1905... L'initiateur de ces mouvements sera, tout comme en 1905, la classe la plus avancée de la société, le prolétariat russe. Son allié ne peut être que la paysannerie, qui souffre tant et qui est vitalemment intéressée à l'émancipation de la Russie. » Lénine écrit, à la rédaction de la Pravda : « Ne manquez pas de publier ces Instructions... en bonne place et en gros caractères. » Le congrès des délégués des diverses provinces adopta les instructions bolchevistes à une majorité écrasante. Dans ces journées brûlantes Staline devient plus actif, même comme publiciste : nous trouvons quatre articles de lui dans la Pravda en une semaine. Les résultats des élections à Pétersbourg, comme dans tous les autres centres industriels furent très favorables. Les candidats bolchevistes furent élus dans six des plus importantes provinces industrielles, dans lesquelles se trouvaient les quatre cinquièmes environ de la classe ouvrière. Sept liquidateurs furent élus, surtout grâce aux voix de la petite bourgeoisie citadine. « A la différence des élections de 1907, écrit Staline dans une correspondance pour l'organe central qui paraissait à l'étranger, les élections de 1912 coïncidèrent avec le réveil révolutionnaire des ouvriers. » C'est précisément pourquoi les ouvriers, si étrangers aux tendances boycottistes, luttèrent activement pour leurs droits électoraux. Une commission gouvernementale tenta d'invalidier les élections dans les plus grandes usines de Pétersbourg. Les ouvriers répondirent par une grève unanime de protestation et furent victorieux. « Il ne sera pas superflu de



noter, ajoute l'auteur de la correspondance, que l'initiative des grèves appartient au représentant du Comité central...» Il s'agit de Staline lui-même. Les conclusions politiques de la campagne électorale sont : « La vitalité et la puissance de la social-démocratie révolutionnaire, telle est la première conclusion. La banqueroute politique des liquidateurs, telle est la seconde conclusion. » C'était juste.

Les sept menchéviks, presque tous intellectuels, tentèrent de soumettre à leur contrôle les six bolcheviks, ouvriers politiquement peu expérimentés. Fin novembre, Lénine, écrit à Staline personnellement (« Vassiliev ») : « Si les six que nous avons viennent de la curie ouvrière, il est impossible de se soumettre en silence à tous ces Sibériens<sup>[4]</sup>. Les six doivent lancer la protestation la plus vigoureuse si ceux qui ont la majorité des voix essaient de les contrôler... » La réponse de Staline à cette lettre, comme à bien d'autres, reste cachée sous le boisseau. Mais l'appel de Lénine ne rencontre pas de sympathie : les six eux-mêmes mettent l'unité avec les liquidateurs, qui avaient été déclarés « hors du parti », au-dessus de leur propre indépendance politique. Dans une résolution spéciale, imprimée dans la Pravda, la fraction unifiée déclarait que « l'unité de la social-démocratie est un besoin urgent », se prononçait pour la fusion de la Pravda avec le journal liquidateur Loutch [Le Rayon] et, comme un premier pas dans cette voie, recommandait à tous ses membres de collaborer aux deux journaux. Le 18 décembre, le Loutch menchéviste publiait triomphalement les noms de quatre députés bolchevistes (deux avaient refusé) dans la liste de ses collaborateurs, les noms des membres de la fraction menchéviste étaient publiés en même temps dans l'entête de la Pravda. Le conciliationnisme avait remporté une nouvelle victoire, qui signifiait au fond l'invalidation, quant à l'esprit et quant à la lettre, des décisions de la conférence de Prague.

---

4 — Allusion à ceux qui avaient été déportés politiques en Sibérie, intellectuels pour la plupart (N.d.T.).

## V

### NOUVELLE MONTÉE

#### II

Bientôt un nouveau nom parut encore sur la liste des collaborateurs du *Loutch* : celui de Gorki. Cela sentait le complot. « Et comment vous sentez-vous donc d'être dans le *Loutch* ??? » écrivait Lénine à Gorki avec trois points d'interrogation. « Est-ce donc que vous suivez les députés ? Mais ils sont tout simplement tombés dans un piège... » Au moment du triomphe éphémère des conciliateurs, Staline se trouvait à Pétersbourg et exerçait le contrôle du Comité central sur la fraction et la Pravda. Nul ne parle d'une protestation de lui contre des décisions qui portaient un cruel coup à la politique de Lénine : signe sûr que Staline lui-même se trouvait dans les coulisses où se faisaient les manœuvres des conciliateurs. Se disculpant par la suite de son péché, le député Badaïev écrivit : « Comme dans tous les autres cas, notre décision... se conformait à l'état d'esprit qui régnait dans les cercles dirigeants du parti où nous avions à ce moment-là la possibilité de discuter notre activité. » Cette circonlocution désigne le bureau du Comité central à Pétersbourg et avant tout Staline : Badaïev demande prudemment que la responsabilité des dirigeants pour la faute commise ne soit pas rejetée sur les dirigés.

Il y a quelques années on fit observer, dans la presse soviétique, que l'histoire de la lutte interne entre Lénine, d'une part, et la fraction et la rédaction de la *Pravda*, de l'autre n'était pas encore assez éclaircie. Dans ces dernières années, toutes les mesures furent prises pour rendre cet éclaircissement encore plus difficile. La correspondance de Lénine dans cette période critique n'a, jusqu'à maintenant, pas été publiée intégralement. L'historien n'a à sa disposition que les documents qui, pour une raison ou pour une autre, sortirent des archives avant l'établissement du contrôle totalitaire. Pourtant, même de ces fragments dépareillés se détache un tableau bien clair. L'intransigeance de Lénine n'était que l'envers de sa perspicacité réaliste. Il insistait pour que la scission se fit suivant la ligne qui devait devenir, en fin de compte, la ligne de démarcation dans la guerre civile. L'empirique Staline était organiquement incapable de voir aussi loin. Il lutta avec énergie contre les liquidateurs au moment des élections pour avoir ses propres députés : c'était là un important point d'appui. Mais quand cette tâche d'organisation fut résolue, il ne jugea pas nécessaire de soulever une nouvelle « tempête dans un verre d'eau », d'autant plus que les menchéviks, sous l'influence de la vague révolutionnaire, étaient assez enclins à tenir un nouveau langage. Il était vraiment inutile de « demander la lune » ! Pour Lénine, toute la politique se réduisait à l'éducation révolutionnaire des masses. La lutte au moment de la campagne électorale n'avait pour lui aucun sens si la fraction à la Douma devait rester unie une fois les élections passées. Il fallait donner aux ouvriers la possibilité de se convaincre à chaque pas, à chaque acte,

à chaque événement, que les bolcheviks se distinguaient nettement des autres groupements politiques dans toutes les questions fondamentales. Tel était le plus important sujet de conflit entre Cracovie et Pétersbourg.

Les vacillations de la fraction à la Douma étaient étroitement liées à la politique de la *Pravda*. « Dans cette période-là, écrivait Badaïev en 1930, la *Pravda* était dirigée par Staline, qui vivait illégalement. » C'est aussi ce qu'écrit Savéliév, généralement bien informé : « Tout en vivant illégalement, Staline dirigea en fait le journal en automne 1912 et dans l'hiver 1912-1913. Il ne s'absenta, à ce moment-là, que pour fort peu de temps, pour aller à l'étranger, à Moscou et en d'autres endroits. » Ces témoignages, qui s'accordent avec tous les faits connus, ne peuvent être mis en doute. Pourtant, on ne peut pas dire, malgré tout, que Staline dirigea dans le véritable sens du mot. Le vrai dirigeant du journal, c'était Lénine. Chaque jour, il envoyait des articles, des comptes rendus de livres, des propositions, des instructions, des corrections. Staline, avec sa pensée si lente, ne pouvait suivre ce torrent vivant d'idées et de propositions, dont les neuf dixièmes lui semblaient superflues ou exagérées. La rédaction avait au fond une position défensive. Elle n'avait pas d'idées politiques à elle et s'efforçait seulement d'arrondir les angles trop vifs de la politique de Cracovie. Pourtant, Lénine ne savait pas seulement préserver ces angles vifs, il savait aussi les rendre encore plus vifs. Dans ces conditions, Staline devint naturellement, dans les coulisses, l'inspirateur de l'opposition conciliatrice à l'attitude offensive de Lénine.

« De nouveaux conflits, dit la rédaction des *Œuvres complètes* de Lénine (Boukharine, Molotov, Savéliév), surgirent par suite du manque d'énergie dans la polémique contre les liquidateurs, une fois la campagne électorale close, et aussi à l'occasion de l'invitation faite aux *vpériodistes* de collaborer à la *Pravda*. Les relations empirèrent encore davantage en janvier 1913, après que Staline fut parti de Pétersbourg... » Cette expression soigneusement pesée, « empirèrent encore davantage », montre que même avant le départ de Staline les relations de Lénine avec la rédaction ne se distinguaient pas par leur affabilité. Mais Staline avait tout fait pour éviter de devenir la « cible » des attaques.

Les membres de la rédaction avaient peu d'influence dans le parti, et certains d'entre eux étaient même des figures de hasard. Lénine n'aurait pas eu grande difficulté à obtenir leur remplacement. Mais ils trouvaient un appui dans l'attitude de la couche supérieure du parti et dans celle du représentant du Comité central personnellement. Un conflit aigu avec Staline, lié à la rédaction et à la fraction, aurait signifié une commotion dans l'état-major du parti. C'est ainsi que s'explique la politique de Lénine, prudente malgré toute son insistance. Le 13 novembre, il reproche à la rédaction, « avec le plus grand chagrin », de n'avoir pas consacré un article à l'ouverture du Congrès socialiste international de Bâle : « Il n'aurait pas été du tout difficile d'écrire un tel article et la rédaction de la *Pravda* savait que le congrès s'ouvrait dimanche. » Staline, vraisemblablement, fut sincèrement surpris. Un congrès international ? A Bâle ? C'était très loin de lui. Mais la principale source de conflits, ce n'était pas des gaffes isolées, quoique incessamment répétées, mais une différence fondamentale dans la manière de concevoir le développement du parti. La politique de Lénine n'avait de sens que du point de vue d'une perspective révolutionnaire hardie, du point de vue du tirage du journal ou de la construction de l'appareil, elle ne pouvait que paraître outrée. Au fond de l'âme, Staline continuait à considérer l'« émigré » Lénine comme un sectaire.

On ne peut manquer de noter ici même un incident qui se produisit alors. Lénine se trouvait en ces années-là dans un grand besoin. Quand la *Pravda* fut mise sur pied, la rédaction fixa pour son inspirateur et principal collaborateur des honoraires

qui, bien qu'extrêmement modestes, constituaient sa principale ressource financière. Précisément au moment de l'exaspération du conflit, l'argent cessa d'arriver. Malgré sa délicatesse exceptionnelle dans des affaires de ce genre, Lénine fut contraint de réclamer. « Pourquoi n'envoyez-vous pas l'argent dû ? Le retard nous met dans un grand embarras. Ne perdez pas de temps, je vous en prie. » Le retard dans l'envoi de l'argent peut difficilement être considéré comme une sorte de punition (quoique, par la suite, quand il fut au pouvoir, Staline n'hésita pas à recourir à de tels procédés à chaque instant). Mais, si ce n'était même qu'une simple inattention, elle jette assez de lumière sur les relations entre Pétersbourg et Cracovie. En vérité, elles étaient fort loin d'être cordiales.

L'indignation contre la *Pravda* explose dans les lettres de Lénine immédiatement après le départ de Staline pour Cracovie, où il venait participer à la conférence de l'état-major du parti. On ne peut manquer d'avoir l'impression que Lénine n'attendait que ce départ pour écraser le nid du conciliationnisme à Pétersbourg, tout en conservant la possibilité d'un accord à l'amiable avec Staline. Dès l'heure où l'adversaire le plus influent se trouve neutralisé, Lénine ouvre une attaque meurtrière contre la rédaction de Pétersbourg. Dans une lettre datée du 12 janvier, adressée à une personne de confiance à Pétersbourg, il parle de l'« impardonnable stupidité » commise par la *Pravda* à propos d'un journal des ouvriers textiles, exige que la « stupidité » soit corrigée, etc. La lettre est entièrement écrite de la main de Kroupskaïa. Mais ce qui suit est ajouté de la main de Lénine : « Nous avons reçu une lettre stupide et insolente de la rédaction. Nous ne répondrons pas. Il faut se débarrasser d'eux... Nous sommes très inquiets de n'avoir pas de nouvelles à propos du plan de réorganisation de la rédaction... Une réorganisation et, encore mieux, l'élimination complète de tous ceux qui sont mêlés à l'affaire sont extrêmement nécessaires. L'affaire est menée de façon absurde. Ils vantent le Bund et la *Zeit* [publication juive opportuniste], c'est une vraie bassesse. Ils ne savent pas comment lutter contre le *Loutch*, leur attitude envers les articles [c'est-à-dire ceux de Lénine lui-même] est monstrueuse. Je n'ai vraiment plus de patience... » Le ton de la lettre montre que l'indignation de Lénine, qui savait se contenir quand il le fallait, avait atteint le point extrême. La critique impitoyable du journal se rapporte à toute la période pendant laquelle la direction immédiate reposait sur Staline. Par qui au juste la « lettre stupide et insolente de la rédaction » avait-elle été écrite ? Jusqu'à maintenant cela n'a pas été révélé et ce n'est évidemment pas par hasard. Elle ne le fut probablement pas par Staline : il était trop prudent pour cela ; d'ailleurs, il se trouvait déjà vraisemblablement hors de Pétersbourg. Le plus probable est que la lettre fut écrite par Molotov, secrétaire officiel de la rédaction, aussi enclin à la grossièreté que Staline, mais dépourvu de la souplesse de celui-ci. Il n'est pas difficile de deviner le caractère de la « lettre stupide et insolente » : « nous » sommes la rédaction, « nous » décidons, vos prétentions d'émigrés sont pour nous une « tempête dans un verre d'eau », vous pouvez, si vous le voulez, « demander la lune », nous « travaillerons ».

On peut voir par les lignes suivantes de sa lettre avec quelle résolution Lénine abordait cette fois-ci le conflit qui durait depuis si longtemps. « Qu'a-t-on fait à propos du contrôle de l'argent ? Qui a reçu les fonds de la souscription ? Entre les mains de qui sont-ils ? Combien est-ce ? » Lénine n'exclut pas, semble-t-il, la possibilité même d'une rupture et se soucie de garder la base financière dans ses mains. Mais on n'en vint pas à la rupture, les conciliateurs, tout décontenancés, n'osaient même pas y penser. La résistance passive était leur seule arme. Mais elle aussi allait maintenant être arrachée de leurs mains.



Répondant à une lettre pessimiste de Chklovsky à Berne et lui montrant que la cause des bolcheviks n'allait pas si mal, Kroupskaïa commence par reconnaître que, «évidemment, la *Pravda* se conduit mal». Cette phrase apparaît ici comme un lieu commun, hors de discussion. «On met n'importe qui à la rédaction, la plupart ne savent pas tenir une plume... Les protestations des ouvriers contre le *Loutch* ne sont pas publiées, pour éviter la polémique.» Kroupskaïa annonce, pourtant, des «réformes fondamentales» dans un proche avenir. La lettre est datée du 19 janvier. Le lendemain, Lénine envoie à Pétersbourg une lettre dictée à Kroupskaïa où il est dit : «... il faut établir une rédaction de la *Pravda* à nous et chasser la présente. L'affaire marche actuellement très mal. L'absence d'une campagne pour l'unité en bas est stupide et vile... Hein, est-ce que ces gens-là sont des rédacteurs ? Ce ne sont pas des hommes mais de pitoyables lavettes qui ruinent la cause.» C'est là le style qu'employait Lénine quand il voulait montrer qu'il était prêt à aller jusqu'au bout.

Parallèlement, il avait déjà ouvert le feu sur le conciliationnisme de la fraction à la Douma avec des batteries soigneusement placées. Dès le 3 janvier, il écrivait à Pétersbourg : «Faites absolument publier la lettre des ouvriers de Bakou que nous vous envoyons...» La lettre réclame la rupture des députés bolchevistes avec le *Loutch*. Indiquant que pendant cinq ans les liquidateurs «ont répété sur tous les tons que le parti était mort», les ouvriers de Bakou demandent : «D'où leur vient maintenant l'envie de s'unir à un cadavre ?» La question ne manquait pas d'à-propos. «Quand les quatre [députés] vont-ils se retirer du *Loutch* ?» demande, de son côté, Lénine avec insistance. «Peut-on attendre plus longtemps ? ... Même du lointain Bakou, vingt ouvriers protestent.» Il ne serait pas risqué de supposer que, n'ayant pas obtenu par la correspondance la rupture des députés avec le *Loutch*, Lénine, alors que Staline se trouvait encore à Pétersbourg, se mit à mobiliser prudemment les forces d'en bas. C'est certainement sur son initiative que les ouvriers de Bakou avaient protesté, et ce n'est pas par hasard qu'il avait choisi Bakou ! De plus, la protestation ne fut pas envoyée à la rédaction de la *Pravda*, que dirigeait le chef de Bakou, Koba, mais à Lénine à Cracovie. Les fils embrouillés du conflit apparaissent ici manifestement au grand jour. Lénine attaque. Staline manœuvre. Malgré la résistance des conciliateurs, mais, par contre, non sans l'aide involontaire des liquidateurs, qui révélaient de plus en plus leur opportunisme, Lénine réussit bientôt à obtenir que les députés bolchevistes se retirassent en protestant du groupe des collaborateurs du *Loutch*. Mais ils continuèrent comme auparavant à être liés par la discipline de la majorité liquidationniste de la fraction à la Douma.

Prêt au pire, même à la rupture, Lénine prend comme toujours des mesures pour atteindre son but politique avec le moins de secousses et le moins de victimes possible. C'est précisément pourquoi il fit d'abord venir Staline à l'étranger et sut lui faire comprendre qu'il valait mieux pour lui rester à l'écart de la *Pravda* pendant la «réforme» imminente. Entre temps, un autre membre du Comité central, Sverdlov, futur premier président de la République soviétique, était envoyé à Pétersbourg. Ce fait significatif est attesté officiellement : «Afin de réorganiser la rédaction, dit une note au XVI<sup>e</sup> tome des *Œuvres complètes* de Lénine, le Comité central envoya Sverdlov à Pétersbourg.» Lénine lui écrivit : «Nous avons appris aujourd'hui le début de la réforme de la *Pravda*. Mille saluts, félicitations et vœux de succès... Vous ne pouvez pas vous imaginer à quel point nous étions fatigués de travailler avec une rédaction sourdement hostile.» Par ces mots, où l'amertume accumulée se mêle à un soupir de soulagement, Lénine marque le bilan final de ses relations avec la rédaction pendant toute la période où, comme nous l'avons appris, «Staline dirigea en fait le journal».

« L'auteur de ces lignes se souvient nettement, écrivait Zinoviev en 1934, alors que l'épée de Damoclès était déjà suspendue au-dessus de sa tête, quel événement fut l'arrivée de Staline à Cracovie... » Lénine se réjouissait doublement : premièrement, de ce qu'il allait maintenant pouvoir pratiquer une opération délicate à Pétersbourg en l'absence de Staline et, secondement, de ce que l'affaire allait vraisemblablement se régler sans heurts à l'intérieur du Comité central. Dans son récit, bref et prudent, de l'arrivée de Staline, à Cracovie, Kroupskaïa note, comme en passant : « Ilitch s'irritait alors à propos de la *Pravda*. Staline aussi s'irritait. Ils s'entendirent sur la manière d'arranger l'affaire. » Ces lignes fort significatives, malgré leur vague voulu, sont évidemment le reste d'un texte plus franc, corrigé à la demande du censeur. Vu les circonstances que nous connaissons déjà, on ne peut guère douter que Lénine et Staline « s'irritèrent » pour des raisons différentes, chacun voulant défendre sa politique. Pourtant, la lutte était trop inégale : Staline dut céder.

La conférence à laquelle il avait été appelé se tint du 28 décembre 1912 au 1<sup>er</sup> janvier 1913 et onze personnes y assistèrent : des membres du Comité central, de la fraction à la Douma et des militants locaux en vue. Outre les tâches politiques générales présentées par la nouvelle montée révolutionnaire, la conférence examina les problèmes aigus de la vie interne du parti : à propos de la fraction à la Douma, de la presse du parti, des relations avec les liquidateurs et du mot d'ordre de l'« unité ». C'est Lénine qui fit les principaux rapports. On peut imaginer que les députés et leur inspirateur, Staline, durent entendre pas mal de vérités amères, bien qu'exprimées sur un ton amical. Staline, semble-t-il, garda le silence à la conférence : c'est seulement ainsi que peut s'expliquer le fait que, dans la première édition de ses Souvenirs (1929), le révérencieux Badaïev oublie même de le nommer parmi les participants. Garder le silence dans les moments critiques est d'ailleurs le procédé favori de Staline. Les procès-verbaux et les autres documents de la conférence « n'ont jusqu'à maintenant pas été retrouvés ». Le plus vraisemblable est que des mesures spéciales furent prises pour qu'ils ne le fussent pas. Dans une des lettres envoyées alors par Kroupskaïa en Russie, il est dit : « Les rapports faits à la conférence sur les différents groupes locaux furent très intéressants. Tout le monde dit que les masses ont maintenant grandi... Au moment des élections, il devient apparent qu'il y avait partout des organisations ouvrières spontanées. Dans la plupart des cas, elles n'étaient pas liées au parti, mais, par leur esprit, c'étaient des groupes du parti. » Lénine note à son tour, dans une lettre à Gorki, que la conférence « a bien réussi » et « jouera son rôle ». Il a en vue, avant tout, le redressement de la politique du parti.

Le département de police informa, non sans ironie, l'agent en charge de sa section à l'étranger que, contrairement au dernier rapport de celui-ci, le député Polétaïev n'avait pas assisté à la conférence et que les présents avaient été : Lénine, Zinoviev, Kroupskaïa, les députés Malinovsky, Pétrovsky et Badaïev, Lobov, l'ouvrier Medvédev, le lieutenant d'artillerie Troïanovsky (futur ambassadeur aux Etats-Unis), la femme de Troïanovsky et Koba. L'ordre des noms n'est pas sans intérêt : Koba se trouve à la dernière place sur la liste du département. Dans les notes aux *Œuvres complètes* de Lénine (1929), il est nommé en cinquième place, après Lénine, Zinoviev, Kaménev et Kroupskaïa, bien que Zinoviev, Kaménev et Kroupskaïa fussent déjà depuis longtemps tombés en disgrâce. Sur les listes qui datent de l'ère nouvelle, Staline occupe invariablement la deuxième place, immédiatement après Lénine. Ces déplacements marquent assez bien le développement de sa carrière historique.

Le département de police voulait montrer par sa lettre que Pétersbourg était mieux informé que son agent à l'étranger de ce qui se passait à Cracovie. Rien d'éton-

nant : un rôle important fut joué à la conférence par Malinovsky, lequel était en réalité un provocateur, ce qui n'était connu que des plus hauts sommets de l'Olympe policier. Certes, déjà dans les années de réaction, des social-démocrates qui étaient entrés en contact avec Malinovsky avaient eu des soupçons sur lui ; pourtant, il n'y avait pas de preuves et les soupçons se dissipèrent. En janvier 1912, Malinovsky fut délégué par les bolcheviks de Moscou à la conférence de Prague. Lénine s'empara de cet ouvrier capable et énergique, et s'arrangea pour qu'il fût candidat aux élections à la Douma. La police, de son côté, soutint son agent en arrêtant tous les concurrents possibles. Dans la fraction à la Douma, le représentant des ouvriers de Moscou conquist immédiatement une grande autorité. Recevant de Lénine des discours parlementaires tout faits, Malinovsky transmettait les manuscrits au directeur du département de police pour que celui-ci les révisât. Il essaya d'abord d'introduire des adoucissements ; mais le régime de la fraction bolcheviste maintenait l'autonomie d'un député dans des limites fort étroites. Le résultat fut que, si le député social-démocrate était le meilleur informateur de *l'Okhrana*, l'agent de *l'Okhrana* devint le plus farouche orateur de la fraction social-démocrate.

Des soupçons sur Malinovsky surgirent de nouveau, en été 1913, parmi un certain nombre de bolcheviks en vue ; mais, en l'absence de preuves, cette fois encore tout resta comme par le passé. Pourtant, le gouvernement lui-même commença à s'effrayer d'une révélation possible et du scandale politique qui en résulterait. Sur l'ordre de ses supérieurs, Malinovsky présenta, en mai 1914, au président de la Douma, une déclaration par laquelle il renonçait à son mandat de député. Des rumeurs le disant un provocateur surgirent avec une force nouvelle et cette fois-ci se firent jour dans la presse. Malinovsky sortit de Russie, alla voir Lénine et réclama une investigation. Il avait, évidemment, soigneusement préparé sa ligne de conduite avec ses supérieurs. Deux semaines plus tard, le journal du parti à Pétersbourg publia un télégramme qui annonçait, en termes voilés, que le Comité central, après avoir examiné l'affaire Malinovsky, était convaincu de son honnêteté personnelle. Quelques jours passèrent avant que fût publiée une résolution selon laquelle, par la renonciation volontaire de son mandat, Malinovsky, « s'était mis hors des rangs des marxistes organisés » : dans la langue du journal légal, cela signifiait l'exclusion du parti.

Lénine fut en butte à de longues et cruelles attaques de la part de ses adversaires pour avoir « couvert » Malinovsky. La participation d'un agent de la police à l'activité de la fraction à la Douma, et surtout du Comité central, fut évidemment une grande calamité pour le parti. Staline en particulier fut condamné à sa dernière déportation sur une dénonciation de Malinovsky. Mais à cette époque-là les soupçons, assez souvent compliqués d'hostilité fractionnelle, empoisonnaient toute l'atmosphère de la lutte clandestine. Nul ne présentait des preuves directes contre Malinovsky. Il était impossible de condamner un membre du parti à la mort politique, et, peut-être, physique, sur la base de vagues soupçons. Et comme Malinovsky occupait une position responsable et que de sa réputation dépendait jusqu'à un certain point celle du parti, Lénine crut de son devoir de le défendre avec l'énergie qui le distinguait. Le renversement de la monarchie permit d'acquérir la preuve que Malinovsky avait servi la police. Après la révolution d'Octobre, le provocateur, qui était revenu à Moscou après avoir été prisonnier de guerre en Allemagne, fut condamné à mort et fusillé.

Malgré le manque d'hommes, Lénine ne se hâta pas de renvoyer Staline en Russie. Avant le retour de celui-ci, il fallait que les « réformes fondamentales » fussent terminées à Pétersbourg. D'autre part, Staline lui-même ne brûlait guère de retourner au lieu de son activité antérieure après la conférence de Cracovie, qui avait été

une condamnation indirecte, mais non équivoque, de sa politique. Comme toujours, Lénine fit tout pour permettre au vaincu une retraite honorable. La vengeance lui était absolument étrangère. Afin de retenir Staline à l'étranger pendant cette période critique, il éveilla son intérêt pour un travail sur la question nationale : combinaison entièrement dans l'esprit de Lénine !

A un natif du Caucase, avec des dizaines de nationalités à demi civilisées ou primitives mais s'éveillant rapidement, il n'était pas nécessaire de montrer l'importance de la question nationale. La tradition de l'indépendance nationale continuait à vivre en Géorgie. Koba avait reçu sa première impulsion révolutionnaire précisément de ce côté-là. Son pseudonyme lui-même rappelait la lutte nationale. Certes, dans les années de la première révolution, il était devenu, selon Irémachvili, plus froid envers le problème géorgien. « La liberté nationale... ne signifiait plus rien pour lui. Il ne voulait reconnaître aucune frontière à sa volonté de puissance. La Russie et le monde entier devaient lui être ouverts. » Irémachvili anticipe manifestement sur des faits et des attitudes qui ne viendront que bien plus tard. Ce qui est incontestable, c'est seulement qu'une fois bolchevik Koba en finit avec ce romantisme national qui continuait à vivre tranquillement avec le socialisme prolix des menchéviks géorgiens. Mais, après avoir abandonné l'idée de l'indépendance de la Géorgie, Koba ne pouvait pas, comme bien des Grands-Russes, rester indifférent à la question nationale en général : les relations entre Géorgiens, Arméniens, Tartares, Russes, etc. compliquaient à chaque pas le travail révolutionnaire au Caucase.

Par ses conceptions, Koba était devenu internationaliste. L'était-il devenu aussi dans ses sentiments ? Le Grand-Russe Lénine ne pouvait souffrir aucune plaisanterie ou anecdote qui pussent blesser les sentiments d'une nation opprimée. Staline avait en lui beaucoup trop du paysan du village de Didi-Lilo. Dans les années d'avant la révolution, il n'osa évidemment pas jouer avec les préjugés nationaux comme il le fit plus tard, une fois au pouvoir. Mais cette disposition se révélait déjà en lui à ce moment-là dans des détails. Mentionnant la prédominance des juifs dans la fraction menchéviste au congrès de Londres en 1907, Koba écrivit : « A ce sujet, un des bolcheviks remarqua en plaisantant (je crois que c'était le camarade Alexinsky) que les menchéviks étaient une fraction juive, tandis que les bolcheviks étaient une fraction vraie-russe et que nous, bolcheviks, nous aurions peut-être à faire un pogrome dans le parti » Il est impossible de ne pas s'étonner, même aujourd'hui, que dans un article destiné aux ouvriers du Caucase, où l'atmosphère était empoisonnée de différences nationales, Staline ait jugé possible de citer une plaisanterie d'un goût aussi douteux. Ce n'était d'ailleurs là nullement un manque de tact occasionnel, mais un calcul conscient. Dans le même article, comme nous nous en souvenons, l'auteur « plaisantait » d'un air dégagé sur la résolution du congrès concernant les expropriations, pour dissiper ainsi les doutes des *boïéviki* du Caucase. On peut supposer avec raison que la fraction menchéviste à Bakou était alors dirigée par des Juifs et que par sa « plaisanterie » sur le pogrome l'auteur voulait discréditer ses adversaires de fraction aux yeux des ouvriers arriérés : c'était plus facile que de convaincre et d'éduquer, et Staline recherchait toujours la ligne de moindre résistance. Ajoutons que la « plaisanterie » d'Alexinsky n'avait pas non plus surgi par hasard : ce bolchevik ultra-gauche devint par la suite un réactionnaire et antisémite déclaré. Dans son activité politique, Koba défendait, bien entendu, la position officielle du parti. Pourtant, avant son voyage à l'étranger, ses articles sur ces sujets-là ne dépassaient jamais le niveau de la propagande quotidienne. C'est seulement alors, sur l'initiative de Lénine, qu'il aborda le problème national d'un point de vue théorique et politique plus large. La connaissance directe de l'enchevêtrement des relations nationales au Caucase lui permettait, sans aucun doute, de s'orienter plus



facilement dans ce domaine complexe, où il est particulièrement dangereux de rester sur le plan de la théorie abstraite.

Dans deux pays de l'Europe d'avant-guerre, la question nationale avait une importance, politique exceptionnelle : en Russie tsariste et dans l'Autriche-Hongrie des Habsbourg. Dans chacun d'eux, le parti ouvrier créa sa propre école. Dans le domaine de la théorie, la social-démocratie autrichienne, en la personne d'Otto Bauer et de Karl Renner, considérait la nationalité indépendamment du territoire, de l'économie et des classes, en faisant une sorte d'abstraction liée au prétendu « caractère national ». Dans le domaine de la politique nationale, comme d'ailleurs dans tous les autres, elle n'allait pas au-delà de quelques corrections au *statu quo*. Effrayée à la pensée même de démembrer la monarchie, la social-démocratie autrichienne s'efforçait d'adapter son programme national aux frontières d'un Etat fait de pièces et de morceaux. Le programme de la prétendue « autonomie nationale-culturelle » réclamait que les citoyens d'une seule et même nationalité, indépendamment de leur dispersion sur le territoire de l'Autriche-Hongrie et des divisions administratives de l'Etat, fussent unis, sur la base d'attributs purement personnels, dans une seule et même communauté pour résoudre leurs tâches « culturelles » (le théâtre, l'église, l'école, etc.). Ce programme était artificiel et utopique, car, dans une société déchirée de contradictions sociales, il tentait de séparer la culture du territoire et de l'économie ; il était en même temps réactionnaire dans la mesure où il conduisait à la division forcée des ouvriers des diverses nationalités d'un même Etat, sapant la force de leur classe.

La position de Lénine était directement opposée à celle-ci. Considérant la nationalité en liaison indissoluble avec le territoire, l'économie et la structure des classes, il se refusait en même temps à voir dans l'Etat historique, dont les frontières passaient à travers le corps vivant des nations, une catégorie sacrée et inviolable. Il exigeait que fût reconnu à chaque partie nationale de l'Etat le droit de se séparer et d'avoir une existence indépendante. Dans la mesure où diverses nationalités, volontairement ou par nécessité, cohabitent dans les frontières d'un même Etat, leurs intérêts culturels doivent trouver leur plus grande satisfaction possible dans les cadres de la plus large autonomie régionale (par conséquent, territoriale), avec des garanties bien définies pour les droits de chaque minorité. En même temps, Lénine considérait comme le devoir absolu de tous les ouvriers d'un Etat donné, indépendamment de leur nationalité, de s'unir dans les mêmes organisations de classe.

Le problème national était particulièrement brûlant en Pologne, vu la destinée historique de ce pays. Le soi-disant Parti socialiste polonais (P.S.S.), à la tête duquel se trouvait Joseph Pilsudski, était passionnément pour l'indépendance de la Pologne ; le « socialisme » du P.S.S. n'était qu'une vague addition à son nationalisme militant. Au contraire, la social-démocratie polonaise, que dirigeait Rosa Luxemburg, opposait au mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne la revendication de l'autonomie du territoire polonais au sein d'une Russie démocratique. Luxemburg partait du fait qu'à l'époque de l'impérialisme la séparation de la Pologne de la Russie était économiquement irréalisable et qu'à l'époque du socialisme elle deviendrait inutile. Le « droit à l'auto-détermination » était pour elle une abstraction vide. La polémique sur cette question dura des années. Lénine montra que l'impérialisme ne dominait pas également dans tous les pays, dans toutes les régions et dans toutes les sphères de la vie, que l'héritage du passé représentait un amoncellement et une interprétation de diverses époques historiques ; que le capital monopoliste s'élevait sur tout le reste, mais ne l'effaçait pas ; que, malgré la domination de l'impérialisme, de nombreux problèmes nationaux gardaient toute leur force et que, par un concours de circonstances natio-

nales et mondiales, la Pologne pourrait devenir indépendante, même à l'époque de l'impérialisme.

Le droit à l'auto-détermination n'était, du point de vue de Lénine, rien d'autre que l'application des principes de la démocratie bourgeoise dans la sphère des relations nationales. Une démocratie complète, réelle, universelle, est irréalisable sous le capitalisme ; dans ce sens, l'indépendance nationale des peuples petits et faibles est également « irréalisable ». Pourtant, la classe ouvrière ne renonce pas, même sous l'impérialisme, à la lutte pour les droits démocratiques, y compris le droit de chaque nation à une existence indépendante. Plus encore : pour certaines parties de notre planète c'est précisément l'impérialisme qui donne au mot d'ordre d'autodétermination nationale une acuité exceptionnelle. Si l'Europe occidentale et l'Europe centrale ont réussi d'une manière ou d'une autre à résoudre leurs problèmes nationaux au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, en Europe orientale, Asie, Afrique et Amérique du Sud, l'époque des mouvements nationaux démocratiques n'a réellement commencé à s'ouvrir qu'au XX<sup>e</sup> siècle. Nier le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'était en fait prêter aide aux impérialistes contre leurs colonies et les peuples opprimés en général.

La période de réaction avait extrêmement exaspéré en Russie la question nationale. « La vague de nationalisme militant qui vient d'en haut, écrivait Staline, jointe à toute une série de répressions de la part de ceux qui détiennent le pouvoir et veulent se venger des peuples limitrophes pour leur amour de la liberté, a provoqué en réponse une vague de nationalisme d'en bas, qui parfois est allée jusqu'à un chauvinisme grossier. » C'est à ce moment-là que se déroulait le procès, sous une accusation de meurtre rituel, du Juif de Kiev, Bayliss. Rétrospectivement, à la lumière des dernières conquêtes de la civilisation, surtout en Allemagne et en U.R.S.S. ce procès peut sembler aujourd'hui presque une expérience humanitaire. Mais en 1913 il ébranla le monde entier. Le poison du nationalisme menaçait même de larges couches de la classe ouvrière. Alarmé, Gorki écrivait à Lénine sur la nécessité de s'opposer à la barbarie chauvine. « A propos du nationalisme, je suis entièrement d'accord avec vous, répondit Lénine, il faut s'en occuper plus sérieusement. Nous avons un merveilleux Géorgien et il écrit pour *Prosvechtchénié* [L'Instruction] un grand article, après avoir rassemblé tous les matériaux, autrichiens et autres. Nous allons insister là-dessus. » Il s'agissait de Staline. Lié depuis longtemps au parti, Gorki connaissait bien ses cadres dirigeants. Mais Staline lui était évidemment resté entièrement inconnu, car Lénine se trouva contraint de recourir à une formule, flatteuse certes, mais tout à fait impersonnelle, telle qu'« un merveilleux Géorgien ». C'est probablement, soit dit en passant, la seule occasion où Lénine caractérise un révolutionnaire russe connu par une épithète nationale. Il avait en vue non pas proprement le Géorgien, mais le Caucasien : sans aucun doute, l'élément de primitivité séduisait Lénine ; ce n'est pas pour rien qu'il avait une attitude aussi tendre envers Kamo.

Durant son séjour de deux mois à l'étranger, Staline écrivit une étude, courte mais très dense, intitulée *Marxisme et question nationale*. Destiné à une revue légale, l'article emploie un vocabulaire prudent. Mais ses tendances révolutionnaires n'en sont pas moins apparentes. L'auteur commence par opposer la définition donnée par le matérialisme historique de la nation à la définition de celle-ci par la psychologie abstraite, dans l'esprit de l'école autrichienne. « La nation, écrit-il, c'est une communauté stable, formée par l'histoire, de langage, de territoire, de vie économique et de tournure psychologique, qui se manifeste par une communauté de culture. » Cette définition complexe, qui combine les traits psychologiques de la nation aux conditions géographiques et économiques de son développement, n'est pas seulement juste théo-

riquement, mais encore fertile pratiquement, car elle force à chercher la réponse à la question du sort de chaque nation dans un changement des conditions matérielles de son existence, à commencer par le territoire. Le bolchévisme n'a jamais connu l'admiration fétichiste des frontières de l'Etat. Le problème politique était de reconstruire l'empire tsariste, prison des peuples, territorialement, politiquement et administrativement, selon les besoins et les désirs des peuples eux-mêmes.

Le parti du prolétariat ne prescrit pas aux diverses nationalités de rester ou non dans les frontières de l'État : c'est leur affaire. Mais il s'engage à aider chacune d'elles à réaliser ses véritables désirs. La question de savoir s'il est possible de former un Etat séparé est une question de circonstances historiques concrètes et de rapports des forces. « Nul ne peut dire, écrivait Staline, que la guerre balkanique est la fin et non le début de complications. Il est tout à fait possible que surgisse un concours de circonstances intérieures et extérieures dans lequel telle ou telle nationalité de Russie trouve nécessaire de poser et de résoudre la question de son indépendance. Et, évidemment, ce n'est pas l'affaire des marxistes de dresser des obstacles en de tels cas. Mais il s'ensuit que les marxistes russes ne peuvent oublier le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. »

Les intérêts des nations qui resteront volontairement dans les frontières de la Russie démocratique seront protégés au moyen de « l'autonomie des entités bien définies, comme la Pologne, la Lithuanie, l'Ukraine, le Caucase, etc. L'autonomie territoriale permettra de mieux utiliser les richesses naturelles de la région ; elle ne divisera pas les citoyens selon des frontières nationales, leur permettant ainsi de se regrouper dans des partis de classe. » L'autoadministration territoriale des régions dans toutes les sphères de la vie sociale s'oppose ici à l'autoadministration extra-territoriale, c'est-à-dire platonique, des nationalités, uniquement dans les questions de « culture ».

Pourtant, la question des relations entre les ouvriers des diverses nationalités d'un même Etat à l'importance la plus immédiate et la plus brûlante, du point de vue de la lutte émancipatrice du prolétariat. Le bolchévisme est pour une union étroite et indissoluble des ouvriers de toutes les nationalités dans le parti et les syndicats sur la base du centralisme démocratique. « Le type d'organisation n'influe pas seulement sur l'activité pratique. Il met sa marque indélébile sur toute la vie spirituelle de l'ouvrier. Celui-ci vit la vie de son organisation, il y croît spirituellement et s'y éduque... Le type internationaliste d'organisation est une école de sentiments de camaraderie, c'est la meilleure agitation en faveur de l'internationalisme. »

L'un des buts du programme autrichien de l'« autonomie culturelle » était « de préserver et développer les particularités nationales, des peuples ». Pourquoi et dans quel but ? se demandait avec étonnement le bolchévisme. Nous ne nous soucions nullement de séparer les divers fragments nationaux de l'humanité. Le bolchevisme revendiquait, certes, pour chaque nation le droit de sécession — le droit, mais nullement l'obligation — comme la garantie dernière, la plus réelle, contre l'oppression. Mais, en même temps, l'idée de préserver artificiellement les particularités nationales lui était profondément hostile. L'élimination de toute oppression ou humiliation nationales, fussent-elles masquées, fussent-elles les plus subtiles, presque « imperceptibles », ne devait pas servir à séparer, mais au contraire à unir pour la révolution les ouvriers des diverses nationalités. Là où il y a des privilèges et des griefs nationaux, il faut donner aux nations la possibilité de se séparer pour rendre d'autant plus facile l'union libre des ouvriers, au nom d'un rapprochement étroit des nations, avec la perspective lointaine de leur fusion complète. Telle était la tendance fondamentale du bolchévisme et elle révéla toute sa force dans la révolution d'Octobre.

Le programme autrichien ne révélait rien d'autre que sa faiblesse : il ne sauva ni l'empire des Habsbourg ni la social-démocratie elle-même. Cultivant les particularités des groupes nationaux du prolétariat et refusant en même temps de donner une satisfaction réelle aux nationalités opprimées, le programme autrichien ne faisait que couvrir la situation dominante des Allemands et des Hongrois et n'était, comme Staline avait raison de le dire, qu'une « forme subtile de nationalisme ». Il est impossible, pourtant, de ne pas noter que, tout en critiquant le souci de préserver les « particularités nationales », l'auteur donne à la pensée de l'adversaire une interprétation sciemment simplifiée à l'excès. « Pensez seulement, s'exclame-t-il, à la préservation de particularités nationales des Tartares de Transcaucasie telles que l'auto-flagellation lors de la fête de Chakhséï-Vakhséï ! Développer des particularités nationales de la Géorgie telles que la loi du talion ! » En réalité, les austro-marxistes n'avaient évidemment pas en vue le maintien de survivances manifestement réactionnaires. Quant à la « particularité nationale de la Géorgie telle que la loi du talion », c'est précisément Staline qui l'a « développée » par la suite à un point probablement jamais atteint par personne d'autre dans l'histoire. Mais c'est déjà là un autre ordre d'idées.

La polémique contre le vieil adversaire, Noé Jordania, qui dans les années de réaction s'était mis à pencher vers le programme autrichien, occupe une grande place dans l'étude. Par divers exemples, Staline montre que l'autonomie culturelle nationale, « généralement inutile... est encore plus absurde et inepte du point de vue des conditions caucasiennes ». Non moins décisive est sa critique du Bund juif, qui était organisé selon un principe, non pas territorial, mais national, et voulait imposer ce système au parti dans son ensemble. « De deux choses l'une : ou le fédéralisme du Bund, et alors la social-démocratie russe se reconstruit sur la base d'une « ségrégation » des ouvriers par nationalités, ou la forme internationaliste d'organisation, et alors le Bund se reconstruit sur la base de l'autonomie territoriale... Il n'y a pas de milieu : les principes triomphent, et ne transigent point. »

*Marxisme et question nationale* représente, sans aucun doute, le travail théorique le plus important de Staline, plus exactement c'est le seul. Sur la base de ce seul article, qui forme quarante pages d'imprimerie, on pourrait considérer l'auteur comme un théoricien en vue. Seulement, ce qui est incompréhensible, c'est pourquoi, ni avant ni après ce travail, il n'écrivit rien qui approchât tant soit peu ce niveau. La clef de l'énigme est que le travail fut entièrement inspiré par Lénine, écrit sous sa direction immédiate et révisé par lui ligne par ligne.

Deux fois dans sa vie, Lénine rompit avec de proches collaborateurs qui étaient des théoriciens de grande valeur. La première fois, ce fut en 1903-1904, quand il se sépara de toutes les vieilles autorités de la social-démocratie russe, Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, et de jeunes marxistes éminents, comme Martov et Potressov. La seconde fois, ce fut dans les années de réaction, quand se séparèrent de lui Bogdanov, Lounatcharsky, Pokrovsky, Rojkov, écrivains hautement qualifiés. Zinoviev et Kaménev, ses plus proches collaborateurs, n'étaient pas des théoriciens. En ce sens, la nouvelle montée révolutionnaire surprit Lénine dans l'isolement. Il est naturel qu'il ait saisi avec avidité tout jeune camarade qui pût, dans tel ou tel domaine, prendre part à l'élaboration du programme du parti.

« Cette fois-là, raconte Kroupskaïa, Ilitch s'entretint longtemps avec Staline sur la question nationale, content qu'il était de rencontrer un homme qui s'intéressât sérieusement à cette question et sût s'y orienter. Auparavant, Staline avait passé deux mois à Vienne, où il s'était occupé de la question nationale et avait connu de près nos amis viennois, Boukharine, Troïanovsky. » Ici tout n'est pas dit. « Ilitch s'entretint long-



temps avec Staline », cela veut dire : lui donna les idées directrices, en éclaira les différents aspects, dissipa les malentendus, indiqua des références, revit les premiers essais et y apporta des corrections... « Je me souviens, raconte toujours Kroupskaïa, de l'attitude d'Ilitch envers un auteur de peu d'expérience. Il considérait le fond, le principal, cherchait comment aider, corriger. Mais il le faisait avec grande précaution, de sorte que l'auteur ne remarquait pas qu'on le corrigeait. Et Ilitch savait bien aider un auteur dans son travail. S'il voulait, par exemple, charger un camarade d'écrire un article, mais ne savait pas au juste comment celui-ci l'écrirait, il avait d'abord avec lui un long entretien sur le sujet, développait ses propres idées, cherchait à intéresser le camarade, le sondait comme il fallait, puis suggérait : « N'écririez-vous pas un article sur ce sujet ? » Et l'auteur ne remarquait même pas combien l'entretien préliminaire avec Ilitch l'avait aidé, ne remarquait pas qu'il mettait même dans l'article les expressions et les tours de phrases d'Ilitch. » Kroupskaïa ne nomme évidemment pas Staline. Mais sa description de Lénine comme précepteur de jeunes auteurs se trouve dans le chapitre de ses Souvenirs où elle parle du travail de Staline sur la question nationale : Kroupskaïa est assez souvent contrainte de recourir à des procédés détournés pour empêcher, au moins partiellement, que les droits intellectuels de Lénine ne soient usurpés.

Nous voyons assez clairement comment Staline travailla à son article. D'abord, les conversations de Lénine à Cracovie montrant la voie, indiquant les idées directrices et les références nécessaires. Puis voyage de Staline à Vienne, centre de l'« école autrichienne ». Ignorant l'allemand, Staline ne pouvait se débrouiller tout seul dans les matériaux originaux. Mais Boukharine, qui avait incontestablement une tête pour la théorie, savait la langue, connaissait la littérature existant sur le sujet, pouvait s'orienter dans les documents. Boukharine et Troïanovsky furent chargés par Lénine d'aider le « merveilleux », mais peu éduqué Géorgien. C'est à eux, évidemment, que revient le choix des plus importantes citations. La construction logique de l'article, qui ne manque pas de pédantisme, indique, selon toute vraisemblance, l'influence de Boukharine, qui avait un penchant pour les méthodes universitaires, à la différence de Lénine, pour qui l'intérêt politique ou polémique déterminait la structure de l'œuvre. L'influence de Boukharine n'alla pas plus loin que cela, car, précisément sur la question nationale, il était plus près de Rosa Luxemburg que de Lénine. Jusqu'où alla la participation de Troïanovsky, nous ne le savons pas. Mais c'est précisément de ce moment-là que date sa liaison avec Staline, laquelle assura, après bien des années et des changements de circonstances, à l'insignifiant et instable Troïanovsky un poste diplomatique des plus importants.

De Vienne, Staline retourna avec tous ses matériaux à Cracovie. Là, ce fut de nouveau le tour de Lénine de surveiller le travail attentivement et inlassablement. La marque de sa pensée et les traces de sa plume peuvent se découvrir sans peine à chaque page. Certaines phrases, mécaniquement introduites par l'auteur, ou certaines lignes, manifestement écrites par le « maître », semblent inattendues ou incompréhensibles si l'on ne se réfère pas aux œuvres correspondantes de Lénine. « Ce n'est pas la question nationale, mais la question agraire qui décidera du sort du progrès en Russie, écrit Staline, sans explications ; la question nationale lui est subordonnée. » Cette pensée juste et profonde sur le poids spécifique de la question agraire et de la question nationale dans la marche de la révolution russe appartenait entièrement à Lénine et avait été maintes fois développée par lui au cours des années de réaction. En Italie et en Allemagne, la lutte pour l'émancipation et l'unification nationales avait formé en son temps l'axe de la révolution bourgeoise. La situation était différente en Russie, où la nationalité dominante, les Grands-Russes, n'était pas soumise à une oppression nationale, mais au contraire en opprimait d'autres, pourtant, la majorité de ces Grands-

Russes eux-mêmes, à savoir les paysans, vivait sous l'oppression du servage. Des idées aussi complexes et aussi mûrement pesées n'auraient jamais été exprimées par leur véritable auteur, en passant, comme un lieu commun, sans preuves ni commentaires.

Zinoviev et Kaménev, qui vécurent longtemps tout près de Lénine, ne s'approprièrent pas seulement ses idées, mais aussi ses expressions favorites, même son écriture. On ne peut en dire autant de Staline. Bien entendu, lui aussi vivait des idées de Lénine, mais à une certaine distance, à l'écart, et seulement dans la mesure où elles lui étaient nécessaires pour ses buts immédiats. Il était trop ferme, trop têtu et trop borné pour faire siens les procédés littéraires de son maître. C'est pourquoi les corrections apportées par Lénine à son texte ressemblent, selon le mot du poète, à « des pièces aux couleurs vives cousues sur de vieux haillons ». Montrer que l'école autrichienne est une « forme subtile de nationalisme », cela appartient certainement à Lénine, de même qu'un certain nombre d'autres formules, simples mais justes. Staline n'écrivait pas ainsi. A propos de la définition, donnée par Bauer, de la nation comme une « communauté relative du caractère », nous lisons dans l'article : « En quoi donc la nation de Bauer se distingue-t-elle de l'« esprit national » mystique et absolu des spiritualistes ? » Cette phrase fut écrite par Lénine. Ni avant ni après, Staline ne s'exprima jamais de cette manière. Et plus loin, lorsque l'article, à propos des corrections éclectiques de Bauer à sa propre définition de la nation, remarque : « Ainsi, la théorie cousue de fils idéalistes se réfute elle-même », il est impossible de ne pas reconnaître immédiatement la plume de Lénine. Il en est de même de la définition de la forme internationaliste d'une organisation ouvrière comme une « école de sentiments de camaraderie ». Staline n'écrivait pas comme cela. D'autre part, dans tout le travail, malgré ses nombreuses gaucheries, nous ne rencontrons pas de caméléons qui prennent la couleur des lions, ni d'hirondelles souterraines, ni d'écrans faits de larmes : Lénine a éliminé toutes ces fioritures de séminaire. Le manuscrit original avec toutes les corrections peut, évidemment, rester caché. Mais il est absolument impossible de cacher la main de Lénine, tout comme il est impossible de cacher le fait que, dans ses années d'emprisonnement et de déportation, Staline n'a rien créé qui ressemblât, même de loin, au travail qu'il écrivit en quelques semaines à Vienne et à Cracovie.

Le 8 février, quand Staline se trouvait encore à l'étranger, Lénine félicita la rédaction de la *Pravda* « pour l'énorme amélioration dans toute la tenue du journal qui est apparente dans ces derniers jours ». L'amélioration concernait l'attitude envers les principes et s'exprimait surtout dans l'intensification de la lutte contre les liquidateurs. Sverdlov remplissait alors en fait, à ce que raconte Samoïlov, les fonctions de rédacteur en chef, vivant illégalement et ne sortant pas de l'appartement d'un député « inviolable », il s'occupait toute la journée des manuscrits pour le journal. « C'était, en outre, un excellent camarade dans toutes les questions d'ordre personnel. » C'est juste. Samoïlov ne dit rien de semblable sur Staline, avec qui il entra en contact étroit et pour qui il avait un grand respect. Le 10 février, la police entra dans l'appartement « inviolable », arrêta Sverdlov et le déporta bientôt en Sibérie, certainement sur une dénonciation de Malinovsky. Fin février, Staline, revenu de l'étranger, s'installa chez le même député. « Il joua un rôle dirigeant dans la vie de notre fraction et de la *Pravda*, raconte Samoïlov, et il n'assistait pas seulement à toutes les conférences que nous tenions dans l'appartement, mais assez souvent il se rendait aussi, à grand risque pour lui-même, aux séances de la fraction social-démocrate, où il défendait notre position dans les discussions avec les menchéviks ou en d'autres circonstances, et il nous rendit de grands services. » Staline trouva à Pétersbourg une situation considérablement changée. Les ouvriers avancés avaient fermement soutenu les réformes de Sverdlov, inspirées par Lénine. L'état-major de la *Pravda* avait été renouvelé, les conciliateurs écartés. Staline

ne pensa même pas à défendre les positions dont il s'était séparé deux mois plus tôt. Ce n'était pas sa manière. Il se souciait maintenant de sauver la face. Le 26 février, il écrivit dans la *Pravda* un article dans lequel il appelait les ouvriers à « élever la voix contre les tentatives de faire une scission dans le parti, de quelque part qu'elles vinssent ». Au fond, l'article faisait partie d'une campagne pour préparer la scission de la fraction à la Douma en rejetant la responsabilité sur l'adversaire. Mais, lié par son propre passé, Staline essayait de couvrir son nouveau dessein avec les anciennes formules. De là l'expression équivoque sur les tentatives de scission « de quelque part qu'elles vinssent ». En tout cas, il ressort évidemment de l'article qu'après avoir passé par l'école de Cracovie l'auteur s'efforçait de changer sa position et d'adopter la nouvelle politique de façon aussi apparente que possible. Pourtant, il n'eut pas l'occasion de travailler selon cette nouvelle politique ; il fut bientôt arrêté.

Dans ses Souvenirs, l'ancien oppositionnel géorgien Kavtaradzé raconte comment il se rencontra avec Staline dans un restaurant de Pétersbourg, sous l'œil vigilant de mouchards. Quand, dans la rue, les deux interlocuteurs crurent qu'ils avaient réussi à semer ceux qui les filaient, Staline prit une voiture. Mais une autre voiture, remplie de mouchards, le suivit immédiatement. Kavtaradzé, qui pensait que son compatriote n'échapperait pas cette fois-ci à l'arrestation, apprit plus tard avec étonnement qu'il était en liberté. Passant par une rue faiblement éclairée, Staline se recroquevilla, se glissa derrière le dossier du traîneau sans se faire remarquer et se laissa tomber sur un tas de neige au bord de la rue. Après avoir suivi des yeux la seconde voiture, il se leva, se secoua et alla se cacher chez un camarade. Trois jours plus tard, vêtu d'un uniforme d'étudiant, il sortit de son refuge et « continua son travail dirigeant dans le mouvement clandestin à Pétersbourg ». Par ses Souvenirs manifestement stylisés, Kavtaradzé tenta de détourner la main qui déjà le menaçait. Mais, comme bien d'autres, il n'obtint rien pour prix de son avilissement... La rédaction d'une revue historique officielle fit semblant de ne pas remarquer qu'en 1911, l'année où Kavtaradzé place cet épisode, Staline ne se trouva à Pétersbourg que pendant les mois d'été, lorsqu'il ne pouvait y avoir de neige dans les rues. Si l'on prend le récit pour argent comptant, il put se passer fin 1912 ou début 1913, lorsque Staline, après son retour de l'étranger, resta en liberté deux ou trois semaines.

En mars, l'organisation bolcheviste, sous l'égide de la *Pravda*, organisa une soirée-concert. Staline « voulait y aller », raconte Samoilov — il pourrait y voir de nombreux camarades. Il demande conseil à Malinovsky : valait-il la peine d'y aller ? n'était-ce pas dangereux ? Le perfide conseiller répondit qu'à son avis il n'y avait pas de danger. Cependant le danger était préparé par Malinovsky lui-même. Après l'arrivée de Staline, la salle se remplit soudain de policiers. On tenta de le faire sortir par l'entrée des artistes, après l'avoir revêtu d'une pèlerine de femme. Mais il fut malgré tout arrêté. Cette fois-ci, il allait disparaître de la circulation pour exactement quatre ans. Deux mois après cette arrestation, Lénine écrivit dans la *Pravda* : « Je vous félicite vivement de votre succès... L'amélioration est énorme et importante, il faut espérer qu'elle est permanente et définitive... Si seulement on n'a pas de mauvaise chance ! » Si l'on veut être complet, il faut citer aussi la lettre que Lénine envoya à Pétersbourg en octobre 1913, lorsque Staline était déjà déporté bien loin et que Kaménev était à la tête de la rédaction : « Ici tout le monde est content du journal et de son rédacteur en chef : pendant tous ces derniers temps, je n'ai pas entendu un seul mot contre... Tout le monde est content et moi en particulier, car il s'est trouvé que j'ai été prophète. Vous vous souvenez ? » Et à la fin de la lettre : « Cher ami ! Toute l'attention est maintenant accordée à la lutte des six pour leurs droits politiques. Je vous supplie de la soutenir de toutes vos forces et de ne pas permettre au journal ni à l'opinion publique marxiste de

vaciller un seul instant.» De toutes les données présentes se dégagent des conclusions absolument irréfutables : le journal, de l'avis de Lénine, allait fort mal quand Staline le dirigeait. La fraction à la Douma commença à se redresser politiquement après que Sverdlov, en l'absence de Staline, eut effectué des « réformes fondamentales ». Le journal s'améliora et devint satisfaisant quand Kaménev se trouva à sa tête. Sous sa direction, les députés bolchevistes à la Douma établirent leur indépendance politique.

Lors de la scission de la fraction, Malinovsky joua un rôle actif, même deux rôles à la fois. Le général de gendarmerie Spiridovitch écrit à ce sujet : « Malinovsky, qui suivait les instructions de Lénine et du département de police, réussit à faire qu'en octobre 1913... les « sept » et les « six » se brouillèrent définitivement. » Les menchéviks, de leur côté, accablèrent de sarcasmes la « coïncidence » de la politique de Lénine avec celle du département de police. Maintenant, lorsque les événements ont apporté leur verdict, la vieille dispute a perdu tout sens. Le département de police espérait que la scission de la social-démocratie affaiblirait le mouvement ouvrier. Lénine pensait au contraire que seule la scission assurerait aux ouvriers la direction révolutionnaire nécessaire. Les Machiavels policiers commirent manifestement une erreur de calcul. Les menchéviks se trouvèrent voués à l'insignifiance. Le bolchévisme triompha sur toute la ligne.

Staline consacra plus de six mois avant sa dernière arrestation à un travail intense à Pétersbourg et à l'étranger. Il aida à mener la campagne électorale pour la Douma, dirigea la *Pravda*, participa à une conférence importante de l'état-major du parti à l'étranger et écrivit son travail sur la question nationale. Ces six mois eurent certainement une grande importance pour son développement personnel. Pour la première fois, il eut la responsabilité du travail dans la capitale, aborda la grande politique, entra en contact étroit avec Lénine. Le sentiment de fausse supériorité qui était son propre, lui qui se considérait un « praticien » réaliste, ne put manquer d'être ébranlé lors de son contact personnel avec le grand émigré. L'appréciation qu'il avait de lui-même dut se faire plus critique et plus sobre, son ambition plus réservée et plus inquiète. Blessée, sa satisfaction provinciale de lui-même dut inévitablement se colorer d'envie, que seule la prudence retenait. Staline partit en déportation les dents serrées.





## VI

### GUERRE ET DÉPORTATION

Voyant dans la rue un homme accroupi faisant des gestes mystérieux, Léon Tolstoï décida que c'était un fou ; s'approchant, il vit que l'homme faisait œuvre utile, il affûtait un couteau sur une pierre. Lénine aimait à citer cet exemple. Les incessantes discussions, les luttes fractionnelles, les scissions entre bolcheviks et menchéviks, les disputes et scissions parmi les bolcheviks eux-mêmes semblaient à un observateur extérieur des actes de maniaques. L'épreuve des événements montra que ces gens-là faisaient œuvre utile : la lutte ne se menait nullement sur des subtilités scolastiques, comme des dilettantes pouvaient le croire, mais sur les questions fondamentales du mouvement révolutionnaire.

Ayant soigneusement précisé leurs idées et tracé les lignes de démarcation politique, seuls Lénine et ses partisans se trouvaient prêts à faire face à la nouvelle montée révolutionnaire. De là, la série ininterrompue de succès qui assurèrent en peu de temps aux « pravdistes » la prédominance complète dans le mouvement ouvrier. Dans les années de réaction, la majorité de la vieille génération s'était retirée de la lutte. « Lénine n'a que de petits garçons », disaient avec mépris les liquidateurs. Mais Lénine voyait en cela un grand avantage pour son parti : la révolution, tout comme la guerre, fait inévitablement retomber la plus grande partie de son poids sur le dos de la jeunesse. Sans espoir est le parti socialiste qui est incapable d'attirer à lui les « petits garçons ».

La police tsariste, qui se trouvait face à face avec les partis révolutionnaires, n'épargnait pas dans sa correspondance secrète les aveux flatteurs à l'adresse des bolcheviks : « Dans ces dix dernières années, écrivait en 1913 le directeur du département de police, l'élément le plus énergique, le plus vigoureux, le plus capable de mener une lutte inlassable, de résister et de s'organiser constamment, ce sont les organisations et les personnes qui se groupent autour de Lénine... L'âme qui organise constamment toutes les entreprises quelque peu sérieuses du parti, c'est Lénine... La fraction des léninistes est toujours mieux organisée que les autres, plus forte dans son unanimité, plus inventive dans la propagande de ses idées parmi les ouvriers... Quand, dans ces deux dernières années, le mouvement ouvrier s'est mis à se renforcer, Lénine, avec ses partisans, s'est trouvé plus près des ouvriers que les autres et fut le premier à proclamer des mots d'ordre purement révolutionnaires... Il y a maintenant des cercles, cellules et organisations bolchevistes dans toutes les villes. Une correspondance et des contacts permanents ont été établis avec presque tous les centres industriels. Le Comité central fonctionne presque régulièrement et se trouve entièrement dans les mains de Lénine... Vu ce qui vient d'être dit, il n'est rien d'étonnant à ce qu'actuellement le rassemblement de tout le parti clandestin se fasse autour des organisations bolchevistes et que ces dernières représentent en fait le Parti ouvrier social-démocrate russe. » Il n'y a presque rien à ajouter à cela.

La correspondance de l'état-major à l'étranger prend une nouvelle couleur, maintenant optimiste. Kroupskaïa écrit à Chklovsky au début de 1913 : « ... Toutes les liaisons sont assez différentes de ce qu'elles étaient naguère. On sent mieux qu'on a affaire à des compagnons d'idées... La cause du bolchévisme va mieux que jamais. » Les liquidateurs, qui se vantaient de leur réalisme et hier encore déclaraient que Lénine était le chef d'une secte en dégénérescence, se virent soudain écartés et isolés. De Cracovie, Lénine suit inlassablement toutes les manifestations du mouvement ouvrier, enregistre et classe tous les faits, qui peuvent lui permettre de tâter le pouls du prolétariat. A la suite de calculs minutieux faits à Cracovie sur les collectes d'argent pour la presse ouvrière, il s'avère qu'à Pétersbourg 86 % des lecteurs ouvriers sont du côté de la Pravda et seulement 14% du côté des liquidateurs, à Moscou, le rapport est presque le même, dans la province, plus arriérée, la situation est quelque peu plus favorable aux liquidateurs, mais dans l'ensemble les quatre cinquièmes des ouvriers avancés sont du côté de la Pravda. Quelle valeur pouvaient avoir des appels abstraits à l'unité des fractions et des tendances si la juste politique, s'opposant à ces « fractions et tendances », avait su en trois ans rassembler autour du bolchévisme la majorité écrasante des ouvriers avancés ? Au moment des élections à la Quatrième Douma, où il ne s'agissait plus des social-démocrates, mais des électeurs en général, 67 % de la curie ouvrière se prononcèrent pour les bolcheviks.

Au moment du conflit entre les deux parties de la fraction à la Douma, les députés bolchevistes eurent à Pétersbourg cinq mille voix, les menchévistes six cent vingt et une. Dans la capitale, les liquidateurs se trouvaient complètement écrasés. Dans le mouvement syndical, le rapport était le même : des treize syndicats de Moscou, pas un seul n'était avec les liquidateurs ; des vingt syndicats de Pétersbourg, quatre seulement, les moins prolétariens et les moins importants, se trouvaient complètement ou en partie dans les mains des menchéviks. Au début de 1914, lors de l'élection des représentants ouvriers aux caisses d'assurances contre la maladie, ses listes des partisans de la Pravda furent complètement victorieuses à Pétersbourg. Tous les groupes hostiles au bolchévisme, liquidateurs, otzovistes, conciliateurs de diverses couleurs, se trouvèrent absolument incapables de s'implanter dans la classe ouvrière. Lénine en tira la conclusion, suivante : « C'est seulement en luttant contre ces groupes que le véritable parti ouvrier social-démocrate de Russie se soude et peut se souder. »

Au printemps de 1914, Emile Vandervelde, alors président de la Deuxième Internationale, visita Pétersbourg pour se familiariser sur place avec la lutte des fractions dans la classe ouvrière. Le sceptique opportuniste mesura les querelles des barbares russes avec l'étalon du parlementarisme belge. Les menchéviks, annonça-t-il à son retour, veulent s'organiser légalement et réclament le droit de coalition, les bolcheviks veulent aller immédiatement jusqu'à la proclamation de la république et l'expropriation de la terre. Vandervelde trouva ces désaccords « assez puérils ». Lénine ne pouvait que sourire amèrement de tout cela. Bientôt vinrent des événements qui furent une épreuve infaillible pour les hommes et les idées. Les désaccords « puérils » entre marxistes et opportunistes s'étendirent peu à peu à tout le mouvement ouvrier mondial.

« La guerre de l'Autriche avec la Russie, écrivait Lénine à Gorki au début de 1913, serait une affaire très favorable à la révolution (dans toute l'Europe orientale), mais il est peu probable que François-Joseph et le petit père Nicolas nous donnent ce plaisir. » Ils le donnèrent, mais, il est vrai, pas moins d'un an et demi plus tard.

Entre-temps, la conjoncture industrielle avait déjà passé son zénith. Les premières secousses souterraines de la crise commençaient à se faire sentir. Mais elles

n'avaient pas arrêté la lutte gréviste. Au contraire, elles lui avaient donné un caractère plus offensif. Un peu plus de six mois seulement avant le début de la guerre, on comptait presque un million et demi de grévistes. La dernière grande flambée se produisit à la veille même de la mobilisation. Le 3 juillet, la police de Pétersbourg tira sur un groupe d'ouvriers. A l'appel d'un comité de bolcheviks, les plus importantes usines s'arrêtèrent en signe de protestation. Le nombre de grévistes atteignit deux cent mille. Il y avait partout des meetings et des manifestations. On tenta de dresser des barricades. Dans le feu même de ces événements, qui se déroulaient au cœur de la capitale transformée en camp retranché, le président de la République française, Poincaré, arriva pour les derniers pourparlers avec son « ami » couronné et eut la possibilité de jeter un coup d'œil dans le laboratoire de la révolution russe. Mais, quelques jours plus tard, le gouvernement profitait de la déclaration de guerre pour balayer de la face de la terre les organisations et la presse ouvrière. La première victime, ce fut la Pravda. Etouffer la révolution avec la guerre, telle était la brillante idée du gouvernement tsariste.

Affirmer, comme le font certains biographes, que Staline serait l'auteur de la théorie du « défaitisme » ou de la formule de la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » est une pure invention et témoigne d'une incompréhension complète de la physionomie intellectuelle et politique de Staline. Plus que tout autre chose, c'est l'esprit d'innovation et l'audace théorique qui lui manquent. Il n'anticipa jamais rien, ne marcha jamais en tête. Empirique, il craignait toujours les conclusions a priori, préférant mesurer dix fois avant de couper l'étoffe. Il y avait toujours dans ce révolutionnaire un bureaucrate conservateur. La Deuxième Internationale était un puissant appareil. Jamais Staline, de sa propre initiative, ne serait allé jusqu'à rompre avec elle. L'élaboration de la doctrine bolcheviste de la guerre appartient entièrement à la biographie de Lénine. Staline n'y apporta pas un seul mot, pas plus qu'à la doctrine de la révolution. Pourtant, pour comprendre l'attitude de Staline dans ses années de déportation et surtout dans les semaines critiques qui suivirent immédiatement la révolution de Février, ainsi que sa rupture ultérieure avec tous les principes du bolchévisme, il est nécessaire d'esquisser ici brièvement le système de conceptions que Lénine élaborait dès le début de la guerre et auquel il amena peu à peu le parti.

La première question posée par la catastrophe européenne était de savoir si les socialistes devaient prendre sur eux la « défense de la patrie ». Le problème n'était pas de décider si un socialiste devait remplir à titre individuel ses obligations militaires : il n'avait pas le choix, car la désertion n'est pas une politique révolutionnaire. Le problème était de savoir si un parti socialiste devait soutenir la guerre politiquement : voter le budget militaire, renoncer à la lutte contre le gouvernement, mener une agitation pour la « défense de la patrie ». Lénine répondait : non, il ne doit pas le faire, il n'en a pas le droit ; non parce que c'est une guerre, mais parce que c'est une guerre réactionnaire, une rixe sanglante des maîtres d'esclaves pour le repartage du monde.

La formation des Etats nationaux sur le continent européen remplit une époque qui commença, à peu près, à la Révolution française et se termina à la paix de Versailles de 1871. Les guerres pour la création ou la défense d'un Etat national, lequel était une condition nécessaire du développement des forces productives et de la culture, avaient à cette époque-là un caractère historique progressif. Les révolutionnaires non seulement pouvaient, mais devaient soutenir politiquement les guerres nationales. De 1871 à 1914, le capitalisme européen, après avoir atteint son épanouissement sur la base des Etats nationaux, se survit, devient monopoliste ou impérialiste. « L'impérialisme, c'est un état du capitalisme où, après avoir accompli tout ce qu'il a pu, il se tourne vers



son déclin.» La cause de ce déclin est que les forces productives sont de plus en plus à l'étroit dans les cadres de la propriété privée ainsi que dans les frontières de l'Etat national. En quête d'une issue, l'impérialisme s'efforce de partager et de repartager le monde. Aux guerres nationales succèdent les guerres impérialistes. Elles ont un caractère complètement réactionnaire, car elles reflètent l'impasse historique, la stagnation, la putréfaction du capitalisme monopoliste.

L'impérialisme peut exister uniquement parce qu'il y a sur notre planète des nations arriérées, des pays coloniaux et semi-coloniaux. La lutte de ces peuples opprimés pour leur unité et leur indépendance nationales a un caractère doublement progressif, car, d'une part, elle prépare des conditions plus favorables au développement de ces peuples mêmes et, de l'autre, porte un coup à l'impérialisme. Il s'ensuit, en particulier, que dans une guerre entre une république démocratique impérialiste civilisée et la monarchie barbare et arriérée d'un pays colonial, les socialistes seront entièrement du côté du pays opprimé, malgré sa monarchie, et contre le pays oppresseur, malgré sa « démocratie ».

L'impérialisme couvre ses buts de pillage, la saisie de colonies, de marchés, de sources de matières premières, de sphères d'influence, avec des idées telles que la « défense de la paix contre les agresseurs », la « défense de la patrie », la « défense de la démocratie », etc. Ces idées sont complètement fausses. « La question de savoir quel groupe a porté le premier coup ou a déclaré la guerre, écrivait Lénine en mars 1915, n'a aucun sens lorsqu'il s'agit de définir la tactique des socialistes. Les phrases sur la défense de la patrie, sur la résistance à l'invasion ennemie, sur la guerre défensive, etc. sont des deux côtés une pure duperie du peuple. » « ... Pendant des dizaines d'années, expliquait Lénine, trois brigands (la bourgeoisie et les gouvernements de l'Angleterre, de la Russie et de la France) se sont armés pour dévaliser l'Allemagne. Est-il étonnant que deux brigands aient attaqué avant que les trois aient pu recevoir les nouveaux couteaux qu'ils avaient commandés ? » Ce qui est décisif pour le prolétariat, c'est la signification historique objective de la guerre : quelle classe la fait et dans quels buts ? Et non les ruses de la diplomatie, qui réussit toujours à présenter l'ennemi comme l'agresseur.

C'est aussi faussement que les impérialistes invoquent les intérêts de la démocratie et de la culture. « La bourgeoisie allemande... dupe la classe ouvrière et les masses travailleuses en affirmant qu'elle fait la guerre... pour l'émancipation des peuples opprimés par le tsarisme... La bourgeoisie anglaise et française... dupe la classe ouvrière et les masses travailleuses en affirmant qu'elle fait la guerre... contre le militarisme et le despotisme de l'Allemagne. » Telle ou telle forme étatique ne peut changer la base économique réactionnaire de l'impérialisme. Or le caractère d'une guerre est entièrement déterminé par cette base. « De nos jours... la pensée même d'une bourgeoisie progressive, d'un mouvement bourgeois progressif, serait ridicule. La vieille démocratie bourgeoise... est devenue réactionnaire. » Cette estimation de la « démocratie » impérialiste forme la pierre angulaire de toute la conception de Lénine.

Comme la guerre n'est menée par aucun des deux camps pour la défense de la patrie, de la démocratie et de la culture, mais pour le repartage du monde et l'asservissement des colonies, un socialiste n'a pas le droit de préférer un camp impérialiste à l'autre. Complètement vaine serait la tentative de « dire, du point de vue du prolétariat international, celui des deux groupes de nations belligérantes dont la défaite serait un moindre mal pour le socialisme ». Sacrifier au nom de ce prétendu « moindre mal » l'indépendance politique du prolétariat serait trahir l'avenir de l'humanité.

La politique de l'« unité nationale » en temps de guerre, encore bien plus qu'en temps de paix, signifie soutenir la réaction et perpétuer la barbarie impérialiste. Refu-

ser ce soutien, ce qui est le devoir élémentaire d'un socialiste, n'est pourtant qu'un aspect négatif ou passif de l'internationalisme. Ce n'est pas suffisant. La tâche du parti du prolétariat est de « mener une propagande générale, s'étendant à l'armée et au théâtre des opérations militaires, pour la révolution socialiste et pour la nécessité de diriger les armes, non pas contre des frères, esclaves mercenaires d'autres pays, mais contre les gouvernements et partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays ».

Pourtant, la lutte révolutionnaire en temps de guerre ne peut-elle amener la défaite du gouvernement ? Lénine ne s'effraie pas de cette conclusion. « Dans chaque pays, la lutte contre le gouvernement qui mène une guerre impérialiste ne doit pas s'arrêter devant la possibilité de la défaite de ce pays à la suite de l'agitation révolutionnaire. » C'est en cela que réside l'essence de ce qu'on appela la théorie du « défaitisme ». Des adversaires de mauvaise foi tentèrent d'interpréter la chose comme si Lénine acceptait la collaboration des internationalistes avec l'impérialisme étranger pour vaincre la réaction dans leur propre pays. En réalité, il s'agissait de la lutte commune du prolétariat mondial contre l'impérialisme mondial à travers la lutte simultanée du prolétariat de chaque pays contre son propre impérialisme, lequel était l'ennemi immédiat et principal. « Pour nous, Russes, du point de vue des intérêts des masses travailleuses et de la classe ouvrière de Russie, écrivait Lénine à Chliapnikov en octobre 1914, il ne peut y avoir le moindre doute, absolument aucun doute, que le moindre mal serait maintenant et immédiatement la défaite du tsarisme dans la guerre actuelle... »

Il est impossible de lutter contre la guerre impérialiste en soupirant après la paix, à la manière des pacifistes. « Une des formes de duperie de la classe ouvrière, c'est le pacifisme et la prédication abstraite de la paix. Sous le capitalisme, et surtout à son stade impérialiste, les guerres sont inévitables. » Une paix conclue par les impérialistes sera une simple pause avant une nouvelle guerre. Seule la lutte révolutionnaire des masses contre la guerre et l'impérialisme qui l'engendre peut assurer une véritable paix. « Sans une série de révolutions, une prétendue paix démocratique est une utopie de philistin. »

La lutte contre les illusions du pacifisme forme un élément important de la doctrine de Lénine. C'est avec une haine toute particulière qu'il rejette la revendication du « désarmement » comme manifestement utopique sous le capitalisme et propre seulement à détourner la pensée des ouvriers de la nécessité de s'armer eux-mêmes. « Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, d'avoir des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. » Et plus loin : « Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat pour vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie... C'est seulement après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra jeter au rebut toutes les armes sans trahir sa tâche historique universelle... » Lénine rejette le mot d'ordre pur et simple de « paix », lui opposant celui de la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ».

La majorité des chefs des partis ouvriers se trouvèrent pendant la guerre du côté de leur bourgeoisie. Lénine baptisa cette tendance social-chauvinisme : socialisme en paroles, chauvinisme en fait. La trahison de l'internationalisme ne tombait pourtant pas du ciel, mais était la continuation et le développement inévitable de la politique d'adaptation réformiste à l'Etat capitaliste. « L'opportunisme et le social-chauvinisme contiennent les mêmes idées politiques : collaboration entre les classes au lieu de leur lutte réciproque, abandon des moyens révolutionnaires de lutte, soutien du gouvernement dans une situation difficile pour lui au lieu d'utiliser ses difficultés pour la révolution. »

La dernière période d'épanouissement capitaliste avant la guerre (1909-1913) attachait par des liens particulièrement étroits la couche supérieure du prolétariat à l'impérialisme. De bons morceaux des surprofits que la bourgeoisie recevait des colonies et des pays arriérés en général revenaient à l'aristocratie et à la bureaucratie ouvrières. Le patriotisme de celles-ci était ainsi dicté par un intérêt immédiat dans la politique de l'impérialisme. Durant une guerre qui mettait à nu toutes les relations sociales, « l'alliance des opportunistes et des chauvins avec la bourgeoisie, les gouvernements et les états-majors généraux leur donna une force énorme, » Les opportunistes passèrent définitivement dans le camp de l'ennemi de classe.

La tendance intermédiaire et, probablement, la plus étendue dans le socialisme, ce qu'on appela le centre (Kautsky et autres), qui avait hésité en temps de paix entre réformisme et marxisme, devint presque entièrement prisonnière des social-chauvins, tout en se couvrant de phrases pacifistes. Quant aux masses, elles se trouvèrent prises à l'improviste et furent trompées par les dirigeants de leurs propres organisations, qu'elles avaient édifiées durant les décades précédentes. Après avoir donné une appréciation sociologique et politique de la bureaucratie ouvrière de la Deuxième Internationale, Lénine ne s'arrêta pas à mi-chemin. « L'unité avec les opportunistes, c'est l'alliance des ouvriers avec « leur » bourgeoisie nationale et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire internationale. » Il concluait de là à la nécessité de rompre une fois pour toutes tous liens avec les social-chauvins. « Il est impossible de remplir les tâches du socialisme à l'époque actuelle, il est impossible de réaliser un véritable rassemblement international des ouvriers sans rompre résolument avec l'opportunisme », ainsi qu'avec le centrisme, « cette tendance bourgeoise dans le socialisme ». Il faut changer le nom même du parti. « Ne vaut-il pas mieux abandonner le nom souillé et avili par eux, de « social-démocrates » et retourner au vieux nom marxiste de communistes ? » Il est temps de rompre avec la Deuxième Internationale et de bâtir la Troisième.

Voilà où avaient conduit les désaccords que, deux ou trois mois tout au plus avant la guerre, Emile Vandervelde trouvait « puérils ». Le président de la Deuxième Internationale était entre-temps devenu lui-même ministre patriote de son roi.

Le parti bolcheviste était le parti le plus révolutionnaire de toutes les sections de la Deuxième Internationale — au fond, le seul qui fût révolutionnaire. Mais même lui ne trouva pas d'un seul coup sa route dans le labyrinthe de la guerre. Dans l'ensemble, la confusion fut plus profonde et dura plus longtemps dans les sommets du parti, qui étaient en contact direct avec l'opinion publique bourgeoise. La fraction bolcheviste à la Douma fit immédiatement un brusque tournant à droite, se joignant aux menchéviks pour faire une déclaration équivoque. Le document, rendu public le 26 juillet à la Douma, se séparait, certes, du « faux patriotisme sous le couvert duquel les classes dominantes mènent leur politique de pillage », mais promettait en même temps que le prolétariat « défendrait les biens culturels du peuple contre toutes les attaques, de quelque part qu'elles vinssent, de l'extérieur ou de l'intérieur ». La fraction avait occupé la position patriotique, sous l'apparence de la « défense de la culture ».

Les thèses de Lénine sur la guerre n'atteignirent Pétersbourg qu'au début de septembre, elles ne rencontrèrent nullement une approbation générale dans le parti. Les objections se tournaient surtout contre le mot d'ordre du « défaitisme », qui, selon Chliapnikov, provoqua de la « perplexité ». La fraction à la Douma, dirigée par Kaménev, tenta cette fois encore d'arrondir les angles trop vifs des formules de Lénine. A Moscou et en province, la situation n'était pas différente. « La guerre prit les « léninistes » à l'improviste, témoigne la section de Moscou de l'Okhrana, et pendant longtemps... ils ne purent s'entendre sur leur attitude envers la guerre... » Les bolche-

viks de Moscou écrivent, par Stockholm, à Lénine, en langage convenu que, « malgré tout le respect pour lui, son fameux conseil de vendre la maison [le mot d'ordre de « défaitisme »] n'a rencontré aucun écho ». A Saratov, selon le leader local Antonov, « les militants des tendances bolcheviste, menchéviste et socialiste-révolutionnaire ne partagent pas l'opinion défaitiste. Plus encore, ... ils sont (à quelques exceptions près) des défenseurs convaincus ». Parmi les ouvriers avancés, la situation était plus favorable. A Pétersbourg, des inscriptions apparaissaient dans les usines : « Si la Russie triomphe, notre sort ne sera pas meilleur, on nous opprimerait encore plus. » Les camarades d'Ivanovo-Voznessensk, écrit Samoilov, avec l'instinct de classe des prolétaires, ont trouvé... la voie juste et y sont résolument entrés dès les premiers mois de guerre. »

Pourtant, seuls des individus isolés, quelques dizaines peut-être, réussirent à formuler leur opinion. Des arrestations en masse anéantirent les organisations social-démocrates. La destruction de la presse avait isolé les ouvriers. D'autant plus important devint le rôle de la fraction à la Douma. Après s'être remis de leur premier accès de panique, les députés bolchevistes commencèrent à déployer une sérieuse activité illégale. Mais dès le 4 novembre, ils étaient arrêtés. Les principales pièces à conviction étaient les documents de l'état-major bolcheviste à l'étranger. Les autorités accusèrent les députés arrêtés de trahison. Durant l'instruction, Kaménev et les députés, sauf le seul Mouranov, répudièrent les thèses de Lénine. Au procès, qui eut lieu le 10 février, les accusés maintinrent la même attitude. La déclaration de Kaménev, selon laquelle les documents qui lui avaient été présentés « contredisaient nettement ses vues sur la guerre actuelle », ne fut pas seulement dictée par le souci de se sauver lui-même : elle exprimait au fond l'attitude négative de toute la couche supérieure du parti envers le défaitisme. A la grande indignation de Lénine, la tactique purement négative des accusés diminua extrêmement la valeur du procès pour l'agitation. La défense sur le plan juridique aurait très bien pu aller de pair avec une offensive politique. Mais Kaménev, politicien sensé et avisé, n'était pas né pour les situations exceptionnelles. De leur côté, les avocats firent tout ce qu'ils purent. Repoussant l'accusation de trahison, l'un d'eux, Péréverzev, prédit que la loyauté des députés ouvriers à leur classe resterait pour toujours gravée dans la mémoire de la postérité, tandis que leurs points faibles, leur manque de préparation, leur dépendance envers les intellectuels qui les conseillaient, etc. « tout cela disparaîtrait comme des écales, avec l'accusation calomnieuse de trahison ». Par un de ces caprices sadiques dont l'histoire ne se lasse jamais, ce fut précisément le sort de Péréverzev, devenu ministre de la Justice, dans le gouvernement de Kérensky, d'accuser tous les chefs bolchevistes de haute trahison et d'espionnage, d'ailleurs à l'aide de faux judiciaires qu'un procureur tsariste ne se serait jamais décidé à employer. Seul Vychinsky, procureur de Staline, dépassa sous ce rapport le ministre de la Justice du gouvernement démocratique.

Malgré la conduite évasive des accusés, le fait même du procès contre les députés ouvriers porta un coup irréparable à la légende de la « paix civile » et secoua la couche d'ouvriers qui était passée par l'école révolutionnaire. « Quarante mille ouvriers environ achetaient la Pravda, écrivait Lénine en mars 1915, bien plus la lisaient... On ne peut faire disparaître cette couche. Elle est vivante... Elle se trouve isolée dans les masses populaires et se tient dans leurs profondeurs, où elle prêche l'internationalisme des travailleurs, des exploités, des opprimés. » Les masses avaient bientôt commencé à se dégriser, mais cela n'apparut au grand jour que lentement. Astreints au service militaire, les ouvriers avaient pieds et poings liés. Toute infraction à la discipline pouvait entraîner l'envoi immédiat au front, avec une note spéciale de la police qui équivalait presque à une condamnation à mort. Cela produisait son effet, surtout à Pétersbourg, où la surveillance était doublement sévère.



Entre-temps les défaites de l'armée tsariste allaient leur train. L'hypnose du patriotisme, ainsi que celle de la peur, se dissipait peu à peu. Dans la seconde moitié de 1915 surgissent des grèves sporadiques causées par la cherté de la vie dans les centres textiles de Moscou, mais elles ne vont pas très loin. Les masses sont mécontentes, mais se taisent. En mai 1916, des troubles éclatent çà et là en province parmi les recrues. Des désordres provoqués par le manque de nourriture apparaissent dans le Midi et trouvent immédiatement un écho à Cronstadt, la forteresse gardant les abords de la capitale. Fin décembre, c'est enfin le tour de Petrograd. Une grève politique embrasse d'un seul coup deux cent mille ouvriers, avec la participation certaine de l'organisation bolcheviste. La glace est brisée. En février éclate une série de grèves et de troubles violents qui se développent en insurrection et aboutissent au passage de la garnison de la capitale au côté des ouvriers. La « voie allemande du développement », sur laquelle libéraux et menchéviks avaient fondé leurs espoirs ne s'était pas réalisée. D'ailleurs les Allemands eux-mêmes allaient bientôt se détourner de la prétendue voie allemande... Staline était voué à apprendre la victoire de l'insurrection et l'abdication du tsar dans un lointain lieu de déportation.

Eparpillée sur un espace de 45 000 kilomètres carrés, la population du territoire de Touroukhansk, dans le nord de la province d'Ienisseïsk, comprenait dix mille âmes environ ; Russes et allogènes. De petites colonies, de deux à dix foyers, rarement plus, étaient séparées par des centaines de verstes l'une de l'autre. Avec un hiver qui dure huit mois, il n'y a pas d'agriculture. Les habitants pêchent et chassent. Le poisson et le gibier abondent. Staline arriva dans cette région inhospitalière au milieu de 1913 et y rencontra Sverdlov, qui s'y trouvait déjà. Allilouïev reçut bientôt une lettre dans laquelle Staline le pria de presser le député Badaïev de lui faire parvenir l'argent envoyé par Lénine de l'étranger. « ... Staline expliquait en détail qu'il avait besoin de l'argent rapidement pour acheter des provisions indispensables, du pétrole et d'autres choses avant que n'arrivât le dur hiver polaire. »

Le 25 août, le département de police avertit la gendarmerie d'Ienisseïsk de la possibilité d'une tentative d'évasion de la part des déportés Sverdlov et Djougachvili. Le 18 décembre, le département demande par télégraphe au gouverneur de la province d'Ienisseïsk de prendre des mesures pour prévenir une évasion. En janvier, le département télégraphie à la gendarmerie d'Ienisseïsk que Sverdlov et Djougachvili, en plus des cent roubles qu'ils avaient déjà reçus, allaient encore recevoir cinquante roubles pour organiser leur évasion. En mars, des agents de l'Okhrana avaient même entendu dire que Sverdlov avait été vu à Moscou. Le gouverneur de la province d'Ienisseïsk se hâta de communiquer que les deux déportés « sont ici et que des mesures ont été prises pour prévenir leur évasion ». C'est en vain que Staline avait écrit à Allilouïev que l'argent envoyé par Lénine était pour du pétrole et d'autres choses. Le département savait de bonne source, c'est-à-dire par Malinovsky même, qu'une évasion se préparait.

En février 1914, Sverdlov écrivait à sa sœur : « On nous transfère, Iossif Djougachvili et moi, à 100 verstes plus au nord, 80 verstes au nord du cercle polaire. La surveillance s'est renforcée ; plus de poste : les lettres nous parviennent une fois par mois, par un « messenger » qui est souvent en retard. Pratiquement, la poste n'arrive que huit ou neuf fois l'an... » L'endroit qui leur est maintenant assigné est le village perdu de Kouréïka. Mais ce n'est pas assez « Pour avoir reçu de l'argent, Djougachvili a été privé d'allocation pour quatre mois. Il nous faut de l'argent, à lui et à moi. Mais il est impossible du l'envoyer à notre nom. »

Dans sa première lettre de Kouréïka, Sverdlov, décrivait clairement sa vie commune avec Staline. « Mon installation dans le nouvel endroit est bien pire. D'abord, je

n'ai plus une chambre à moi. Nous sommes deux. Il y a avec moi le Géorgien Djougachvili, une vieille connaissance, avec qui je m'étais déjà trouvé pendant une autre déportation. C'est un bon garçon, mais beaucoup trop individualiste dans la vie quotidienne. Je suis pour un minimum d'ordre. Là-dessus, je m'irrite parfois. Mais ce n'est pas si important. Bien pire est le fait d'être en contact direct avec la famille de notre propriétaire. Notre chambre est contiguë à la sienne et n'a pas d'entrée séparée. Ils ont des enfants. Naturellement, ceux-ci passent des heures chez nous. Parfois ils vous gênent. Il y a aussi les adultes du village. Ils viennent, s'assoient, restent silencieux pendant une demi-heure et se lèvent soudain : « Bien, il faut partir, au revoir ! » Dès qu'ils sont partis, quelqu'un d'autre arrive et c'est la même chose qui recommence. Ils viennent précisément au meilleur moment pour l'étude, le soir. C'est compréhensible : le jour, ils travaillent. Nous avons dû abandonner notre ancien arrangement et disposer autrement de notre journée. Nous avons dû abandonner l'habitude de rester assis avec un livre bien après minuit. Il n'y a absolument pas de pétrole. Nous nous éclairons à la chandelle. Cela donne peu de lumière pour mes yeux. Aussi ai-je dû mettre toutes mes heures d'études pendant le jour. D'ailleurs, je ne fais pas grand-chose. Il n'y a presque pas de livres... » Telle était la vie du futur premier président de la République soviétique et du futur dictateur de la Russie post-soviétique.

Ce qui nous intéresse le plus dans cette lettre, c'est la manière réservée dont elle décrit Staline : « C'est un bon garçon, mais beaucoup trop individualiste dans la vie quotidienne. » La première partie du jugement a manifestement pour but d'adoucir la seconde. Un « individualiste dans la vie quotidienne », cela signifie ici un homme qui, contraint de vivre côte à côte avec un autre, ne tient pas compte des habitudes ni des intérêts de celui-ci. Le « minimum d'ordre » que réclamait en vain Sverdlov exigeait une certaine discipline volontaire de soi-même pour respecter les intérêts du compagnon de chambre. Sverdlov avait dans son caractère une grande délicatesse. Samoilov parlait de lui comme d'un « excellent camarade » dans les relations personnelles. Il n'y avait en Staline pas ombre de délicatesse. En outre, sa conduite pouvait contenir un certain élément de vengeance : n'oublions pas que c'était précisément Sverdlov qui avait été chargé de liquider la rédaction de la Pravda sur laquelle Staline s'était appuyé contre Lénine. Staline ne pardonnait pas des choses comme cela, il ne pardonnait rien du tout. La publication de toute la correspondance de Sverdlov lors de son séjour à Touroukhansk, promise en 1924, ne vint jamais : elle contenait, apparemment, l'histoire d'une exacerbation ultérieure des relations.

Schweitzer, la femme de Spandarian, le troisième membre du Comité central qui arriva à Kouréïka à la veille de la guerre, quand Sverdlov avait déjà été transféré ailleurs, rapporte que dans la chambre de Staline « la table était couverte de livres et de gros paquets de journaux, et dans un coin, sur une corde, pendaient divers engins de pêche et de chasse, de sa propre fabrication ». La plainte de Sverdlov à propos du manque de livres avait apparemment produit son effet : des amis avaient rempli la bibliothèque de Kouréïka. Les engins « de sa propre fabrication » ne pouvaient être, bien entendu, des armes à feu. C'étaient des filets pour le poisson, des collets pour les lièvres et autres bêtes. Même plus tard, Staline ne devint jamais un passionné de tir ou de chasse. Par son apparence générale, il est plus facile de se l'imaginer tendant un collet la nuit que tirant au vol sur un oiseau.

Le socialiste-révolutionnaire Karganov, par la suite chanteur d'opéra, place sa rencontre avec Staline en déportation à Touroukhansk en 1911, au lieu de 1913 ; des erreurs chronologiques sont habituelles dans des cas semblables. Entre autres, Karganov raconte comment Staline, prenant la défense d'un déporté de droit commun sur-

nommé Tchaïka, qui avait volé un paysan, montra qu'il était impossible de condamner Tchaïka, qu'il fallait l'attirer à la cause, que des gens de cette sorte étaient nécessaires pour la lutte future. Nous avons déjà entendu Véréchtchak mentionner le penchant de Koba pour les criminels. Un jour, au cours d'une discussion, Staline se révéla anti-sémite, employant de grossières expressions géorgiennes à l'adresse des Juifs. Violant toutes les traditions des déportés, il entra, si l'on en croit Karganov, en relations amicales avec un fonctionnaire de la police, l'Ossète Kibirov. Il répondit aux reproches de ses camarades en déclarant que des relations amicales ne l'empêcheraient pas, en cas de besoin, d'exterminer le fonctionnaire comme un ennemi politique. Selon le même Karganov, Staline étonnait les déportés « par son manque complet de principes, sa ruse et sa cruauté exceptionnelles... Son ambition extraordinaire se manifestait même dans des détails ». Il est difficile de décider où, dans tout cela, finit la vérité et commence l'invention. Mais en général le récit de Karganov rappelle d'assez près les observations de Véréchtchak à la prison de Bakou.

Pour les relations postales et autres, Kouréïka dépendait du village de Monastyrskoïé, d'où les fils allaient à Ienisseïsk et, de là, à Krasnoïarsk. L'ancien déporté Gavène, qui appartient maintenant à la catégorie des disparus, raconte que la communauté d'Ienisseïsk était au courant de la vie politique, aussi bien légale que clandestine. Elle était en correspondance avec les autres régions de déportation et avec Krasnoïarsk, qui était à son tour en liaison avec les comités bolchevistes de Petrograd et de Moscou et pourvoyait les déportés de documents clandestins. Même sous le cercle polaire, on s'efforçait de suivre la vie du parti, on se divisait en groupes, on discutait jusqu'à se haïr féroce. D'ailleurs, les déportés ne commencèrent à se séparer sur les principes qu'au milieu de 1914, après l'arrivée dans le territoire de Touroukhansk du troisième membre du Comité central, l'impétueux Spandarian.

Quant à Staline, il faisait bande à part. Selon Choumiatsky, plus tard dirigeant du cinéma soviétique, « Staline... se tenait à l'écart. Occupé de pêche et de chasse, il vivait dans un isolement presque complet... Il n'avait presque aucun besoin de la compagnie d'autrui et ce n'était que rarement qu'il allait voir son ami Sourène Spandarian au village de Monastyrskoïé, pour rentrer quelques jours plus tard dans sa tanière d'ermite. Il faisait quelques remarques isolées sur telle ou telle question quand il lui arrivait d'assister aux réunions tenues par les déportés. » Ces lignes, adoucies et embellies dans une version ultérieure (« tanière » y est, on ne sait pourquoi, remplacé par « laboratoire »), doivent être entendues comme signifiant que Staline avait cessé toutes relations personnelles avec la majorité des déportés et évitait ceux-ci. Rien d'étonnant à ce que ses relations avec Sverdlov se fussent rompues : dans la monotonie de la déportation, même les personnes sociables n'évitaient pas les brouilles. « L'atmosphère morale... écrit prudemment Sverdlov dans une des lettres qui ont réussi à être publiées, n'est pas très favorable... Un certain nombre de difficultés (conflits personnels) possibles seulement en prison et en déportation, malgré toute leur mesquinerie, nous donnent bougrement sur les nerfs... » A cause de ces « difficultés », Sverdlov se fit transférer dans une autre colonie. Deux autres bolcheviks, Golochtchékine et Medvédev, qui sont aujourd'hui au nombre des disparus, se hâtèrent aussi de quitter Kouréïka. Aca-riâtre, grossier, dévoré d'ambition, Staline n'était pas un voisin commode.

Les biographes exagèrent manifestement quand ils disent qu'une évasion était cette fois-ci physiquement impossible ; mais elle se heurtait sans aucun doute à de sérieuses difficultés. Les évasions précédentes de Staline n'avaient pas été des évasions à proprement parler, mais simplement des départs illégaux du lieu de déportation. Se sauver de Solvytchégodsk, de Vologda, même de Narym, n'avait présenté aucune

peine ; il avait seulement fallu se décider à cesser d'être « légal ». Dans le territoire de Touroukhansk, c'était autre chose : là, il fallait faire un voyage difficile, soit avec des cerfs ou des chiens, soit en canot l'été, soit en se cachant soigneusement sous les planches de la cale d'un vapeur dont le capitaine fût bien disposé envers les déportés politiques ; en un mot, l'évasion présentait cette fois-ci un sérieux risque. Les difficultés n'étaient pourtant pas insurmontables ; la preuve en est que plusieurs déportés réussirent en ces années-là à s'enfuir du territoire de Touroukhansk. Certes, après que le département de police eut eu connaissance du plan d'évasion, Sverdlov et Staline furent soumis à une surveillance spéciale. Mais les « gardiens » sous le cercle polaire, paresseux et adonnés au vin, n'avaient encore empêché personne de s'enfuir. Les déportés de Touroukhanisk jouissaient d'une assez large liberté de mouvement. « Staline se rendait souvent au village de Monastyrskoïé, écrit Schweitzer, où les déportés se retrouvaient. Il se servait pour le faire de tous les moyens illégaux ainsi que de tous les prétextes légaux. » La surveillance ne pouvait être bien effective dans les solitudes sans limites du Nord. Durant la première année, Staline, semble-t-il, se borna à observer et fit ses préparatifs, sans se hâter : il était prudent. Mais en juillet de l'année suivante la guerre éclata. Aux difficultés physiques et policières s'ajoutèrent les dangers de l'existence illégale en régime de guerre. C'est précisément ce risque accru qui retint Staline de s'évader, tout comme beaucoup d'autres.

« Cette fois-ci Staline décida, écrit Schweitzer, de rester en déportation. Il y continua son travail sur la question nationale, termina la seconde partie de son livre. » Choumiatsky mentionne aussi que Staline travailla sur ce sujet. Staline écrivit réellement un article sur la question nationale dans ses premiers mois de déportation : nous avons là-dessus le témoignage catégorique d'Allilouïev. « La même année [1913], au début de l'hiver, écrit-il, je reçus une deuxième lettre de Staline... Il y avait aussi dans l'enveloppe un article sur la question nationale, que Staline me demandait d'envoyer à Lénine à l'étranger. » Le travail n'était évidemment pas très volumineux s'il pouvait être mis dans l'enveloppe d'une lettre. Mais qu'advint-il de cet article ? Durant toute l'année 1913, Lénine continua à développer et préciser le programme national ; il ne pouvait manquer de se jeter avec avidité sur le nouveau travail de Staline. Le silence sur le sort de l'article témoigne simplement qu'il fut reconnu impropre à la publication. La tentative de poursuivre indépendamment l'élaboration des idées qui lui avaient été suggérées à Cracovie conduisit apparemment Staline sur une route si fausse que Lénine ne jugea même pas possible de corriger l'article. C'est seulement ainsi que peut s'expliquer le fait étonnant qu'au cours des trois ans et demi de déportation qui suivirent, Staline, offensé, ne fit pas une seule tentative de rien publier dans la presse bolcheviste.

En déportation, comme en prison, les grands événements semblent assez invraisemblables. Selon Choumiatsky, « les nouvelles de la guerre stupéfièrent notre public et certains déraillèrent complètement... » « Les tendances défensistes étaient fortes parmi les déportés, tous étaient désorientés », écrit Gavène. Rien d'étonnant : même à Pétersbourg, dont le nom était maintenant Petrograd, les révolutionnaires étaient désorientés. « Mais l'autorité de Staline était si grande parmi les bolcheviks, déclare Schweitzer, que sa première lettre aux déportés mit fin aux doutes et raffermis les hésitants. » Qu'est-il advenu de cette lettre ? Les documents de ce genre étaient recopiés à la main et circulaient dans les colonies de déportés en de nombreux exemplaires. Toutes les copies ne pouvaient se perdre ; celles qui tombaient dans les mains de la police devaient se retrouver dans ses archives. Si la « lettre » historique de Staline ne s'est pas conservée, c'est uniquement parce qu'elle ne fut jamais écrite. Malgré sa banalité, le témoignage de Schweitzer représente un document humain tragique. Elle écrivit ses Souvenirs en 1937, un quart de siècle après les événements, comme une besogne



imposée. Le mérite politique qu'elle fut forcée d'attribuer à Staline revenait en fait, bien qu'à une échelle plus modeste, à son mari, l'indomptable Spandarian, mort en déportation en 1916. Schweitzer, évidemment, sait fort bien comment les choses se passèrent. Mais la machine à falsifier travaille automatiquement.

Plus proches de la réalité sont les souvenirs de Choumiatsky, publiés treize ans avant l'article de Schweitzer. Choumiatsky attribue le rôle dirigeant dans la lutte contre les patriotes à Spandarian. « Un des premiers, il prit une position intransigeante, de « défaitisme » et, aux rares réunions de camarades, couvrit de sarcasmes les social-patriotes... » Et même dans une variante ultérieure Choumiatsky, montrant la confusion générale qui régnait dans les idées, laisse la phrase : « Le défunt Spandarian jugea la situation avec clarté et précision... » Les autres, évidemment, jugeaient la situation avec moins de clarté. Certes, Choumiatsky, qui ne visita jamais Kouréïka, se hâte d'ajouter que « Staline, complètement isolé dans tanière, prit immédiatement la ligne défaitiste sans hésitation aucune », et que les lettres de Staline « soutinrent Sourène dans sa lutte contre ses adversaires ». Mais la force persuasive de cette insertion, qui tente d'assurer à Staline la deuxième place parmi les « défaitistes », est extrêmement affaiblie par Choumiatsky lui-même. « C'est seulement fin 1914 et début 1915, écrit-il plus loin, quand Staline eut réussi à se rendre à Monastyrskoïé et à soutenir Spandarian, que ce dernier cessa d'être en butte aux attaques des groupes d'opposition. » Il ressort que Staline occupa ouvertement la position internationaliste seulement après sa rencontre avec Spandarian et non au début de la guerre. Tentant de dissimuler le silence prolongé de Staline et, en réalité, ne faisant que le souligner plus nettement, Choumiatsky élimine de la nouvelle édition de ses souvenirs la mention du fait que Staline visita Monastyrskoïé « seulement fin 1914 et début 1915 ». En fait, le voyage eut lieu fin février 1915, lorsque, grâce à l'expérience de guerre, non seulement les hésitants, mais même bien des « patriotes » actifs avaient déjà réussi à se dégriser. En réalité, il ne pouvait en être autrement. Les bolcheviks dirigeants de Pétersbourg, de Moscou et de la province, avaient reçu les thèses de Lénine avec perplexité et alarme. Nul ne les acceptait complètement pour ce qu'elles étaient. Il n'y avait donc pas la moindre raison de s'attendre à ce que la pensée lente et conservatrice de Staline parvint d'elle-même à des conclusions qui signifiaient tout un bouleversement dans le mouvement ouvrier.

De toute la période de déportation de Staline, on ne connaît que deux documents où se reflète sa position sur la guerre : une lettre personnelle à Lénine et sa signature au bas d'une déclaration collective d'un groupe de bolcheviks. La lettre personnelle, écrite le 27 février du village de Monastyrskoïé, est la première et, semble-t-il, la seule communication de Staline à Lénine pendant la guerre. Nous la citons intégralement : « Mon salut à vous, cher Ilitch, chaleureux, chaleureux salut. Salut à Zinoviev, salut à Nadejda Constantinovna. Comment vivez-vous ? Comment allez-vous ? Je vis comme auparavant, je mâche mon pain<sup>[5]</sup>, j'ai tiré la moitié de mon terme. On s'ennuie ici, mais rien à faire. Et comment vont toutes vos petites affaires ? L'existence, de votre côté, doit être plus gaie... J'ai lu récemment les articles de Kropotkine, le vieil imbécile, il a complètement perdu la tête. J'ai lu aussi le petit article de Plékhanov dans Rietch, c'est un vieux bavard incorrigible. Ah ! Là, là ! Et les liquidateurs avec leurs députés qui sont des agents de la Société économique libre ! Il n'y a personne pour leur taper dessus, le diable m'emporte ! Est-ce qu'ils vont donc rester impunis ? Faites-nous plaisir et annoncez-nous que bientôt paraîtra un organe où on leur fouettera le visage, comme il convient, sans se lasser. Si vous pensez écrire, écrivez à cette adresse : Territoire de Touroukhansk, Province d'Ienisseïsk, Village de Monastyrskoïé, Sourène Spandarian.

5 — Expression russe ; je mène une vie tranquille et monotone. (N. d. T.)

Votre Koba. Timoféï [Spandarian] me demande de transmettre son salut ironique à Guesde, Sembat et Vandervelde pour leurs glorieux — ah, ah ! — postes de ministres. »

Cette lettre, manifestement inspirée par des conversations avec Spandarian, offre au fond fort peu pour définir la position politique de Staline. Le vieux Kropotkine, théoricien de l'anarchie pure, était devenu dès le début de la guerre un chauvin enragé. Plékhanov, que même les menchéviks avaient complètement répudié, ne faisait pas meilleure figure. Vandervelde, Guesde et Sembat, devenus ministres bourgeois, étaient une cible trop facile. La lettre de Staline ne contient pas la moindre remarque sur les nouveaux problèmes qui occupaient alors la pensée des marxistes révolutionnaires. L'attitude à prendre envers le pacifisme, les mots d'ordre de « défaitisme » et de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », le problème de la nouvelle Internationale se trouvaient alors au centre d'innombrables débats. Les idées de Lénine étaient encore bien loin d'être généralement acceptées. Quoi de plus naturel, de la part de Staline, que d'indiquer à Lénine sa solidarité avec lui, si cette solidarité avait existé ? A en croire Schweitzer, c'est précisément là où il écrivait sa lettre, à Monastyrskoïé, que Staline prit connaissance des thèses de Lénine. « Il est difficile de dire, écrit-il dans le style de Béria, avec quel sentiment de joie, de conviction et de triomphe Staline lut les thèses de Lénine, qui confirmaient ses idées... » Pourquoi donc ne dit-il pas un mot sur ces thèses dans sa lettre ? S'il avait travaillé indépendamment sur les problèmes de la nouvelle Internationale, il n'aurait pu manquer de communiquer ses conclusions à son maître, ne fût-ce qu'en quelques mots, et de le consulter sur les questions les plus épineuses. Rien de tel. Des idées de Lénine, Staline prit ce qui correspondait à son propre horizon. Le reste lui semblait quelque musique douteuse de l'avenir, sinon une « tempête dans un verre d'eau » à l'étranger. C'est avec ces vues-là qu'il aborda plus tard la révolution de Février.

La lettre de Monastyrskoïé, bien pauvre de contenu, avec son impétuosité factice (« le diable m'emporte ! », « ah, ah ! », etc.) en dit pourtant plus que ne l'aurait voulu l'auteur. « On s'ennuie ici, mais rien à faire. » Ce n'est pas ainsi qu'écrivait un homme capable de vivre une vie intellectuelle intense. « Si vous pensez écrire, écrivez à cette adresse... » Ce n'est pas ainsi qu'écrivait un homme qui chérissait un échange d'idées théoriques. La lettre porte toujours la même triple marque : ruse, étroitesse d'esprit et vulgarité. Aucune correspondance régulière avec Lénine ne s'établit durant les quatre ans de déportation, bien que Lénine aimât beaucoup entretenir des relations épistolaires avec ses compagnons d'idées et sût les maintenir. En automne 1915, Lénine écrit à l'émigré Karpinsky : « Je dois vous demander une grande faveur : tâchez de savoir... quel est le nom de famille de — Koba — (Iossif Dj ... ? Nous l'avons oublié). Très important ! » Karpinsky répondit : « Iossif Djougachvili. » De quoi s'agissait-il ? D'un nouvel envoi d'argent ? d'une lettre ? Le fait que Lénine ait eu besoin de demander le nom de famille de Koba montre, en tout cas, qu'il n'y avait pas de correspondance régulière.

L'autre document qui porte la signature de Staline, c'est une déclaration adressée par un groupe de déportés à la rédaction d'une revue légale consacrée aux assurances sociales. « Que la revue Voprossy Strakhovaniia [Problèmes d'Assurances] consacre tous ses efforts à cette cause-ci : assurer la classe ouvrière de notre pays contre les sermons profondément corrupteurs, antiprolétariens et, au fond, contraires aux principes internationalistes, de Messieurs Potressov, Lévitky et Plékhanov. » C'était incontestablement un acte contre le social-patriotisme, mais, cette fois encore, dans les limites des idées communes aux bolcheviks et à l'aile gauche des menchéviks. Ecrite, à en juger par le style, par Kaménev, la lettre est datée du 12 mars 1916, c'est-à-dire qu'elle est d'une période où la pression révolutionnaire s'était fortement accrue et la pression patriotique extrêmement affaiblie.

Kaménev et les députés condamnés arrivèrent en déportation dans le territoire de Touroukhansk en été 1915. La conduite des députés au procès continuait à provoquer de grandes discussions dans les rangs du parti. Environ dix-huit bolcheviks, parmi lesquels quatre membres du comité central : Spandarian, Sverdlov, Staline et Kaménev, se réunirent à Monastyrskoïé. Pétrovsky fit un rapport sur le procès, Kaménev le compléta. Les participants aux débats, raconte Samoïlov, « indiquèrent les fautes commises par nous au procès : Spandarian le fit avec une âpreté particulière, tous les autres s'exprimèrent plus modérément ». Samoïlov n'attribue nullement un rôle spécial à Staline dans les débats. Par contre, la veuve de Spandarian se trouva encore une fois contrainte d'attribuer à Staline ce qui en réalité avait été accompli par son mari. « Après la discussion, continue Samoïlov, on adopta une résolution qui, dans l'ensemble, approuvait... la conduite de la fraction au procès. » Cette indulgence était très loin de l'intransigeance de Lénine, qui déclara dans la presse que la conduite de Kaménev était « indigne d'un social-démocrate révolutionnaire ». A la demande de Lénine, de Berne, Chklovsky écrivit à Samoïlov, à Monastyrskoïé, en langage convenu : « Je suis bien content que vous n'ayez pas l'intention de vous brouiller avec ma famille, mais quels désagréments il [Kaménev] nous a causés (et pas lui seulement) !... Chacun peut se tromper ou faire une bêtise, mais il doit corriger son erreur, ne fût-ce que par une excuse publique, si mon honneur et celui de mes parents lui sont chers, à lui et à ses amis. » « Par les mots « ma famille » et « mes parents », explique Samoïlov, il faut entendre le Comité central du parti. » La lettre ressemblait à un ultimatum. Pourtant ni Kaménev, ni les députés ne firent la déclaration que Lénine réclamait d'eux. Et il n'y a aucune raison de penser que Staline appuya cette demande, bien que la lettre de Chklovsky fût arrivée à Monastyrskoïé peu avant la réunion.

L'indulgence de Staline pour la conduite des députés était au fond une expression prudente de solidarité. En face d'un tribunal qui pouvait prononcer de lourdes peines, les formules tranchantes de Lénine devaient sembler doublement déplacées : quel sens de se sacrifier au nom de ce qu'on juge erroné ? Staline lui-même n'avait montré dans le passé aucune inclination à utiliser le banc des accusés comme tribune révolutionnaire : au moment de la préparation du procès des manifestants, de Bakou, il usa d'une ruse douteuse pour se séparer des autres accusés. Il considérait la tactique de Kaménev au procès plutôt comme une ruse de guerre que du point de vue de l'agitation politique. En tout cas, ses relations avec Kaménev restèrent étroites jusqu'à la fin de leur déportation, ainsi que pendant la révolution. Sur la photographie d'un groupe de déportés prise à Monastyrskoïé, ils se tiennent l'un à côté de l'autre. C'est seulement douze ans plus tard que Staline reprochera à Kaménev sa conduite au procès et en fera une accusation des plus graves. Il ne s'agira plus alors d'une défense des principes, mais d'une lutte personnelle pour le pouvoir... La lettre de Chklovsky devait, pourtant, par son ton, montrer à Staline que la question était bien plus aiguë qu'il ne l'imaginait, et qu'il était impossible de garder plus longtemps une position dilatoire. Voilà pourquoi c'est précisément dans ces jours-là qu'il écrit à Lénine la lettre citée plus haut, dont la forme décousue essaie de cacher le caractère évasif sur le plan politique.

En 1915, Lénine essaya de faire paraître à Moscou une anthologie marxiste légale pour faire entendre, au moins à mi-voix, les conceptions du parti bolcheviste sur la guerre. Le recueil fut interdit par la censure, mais les articles furent conservés et on les retrouva après la révolution. Parmi les auteurs nous trouvons, outre Lénine, l'écrivain Stépanov, Olmsky, que nous connaissons déjà, le bolchevik relativement récent Milioutine, le conciliateur Noguine ; aucun d'eux n'était émigré. Enfin, Sverdlov envoya un article intitulé « Sur la scission de la social-démocratie allemande ». Cependant Staline, qui se trouvait en déportation dans les mêmes conditions que Sverdlov, ne donna

rien pour le recueil. Cela peut s'expliquer soit par la crainte de faire une fausse note, soit par son irritation à cause de l'insuccès de son article sur la question nationale : la susceptibilité et le caprice lui sont aussi propres que la prudence.

Choumiatsky mentionne que Staline fut appelé pour le service militaire durant sa déportation, apparemment en 1916, lorsque la mobilisation atteignit les classes plus âgées (Staline allait sur trente-sept ans), mais qu'on ne le prit pas dans l'armée parce qu'il ne pouvait plier le bras gauche. Il resta patiemment sous le cercle polaire, pêchant, tendant des pièges à lièvre, lisant et peut-être même écrivant. « On s'ennuie ici, mais rien à faire. » Renfermé, taciturne, revêché, il n'occupa nullement une place centrale parmi les déportés. « Plus distinctement que bien d'autres, écrit Choumiatsky, pourtant plus tard partisan de Staline, c'est la silhouette monumentale de Sourène Spandarian... indomptable révolutionnaire marxiste et excellent organisateur, qui se grava dans la mémoire des déportés de Touroukhansk. » Spandarian arriva dans la région de Touroukhansk à la veille de la guerre un an après Staline. « Quelle paix et quelle béatitude vous avez ici, dit-il d'un ton sarcastique, tout le monde est d'accord avec tout le monde : socialistes-révolutionnaires, bolcheviks, menchéviks, anarchistes... Ne savez-vous pas que le prolétariat de Pétersbourg écoute la voix des déportés ? ... » Sourène fut le premier à prendre une position antipatriotique et sut se faire écouter. Pour ce qui était de l'influence personnelle sur les camarades, c'est Sverdlov qui venait en première place. « Plein de vie et fort sociable, organiquement incapable de se replier sur lui-même. Sverdlov se joignait toujours à d'autres, recueillait les nouvelles importantes et les répandait dans les colonies, organisait une coopérative pour les déportés, faisait des observations à la station météorologique. Les relations entre Spandarian et Sverdlov devinrent assez tendues. Les autres déportés se groupèrent autour de l'un ou de l'autre. Les deux groupes luttèrent ensemble contre l'administration, mais la compétition « pour les sphères d'influence », comme s'exprime Choumiatsky, ne cessait pas. Il n'est pas facile d'éclaircir aujourd'hui les causes de la lutte sur le plan des principes. Désormais hostile à Sverdlov, Staline soutint Spandarian prudemment, tout en gardant ses distances.

Dans la première édition de ses souvenirs, Choumiatsky écrivit : « L'administration du territoire sentait en Sourène Spandarian le militant révolutionnaire le plus actif et le regardait comme le chef. » Dans l'édition suivante, cette même phrase s'applique à deux personnes : Spandarian et Sverdlov. Le fonctionnaire Kibirov, avec qui Staline avait noué des relations quelques peu amicales, établit autour de Spandarian et Sverdlov une surveillance féroce, pensant qu'ils étaient les « meneurs de tous les déportés ». Perdant pour un instant le fil officiel, Choumiatsky oublie complètement de nommer ici Staline. Il n'est pas difficile d'en comprendre la cause. Le niveau général des déportés de Touroukhansk était considérablement au-dessus de la moyenne. S'y trouvèrent ensemble ceux qui formaient le cœur même du « centre » russe : Kaménev, Staline, Spandarian, Sverdlov, Golochtchékine, et plusieurs autres bolcheviks en vue. En déportation, il n'y avait pas d'« appareil » officiel du parti et il était impossible de commander anonymement, en tirant les ficelles dans les coulisses. Chacun se trouvait sous le regard des autres, tel qu'il était. Pour convaincre ou conquérir ces hommes riches en expérience, la ruse, la fermeté et la ténacité n'étaient pas suffisantes : il fallait posséder des connaissances, de l'indépendance de pensée, de l'habileté dans les débats. Spandarian se distinguait, semble-t-il, par une grande hardiesse de pensée ; Kaménev, qui avait une grande lecture, par un large horizon ; Sverdlov par sa capacité d'assimiler, son initiative et sa souplesse. C'est précisément pourquoi Staline « se repliait sur lui-même », se distinguant par des remarques mono-syllabiques, que Choumiatsky ne pensa à qualifier d'« adroites » que dans la nouvelle édition de son récit.



Staline lui-même étudia-t-il en déportation, et quoi au juste ? Il avait depuis longtemps dépassé l'âge où l'on se satisfait de lectures décousues et désordonnées. Il ne pouvait avancer qu'en étudiant des questions précises, en prenant des notes, en essayant de formuler ses conclusions par écrit. Pourtant, sauf la mention de l'article sur la question nationale, nul ne dit rien de la vie intellectuelle de Staline durant ces quatre ans. Sverdlov, nullement théoricien ni écrivain, écrit dans ses années de déportation une série d'articles, est en correspondance avec l'étranger, collabore à la presse sibérienne. « De ce point de vue, mes affaires ne vont pas mal », écrit-il sur un ton optimiste à l'un de ses amis. Après la mort d'Ordjonikidzé, totalement dépourvu des qualités d'un théoricien, sa femme raconta à propos des années de prison du défunt : « Il travaillait et lisait, lisait sans fin. Dans le gros cahier de toile cirée que l'administration de la prison avait remis à Sergo, ont été conservés de longs extraits des livres qu'il lut dans cette période-là. » Chaque révolutionnaire emportait de prison ou de déportation ces cahiers couverts de toile cirée. Certes, bien des choses se perdaient lors des évasions et des perquisitions. Mais, de sa dernière déportation, Staline put emporter tout ce qu'il voulut, dans les meilleures conditions, et par la suite ne fut soumis à aucune perquisition ; au contraire, c'est lui qui se mit à faire perquisitionner les autres. Cependant, c'est en vain que nous chercherions des traces de sa vie intellectuelle dans toute cette période de solitude et de loisir. Pendant quatre ans — et ces quatre ans virent la nouvelle montée du mouvement révolutionnaire en Russie, la guerre mondiale, l'effondrement de la social-démocratie internationale, une âpre lutte d'idées dans le socialisme, la préparation de la nouvelle Internationale, — il est impossible que Staline n'ait pas pris la plume en main. Mais, de tout ce qu'il écrivit, il ne s'est apparemment pas conservé une seule ligne qui ait pu être utilisée pour rehausser sa réputation ultérieure. Les années de la guerre et de la préparation de la révolution d'Octobre forment, dans la biographie intellectuelle de Staline, une page blanche.

L'internationalisme révolutionnaire trouva son expression achevée sous la plume de l'« émigré » Lénine. L'arène d'un pays isolé, surtout de la Russie arriérée, était trop limitée pour permettre une juste appréciation de la perspective mondiale. De même que l'émigré Marx avait eu besoin de Londres, alors métropole du capitalisme, pour lier la philosophie allemande et la révolution française à l'économie anglaise, de même Lénine avait-il besoin, pendant la guerre, du foyer des événements européens et mondiaux pour tirer les conclusions révolutionnaires extrêmes des prémisses du marxisme, Manouïlsky, qui, après Boukharine et avant Dimitrov, fut chef officiel de l'Internationale communiste, écrivait en 1928 : « ... Le Sotsial-Democrat, publié en Suisse par Lénine et Zinoviev, le Golos (Naché Slovo) de Paris, dirigé par Trotsky seront pour l'historien futur de la Troisième Internationale les éléments principaux d'où sortira la nouvelle idéologie révolutionnaire du prolétariat international. » Nous reconnaissons volontiers que Manouïlsky exagère ici le rôle de Trotsky. Mais il ne trouve pas l'occasion de nommer Staline. Quelques années plus tard, il fera tout son possible pour corriger cet oubli.

Assoupis par les rythmes monotones des solitudes neigeuses, les déportés ne s'attendaient nullement aux événements qui se déchaînèrent en février 1917. Tous se trouvèrent pris à l'improviste, bien qu'ils eussent toujours vécu avec la foi en l'inévitabilité de la révolution. « D'abord, écrit Samoïlov, nous oubliâmes en quelque sorte tous nos désaccords... Querelles politiques et antipathies réciproques semblèrent avoir tout à coup disparu... » Cet aveu intéressant est confirmé par toutes les publications, discours et démarches pratiques du moment. Les cloisons entre bolcheviks et menchéviks, internationalistes et patriotes, se trouvèrent renversées. Un esprit de conciliation, qui voyait tout en rose, mais myope et verbeux, se répandait sur tout le pays. Les

gens se gargarisaient des phrases pathétiques qui formèrent le principal élément de la révolution de Février, surtout dans les premières semaines. De tous les coins de Sibérie émergeaient des groupes de déportés qui se réunissaient et voguaient vers l'Occident, dans une atmosphère d'ivresse extatique.

A un des meetings tenus en Sibérie, Kaménev, qui s'assit à la présidence avec des libéraux, des populistes et des menchéviks, ajouta sa signature, comme on le raconta plus tard, à un télégramme qui saluait le grand-duc Michel Romanov parce qu'il avait refusé de monter sur le trône avant la décision de l'Assemblée constituante, apparemment par magnanimité, mais en fait par couardise. Il n'est pas exclu que Kaménev décida, dans cette atmosphère sentimentale, de ne pas chagriner ses collègues de la présidence par un refus impoli. Dans la grande confusion de ces journées-là, nul n'attira l'attention sur ce fait, et Staline, qu'on n'avait même pas pensé à mettre à la présidence, ne protesta contre le nouveau péché de Kaménev que lorsqu'une lutte féroce s'ouvrit entre eux.

Le premier centre important sur la route, comptant un nombre considérable d'ouvriers, c'était Krasnoïarsk. Là, il existait même un soviet de députés. Les bolcheviks locaux, entrés dans une organisation commune avec les menchéviks, attendaient des instructions des chefs qui traversaient la ville. Complètement emportés par la vague d'unification, les chefs n'exigèrent même pas la création d'une organisation bolcheviste indépendante. A quoi bon ? Tout comme les menchéviks, les bolcheviks étaient pour le soutien du gouvernement provisoire à la tête duquel se trouvait le libéral prince Lvov. Sur la question de la guerre, les désaccords s'étaient également effacés : il fallait défendre la Russie révolutionnaire ! C'est dans cette disposition d'esprit que Staline, Kaménev et les autres s'approchaient de Petrograd. « La route longeant le chemin de fer, raconte Samoïlov dans ses Souvenirs, avait un aspect extraordinaire, était tumultueuse, avec nombre de rencontres, de meetings, etc. » A la plupart des gares, les déportés étaient accueillis par une foule enthousiaste, avec des orchestres militaires qui jouaient la Marseillaise : le temps de l'Internationale n'était pas encore venu. Aux gares les plus importantes s'organisaient des banquets solennels. Les députés amnistiés devaient « parler, parler sans fin ». Beaucoup d'entre eux perdaient la voix, étaient morts de fatigue, refusaient de quitter leur wagon, « mais même dans le wagon on ne nous laissait pas en paix ».

Staline ne perdit pas la voix, car il ne fit pas de discours. Il y avait bien d'autres orateurs, plus habiles, parmi lesquels le chétif Sverdlov à la puissante voix de basse. Staline resta à l'écart, renfermé, alarmé par ce débordement d'eaux vernaies et, comme toujours, malveillant. Des gens d'un moindre calibre se mettaient encore une fois à l'évincer. Et cependant il avait déjà derrière lui presque vingt ans d'activité révolutionnaire, interrompue par les inévitables arrestations et reprise après les évasions. Presque dix ans s'étaient écoulés depuis que Koba avait quitté le « marais stagnant » de Tiflis pour le centre industriel de Bakou. Pendant huit mois, il avait alors mené son travail dans la capitale du pétrole ; il avait passé environ sept mois dans la prison de Bakou et à peu près neuf mois en déportation à Vologda. Un mois d'activité illégale était payé de deux mois de châtimement. Après son évasion, il milite de nouveau neuf mois environ dans la clandestinité, passe six mois en prison et reste neuf mois en déportation — ce qui donne un rapport un peu plus favorable. Après la fin de sa déportation, moins de deux mois d'activité illégale, trois mois environ de prison, deux mois environ dans la province de Vologda : deux mois et demi de châtimement pour un mois d'activité. De nouveau deux mois de clandestinité, environ quatre mois de prison et d'exil. Nouvelle évasion. Un peu plus de six mois d'activité révolutionnaire, puis prison et déporta-

tion, cette fois-ci jusqu'à la révolution de Février, c'est-à-dire pendant quatre ans. Dans l'ensemble, de dix-neuf années de participation au mouvement révolutionnaire, deux années et trois quarts se passent en prison, cinq années et trois quarts en déportation. Un tel rapport peut être considéré comme favorable : la majorité des révolutionnaires professionnels passèrent en prison des périodes considérablement plus longues.

Dans ces dix-neuf ans, Staline n'émergea pas comme une figure de premier plan, ni même de second plan. On ne le connaissait pas. A propos de la lettre envoyée par Koba de Solvytchégodsk à Moscou et interceptée par la police, le chef de la section de Tiflis de l'Okhrana fit, en 1911, un rapport détaillé sur Iossif Djougachvili qui ne contient ni faits remarquables ni traits bien clairs, excepté la mention du fait que « Soso », alias « Koba », avait commencé son activité comme menchévik. Cependant, à propos de Gourguène (Tskhakaïa), mentionné en passant dans la même lettre, le gendarme note qu'il « appartient depuis longtemps au nombre des militants révolutionnaires importants... » Gourguène avait été arrêté, selon le rapport, « en même temps que le militant révolutionnaire bien connu Bogdan Knouniants ». Il n'est nullement dit que Djougachvili lui-même était « bien connu », bien que Knouniants ne fût pas seulement du même pays que Koba, mais aussi du même âge.

Deux ans plus tard, décrivant en détail la structure du parti bolcheviste et de son état-major général, le directeur du département de police note en passant que, par cooptation, sont entrés dans le bureau du Comité central Sverdlov et « un certain Iossif Djougachvili ». L'expression « un certain » montre que le nom de Djougachvili ne disait encore rien au chef de la police en 1913, bien qu'il eût à sa disposition une excellente source d'informations : Malinovsky. La biographie révolutionnaire de Staline était jusqu'en mars 1917 bien quelconque. Des dizaines, sinon des centaines, de révolutionnaires professionnels avaient accompli le même travail, les uns mieux, les autres plus mal.

De laborieux investigateurs de Moscou ont calculé que dans les trois ans qui vont de 1906 à 1909 Koba écrivit soixante-sept appels et articles de journaux, un peu moins de deux par mois. Pas un seul de ces articles, qui n'étaient que la paraphrase des idées d'autrui pour le public du Caucase, ne fut traduit du géorgien ou reproduit dans les organes centraux du parti ou de la fraction. Nous ne trouvons pas d'article de Staline, ni même mention de son nom, dans aucune des listes des collaborateurs aux publications, journaux, revues, recueils tactiques, publiés légalement ou illégalement à Pétersbourg, Moscou ou à l'étranger en cette période-là. On continuait à le considérer, non pas comme un écrivain marxiste, mais comme un propagandiste et organisateur local.

A partir de 1912, quand ses articles commencent à paraître plus ou moins régulièrement dans la presse bolcheviste de Pétersbourg, Koba prend le pseudonyme de Staline, qui vient du mot acier, comme auparavant Rosenfeld avait pris celui de Kaménev, qui vient du mot pierre : chez les jeunes bolcheviks, la mode était aux pseudonymes durs... Les articles de Staline signés de ce nom ne retiennent l'attention de personne : ils manquent de caractère propre, si l'on ne tient pas compte de la grossièreté de l'exposé. Dans les limites du cercle étroit des dirigeants bolchevistes, nul ne savait qui était l'auteur des articles et peu se le demandaient. En janvier 1913, Lénine écrit une notice soigneusement pesée sur le bolchévisme pour le fameux dictionnaire bibliographique de Roubakine : « Les principaux écrivains bolchevistes sont : G. Zinoviev, V. Iline, Iou. Kaménev, P. Orlovsky, etc. » Lénine ne pouvait avoir l'idée de nommer Staline parmi les « principaux écrivains » du bolchévisme, bien que celui-ci se trouvât en ces jours-là à l'étranger, travaillant à son article sur la question nationale.

Piatnitsky, étroitement lié à toute l'histoire du parti, à son état-major dans l'émigration aussi bien qu'à son organisation clandestine en Russie, à ses écrivains ainsi qu'à ses agents qui transportaient la littérature illégale, dans ses Souvenirs soigneusement écrits et, dans l'ensemble, consciencieux, qui embrassent la période de 1896 à 1917, parle de tous les bolcheviks quelque peu connus, mais ne mentionne pas une seule fois Staline : son nom ne se trouve même pas dans l'index ajouté au livre. Fait d'autant plus digne d'attention que Piatnitsky n'est nullement hostile à Staline, au contraire, il est maintenant au deuxième rang de la suite de celui-ci. Dans un gros recueil de documents de la section de Moscou de l'Okhrana qui embrasse l'histoire du bolchévisme de 1903 à 1917, Staline est nommé trois fois : à propos de sa cooptation au Comité central, de sa nomination au Bureau du Comité central et de sa participation à la conférence de Cracovie. Rien sur son travail, pas un mot pour le juger, pas un seul trait individuel !

Staline entre dans le champ de vue de la police, tout comme dans celui du parti, non pas en tant que personnalité, mais en tant que membre du centre bolcheviste. Dans les rapports de gendarmes, ainsi que dans les souvenirs de révolutionnaires, il n'est jamais mentionné personnellement comme chef, initiateur, écrivain, pour ses idées à lui et ses actes propres, mais toujours comme un élément de l'appareil, comme membre d'un comité local, membre du Comité central, collaborateur à un journal, un des participants à une conférence, un des déportés, parmi d'autres, sur une liste de noms, d'ailleurs jamais en première place. Ce n'est pas par hasard qu'il entra au Comité central bien après des militants de son âge, et d'ailleurs sans y être élu, mais par cooptation.

De Perm, le télégramme suivant fut envoyé à Lénine en Suisse : « Salut fraternel. Partons aujourd'hui pour Petrograd. — Kaménev, Mouranov, Staline. » L'idée d'envoyer un télégramme appartenait, sans doute, à Kaménev. Staline signa en dernière place. Les trois se sentaient liés par des liens de solidarité. L'amnistie avait libéré les meilleures forces du parti, et Staline pensait avec inquiétude à la capitale en révolution. Il avait besoin de la popularité relative de Kaménev et du titre de député de Mouranov. C'est ainsi qu'ils arrivèrent tous trois à Petrograd en révolution. « Son nom, écrit Ch. Windecke, un de ses biographes allemands, n'était alors connu que dans les cercles étroits du parti. Il ne fut pas reçu, comme Lénine un mois plus tard, par une foule enthousiaste avec des drapeaux rouges et de la musique. Il ne fut pas reçu, comme deux mois plus tard Trotsky, hâtivement rentré d'Amérique, par un comité de réception qui le porta sur ses épaules. Il arriva sans tambour ni trompette et se mit au travail... Hors des frontières de la Russie, nul n'avait aucune idée de son existence. »





## VII

### L'ANNÉE 1917

#### I

Ce fut l'année la plus importante dans la vie du pays et surtout dans celle de cette génération de révolutionnaires professionnels à laquelle appartenait Iossif Djougachvili. Comme une pierre de touche, cette année-là mit à l'épreuve les idées, les partis et les hommes.

Staline trouva à Pétersbourg, dont le nom était devenu Petrograd, une situation qu'il n'attendait pas et n'avait pas prévue. A la veille de la guerre, le bolchévisme prédominait dans le mouvement ouvrier, surtout dans la capitale. En mars 1917, les bolcheviks formaient une infime minorité dans les soviets. Comment cela avait-il pu se faire ? Des masses importantes avaient participé au mouvement des années 1911-1914, mais elles ne représentaient malgré tout qu'une petite partie de la classe ouvrière. La révolution avait fait se dresser, non pas des centaines de milliers, mais des millions d'hommes. De plus, la composition de la classe ouvrière s'était renouvelée, par suite de la mobilisation, dans une proportion de presque 40 %. Sur le front, les ouvriers avancés avaient joué un rôle de ferment révolutionnaire, mais dans les usines leur place avait été prise par des nouveaux venus, des paysans non dégrossis, juste arrivés de leur village, des femmes, des adolescents. Ces couches nouvelles devaient, ne fût-ce qu'en abrégé, répéter l'expérience politique que l'avant-garde avait faite dans la période antérieure. L'insurrection de Février à Petrograd fut dirigée par des ouvriers avancés, bolcheviks pour la plupart, mais non par le parti bolcheviste. La direction de l'insurrection par des bolcheviks du rang avait pu assurer la victoire de celle-ci, mais non pas la conquête du pouvoir politique. En province, la situation était encore moins favorable. La vague d'illusions exubérantes et de fraternisation générale, jointe à l'analphabétisme politique de masses éveillées pour la première fois, avait créé les conditions naturelles de la prédominance des socialistes petits-bourgeois : menchéviks et populistes. Les ouvriers et, derrière eux, les soldats, avaient élu au soviet ceux qui étaient au moins en paroles, non seulement contre la monarchie, mais aussi contre la bourgeoisie. Menchéviks et populistes, qui comprenaient dans leurs rangs à peu près toute l'*intelligentsia*, disposaient d'innombrables agitateurs, qui appelaient à l'unité, à la fraternité et autres attrayantes vertus civiques. Au nom de l'armée parlaient surtout les socialistes-révolutionnaires, tuteurs professionnels de la paysannerie, fait qui ne pouvait manquer d'accroître l'autorité de ce parti aux yeux des couches nouvelles du prolétariat. En résultat, la prédominance des partis conciliateurs semblait inébranlable, au moins à leurs yeux.

Le pire était, pourtant, que le parti bolcheviste avait été pris à l'improviste par les événements. Il n'y avait pas à Petrograd de chefs ayant de l'expérience et de l'autorité. Le bureau du Comité central se composait de deux ouvriers, Chliapnikov et Zaloutsky, et de l'étudiant Molotov (les deux premiers furent, par la suite, victimes des épurations, le dernier devint chef du gouvernement). Dans le *Manifeste* publié par eux après la victoire de Février au nom du Comité central, il était dit que « les ouvriers des fabriques et des usines, ainsi que les troupes insurgées, doivent immédiatement élire leurs représentants au Gouvernement révolutionnaire provisoire ». Mais les auteurs mêmes du manifeste n'accordèrent à leur mot d'ordre aucune importance pratique. Ils ne se disposèrent nullement à déclencher une lutte indépendante pour la conquête du pouvoir, mais se préparèrent à jouer pour toute une époque le rôle d'opposition de gauche.

Dès le début même, les masses se refusèrent résolument à faire confiance à la bourgeoisie libérale, ne la séparant pas de la noblesse et de la bureaucratie. Il ne pouvait, par exemple, être question que des ouvriers ou des soldats donnassent leur voix à un cadet. Le pouvoir se trouvait entièrement dans les mains des socialistes conciliateurs, derrière qui se tenait le peuple armé. Mais, sans confiance en eux-mêmes, les conciliateurs remirent volontairement le pouvoir à la bourgeoisie haïe des masses et politiquement isolée. Tout le régime reposait sur un quiproquo. Les ouvriers, et parmi eux non pas seulement les bolcheviks, considéraient le gouvernement provisoire comme un ennemi. Aux meetings d'usines, les résolutions en faveur du pouvoir des soviets étaient adoptées presque unanimement. Le bolchevik Dingelstedt, qui prit une part active à cette agitation — il fut plus tard victime de l'épuration — en témoigne : « Il n'y avait pas une seule réunion ouvrière qui rejetât une résolution proposée par nous dans ce sens... » Mais le Comité de Petrograd, sous la pression des conciliateurs, mit fin à cette campagne. De toutes leurs forces, les ouvriers avancés tentaient de rejeter la tutelle des sommets opportunistes, mais ne savaient comment parer les arguments savants qui invoquaient le caractère bourgeois de la révolution. Les différentes nuances à l'intérieur du bolchévisme entraient en conflit l'une avec l'autre, sans toutefois pousser leurs idées jusqu'au bout. Le parti était dans un profond désarroi. « Quels étaient les mots d'ordre des bolcheviks », rappela plus tard un bolchevik marquant de Saratov, Antonov, « personne ne le savait... Le tableau était très désagréable... »

Les vingt-deux jours qui séparèrent l'arrivée de Staline revenant de Sibérie (12 mars) de celle de Lénine, rentrant de Suisse (3 avril) présentent une importance exceptionnelle pour juger la physionomie politique de Staline. Une vaste arène s'ouvre brusquement devant lui. Ni Lénine ni Zinoviev ne sont à Petrograd. Il y a Kaménev, connu pour ses tendances opportunistes et compromis par son attitude au procès. Il y a le jeune Sverdlov, peu connu du parti, plutôt organisateur qu'homme politique. Le tempétueux Spandarian n'est pas là : il est mort en Sibérie. Tout comme en 1912, Staline se trouve maintenant pour quelque temps, sinon la seule, du moins l'une des deux premières figures bolchevistes de Petrograd. Le parti en désarroi attend des paroles claires ; il est impossible de se taire. Staline est contraint de donner des réponses aux questions les plus brûlantes : sur les soviets, le pouvoir, la guerre, la terre. Les réponses sont imprimées et parlent d'elles-mêmes.

Dès son arrivée à Petrograd, qui ne formait en ces jours-là qu'un seul vaste meeting, Staline se rend au quartier général bolcheviste. Les trois membres du bureau du Comité central, en collaboration avec quelques militants qui pouvaient tenir une plume, avaient déterminé la physionomie de la Pravda. Ils l'avaient fait à tâtons, mais la direction du parti était entre leurs mains. Que les autres aillent se casser la voix

aux meetings d'ouvriers et de soldats, Staline se retranche au quartier général. Plus de quatre ans auparavant, après la conférence de Prague, il avait été coopté au Comité central. Beaucoup d'eau a coulé depuis lors. Mais le déporté revenu de Kouréïka sait s'appuyer sur l'appareil et continue à considérer son mandat comme encore valide. Avec l'aide de Kaménev et de Mouranov, son premier acte est d'écarter de la direction le bureau du Comité central, trop « gauche », ainsi que la rédaction de la *Pravda*. Il le fait assez brutalement, ne craignant aucune opposition et impatient de montrer une main ferme.

« Les camarades qui venaient d'arriver, écrivit par la suite Chliapnikov, avaient une attitude critique et négative. » Ce qu'ils considéraient comme son défaut, ce n'était pas son indécision et son manque de caractère, mais au contraire ses efforts persistants pour se délimiter des conciliateurs. Staline, tout comme Kaménev, se tenait beaucoup plus près de la majorité qui dominait dans les soviets. Dès le 15 mars, la *Pravda*, passée aux mains de la nouvelle rédaction, déclarait que les bolcheviks soutiendraient résolument le Gouvernement provisoire, « dans la mesure où il lutte contre la réaction ou la contre-révolution ». Le paradoxe de cette déclaration était que le seul état-major sérieux de la contre-révolution était précisément le Gouvernement provisoire lui-même. Du même genre était la réponse au problème de la guerre : tant que l'armée allemande obéit à son empereur, le soldat russe doit « se tenir ferme à son poste, répondre à la balle par une balle et à l'obus par un obus ». Comme si le problème de l'impérialisme se réduisait à un empereur ! L'article était de Kaménev, mais Staline n'y opposa aucun autre point de vue. Dans cette période-là, il ne se distinguait guère en général de Kaménev que par une attitude plus évasive. « Tout défaitisme, écrivait la *Pravda*, plus exactement ce que la presse malhonnête, sous le couvert de la censure tsariste, a calomnié de ce nom, est mort au moment où, dans les rues de Petrograd, s'est montré le premier régiment révolutionnaire. » C'était se séparer carrément de Lénine, qui avait prêché le défaitisme hors de la portée de la censure tsariste, et c'était confirmer les déclarations de Kaménev au procès de la fraction bolcheviste de la Douma ; cette fois-ci, c'était de la plume de Staline lui-même. Quant au « premier régiment révolutionnaire », son apparition signifiait seulement un pas de la barbarie byzantine vers la civilisation impérialiste.

« Le jour de la parution de la *Pravda* transformée... raconte Chliapnikov, fut un jour de fièvre défensiste. Des hommes d'affaires du Comité de la Douma d'Empire jusqu'au cœur même de la démocratie révolutionnaire, le Comité exécutif, tout le palais de Tauride était rempli d'une seule nouvelle : la victoire des bolcheviks prudents et modérés sur les bolcheviks extrêmes. Au Comité exécutif lui-même on nous reçut avec des sourires venimeux... Quand ce numéro de la *Pravda* arriva dans les usines, il y provoqua une perplexité complète parmi les membres de notre parti et ceux qui sympathisaient avec nous, et une satisfaction manifeste chez nos adversaires... L'indignation fut énorme dans les quartiers ouvriers, et quand les prolétaires apprirent que la *Pravda* avait été accaparée par trois anciens dirigeants de la *Pravda* revenus de Sibérie, ils réclamèrent leur exclusion du parti. » Chliapnikov écrivit son récit à un moment où il dut déjà l'adoucir, sous la pression de Staline, Kaménev et Zinoviev, en 1925, quand ce trio dominait le parti. Mais il peint malgré tout assez clairement les premiers pas de Staline dans l'arène de la révolution ainsi que la réaction des ouvriers avancés. La vive protestation des ouvriers de Vyborg, que la *Pravda* dut bientôt imprimer dans ses colonnes, força la rédaction à plus de prudence dans les formules, mais non pas à changer d'orientation.

La politique des soviets était complètement imprégnée d'un esprit de convention



et d'équivoque. Les masses avaient avant tout besoin que quelqu'un appelât les choses par leur nom : c'est précisément en cela que consiste la politique révolutionnaire. Mais personne ne le faisait, par crainte d'ébranler le fragile édifice du double pouvoir. Les plus grands mensonges s'amoncelaient autour de la question de la guerre. Le 14 mars, le Comité exécutif présenta au soviet un projet de manifeste adressé « Aux peuples du monde entier ». Ce document appelait les ouvriers d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à se refuser de « servir d'instrument de conquête et de violence aux mains des rois, des propriétaires fonciers et des banquiers ». Cependant, les chefs eux-mêmes du soviet ne s'apprêtaient nullement à rompre avec les rois de Grande-Bretagne et de Belgique, avec l'empereur du Japon, avec les propriétaires fonciers et les banquiers, aussi bien les leurs que ceux de tous les pays de l'Entente. Le journal du ministre des Affaires étrangères Milioukov, écrivait avec satisfaction que « l'appel se développe sur le plan de l'idéologie que tous nos alliés et nous, avons en commun ». C'était absolument juste : c'était précisément dans cet esprit que les ministres socialistes français agissaient depuis le début de la guerre. Presque à la même heure, Lénine envoyait à Petrograd par Stockholm une lettre indiquant que le danger qui menaçait la révolution était de couvrir la vieille politique impérialiste de nouvelles phrases révolutionnaires : « Je proposerai plutôt la scission avec n'importe qui dans notre parti que de céder au social-patriotisme... » Mais les idées de Lénine ne trouvèrent en ces jours-là aucun défenseur.

L'adoption unanime du manifeste par le soviet de Petrograd signifiait non seulement le triomphe de l'impérialiste Milioukov sur la démocratie petite-bourgeoise, mais aussi le triomphe de Staline et de Kaménev sur les bolcheviks de gauche. Tous s'inclinèrent devant la discipline du mensonge patriotique. « Il est impossible de ne pas saluer, écrivait Staline dans la *Pravda*, l'appel adopté hier par le soviet... Cet appel, s'il parvient aux larges masses, tournera sans aucun doute des centaines et des milliers d'ouvriers vers le mot d'ordre oublié : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » En fait, de semblables appels n'avaient pas manqué en Occident et n'avaient fait qu'aider les classes dirigeantes à maintenir le mirage de la guerre pour la démocratie. L'article consacré au manifeste par Staline caractérise au plus haut point, non seulement sa position dans une question concrète donnée, mais aussi sa méthode de pensée en général. Son opportunisme organique, contraint par les conditions du milieu et de l'époque de chercher temporairement à se couvrir de principes révolutionnaires abstraits, les traite en fait sans cérémonie. Au début de l'article, l'auteur répète presque mot pour mot les raisonnements de Lénine selon lesquels, même après le renversement du tsarisme, la guerre de la part de la Russie garde un caractère impérialiste. Toutefois, passant aux conclusions pratiques, non seulement il salue, avec des réserves équivoques, le manifeste social-patriotique, mais encore répudie, à la suite de Kaménev, la mobilisation révolutionnaire des masses contre la guerre. « Avant tout il est indubitable, écrit-il, que le mot d'ordre pur et simple « A bas la guerre ! » ne convient absolument pas comme voie pratique... » A la question : où est l'issue ? il répond : « Faire pression sur le Gouvernement provisoire en exigeant de lui qu'il décide d'ouvrir immédiatement des pourparlers de paix... » A l'aide d'une « pression » amicale sur la bourgeoisie, pour qui tout le sens de la guerre est dans des conquêtes, Staline veut obtenir une paix « sur les principes de l'auto-détermination des peuples ». C'est contre un tel utopisme philistin que Lénine avait dirigé les plus forts de ses coups dès le début de la guerre. Il est impossible, au moyen d'une « pression », de faire que la bourgeoisie cesse d'être la bourgeoisie : il faut la renverser. Mais Staline s'arrête devant cette conclusion par peur, tout comme les conciliateurs.

Non moins remarquable est l'article de Staline *Sur l'abolition des oppressions nationales* (*Pravda*, 25 mars). L'idée fondamentale de l'auteur, prise par lui dans des brochures de propagande lorsqu'il était encore au séminaire de Tiflis, est que l'oppression nationale est une survivance du Moyen Âge. L'impérialisme, comme domination des grandes nations sur les faibles, est totalement ignoré. « La base sociale de l'oppression nationale, écrit-il, la force qui l'inspire, c'est l'aristocratie foncière qui se survit... En Angleterre, où l'aristocratie foncière partage le pouvoir avec la bourgeoisie... l'oppression nationale est plus douce, moins inhumaine, si, évidemment, on néglige le fait qu'au cours de la guerre et quand le pouvoir est passé aux mains des landlords, l'oppression nationale s'est considérablement renforcée (persécution des Irlandais, des Hindous). » Les affirmations extravagantes qui remplissent l'article — que dans les démocraties l'égalité nationale et raciale est assurée ; qu'en Angleterre le pouvoir passa aux landlords au moment de la guerre ; que la liquidation de l'aristocratie féodale signifie l'abolition de l'oppression nationale — sont entièrement imprégnées d'un esprit de démocratie vulgaire et de provincialisme borné. Pas un mot sur le fait que l'impérialisme a poussé l'oppression nationale à un point où le féodalisme, ne fût-ce que par son caractère fainéant et provincial, était absolument incapable de la pousser. L'auteur n'a pas progressé dans le domaine de la théorie depuis le début du siècle ; bien plus, il a, semble-t-il, complètement oublié son propre travail sur la question nationale, écrit au début de 1913 sous la dictée de Lénine.

« En tant que la révolution russe a vaincu, conclut l'article, elle a déjà créé par là les conditions pratiques de la liberté nationale, ayant renversé le pouvoir féodal basé sur le servage... » pour notre auteur, la révolution est déjà complètement en arrière. Devant lui, c'est, tout à fait dans l'esprit de Milioukov et de Tsérételli, la « définition des droits » et « leur consolidation définitive ». Cependant, non seulement l'exploitation capitaliste, au renversement de laquelle Staline ne pensait même pas, mais la propriété foncière que lui-même déclarait être la base de l'oppression nationale, restaient encore intactes. Des landlords russes, du genre de Rodzianko ou du prince Lvov, se trouvaient au pouvoir. Telle était — c'est difficile à croire même aujourd'hui ! — la conception historique et politique de Staline dix jours avant que Lénine proclamât l'orientation vers la révolution socialiste.

Le 28 mars, en même temps que la conférence des présidents des principaux soviets de Russie, s'ouvrit à Petrograd la conférence panrusse des bolcheviks, convoquée par le bureau du Comité central. Malgré le mois écoulé depuis l'insurrection, il régnait un complet désarroi dans le parti, désarroi que la direction des deux dernières semaines n'avait fait qu'approfondir. Aucune délimitation des tendances ne s'était encore produite. En déportation, il avait fallu pour cela l'arrivée de Spandarian, maintenant le parti devait attendre Lénine. Les patriotes extrêmes, dans le genre de Voïtinsky, Eliava et autres, continuaient à se nommer bolcheviks et ils participèrent à la conférence du parti à côté de ceux qui se considéraient internationalistes. Les patriotes se mettaient en avant avec bien plus de résolution et d'audace que les demi-patriotes, qui reculaient et se justifiaient. La majorité des délégués appartenait au marais et trouva naturellement en Staline son porte-parole. « L'attitude envers le Gouvernement provisoire est la même chez tous », dit le délégué de Saratov, Vassiliev. « Il n'y a pas de désaccords quant aux actions pratiques entre Staline et Voïtinsky », affirmait avec satisfaction Krestinsky. Le lendemain, Voïtinsky passait aux rangs des menchéviks et, sept mois plus tard, conduisait un détachement de cosaques contre les bolcheviks.

La conduite de Kaménev au procès n'était, semble-t-il, pas oubliée. Il est possible aussi qu'on ait parlé, parmi les délégués, du télégramme secret au grand-duc.

Peut-être Staline rappela-t-il, à sa manière sournoise, ces erreurs de son ami. En tout cas le principal rapport politique, sur l'attitude envers le Gouvernement provisoire ne fut pas confié à Kaménev, mais à Staline, pourtant moins connu. Le procès-verbal du rapport a conservé et représente pour l'historien et le bigraphe un document inappréciable : il s'agit du problème central de la révolution, des relations entre les soviets, qui s'appuient directement sur les ouvriers armés et les soldats, et le gouvernement bourgeois, qui ne s'appuie que sur la servilité des leaders des soviets. « Le pouvoir s'est partagé entre deux organes, dit à la conférence Staline, dont aucun n'a tout le pouvoir... Le soviet a pris en fait l'initiative des transformations révolutionnaires, le soviet est le chef révolutionnaire du peuple insurgé, l'organe qui contrôle le Gouvernement provisoire. Le Gouvernement provisoire a pris en fait le rôle de consolideur des conquêtes du peuple révolutionnaire. Le soviet mobilise les forces, contrôle. Le Gouvernement provisoire, avec des hésitations et de la confusion, prend le rôle de consolideur des conquêtes que le peuple a en réalité déjà faites. » Cette citation vaut tout un programme !

Le rapporteur présente les relations entre les deux classes fondamentales de la société comme une division du travail entre deux « organes » : les soviets, c'est-à-dire les ouvriers et les soldats, font la révolution ; le gouvernement, c'est-à-dire les capitalistes et les propriétaires fonciers libéraux, la « consolident ». Dans les années 1905-1907, Staline lui-même avait écrit plus d'une fois, répétant Lénine : « La bourgeoisie russe est antirévolutionnaire, elle ne peut être ni le moteur ni encore moins le chef de la révolution, et il faut mener une lutte opiniâtre contre elle. » Cette idée politique directrice du bolchévisme n'avait été nullement réfutée par le déroulement de la révolution de Février. Milioukov, chef de la bourgeoisie libérale, avait déclaré à une conférence de son parti, quelques jours avant l'insurrection : « Nous marchons sur un volcan... Quel que soit le pouvoir — bon ou mauvais — il faut maintenant plus que jamais un pouvoir ferme. » Après que l'insurrection, malgré l'opposition de la bourgeoisie, eut éclaté, il ne restait plus aux libéraux qu'à se placer sur le terrain préparé par sa victoire. C'était précisément Milloukov qui, après avoir déclaré la veille que même une monarchie raspoutinienne valait mieux que l'éruption volcanique, dirigeait maintenant le Gouvernement provisoire, lequel devait, selon Staline, « consolider » les conquêtes de la révolution, mais en réalité ne cherchait qu'à l'étrangler. Pour les masses insurgées, la révolution signifiait l'abolition des anciennes formes de propriété, les formes mêmes que le Gouvernement provisoire défendait. L'implacable lutte des classes, qui, malgré les efforts des conciliateurs, tendait chaque jour à se transformer en guerre civile, Staline la représentait comme une simple division du travail entre deux appareils. Le menchévik de gauche Martov n'allait même pas si loin. En fait, c'était, dans son expression la plus vulgaire, la théorie de Tsérételli, oracle des conciliateurs : dans l'arène de la démocratie agissent des forces « modérées » et des forces plus « résolues », et elles se partagent le travail : les unes conquièrent, les autres consolident. Nous avons ici, devant nous, sous sa forme achevée, le schéma de la future politique staliniste en Chine (1924-1927), en Espagne (1934-1939), ainsi que de tous les malheureux « fronts populaires » en général.

« Il ne nous convient pas de forcer maintenant les événements, continuait le rapporteur, en accélérant le procès de séparation des couches bourgeoises... Il nous faut gagner du temps, en freinant la séparation des couches de la bourgeoisie moyenne, pour nous préparer à la lutte contre le Gouvernement provisoire. » Les délégués écoutaient ces arguments avec une vague inquiétude. « Ne pas effaroucher la bourgeoisie », cela avait toujours été le mot d'ordre de Plékhanov et, au Caucase, de Jordania. Le bolchévisme avait grandi dans une lutte acharnée contre ce courant d'idées. « Freiner

la séparation » de la bourgeoisie ne peut se faire qu'en freinant la lutte des classes du prolétariat ; ce ne sont au fond que les deux côtés d'un seul et même procès. « Quand on parlait de ne pas effaroucher la bourgeoisie... écrivait Staline lui-même en 1913, peu de temps avant son arrestation, on ne faisait naître qu'un sourire, car il était clair que la social-démocratie se disposait, non seulement à « effaroucher », mais encore à rejeter de ses positions cette même bourgeoisie, en la personne de ses avocats, les cadets. » Il est même difficile de comprendre comment un vieux bolchevik avait pu oublier à ce point l'histoire, longue de quatorze ans, de sa fraction pour, au moment le plus critique, recourir aux formules les plus néfastes du menchévisme. L'explication est que la pensée de Staline n'est pas sensible aux idées générales et que sa mémoire ne les retient pas. Il les utilise selon ses besoins, d'occasion en occasion, et les rejette sans regret, presque automatiquement. Dans l'article de 1913, il s'agissait des élections à la Douma. « Rejeter de ses positions » la bourgeoisie signifiait simplement enlever des mandats aux libéraux. Maintenant, il s'agissait du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie. Cette tâche, Staline la rejetait dans un avenir lointain. Maintenant, tout comme les menchéviks, il considérait nécessaire de « ne pas effaroucher la bourgeoisie ».

Après avoir présenté la résolution du Comité central, élaborée avec sa participation, Staline déclare inopinément qu'« il n'est nullement d'accord avec elle et se joint plutôt à celle du soviet de Krasnoïarsk ». Ce qui s'était passé dans les coulisses lors de cette manœuvre n'est pas clair. Staline lui-même avait pu participer à l'élaboration de la résolution du soviet de Krasnoïarsk, par où il était passé en revenant de Sibérie. Il est possible que, ayant maintenant tâté l'état d'esprit des délégués, il essaie de se séparer légèrement de Kaménev. Cependant, la résolution de Krasnoïarsk est à un niveau encore plus bas que le document de Pétersbourg. « ... Expliquer aussi complètement que possible que la seule source du pouvoir et de l'autorité du Gouvernement provisoire est la volonté du peuple, auquel le Gouvernement provisoire est tenu d'obéir complètement, et ne soutenir le Gouvernement provisoire... que dans la mesure où il entreprend de satisfaire les revendications de la classe ouvrière et de la paysannerie révolutionnaire. » Le secret apporté de Sibérie s'avère très simple : la bourgeoisie est « tenue d'obéir complètement » au peuple et de « se mettre à satisfaire » les ouvriers et les paysans. Dans quelques semaines la formule du soutien de la bourgeoisie « dans la mesure où... » deviendra chez les bolcheviks un objet de risée générale. Pourtant, dès maintenant, quelques délégués protestent contre le fait de soutenir le gouvernement du prince Lvov : cette idée allait trop à l'encontre de toute la tradition du bolchévisme. Le lendemain, le social-démocrate Stéklov, lui-même défenseur de la formule « dans la mesure où... », mais, en tant que membre de la « commission de contact », bien informé de ce qui se passait dans les sphères de droite, peignit imprudemment à la conférence des soviets un tel tableau de l'activité du Gouvernement provisoire — opposition aux réformes sociales, lutte pour la monarchie, lutte pour les annexions — que la conférence des bolcheviks, alarmée, se détourna de la formule du soutien. « Il est clair qu'il doit être question maintenant, non pas de soutien, déclara le modéré Noguine, formulant ainsi l'état d'esprit de nombreux délégués, mais d'opposition. » La même idée fut exprimée par le délégué Skrypnik, qui appartenait à l'aile gauche : « Après le rapport fait hier par Staline bien des choses ont changé... Le Gouvernement provisoire trame un complot contre le peuple et la révolution... et la résolution parle de soutien. » Découragé, Staline, dont la perspective n'avait pas subsisté vingt-quatre heures, propose de « charger la commission de changer le passage sur le soutien ». La conférence va plus loin : « La majorité, avec quatre voix contre, décide d'exclure de la résolution la clause sur le soutien. »



On pourrait penser que tout le schéma du rapporteur sur la division du travail entre prolétariat et bourgeoisie fut voué à l'oubli. En fait, on enleva de la résolution seulement une phrase, mais non l'idée. La peur d'« effaroucher la bourgeoisie » restait tout entière. L'essence de la résolution se réduisait à un appel à inciter le gouvernement provisoire « à la lutte la plus énergique pour la liquidation complète de l'ancien régime », alors que le Gouvernement provisoire menait « la lutte la plus énergique » pour la restauration de la monarchie. La conférence n'alla pas au-delà d'une pression amicale sur les libéraux. D'une lutte indépendante pour la conquête du pouvoir, ne fût-ce qu'au nom des tâches démocratiques, il ne fut pas question. Comme pour révéler plus clairement encore le véritable esprit des décisions prises, Kaménev déclara à la conférence des soviets, qui se tenait au même moment, que sur la question du pouvoir, il était « heureux » de joindre les voix des bolcheviks à la résolution officielle, introduite et défendue par le dirigeant des menchéviks de droite, Dan. La scission de 1903, approfondie à la conférence de Prague de 1913, devait sembler à la lumière de ces faits un simple malentendu !

Ce n'est donc pas par hasard que, le lendemain, la conférence bolcheviste examina la proposition d'unifier les deux partis présentée par le dirigeant des menchéviks de droite, Tsérételli. Staline prit envers la proposition l'attitude la plus sympathique : « Nous devons accepter. Il faut déterminer nos propositions quant à la ligne de l'unification. L'unification est possible suivant la ligne de Zimmerwald-Kienthal. » Cette « ligne », c'était celle des deux conférences socialistes tenues en Suisse avec une prédominance de pacifistes modérés... Molotov qui, deux semaines auparavant, avait été puni pour être trop à gauche, présenta de timides objections : « Tsérételli désire unifier des éléments hétérogènes... L'unification suivant cette ligne est incorrecte... » Zasloutsky, une des futures victimes de l'épuration, proteste plus résolument : « Partir du simple désir d'unification, un rêveur peut le faire, mais non pas un social-démocrate... Il est impossible de s'unifier sur la base d'une adhésion superficielle à Zimmerwald-Kienthal... Il est nécessaire de présenter une plate-forme déterminée. » Mais Staline, traité de rêveur, resta sur ses positions : « On ne doit pas devancer ni anticiper des désaccords. Sans désaccords, il n'y a pas de vie dans un parti. A l'intérieur du parti nous réglerons les petits désaccords. » Il est difficile d'en croire ses yeux : les désaccords avec Tsérételli, inspirateur du bloc soviétique de droite, Staline les déclare être de petits désaccords qu'on peut « régler » à l'intérieur d'un même parti. Les débats eurent lieu le 1<sup>er</sup> avril. Trois jours plus tard, Lénine déclare à Tsérételli une guerre à mort. Deux mois plus tard, Tsérételli désarma et arrêtera les bolcheviks.

La conférence de mars 1917 est extrêmement importante pour apprécier l'état d'esprit des couches supérieures du parti bolcheviste immédiatement après la révolution de Février et, en particulier, de Staline tel qu'il est rentré de Sibérie, où pendant quatre ans il avait dû penser par lui-même. Il apparaît devant nous, émergeant des pages des maigres procès-verbaux, comme un démocrate plébéen et un provincial borné que les conditions de l'époque ont forcé à prendre une coloration marxiste. Ses articles et ses discours pendant ces semaines-là jettent une lumière infaillible sur sa position au cours des années de guerre : si en Sibérie il s'était tant soit peu approché des idées de Lénine, comme le prétendent les Mémoires écrits vingt ans plus tard, il n'aurait pu, en mars 1917, s'embourber aussi désespérément dans l'opportunisme. L'absence de Lénine et l'influence de Kaménev lui permirent de révéler à l'aube de la révolution ses traits les plus organiques : manque de confiance dans les masses, manque d'imagination, courte vue, inclination à suivre la ligne de moindre résistance. Ces caractéristiques de Staline, nous les verrons plus tard dans tous les grands événements dans lesquels il sera amené à jouer un rôle dirigeant. Rien d'étonnant à ce que la

conférence de mars, où le politicien Staline se révéla complètement, soit maintenant rayée de l'histoire du parti et que les procès-verbaux en soient tenus sous sept clefs. En 1923, trois copies furent secrètement préparées pour les membres de la *Troïka* : Staline, Zinoviev, Kaménev. C'est seulement en 1926, quand Zinoviev et Kaménev passèrent à l'opposition contre Staline, que je reçus d'eux ce document remarquable, ce qui me donna par la suite la possibilité de le publier à l'étranger.

Mais, après tout, les procès-verbaux ne se distinguent en rien d'essentiel des articles de la *Pravda* ; ils ne font que les compléter. Il ne reste de ces journées-là aucune déclaration, proposition, protestation, où Staline ait opposé d'une façon tant soit peu articulée le point de vue bolcheviste à la politique de la démocratie petite-bourgeoise. Un des historiens de cette période, le menchévik de gauche Soukhanov, auteur du manifeste mentionné plus haut, « Aux travailleurs du monde entier », dit dans ses irremplaçables *Notes sur la révolution* : « Chez les bolcheviks, à ce moment-là, il y avait, outre Kaménev, Staline qui paraissait au Comité exécutif... Pendant la période de son activité modeste... (il) produisit — et non pas sur moi seulement, — l'impression d'une tâche grise, apparaissant et disparaissant d'une manière terne et sans laisser de trace. Il n'y a vraiment rien d'autre à dire de lui. » Par la suite, Soukhanov paya de sa vie ce refus d'en dire plus.

Le 3 avril, après avoir traversé l'Allemagne ennemie, arrivèrent à Petrograd, à la gare de Finlande, Lénine, Kroupskaïa, Zinoviev et d'autres... Un groupe de bolcheviks, Kaménev en tête, partit à la rencontre de Lénine en Finlande. Staline n'était pas de leur nombre, et ce petit fait montre mieux que quoi que ce soit qu'il n'y avait rien qui pût ressembler à une intimité personnelle entre Lénine et lui. « A peine était-il entré et s'était-il assis sur un divan », raconte Raskolnikov, officier de la flotte et futur diplomate soviétique, « que Vladimir Ilitch lança aussitôt à Kaménev : « Qu'est-ce que vous imprimez donc dans la *Pravda* ? Nous avons vu quelques numéros et nous étions furieux contre vous... » Après des années de travail commun à l'étranger, Kaménev était assez habitué à des douches aussi glacées, et elles ne l'empêchaient pas, non seulement d'aimer Lénine, mais de l'adorer, d'adorer tout ensemble sa passion, sa profondeur, sa simplicité, ses dictons, dont il se moquait d'avance, et son écriture, qu'il imitait involontairement. Bien des années plus tard, quelqu'un se souvint que Lénine, durant le voyage, avait demandé des nouvelles de Staline. Cette question naturelle (Lénine demanda certainement des nouvelles de tous les membres du vieil état-major bolcheviste) servit par la suite de sujet à un film soviétique.

A propos de la première intervention de Lénine à la conférence des bolcheviks, un chroniqueur attentif et consciencieux de la révolution écrit : « Je n'ai pas oublié ce discours tonitruant, qui me secoua et me stupéfia, et non pas seulement moi, hérétique venu par hasard, mais aussi tous les orthodoxes. J'affirme que personne ne s'attendait à rien de semblable. » Il ne s'agit pas de foudres oratoires, dont Lénine était avare, mais de toute la direction de sa pensée. « Il ne nous faut pas de république parlementaire, il ne nous faut pas de démocratie bourgeoise, il ne nous faut aucun autre gouvernement que les soviets des députés des ouvriers, des soldats et des paysans pauvres ! » Dans la coalition des socialistes avec la bourgeoisie libérale, c'est-à-dire dans le « front populaire » d'alors, Lénine ne voyait que trahison du peuple. Il se moquait féroce de la formule usuelle d'une « démocratie révolutionnaire » qui réunirait les ouvriers et la petite bourgeoisie, les populistes, les menchéviks et les bolcheviks. Dans les partis conciliateurs, qui prédominaient dans les soviets, il ne voyait pas des alliés, mais des adversaires irréconciliables. « Cela seul, remarqua Soukhanov, suffisait en ces temps-là à faire tourner les têtes ! »

Le parti ne fut pas moins pris à l'improviste par Lénine qu'il ne l'avait été par la révolution de Février. Les critères, les mots d'ordre, les façons de parler, qui s'étaient formés dans les cinq semaines de révolution tombèrent en poussière. « Il attaqua d'une manière résolue la tactique qu'avaient suivie, avant son arrivée, les groupes dirigeants du parti et les divers camarades », écrit Raskolnikov. Il s'agit en premier lieu de Staline et de Kaménev. « Les militants les plus responsables du parti étaient présents. Mais même pour eux le discours d'Ilitch était une constante révélation. Il creusait un fossé entre, la tactique d'hier et celle d'aujourd'hui. » Il n'y eut pas de débats. Tout le monde était trop abasourdi. Personne ne voulait s'exposer aux coups de ce chef furieux. Entre soi, dans les coins, on chuchotait qu'Ilitch était resté trop longtemps à l'étranger, qu'il s'était coupé de la Russie, qu'il ne connaissait pas la situation, pis encore, qu'il était passé à la position du trotskisme. Staline, hier rapporteur à la conférence du parti, se tut. Il comprit qu'il avait fait une gaffe formidable, bien plus sérieuse qu'autrefois au congrès de Stockholm, quand il avait défendu le partage de la terre, ou un an plus tard, quand il s'était déclaré hors de propos pour le boycott. Non, mieux valait maintenant rester dans l'ombre. Nul ne se demanda ce que Staline pensait de la question. Nul, dans ses Mémoires, ne se souvient de sa conduite dans les semaines qui suivirent.

Entre-temps, Lénine ne restait pas inactif : il examinait la situation de son regard pénétrant, assaillait ses amis de questions, tâtait le pouls des ouvriers. Dès le lendemain, il présenta au parti un bref résumé de ses vues, qui est devenu le document le plus important de la révolution sous le nom de « Thèses du 4 avril ». Lénine ne craignait pas d'effaroucher, non seulement les libéraux, mais aussi les membres du Comité central bolcheviste. Il ne jouait pas à cache-cache avec les chefs prétentieux des partis soviétiques, mais mettait à nu la logique du mouvement des classes. Après avoir écarté la formule poltronne et impuissante « dans la mesure où... », il montrait au parti quelle était sa tâche : conquérir le pouvoir. Mais avant tout il faut déterminer quel est le véritable ennemi. Les monarchistes Cent-noirs, terrés dans leurs trous, n'ont aucune importance. L'état-major de la contre-révolution bourgeoise est le Comité central du parti cadet et le Gouvernement provisoire inspiré par lui. Mais celui-ci n'existe que par la confiance que lui accordent les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, lesquels, à leur tour, se maintiennent par la crédulité des masses populaires. Dans ces conditions, il ne peut pas être question d'employer la violence révolutionnaire. Il faut d'abord conquérir les masses. Ne pas s'unifier et ne pas fraterniser avec les populistes et les menchéviks, mais les dénoncer, devant les ouvriers, les soldats et les paysans comme des agents de la bourgeoisie. « Le véritable gouvernement, c'est le soviet des députés ouvriers... Notre parti est en minorité dans le soviet... Rien à faire ! qu'à expliquer aux masses patiemment, obstinément, systématiquement, l'erreur de leur tactique. Tant que nous sommes en minorité, nous menons un travail de critique pour éclairer les masses. » Tout était simple et sûr dans ce programme et chaque clou bien enfoncé. Sous les thèses se trouvait une seule signature : Lénine. Ni le comité central ni la rédaction de la *Pravda* ne firent leur ce document explosif.

Ce même jour, le 4 avril, Lénine fit son apparition à cette conférence du parti à laquelle Staline avait exposé sa théorie de la division pacifique du travail entre le gouvernement provisoire et les soviets. Le contraste était cruel. Pour l'adoucir, Lénine, contrairement à son habitude, ne fit pas l'analyse des résolutions déjà adoptées, mais leur tourna tout simplement le dos. Il éleva la conférence à un niveau supérieur et la força à voir des perspectives nouvelles, dont les chefs temporaires, ne s'étaient nullement doutés. « Pourquoi n'a-t-on pas pris le pouvoir ? » demanda le nouveau rapporteur, et il énuméra les explications courantes : la révolution bourgeoise, elle ne faisait que passer par sa première étape, la guerre créait des difficultés particulières, etc. « Ce

sont là des bêtises. Le fait est que le prolétariat n'est pas assez conscient et pas assez organisé. Il faut le reconnaître. La force matérielle est dans les mains du prolétariat, mais la bourgeoisie s'est montrée consciente et préparée.» De la sphère de la pseudo-objectivité, où Staline, Kaménev et les autres tentaient de se dérober aux tâches de la révolution, Lénine transportait la question dans la sphère de la conscience et de l'action. Le prolétariat n'a pas pris le pouvoir en février, non parce que cela était interdit par la sociologie, mais parce qu'il a laissé les conciliateurs le tromper dans l'intérêt de la bourgeoisie. Rien de plus ! Même nos bolcheviks, continua-t-il, ne nommant encore personne, font preuve de crédulité envers le gouvernement. On ne peut expliquer cela que par le vertige créé par la révolution. C'est la ruine du socialisme... S'il en est ainsi, nous ne suivons pas la même voie. Je préférerais rester en minorité.» Staline et Kaménev se reconnurent sans peine. Toute la conférence comprit de qui il s'agissait. Les délégués ne doutaient pas qu'en menaçant de faire scission, Lénine ne plaisantait pas. Comme tout cela était loin du « dans la mesure où... » et en général de la politique terre à terre des jours précédents !

Quant à la guerre, l'axe de la question est déplacé avec non moins de résolution. Nicolas Romanov est renversé. Le Gouvernement provisoire a, à moitié, proclamé la république. Mais la nature de la guerre en a-t-elle changé ? En France la république existe depuis longtemps, et pas pour la première fois ; la guerre que mène ce pays n'en reste pas moins impérialiste. C'est la nature de la classe dirigeante qui détermine celle de la guerre. « Quand les masses déclarent qu'elles ne veulent pas de conquêtes, je les crois. Quand Goutchkov et Lvov disent qu'ils ne veulent pas de conquêtes, ils sont des menteurs. » Ce simple critère est profondément scientifique en même temps qu'accessible à chaque soldat dans les tranchées. Ici Lénine porte un coup direct, nommant la *Pravda* par son nom. « Réclamer du gouvernement des capitalistes qu'il renonce aux annexions, ce sont là des fadaises, c'est une moquerie évidente... » Ces mots atteignent directement Staline. « Terminer la guerre par une paix qui ne repose pas sur la violence, c'est impossible sans renverser le capital. » Cependant, les conciliateurs soutiennent le capital et la *Pravda* soutient les conciliateurs. « L'appel du soviet ne contient pas un mot qui soit pénétré de conscience de classe. Ce ne sont que des phrases. » Il s'agit du même manifeste que Staline avait salué comme la voix de l'internationalisme. Les phrases pacifistes, lorsque subsistent les anciennes alliances, les anciens traités, les anciens buts de guerre, ne sont qu'un moyen de tromper les masses. « Ce qui est propre à la Russie, c'est un passage extrêmement rapide de la violence sauvage à la tromperie la plus subtile. » Trois jours plus tôt Staline s'était déclaré prêt à l'unité avec le parti de Tsérételi. « J'entends dire, déclare Lénine, qu'en Russie il y a une tendance unitaire ; l'unification avec les défensistes, c'est la trahison du socialisme. Je pense qu'il vaut mieux seul, comme Liebknecht. Un contre 110 ! Il est même inadmissible de garder plus longtemps le même nom que les menchéviks, celui de social-démocratie. Je propose personnellement de changer le nom du parti, de le nommer parti communiste. » Pas un seul des participants à la conférence, pas même Zinoviev arrivé avec Lénine, ne soutint cette proposition, qui semblait une rupture sacrilège avec leur propre passé.

La *Pravda*, que Kaménev et Staline continuaient à diriger, déclara que les thèses de Lénine étaient son opinion personnelle, que le bureau du Comité central ne les avait pas acceptées et que la *Pravda* elle-même restait sur ses anciennes positions. La déclaration avait été écrite par Kaménev. Staline garda le silence. Dès lors il lui faudra se taire pendant longtemps. Les idées de Lénine lui semblent des fantaisies d'émigré. Mais il attend la réaction de l'appareil du parti. « Il faut reconnaître ouvertement, écrivit par la suite le bolchevik Angarsky, qui fit la même évolution que les autres, qu'un très grand nombre de vieux bolcheviks... dans la question du caractère de la révolu-



tion de 1917 conservaient les vieilles conceptions bolchevistes de 1905 et, qu'abandonner ces conceptions, les reconnaître dépassées, cela ne se fit pas si facilement.» Il s'agissait, en fait, non pas d'«un très grand nombre de vieux bolcheviks», mais de tous sans exception. A la conférence de mars, où s'étaient réunis les cadres du parti de tout le pays, pas une seule voix ne s'était élevée en faveur de la lutte pour le pouvoir des soviets. Tous avaient à se réarmer. Des seize membres du comité de Petrograd deux seulement se joignirent aux thèses, et pas d'un seul coup. «Bien des camarades indiquaient, relate Tsikhonov, que Lénine avait été coupé de la Russie, qu'il ne tenait pas compte du moment présent, etc.» Un bolchevik de province, Lébédév raconte comment l'agitation de Lénine fut d'abord blâmée par les bolcheviks ; «elle s'avérait utopique et s'expliquait par sa longue séparation de la vie russe». Un des inspirateurs de ces jugements était, sans aucun doute, Staline, qui avait toujours traité de haut les «étrangers». Quelques années plus tard, Raskolnikov se souvenait de ceci. «L'arrivée de Vladimir Ilitch provoqua un revirement complet dans la tactique de notre parti. Il faut reconnaître qu'avant son arrivée, il y avait une assez grande confusion dans le parti... La tâche de la prise du pouvoir était peinte sous la forme d'un idéal lointain... On considérait suffisant de faire telles on telles réserves en soutenant le Gouvernement provisoire... Le parti ne disposait pas de dirigeant ayant de l'autorité qui pût le souder en un bloc et l'entraîner derrière lui.» En 1922, il ne pouvait venir à l'idée de Raskolnikov de voir en Staline un «dirigeant ayant de l'autorité». «Nos dirigeants», écrit un ouvrier de l'Oural, Markov, que la révolution avait trouvé travaillant au tour, «allaient à l'aveuglette avant l'arrivée de Vladimir Ilitch... la position de notre parti se mit à s'éclaircir avec la parution de ses thèses fameuses.» «Rappelez-vous quel fut l'accueil fait aux thèses d'Avril de Vladimir Ilitch», dit Boukharine peu de temps après la mort de Lénine, «quand une partie de notre propre organisation ne les considérait guère moins qu'une trahison de l'idéologie marxiste couramment acceptée». Cette «partie de notre propre organisation» — cela avait été toute sa couche dirigeante, sans exception aucune. «Avec l'arrivée de Lénine en Russie en 1917, écrivit Molotov en 1924, notre parti sentit un terrain sous ses pieds... Avant ce moment-là le parti n'avait fait que chercher sa voie à tâtons, avec faiblesse et indécision... Le parti manquait de la clarté et de la résolution exigées par les circonstances révolutionnaires...» C'est Loudmila Stahl qui, la première, décrivit le plus précisément et le plus clairement le changement qui eut lieu alors : «Avant l'arrivée de Lénine, tous les camarades erraient dans les ténèbres», dit-elle le 14 avril 1917, au moment le plus grave de la crise du parti. «Voyant l'initiative créatrice du peuple, nous ne savions en tenir compte... Nos camarades se bornaient simplement à la préparation de l'Assemblée constituante par des méthodes parlementaires et n'avaient nullement étudié les possibilités d'aller plus loin. Maintenant, après, avoir accepté le mot d'ordre de Lénine, nous allons faire ce que la vie même nous dicte.»

Pour Staline, personnellement, le réarmement du parti en avril eut un caractère extrêmement humiliant. Il était arrivé de Sibérie avec l'autorité d'un vieux bolchevik, le titre de membre du Comité central, le soutien de Kaménev et de Mouranov. Lui aussi, il avait commencé par un «réarmement» de son cru, après avoir rejeté la politique des dirigeants locaux comme trop radicale et s'être engagé personnellement par une série d'articles dans la *Pravda*, un rapport à la conférence et la résolution du soviet de Krasnoïarsk. Dans le feu même de cette activité qui, par son caractère était celle d'un chef, Lénine parut. Il vint à la conférence tout comme un inspecteur arrive dans une classe et, après avoir saisi au vol quelques phrases, tourne le dos au maître et d'un coup d'éponge efface du tableau tous les gribouillages futiles de celui-ci. Chez les délégués, les sentiments de stupeur et d'indignation se changèrent en admiration.

Chez Staline, il n'y eut pas d'admiration, mais un cruel affront, un sentiment d'impuissance et de l'envie. Il avait été humilié devant tout le parti bien plus durement que devant la conférence restreinte de Cracovie, après son infortunée période de direction de la *Pravda*. Lutter aurait été inutile : lui aussi voyait maintenant de nouveaux horizons qu'il ne soupçonnait pas hier. Il ne lui restait qu'à serrer les dents et se taire. Le souvenir du bouleversement opéré par Lénine en avril 1917 pénétra pour toujours sa conscience comme une cuisante écharde. Il s'empara plus tard des procès-verbaux de la conférence de mars et tenta de les cacher au parti et à l'histoire. Mais cela ne résolvait pas tout. Dans les bibliothèques, il restait des collections de la *Pravda* de 1917. Le journal fut même bientôt réimprimé sous forme de recueil : les articles de Staline parlaient d'eux-mêmes. De nombreux Souvenirs de la crise d'avril remplirent, dans les premières années de la révolution, les revues historiques et les numéros anniversaires des journaux. Il fallut peu à peu retirer tout cela de la circulation, falsifier, remplacer. Le mot même de « réarmement » du parti, utilisé par moi en passant en 1922, devint, par la suite, l'objet d'attaques de plus en plus féroces de la part de Staline et de ses historiens.

Certes, en 1924, Staline lui-même jugeait encore plus prudent de reconnaître, avec toute l'indulgence qu'il croyait pouvoir s'accorder, l'erreur de sa position au début de la révolution. « Le parti... écrit-il, avait accepté la politique selon laquelle les soviets devaient faire pression sur le Gouvernement provisoire dans la question de la paix et il ne se décida pas d'un seul coup à faire un pas en avant... jusqu'au nouveau mot d'ordre du pouvoir des soviets... C'était une position profondément erronée, car elle semait des illusions pacifistes, apportait de l'eau au moulin du défensisme et entravait l'éducation révolutionnaire des masses. Cette position erronée, je la partageais alors avec d'autres camarades du parti et je ne m'en séparai complètement qu'à la mi-avril, lorsque j'acceptai les thèses de Lénine. » Cet aveu public, nécessaire pour couvrir ses arrières dans la lutte qui commençait alors contre le trotskisme, était déjà devenu embarrassant deux ans plus tard. En 1926, Staline nia catégoriquement le caractère opportuniste de sa politique de mars 1917 : « Ce n'est pas vrai, camarades, ce sont des commérages », et il admit seulement qu'il avait eu « certaines hésitations »... « Mais qui d'entre nous n'a jamais eu d'hésitations passagères ? » Quatre ans plus tard, Iaroslavsky, qui, en tant qu'historien, avait mentionné le fait que Staline avait occupé au début de la révolution une « position erronée », fut soumis de tous côtés à une persécution féroce. Il était déjà impossible de souffler mot des « hésitations passagères ». L'idole du prestige est un monstre dévorant ! Enfin, dans l'Histoire du parti publiée par lui-même, Staline s'attribue la position de Lénine et ses propres conceptions deviennent le lot de ses ennemis. « Kaménev et quelques militants de l'organisation de Moscou, par exemple Rykov, Boubnov, Noguine », dit cette Histoire peu ordinaire, « se trouvaient sur la position semi-menchéviste du soutien du Gouvernement provisoire et de la politique des défensistes. Staline, qui venait de rentrer de déportation, Molotov et d'autres, avec la majorité du parti, défendirent la politique qui consistait à ne pas faire confiance au Gouvernement provisoire, intervinrent contre le défensisme », etc. Ainsi, par transitions successives des faits à la fiction, le noir fut changé en blanc. Cette méthode, que Kaménev nomma le « dosage du mensonge », se rencontre à travers toute la vie de Staline et trouve son expression suprême, mais aussi son effondrement, dans les procès de Moscou.



## VII

### L'ANNÉE 1917

#### II

Analysant les conceptions des deux fractions de la social-démocratie en 1909, l'auteur de ce livre écrivait : « les aspects antirévolutionnaires du menchévisme se révèlent dans toute leur force dès maintenant ; les traits révolutionnaires du bolchévisme menacent de devenir un énorme danger seulement en cas de victoire révolutionnaire. » En mars 1917, après le renversement du tsarisme, les vieux cadres du parti donnèrent à ces traits anti-révolutionnaires du bolchévisme leur expression extrême : même la ligne de démarcation entre bolchévisme et menchévisme semblait effacée. Il fallait un réarmement radical du parti, que Lénine — lui seul était à la hauteur de cette tâche — accomplit en avril. Staline, semble-t-il, n'intervint pas une seule fois publiquement contre Lénine, mais pas davantage en faveur. Il s'écarta sans bruit de Kaménev, tout comme dix ans plus tôt il s'était séparé des boycottistes, tout comme à la conférence de Cracovie il avait silencieusement laissé les conciliateurs à leur propre sort. Il n'était pas dans ses habitudes de défendre une idée si elle ne promettait pas de succès immédiat. Du 14 au 22 avril, se tint la conférence de l'organisation de Petrograd. L'influence de Lénine y était déjà dominante ; pourtant les débats eurent encore par moments un caractère assez vif. Parmi les participants, nous rencontrons Zinoviev, Kaménev, Tomsy, Molotov et autres bolcheviks connus. Staline ne se montra pas du tout. Il voulait, semble-t-il, qu'on l'oublîât pour quelque temps.

Le 24 avril s'ouvrit à Petrograd la conférence panrusse du parti bolcheviste, qui devait définitivement liquider l'héritage de la conférence de mars. Cent cinquante délégués environ représentaient 79 000 membres du parti ; de ceux-ci 15 000 étaient dans la capitale. Pour un parti antipatriotique, sorti à peine de la clandestinité, ce n'était certainement pas mal. La victoire de Lénine se manifesta dès l'élection du bureau de cinq membres, parmi lesquels ne furent inclus ni Kaménev, ni Staline, responsables de la politique opportuniste de mars. Kaménev trouva en lui assez de courage pour demander à faire un corapport à la conférence. « Reconnaissant que, formellement et en fait, le vestige classique du féodalisme, la grande propriété foncière, n'a pas encore été liquidé,... il est prématuré de dire que la démocratie bourgeoise a épuisé toutes ses possibilités. » Telle était l'idée fondamentale de Kaménev et de ses compagnons d'idées : Rykov, Noguine, Dzerjinsky, Angarsky et autres : « L'impulsion vers la révolution sociale, dit Rykov, doit venir de l'Occident. » La révolution bourgeoise n'est pas achevée, insistaient, à la suite de Kaménev, les orateurs de l'opposition. C'était exact. Cependant la mission du Gouvernement provisoire n'était nullement de l'achever, mais de la rejeter en arrière. C'est précisément pourquoi il n'était possible d'achever la révolution démocratique que par la domination de la classe ouvrière. Les débats prirent



un caractère animé, mais restèrent modérés, car, au fond, la question était décidée et Lénine fit tout son possible pour faciliter la retraite à ses adversaires.

Staline intervint dans ces débats en donnant une brève réplique à son allié de la veille. Si nous n'appelons pas au renversement immédiat du Gouvernement provisoire, avait dit Kaménev dans son corapport, nous devons en revendiquer le contrôle ; autrement, les masses ne nous comprendraient pas. Lénine rétorqua que le « contrôle » du prolétariat sur un gouvernement bourgeois, surtout dans des circonstances révolutionnaires, a un caractère fictif ou bien se réduit à la collaboration avec lui. Staline jugea opportun de déclarer son désaccord avec Kaménev. Pour donner une apparence d'explication à son changement de position, il se servit d'une note publiée le 19 avril par le ministre des Affaires étrangères, Milloukov, qui, par l'excessive franchise de son impérialisme, fit sortir les soldats dans la rue et créa une crise gouvernementale. La conception léniniste de la révolution ne procédait pas de quelque note diplomatique isolée, se distinguant fort peu des autres actes du gouvernement, mais des relations entre les classes. Quant à Staline, aucune conception générale ne l'intéressait, il lui fallait quelque occasion extérieure pour changer de position avec le moins de dommage possible pour son amour-propre. Il « dosa » sa retraite. Dans la première période de la révolution, selon ses termes, « le soviet traça le programme, mais maintenant c'est le Gouvernement provisoire qui le trace ». Après la note de Milioukov « le gouvernement passe à l'offensive contre le soviet, le soviet recule. Parler dès lors de contrôle, c'est parler en l'air ». Tout cela avait un ton artificiel et faux. Mais le but immédiat était atteint : Staline réussit à se délimiter à temps de l'opposition, qui lors des votes ne réunit pas plus de sept voix.

Dans le rapport qu'il présenta sur la question nationale, il fit son possible pour jeter un pont entre son rapport de mars, qui voyait la source de l'oppression nationale exclusivement dans l'aristocratie foncière, et nouvelle position que le parti avait maintenant faite sienne. « L'oppression nationale, dit-il, forcé qu'il était de polémiquer contre lui-même, ne se maintient pas seulement par l'aristocratie foncière. A côté de celle-ci, il existe une autre force, les groupes impérialistes, qui transplantent à l'intérieur de leur propre pays les méthodes d'asservissement de nationalités qu'ils ont faites leurs dans les colonies... » De plus, la grande bourgeoisie entraîne derrière elle « la petite bourgeoisie, une partie de l'intelligentsia, une partie des sommets de la classe ouvrière, qui jouissent aussi des fruits du pillage ». C'est là le thème que Lénine avait développé avec insistance dans les années de guerre. « Ainsi, continue le rapporteur, se forme tout un chœur de forces sociales qui soutiennent l'oppression nationale. » Pour en finir avec l'oppression, il faut « éliminer ce chœur de la scène politique ». Ayant placé au pouvoir la bourgeoisie impérialiste, la révolution de Février n'avait encore nullement créé les conditions de la liberté nationale. C'est ainsi que le Gouvernement provisoire s'opposait de toutes ses forces à la simple extension de l'autonomie de la Finlande. « De quel côté devons-nous nous mettre ? Evidemment, du côté du peuple finlandais... » L'Ukrainien Piatakov et le Polonais Dzerjinsky.htm intervinrent contre le programme d'autodétermination nationale, le déclarant utopique et réactionnaire. « Il ne nous faut pas mettre en avant la question nationale, dit naïvement Dzerjinsky, car cela recule le moment de la révolution sociale. C'est pourquoi je proposerai de retirer de la résolution la question de l'indépendance de la Pologne. » « La social-démocratie, lui répliqua le rapporteur, en tant qu'elle maintient son orientation vers la révolution socialiste, doit soutenir le mouvement révolutionnaire des peuples dirigé contre l'impérialisme. » Pour la première fois de sa vie, Staline mentionna ici « l'orientation vers la révolution socialiste ». Le feuillet du calendrier Julien portait la date du 29 avril 1917.

S'étant attribué les pouvoirs d'un congrès, la conférence élit un nouveau Comité central, dans lequel entrèrent Lénine, Zinoviev, Kaménev, Milloutine, Noguine, Sverdlov, Smilga, Staline, Fédorov et, comme suppléants, Téodorovitch, Boubnov, Glébov-Avilov et Pravdine. Des 133 délégués avec voix délibérative, seuls 109 pour une raison ou une autre, prirent part au vote secret ; peut-être un certain nombre d'entre eux étaient partis. Lénine reçut 104 voix (Staline fut-il du nombre des cinq délégués qui se refusèrent à voter pour Lénine ?), Zinoviev 101, Staline 97, Kaménev 95. Pour la première fois Staline était élu au Comité central par une assise normale du parti. Il allait avoir 38 ans. Rykov, Zinoviev et Kaménev avaient 23 ou 24 ans quand ils avaient été élus pour la première fois à l'état-major bolcheviste.

A la conférence, une tentative fut faite de laisser Sverdlov hors du Comité central. Lénine raconta l'incident après la mort du premier président de la République soviétique, disant, que ç'avait été une erreur criante de sa part : « Heureusement, ajouta-t-il, on nous corrigea d'en bas. » Lénine lui-même n'avait pas de raison de s'opposer à la candidature de Sverdlov, qu'il connaissait par correspondance comme un révolutionnaire professionnel infatigable. Le plus vraisemblable est que l'opposition vint de Staline, qui n'avait pas oublié comment Sverdlov était venu rétablir l'ordre après lui à Pétersbourg en réorganisant la Pravda ; la vie commune à Kouréika n'avait fait que renforcer en lui le sentiment d'hostilité envers Sverdlov. Staline ne pardonnait rien. A la conférence, il tenta, semble-t-il, prendre sa revanche et sut s'assurer le soutien de Lénine par des moyens sur lesquels nous ne pouvons que faire des hypothèses. Pourtant, sa tentative ne réussit pas. Si, en 1912, Lénine se heurta à l'opposition des délégués quand il tenta de faire entrer Staline dans le Comité central, il rencontra maintenant une résistance non moins grande à la tentative de laisser Sverdlov dehors. Des membres du Comité central élus à la conférence d'avril, Sverdlov et Lénine réussirent à mourir à temps. Tous les autres — à l'exception, bien entendu, de Staline lui-même — ainsi que les quatre suppléants tombèrent en disgrâce par la suite et furent officiellement fusillés ou disparurent mystérieusement de l'horizon.

Sans Lénine, nul n'était capable de se retrouver dans une situation nouvelle, tous restaient prisonniers des vieilles formules. Cependant, se borner au mot d'ordre de la dictature démocratique signifiait maintenant comme l'écrivait Lénine « passer en fait à la petite bourgeoisie ». Ce par quoi Staline l'emportait sur les autres, c'était sans doute, qu'il ne s'effrayait pas de ce passage et qu'il s'orientait vers un rapprochement avec les conciliateurs et la fusion avec les menchéviks. Il n'était nullement guidé par le respect des vieilles formules. Le fétichisme des idées lui était étranger : c'est ainsi qu'il renonça sans peine à l'idée courante du rôle contre-révolutionnaire de la bourgeoisie russe. Comme toujours, il agissait empiriquement, sous l'influence de son opportunisme organique qui le poussait toujours à rechercher la ligne de moindre résistance. Mais il ne se trouvait pas seul ; pendant trois semaines, il exprima les tendances secrètes de toute la couche des « vieux bolcheviks ».

On ne peut oublier que dans l'appareil du parti bolcheviste prédominait l'intelligentsia, petite bourgeoisie par son origine et ses conditions de vie, marxiste par ses idées et ses liaisons avec le prolétariat. Les ouvriers qui devenaient révolutionnaires professionnels entraient avec empressement dans ce milieu et ne s'en distinguaient bientôt plus. La composition sociale particulière de l'appareil et son autorité sur le prolétariat (l'une et l'autre n'étaient pas le produit du hasard, mais d'une nécessité historique de fer) furent plus d'une fois la cause de vacillations dans le parti et devinrent en fin de compte la source de sa dégénérescence. La doctrine marxiste sur laquelle s'appuyait le parti exprimait les intérêts historiques du prolétariat dans son ensemble ;

mais les hommes de l'appareil ne s'en appropriaient que des morceaux selon leur expérience personnelle, toujours relativement limitée. Bien souvent, comme s'en plaignait Lénine, ils se bornaient à faire leurs des formules toutes faites et fermaient les yeux sur le changement de la situation. Il leur manquait, dans la majorité des cas, aussi bien la compréhension du procès historique que la liaison quotidienne immédiate avec les masses ouvrières. Aussi restaient-ils sujets à l'influence des autres classes. Pendant la guerre, les sommets du parti furent en grande mesure saisis par l'atmosphère de réconciliation qui venait des milieux bourgeois, à la différence des ouvriers bolchevistes du rang, qui se trouvèrent bien plus stables en face de la vague patriotique.

Ayant ouvert un vaste champ d'action à la démocratie, la révolution donna aux « révolutionnaires professionnels » de tous les partis infiniment plus de satisfaction qu'aux soldats dans les tranchées, aux paysans dans les villages et aux ouvriers dans les usines de guerre. Les militants clandestins d'hier se trouvèrent tout à coup jouer un grand rôle. Les soviets remplaçaient pour eux les parlements, ils pouvaient y débattre librement et y prendre des décisions. Dans leur conscience les contradictions fondamentales entre les classes, qui avaient engendré la révolution, commençaient, pour ainsi dire, à fondre aux rayons du soleil démocratique. Le résultat était que bolcheviks et menchéviks s'unissaient presque partout dans le pays et que là où ils restaient divisés, comme à Pétersbourg, une tendance à l'unité s'exprimait fortement dans les deux organisations. Cependant, dans les tranchées, dans les villages et dans les usines, les antagonismes invétérés prenaient un caractère de plus en plus aigu et féroce, pré-sageant, non pas l'unité, mais la guerre civile. Le mouvement des classes et les intérêts des appareils des partis entraient, comme bien souvent, en contradiction acerbe. Même les cadres du parti bolcheviste, qui avaient acquis une trempe révolutionnaire exceptionnelle, révélèrent au lendemain du renversement de la monarchie une tendance évidente à se séparer des masses et à prendre leurs propres intérêts pour ceux de la classe ouvrière. Que sera-ce donc quand ces cadres deviendront la toute puissante bureaucratie de l'Etat ? Staline ne se préoccupait guère de tout cela. Il était chair de la chair de l'appareil et le plus solide de ses os.

Par quel miracle, pourtant, Lénine réussit-il en quelques semaines à mettre le parti dans une nouvelle voie ? Il faut chercher le mot de l'énigme dans deux directions en même temps : dans les qualités personnelles de Lénine et dans la situation objective. Lénine était fort, non seulement parce qu'il comprenait les lois de la lutte des classes, mais aussi parce qu'il savait prêter l'oreille aux masses vivantes. Il ne représentait pas l'appareil, mais l'avant-garde du prolétariat. Il était convaincu d'avance que dans la couche de la classe ouvrière qui avait prêté son appui au parti illégal, il se trouverait des milliers d'ouvriers qui le soutiendraient, lui, Lénine. Les masses étaient maintenant plus révolutionnaires que le parti ; le parti, plus révolutionnaire que l'appareil. Déjà, en mars, les véritables sentiments et points de vue des ouvriers et des soldats avaient réussi en de nombreuses occasions à percer impétueusement et à apparaître au grand jour, en désaccord criant avec les instructions des partis, y compris le parti bolcheviste. L'autorité de Lénine n'était pas absolue, mais elle était grande, car elle s'appuyait sur toute l'expérience du passé. D'autre part, l'autorité de l'appareil, comme aussi son conservatisme, ne venait que de se former. La violente attaque de Lénine n'était pas un acte individuel de son tempérament ; il exprimait la pression de la classe sur le parti, du parti sur l'appareil. Celui qui dans ces conditions tentait de s'opposer sentait rapidement le sol se dérober sous ses pieds. Les hésitants s'alignaient sur les plus avancés, les plus prudents sur la majorité. Ainsi, Lénine réussit, au prix de pertes relativement faibles, à changer à temps l'orientation du parti et à le préparer pour une nouvelle révolution.

Mais ici surgit une autre difficulté. Laissée à elle-même, sans Lénine, la direction bolcheviste fait chaque fois des erreurs, la plupart du temps à droite. Lénine apparaît, comme un *deus ex machina*, pour montrer la voie juste. Est-ce à dire que dans le parti bolcheviste, Lénine est tout, les autres rien ? Ce point de vue, assez largement répandu dans les milieux démocratiques, est extrêmement unilatéral, donc faux. On pourrait en dire autant de la science : la mécanique sans Newton, la biologie sans Darwin n'étaient rien pendant de nombreuses années. C'est vrai et c'est faux. Il fallut le travail de milliers de savants du rang pour rassembler les faits, les grouper, poser les problèmes et préparer le terrain à la réponse synthétique de Newton ou de Darwin. Cette réponse à son tour, imprima sa marque indélébile sur de nouveaux milliers d'investigateurs du rang. Les génies ne créent pas la science d'eux-mêmes ; ils ne font qu'accélérer le mouvement de la pensée collective. Le parti bolcheviste avait un chef génial. Ce n'était pas par hasard. Un révolutionnaire de la trempe et de l'envergure de Lénine ne pouvait être le chef que du parti le plus intrépide, d'un parti qui poussât ses pensées et ses actions jusqu'au bout. Cependant, le génie lui-même est une exception des plus rares. Le chef génial s'oriente plus rapidement, pénètre la situation plus profondément, voit plus loin. Entre le chef génial et ses proches collaborateurs existait inévitablement une grande brèche. On peut même admettre que par la puissance de sa pensée Lénine freinait jusqu'à un certain point le développement indépendant de ses collaborateurs. Cela ne signifie pourtant pas que Lénine fût « tout » et que sans Lénine le parti ne fût rien. Sans le parti, Lénine aurait été impuissant, tout comme Newton et Darwin sans activité scientifique collective. Par conséquent, il ne s'agit pas de vices propres au bolchévisme, produits prétend-on, par la centralisation, la discipline, etc. mais du problème du génie dans le procès historique. Les écrivains qui essaient de dénigrer le bolchévisme parce que le parti bolcheviste eut la chance d'avoir un chef génial ne font que révéler leur vulgarité intellectuelle.

Sans Lénine la direction bolcheviste n'aurait trouvé la voie juste que peu à peu, au prix de dissensions et de luttes internes. Les conflits entre les classes auraient poursuivi leur œuvre, discréditant et écartant les mots d'ordre inconsistants des « vieux bolcheviks ». Staline, Kaménev et autres figures de second ordre auraient dû soit donner une expression articulée aux tendances de l'avant-garde prolétarienne, soit tout simplement passer de l'autre côté de la barricade... N'oublions pas que Chliapnikov, Zaloutsky, Molotov avaient tenté au début même de prendre une orientation plus à gauche.

Cela ne signifie pourtant pas que la voie juste eût été trouvée de toute façon. Le facteur temps joue en politique, surtout pendant une révolution, un rôle décisif. Le déroulement de la lutte des classes n'offre nullement à une direction politique un délai illimité pour trouver l'orientation juste. L'importance d'un chef génial est précisément qu'en abrégant les leçons données par l'expérience elle-même il offre au parti la possibilité d'intervenir dans les événements au moment voulu. Si Lénine n'avait pu arriver au début d'avril, le parti aurait certainement trouvé en tâtonnant la voie que Lénine indiqua dans ses « thèses ». D'autres chefs auraient-ils su, pourtant, remplacer Lénine au point de pouvoir préparer à temps le parti au dénouement d'Octobre ? A cette question il est impossible de donner une réponse catégorique. Il est une chose qu'on peut dire avec certitude : dans ce travail, qui réclamait la hardiesse d'opposer les idées et les masses vivantes à l'appareil ossifié, Staline n'aurait pu manifester d'initiative créatrice et aurait été plutôt un frein qu'un moteur. Sa force commence au moment où l'on peut maîtriser les masses à l'aide de l'appareil.



Au cours des deux mois ultérieurs, il est difficile de suivre l'activité de Staline. Il se trouva tout à coup rejeté au troisième plan. C'est Lénine qui dirige maintenant la rédaction de la Pravda, non pas de loin, comme avant la guerre, mais directement, au jour le jour. Et c'est la Pravda qui donne le ton au parti. Dans le domaine de l'agitation, c'est Zinoviev qui prédomine. Pas plus qu'avant, Staline ne paraît aux meetings. Kaménev, à demi réconcilié avec la nouvelle politique, représente le parti au Comité exécutif central et au Soviet. Staline disparaît presque complètement de l'arène soviétique et se montre peu à Smolny. La direction du travail d'organisation est concentrée dans les mains de Sverdlov : il assigne leur place aux militants, reçoit ceux qui viennent de province, arrange les conflits. A part son travail de routine à la Pravda et la participation aux séances du Comité central, Staline ne reçoit que des tâches épisodiques de caractère tantôt administratif, tantôt technique, tantôt diplomatique. Elles ne sont pas nombreuses. Par nature Staline est paresseux. Il n'est capable de travailler assidûment que lorsque ses intérêts personnels sont directement en cause. Autrement, il préfère fumer la pipe et attendre que la situation change. Il traversait à ce moment-là une période d'extrême malaise. Des hommes plus importants ou du plus grand talent l'avaient évincé de partout. Mars et avril avaient laissé un souvenir cuisant pour son amour-propre. Se faisant violence, il reconstruisait lentement ses pensées, mais en fin de compte ne réussissait à changer leurs cours qu'à moitié.

Pendant les tumultueuses «journées d'Avril», lorsque les soldats sortirent dans les rues pour protester contre la note impérialiste de Milioukov, les conciliateurs s'occupèrent, comme toujours, d'adresser des supplications au gouvernement et des exhortations aux masses, Le 21, le Comité exécutif central envoya un de ses télégrammes-sermons, signé de Tchkhéïdzé, à Cronstadt et aux autres garnisons : oui, la note belliqueuse de Milioukov ne mérite pas d'être approuvée ; mais «entre le Comité exécutif et le Gouvernement provisoire ont commencé des pourparlers, qui ne sont pas encore terminés» (ces pourparlers, de par leur nature même, ne se terminèrent jamais) ; «reconnaissant le tort fait par toutes ces manifestations éparses et désorganisées, le Comité exécutif vous demande de vous abstenir», etc. Par les procès-verbaux officiels nous voyons, non sans surprise, que le texte du télégramme fut rédigé par une commission composée de deux conciliateurs et d'un bolchevik et que ce bolchevik, c'était Staline. L'épisode est bien menu (nous ne trouvons en général pas d'épisodes importants dans cette période), mais caractéristique. Le télégramme d'exhortation représentait le modèle classique de ce «contrôle» qui formait un élément nécessaire du mécanisme du double pouvoir. Lénine flétrissait avec une vigueur toute particulière la moindre participation des bolcheviks à cette politique d'impuissance. Si la manifestation des marins de Cronstadt était inopportune, il fallait le leur dire au nom du parti, en parlant le langage de celui-ci, mais ne prendre sur soi aucune responsabilité pour les «pourparlers» entre Tchkhéïdzé et le prince Lvov. Les conciliateurs inclurent Staline dans la commission parce que seuls les bolcheviks jouissaient de quelque autorité à Cronstadt. D'autant plus fallait-il refuser. Mais Staline ne refusa pas. Trois jours après le télégramme d'exhortation, il intervint à la conférence du parti contre Kaménev et choisit précisément le conflit au sujet de la note de Milioukov comme une preuve particulièrement claire de l'absurdité du «contrôle». Les contradictions logiques ne déconcertaient jamais cet empirique.

A la conférence de l'organisation militaire bolcheviste, en juin, après les discours sur la politique générale de Lénine et Zinoviev, Staline fit un rapport sur le «mouvement national et les régiments nationaux». Sous l'influence de l'éveil des nationalités opprimées, les unités de l'armée active avaient spontanément commencé à se regrouper selon leur nationalité : il était apparu des régiments ukrainiens, musulmans, polo-

nais, etc. Le Gouvernement provisoire avait ouvert la lutte contre la « désorganisation de l'armée » ; dans ce domaine aussi les bolcheviks prenaient la défense des nationalités opprimées. Le discours de Staline n'a pas été conservé. Il est d'ailleurs douteux qu'il ait contenu quoi que ce soit de nouveau.

Le premier congrès panrusse des Soviets s'ouvrit le 3 juin et dura presque trois semaines. Quelques dizaines de délégués bolchevistes venus de province, noyés dans la masse des conciliateurs, formaient un groupe assez hétérogène, encore bien loin d'être affranchi de l'état d'esprit qui régnait en mars. Il n'était pas facile de les diriger. C'est précisément à ce moment-là que se rapporte une remarque intéressante d'un populiste déjà connu de nous, qui avait jadis observé Koba à la prison de Bakou. « Je voulus à tout prix comprendre le rôle de Staline et de Sverdlov dans le parti bolcheviste », écrivit Véréchtchak en 1928. « Alors que Kaménev, Zinoviev, Noguine et Krylenko étaient assis à la table du bureau du congrès et que Lénine, Zinoviev et Kaménev intervenaient comme orateurs, Sverdlov et Staline dirigeaient silencieusement la fraction bolcheviste. C'était une force tactique. C'est là que je sentis pour la première fois toute l'importance de ces hommes. » Véréchtchak ne s'est pas trompé. Staline était très précieux dans le travail de coulisses pour la préparation de la fraction aux votes. Il ne recourait pas toujours à des arguments de principe, mais il savait être persuasif auprès des dirigeants moyens, ceux venus de province. Cependant, même dans ce travail, la première place appartenait à Sverdlov, président permanent de la fraction bolcheviste au congrès.

Entre temps, la préparation « morale » de l'offensive se menait dans l'armée, préparation qui énervait les masses, aussi bien à l'arrière qu'au front. La fraction bolcheviste protesta résolument contre l'aventure militaire, prédisant une catastrophe. La majorité du congrès soutenait Kérensky. Les bolcheviks tentèrent d'y répondre par une manifestation de rue. Lorsque la question fut discutée, des désaccords apparurent. Volodarsky, principale force du comité de Petrograd, n'était pas convaincu que les ouvriers sortiraient dans la rue. Les présidents de l'organisation militaire affirmaient que les soldats ne sortiraient pas sans armes. Staline pensait que « la fermentation parmi les soldats est un fait ; parmi les ouvriers, il n'y a pas d'état d'esprit aussi marqué », mais croyait malgré tout qu'il était nécessaire d'offrir une résistance au gouvernement. En fin de compte la manifestation fut fixée au dimanche 10 juin. Les conciliateurs s'alarmèrent et, au nom du congrès, interdirent la manifestation. Les bolcheviks se soumirent. Mais, effrayé de l'impression produite sur les masses par cette interdiction, le congrès lui-même décida une manifestation générale pour le 18 juin. Le résultat fut inattendu : toutes les usines et tous les régiments parurent avec des pancartes bolchevistes. Un coup irréparable fut porté à l'autorité du congrès. Les ouvriers et les soldats de la capitale sentirent leur force. Deux semaines plus tard, ils tentèrent de l'éprouver. Ainsi surgirent les « journées de Juillet », la ligne de démarcation la plus importante entre les deux révolutions.

Le 4 mai, Staline avait écrit dans la Pravda : « La révolution croît en étendue et en profondeur... La province marche en tête du mouvement. Si dans les premiers jours de la révolution Petrograd était en avant, maintenant, il commence à se laisser dépasser. » Exactement deux mois plus tard, les « journées de Juillet » révélèrent que la province était extrêmement en arrière de Petrograd. Dans son appréciation, Staline n'avait pas en vue les masses, mais les organisations. « Les soviets de la capitale, remarquait déjà Lénine à la conférence, d'avril, se trouvent politiquement dans une plus grande dépendance envers le pouvoir central bourgeois que ceux de province. » Alors que le Comité exécutif central tâchait de toutes ses forces de concentrer le pouvoir dans les mains

du gouvernement, en province les soviets, menchévistes ou socialistes-révolutionnaires par leur composition, s'étaient assez souvent emparés du pouvoir, pour ainsi dire, malgré eux et tentaient même de régler la vie économique. Mais le « retard » des institutions soviétiques dans la capitale venait précisément du fait que le prolétariat de Petrograd était déjà fort en avant et avait effrayé la démocratie petite-bourgeoise par le radicalisme de ses revendications. Lorsque la question de la manifestation de juillet fut discutée au Comité central, Staline pensait que les ouvriers n'avaient guère envie de se battre. Les journées de Juillet réfutèrent également cette affirmation : en dépit de l'interdiction des conciliateurs et même malgré les avertissements du parti bolcheviste, le prolétariat fit irruption dans la rue, la main dans la main avec la garnison. Les deux erreurs de Staline sont bien de lui : il ne respirait pas l'atmosphère des réunions ouvrières, n'était pas lié aux masses et n'avait pas confiance en elles. Les informations dont il disposait lui venaient à travers l'appareil. Cependant, les masses étaient incomparablement plus révolutionnaires que le parti, lequel, à son tour, était plus révolutionnaire que les membres de ses comités. Comme en d'autres circonstances, Staline exprimait la tendance conservatrice de l'appareil, non la force dynamique des masses.

Au début de juillet, Petrograd était déjà complètement du côté des bolcheviks. Pour familiariser le nouvel ambassadeur français avec la situation dans la capitale, le journaliste Claude Anet lui montrait, de l'autre côté de la Néva, le quartier de Vyborg, où étaient concentrées les plus grandes usines : « Là, Lénine et Trotsky règnent en maîtres. » Les régiments de la garnison étaient bolchevistes ou penchaient vers les bolcheviks. « Si Lénine et Trotsky veulent prendre Petrograd, qui les en empêchera ? » Cette manière de caractériser la situation était exacte. Mais il était encore impossible de prendre le pouvoir, car, en dépit de ce que Staline avait écrit en mai, la province était considérablement en arrière de la capitale.

Le 2 juillet, à la conférence des bolcheviks de Petrograd, où Staline représentait le Comité central, deux mitrailleurs excités parurent avec une déclaration disant que leur régiment avait décidé de sortir immédiatement dans la rue l'arme à la main. La conférence recommande de renoncer à la manifestation. Au nom du Comité central, Staline confirme la décision de la conférence. Pestkovsky, un des collaborateurs de Staline, oppositionnel repent, évoqua le souvenir de cette conférence treize ans plus tard : « C'est là que je vis Staline pour la première fois. La pièce dans laquelle se tenait la conférence ne pouvait contenir tous les assistants : une partie du public suivait le déroulement des débats dans un corridor, par une porte ouverte. C'est dans cette partie du public que j'étais et c'est pourquoi j'entendis mal les rapports... Staline intervint au nom du Comité central. Comme il ne parlait pas fort, du corridor je ne comprenais pas grand-chose. Je ne fis attention qu'à un seul point : chaque phrase de Staline était tranchante et bien marquée, les affirmations se distinguaient par la clarté des formules... » Les membres de la conférence se dispersèrent dans les régiments et les usines pour retenir les masses de manifester. « A cinq heures, rapporta Staline après les événements, à la séance du Comité exécutif central, je déclarai officiellement, au nom du Comité central et de la conférence, que nous avions décidé de ne pas manifester. » Néanmoins, à six heures, la manifestation se développait. « Le parti avait-il le droit de se laver les mains... et de rester à l'écart ? ... En tant que parti du prolétariat, nous devons participer à sa manifestation et lui donner un caractère pacifique et organisé, sans avoir pour but la prise armée du pouvoir. » Quelque temps plus tard, Staline déclara au congrès du parti à propos des journées de juillet : « Le parti ne voulait pas de manifestation, le parti voulait attendre que la politique de l'offensive au front se fût discréditée. Néanmoins, une manifestation spontanée eut lieu, provoquée par le désarroi du pays, les ordres de Kérénsky, l'envoi d'unités du front. » Le Comité central décida de donner à la manifes-

tation un caractère pacifique. « A la question, posée par les soldats, de savoir s'il était impossible de sortir armés, le Comité central répondit qu'il ne fallait pas sortir avec les armes. Les soldats, pourtant, dirent qu'il était impossible de sortir sans armes... qu'ils ne prendraient les armes avec eux que pour se défendre. » Ici, cependant, nous rencontrons le témoignage énigmatique de Démian Biédny. Sur un ton très prudent, le poète lauréat racontait en 1929, comment, au local de la Pravda, Staline fut appelé de Cronstadt par téléphone et comment, en réponse à la question qui lui fut posée de savoir s'il fallait sortir avec ou sans armes, Staline répondit : « Les fusils ? ... Vous le savez mieux que nous, camarades... Nous autres, écrivains, nous trimbalons toujours nos armes, les crayons, avec nous... Et pour ce qui est de vos armes vous devez le savoir mieux que nous !... » Le récit semble-t-il, a été stylisé. Mais on y sent un grain de vérité. Staline était, en général, enclin à sous-estimer la disposition des ouvriers et des soldats à la lutte, il était toujours méfiant à l'égard des masses. Mais, là où la lutte s'engageait, que ce fût sur une place de Tiflis, dans la prison de Bakou ou dans les rues de Petrograd, il s'efforçait toujours de lui donner le caractère le plus vif. La décision du Comité central ? On pouvait toujours la tourner prudemment avec une histoire de crayons. Il ne faut cependant pas exagérer l'importance de cet épisode : la question venait, semble-t-il, du Comité du parti à Cronstadt : quant aux marins, ils seraient de toute façon sortis avec leurs armes. Sans aller jusqu'à l'insurrection, les journées de Juillet dépassèrent les cadres d'une manifestation. Il y eut des coups de feu tirés par des provocateurs, de fenêtres ou de toits, il y eut des conflits armés, sans plan ni but bien clair, mais avec de nombreux tués et blessés, il y eut la prise épisodique de la forteresse Pierre-et-Paul par les marins de Cronstadt, il y eut le siège du palais de Tauride. Les bolcheviks se trouvaient les maîtres absolus dans la rue, mais ils se détournèrent consciemment de l'insurrection comme d'une aventure. « Nous pouvions prendre le pouvoir les 3 et 4 juillet, dit Staline à la conférence de Petrograd, ... mais le front, la province, les soviets se seraient dressés contre nous. Un pouvoir qui ne se serait pas appuyé sur la province se serait trouvé sans mains ni pieds. » Dépourvu de tout but immédiat, le mouvement se mit à reculer. Les ouvriers retournaient aux usines, les soldats aux casernes. Restait la question de la forteresse Pierre-et-Paul, où les marins de Cronstadt étaient toujours installés. « Le Comité central me délégua à la forteresse Pierre-et-Paul, raconta Staline, où je réussis à convaincre les marins présents de ne pas accepter le combat... En tant que représentant du Comité exécutif central, j'allai avec [le menchévik] Bogdanov voir [le commandant des troupes] Kozmine. Il avait tout préparé pour le combat... Nous le convainquîmes de ne pas recourir à la force armée... Il était évident pour moi que l'aile droite voulait du sang, pour donner une « leçon » aux ouvriers, aux soldats et aux marins. Nous les empêchâmes de réaliser leur désir. Le succès de la mission, si délicate, remplie par Staline ne fut possible que parce qu'il n'était pas une figure haïe des conciliateurs : leur haine se tournait contre d'autres personnes. Il sait en outre mieux que nul autre, c'est incontestable, prendre dans ces pourparlers le ton d'un bolchevik mûr et modéré, évitant les excès et enclin à la conciliation. En tout cas, il ne mentionna pas ses conseils aux marins avec l'histoire des « crayons ».

Contre toute évidence, les conciliateurs déclarèrent que la manifestation de Juillet avait été une insurrection armée et accusèrent les bolcheviks de conspiration. Le mouvement déjà terminé, des troupes réactionnaires arrivèrent du front. La presse publia une information qui, invoquant des « documents » du ministre de la Justice, Péréverzev, disait que Lénine et ses collaborateurs étaient des agents avérés de l'état-major allemand. Vinrent des jours de calomnie, de persécution et de confusion. Les bureaux de la Pravda furent mis à sac. Les autorités lancèrent des mandats d'arrêt contre Lénine, Zinoviev et autres bolcheviks coupables d'« insurrection ». La bour-



geoisie et la presse conciliatrice réclamaient sur un ton menaçant, que les coupables se livrassent aux mains de la justice. Il y eut des conférences au Comité central bolcheviste : Lénine devait-il se présenter aux autorités, afin de livrer un combat public à la calomnie, où se cacher ? Les vacillations inévitables lors d'un changement de situation aussi brusque, ne manquèrent pas. La question litigieuse et de savoir si l'affaire irait jusqu'à une instruction judiciaire publique. Dans la littérature soviétique, la question de savoir qui « sauva » alors Lénine et qui voulut le « perdre » n'occupe pas peu de place. Démian Biédny raconta autrefois comment il se hâta d'aller voir Lénine en automobile et l'exhorta à ne pas imiter le Christ, qui « s'était livré lui-même aux mains de ses ennemis ». Bontch-Brouiévitch, ancien haut fonctionnaire des Affaires étrangères, réfuta directement ses ami, en racontant dans la presse que Démian Biédny passa les heures critiques chez lui, dans sa villa de Finlande. L'indication hautement significative que l'honneur d'avoir convaincu Lénine « revenait à d'autres camarades » montrait clairement que Bontch était obligé de contrarier son proche ami pour donner satisfaction à quelqu'un de plus influent. Dans ses Mémoires, Kroupskaïa raconte ce qui suit : « Le 7, j'allai voir Ilitch dans l'appartement des Allilouïev avec Maria Ilinitchna [la sœur de Lénine]. C'était précisément le moment où Lénine hésitait. Il donnait des arguments en faveur de la nécessité de comparaître devant un tribunal. Marta Ilinitchna lui répliquait avec chaleur. « Grégory [Zinoviev] et moi, nous avons décidé de comparaître, va et dis-je à Kaménev », me dit Ilitch. Je me dépêchai. « Disons-nous adieu » dit Vladimir Ilitch en m'arrêtant, « peut-être ne nous reverrons-nous plus ». Nous nous embrassâmes. J'allai chez Kaménev et lui fis la commission de Vladimir Ilitch. Le soir, Staline et d'autres convinquirent Ilitch de ne pas comparaître devant le tribunal et sauvèrent ainsi sa vie. » Avant Kroupskaïa, Ordjonikidzé avait décrit avec plus de détails ces heures fébriles : « Une persécution enragée de nos chefs commença... Quelques-uns de nos camarades considéraient que Lénine ne pouvait se cacher, qu'il devait comparaître... C'était l'opinion de nombreux bolcheviks en vue. Je me rencontrai avec Staline au palais de Tauride. Nous allâmes ensemble voir Lénine... » La première chose qui saute aux yeux, c'est qu'aux heures de la « persécution enragée de nos chefs », Ordjonikidzé et Staline se rencontrent tranquillement au palais de Tauride, quartier général de l'ennemi et le quittent sans être inquiétés. A l'appartement d'Allilouïev la même discussion reprend : se livrer ou se cacher ? Lénine supposait qu'il n'y aurait pas de procès public. Celui qui s'exprimait le plus catégoriquement de tous contre l'idée que Lénine se constituât prisonnier, c'était Staline : « Les junkers<sup>[6]</sup> ne vous laisseraient pas aller jusqu'à la prison, ils vous tueraient en route... » A ce moment-là paraît Stassova, qui apporte la nouvelle rumeur que Lénine, selon des documents du département de la police, est un provocateur. « Ces mots produisirent sur Ilitch une impression incroyablement forte. Un tressaillement nerveux traversa son visage et il déclara avec la plus grande résolution qu'il lui fallait aller en prison. » Ordjonikidzé et Noguine sont envoyés au palais de Tauride pour obtenir des partis dirigeants des garanties « qu'Ilitch ne sera pas lynché ... par les junkers ». Mais les menchéviks effrayés cherchaient des garanties pour eux-mêmes. Staline déclara dans un rapport à la conférence de Petrograd : « Je posai personnellement la question à Lieber et à Anissimov [menchéviks, membres du Comité exécutif central] et ils me répondirent qu'ils ne pouvaient donner de garanties. » Après cette reconnaissance dans le camp ennemi, il fut décidé que Lénine partirait de Petrograd et se cacherait dans une profonde clandestinité. « Staline se chargea d'organiser le départ de Lénine. »

Il fut révélé, par la suite, combien les adversaires de la soumission volontaire de Lénine aux autorités avaient raison, et cela par le récit du commandant des troupes le

6 — Elèves des écoles militaires, l'équivalent des « saint-cyriens ». (N.d.T.)

général Polovtsev. « L'officier qui partait pour Térioki [Finlande] avec l'espoir d'attraper Lénine me demanda si je désirais avoir ce monsieur entier ou en morceaux... Je lui répondis avec un sourire que les personnes arrêtées essaient parfois de s'enfuir. » Pour les organisateurs de la farce judiciaire, il ne s'agissait pas de rendre « justice », mais d'attraper et de tuer Lénine, comme furent tués, deux ans plus tard, Allemagne, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. L'idée de l'inévitabilité d'une exécution sommaire s'installa dans la tête de Staline plus solidement que dans celle des autres : un tel dénouement correspondait entièrement à son propre caractère. Il était, en outre, fort peu enclin à se préoccuper de ce que dirait l'« opinion publique ». D'autres, y compris Lénine et Zinoviev, hésitaient. Au cours de la journée, Noguine et Lounatcharsky devinrent, de partisans qu'ils en avaient été, des adversaires de la soumission volontaire. Staline fut le plus ferme et se trouva avoir raison.

Considérons maintenant ce que l'historiographie soviétique moderne a fait de cet épisode dramatique. « Les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et Trotsky, qui devint par la suite un bandit fasciste », écrit une publication officielle de 1938, « réclamaient la comparution volontaire de Lénine devant le tribunal. Les mercenaires fascistes Kaménev et Rykov, aujourd'hui démasqués comme ennemis du peuple, étaient pour la soumission volontaire de Lénine. Staline leur offrit une vive résistance », etc. En réalité, je ne pris personnellement aucune part aux conférences, car j'étais moi-même obligé de me cacher en ces heures-là. Le 10 juillet, j'adressai au gouvernement des menchéviks et socialistes-révolutionnaires une déclaration écrite de complète solidarité avec Lénine, Zinoviev et Kaménev, et je fus arrêté le 22 juillet. Dans une lettre à la conférence de Petrograd, Lénine jugea nécessaire de noter particulièrement que Trotsky « s'est trouvé à la hauteur de sa tâche dans les difficiles journées de Juillet ». Staline ne fut pas arrêté et ne fut même pas formellement impliqué dans l'affaire pour la bonne raison qu'il n'existait politiquement ni pour les autorités ni pour l'opinion publique. Dans la campagne engagée contre Lénine, Zinoviev, Kaménev, Trotsky et autres, Staline est à peine nommé dans la presse, quoiqu'il fût rédacteur en chef de la Pravda et signât ses articles de son nom. Nul n'avait remarqué ces articles ni ne s'était intéressé à leur auteur.

Lénine se cacha d'abord dans l'appartement d'Allilouïev, puis partit pour Sestroretsk, chez l'ouvrier Emélianov, en qui il avait une confiance absolue et à qui, sans le nommer, il fait une allusion pleine de respect dans un de ses articles. « Lors du départ de Vladimir Ilitch pour Sestroretsk — c'était le 11 juillet au soir — le camarade Staline et moi, raconte Allilouïev, accompagnâmes Ilitch à la gare de Sestroretsk. Pendant son séjour dans une baraque à Razliv et ensuite en Finlande, Vladimir Ilitch envoya de temps en temps par mon intermédiaire des notes à Staline ; on me les apportait à mon appartement et, comme il fallait y répondre immédiatement, en août Staline vint habiter chez moi... et s'installa dans la chambre où Vladimir Ilitch s'était caché pendant les journées de Juillet. » C'est là, semble-t-il, qu'il fit la connaissance de sa future femme, la fille d'Allilouïev, Nadejda, alors encore une toute jeune fille. Un autre ouvrier bolcheviste de l'appareil, Rakhia, Finnois russifié, a raconté dans la presse comment Lénine le chargea une fois d'« amener Staline le lendemain soir. Je devais trouver Staline à la rédaction de la Pravda... Ils eurent une conversation fort longue, Vladimir Ilitch demandait des détails sur tout ; Staline fut, dans cette période, avec Kroupskaïa, un chaînon important entre le Comité central et Lénine, qui avait en lui une confiance absolue en tant que conspirateur prudent. D'ailleurs toutes les circonstances conduisaient naturellement Staline à jouer ce rôle. Zinoviev se cachait, Kaménev et Trotsky étaient en prison, Sverdlov se tenait au centre du travail d'organisation, Staline était plus libre et moins observé par la police. Dans la période de réaction qui suivit les journées de

Juillet, le rôle de Staline en général, s'accroît considérablement. Pestkovsky, déjà connu de nous, écrit dans ses Souvenirs apologétiques à propos de l'activité de Staline en été 1917 : « Les larges masses ouvrières de Petrograd connaissaient alors peu Staline. Il ne recherchait pas la popularité. Sans talent oratoire, il évitait d'apparaître aux meetings. Mais aucune conférence du parti, aucune importante assemblée consacrée aux questions d'organisation ne se tenait sans une intervention politique de sa part. Aussi les militants du parti le connaissaient-ils bien. Quand se posa la question des candidats bolchevistes de Petrograd à l'Assemblée constituante, la candidature de Staline fut mise à l'une des premières places sur l'initiative des militants du parti. » Le nom de Staline se trouvait au sixième rang sur la liste de Petrograd... En 1930, on jugeait encore nécessaire d'expliquer le manque de popularité de Staline par l'absence chez lui de « talent oratoire ». Aujourd'hui une telle phrase serait absolument impossible : Staline est proclamé l'idole des ouvriers de Petrograd et un classique de l'art oratoire. Mais il est vrai que, sans paraître devant les masses, Staline, accomplit avec Sverdlov, en juillet et août, un travail extrêmement lourd de responsabilité dans l'appareil : dans les assemblées, les conférences, dans les relations avec le comité de Petrograd, etc.

Sur la direction du parti en cette période, Lounatcharsky écrivit en 1923 : « Avant les journées de Juillet, Sverdlov constituait, pour ainsi dire, l'état-major des bolcheviks, dirigeant tous les événements avec Lénine, Zinoviev et Staline. Dans les journées de Juillet, il passa au premier plan. » C'était exact. Au milieu des ravages cruels qui s'abattaient sur le parti, ce petit homme brun à pince-nez se conduisit comme si rien de spécial ne se passait : il assignait comme toujours leurs tâches aux militants, encourageait ceux qui avaient besoin d'encouragement, donnait des conseils et, s'il le fallait, des ordres. Il fut le véritable « secrétaire général » dans l'année de la révolution, quoiqu'il ne portât pas ce titre. Mais il était le secrétaire d'un parti dont le dirigeant politique incontesté, Lénine, se trouvait dans la clandestinité. De Finlande, celui-ci envoyait des articles, des lettres, des projets de résolution sur toutes les questions fondamentales de la politique. Quoique la distance lui fit plus d'une fois commettre des erreurs de tactique, elle lui permit de déterminer d'autant plus sûrement la stratégie du parti. La direction quotidienne reposait sur Sverdlov et Staline, qui étaient les membres les plus influents du Comité central restés en liberté. Entre temps, le mouvement des masses s'était extrêmement affaibli. Le parti se trouvait à demi dans l'illégalité. Le poids spécifique de l'appareil s'était accru à l'avenant. A l'intérieur de l'appareil, le rôle de Staline avait automatiquement grandi. Cette loi s'observe invariablement à travers toute sa biographie politique, dont elle constitue, pour ainsi dire, le principal ressort.

La défaite de Juillet était directement celle des ouvriers et des soldats de Petrograd, dont le soulèvement s'était heurté, en fin de compte, au retard relatif de la province. C'est pourquoi le découragement des masses fut plus profond dans la capitale qu'ailleurs ; mais il ne dura que quelques semaines. L'agitation publique reprit dès le 20 juillet, quand trois révolutionnaires courageux parurent à de modestes meetings dans différents quartiers de la ville : Sloutsky, plus tard tué par les Blancs en Crimée, Volodarsky, tué par le socialistes-révolutionnaires à Petrograd, et Ievdokimov, tué par Staline en 1936. Après avoir perdu quelques compagnons de route occasionnels, à la fin du mois le parti fit de nouvelles recrues.

Les 21 et 22 juillet se tint à Petrograd une conférence d'une importance exceptionnelle qui resta ignorée de autorités et de la presse. Après l'échec tragique de l'aventure qu'avait été l'offensive militaire, des délégués du front se mirent à arriver de plus en plus souvent dans la capitale, apportant des protestations contre l'étouffement des libertés dans l'armée et contre la continuation de la guerre. On ne les recevait pas au

Comité exécutif car les conciliateurs n'avaient rien à leur dire. Les nouveaux arrivés du front liaient connaissance l'un avec l'autre dans les couloirs et les salles des pas perdus et prononçaient de vigoureux mots de soldats sur les grands seigneurs du Comité exécutif central. Les bolcheviks, qui savaient pénétrer partout, conseillaient aux délégués, déconcertés et irrités, de procéder à un échange d'idées avec les ouvriers, les soldats et les marins de la capitale. A la conférence qui surgit ainsi participèrent les représentants de vingt-neuf régiments du front, de quatre-vingt-dix usines de Petrograd, des marins de Cronstadt et des garnisons des alentours. Ceux du front parlaient de l'offensive absurde, du carnage et de la collaboration des commissaires conciliateurs avec les officiers réactionnaires, qui, de nouveau, redressaient la tête. Bien que la majorité de ceux du front continuassent, semblait-il, à se considérer socialistes-révolutionnaires, la résolution bolcheviste, pourtant acerbe, fut adoptée unanimement. De Petrograd, les délégués retournèrent dans les tranchées, devenus des agitateurs irremplaçables de la révolution ouvrière et paysanne. A l'organisation de cette conférence remarquable, Sverdlov et Staline jouèrent, semble-t-il, le rôle dirigeant.

La conférence de Petrograd, qui avait tenté en vain de retenir les masses de manifester, traîna, après une longue interruption, jusqu'à la nuit du 20 juillet. Le déroulement de ses travaux est très instructif pour comprendre le rôle de Staline et sa place dans le parti. Les questions d'organisation étaient dirigées au nom du Comité central par Sverdlov, mais dans le domaine de la théorie et des grands problèmes de la politique il cédait la place à d'autres, sans prétention excessive comme sans fausse modestie. Le thème principal de la conférence fut l'estimation de la situation politique telle qu'elle s'était formée après la défaite de Juillet. Volodarsky, membre dirigeant du Comité de Petrograd, déclara dès le début même : « Au moment présent, seul Zinoviev peut être rapporteur... On voudrait bien entendre Lénine... » Personne ne mentionna le nom de Staline. Mais la conférence, interrompue par le mouvement des masses, ne reprit que le 16 juillet. Zinoviev et Lénine se cachaient, et le principal rapport politique échut à Staline, qui parla en tant que rapporteur suppléant. « Il est clair pour moi, dit-il, qu'au moment présent la contre-révolution nous a vaincus, isolés, nous sommes trahis par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, calomniés... » La victoire de la contre-révolution bourgeoise formait le point de départ du rapporteur. Pourtant, cette victoire était instable ; tant que le désarroi économique ne sera pas surmonté, tant que les paysans n'auront pas reçu la terre, « il se produira inévitablement des crises, les masses sortiront plus d'une fois dans la rue, il se produira des combats de plus en plus décisifs. La période pacifique de la révolution est terminée... ». Aussi le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » avait-il désormais perdu tout contenu réel. Les soviets aux mains des conciliateurs aidaient la contre-révolution militaire bourgeoise à écraser les bolcheviks, à désarmer les ouvriers et les soldats et ainsi se privaient eux-mêmes de tout pouvoir réel. La veille encore ils pouvaient écarter le Gouvernement provisoire par un simple décret, à l'intérieur des soviets les bolcheviks pouvaient obtenir la prédominance par de simples réélections. Aujourd'hui, c'est déjà impossible. Avec l'aide des conciliateurs la contre-révolution s'est armée. Les soviets eux-mêmes sont devenus une simple couverture de la contre-révolution... Il était ridicule de réclamer le pouvoir pour ces soviets-là ! « Il ne s'agit pas des institutions elles-mêmes, mais de la classe dont ces institutions font la politique. » Il ne peut plus être question de conquête pacifique du pouvoir. Il ne reste rien d'autre qu'à se préparer à l'insurrection armée, laquelle deviendra possible quand les couches inférieures du village et, avec elles, le front, passeront du côté des ouvriers. A cette perspective stratégique audacieuse correspondaient des directives tactiques très prudentes pour la période immédiate. « Notre tâche est de rassembler des forces, de consolider les organisations existantes et



d'empêcher les masses de passer à une offensive prématurée... C'est là la ligne tactique générale du Comité central.»

Sous une forme bien rudimentaire le rapport donnait une appréciation sagace d'une situation qui avait changé en quelques jours. Les débats ajoutèrent relativement peu à ce que le rapporteur avait dit. Ceux qui préparèrent, en 1927, les procès-verbaux pour la publication notèrent : « Les propositions fondamentales de ce rapport avaient été adoptées en accord avec Lénine, elles se conformaient à l'article de Lénine « Trois crises », qui n'avait pas encore pu être publié. » Les délégués savaient en outre, selon toute vraisemblance par Kroupskaïa, que Lénine avait écrit des thèses spéciales pour le rapporteur. « Un groupe de participants à la conférence, dit le procès-verbal, demande que les thèses de Lénine soient communiquées à la conférence. Staline déclare qu'il ne les a pas sur lui... » La demande des délégués était trop facile à comprendre : le changement d'orientation était si radical qu'ils voulaient entendre la voix même de Lénine. Mais, par contre, la réponse de Staline est incompréhensible : s'il avait simplement oublié les thèses chez lui, on pouvait les avoir à la séance suivante. Cependant les thèses ne furent pas apportées. On a l'impression qu'elles furent cachées à la conférence. Encore plus étonnant est le fait que les « thèses de Juillet », à la différence de tous les documents écrits par Lénine dans l'illégalité, ne sont pas parvenues jusqu'à nous. Comme Staline avait le seul exemplaire, il reste à supposer qu'il l'a perdu. Pourtant, lui-même ne parle pas de perte. Ceux qui rédigèrent les procès-verbaux expriment la supposition que les thèses furent écrites par Lénine dans l'esprit de ses articles « Trois crises » et « Sur les mots d'ordre », écrits avant la conférence, mais publiés après celle-ci à Cronstadt, où s'était maintenue la liberté de presse. En fait, la comparaison des textes montre que le rapport de Staline n'était qu'un simple exposé de ces deux articles, sans un seul mot original introduit par lui. Staline n'avait pas lu les articles eux-mêmes et ne soupçonnait évidemment pas leur existence, mais il s'appuyait sur les thèses, lesquelles étaient identiques aux articles quant au développement des idées. Et cette circonstance explique assez bien pourquoi le rapporteur « oublia » d'apporter à la conférence les thèses de Lénine et pourquoi ce document ne fut pas conservé. Le caractère de Staline ne rend pas seulement cette hypothèse admissible, mais l'impose directement. A la commission de la conférence, où eut lieu, semble-t-il, une lutte fort vive, Volodarsky, qui se refusait à reconnaître que la contre-révolution avait remporté une victoire complète en juillet, eut la majorité. La résolution sortie de la commission ne fut pas défendue devant la conférence par Staline, mais par Volodarsky. Staline ne demanda pas de présenter un co-rapport et ne participa pas aux débats. La confusion régnait parmi les délégués. La résolution de Volodarsky fut finalement approuvée par vingt-huit délégués contre trois, avec vingt-huit abstentions. Le groupe des délégués de Vyborg motiva son abstention en déclarant que « les thèses de Lénine n'ont pas été rendues publiques, et le rapporteur n'a pas défendu la résolution ». L'allusion à la dissimulation abusive des thèses était trop claire. Staline se tut. Il subit une double défaite, car il provoqua le mécontentement en cachant les thèses et ne sut pas rassembler une majorité en leur faveur.

Quant à Volodarsky, il continuait au fond à défendre le schéma bolcheviste de la révolution de 1905 : d'abord la dictature démocratique, puis l'inévitable rupture avec la paysannerie et, en cas de victoire du prolétariat, en Occident, la lutte pour la dictature socialiste. Staline, avec l'appui de Molotov et de quelques autres, défendit la nouvelle conception de Lénine : seule la dictature du prolétariat, s'appuyant sur les paysans les plus pauvres, assurera l'accomplissement des tâches de la révolution démocratique et ouvrira en même temps l'ère des transformations socialistes. Staline avait raison contre Volodarsky, mais ne savait comment le montrer. D'autre part, en se refusant à

reconnaître que la contre-révolution bourgeoise avait remporté une victoire complète, Volodarsky se trouvait avoir raison contre Staline et contre Lénine. Nous rencontrons à nouveau cette dispute au congrès du parti quelques jours plus tard. La conférence se termina par l'adoption d'un appel écrit par Staline « A tous les travailleurs ! », où il était dit entre autres : « ... Les mercenaires vendus et les lâches calomniateurs osent accuser ouvertement les chefs de notre parti de « trahison » ... Jamais les noms de nos chefs n'ont été aussi chers à la classe ouvrière que maintenant, au moment où l'insolente canaille bourgeoise les couvre de boue ! » Outre Lénine, les principales victimes de la calomnie et de la persécution étaient Zinoviev, Kaménev et Trotsky. Leur nom était particulièrement cher à Staline quand la « canaille bourgeoise » les couvrait de boue.

La conférence de Petrograd avait été, pour ainsi dire, la répétition générale du congrès du parti, lequel s'ouvrit le 26 juillet. A ce moment-là presque tous les soviets de quartier de Petrograd étaient déjà dans les mains des bolcheviks. Dans les comités d'usine ainsi que dans les directions des syndicats l'influence des bolcheviks était devenue prédominante. La préparation pour ce qui était des questions d'organisation était concentrée les mains de Sverdlov. Mais c'est Lénine qui conduisait la préparation politique de son poste clandestin. Dans des lettres au Comité central et dans la presse bolcheviste, qui avait commencé à reparaitre, il éclairait les différents aspects de la situation politique. C'est lui qui écrivit les projets de toutes les principales résolutions pour le congrès et, de plus, les arguments à employer furent soigneusement pesés dans des rencontres secrètes avec les futurs rapporteurs.

Le congrès fut convoqué sous le nom de congrès d'« unification », car il devait s'y réaliser l'entrée dans de l'organisation inter-districts de Petrograd, à laquelle appartenaient Trotsky, Ioffé, Ouritsky, Riazanov, Lounatcharsky, Pokrovsky, Manouïlsky, Iourénev, Karakhan et d'autres révolutionnaires qui ont tous leur place dans l'histoire de la révolution soviétique. « Dans les années de guerre », dit une note aux Œuvres complètes de Lénine, « les interrayonnistes étaient proches du comité bolcheviste de Petrograd », L'organisation comptait au moment du congrès quatre mille ouvriers environ. Des informations sur le congrès, qui se tenait semi-légalement dans deux quartiers ouvriers, filtrèrent dans la presse ; dans les sphères gouvernementales, on parla de disperser le congrès, mais finalement Kérénsky jugea plus prudent de ne pas fourrer son nez dans le quartier de Vyborg. Pour l'opinion publique en général, le congrès était dirigé par des anonymes. Parmi les bolcheviks, participèrent au congrès Sverdlov, Boukharine, Staline, Molotov, Vorochilov, Ordjonikidzé, Iourénev, Manouïlsky... Au bureau étaient Sverdlov, Olminsky, Lomov, Iourénev et Staline. Même là où les figures les plus en vue du bolchévisme sont absentes, le nom de Staline se trouve à la dernière place. Le congrès décida d'envoyer un salut à « Lénine, Trotsky, Zinoviev, Lounatcharsky, Kaménev, Kollontäi et à tous les autres camarades arrêtés et persécutés ». Ils sont élus à un bureau d'honneur. L'édition de 1938 ne mentionne que l'élection de Lénine.

C'est Sverdlov qui fit le rapport sur le travail d'organisation du Comité central. Depuis la conférence d'Avril, le parti avait grandi de 80 000 à 240 000 membres, c'est-à-dire avait triplé. La croissance sous les coups de Juillet était saine. Le tirage de toute la presse bolcheviste étonne par son insignifiance : 320 000 exemplaires pour un pays immense ! Mais le milieu révolutionnaire est bon conducteur : les idées du bolchévisme se fraient la voie dans la conscience de millions d'hommes.

Staline répéta ses deux rapports, sur l'activité politique du Comité central et sur la situation dans le pays. A propos des élections municipales, auxquelles les bolcheviks

avaient obtenu 20 % des voix dans la capitale, Staline déclara : « Le Comité central... rassembla toutes ses forces pour combattre aussi bien le cadets, principale force de la contre-révolution, que le menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui, bon gré mal gré les suivent. » Beaucoup d'eau avait coulé depuis la conférence de mars, lorsque Staline comptait les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires dans la « démocratie révolutionnaire » et confiait aux cadets la mission de « consolider » les conquêtes de la révolution.

La question de la guerre, du social-patriotisme, de l'effondrement de la Deuxième Internationale et des tendances dans le socialisme mondial fut, malgré la tradition, enlevée du rapport politique et confiée à Boukharine, car dans le domaine international Staline était tout simplement perdu. Boukharine montra que la campagne pour la paix au moyen d'une « pression » sur le gouvernement provisoire et les autres gouvernements de l'Entente avait complètement fait faillite et que seul le renversement du Gouvernement provisoire pouvait rendre plus proche la liquidation démocratique de la guerre. Immédiatement après Boukharine, Staline fit le rapport sur les tâches du parti. Les débats se déroulèrent en même temps sur les deux rapports, quoiqu'il s'avérât qu'il n'y avait pas accord complet entre les deux rapporteurs.

« Quelques camarades, déclara Staline, disent qu'il est utopique de poser la question de la révolution socialiste, le capitalisme est faiblement développé chez nous. Ils auraient raison s'il n'y avait pas la guerre, s'il n'y avait pas la désorganisation, si les bases de l'économie nationale n'étaient pas ébranlées. Mais ces questions d'intervention dans la sphère économique se posent dans tous les Etats comme des questions inévitables... Au surplus, le prolétariat n'a eu nulle part des organisations aussi larges que les soviets... Tout cela a exclu la possibilité que les masses ouvrières n'intervinssent pas dans la vie économique. C'est là qu'est la véritable base qui permet de poser la question de la révolution socialiste chez nous en Russie. » L'argument principal étonne par son ineptie manifeste : si le faible développement du capitalisme rend utopique le programme de la révolution socialiste, la destruction, provoquée par la guerre, des forces productives ne doit pas rapprocher, mais au contraire éloigner encore plus l'ère du socialisme. En fait, la tendance à la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste ne résidait pas dans la destruction des forces productives par la guerre, mais dans la structure sociale du capitalisme russe. Cette tendance pouvait être découverte — et elle le fut — avant la guerre et indépendamment d'elle. La guerre rendit, certes, le développement révolutionnaire des masses infiniment plus rapide, mais ne changea nullement le contenu social de la révolution. Il faut dire, d'ailleurs, que Staline avait emprunté son argument à quelques remarques isolées et non développées de Lénine dont le but avait été de faire accepter par les vieux cadres la nécessité de réarmer le parti.

Dans les débats, Boukharine tenta de défendre en partie le vieux schéma du bolchévisme : dans la première révolution le prolétariat russe marche la main dans la main avec la paysannerie au nom de la démocratie, dans la seconde révolution la main dans la main avec le prolétariat européen au nom du socialisme. « En quoi consiste la perspective de Boukharine, répliqua Staline. A son avis, dans la première étape nous allons à la révolution paysanne. Mais elle ne peut manquer de... coïncider avec la révolution ouvrière. Il est impossible que la classe ouvrière, qui forme l'avant-garde de la révolution, ne lutte pas en même temps pour ses propres revendications. C'est pourquoi je considère le schéma de Boukharine irréfléchi. » C'était tout à fait juste. La révolution paysanne ne pouvait vaincre qu'en portant le prolétariat au pouvoir. Le prolétariat ne pouvait se maintenir au pouvoir sans commencer la révolution socialiste.

Staline répéta contre Boukharine des considérations qui avaient été exposées pour la première fois au début de 1905 et qui, jusqu'en avril 1917, avaient été traitées d'« utopisme ». Quelques années plus tard, Staline oubliera, pourtant, les arguments répétés par lui au sixième congrès et ressuscitera, avec Boukharine, la formule de la « dictature démocratique », qui occupera une grande place dans le programme de l'Internationale communiste et jouera un rôle fatal dans le mouvement révolutionnaire de la Chine et d'autres pays.

La principale tâche du congrès fut de remplacer le mot d'ordre du passage pacifique du pouvoir aux soviets par celui de la préparation de l'insurrection armée. Pour cela il fallait comprendre avant tout le changement qui venait de se produire dans le rapport des forces. La direction générale de ce mouvement était évidente : du peuple vers la bourgeoisie. Mais il était bien plus difficile d'en fixer l'importance : seul un nouveau conflit armé entre les classes pouvait mesurer le nouveau rapport des forces. Une telle vérification fut apportée à la fin d'août par la révolte du général Kornilov, qui révéla d'un seul coup que la bourgeoisie n'avait toujours pas d'appui dans le peuple, ni dans l'armée. Le changement survenu en juillet avait, par conséquent, un caractère superficiel et épisodique ; mais il n'en restait pas moins tout à fait réel : il était dès lors absurde de parler de transmission pacifique du pouvoir aux soviets. Ce qui préoccupait avant tout Lénine, lorsqu'il formulait la nouvelle orientation, c'était que le parti fît face aussi résolument que possible au nouveau rapport des forces. En un certain sens, il recourait à une exagération délibérée : sous-estimer la force de l'ennemi est plus dangereux que la surestimer. Mais l'appréciation exagérée provoqua une réaction au congrès, comme auparavant à la conférence de Petrograd — d'autant plus que Staline donna aux idées de Lénine une expression simplifiée.

« La situation est claire, dit Staline, maintenant personne ne parle de double pouvoir. Si, auparavant, les soviets représentaient une force réelle, maintenant ils ne sont plus que des organes de ralliement des masses, mais sans aucun pouvoir. » Quelques délégués eurent tout à fait raison de répliquer qu'en juillet la réaction avait temporairement triomphé, mais que la contre-révolution n'avait pas vaincu et que le double pouvoir n'avait pas encore été liquidé en faveur de la bourgeoisie. A ces arguments, Staline répondit, comme à la conférence par une phrase axiomatique : « En temps de révolution, la réaction n'existe pas. » En fait, l'orbite de toute révolution se compose de segments de courbes montantes et descendantes. La réaction vient de contre-coups dus à l'ennemi ou au retard de la masse elle-même, contre-coups qui rapprochent le régime des besoins de la classe contre-révolutionnaire, mais ne changent pas encore l'axe du pouvoir. Tout autre chose est la victoire de la contre-révolution : elle est inconcevable sans le transfert du pouvoir aux mains d'une autre classe. En Juillet, un transfert aussi décisif ne s'était pas encore produit. Historiens et commentateurs soviétiques continuent encore aujourd'hui à recopier de livre en livre les formules de Staline sans penser un instant à se poser cette question : si en juillet le pouvoir passa aux mains de la bourgeoisie, pourquoi celle-ci dut-elle, en août, recourir à l'insurrection ? Avant les événements de juillet, on appelait double pouvoir le régime dans lequel le Gouvernement provisoire n'était plus qu'un fantôme, alors que la force réelle se concentrait dans les soviets. Après les événements de Juillet, une partie du pouvoir réel passa des soviets à la bourgeoisie, mais une partie seulement : le double pouvoir ne disparut pas. C'est précisément cela qui détermina par la suite le caractère de l'insurrection d'Octobre.

« Si les contre-révolutionnaires réussissent à se maintenir un mois ou deux, dit Staline un peu plus loin, c'est uniquement parce que le principe de la coalition n'a pas disparu. Mais, comme les forces de la révolution se développent, des explosions se



produiront et un moment viendra où les ouvriers se soulèveront et réuniront autour d'eux les couches pauvres de la paysannerie, brandiront le drapeau de la révolution ouvrière et ouvriront l'ère de la révolution socialiste en Occident. » Notons-le : la mission du prolétariat russe est d'ouvrir « l'ère de la révolution socialiste en Occident ». Ce sera la formule du parti dans les années qui suivent. Au fond, le rapport de Staline donne une estimation correcte de la situation et un pronostic correct : ce sont ceux de Lénine. Pourtant, il est impossible de ne pas noter que dans le rapport de Staline manque, comme toujours, l'enchaînement des idées. L'orateur affirme, proclame, mais ne prouve pas. Ses estimations sont faites à vue de nez ou empruntées toutes faites ; elles n'ont pas passé par le laboratoire de la pensée analytique et il ne s'est pas établi entre elles ce lien organique qui, de lui-même, engendre les arguments, les analogies et les illustrations nécessaires. La polémique de Staline consiste à répéter des idées déjà exprimées, parfois sous la forme d'un aphorisme qui suppose prouvé précisément ce qui doit l'être. Souvent les arguments sont corsés de quelque grossièreté, surtout dans la conclusion, quand il n'y a plus de raison de craindre la réplique de l'adversaire.

Dans une publication de 1928, consacrée au sixième congrès, nous lisons : « Lénine, Staline, Sverdlov, Dzerjinsky et autres furent élus membres du Comité central. » A côté de Staline, seuls trois défunts sont nommés. Cependant, les procès-verbaux du congrès nous informent qu'au Comité central furent élus vingt et un membres et dix suppléants. Vu la situation semi-légale du parti les noms des personnes élues à un vote secret furent pas rendus publics au congrès, à l'exception des quatre qui avaient reçu le plus de voix : Lénine avec 133 voix sur 134, Zinoviev 132, Kaménev 131, Trotsky 131. A côté d'eux furent élus : Noguine, Staline, Sverdlov, Rykov, Boukharine, Ouritsky, Milioutine, Berzine, Boubnov, Dzerjinsky, Krestinsky, Mouranov, Smilga, Sokolnikov, Chaoumian. Les noms sont rangés selon le nombre des voix reçues. Parmi les suppléants, les noms de huit ont pu être établis : Lomov, Ioffé, Stassova, Iakovleva, Djaparidzé, Kissélev, Préobrajensky, Skrypnik. Des vingt-neuf membres et suppléants quatre seulement, Lénine, Sverdlov, Dzerjinsky et Noguine, moururent de mort naturelle, Noguine étant d'ailleurs mis au rang d'ennemi du peuple après sa mort ; treize furent officiellement condamnés à mort ou disparurent sans laisser de traces, deux, Ioffé et Skrypnik, furent poussés au suicide par les persécutions ; trois, Ouritsky, Chaoumian et Djaparidzé, ne furent pas fusillés par Staline uniquement parce qu'ils avaient déjà été tués par les ennemis de classe, un, Artem, fut victime d'un accident, le sort de quatre nous est inconnu. Au total, le Comité central qui était appelé à diriger l'insurrection d'Octobre se composait presque aux deux tiers de « traîtres », si même on laisse ouverte la question de savoir comment auraient fini Lénine, Sverdlov et Dzerjinsky.

Le congrès prit fin le 3 août. Le lendemain, Kaménev sortit de prison. Non seulement il se montra dès lors systématiquement dans les institutions soviétiques, mais il exerça aussi une influence indubitable sur la politique générale du parti et sur Staline personnellement. Tous deux, quoique à des degrés différents, s'étaient adaptés à l'orientation nouvelle. Mais il n'était pas si facile pour eux de s'affranchir de leurs habitudes de pensée. Là où il le peut, Kaménev arrondit les angles de la politique de Lénine. Staline n'a rien contre, seulement, il ne veut pas se mettre en avant. Un conflit ouvert surgit au sujet de la conférence socialiste de Stockholm, dont l'initiative venait des sociaux-démocrates allemands. Les patriotes conciliateurs russes, toujours prêts à saisir un fétu de paille, considéraient cette conférence comme un important moyen de « lutte pour la paix ». Au contraire, Lénine, accusé de liaison avec l'état-major allemand, se dressa résolument contre toute participation à une entreprise derrière laquelle se trouvait, comme on le savait, le gouvernement allemand. A la séance du Comité exécutif central du 6 août, Kaménev intervint nettement en faveur de la participation à la

conférence. Staline ne pensa même pas à défendre la position du parti dans Prolétarii [Le Prolétaire] (c'est ainsi que se nommait alors la Pravda). Au contraire, un violent article de Lénine contre Kaménev se heurta à l'opposition de Staline et ne parut dans la presse que dix jours plus tard, à la suite des réclamations persistantes de l'auteur et de son appel à d'autres membres du Comité central. Malgré tout, Staline n'appuya pas ouvertement Kaménev.

Immédiatement après la mise en liberté de Kaménev, une rumeur fut lancée dans la presse par le ministère démocratique de la Justice, selon laquelle il aurait eu des relations avec la police secrète tsariste. Kaménev réclama une enquête. Le Comité central chargea Staline de « parler avec Gotz [un des chefs socialistes-révolutionnaires] au sujet d'une commission sur l'affaire Kaménev ». Nous avons déjà observé des missions de ce genre : « parler » avec le menchévik Bogdanov à propos des marins de Cronstadt, « parler » avec le menchévik Anissimov au sujet des garanties pour Lénine. Restant dans les coulisses, Staline convenait mieux que d'autres pour ce genre de missions délicates. De plus, le Comité central avait toujours la certitude que, dans des pourparlers avec des adversaires, Staline ne se laisserait pas tromper.

« Le sifflement reptilien de la contre-révolution, écrit Staline, le 13 août, à propos des calomnies contre Kaménev, se fait de nouveau entendre plus fort. De son coin l'hydre hideuse de la réaction lance son dard empoisonné. Elle piquera et se cachera de nouveau dans son antre obscur », etc. C'est dans le style des « caméléons » de Tiflis. Mais l'article n'est pas seulement intéressant par son style. « La hideuse persécution, la bacchanale de mensonges et de calomnies, la tromperie impudente, la basse fraude et la falsification, continue l'auteur, prennent des proportions jusqu'ici inconnues dans l'histoire... D'abord on essaya de faire passer des militants éprouvés de la révolution pour des espions allemands ; quand cela eut échoué, on voulut faire d'eux des espions tsaristes. Ainsi, des hommes qui ont consacré toute leur vie consciente à la cause de la lutte révolutionnaire contre le régime tsariste, on essaie maintenant de les faire passer pour... des valets du tsar... Le sens politique de tout cela est évident : les maîtres de la contre-révolution doivent à tout prix éliminer et ruiner Kaménev comme l'un des chefs reconnus du prolétariat révolutionnaire. » Malheureusement, cet article n'a pas figuré dans les pièces du procureur Vychinsky lors du procès de Kaménev en 1936.

Le 30 août, Staline publie, sans aucun avertissement de la rédaction, un article non signé de Zinoviev, intitulé « Ce qu'il ne faut pas faire », manifestement dirigé contre la préparation de l'insurrection. « Il faut regarder la vérité en face : il existe maintenant à Petrograd bien des conditions qui favorisent l'apparition d'une insurrection dans le genre de la Commune de Paris de 1871. » Sans nommer Zinoviev, Lénine écrit, le 3 septembre : « L'allusion à la Commune est très superficielle et même stupide... La Commune ne pouvait offrir d'un seul coup au peuple ce que les bolcheviks peuvent lui offrir s'ils prennent le pouvoir, à savoir la terre aux paysans, des propositions immédiates de paix. » Le coup contre Zinoviev atteignait par ricochet le rédacteur du journal. Mais Staline se tut. Il est prêt à soutenir anonymement une attaque contre Lénine venant de la droite. Mais il se garde bien d'intervenir lui-même. Au premier signe de danger, il se met à l'écart.

Il n'y a presque rien à dire de l'activité journalistique de Staline lui-même dans cette période. Il était rédacteur en chef de l'organe central, non parce qu'écrivain doué, mais parce qu'il n'était pas orateur et était en général incapable d'intervenir dans l'arène publique. Il n'écrivit pas un seul article qui attirât l'attention sur lui ; il ne présenta pas un seul problème nouveau pour la discussion ; il ne mit en circulation aucun mot d'ordre. Il commentait les événements en une langue impersonnelle dans le cadre des

conceptions établies par le parti. Il était plutôt un fonctionnaire responsable du parti dans les bureaux du journal qu'un publiciste révolutionnaire.

La montée du mouvement des masses et la reprise de l'activité des membres du Comité central qui avaient été temporairement immobilisés écartèrent naturellement Staline de la position en vue qu'il avait occupée durant la période du congrès de juillet. Son activité se mène en vase clos, ignorée des masses, inaperçue des ennemis. En 1924, la Commission d'histoire du parti publia, en plusieurs volumes, une copieuse chronique de la révolution. Dans les 422 pages du volume IV, consacré à août et septembre, sont enregistrés tous les événements, épisodes, conflits, résolutions, discours, articles qui méritent de retenir l'attention. Sverdlov, alors encore peu connu, est nommé trois fois dans ce volume, Kaménev 46 fois, Trotsky, qui passa août et le début de septembre en prison, 31 fois, Lénine, qui se trouvait dans l'illégalité, 16 fois, Zinoviev, qui partageait le sort de Lénine, 6 fois. Staline n'est pas mentionné une seule fois. Dans l'index, qui contient environ cinq cents noms, celui de Staline ne se trouve pas. Cela signifie que la presse n'a pas noté pendant ces deux mois un seul de ses actes, un seul de ses discours, et que nul de ceux qui jouèrent dans les événements un rôle plus en vue ne l'a nommé une seule fois.

Heureusement, par les procès-verbaux du Comité central conservés, certes pas entièrement, pendant sept mois (août 1917-février 1918), on peut suivre d'assez près le rôle de Staline dans la vie du parti, plus exactement, celle de son état-major. A des conférences et des congrès de toutes sortes sont délégués, vu l'absence de chefs politiques, Milioutine, Smilga, Glébov, figures peu influentes mais plus propres à intervenir publiquement. Le nom de Staline ne se rencontre pas souvent dans les décisions. Ouritsky, Sokolnikov et Staline sont chargés d'organiser une commission pour les élections à l'Assemblée constituante. Les mêmes sont aussi chargés de rédiger une résolution sur la conférence de Stockholm. Staline est chargé de mener des pourparlers avec une imprimerie pour le rétablissement de l'organe central. Encore une commission pour rédiger une résolution, etc. Après le congrès de juillet, on avait adopté la proposition de Staline d'organiser le travail du Comité central selon les principes d'une « stricte répartition des fonctions ». Pourtant, c'est plus facile à écrire qu'à faire : la marche des événements confondra encore longtemps les fonctions et renversera les décisions. Le 2 septembre, le Comité central nomme les comités de rédaction des revues hebdomadaires et mensuelle, tous deux avec la participation de Staline. Le 6 septembre, après la mise en liberté de Trotsky, Staline et Riazanov sont remplacés à la rédaction de la revue théorique par Trotsky et Kaménev. Mais même cette décision reste seulement dans les procès-verbaux. En fait, les deux revues ne parurent qu'une seule fois, et, de plus, les comités de rédaction réels ne coïncidèrent nullement avec ceux qui avaient été nommés.

Le 5 octobre, le Comité central crée une commission qui doit préparer pour le futur congrès un projet de programme du parti. La commission se compose de Lénine, Boukharine, Trotsky, Kaménev, Sokolnikov, Kollontaï. Staline n'en est pas membre. Non pas qu'il y eut quelque opposition à sa candidature, mais tout simplement parce que son nom ne vint à l'idée de personne quand il fut question d'élaborer le plus important document théorique du parti. Pourtant, la commission pour le programme ne se réunit pas une seule fois : à l'ordre du jour se trouvaient de tout autres tâches. Le parti mena l'insurrection et prit le pouvoir sans avoir de programme achevé. Ainsi, même dans les affaires purement intérieures du parti, les événements ne disposaient pas toujours des hommes conformément aux vues et aux plans de la hiérarchie du parti. Le Comité central crée des rédactions, des commissions, des comités de trois, de cinq, de

sept, qui ne réussit pas à se réunir, alors que de nouveaux événements surgissent, et tout le monde oublie les décisions de la veille. De plus, les procès-verbaux, pour des considérations de conspiration, sont soigneusement cachés et nul ne les consulte.

Les absences relativement fréquentes de Staline retiennent l'attention. De vingt-quatre séances du Comité central en août, septembre et dans la première semaine d'octobre, il fut absent six fois ; pour les six autres séances la liste des présents manque. Cette irrégularité est d'autant moins explicable que Staline ne prenait aucune part au travail du soviet et du Comité exécutif central et n'allait pas aux meetings. Evidemment, lui-même n'attribuait nullement à sa participation aux séances du Comité central l'importance qu'il lui donne maintenant. Dans un certain nombre d'occasions son absence s'explique indubitablement par quelque affront reçu et l'irritation qu'il en a : quand il ne peut imposer sa volonté, il préfère ne pas se montrer et rêver mélancoliquement de revanche.

L'ordre dans lequel les membres du Comité central présents sont inscrits dans les procès-verbaux ne manque pas d'intérêt. Le 13 septembre : Trotsky, Kaménev, Staline, Sverdlov et autres. Le 15 septembre : Trotsky, Kaménev, Rykov, Noguine, Staline, Sverdlov et autres. Le 20 septembre : Trotsky, Ouritsky, Boubnov, Boukharine et autres (Staline et Kaménev sont absents). Le 21 septembre : Trotsky, Kaménev, Staline, Sokolnikov et autres. Le 23 septembre : Trotsky, Kaménev, Zinoviev, etc. (Staline est absent.) L'ordre des noms n'était évidemment pas réglementé et était parfois bouleversé. Mais, malgré tout, il n'était pas fortuit, surtout si l'on tient compte du fait que dans la période précédente, lorsque Trotsky, Kaménev et Zinoviev étaient absents, le nom de Staline se rencontre en première place dans quelques procès-verbaux. Ce sont là, évidemment, des détails, mais nous ne trouvons rien de plus important et, de plus, la vie quotidienne du Comité central aussi bien que la place que Staline y occupe se reflètent impartialement dans ces détails.

Plus l'envergure du mouvement est grande, moindre est cette place de Staline et plus il lui est difficile de se détacher parmi les membres ordinaires du Comité central. En octobre, mois décisif d'une année décisive, Staline est moins remarqué que jamais. Le Comité central tronqué, seule base d'appui de Staline, manque lui-même d'assurance en ces mois-là. Ses décisions sont trop souvent renversées par une initiative surgie hors de ses rangs. L'appareil du parti en général ne se sent pas le pied ferme dans la tourmente révolutionnaire. Plus l'influence des mots d'ordre bolchevistes s'étend et s'approfondit, plus il devient difficile aux membres des comités de maîtriser le mouvement. Plus les soviets tombent sous l'influence du parti, moins l'appareil de celui-ci y trouve de place. Tel est l'un des paradoxes de la révolution.

Reportant à l'année 1917 des conditions qui ne se formèrent que bien plus tard, lorsque les eaux furent rentrées dans leur lit, de nombreux historiens, même des plus consciencieux, présentent les choses comme si le Comité central avait dirigé directement la politique du soviet de Petrograd, qui depuis le début de septembre était devenu bolcheviste. En fait il n'en était rien. Les procès-verbaux montrent sans l'ombre d'un doute qu'à l'exception de quelques séances plénières, auxquelles participèrent Lénine, Trotsky et Zinoviev, le Comité central ne joua pas de rôle politique. Il ne prit l'initiative dans aucune question d'importance. De nombreuses décisions du Comité central dans cette période restèrent en l'air, car elles se heurtaient à des décisions du soviet. Les plus importantes décisions du soviet furent mises en application avant que le Comité central ait pu les examiner. C'est seulement après la conquête du pouvoir, la fin de la guerre civile et l'établissement d'un régime régulier que le Comité central concentre peu à peu dans ses mains la direction de l'activité soviétique. C'est alors que vient le tour de Staline.





## VII

### L'ANNÉE 1917

#### III

Le 8 août, le Comité central ouvre une campagne contre la Conférence d'Etat convoquée à Moscou par Kérénsky et grossièrement truquée en faveur de la bourgeoisie. La conférence s'ouvrit le 12 août sous le coup d'une grève générale de protestation de la part des ouvriers de Moscou. La force des bolcheviks, à qui l'entrée de la conférence avait été refusée, avait trouvé une expression plus réelle. La bourgeoisie était effrayée et furieuse. Après avoir abandonné, le 21, Riga aux Allemands, le commandant en chef Kornilov déclenche, le 25, sa marche sur Petrograd, avec l'intention d'établir sa dictature personnelle. Kérénsky, qui s'était trompé dans ses calculs sur Kornilov, déclare le commandant en chef « traître à la patrie ». Même à ce moment décisif, le 27 août, Staline ne paraît pas au Comité exécutif central. C'est Sokolnikov qui intervient au nom des bolcheviks. Il annonce que les bolcheviks sont prêts à s'entendre sur les mesures militaires à prendre avec les organes de la majorité soviétique. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires acceptent la proposition avec gratitude et grincements de dents, car les soldats et les ouvriers sont avec les bolcheviks. La liquidation rapide et sans effusion de sang de la rébellion de Kornilov rend complètement aux soviets le pouvoir qu'ils avaient partiellement perdu en juillet. Les bolcheviks reprennent le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » Dans la presse, Lénine propose un compromis aux conciliateurs : que les soviets prennent le pouvoir et assurent une pleine liberté de propagande, et les bolcheviks resteront entièrement sur le terrain de la légalité soviétique. Les conciliateurs rejettent avec hauteur le compromis offert à gauche, ils cherchent avant tout des alliés à droite.

Le refus hautain des conciliateurs ne fait que renforcer les bolcheviks. Tout comme en 1905, la prépondérance que la première vague de la révolution avait accordée aux menchéviks disparaît rapidement dans une atmosphère de lutte des classes qui s'exacerbe. Mais à la différence de la première révolution, la croissance du bolchévisme coïncide, non pas avec le déclin du mouvement des masses, mais avec son essor. Au village, un procès qui est au fond le même prend une autre forme : du parti qui prédomine parmi la paysannerie, celui des socialistes-révolutionnaires, se détache une aile gauche qui essaie de se mettre au pas sur les bolcheviks. Les garnisons des grandes villes sont presque entièrement avec les ouvriers. « Oui, les bolcheviks ont travaillé assidûment et inlassablement », témoigne Soukhanov, menchévik de gauche. « Ils étaient avec les masses, à l'usine, quotidiennement, constamment... Les masses vivaient et respiraient avec les bolcheviks. Elles étaient dans les mains du parti de Lénine et de Trotsky. » Dans les mains du parti, mais non pas dans celles de son appareil.

Le 31 août, le soviet de Petrograd adopta pour la première fois une résolution politique des bolcheviks. Refusant de s'avouer vaincus, les conciliateurs décidèrent de mesurer les forces une nouvelle fois. Le 9 septembre, le conflit fut nettement placé devant le soviet. Il y eut 414 voix pour l'ancien bureau et la politique de la coalition, 519 contre et 67 abstentions. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires récoltèrent le fruit de leur politique de conciliation avec la bourgeoisie. Le soviet salua le nouveau gouvernement de coalition avec une résolution présentée par le nouveau président, Trotsky. : « Le nouveau gouvernement... entrera dans l'histoire de la révolution comme un gouvernement de guerre civile... Le congrès panrusse des soviets créera un pouvoir véritablement révolutionnaire. » C'était une déclaration de guerre ouverte aux conciliateurs, qui avaient rejeté le « compromis ».

Le 14 septembre s'ouvrit à Petrograd ce qu'on appela la Conférence démocratique, créée par le Comité exécutif central apparemment pour contrebalancer la Conférence d'Etat, mais en fait toujours pour sanctionner la même coalition, désormais en pleine décomposition. Les conciliateurs deviennent furieux. Quelques jours plus tôt Kroupskaïa était allée secrètement voir Lénine en Finlande. Dans le wagon rempli de soldats on ne parlait pas de coalition mais d'insurrection. « Quand je rapportai à Ilitch ces propos de soldats, son visage devint pensif et plus tard, bien qu'il parlât de tout autre chose, cet air pensif n'avait pas disparu de son visage. Il était clair qu'il parlait d'une chose, mais pensait à une autre, il pensait à l'insurrection, à la meilleure manière de la préparer. »

Le jour de l'ouverture de la Conférence démocratique — le plus vide de tous les pseudo-parlements de la démocratie — Lénine envoie au Comité central ses fameuses lettres : « Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir » et « Marxisme et insurrection ». Cette fois-ci il réclame des actes immédiats : le soulèvement des régiments et des usines, l'arrestation du gouvernement et de la Conférence démocratique, la prise du pouvoir. Le plan est encore manifestement irréalisable, mais il donne une nouvelle direction à la pensée et à l'activité du Comité central. Kaménev demande au Comité de rejeter catégoriquement la proposition de Lénine, comme désastreuse. Craignant que les lettres ne parviennent au parti par-dessus la tête du Comité central, Kaménev rassemble six voix pour la destruction de tous les exemplaires, sauf un seul destiné aux archives. Staline propose d'« envoyer les lettres aux organisations les plus importantes et de leur suggérer de les discuter ». Un commentaire écrit bien plus tard déclare que la proposition de Staline « avait pour but d'organiser l'influence des comités locaux du parti sur le Comité central et de l'inciter à suivre les directives de Lénine ». S'il en avait été ainsi, Staline se serait levé pour défendre les propositions de Lénine et aurait opposé à la résolution de Kaménev la sienne propre. Mais il était loin de cette pensée. En province, les comités locaux étaient, en majorité, plus à droite que le Comité central. Leur envoyer les lettres de Lénine sans que le Comité central les eût approuvées signifiait se prononcer contre elles. Par sa proposition, Staline voulait tout simplement gagner du temps et avoir la possibilité, en cas de conflit, d'alléguer la résistance des comités. Les hésitations paralysaient le Comité central. Il fut décidé de renvoyer la question des lettres de Lénine à la séance suivante. Lénine attendait la réponse avec une impatience extrême. Cependant, à la séance suivante, qui ne se tint que cinq jours plus tard, Staline ne parut pas du tout et la question des lettres ne fut même pas mise à l'ordre du jour. Plus l'atmosphère est brûlante, plus Staline manœuvre froidement.

La Conférence démocratique avait décidé de mettre sur pied, d'accord avec la bourgeoisie, quelque semblant d'institution représentative, à laquelle Kérénsky avait promis d'accorder des droits consultatifs. L'attitude à prendre envers le Conseil de

la République, ou Préparlement, devint immédiatement pour les bolcheviks un problème tactique épineux : fallait-il y participer ou le laisser de côté tout en marchant à l'insurrection ? En tant que rapporteur du Comité central à la fraction bolcheviste de la Conférence démocratique, Trotsky mit en avant l'idée du boycott. Le Comité central, à peu près également divisé sur cette question litigieuse (9 voix pour le boycott, 8 contre), remit à la fraction le soin de régler la discussion. Pour présenter les points de vue opposés « deux rapports furent proposés : l'un de Trotsky, l'autre de Rykov ». « En fait, insistait Staline en 1925, il y eut quatre rapporteurs : deux pour le boycott du Préparlement (Trotsky et Staline) et deux pour la participation (Kaménev et Noguine). » C'est presque vrai : quand la fraction décida de mettre fin aux débats, elle laissa encore parler un seul représentant de chaque position : Staline pour les boycottistes et Kaménev (et non Noguine) pour les partisans de la participation. Rykov et Kaménev réunirent 77 voix ; Trotsky et Staline, 50. La défaite de la tactique du boycott fut l'œuvre de la province qui, en bien des endroits, ne s'était que récemment séparée des menchéviks.

Superficiellement, il pouvait sembler que les désaccords avaient un caractère secondaire. En fait, la question était de savoir si le parti se disposait à jouer le rôle d'opposition sur le terrain de la république bourgeoise ou s'il se poserait pour tâche la prise du pouvoir. Vu l'importance que cet épisode a pris dans l'historiographie officielle, Staline présenta les choses comme s'il avait été rapporteur. Un rédacteur obligeant ajouta de lui-même que Trotsky s'était prononcé pour « une position intermédiaire ». Dans les éditions ultérieures, le nom de Trotsky disparut complètement. La nouvelle Histoire déclare : « Staline intervint résolument contre la participation au Préparlement. » Cependant, outre le témoignage des procès-verbaux, celui de Lénine s'est aussi conservé : « Il faut boycotter le Préparlement », écrivait-il le 23 septembre. « Il faut aller... aux masses. Il faut leur donner un mot d'ordre juste et clair : chasser la bande bonapartiste de Kérensky avec son faux Préparlement. » Puis une note : « Trotsky est pour le boycott. Bravo, camarade Trotsky ! » Bien entendu, le Kremlin a officiellement ordonné d'éliminer de la nouvelle édition des Œuvres complètes de Lénine toute incartade de ce genre.

Le 7 octobre, la fraction bolcheviste quitta démonstrativement le Préparlement. « Nous nous adressons au peuple. Tout le pouvoir aux soviets ! » Cela équivalait à un appel à l'insurrection. Le même jour il fut décidé, à la séance du Comité central, de créer un « bureau d'information pour la lutte contre la contre-révolution ». Ce nom, nébuleux à dessein, recouvrait une tâche bien concrète : étudier et préparer l'insurrection. L'organisation de ce bureau fut confiée à Trotsky, Sverdlov et Boubnov. Vu le laconisme du procès-verbal et l'absence d'autres documents, l'auteur est ici contraint de faire appel à sa propre mémoire. Staline déclina de faire partie du bureau, proposant à sa place Boubnov, de peu d'autorité. Son attitude était réservée, sinon sceptique sur l'idée même du bureau. Il était pour l'insurrection mais il ne croyait pas que les ouvriers et les soldats fussent prêts à l'action. Il vivait à l'écart, non seulement des masses, mais aussi de leurs représentants aux soviets, se contentant d'impressions réfractées à travers l'appareil du parti. L'expérience de Juillet n'était pas passée sans laisser de traces dans les masses. Ce n'était plus vraiment une pression aveugle, la circonspection était apparue. D'autre part, la confiance dans les bolcheviks s'était colorée d'une certaine inquiétude sauraient-ils faire ce qu'ils promettent ? Les agitateurs bolchevistes se plaignaient parfois de se heurter à une indifférence des masses. En réalité, elles étaient fatiguées de l'attente, de l'indécision, des mots. Mais dans l'appareil cette fatigue était assez souvent interprétée comme une « absence de volonté de lutte ». De là un vernis de scepticisme chez de nombreux membres des comités bolchevistes. De plus,



même les hommes les plus courageux sentent un certain froid au creux de l'estomac avant une insurrection, comme avant tout combat. Ils ne le reconnaissent pas toujours, mais cela n'en existe pas moins. L'état d'esprit de Staline lui-même se distinguait par son ambiguïté. Il n'avait pas oublié Avril, quand sa sagesse de « praticien » avait été si cruellement bafouée. D'autre part, il avait incomparablement plus de confiance dans l'appareil que dans les masses. Dans tous les cas importants il s'assurait contre toute éventualité en votant avec Lénine. Mais il ne manifestait aucune initiative dans le sens des décisions prises, déclinait de prendre une part directe aux actions décidées, défendait les ponts qui auraient permis une retraite, avait sur les autres une influence réfrigérante et, en fin de compte, il passa à côté de l'insurrection d'Octobre.

Rien ne sortit, certes, du Bureau pour la lutte contre la contre-révolution, mais nullement par la faute des masses. Le 9, un nouveau conflit, très vif, surgit entre Smolny et le gouvernement, qui avait décidé de retirer les troupes révolutionnaires de la capitale pour les envoyer au front. La garnison se rallia plus étroitement à son défenseur, le soviét. La préparation de l'insurrection eut immédiatement une base concrète. Celui qui la veille avait pris l'initiative de former le « Bureau » tourna toute son attention vers la création d'un état-major militaire auprès du soviét même. Le premier pas se fit le jour même, le 9 octobre. « Pour résister aux tentatives de l'état-major de retirer les troupes révolutionnaires de Petrograd », le Comité exécutif décida de créer un Comité militaire révolutionnaire. C'est ainsi que, par la logique des choses, sans aucune discussion dans le Comité central, presque inopinément, l'insurrection commença à se préparer dans l'arène du soviét et se mit à bâtir son propre état-major, bien plus réel que le « Bureau » du 7 octobre.

La séance suivante du Comité central, à laquelle Lénine participa coiffé d'une perruque, se tint le 10 octobre et prit une importance historique. Au centre de la discussion se trouvait la résolution de Lénine qui proposait l'insurrection armée comme tâche pratique immédiate. Le plus difficile, même pour les partisans les plus convaincus de l'insurrection, était, pourtant, la question des délais. Sous la pression des bolcheviks, le Comité exécutif central, aux mains des conciliateurs, avait convoqué, aux jours de l'Assemblée démocratique, le congrès des soviets pour le 20 octobre. Il était absolument sûr maintenant que le congrès donnerait la majorité aux bolcheviks. L'insurrection, au moins à Petrograd, devait à tout prix s'accomplir avant le 20, sinon le congrès, non seulement ne pourrait pas prendre en mains le pouvoir, mais risquait d'être dispersé. A la séance du Comité central, on décida, sans le mettre sur le papier, de commencer l'insurrection à Petrograd vers le 15. Il restait ainsi à peu près cinq jours pour la préparation. Tous sentaient que c'était peu. Mais le parti se trouvait prisonnier de la date que lui-même, en d'autres circonstances, avait imposée aux conciliateurs. L'information apportée par Trotsky que le Comité exécutif avait décidé de créer son propre état-major militaire ne fit pas grande impression, car il s'agissait plutôt d'un projet que d'un fait. Toute l'attention se concentrait sur la polémique avec Zinoviev et Kaménev qui étaient résolument contre l'insurrection. Staline, semble-t-il, n'intervint pas du tout à cette séance ou se borna à une brève réplique, en tout cas, il n'est pas resté de trace de son discours dans les procès-verbaux. La résolution fut adoptée par dix voix contre deux. Mais des doutes au sujet de la date causaient de l'inquiétude chez tous les participants.

Vers la fin même de la séance, qui dura bien au delà de minuit, il fut décidé, sur l'initiative plutôt fortuite de Dzerjinsky, ce qui suit : « Former pour la direction politique de l'insurrection un bureau composé de Lénine, Zinoviev, Kaménev, Trotsky, Staline, Sokolnikov et Boubnov. » Pourtant, cette décision importante n'eut pas

de suites : Lénine et Zinoviev continuaient à se cacher, Zinoviev et Kaménev étaient implacablement opposés à la décision du 10 octobre. Le « Bureau pour direction politique de l'insurrection » ne se réunit pas une seule fois. Seul son nom s'est conservé dans une note écrite à la plume, ajoutée au procès-verbal bien fragmentaire, écrit au crayon. Sous le nom abrégé des « Sept », ce Bureau fantôme est entré dans l'histoire officielle.

Le travail pour la création du Comité militaire révolutionnaire auprès du soviet suivait son cours. Pourtant, le mécanisme pesant de la démocratie soviétique n'admettait pas de bond trop brusque. Et il restait peu de temps avant le congrès. Ce n'est pas sans raison que Lénine craignait des retards. Sur sa demande, une nouvelle séance du Comité central se tint le 16 octobre, avec la participation des militants les plus responsables de Petrograd. Zinoviev et Kaménev étaient toujours dans l'opposition. D'un point de vue formel leur position s'était même renforcée : six jours étaient passés, et l'insurrection n'avait pas commencé. Zinoviev demanda que la décision fût différée jusqu'au congrès des soviets, afin que l'on pût « s'entendre » avec les délégués de province : au fond, il comptait sur leur appui. Les débats prirent un caractère passionné. Staline y participa pour la première fois. « Le jour de l'insurrection, dit-il, doit être celui qu'imposent les circonstances. C'est là le seul sens de la résolution... Ce que Kaménev et Zinoviev proposent, cela conduit objectivement à donner à la contre-révolution la possibilité de s'organiser ; nous allons céder sans fin et perdre toute la révolution. Pourquoi ne pas nous laisser la possibilité de choisir le jour et les circonstances, afin de ne pas donner à la contre-révolution la possibilité de s'organiser ? » Un orateur défendait le droit abstrait du parti de choisir le moment de frapper, alors qu'il s'agissait de fixer un terme précis. Le congrès bolcheviste des soviets, s'il s'était avéré incapable de prendre immédiatement le pouvoir, n'aurait fait que discréditer le mot d'ordre « Le pouvoir aux soviets ! », en en faisant une phrase creuse. Zinoviev insista : « Nous devons nous dire carrément que dans les cinq jours qui viennent nous ne tenterons pas d'insurrection. » Kaménev frappa sur le même clou. Staline ne donna à tout cela aucune réponse directe, mais termina par ces mots inattendus : « Le soviet de Petrograd est déjà entré dans la voie de l'insurrection en se refusant à sanctionner le retrait des troupes. » Il répétait simplement ici, hors de toute liaison avec le discours abstrait qu'il avait tenu, la formule que les dirigeants du Comité militaire révolutionnaire avaient utilisée dans leur propagande au cours des journées précédentes. Mais que voulait dire « entrer dans la voie de l'insurrection » ? S'agissait-il de jours ou de semaines ? Staline s'abstint prudemment de préciser. La situation était loin d'être claire pour lui.

Au cours des débats, le président du Comité de Petrograd, Daletsky, futur chef de l'agence télégraphique soviétique, disparu plus tard dans une des épurations, donna contre le passage immédiat à l'offensive l'argument suivant : « Nous n'avons même pas de centre. Nous allons, mi-consciemment, à la défaite. » Daletsky ne connaissait pas encore, semble-t-il, la formation du « centre » soviétique ou ne lui accordait pas assez d'importance. En tout cas sa remarque servit d'impulsion à une nouvelle improvisation. Après s'être retiré dans un coin avec d'autres membres du Comité central, Lénine écrivit, le papier sur son genou, la résolution suivante : « Le Comité central organise un centre militaire révolutionnaire composé de Sverdlov, Staline, Boubnov, Ouritsky et Dzerjinsky. Ce centre sera incorporé au comité révolutionnaire du soviet. » C'est certainement Sverdlov qui se souvint du Comité militaire révolutionnaire. Mais personne ne connaissait encore au juste le nom de l'état-major soviétique. Trotsky était en ces heures-là à la séance du soviet où le Comité militaire révolutionnaire se trouvait définitivement mis sur rails.

La résolution du 10 octobre avait été adoptée à une majorité de vingt voix contre deux et trois abstentions. Pourtant, nul n'avait répondu à la question suivante : la décision que l'insurrection devait se faire à Petrograd avant le 20 septembre était-elle toujours valide ? Il était certes, difficile de trouver une réponse. Politiquement, la décision de passer à l'insurrection avant le congrès était la seule juste. Mais il restait trop peu de temps pour la réaliser. Aussi la séance du 16 octobre ne sortit-elle pas de cette contradiction. Mais c'est ici que les conciliateurs vinrent à l'aide : le lendemain, ils décidèrent, pour des considérations à eux, de différer l'ouverture du congrès, que d'avance ils détestaient, jusqu'au 25 octobre. Les bolcheviks accueillirent ce sursis inattendu avec une protestation publique et une gratitude secrète. Cinq jours supplémentaires tiraient complètement le Comité militaire révolutionnaire de l'embarras.

Les procès-verbaux du Comité central et les numéros de la Pravda dans les semaines qui précèdent le 25 octobre dessinent assez nettement la physionomie politique de Staline sur le fond de l'insurrection. De même qu'avant la guerre il était en apparence avec Lénine, tout en recherchant le soutien des conciliateurs contre l'émigré qui « demandait la lune », de même se trouvait-il maintenant dans la majorité officielle du Comité central, tout en soutenant l'opposition de droite. Comme toujours, il agissait prudemment, pourtant, l'envergure des événements et l'acuité des conflits le forcèrent assez souvent à aller plus loin qu'il ne l'aurait voulu..

Le 11 octobre, Zinoviev et Kaménev imprimèrent dans le journal de Maxime Gorki une lettre contre l'insurrection. La situation dans les sommets du parti prit immédiatement un caractère extrêmement aigu. Lénine tempêta et ragea dans sa retraite clandestine. Afin d'avoir les mains libres pour mener l'agitation contre l'insurrection, Kaménev donna sa démission du Comité central. La question fut discutée à la séance du 20 octobre. Sverdlov communiqua une lettre de Lénine qui flétrissait Zinoviev et Kaménev comme des briseurs de grève et réclamait leur exclusion du parti. La crise s'était soudainement compliquée du fait que, le matin même, la Pravda avait publié une déclaration de la rédaction défendant Zinoviev et Kaménev : « L'âpreté du ton de l'article du camarade Lénine ne change pas le fait qu'au fond nous avons, les uns et les autres, les mêmes idées. » L'organe central avait jugé nécessaire de condamner, non pas l'intervention publique des deux membres du Comité central contre la décision du parti sur l'insurrection, mais l'« âpreté » de la protestation de Lénine ; bien plus encore, il se solidarisait avec Zinoviev et Kaménev quant « au fond ». Comme si, à ce moment-là, il y avait une question plus fondamentale que celle de l'insurrection ! Les membres du Comité central se frottèrent les yeux de stupéfaction.

Outre Staline, il y avait à la rédaction Sokolnikov, futur diplomate soviétique et future victime d'une épuration. Mais Sokolnikov déclara qu'il n'avait pris aucune part à l'élaboration de l'attaque de la rédaction contre Lénine et qu'il la considérait erronée. Il s'avéra donc que Staline seul, contre le Comité central et son propre collègue de la rédaction, avait soutenu Kaménev et Zinoviev quatre jours avant l'insurrection. Le Comité central ne contint son indignation que par crainte d'étendre la crise.

Continuant à louvoyer entre les partisans et les adversaires de l'insurrection, Staline se prononça contre l'acceptation de la démission de Kaménev, indiquant que « toute notre situation est contradictoire ». Par cinq voix contre trois, celle de Staline et deux autres, la démission de Kaménev fut acceptée. Par six voix, de nouveau contre celle de Staline, la décision fut prise d'interdire à Kaménev et à Zinoviev de mener la lutte contre le Comité central. Le procès-verbal dit : « Staline déclare qu'il se retire de la rédaction. » Cela signifiait, pour lui, l'abandon du seul poste qu'il fût capable

d'occuper en période révolutionnaire. Mais le Comité central rejeta la démission de Staline, et cette nouvelle fêlure n'alla pas plus loin.

La conduite de Staline peut sembler inexplicable à la lumière de la légende créée autour de lui, en fait, elle correspond entièrement à sa tournure d'esprit. Le manque de confiance dans les masses et la prudence soupçonneuse le forcent au moment de décisions historiques à rentrer dans l'ombre, attendre et, si possible, s'assurer des deux côtés contre toute éventualité. Ce n'était nullement pour des considérations sentimentales qu'il défendait Zinoviev et Kaménev. En avril, Staline avait changé sa position officielle, mais non la tournure de sa pensée. Si, lors des votes, il était du côté de Lénine, par son état d'esprit il se trouvait plus près de Kaménev. De plus, le mécontentement que son rôle lui causait le poussait naturellement vers les autres mécontents, quoiqu'il ne fût pas en plein accord politique avec eux.

Pendant toute la semaine qui précéda l'insurrection, Staline manœuvra entre Lénine, Trotsky et Sverdlov, d'une part, et Kaménev et Zinoviev, de l'autre. A la séance du Comité central du 21 octobre, il rétablit l'équilibre rompu la veille, en proposant de confier à Lénine la préparation des thèses pour le congrès des soviets qui approchait et de charger Trotsky de faire le rapport politique. Les deux propositions furent adoptées à l'unanimité. Si, notons-le en passant, il y avait eu à ce moment-là entre Trotsky et le Comité central les désaccords qui furent inventés quelques années plus tard, comment ce Comité central, sur l'initiative de Staline, aurait-il pu confier à Trotsky le rapport le plus important au moment le plus critique ? S'étant ainsi assuré contre toute éventualité venant de gauche, Staline rentra de nouveau dans l'ombre et attendit.

Sur la participation de Staline à l'insurrection d'Octobre, le biographe, avec la meilleure volonté, n'a pas grand-chose à dire. Son nom n'est jamais mentionné par personne : ni dans les documents, ni par les nombreux auteurs de Mémoires. Afin de combler quelque peu ce trou béant, l'historiographie officielle relie le rôle de Staline dans l'insurrection au mystérieux « centre » du parti nommé pour préparer cette insurrection. Nul, pourtant, ne nous dit rien de l'activité de ce centre, du lieu et des dates de ses sessions, des moyens qu'il employa pour diriger l'insurrection. Et ce n'est pas étonnant : ce « centre » n'a jamais existé. L'histoire de cette légende mérite de retenir l'attention.

Au cours d'une conférence du Comité central à laquelle avaient participé un certain nombre de militants en vue de Petrograd, le 16 octobre, il avait été décidé, comme nous le savons déjà, d'organiser un « centre militaire révolutionnaire », formé de cinq membres du Comité central. « Ce centre », dit une résolution hâtivement écrite par Lénine dans un coin de la salle, « s'incorporera au comité révolutionnaire soviétique ». Ainsi, selon le sens direct de la décision, le « centre » n'était pas destiné à diriger indépendamment l'insurrection, mais à compléter l'état-major soviétique. Mais, tout comme bien d'autres improvisations de ces journées fébriles, ce projet ne devait pas se réaliser. Aux heures mêmes où le Comité central, en l'absence de Trotsky, créait sur un bout de papier le nouveau « centre », le soviet de Petrograd, sous la présidence de Trotsky, formait définitivement le Comité militaire révolutionnaire, qui, dès son apparition, concentra dans ses mains tout le travail de préparation. Sverdlov, dont le nom se trouve à la première place sur la liste des membres du « centre » (et non pas celui de Staline, comme le disent faussement les nouvelles publications soviétiques), travailla avant et après la décision du 16 octobre en liaison étroite avec le président du Comité militaire révolutionnaire. Trois autres membres du « centre », Ouritsky, Dzerjinsky et Boubnov, ne furent mêlés au travail du Comité que le 24 octobre et chacun à titre indi-



viduel, comme si la décision du 16 octobre n'avait jamais été prise. Quant à Staline, conformément toute sa ligne de conduite dans cette période-là, il refusa obstinément d'entrer aussi bien dans le Comité exécutif du soviet de Petrograd que dans le Comité militaire révolutionnaire et ne se montra pas une seule à leurs séances. Tous ces faits sont établis très facilement sur la base de procès-verbaux officiellement publiés.

A la séance du Comité central du 20 octobre, le « centre », créé quatre jours plus tôt, aurait dû, semble-t-il, faire un rapport sur son activité ou au moins mentionner qu'il avait commencé à agir : il ne restait que cinq jours jusqu'au congrès des soviets et l'insurrection devait précéder l'ouverture du congrès. Certes, Staline avait autre chose à faire : après avoir défendu Zinoviev et Kaménev, il présenta à cette séance sa démission de la rédaction de la Pravda. Mais parmi les autres membres du « centre » qui assistaient à la séance, ni Sverdlov, ni Dzerjinsky, ni Ouritsky ne soufflèrent mot de ce « centre ». Le procès-verbal du 16 octobre avait été, semble-t-il, soigneusement caché pour dissimuler les traces de la participation « illégale » de Lénine à la séance et, durant les quatre jours dramatiques qui avaient suivi cette séance, le « centre » avait été d'autant mieux oublié que l'activité intense du Comité militaire révolutionnaire excluait tout besoin d'une institution supplémentaire.

A la séance suivante, le 21 octobre, à laquelle participèrent Staline, Sverdlov et Dzerjinsky, encore une fois nul ne fait de rapport sur le « centre » et nul ne le mentionne. Le Comité central mène son travail comme si aucune décision sur le « centre » n'avait jamais été prise. A cette séance, il fut décidé, entre autres, de faire entrer dans le Comité exécutif du soviet de Petrograd, pour améliorer son travail, dix bolcheviks en vue, parmi lesquels Staline. Mais même cette décision-là reste sur le papier.

La préparation de l'insurrection s'activait, mais par une voie différente. Le maître réel de la garnison de la capitale, le Comité militaire révolutionnaire, cherchait une excuse pour rompre avec le gouvernement. Le 22 octobre, le commandant des troupes du district la lui donna en refusant de soumettre son état-major au contrôle des commissaires du Comité. Il fallait battre le fer pendant qu'il était chaud. Le bureau du Comité militaire révolutionnaire, avec la participation de Trotsky et de Sverdlov, prit la décision suivante : reconnaître la rupture avec l'état-major comme un fait accompli et passer à l'offensive. Staline n'était pas à cette conférence. Il ne vint à l'idée de personne de l'appeler. Quand arriva le moment de brûler tous les ponts, nul ne se souvint de l'existence du prétendu « centre ».

Le 24 octobre au matin, à Smolny transformé en forteresse, se tint la séance du Comité central qui déclencha l'insurrection. Dès le début, une résolution de Kaménev, qui était rentré dans le Comité central, fut adoptée : « Aujourd'hui nul membre du Comité central ne peut sortir de Smolny sans décision spéciale. » Il y avait à l'ordre du jour un rapport du Comité militaire révolutionnaire. Au moment même du début de l'insurrection, pas un mot du prétendu « centre ». Le procès-verbal déclare : « Trotsky propose de mettre à la disposition du Comité deux membres du Comité central pour faire la liaison avec les employés des postes et de télégraphes et des chemins de fer, et un troisième membre pour observer ce que fait le Gouvernement provisoire. » Il fut décidé de déléguer Dzerjinsky aux postes et télégraphes, Boubnov aux chemins de fer. Sverdlov fut chargé d'observer le Gouvernement provisoire. « Trotsky propose, lisons-nous plus loin, d'établir un état-major de réserve à la forteresse Pierre-et-Paul et d'y assigner un membre du Comité central. » Il fut décidé de « charger Sverdlov de maintenir une liaison constante avec la forteresse ». Ainsi, trois membres du « centre » se trouvaient ici, pour la première fois, mis à la disposition immédiate du Comité militaire révolutionnaire. Cela n'aurait pas été nécessaire, bien entendu, si le centre avait

existé, et s'était occupé de préparer l'insurrection. Les procès-verbaux notent qu'Ou-ritsky, le quatrième membre du « centre », fit quelques suggestions pratiques. Mais où était donc le cinquième membre, Staline ?

La chose la plus étonnante est qu'il n'assista pas à cette séance décisive. Les membres du Comité central étaient tenus de ne pas sortir de Smolny. Mais il ne s'y trouvait même pas. Les procès-verbaux publiés en 1929 en font preuve sans conteste. Staline n'a même pas expliqué son absence, ni verbalement ni par écrit. Nul ne lui posa la question, évidemment pour ne pas provoquer une nouvelle crise. Toutes les décisions les plus importantes concernant la conduite de l'insurrection furent prises en son absence, sans qu'il y prît aucune part. Lors de la distribution des rôles, nul ne le nomma et nul ne proposa de lui attribuer aucune tâche. Il s'était tout simplement mis hors jeu. Pourtant, peut-être dirigea-t-il le « centre » de quelque endroit modeste ? Mais tous les membres de ce « centre », sauf lui, se trouvèrent continuellement à Smolny.

Dans les heures où l'insurrection avait déjà ouverte avait déjà commencé, Lénine, brûlant d'impatience dans son isolement, lança un appel aux dirigeants de rayons : « Camarades ! J'écris ces lignes le 24 au soir... Je vous assure de toutes mes forces, camarades, que maintenant tout dépend d'un fil, que nous avons devant nous des questions qui ne sont décidées ni par des assemblées, ni par des congrès (fût-ce des congrès de soviets), mais exclusivement par la lutte des masses armées... » Il ressortait avec évidence de la lettre qu'avant le 24 octobre au soir Lénine ne savait pas que le Comité militaire révolutionnaire était passé à l'insurrection. La liaison avec Lénine était surtout maintenue par l'intermédiaire de Staline, qui était l'homme auquel la police s'intéressait le moins. La conclusion s'impose d'elle-même que Staline, étant absent de la séance du matin du Comité central et ayant évité de se montrer à Smolny, ne sut pas jusqu'au soir que l'insurrection battait déjà son plein. On ne peut parler de lâcheté personnelle — il n'y a pas de raison de l'en accuser — mais de duplicité politique. Le machinateur prudent préférait au moment décisif rester à l'écart. Il louvoyait et attendait l'issue de l'insurrection pour définir sa position. En cas d'échec, il était prêt à dire à Lénine, Trotsky et leurs compagnons : « C'est votre faute ! » Il faut se représenter clairement l'atmosphère brûlante de ces journées-là pour apprécier comme elle le mérite cette froide réserve ou, si l'on veut, cette perfidie.

Non, Staline ne dirigea pas l'insurrection, ni personnellement, ni par l'intermédiaire du « centre ». Dans les procès-verbaux, les Mémoires, les innombrables documents, les recueils, les livres d'histoire, publiés du vivant de Lénine et même plus tard, le fameux « centre » n'est pas mentionné une seule fois et Staline, le dirigeant du « centre », est nulle part nommé par personne, ne fût-ce que comme un participant à l'insurrection. La mémoire du parti l'avait oublié. C'est seulement en 1924 que la Commission d'histoire du parti, qui s'occupait de rassembler des matériaux, trouva le procès-verbal soigneusement dissimulé de la séance du 16 octobre avec le texte de la décision de créer le « centre ». La lutte qui se déroulait à ce moment-là contre l'« opposition de gauche » et contre moi personnellement exigeait une nouvelle version de l'histoire du parti et de la révolution. Je me souviens que Sérébriakov, qui avait des amis et des relations partout, m'apprit un jour qu'il y avait une grande jubilation dans le secrétariat de Staline à l'occasion de la découverte du « centre ». Quelle importance cela peut-il bien avoir ? lui demandai-je avec étonnement. « Ils s'apprêtent à enrouler quelque chose sur cette bobine-là », répondit Sérébriakov. Et malgré tout, à ce moment-là, l'affaire n'alla pas plus loin qu'une publication répétée du procès-verbal et de vagues allusions au « centre ». Les événements de 1917 étaient encore trop frais dans les mémoires, les participants à l'insurrection n'avaient pas encore été extermi-

nés, Dzerjinsky et Boubnov, qui étaient sur la liste du « centre », étaient encore vivants. Dans son fanatisme fractionnel, Dzerjinsky pouvait bien consentir à attribuer à Staline des mérites que celui-ci n'avait pas, mais il ne pouvait s'attribuer de tels mérites à lui-même : c'était au-dessus de ses forces. Dzerjinsky mourut à temps. Une des causes de la chute et de la fin de Boubnov fut certainement son refus de donner un faux témoignage. Personne ne pouvait rien se rappeler à propos du « centre ». Sorti du procès-verbal, le fantôme continua à mener une existence de procès-verbal : sans os ni chair, sans oreilles et sans yeux.

Cela ne l'a pas empêché, pourtant, de servir de pivot à une nouvelle version de l'insurrection d'Octobre. « Il est étonnant, dit Staline en 1925, que l' »inspirateur », la « principale figure », le « seul dirigeant » de l'insurrection, le camarade Trotsky, n'ait pas fait partie du centre appelé à diriger l'insurrection. Comment concilier cela avec l'opinion courante sur un rôle particulier du camarade Trotsky ? » L'argument ne tenait manifestement pas debout : le « centre », selon le sens exact de la décision, devait entrer dans le même Comité militaire révolutionnaire, dont Trotsky était président. Mais cela ne faisait rien : Staline avait clairement révélé son intention d'« embobiner » une nouvelle version de la révolution autour du procès-verbal. Seulement, il n'expliquait pas d'où venait l'« opinion courante d'un rôle particulier de Trotsky ». La question ne manquait pourtant pas d'importance.

Dans les notes à la première édition des Œuvres complètes de Lénine, il est dit, sous le nom de Trotsky : « Après que le soviet de Pétersbourg eut passé aux mains des bolcheviks, en fut élu président et, comme tel, organisa et dirigea l'insurrection du 25 octobre. » La « légende » trouva sa place dans les Œuvres complètes de Lénine du vivant de l'auteur. Personne n'eut l'idée de la mettre en doute avant 1925. Mais il y a plus : Staline lui-même apporta en son temps un tribut qui était loin d'être de mince importance à l'« opinion courante ». Dans un article anniversaire, en 1918, il écrivit : « Toute l'activité concernant l'organisation pratique de l'insurrection se mena sous la direction immédiate du président du soviet de Petrograd, le camarade Trotsky. On peut affirmer avec certitude que le rapide passage de la garnison aux côtés du soviet et l'exécution hardie du travail du Comité militaire révolutionnaire, le parti les doit avant tout et surtout au camarade Trotsky. Les camarades Antonov et Podvoïsky furent les principaux aides du camarade Trotsky. » Ces mots ressemblent maintenant à un panégyrique. En fait, l'arrière-pensée de l'auteur avait été de rappeler au parti que dans les journées de l'insurrection, outre Trotsky, il y avait eu aussi le Comité central, dont Staline faisait partie. Mais contraint de donner à son article une apparence d'objectivité, en 1918, Staline ne pouvait pas ne pas dire ce qu'il dit. En tout cas, lors du premier anniversaire du pouvoir soviétique, il attribuait l'« organisation pratique de l'insurrection » à Trotsky. En quoi consistait donc, en ce cas, le rôle du mystérieux « centre » ? Staline ne le mentionnait même pas, c'est seulement après que six années se furent écoulées qu'on découvrit le procès-verbal du 16 octobre.

En 1920, Staline, déjà, sans nommer Trotsky, oppose le Comité central à Lénine, qui, selon lui, aurait été l'auteur d'un plan d'insurrection erroné. En 1922, il fait de même, remplaçant, pourtant, Lénine par « une partie des camarades » et laissant prudemment entendre que, si l'insurrection n'eût pas à suivre le plan erroné, c'est un peu grâce à lui, Staline. Deux ans plus tard, il s'avère déjà que le plan erroné de Lénine avait été l'invention perfide de Trotsky, Trotsky avait aussi proposé lui-même un plan erroné, heureusement rejeté par le Comité central. Enfin, l'Histoire du parti parue en 1938 représente Trotsky comme l'adversaire déclaré de l'insurrection d'Octobre, laquelle fut dirigée par Staline. Il s'effectua parallèlement une mobilisation de toutes les formes

d'art : poésie, peinture, théâtre, cinéma furent appelés à insuffler la vie dans le « centre » mythique, dont les historiens les plus zélés n'avaient pu découvrir les traces, la loupe à la main. Staline est maintenant montré sur tous les écrans du monde, sans même parler des publications du Komintern, comme le chef de l'insurrection d'Octobre.

Une révision de l'histoire du même genre, quoique peut-être pas aussi claire, s'effectuait en ce qui concernait tous les vieux bolcheviks, pas d'un seul coup certes, mais selon les changements des combinaisons politiques. En 1917, Staline prit la défense de Zinoviev et de Kaménev, s'efforçant de les utiliser contre Lénine et moi et préparant ainsi le futur « triumvirat ». En 1924, lorsque le « triumvirat » tenait déjà l'appareil entre ses mains, Staline démontra dans la presse que les désaccords avec Zinoviev et Kaménev, à la veille d'Octobre, avaient eu un caractère éphémère et secondaire. « Les désaccords durèrent tout au plus quelques jours parce que et uniquement parce que nous avions en Kaménev et Zinoviev des léninistes, des bolcheviks. » Après la décomposition du « triumvirat », la conduite de Zinoviev et Kaménev en 1917, devint, pendant plusieurs années, le principal grief contre eux, faisant d'eux des « agents de la bourgeoisie », pour finalement entrer dans l'acte d'accusation qui les conduisit tous deux sous le canon du mauser.

Il est impossible de ne pas s'arrêter avec stupéfaction devant cette obstination froide, patiente et en même temps féroce, tendue vers un seul but, lequel est invariablement personnel. Tout comme autrefois à Batoum le jeune Koba avait mené un travail de sape contre les membres du comité de Tiflis qui se trouvaient au-dessus de lui, tout comme en prison et en déportation il incitait des simples contre ses adversaires maintenant, à Petrograd, il échafaudait inlassablement des combinaisons avec les personnes et les circonstances pour évincer, rabaisser, noircir quiconque, d'une manière ou de l'autre, l'éclipsait et l'empêchait de se mettre en avant.

L'insurrection d'Octobre, source du nouveau régime prit naturellement une place centrale dans l'idéologie de la nouvelle couche dirigeante. Comment tout cela s'était-il passé ? Qui avait dirigé au centre et à la périphérie ? Il fallut à Staline à peu près vingt ans pour imposer au pays un panorama historique dans lequel il s'était mis à la place des véritables organisateurs de l'insurrection et avait attribué à ces derniers le rôle de traîtres à la révolution. Il serait erroné de penser que dès le début, il avait le dessein bien achevé de lutter pour établir sa domination personnelle. Il fallut des circonstances historiques exceptionnelles pour donner à son ambition une envergure à laquelle lui-même ne s'attendait pas. Mais, sur un point, il resta invariablement fidèle à lui-même : écartant toutes autres considérations, il profita de chaque situation pour affermir sa position au détriment des autres. Pas à pas, pierre par pierre, patiemment, sans emballement, mais aussi sans pitié ! C'est dans ce tissu ininterrompu d'intrigues, ce dosage prudent de mensonge et de vérité, ce rythme régulier des falsifications que Staline se révèle le mieux, aussi bien comme personnalité humaine que comme chef de la nouvelle couche privilégiée qui, tout entière, eut à se créer une nouvelle biographie.

Ayant fait un mauvais début en mars, discrédité en avril, Staline passa toute l'année de la révolution dans les coulisses de l'appareil. Il ne savait pas créer de relations directes avec les masses et ne se sentit pas une seule fois responsable du sort de la révolution. A certains moments, il fut chef d'état-major, jamais commandant en chef. Préférant se taire, il attendait les initiatives des autres, notait leurs fautes et leurs points faibles, et restait en retard sur les événements. Pour réussir, il lui fallait une certaine stabilité des circonstances et la liberté de disposer de son temps. La révolution lui refusait l'une et l'autre.



N'étant pas contraint de réfléchir aux tâches de la révolution avec cette tension de pensée que crée seul le sens de la responsabilité immédiate, Staline ne saisit jamais complètement la logique interne de l'insurrection d'octobre. C'est pourquoi ses souvenirs sont si empiriques, décousus et discordants, ses jugements ultérieurs sur la stratégie de l'insurrection si contradictoires, ses erreurs dans une série de révolutions ultérieures (Allemagne, Chine, Espagne) si monstrueuses. En vérité, la révolution n'est pas l'élément de cet ancien « révolutionnaire professionnel ».

Et, néanmoins, 1917 fut une étape très importante dans la formation du futur dictateur. Il déclara lui-même plus tard qu'à Tiflis il avait été un apprenti, qu'à Bakou il était devenu compagnon et qu'à Petrograd il était passé « maître ». Après quatre ans d'hibernation politique et intellectuelle en Sibérie, où il s'était rabaissé au niveau des menchéviks de « gauche », l'année de la révolution, sous la direction immédiate de Lénine, avec un entourage de camarades hautement qualifiés, fut d'une immense importance pour son développement politique. Il eut, pour la première fois, la possibilité de se familiariser avec bien des choses qui, jusqu'alors, étaient complètement restées hors du cercle de ses observations. Il écoutait et regardait avec malveillance, mais aussi avec attention et pénétration. Au centre de la vie politique se trouvait le problème du pouvoir. Le Gouvernement provisoire, auquel participaient menchéviks et populistes, hier encore compagnons d'illégalité, de prison et de déportation, lui permettait de regarder de près dans ce laboratoire mystérieux, où comme chacun sait, ce ne sont pas des dieux qui tournent les pots<sup>[7]</sup>. La distance immense qui, sous le tsarisme séparait le révolutionnaire clandestin du gouvernement, disparut soudain. Le pouvoir était devenu une notion proche, familière. Koba s'affranchit en très grande mesure de son provincialisme, sinon dans ses habitudes et ses mœurs, du moins dans l'envergure de sa pensée politique. Il sentait, et c'était pour lui un vif affront, qu'il lui manquait quelque chose personnellement, mais, en même temps, il avait mesuré la force d'un groupe étroitement soudé de révolutionnaires doués et expérimentés, prêts à aller jusqu'au bout. Il était devenu un membre reconnu de l'état-major du parti que les masses portaient au pouvoir. Il avait cessé d'être Koba, il était définitivement devenu Staline.

---

7 — Proverbe russe : ce sont parfois des personnes fort ordinaires qui remplissent des tâches importantes. (*N.d.T.*)

## VIII

### COMMISSAIRE DU PEUPLE

#### I

Les bolcheviks avaient si complètement réalisé la tâche préalable essentielle de gagner les forces armées du pays que leur victoire finale, le 7 novembre, fut achevée pratiquement sans lutte. L'insurrection d'Octobre fut, pour reprendre les propres paroles de Lénine, « plus aisée que de soulever une plume ». L'Occident démocratique, entrant alors dans sa quatrième année de guerre, refusait de croire à ce qui était un fait accompli, et Kérénsky affirmait devant le monde surpris que le bolchévisme « en temps que force organisée... n'existe plus, même à Petrograd ».

Immédiatement après l'insurrection, sur l'insistance de l'aile droite bolcheviste — Zinoviev, Kaménev, Rykov, Lounatcharsky et d'autres, — des négociations furent entamées avec les menchéviks et les populistes pour la formation d'un gouvernement de coalition. Parmi leurs conditions, les partis renversés par le soulèvement demandaient une majorité pour eux-mêmes, et par-dessus tout et avant tout, l'élimination du gouvernement de Lénine et de Trotsky, considérés comme responsables de l'« aventure » d'Octobre. Les droitiers du Comité central étaient disposés à accepter cette exigence. La question fut débattue devant le Comité central dans sa séance du 1<sup>er</sup> (14) novembre. Voici ce qu'en dit le procès-verbal : « Sur la demande d'expulser Lénine et Trotsky, c'est là une proposition de décapiter notre parti, nous ne l'acceptons pas. » L'attitude des droitiers, allant jusqu'à un véritable abandon du pouvoir, fut condamnée par le Comité central comme une « peur de la majorité du Soviet d'utiliser sa propre majorité ». Les bolcheviks ne refusaient pas de partager le pouvoir avec les autres partis, mais ils ne consentaient à le partager que sur la base des rapports de force dans les soviets.

La motion que je déposai d'en finir avec les négociations fut adoptée. Staline ne prit aucune part à la discussion, mais il vota avec la majorité. Pour protester contre cette décision, les représentants de l'aile droite démissionnèrent du Comité central et du gouvernement. La majorité du Comité central signifia à la minorité qu'elle devait se soumettre inconditionnellement à la décision du parti. L'ultimatum portait la signature de dix membres, titulaires ou suppléants, du Comité central : Lénine, Trotsky, Staline, Sverdlov, etc. Au sujet de l'origine de ce document, un des membres du Comité central, Boubnov, déclare : « Après l'avoir écrit, il [Lénine] appela individuellement chacun des membres à son bureau, leur soumit le texte, demandant de le signer. » L'histoire est intéressante pour autant qu'elle nous permet d'évaluer correctement la signification de l'ordre des signatures. D'abord, Lénine me communiqua le texte qu'il venait de rédiger et, ayant obtenu ma signature, appela les autres, commençant par

Staline. Il en était toujours ainsi ou presque toujours. S'il ne s'était agi d'un document dirigé contre Zinoviev et Kaménev, leur signature aurait probablement précédé celle de Staline.

Pestkovsky rapporte que, durant les journées d'octobre, «il fut nécessaire de choisir, parmi les membres du Comité central, ceux qui dirigeraient l'insurrection. Furent désignés — Lénine, Staline et Trotsky». En assignant la direction à ces trois hommes, notons, en passant que le collaborateur de Staline enterre définitivement le «centre» pratique, dont ni Lénine ni moi n'avions été membres. Dans le témoignage de Pestkovsky il y a un fond de vérité. Non dans les journées du soulèvement, mais après sa victoire dans les principaux centres, et avant l'établissement d'un quelconque régime stable, il était nécessaire de créer une solide équipe dirigeante du Parti capable de faire appliquer localement toutes les décisions importantes. Ainsi que le procès-verbal le relate, le 29 novembre (12 décembre) 1917, le Comité central désigna, pour le règlement des questions urgentes, un bureau de quatre membres : Staline, Lénine, Trotsky et Sverdlov. «Ce bureau aurait droit de décision pour toutes les affaires extraordinaires, mais à condition de s'adjoindre en chaque occasion les autres membres du Comité central alors présents à Smolny.» Zinoviev, Kaménev et Rykov, à cause de leur profond désaccord avec la majorité, avaient démissionné du Comité central. C'est ce qui explique la composition de ce bureau. Sverdlov, absorbé par le secrétariat du parti, les meetings, l'arbitrage des conflits était rarement à Smolny. En fait, les «quatre» se trouvaient le plus souvent réduits à trois.

Dans la nuit du 19-20 février 1918, la coalition bolcheviks-socialistes-révolutionnaires du Conseil des commissaires du peuple élut un Comité exécutif, composé de Lénine, Trotsky, Staline, Prokhan et Karéline, dont la tâche était d'assurer le travail courant dans l'intervalle des séances du Conseil. Ce Comité exécutif du gouvernement était donc composé de trois bolcheviks et de deux socialistes-révolutionnaires. Il serait cependant tout à fait erroné d'imaginer que les trois bolcheviks constituaient un «triumvirat». Le Comité central se réunissait fréquemment et c'est lui qui se prononçait sur toutes les questions importantes, surtout quand elles donnaient lieu à des débats, mais le «trio» était nécessaire pour les décisions pratiques qu'il fallait prendre sur l'heure : au sujet du développement du soulèvement dans les provinces, des tentatives de Kérénsky pour entrer dans Petrograd, du ravitaillement de la capitale, etc. Il resta en fonctions, au moins, nominalement, jusqu'au transfert du gouvernement à Moscou.

Dans ses virulentes attaques contre la politique des bolcheviks après 1917, Irémachvili écrit : «Le triumvirat, en proie à un inapaisable esprit de vengeance, commença par exterminer, avec une cruauté inhumaine toute chose, vivants et morts», et ainsi de suite, sur le même ton. Dans le triumvirat, Irémachvili inclut Lénine, Trotsky et Staline. On peut affirmer en toute assurance que cette conception d'un triumvirat n'entra dans la tête d'Irémachvili que beaucoup plus tard, après que Staline fut devenu un personnage de premier plan. Il y a cependant une part de vérité — ou, en tout cas, un semblant de vérité — dans ces mots.

En liaison avec les négociations de Brest-litovsk, la phrase de Lénine : «Je vais consulter Staline et vous donnerai une réponse», est constamment répétée. Le fait est qu'un tel «trio» exista réellement à certains moments, bien que pas toujours avec la participation de Staline. Dmitrievsky parle lui aussi de ce «trio», quoique sur un ton quelque peu différent. Il écrit : «A cette époque, Lénine avait tellement besoin de Staline que lorsque des communications venaient de Trotsky, alors à Brest, et qu'une décision immédiate devait être prise, si Staline n'était pas à Moscou, Lénine télégra-

phiait à Trotsky : « Je voudrais d'abord consulter Staline avant de répondre à vos questions. » Et seulement trois jours plus tard, Lénine télégraphiait : « Staline vient d'arriver. Je vais examiner la question avec lui et nous vous enverrons aussitôt notre réponse commune. »

Les décisions les plus importantes de cette période furent assez souvent prises par Lénine en accord avec moi. Mais quand un tel accord faisait défaut, l'intervention d'un troisième membre était nécessaire. Zinoviev était à Petrograd. Kaménev n'était pas toujours là ou car, comme les autres membres du Bureau politique et du Comité central, il consacrait une grande partie de son temps à l'agitation. Staline avait plus de loisirs que les autres membres du Bureau politique ; c'est pourquoi, avant son départ pour Tsaritsyne, il remplissait habituellement les devoirs du « troisième ». Lénine tenait beaucoup à l'observation des formes, et il était tout naturel qu'il ne voulût prendre sur lui de répondre en son seul nom. Dans les récents écrits, les fréquentes remarques sur la façon dont Lénine dirigeait, commandait, etc. sont uniquement inspirées par une analogie avec le régime stalinien. En fait, un semblable état de choses n'existait absolument pas. Des instructions étaient données, des décisions signifiées, mais seulement par le Bureau politique et, si ses membres n'étaient pas tous présents, par un « trio » qui constituait le quorum. Quand Staline était absent, Lénine consultait Krestinsky, alors secrétaire du Comité central, avec le même scrupule et on trouverait dans les archives du Parti de nombreuses références à de telles consultations.

Mais en fait, à cette époque, on parlait beaucoup plus d'un « duumvirat ». Durant la guerre civile, le « poète-lauréat » soviétique, Démian Biédny, lui consacra plusieurs de ses poèmes que publiaient les journaux. Personne alors ne parlait d'un triumvirat. En tout cas, quiconque eût employé ce terme aurait choisi, comme troisième, non Staline, mais Sverdlov qui était le très populaire président du Comité exécutif central des soviets et, comme tel, signait les décrets les plus importants. Je me souviens lui avoir signalé, à diverses reprises, l'autorité insuffisante de certaines de nos instructions dans les provinces. Dans une de ces conversations, il me répondit : « Localement, on accepte seulement trois signatures : celle de Lénine, la vôtre, et aussi, dans une certaine mesure, la mienne. » [Sverdlov avait une prodigieuse capacité de travail.] « Nul n'était capable au même degré de mener de front le travail politique et les tâches d'organisation, déclarait Lénine au congrès du Parti, en 1920, et pour essayer de le remplacer il nous fallut créer un bureau de plusieurs personnes. »

Quand j'arrivai à Petrograd, au début de mai, je me rappelais à peine le nom de Staline. Je le vis probablement dans les journaux, au bas d'articles qui ne retenaient guère mon attention. Mes premiers contacts furent avec Kaménev, Lénine, Zinoviev. Ensemble, nous menâmes les pourparlers pour la fusion. Je ne rencontrai Staline ni aux séances des soviets, ni au Comité exécutif central, ni aux nombreux meetings qui prenaient une bonne part de mon temps. Dès mon arrivée, à cause de mon travail au Comité exécutif central, je fus en rapports avec tous les dirigeants, mais je ne remarquai pas Staline, même parmi les hommes de second plan tels que Boubnov, Milioutine, Noguine. [Après la fusion avec les bolcheviks, Staline restait toujours un personnage obscur.] D'après les procès-verbaux du Comité central du parti, « Trotsky et Kaménev représentèrent les bolcheviks au bureau du Préparlement ». Quand vint le moment de désigner les candidats à l'Assemblée constituante, Staline fut chargé de les présenter. On trouve dans les comptes-rendus ces paroles de Staline : « Camarades, je propose comme candidats à l'Assemblée constituante les camarades Lénine, Zinoviev, Kollontaï, Trotsky et Lounatcharsky. » C'étaient là les cinq candidats présentés par le Parti tout entier. Rappelons que [selon l'historiographie officielle] deux semaines



seulement plus tôt j'aurais exigé, d'accord avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, que Lénine comparût devant un tribunal.

Dans la liste complète des délégués bolchevistes à la Constituante, Lénine en tête, Staline occupe la huitième place. Les vingt-cinq bolcheviks désignés étaient les candidats officiels du Comité central. La liste avait été préparée par une commission sous la direction de trois membres du Comité central : Ouritsky, Sokolnikov et Staline. Lénine critiqua âprement sa composition : trop d'intellectuels douteux et trop peu d'ouvriers sûrs. « Il est indispensable, dit-il, de la réviser et de la corriger... il est évident que, parmi les nouveaux membres qui viennent des organisations « inter-districts », personne ne songerait à contester, par exemple, telle candidature comme celle de L. D. Trotsky, car, d'abord, la position de Trotsky dès son arrivée a été celle des internationalistes ; ensuite, il a bataillé pour la fusion, enfin durant les difficiles journées de juillet, il s'est montré égal aux tâches que les circonstances exigeaient, se comportant comme un loyal dirigeant du parti du prolétariat révolutionnaire. Il est clair qu'on ne peut en dire autant de beaucoup d'adhérents d'hier dont le nom figure sur la liste. »

Après la conquête du pouvoir, Staline se sentit plus sûr de lui-même, restant cependant une figure de second plan. Je remarquai bientôt que Lénine le « poussait », appréciant en lui la fermeté, son cran, son opiniâtreté et, dans une certaine mesure, la ruse, comme des attributs nécessaires pour la lutte. Il n'attendait jamais de lui des idées originales, de l'initiative politique ou de l'imagination créatrice. Staline agissait lentement et prudemment ; chaque fois que c'était possible, il se tenait tranquille. Les victoires des bolcheviks à Petrograd et plus tard à Moscou l'affermirent. Il commença à s'accoutumer au pouvoir. « Après Octobre, écrit Allilouïev, Staline s'installa à Smolny dans deux petites pièces du rez-de-chaussée. » [Il était commissaire pour les nationalités.] La première séance du gouvernement bolcheviste eut lieu à Smolny, dans le bureau de Lénine ; les secrétaires étaient isolés par une cloison de bois. Staline et moi nous étions arrivés les premiers. Venant de derrière la cloison, nous entendîmes la grosse voix de Dybenko. Il parlait par téléphone avec la Finlande, et la conversation avait un caractère plutôt tendre. Le marin de vingt-neuf ans, jovial géant barbu, était devenu récemment l'intime d'Alexandra Kollontaï, dans certains cercles du Parti on ne manquait pas d'en bavarder. Staline, avec lequel je n'avais pas eu jusqu'alors de conversation personnelle, s'approcha de moi, l'air enjoué et, avançant son coude vers la cloison, dit en minaudant : « C'est lui avec Kollontaï ! avec Kollontaï ! » Son attitude et son rire tellement inattendus me parurent déplacés et insupportablement vulgaires, particulièrement en cette occasion et en ce lieu. Je ne me souviens pas si je me contentai de détourner la tête, ou répondis sèchement : « C'est leur affaire. » Mais Staline sentit qu'il avait gaffé. L'expression de son visage changea soudain, et dans ses yeux jaunes apparut ce même éclair méchant que j'avais déjà remarqué à Vienne.

En fin de janvier 1918, Staline participa comme représentant du Parti à une conférence de délégués de plusieurs partis socialistes de gauche étrangers, qui décida, en conclusion de ses travaux, qu'« un congrès socialiste international... devra être convoqué sous les conditions suivantes : d'abord que les partis et organisations s'engagent à mener une lutte révolutionnaire contre « leur propre gouvernement » pour la paix immédiate ; ensuite qu'ils soutiennent de toutes leurs forces la Révolution d'Octobre et le gouvernement soviétique ».

A l'époque des négociations de Brest-litovsk, l'Assemblée constituante avait été dissoute. L'initiative venait de Lénine. Dans ce même temps fut publiée « la Déclaration des droits des travailleurs et des peuples exploités ». Dans le texte de ce document historique, des corrections furent introduites par Boukharine et Staline, « la plupart de

ces corrections ne portaient que sur des points secondaires », d'après une note insérée dans les Œuvres de Lénine.

Les postes que Staline occupa durant les premières années de la Révolution et les tâches qui lui furent assignées étaient extrêmement variés. Mais c'était le lot des dirigeants du Parti en ce temps. Directement ou indirectement, chacun d'eux était pris par la guerre civile, le travail de bureau étant confié aux collaborateurs les plus proches. Staline était, nominalement, membre du comité de direction de l'organe central du Parti, mais en réalité il n'avait rien à faire avec la Pravda ; son travail le plus systématique était au commissariat des nationalités. L'Etat soviétique était alors en voie de formation et il n'était pas facile de déterminer les relations réciproques des diverses nationalités. Lénine avait créé ce département, dont la direction générale était entièrement entre ses mains. Après la question agraire, rien ne lui avait paru, en tout temps, plus important que le problème des nationalités. L'agenda de son secrétariat montre qu'il recevait fréquemment toutes sortes de délégations nationales, restant en rapport avec elles, envoyant enquêtes et instructions concernant telle ou telle question nationale. Les mesures principales devaient passer par le Bureau politique ; au commissariat des nationalités revenait simplement la tâche technique d'appliquer les décisions prises.

On peut trouver des renseignements sur le travail de ce commissariat dans les Mémoires de Pestkovsky, publiés en 1922 et en 1930. Il fut le collaborateur le plus proche de Staline durant les vingt premiers mois du régime soviétique. Vieux révolutionnaire polonais, il avait été condamné aux travaux forcés en Sibérie ; il participa à l'insurrection d'Octobre, occupa divers postes après la victoire, notamment celui de ministre soviétique à Mexico en 1924-1926. Il appartint longtemps à l'un des groupes d'opposition, mais manœuvra pour se repentir à temps. La marque d'un récent repentir apparaît dans la seconde édition de ses Mémoires, mais ne les prive néanmoins ni de leur fraîcheur ni de leur intérêt.

L'initiative de cette collaboration revient à Pestkovsky. Il avait frappé à diverses portes, cherchant vainement un emploi où il pût utiliser ses modestes talents. Il raconte ainsi son succès auprès de Staline :

- « — Camarade Staline, dis-je, êtes-vous le commissaire du peuple pour les affaires des nationalités ?
- Oui.
- Mais avez-vous un commissariat ?
- Non.
- Eh bien, je vous en constituerai un.
- Très bien, mais que vous faudra-t-il pour cela ?
- Pour le présent, simplement un mandat.

Là-dessus, Staline qui avait horreur des paroles inutiles, va au bureau du conseil des commissaires du peuple et, quelques minutes plus tard, revient avec un mandat. »

Dans une des pièces de Smolny, Pestkovsky trouva une table inutilisée, il l'appliqua contre le mur, fixa au-dessus une feuille de papier portant l'inscription : Commissariat du peuple pour les affaires des nationalités, et compléta l'aménagement par deux chaises. Le récit se poursuit ainsi :

- « — Camarade Staline, dis-je, nous n'avons pas un sou à notre nom. (Le nouveau gouvernement n'avait pas encore pris possession de la banque d'Etat.)
- Vous faut-il beaucoup ? demanda Staline.

— Pour commencer, un millier de roubles suffira.

— Revenez dans une heure.

A mon retour, une heure plus tard, Staline me chargea d'emprunter 3000 roubles à Trotsky. Il a de l'argent, me dit-il ; il en a trouvé au ministère des « Affaires étrangères ». J'allai voir Trotsky et lui signai un reçu pour 3000 roubles. Autant que je sache, le Commissariat des nationalités n'a pas encore retourné cette somme au camarade Trotsky. »

Staline était avec Lénine le 9 (22) novembre 1917, de deux heures à quatre heures et demie du matin, quand Lénine, menant les négociations avec le commandant en chef, général Doukhonnine, par fil direct, donna l'ordre d'entamer des négociations avec toutes les nations en guerre. Sur le refus de Doukhonnine, il écrivit, séance tenante, l'ordre de révocation et la nomination de N.V. Krylenko comme commandant en chef. [A propos d'incidents de ce genre] Pestkovsky affirme que Staline devint « l'adjoint de Lénine dans la direction des batailles révolutionnaires. Il devait surveiller les opérations militaires engagées sur le Don, en Ukraine, et dans d'autres parties de la Russie ». Le mot « adjoint » n'est pas celui qui convient ; il serait plus correct de dire « assistant technique ». Comme les instructions devaient transmises par fil spécial, Staline s'en trouvait chargé du fait que son commissariat lui laissait plus de loisirs que n'en avaient les autres membres du Comité central.

Ces communications télégraphiques de Staline étaient essentiellement de caractère semi-technique, semi-politique ; il transmettait des instructions. Extrêmement intéressante est l'une de ces conversations du début, le 17 (30) novembre 1917 avec le représentant de la Rada ukrainienne, Porche. La Rada ukrainienne ressemblait beaucoup au gouvernement de Kérensky. Elle s'appuyait sur les couches supérieures de la petite bourgeoisie, bien entendu, elle avait également le soutien de la grande bourgeoisie et des Alliés contre les bolcheviks. Même temps, les soviets ukrainiens tombaient sous l'influence croissante des bolcheviks et se trouvaient ainsi en opposition directe avec la Rada. Un conflit entre la Rada et les soviets était inévitable, particulièrement après les succès de l'insurrection à Petrograd et à Moscou. Porche, au nom de la Rada, demandait quelle était l'attitude du gouvernement de Petrograd sur la question nationale en général, et sur le sort de l'Ukraine quant à son propre régime, en particulier. Staline répondit par des généralités : « En Ukraine comme dans les autres régions, dit-il, le pouvoir devrait appartenir à l'ensemble des délégués des ouvriers, des paysans et de soldats, y compris également l'organisation de la Rada. Dans ce domaine, il existe une large base d'accord entre la Rada et le Conseil des commissaires du peuple. C'était là précisément la combinaison que menchéviks et socialistes-révolutionnaires avaient voulu imposer après la Révolution d'Octobre, et c'était sur cette question que les négociations, conduites par Kaménev, avaient échoué.

A l'autre extrémité du fil, à Kiev, à côté du ministre ukrainien Porche, se trouvait un bolchevik, Sergei Babinsky, qui posait lui aussi des questions, ils se contrôlaient l'un l'autre, Babinsky représentant les soviets. Il déclarait que la Rada centrale n'estimait pas possible de transférer le pouvoir, localement, au soviets. Staline lui répondit que, si la Rada centrale refusait de convoquer un congrès avec les bolcheviks alors « convoquez-le sans la Rada. De plus, le gouvernement des soviets doit être accepté par chaque région. C'est là un commandement révolutionnaire que nous ne pouvons répudier et nous ne pouvons comprendre que la Rada centrale ukrainienne puisse s'élever contre un axiome fondamental ».

Un quart d'heure plus tôt, Staline avait déclaré possible de combiner les soviets avec les organisations démocratiques de la Rada, il affirmait maintenant que le gouvernement des soviets, sans combinaison d'aucune sorte, était un axiome. Comment expliquer cette contradiction ? Bien que nous n'ayons aucun document à notre disposition, il est aisé néanmoins d'imaginer ce qui se passa derrière cette conversation. Staline transmet un rapport à Lénine sur son entretien avec Porche ; dès que Lénine en eut pris connaissance, il répondit par une impitoyable critique. Alors Staline ne discute pas et, dans le second temps de la conversation, il donne des instructions opposées à celles qu'il venait de communiquer.

Comme membre du Bureau politique, Staline fit partie de la délégation du Parti communiste russe au congrès du Parti socialiste finlandais. Sa participation était purement nominale, car il ne prit aucune part aux débats. « Quand, à la fin de décembre 1917, le congrès du Parti socialiste finlandais se réunit, écrit Pestkovsky, la question dominante était de savoir dans quelle voie allait s'engager la classe ouvrière de Finlande. Le Comité central des bolcheviks envoya à ce congrès son représentant, Staline. » Ni Lénine, ni Sverdlov, ni moi ne pouvions quitter Petrograd, d'autre part, Zinoviev et Kaménev n'étaient pas indiqués à cette époque pour la tâche de déclencher un mouvement insurrectionnel en Finlande. Restait Staline comme seul candidat possible. C'est à ce congrès qu'il rencontra pour la première fois Tanner, avec lequel, vingt-deux ans plus tard, il devait mener des pourparlers à la veille de la guerre russo-finlandaise.

Le même Pestkovsky insiste sur la collaboration étroite entre Lénine et Staline : « Lénine ne pouvait se passer de Staline même pour un seul jour. C'est probablement pour cette raison que notre bureau, à Smolny, était « sous l'aile » de Lénine. Dans le cours d'une journée, Lénine mandait fréquemment Staline, et parfois il venait le chercher lui-même. Staline passait une grande partie de la journée avec Lénine, dans son bureau. Ce qu'ils y faisaient, je l'ignore, mais une fois, entrant dans ce bureau, j'eus sous les yeux un tableau intéressant. Une grande carte de la Russie était déployée sur le mur, et, devant la carte, deux chaises sur lesquelles étaient assis Lénine et Staline, leurs doigts se déplaçaient dans la direction du nord, à travers la Finlande sans doute. »

« Le soir, quand l'agitation habituelle s'était un peu calmée, Staline s'installait au téléphone et y passait des heures. De là, il conduisait d'importantes négociations, avec nos chefs militaires (Antonov, Pavlounovsky, Mouraviov et autres) ou avec nos ennemis, avec le ministre de la Guerre de la Rada ukrainienne, Porche. Parfois quand une tâche urgente l'appelait ailleurs, il me demandait de le remplacer au téléphone. » Les faits sont ici rapportés plus ou moins correctement ; l'interprétation est partielle. Il est certain que dans cette période Lénine avait grand besoin de Staline. Zinoviev et Kaménev venaient de s'opposer à lui sur des questions fondamentales, mon temps était pris par des meetings et par les négociations de Brest-litovsk, Sverdlov avait la charge écrasante du travail d'organisation de tout le Parti. Staline, lui, n'avait pas de tâches précises et le commissariat des nationalités, surtout au début, ne demandait que peu de temps. C'est ainsi qu'il remplissait le rôle de chef d'état-major, ou de chargé de mission, sous la direction de Lénine. Les conversations par téléphone étaient essentiellement techniques, bien que naturellement très importantes, et Lénine ne pouvait les confier qu'à un homme d'expérience et au courant de toutes les questions débattues à Smolny.

Même après le transfert du gouvernement de Petrograd à Moscou, Lénine suivit rigoureusement ce qui était à ses yeux une règle essentielle : ne jamais donner d'ordres personnels. Trois ans plus tard, le 24 septembre 1920, Ordjonikidzé demandait, de



Bakou, par dépêche, l'autorisation d'envoyer un torpilleur à Enzeli (Perse). Lénine écrivit en marge de la dépêche : « Je vais consulter Trotsky et Krestinsky. » En fait, il y a une quantité innombrable d'inscriptions semblables en marge de télégrammes, lettres et rapports. Lénine, ne décidait jamais seul ; il en référait toujours au Bureau politique. Deux ou trois de ses membres, parfois deux seulement, étaient habituellement à Moscou. De ces centaines de notations au sujet de la consultation d'autres membres du Bureau politique, on a extrait seulement celles disant : « Je consulterai Staline », pour essayer de montrer que Lénine ne décidait rien sans Staline.

Au sujet des négociations de Brest-litovsk, les historiographes de Staline ont perdu toute retenue. [Ils disposaient de documents authentiques, des archives du commissariat des Affaires étrangères, présidé alors par Trotsky. Or, en 1935, un certain Zorine écrit : ]

Dans une lettre à Lénine, de Brest, Trotsky proposait un plan dangereusement fantaisiste : ne pas signer une paix annexionniste, mais ne pas poursuivre la guerre, tandis qu'on démobiliserait l'armée. Le 15 (2) janvier, dans une conversation, par téléphone, avec Trotsky qui demandait une réponse immédiate, Vladimir Ilitch caractérisa le plan de Trotsky comme « discutable » et renvoya sa réponse jusqu'à l'arrivée de Staline, qui n'était pas alors à Petrograd et que Lénine voulait consulter. Nous citons le texte intégral de ces conversations :

15 (2) janvier. — La conversation suivante a eu lieu par téléphone entre Trotsky et Lénine : Trotsky demande à Lénine s'il a reçu la lettre qu'il lui a fait porter par un soldat letton. Trotsky doit avoir une réponse immédiate à cette lettre. La réponse devrait s'exprimer en termes d'accord ou de désaccord.

Lénine à l'appareil : « Je viens de recevoir votre lettre spéciale. Staline n'est pas ici et je n'ai pas encore pu la lui montrer. Votre plan me semble discutable. N'est-il pas possible de renvoyer la décision finale jusqu'à une séance spéciale du Comité exécutif central ? Aussitôt que Staline sera revenu, je lui communiquerai votre lettre. — LÉNINE. »

« Nous essaierons d'ajourner la décision aussi temps que possible, attendant votre communication. Mais il conviendrait de se hâter. La délégation de la Rada poursuit une politique de trahison. La discussion de ma proposition devant le Comité central me paraît dangereuse, car elle pourrait provoquer une réaction avant que le plan soit mis à exécution. — TROTSKY. »

Réponse à Trotsky : « Je voudrais d'abord consulter Staline avant de répondre à votre question. Aujourd'hui, une délégation du Comité exécutif central ukrainien de Kharkov, qui affirme que la Rada de Kiev est à bout de souffle, vient de partir pour aller vous voir. — LÉNINE. »

Quand les négociations du 18 (5) janvier entrèrent dans une phase critique, L. D. Trotsky demanda que des instructions soient données par téléphone et reçut successivement les deux notes suivantes :

« 1<sup>e</sup> A Trotsky : Staline vient d'arriver. Je vais examiner la question avec lui et vous donnerai notre réponse commune. — LÉNINE.

2<sup>e</sup> Informer Trotsky qu'il doit prendre un congé et venir à Petrograd. — LÉNINE, STALINE. »

[L'Histoire officielle du Parti bolcheviste, publiée en 1939, dédaigne complètement ces faits. Elle déclare : ]

Le 10 février 1918, les négociations de paix de Brest-litovsk furent interrompues. Bien que Lénine et Staline, au nom du Comité central du Parti, aient demandé avec insistance que la paix fût signée, Trotsky, qui était le président de la délégation soviétique à Brest, violait traîtreusement les directives explicites du Parti. Il déclarait que la République des Soviets refusait de signer la paix sur la base des conditions proposées par l'Allemagne, et en même temps informait les Allemands que la République des Soviets ne poursuivrait pas la guerre et continuerait à démobiliser l'armée.

C'était monstrueux. Les impérialistes allemands ne pouvaient pas demander davantage à ce traître aux intérêts de la Patrie soviétique.

[Nous reportant aux pages 207 et 208 du même livre, nous trouvons le récit suivant : ]

Lénine qualifia cette déclaration d'«étrange et monstrueuse».

A cette époque, le Parti ne voyait pas encore clairement quelle était la vraie raison de l'attitude anti-parti de Trotsky et des « communistes de gauche ». Mais, comme il a été récemment établi par le procès du « bloc antisoviétique des droitiers et des trotskistes » (début de 1938), Boukharine et le groupe des communistes de gauche, dirigé par lui, conjointement avec Trotsky et les socialistes-révolutionnaires de gauche, étaient déjà alors engagés dans une conspiration secrète contre le gouvernement soviétique. Boukharine, Trotsky et les autres conspirateurs avaient formé le dessein, comme il a été prouvé, de dénoncer le traité de Brest, d'arrêter V.I. Lénine, J.V. Staline, Ia.M. Sverdlov, de les assassiner et de former un nouveau gouvernement de boukharinistes, de trotskistes et de socialistes-révolutionnaires de gauche.

[Examinons maintenant les procès-verbaux. Soixante-trois bolcheviks étaient présents à la conférence du 21 (8) janvier 1918, dont la majorité absolue (trente-deux) votèrent en faveur d'une guerre révolutionnaire. La position de Trotsky — ni guerre ni paix — recueillit seize votes ; celle de Lénine — paix avec l'Allemagne impériale — quinze votes. La question revint en discussion trois jours plus tard devant le Comité central du Parti. Le procès-verbal de la séance du 24 (11) janvier 1918 mentionne : ]

« Le camarade Trotsky propose que la formule suivante soit mise aux voix : « Nous terminons la guerre, nous ne signons pas la paix, nous démobilisons l'armée. » » Le vote donne le résultat suivant : pour, 9, contre, 7.

La proposition de Lénine fut alors mise aux voix : « Nous retardons la signature de la paix par tous les moyens » (pour, 12 ; contre, 1). L. D. Trotsky pose la question : « Proposons-nous de lancer un appel pour une guerre révolutionnaire ? » (pour, 2 ; contre, 11 ; abstention, 1), et « nous cessons la guerre, ne signons pas la paix, démobilisons l'armée » (pour, 9 ; contre, 7).

A cette séance, Staline basa la nécessité de signer une paix séparée sur cet argument : « Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire en Occident, pas de faits, mais seulement des potentialités, et nous ne pouvons pas faire entrer des potentialités en ligne de compte. » — « Pas les faire entrer en ligne de compte ? » Lénine répudia aussitôt l'appui que prétendait lui apporter Staline ; il est vrai que la révolution n'a pas encore commencé à l'Ouest ; « cependant si nous modifions notre tactique à cause de cela, nous serions des traîtres au socialisme international ».

Le jour suivant, le 25 (12) janvier, la question de la paix fut discutée à une séance commune des Comités centraux des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de

gauche. A la majorité des voix, il fut décidé de soumettre au congrès des Soviets la formule : « Ne pas continuer la guerre, ne pas signer la paix. »

Quelle fut l'attitude de Staline à l'égard de cette formule ? Voici ce que Staline déclara, une semaine après la séance au cours de laquelle la formule avait été acceptée par neuf voix contre sept : « Séance du 1<sup>er</sup> février (19 janvier) 1918 : Camarade Staline : « Le moyen de sortir de cette situation difficile fut fourni par le point de vue médian — la position de Trotsky. » »

Cette déclaration de Staline prend son plein sens si on tient compte du fait que, durant toute cette période critique, la majorité des organisations du parti et des Soviets était en faveur d'une guerre révolutionnaire et que, par suite, le point de vue de Lénine n'aurait pu l'emporter que par une révolution dans le Parti et dans l'Etat (ce qui naturellement était hors de question). Ainsi, loin de se tromper, Staline reconnaissait un fait indiscutable quand il disait que ma position à cette époque était pour le Parti la seule issue à la situation. Le 10 février la délégation soviétique à la conférence de la paix à Brest-litovsk rendit publique la déclaration officielle du refus du gouvernement soviétique de signer la paix annexionniste et de mettre fin à la guerre avec les puissances de la quadruple alliance. Deux jours plus tard fut publié l'ordre du commandant en chef, N.V. Krylenko, de cessation de l'activité militaire contre les mêmes puissances, et pour la démobilisation de l'armée russe.

[Au sujet de ces événements, Lénine écrivait une année plus tard : ]

« Comment fut-il possible que pas une seule tendance, pas une seule direction, pas une seule organisation de notre Parti ne s'opposa à cette démobilisation ? De quoi s'agissait-il pour nous ? Avions-nous complètement perdu la tête ? Pas le moins du monde. Les officiers, et non pas les bolcheviks, disaient même avant Octobre que l'armée ne pouvait pas se battre, qu'elle ne pourrait plus être maintenue au front que pendant quelques semaines. Après Octobre, cela devint évident, tout à fait évident pour ceux qui voulaient regarder les faits en face, qui voulaient voir la désagréable et amère réalité, et ne pas fermer les yeux ou se satisfaire de phrases creuses. Il n'y avait pas d'armée, impossible de s'appuyer sur elle. Le mieux qu'on pouvait faire était de démobiliser ce qui en restait aussi vite que possible.

C'était le point sensible de la structure de l'Etat russe, qui ne pouvait porter plus longtemps le fardeau de la guerre. Plus vite nous démobiliserions, plus vite les vestiges de l'armée s'incorporeraient aux parties encore saines, plus tôt le pays serait prêt pour ses nouvelles et difficiles tâches. C'est ce que nous sentions quand, unanimement, sans la moindre protestation, nous votâmes la résolution de démobiliser — décision qui, d'un point de vue superficiel, semblait absurde. C'était exactement ce qu'il fallait faire. Maintenir l'armée eût été une illusion frivole. Plus tôt nous la démobiliserions, plus tôt commencerait la convalescence de l'organisme social dans son ensemble. C'est pourquoi les phrases révolutionnaires telles que : « Les Allemands ne pourront pas avancer », d'où découlait celle-ci : « Nous ne pouvons pas déclarer l'état de guerre terminé, ni guerre ni signature de la paix », étaient une profonde erreur, une surestimation des événements. Mais supposons que les Allemands avancent ? « Non, ils seront incapable, d'avancer. » »

En fait, l'avance des troupes allemandes dura quatorze jours, du 18 février au 3 mars. La journée entière du 18 février fut consacrée par le Comité central à la question : comment répondre à l'avance allemande qui venait de commencer ?

Après la rupture des négociations, à Brest, le 10 février, et la publication, par la déclaration spécifiant qu'elle considérait la guerre comme terminée mais refusait de

signer la paix avec l'Allemagne, le « parti militaire » — le parti des annexionnistes forcés — l'avait finalement emporté. À une conférence qui eut lieu à Hambourg, le 13 février, sous la présidence de l'empereur Guillaume, la déclaration suivante proposée par lui fut acceptée : « Le refus de Trotsky de signer le traité de paix met fin, automatiquement, à l'armistice. » Le 16 février, le haut commandement militaire allemand informait le gouvernement soviétique que l'armistice prendrait fin le 18 février à midi, violant ainsi l'accord stipulant qu'avis de la fin de l'armistice devait être donné sept jours avant le déclenchement de l'action militaire.

La question de notre riposte à l'avance allemande fut examinée d'abord à la séance du Comité central du Parti, dans la soirée du 17 février. Une proposition d'entamer de nouvelles négociations avec l'Allemagne pour la signature de la paix fut rejetée par six voix, contre cinq. D'autre part, personne ne vota « pour une guerre révolutionnaire » tandis que N.I. Boukharine, G.I. Lomov et A.A. Ioffé « refusaient de voter sur une question ainsi posée ». Une résolution fut adoptée à la majorité « d'ajourner la reprise des négociations de paix, jusqu'au moment où l'avance aura pris un développement suffisant, et jusqu'à ce que son effet sur le mouvement ouvrier soit devenu évident ». Sauf trois abstentions, la décision suivante fut prise unanimement : « Si au moment où l'avance allemande se développe, aucun mouvement révolutionnaire ne se manifeste en Allemagne et en Autriche, alors nous signerons la paix. »

Le 18 février, l'avance allemande ayant été déclenchée, le Comité central du Parti siégea toute la journée, sauf de brèves interruptions. A la première séance, après les discours de Lénine et de Zinoviev en faveur de la signature de la paix, et par moi et N.I. Boukharine contre, la motion : « Soumettre immédiatement une proposition de renouveler des négociations de paix » fut repoussée par sept voix contre six. A la seconde séance, dans la soirée, après les discours de Lénine, Staline, Sverdlov et Krestinsky en faveur de la reprise des négociations de paix, Ouritsky et Boukharine parlant contre, et un discours de moi proposant que nous ne reprenions pas les négociations mais demandions aux Allemands de formuler leurs propositions, la question suivante fut mise aux voix : « Faut-il envoyer au gouvernement allemand une proposition de conclure la paix immédiatement ? » Sept voix se prononcèrent pour l'affirmative (Lénine, Smilga, Staline, Sverdlov, Sokolnikov, Trotsky, Zinoviev), cinq contre (Ouritsky, Lomov, Boukharine, Ioffé, Krestinsky) et une abstention (Stassova). Il fut alors aussitôt décidé de rédiger un texte précis de la décision prise et de le faire parvenir au gouvernement allemand. La proposition de Lénine concernant le contenu du télégramme fut soumise à un nouveau vote. Tous les membres sauf deux votèrent pour prendre acte du caractère de violence des conditions de paix ; et pour l'acceptation de signer la paix aux conditions déjà présentées, avec l'indication qu'on ne refuserait pas de consentir à des conditions pires : pour, 7 ; contre, 4 ; abstentions, 2. La tâche de rédiger le texte fut confiée à Lénine et à moi. Le radiogramme fut alors écrit séance tenante par Lénine et, après corrections que j'y apportai, approuvé à la séance commune des Comités centraux des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche, puis, revêtu des signatures du Conseil des commissaires du peuple, envoyé à Berlin le 19 février.

A la réunion des commissaires du peuple du 20 février, les représentants des socialistes-révolutionnaires de gauche votèrent contre l'utilisation d'une aide possible de l'Entente pour contrecarrer l'avance allemande. Des négociations avec les Alliés au sujet d'une aide militaire et technique avaient commencé sitôt après la Révolution d'Octobre. Elles étaient menées par Lénine et par moi avec les généraux Lavergne et Niessel et le capitaine Jacques Sadoul, représentant les Français, et avec le colonel Raymond Robbins, représentant les Américains. Le 21 février, en rapport avec l'avance



continue des Allemands, l'ambassadeur français Noulens me télégraphia : « Dans votre résistance à l'Allemagne, vous pouvez compter sur la coopération militaire et financière de la France. » La différence que nous faisions entre le militarisme allemand et le militarisme français n'était naturellement pas pour nous une question de principe. C'était uniquement un moyen d'assurer la neutralisation nécessaire de certaines forces hostiles afin de sauver le gouvernement soviétique. [Mais le gouvernement français ne tint pas sa parole.] Clemenceau proclama la guerre sainte contre les bolcheviks. Nous fûmes alors contraints de signer le traité de Brest-litovsk.

La réponse au radiogramme soviétique indiquant les conditions allemandes de paix fut reçue à Petrograd, à dix heures et demie du matin, le 23 février. Comparées aux conditions présentées le 10 février, celles-ci étaient sensiblement plus dures. La Livonie et l'Estonie devaient être évacuées immédiatement par l'Armée rouge tandis que la police allemande les occuperait ; la Russie s'engageait à conclure la paix avec les gouvernements bourgeois d'Ukraine et de Finlande ; et autres dispositions draconiennes. La question de l'acceptation de ces nouvelles conditions fut discutée le jour même, d'abord à la séance du Comité central du Parti bolcheviste, puis à la session commune de notre Comité central et du Comité central des socialistes-révolutionnaires de gauche, et finalement à la séance plénière du Comité exécutif central pan-russe lui-même.

A la séance du Comité central du Parti bolcheviste, Lénine, Zinoviev, Sverdlov et Sokolnikov parlèrent en faveur de l'acceptation de ces conditions. Boukharine, Dzerjinsky, Ouritsky et Lomov parlèrent contre. Je déclarai que « si nous étions unanimes, nous pourrions prendre sur nous la tâche d'organiser la défense. Nous aurions pu le faire... mais cela exigeait le maximum d'unité. Puisque cet élément indispensable manquait, je ne voulais pas prendre sur moi la responsabilité de voter pour la guerre ». Le Comité central décida par sept voix contre quatre, quatre s'abstenant, d'accepter immédiatement la proposition allemande, de se préparer pour une guerre révolutionnaire et (à l'unanimité moins trois abstentions) de porter la question devant les électeurs des Soviets de Petrograd et de Moscou, afin de connaître exactement l'attitude des masses à l'égard de la conclusion de la paix.

A cette séance du Comité central du 23 février, Staline déclara : « Nous n'avons pas besoin de signer, mais nous devons entamer des négociations de paix. » A quoi Lénine répliqua : « Staline a tort de dire que nous n'avons pas besoin de signer. Ces conditions doivent être signées. Si nous ne les signons pas, alors nous signerons la sentence de mort du gouvernement soviétique dans trois semaines. » Et le procès-verbal ajoute : « Le camarade Ouritsky fit remarquer à Staline que les conditions devaient être acceptées ou repoussées, mais qu'il n'était plus possible de négocier. »

Pour tous ceux qui étaient familiers avec la situation, il apparaissait clairement que la résistance était sans espoir. La déclaration de Staline révélait une complète incompréhension. L'armée allemande avait pris Dvinsk dès le 18 février. Son avance se développait à une allure extrêmement rapide. Les efforts pour la contenir étaient complètement épuisés. Cependant Staline proposait cinq jours plus tard, le 23 février, de ne pas signer la paix, mais... d'entamer des négociations.

Staline fit une seconde intervention à la séance du 23 février, cette fois en faveur de la nécessité de signer le traité de paix. Il profita de l'occasion pour corriger sa précédente déclaration sur la question de la révolution internationale : « Nous aussi, dit-il, nous misons sur la révolution, mais vous comptez en semaines tandis que nous comptons en mois. » C'était l'état d'esprit général en ces jours qu'exprimaient aussi ces paroles de Serguéiev (Artem) à la séance du 24 janvier 1918 : que tous les membres

du Comité central étaient d'accord sur un point : que sans la victoire de la révolution internationale dans le temps le plus rapproché (selon Staline durant les quelques mois prochains), la République soviétique périrait. Ainsi, à cette époque, le « trotskisme » prévalait unanimement au Comité central du Parti.

Dans la période difficile des négociations de Brest, Staline n'eut, en réalité, aucune position personnelle ; il hésitait, prenait son temps, tenait sa bouche close — et manœuvrait. « Le Vieux compte toujours sur la paix, me dit-il, faisant un signe de tête dans la direction de Lénine, mais il n'aura de paix d'aucune sorte. » Puis, très probablement, il allait à Lénine et faisait le même genre de remarques sur moi. Staline ne s'engagea jamais franchement. Il est vrai que personne ne s'intéressait particulièrement soit à ses vues, soit à ses contradictions. Je suis persuadé que mon but principal, qui était de rendre notre attitude sur la question de la paix aussi compréhensible que possible au prolétariat mondial, était pour Staline une considération secondaire. Il intéressait à « la paix dans un seul pays », exactement comme plus tard il devait s'intéresser au « socialisme dans un seul pays ». Dans les votes décisifs, il suivit Lénine. C'est seulement plusieurs années plus tard, dans sa lutte contre le trotskisme, qu'il prit la peine d'établir pour lui-même un semblant de « point de vue » au sujet des événements de Brest. [Comparons son attitude à celle de Lénine qui, parlant au septième congrès du Parti, le 8 mars immédiatement après l'âpre bataille des fractions, déclara : ]

« Je dois dire quelques mots sur la position du camarade Trotsky. Il est nécessaire de distinguer deux aspects de son activité ; quand il commença les négociations, à Brest, les utilisant admirablement pour l'agitation, nous étions tous d'accord avec lui... Par la suite, la tactique de Trotsky, pour autant qu'elle visait à faire traîner les choses en longueur, était correcte. Elle devint erronée quand il proposa de déclarer la guerre terminée, mais de ne pas signer la paix... Mais puisque l'histoire a rejeté cela au second plan, il ne vaut pas la peine de le rappeler. »

Il y avait évidemment une grande différence entre la politique de Lénine lors de la crise de Brest-litovsk et la politique de Staline, lequel était beaucoup plus près de Zinoviev. Il faut dire que Zinoviev seul avait le courage de demander la signature immédiate de la paix, affirmant que faire traîner les négociations n'aurait d'autre effet que d'accroître la sévérité des conditions de paix. Aucun de nous ne doutait que, du point de vue « patriotique », il aurait été plus avantageux de signer le traité sans délai, mais Lénine pensait que la prolongation des négociations de paix permettait une agitation révolutionnaire et que les tâches de la révolution internationale passaient avant les considérations patriotiques — avant les conditions territoriales et autres du traité. Pour Lénine, la question était de nous assurer une pause profitable dans la lutte pour la révolution internationale. Staline admettait que la révolution internationale était un « potentiel » dont nous devons tenir compte. Plus tard, il est vrai, il modifia ses déclarations, afin surtout de se dresser contre d'autres ; mais, essentiellement, la révolution internationale à cette époque, comme longtemps après, restait pour lui une formule sans vie qu'il ne savait comment appliquer dans la politique courante.

Ce fut précisément à l'époque de cette crise qu'il devint clair que les facteurs de la politique mondiale étaient pour Staline des quantités entièrement inconnues. Il les ignorait complètement et ils ne l'intéressaient pas. Dans la classe ouvrière allemande, des débats passionnés faisaient rage parmi les éléments les plus avancés, où l'on se posait la question de savoir pourquoi les bolcheviks avaient entamé des négociations et se préparaient à signer la paix. Il n'en manquait pas parmi eux qui pensaient que les bolcheviks et le gouvernement des Hohenzollern se livraient à une comédie arrangée d'avance. La lutte pour la révolution exigeait donc que nous montrions clairement aux

ouvriers que nous ne pouvions agir autrement, que les ennemis marchaient partout sur nous et que nous étions forcés de signer le traité de paix. Précisément pour cette raison, l'avance allemande était notre meilleure preuve de cette obligation de signer. Un ultimatum de l'Allemagne n'aurait pas été suffisant ; on aurait pu croire que lui aussi était partie de la comédie. Il en allait tout à fait autrement avec le mouvement des troupes allemandes, la prise des grandes villes, des équipements militaires : nous perdions de grandes richesses, mais nous gagnions la confiance politique de la classe ouvrière du monde entier. Tel était le sens fondamental de la divergence.

## VIII

### COMMISSAIRE DU PEUPLE

#### II

D'après le texte de la Constitution, un commissariat du peuple se composait du président (le commissaire) et d'un « collège » comptant une demi-douzaine et parfois une douzaine de membres. Sa direction n'était pas tâche aisée. Selon Pestkovsky, « tous les membres du collège du commissariat des nationalités étaient en opposition à Staline sur la question nationale et il arrivait fréquemment que Staline fût en minorité ». L'auteur repentí se hâte d'ajouter : « Staline entreprit de nous rééduquer. Dans cette tâche, il déploya beaucoup de bon sens et de sagesse. » Malheureusement, Pestkovsky ne nous donne pas de détails là-dessus. Par contre, il nous renseigne bien sur la manière originale dont Staline terminait les conflits avec ses collègues. « Parfois il perdait patience, écrit Pestkovsky, mais il n'en montrait rien en séance. Dans ces occasions-là, quand, par suite de nos interminables discussions, sa patience était épuisée, il s'éclip-sait soudain, avec une habileté remarquable, « juste pour un moment », et il disparaissait de la pièce, allait se cacher dans une des retraites de Smolny, et plus tard du Kremlin. Il était impossible alors de le découvrir. Au commencement, nous attendions qu'il revienne, mais, finalement, il fallait ajourner la réunion. Je restais seul dans notre bureau commun, attendant patiemment son retour, mais en vain. Il arrivait qu'en de pareils moments le téléphone appelât et que Lénine demandât Staline. Quand je répondais que Staline avait disparu, il me disait invariablement : « Trouvez-le tout de suite. » Ce n'était pas facile. Je devais courir à travers les longs corridors de Smolny ou du Kremlin à la recherche de Staline. Je le trouvais dans les endroits les plus imprévus ; deux fois, par exemple, dans le logement d'un marin, le camarade Vorontsov ; il était dans la cuisine, allongé sur un divan, fumant sa pipe et ruminant ses thèses. »

Comme les meilleures forces du Parti avaient été absorbées par les tâches militaires ou économiques, le bureau du commissariat des nationalités se composait d'hommes de second plan. Il leur arrivait souvent néanmoins de contredire Staline et de lui poser des questions auxquelles il était incapable de répondre. Il avait le pouvoir ; mais ce pouvoir était insuffisant pour contraindre, il devait convaincre. Staline n'était pas à la hauteur de la situation. Les contradictions entre sa nature tyrannique et ses ressources intellectuelles insuffisantes le mettaient dans une situation insupportable. Il n'avait pas d'autorité dans son propre département. Quand sa patience était épuisée, il allait simplement se cacher « dans les endroits les plus imprévus ». On peut douter que, dans la cuisine du commandant, il réfléchissait à ses thèses. Il est plus vraisemblable qu'il pensait sa blessure intérieure, songeant que tout irait beaucoup mieux si ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui n'osaient pas le dire. Mais à cette époque il ne pouvait



pas même entrer dans sa tête qu'un jour viendrait où il n'aurait qu'à commander et que tous les autres obéiraient en silence.

Non moins pittoresque est la description par Pestkovsky de la recherche de bureaux pour le commissariat à Moscou, où le gouvernement se transporta au mois de mars. Les services se livraient une âpre lutte autour des locaux disponibles. Au début, le commissariat des nationalités n'avait absolument rien. « Mais j'insistai auprès de Staline et bientôt le commissariat fut en possession de plusieurs maisons privées. L'office central de la Russie Blanche fut logé dans la Povarskaya, les Lettons et les Estoniens dans la Nikitskaya, les Polonais dans l'Arbat, les Juifs dans la Préchistenka, tandis que les Tartares étaient quelque part sur un quai de la Moskova. En dehors de cela, Staline et moi avions des bureaux au Kremlin. Staline trouvait cette situation très inconfortable. « Il est tout à fait impossible d'avoir l'œil sur vous tous. Il faudrait trouver un bâtiment assez grand pour y loger tout le monde. » Cette idée ne le quittait pas un seul instant. Quelques jours plus tard, il me dit : « On nous a donné le Grand Hôtel de Sibérie, mais le Conseil suprême de l'économie nationale en a déjà pris possession. Cependant nous ne reculerons pas. Dites à Allilouïéva de taper ces mots sur plusieurs feuilles de papier. Ces bureaux sont occupés par le Commissariat des nationalités. Et prenez avec vous quelques punaises. »

Allilouïéva, future femme de Staline, était dactylographe au commissariat. Munis des magiques morceaux de papier et des punaises, Staline et son adjoint allèrent en auto à l'Hôtel de Sibérie. « La nuit était déjà venue. La porte principale de l'hôtel était fermée. Elle était ornée d'un morceau de papier sur lequel on lisait : « Cet immeuble est occupé par le Conseil suprême. » Staline l'arracha, et nous apposâmes le nôtre à sa place. » « Tout ce qu'il nous faut faire à présent, dit alors Staline, c'est pénétrer dans la place. » Ce n'était pas facile. A grand-peine, nous découvrîmes une petite entrée sur le derrière. Pour une raison inexplicable, il n'y avait pas d'électricité. Nous éclairâmes notre chemin avec des allumettes ; au deuxième étage, nous trébuchâmes dans un long corridor. Là, nous apposâmes nos notices sur quelques portes, au hasard. Quand vint le moment de nous retirer, nous n'avions plus d'allumettes. Descendant l'escalier dans une complète obscurité, nous arrivâmes au sous-sol après avoir failli nous rompre le cou, Enfin nous réussîmes péniblement à retrouver l'issue et notre auto. »

Il faut certainement un effort d'imagination pour se représenter un membre du gouvernement s'introduisant à la faveur de la nuit dans un immeuble occupé par un autre commissariat, arrachant des notices et en fixant d'autres. On peut dire avec certitude qu'aucun autre commissaire ou membre du Comité central n'eût été capable d'une pareille équipée. Nous reconnaissons là le Koba du temps de la prison de Bakou. Staline ne pouvait ignorer que la décision finale quant à l'attribution d'un immeuble appartenait au Conseil des commissaires ou au Bureau politique, et il eût été plus simple de s'adresser à l'un ou à l'autre. Mais Staline avait sans doute des raisons de supposer que le conflit ne serait pas tranché en sa faveur et ce qu'il voulait c'était mettre le Conseil devant un fait accompli. Sa manœuvre échoua, le bâtiment fut attribué au Conseil suprême de l'Economie, qui était un organisme beaucoup plus important que le commissariat de Staline<sup>[8]</sup>. Autre sujet de rancune contre Lénine que Staline dut réprimer.

8 — En 1930, Staline était déjà tout-puissant, mais le culte d'Etat de sa personnalité n'en était encore qu'à ses débuts. C'est ce qui explique le fait que dans ces Mémoires, malgré leur ton général de panégyrique, on trouve une note familière, et, même qu'une trace d'ironie bon enfant est permise. Quelques années plus tard, quand les épurations et les exécutions eurent imposé le sens des distances nécessaire, des récits montrant Staline caché dans la cuisine d'un commandant ou prenant possession d'une maison dans la nuit auraient été inconvenants et auraient rendu le

D'après ce que rapporte Pestkovsky, la majorité du collège du commissariat des nationalités raisonnait de cette façon : « Toute oppression nationale n'est qu'une des manifestations de l'oppression de classe. La Révolution d'Octobre a détruit la base de l'oppression de classe ; par conséquent, il n'est pas nécessaire d'organiser en Russie des républiques nationales et des régions autonomes. La division territoriale doit se faire exclusivement selon les frontières économiques. » L'opposition à la politique de Lénine était, si étrange que cela pût sembler à première vue, spécialement forte parmi les bolcheviks non russes (Lettons, Ukrainiens, Arméniens, juifs et autres). Les bolcheviks des régions frontières qui subissaient l'oppression luttèrent conjointement avec les partis nationalistes locaux et ils étaient enclins à rejeter, non seulement le poison du chauvinisme, mais même toute mesure de caractère progressif. Le collège du commissariat des nationalités se composait de ces non-Russes russifiés, qui opposaient leur nationalisme abstrait aux besoins réels du développement des nationalités opprimées. En fait, cette politique maintenait la vieille tradition de la russification et était en elle-même un danger particulier dans les conditions de la guerre civile.

Le commissariat des nationalités avait été créé pour organiser tous les peuples de Russie que le tsarisme opprimait, au moyen de commissariats nationaux. Il avait pour tâche particulière de développer l'éducation des nationalités sur une base soviétique. Il publiait un hebdomadaire, *La vie des nationalités*, en russe, et plusieurs publications dans les diverses langues nationales. Mais sa tâche essentielle restait l'organisation des régions et des républiques nationales, il devait trouver les cadres nécessaires parmi les nationaux eux-mêmes, être un guide pour les entités territoriales nouvellement organisées aussi bien que pour les minorités nationales vivant en dehors de leur propre territoire. Aux yeux des nationalités arriérées, qui pour la première fois étaient appelées par la Révolution à mener une existence nationale indépendante, le commissariat des nationalités jouissait d'une autorité indiscutable. Il leur ouvrait les portes vers une indépendance dans le cadre du régime soviétique. Dans ce domaine, Staline était pour Lénine un adjoint irremplaçable. Il connaissait intimement la vie des peuples aborigènes du Caucase — comme seul le pouvait un natif. Il avait cette connaissance dans le sang. Il aimait la compagnie des simples, trouvait avec eux un commun langage, n'avait pas à craindre qu'ils lui soient supérieurs en quoi que ce soit, et par suite il entretenait avec eux des rapports amicaux et démocratiques. Lénine appréciait ces attributs de Staline, qui n'étaient pas communs dans le Parti, et, par tous les moyens, il s'efforçait de mettre en valeur l'autorité de Staline aux yeux des délégations nationales. « Parlez-en à Staline. Il connaît bien cette question. Il connaît la situation, discutez la question avec lui. » De telles recommandations étaient répétées par lui des centaines de fois. Quand Staline avait des conflits importants avec des délégués nationaux ou avec ses collègues du collège, la question était portée devant le Bureau politique, où toutes les décisions étaient invariablement en faveur de Staline. Ceci aurait dû renforcer son autorité aux yeux des cercles dirigeants des nationalités arriérées : au Caucase, sur la Volga, et en Asie. La nouvelle bureaucratie des minorités nationales devint plus tard pour lui un soutien non négligeable.

Le 27 novembre 1919, le second congrès panrusse des organisations communistes musulmanes et des peuples de l'Orient se réunit à Moscou. Le congrès fut ouvert par Staline, au nom du Comité central du Parti. On désigna quatre présidents d'honneur : Lénine, Trotsky, Zinoviev et Staline. Le président du congrès, Sultan-Galiyev, proposa au congrès de saluer Staline comme « un de ces combattants qu'enflamme la haine de l'impérialisme international ». Cependant, il est tout à fait caractéristique de l'importance accordée aux dirigeants à cette époque que, même à ce congrès, le rapport de document tabou ; son auteur aurait payé chèrement cette violation de l'étiquette.

Sultan-Galiyev sur la situation politique générale se terminait par ces mots : « Vive le Parti communiste russe ! Vivent ses dirigeants, les camarades Lénine et Trotsky. » Même à ce congrès des peuples de l'Orient qui se trouvaient sous la direction personnelle de Staline, il ne semblait pas nécessaire d'inclure Staline parmi les dirigeants du Parti.

Staline fut le commissaire des nationalités du début de la Révolution jusqu'à la liquidation du commissariat en 1923, provoquée par la création de l'Union soviétique et du Conseil des nationalités du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. On peut considérer comme bien établi que, jusqu'en mai 1919, Staline n'était pas très occupé par les affaires du commissariat. Au début, Staline n'écrivait pas les éditoriaux de *La vie des nationalités*, mais plus tard, quand le journal adopta un grand format, il y eut des éditoriaux de lui dans chaque numéro. Cependant la production littéraire de Staline restait très limitée, et elle alla décroissant d'année en année. En 1920-1921, nous trouvons seulement deux ou trois articles de lui ; en 1922, pas un seul. A cette date, Staline devint complètement absorbé par ses machinations politiques.

En 1922, le comité de direction du journal déclarait : « Au début de la publication de *La vie des nationalités*, le camarade Staline, commissaire aux nationalités, y prit une part active. Il écrivit durant cette période, non seulement les éditoriaux, mais fréquemment une rubrique d'information, des notes sur la vie du Parti, etc. » Si on relit ces contributions, on y retrouve l'ancien rédacteur des publications de Tiflis et celui de la *Pravda* de Pétersbourg de 1913.

Il était amené assez souvent à porter son attention sur l'Orient. C'était une des idées maîtresses de Lénine ; on la retrouve dans beaucoup de ses articles et discours, sans doute, l'intérêt que Staline accordait à l'Orient était dans une large mesure personnel. Il en était lui-même originaire, si, devant des représentants de l'Occident, n'étant familier ni avec la vie de l'Occident ni avec ses langues, il se sentait toujours complètement perdu, il était incomparablement plus confiant et sur un terrain plus solide avec les représentants des nations arriérées de l'Orient ; il était le commissaire qui, dans une large mesure, décidait de leur sort. Mais chez Lénine les perspectives concernant l'Orient et l'Occident étaient étroitement liées. En 1918, c'étaient les problèmes de l'Occident qui étaient au premier plan ; la guerre allait finir, il y avait des soulèvements dans tous les pays, des révolutions en Allemagne, en Autriche-Hongrie, et ailleurs. L'article de Staline intitulé « N'oubliez pas l'Orient » parut dans le numéro du 24 novembre 1918, l'époque même de la révolution en Autriche-Hongrie et en Allemagne. Nous tous considérions ces révolutions comme les avant-coureurs des révolutions socialistes en Europe. Et c'est alors que Staline écrivait que « sans mouvement révolutionnaire dans l'Orient, il est vain de penser même au triomphe du socialisme » — en d'autres termes, Staline considérait le triomphe final du socialisme impossible, non seulement en Russie, mais même en Europe sans un réveil révolutionnaire de l'Orient. C'était une répétition de l'idée directrice de Lénine. Cependant, dans cette répétition d'idée il y avait, non seulement division du travail, mais d'intérêt. Staline n'avait absolument rien à dire au sujet des révolutions en Occident. Il ne connaissait pas l'Allemagne, ni sa vie, ni sa langue ; il se concentrait sur l'Orient.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1918, Staline écrivit dans *La vie des nationalités* un article intitulé « L'Ukraine est libérée ». C'était toujours la même rhétorique de l'ancien séminariste ; on n'y trouve que des redites : « Nous ne doutons pas que le gouvernement soviétique ukrainien sera capable de résister victorieusement aux nouveaux hôtes indésirables, les esclavagistes d'Angleterre et de France. Nous ne doutons pas que le gouvernement soviétique ukrainien saura démasquer leur rôle réactionnaire », et ainsi de

suite ad nauseam. Dans un article du même périodique, le 22 décembre 1918, Staline écrivait : « Avec l'aide des meilleures forces communistes, l'appareil d'Etat soviétique (en Ukraine) est rétabli. Les membres du Comité central des Soviets de l'Ukraine ont à leur tête le camarade Piatakov... Les meilleures forces communistes qui composaient le gouvernement de l'Ukraine étaient : Piatakov, Vorochilov, Serguéiev (Artem), Kvirring, Zatonsky, Kotsubinsky. » De tous ceux-ci, seul Vorochilov est encore vivant et est devenu maréchal. Serguéiev (Artem) mourut dans un accident ; tous les autres ont été exécutés ou ont disparu sans laisser de trace. Tel fut le destin des « meilleures forces communistes ».

Le 23 février, Staline donnait un éditorial intitulé Deux camps, dans lequel on lisait : « Le monde s'est divisé résolument et irrévocablement en deux camps — le camp de l'impérialisme et le camp du socialisme... Les vagues de la révolution socialiste montent sans cesse à l'assaut des forteresses de l'impérialisme. Leur résonance retentit dans les pays des peuples opprimés... Le sol s'enflamme sous les pieds de l'impérialisme... » Malgré les vagues, les images sont des clichés qui ne s'accordent guère entre eux, il y a dans cette prose, sous pathos bureaucratique, un accent indéniable d'insincérité. Le 9 mars 1919, un autre article intitulé Après deux ans, dont voici la conclusion : « L'expérience de la lutte du prolétariat durant ces deux années a pleinement confirmé ce que le bolchévisme avait prévu... l'inévitabilité de la révolution prolétarienne mondiale... » En ces jours, les perspectives du bolchévisme n'avaient pas été réduites au socialisme dans un seul pays... Tous les autres articles étaient du même genre, entièrement dépourvus d'originalité de pensée et d'attrait dans la forme.

Le premier congrès des communistes tchouvaches eut lieu en avril 1920, par conséquent plus de deux ans après l'instauration du gouvernement soviétique. Les présidents d'honneur étaient les mêmes que précédemment : Lénine, Trotsky, Zinoviev et Staline. Décrivant l'ouverture du congrès, le journal du commissariat des nationalités indiquait que les murs étaient ornés des portraits des leaders de la révolution mondiale : Karl Marx, Lénine, Trotsky et Zinoviev. A cette époque il n'y avait pas encore de portrait de Staline ; pourtant ce congrès était pleinement dans sa sphère d'activité.

Le 7 novembre — c'est-à-dire au troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre — nous trouvons Staline à Bakou, où il prit la parole à la séance solennelle des soviets, développant un rapport intitulé « Trois années de dictature prolétarienne ». Au congrès des peuples du Daghestan, le 13 novembre, il proclamait l'autonomie du Daghestan. « Le discours du camarade Staline, écrit le journal du commissariat des nationalités, fut interrompu à plusieurs reprises par des tonnerres d'applaudissements, par l'Internationale, et finit dans une ovation délirante. » Le 17 novembre, au congrès du peuple du territoire du Terek, à Vladikavkaz, Staline « proclamait l'autonomie soviétique du peuple gouriane ». Entre le 18 et le 21 décembre 1920 eut lieu la première conférence panrusse des représentants des républiques, territoires et régions autonomes, Elle fut saluée par Kaminsky au nom de Staline, empêché par la maladie d'être présent. On vota unanimement une adresse de félicitations à Staline. Mais au congrès des peuples de l'Orient, le compte rendu relate : « Furent élus présidents d'honneur du congrès : les camarades Lénine, Zinoviev et Trotsky (tempête d'applaudissements)... Membres d'honneur du bureau... le dernier nom est celui de Djougachvili Staline. »

A Vienne, sous la direction de Lénine, Staline avait écrit un bon ouvrage sur le problème national, mais sa tentative de poursuivre seul ce travail en Sibérie eut un tel résultat que Lénine considéra même impossible de publier son article. A la conférence de mars 1917, Staline émit l'opinion que l'oppression nationale est le produit du féoda-



lisme, perdant entièrement de vue l'impérialisme comme facteur principal de l'oppression nationale à notre époque. En 1923, il mettait sur le même plan le nationalisme grand-russien — qui avait derrière lui de longues traditions et l'oppression des petites nations — et le nationalisme défensif de ces dernières. Ces grossières erreurs, erreurs stalinistes, prises dans leur ensemble, s'expliquent, comme nous l'avons déjà montré, par le fait que leur auteur ne se hausse jamais à une conception systématique. Il utilise des propositions isolées du marxisme d'après son besoin du moment, les choisissant comme on choisit les souliers, d'après la dimension, chez un cordonnier. C'est pourquoi il se contredit si aisément chaque fois que la situation évolue brusquement. Ainsi, même sur le problème national, qui était son domaine propre, Staline ne pouvait parvenir à une correcte conception d'ensemble.

« La reconnaissance du droit de sécession ne veut pas dire qu'on recommande la séparation », écrit-il dans la Pravda du 10 octobre 1920. « La sécession des régions frontières aurait sapé la puissance révolutionnaire de la Russie centrale, laquelle stimulait le mouvement de libération à l'Ouest et à l'Est. Ces régions isolées par la sécession seraient évidemment tombées sous la coupe de l'impérialisme international. Il suffit de regarder ce qui s'est passé en Géorgie, en Arménie, en Pologne, en Finlande, etc. qui se sont séparées de la Russie pour n'avoir que l'apparence de l'indépendance tandis qu'en fait elles devenaient des vassales pures et simples de l'Entente. Il suffit de rappeler la récente histoire de l'Ukraine et de l'Azerbaïdjan, la première soumise au capitalisme allemand, le second à l'Entente, pour comprendre pleinement le caractère contre-révolutionnaire de la demande de sécession d'un pays frontière dans les conditions internationales présentes. »

« La vague révolutionnaire venant du Nord, écrivait Staline au premier anniversaire de la Révolution d'Octobre, s'est étendue sur la Russie tout entière, atteignant une frontière après l'autre. Mais là, elle se heurte à une digue sous la forme de « conseils nationaux » et de « gouvernements » territoriaux (Don, Kouban, Sibérie) qui se sont constitués même avant Octobre. Bourgeois par nature, ils ne désirent pas du tout la destruction du vieux monde bourgeois. Au contraire, ils considèrent comme leur devoir de le défendre de toutes leurs forces. Ils devinrent naturellement des foyers de réaction, rassemblant autour d'eux tout ce qui était contre-révolutionnaire en Russie. Mais la lutte des « gouvernements nationaux » (contre le centre soviétique) fut une lutte inégale. Attaqués de deux côtés à la fois, de l'extérieur par le gouvernement soviétique et à l'intérieur par leurs propres ouvriers et paysans, les « gouvernements nationaux » furent contraints de battre en retraite après la première bataille... En pleine déroute, les « gouvernements nationaux » se tournèrent vers les impérialistes de l'Ouest pour solliciter leur aide contre leurs propres ouvriers et paysans. »

Ainsi se développèrent les interventions étrangères et l'occupation des pays limitrophes, peuplés surtout par des nationalités non russes, qui ne pouvaient que haïr Koltchak, Dénikine, Wrangel et leur politique impérialiste de russification.

Après la proclamation de la République autonome des Bachkirs en novembre 1917, la sympathie pour le régime soviétique gagna les masses. Le gouvernement de ce peuple était entre les mains d'éléments nationalistes conduits par Zak-Validov, qui représentaient les intérêts de la portion bourgeoise-koulak de la population. Graduellement, ce groupe dégénéra en un avant-poste de l'activité antisoviétique et établit des contacts avec Doutov et Koltchak. Cependant, sous la pression des masses et après la liquidation de l'autonomie par Koltchak, Zak-Validov fut contraint d'entamer des négociations avec le gouvernement soviétique. En février 1919, après l'élimination de Koltchak, le gouvernement bachkir se rallia au gouvernement soviétique, et vers la fin

du même mois, à Simbirsk, au quartier général du front oriental, ses délégués signèrent un accord préliminaire qui garantissait l'autonomie du peuple bachkir à condition qu'il formât un gouvernement sur la base de la constitution soviétique, préparât une action commune de détachements bachkirs avec l'Armée rouge contre les Blancs, etc.

Au début de mars 1919, Staline entame des négociations à Moscou avec la délégation bachkir pour la formation de la République soviétique bachkir. En conséquence des revers militaires que nous avons subis près d'Oufa, je fus obligé de quitter Moscou dans les premiers jours de mars, ne pouvant ainsi participer au huitième congrès du Parti. Staline resta tranquillement à Moscou, au congrès, et jusqu'au 20 mars poursuivit les négociations avec les délégués. Pourtant, le nom de Staline est à peine mentionné au sujet de cette affaire par les historiens contemporains de Bachkiria. [Les deux citations ci-dessous, la première d'Antagoulov, la seconde de Samoïlov, sont à cet égard typiques : ]

1. La lutte entre les Russes et les Bachkirs s'aggrava : le chaos était à son comble. Dans une région, les Russes étaient arrêtés sur l'ordre du gouvernement bachkir ; dans une autre, c'étaient les Bachkirs qui l'étaient sur l'ordre du gouvernement local. Le voyage du camarade Trotsky à Oufa coïncida avec ce mouvement (mars 1920). Des pourparlers eurent lieu entre les représentants bachkirs et le gouvernement soviétique en la personne du camarade Trotsky, qui aboutirent à une base d'accord.
2. D'après une information reçue de Bachkiria, le Centre suivait attentivement la question bachkir. Au milieu du mois de mars, le camarade Trotsky, qui était arrivé à Oufa avec des pouvoirs spéciaux, convoqua une conférence. Les Bachkirs y étaient représentés par Validov, Toukhvatouline, Rakharnatouvine et Kaspransky ; Doudnik, Samoïlov, Serguéiev (Artem), Préobrajensky représentaient le comité territorial et le Centre ; y assistait également le président du Comité exécutif provisoire d'Oufa, Elstine.

Durant les premières années du régime soviétique, le bolchévisme en Ukraine était faible. La cause de cette faiblesse doit être recherchée dans les structures nationale et sociale de ce pays. Les villes, dont la population se composait de Grands-Russiens, de Juifs, de Polonais, et d'une faible proportion d'Ukrainiens, avaient dans une large mesure le caractère colonial. Parmi les ouvriers industriels de l'Ukraine, un pourcentage considérable était grand-russien. Entre la ville et le village, il y avait un gouffre, presque un abîme infranchissable. Ceux des intellectuels ukrainiens qui s'intéressaient avant tout au village, à la culture et au langage ukrainiens, étaient considérés avec une certaine ironie par les citadins, ce qui avait pour effet de les pousser dans la direction du chauvinisme. Les groupements socialistes non ukrainiens des villes n'avaient aucune sympathie pour les masses villageoises. Dans les villes ukrainiennes, ils représentaient la culture des Grands-Russiens, avec laquelle la plupart d'entre eux, en particulier les intellectuels juifs, n'étaient pourtant pas trop familiers ; de là, pour une bonne part, le caractère exotique du bolchévisme ukrainien, son absence au moment où il aurait pu s'implanter solidement dans le sol ukrainien, sa grande indépendance, enfin les conflits multiples, querelles et luttes fractionnelles permanentes.

C'était le devoir de Staline comme commissaire aux nationalités de suivre avec soin le développement du mouvement nationaliste en Ukraine. Il était, par sa fonction, plus étroitement lié que d'autres avec le parti bolcheviste ukrainien. Cette étroite liaison remontait à 1917, dès après la Révolution d'Octobre, et se maintint durant plusieurs années. En Ukraine, Staline représentait le Comité central russe des bolcheviks. D'autre part, à certains congrès du Parti, il représentait les organisations ukrainiennes,

c'était la règle à cette époque. Il prit part aux conférences du Parti communiste ukrainien comme un de ses propres dirigeants, et comme la vie de l'organisation ukrainienne se passait surtout en conflits, querelles incessantes et groupements fractionnels, Staline était là comme un poisson dans l'eau.

Sa période ukrainienne fut pleine de faillites, mais elle resta pourtant complètement ignorée. [Les Histoires stalinistes officielles, contraintes de relater l'une après l'autre ces faillites, évitent soigneusement de mentionner son nom. Elles ne disent pas que, dans le règlement final, «les erreurs sur les questions paysannes et nationales commises en Ukraine en 1919 et qui contribuèrent à la chute du gouvernement des Soviets» étaient dues à l'insuffisance totale de Staline dans la défense de la politique élaborée par le Comité central du Parti communiste russe. Stigmatisant cette insuffisance, Lénine dit : « Une très petite partie des fermes bien organisées auraient dû être transformées en fermes soviétiques, autrement il n'était pas possible de former un bloc avec la paysannerie... Une politique semblable à celle suivie à la fin de 1917 et durant une grande partie de 1918 était alors nécessaire... Nous sommes donc contraints maintenant de procéder à une répartition générale des terres dépendant d'un grand nombre de fermes soviétiques. »]

[A la quatrième conférence du Parti ukrainien, le 10 mars 1920, Staline, en tant que représentant du Comité central chargé d'y défendre la résolution du Comité sur la question ukrainienne, trouva devant lui une opposition composée de divers éléments dont les plus agressifs étaient les membres de la tendance du «centralisme démocratique» de Sapronov, qui avait été battue à la conférence du Parti panrusse, en décembre. Les arguments de cette opposition étaient donc tous connus d'avance et le commissariat des nationalités en publia la réfutation, écrite pour lui par Trotsky, à qui cette tâche avait été assignée par le Bureau politique. Staline fut néanmoins tenu en échec à la conférence ukrainienne. Le Comité central dut intervenir en prononçant la dissolution du comité ukrainien et en rappelant d'Ukraine un grand nombre de fonctionnaires contaminés par le chauvinisme grand-russien. La partie essentielle de la résolution du Comité central adoptée en décembre 1919 était ainsi conçue : ]

En considération du fait que la culture ukrainienne... a pendant des siècles été brimée par le tsarisme et les classes exploiteuses de Russie, le Comité central du Parti communiste russe fait une obligation à tous les membres du parti d'aider par tous les moyens à briser les obstacles entravant le libre développement de la culture et de la langue ukrainiennes. En conséquence de siècles d'oppression, des tendances nationalistes existent parmi les sections arriérées des masses ukrainiennes, et c'est par suite le devoir des membres du Parti de se montrer tolérants et patients à leur égard, soulignant, par une explication amicale, l'identité des intérêts des masses travailleuses d'Ukraine et de Russie. Les membres du Parti doivent imposer le droit des masses travailleuses d'étudier dans la langue ukrainienne et de l'employer dans toutes les institutions soviétiques.

C'était là une thèse extrêmement facile à défendre. Bien qu'il fût connu que Staline n'était pas un brillant orateur dans les débats, on s'explique assez mal sa défaite, étant donné le rapport des forces à la conférence. Il est bien possible que, ayant constaté que l'atmosphère de la conférence était défavorable à sa thèse, Staline décida de jouer à qui perd gagne, laissant entendre, au moyen d'intermédiaires, qu'il défendait une thèse ne répondant pas à sa conviction personnelle, seulement par discipline. Il pouvait espérer faire ainsi d'une pierre deux coups : gagner la sympathie de, délégués ukrainiens et rejeter la responsabilité de la défaite sur moi en tant qu'auteur de la thèse. Une telle intrigue était tout à fait dans le caractère de l'homme !

La social-démocratie géorgienne ne bornait pas ses ambitions à la paysannerie appauvrie de la petite Géorgie ; elle aspirait aussi, et non sans un certain succès, à la direction du mouvement « de la démocratie révolutionnaire de la Russie tout entière ». Pendant les premiers mois de la Révolution, les cercles dirigeants de l'intelligentsia géorgienne considéraient la Géorgie, non comme une patrie nationale, mais comme une Gironde, une province méridionale élue pour fournir des dirigeants à tous les pays. Mais cet état d'esprit ne put persister qu'aussi longtemps que l'espoir existait de maintenir la révolution dans le cadre d'une démocratie bourgeoise. Quand le danger d'une victoire du bolchévisme apparut clairement, la social-démocratie géorgienne brisa immédiatement ses liens avec les conciliateurs russes et s'unit aux éléments réactionnaires de la Géorgie elle-même. Quand les soviets l'emportèrent, les champions géorgiens d'une Russie une et indivisible devinrent également les ardents champions du séparatisme...

[Les documents suivants projettent une lumière nouvelle sur la soviétisation de la Géorgie : ]

## I

Au comité révolutionnaire de guerre du front du Caucase.

Pour Ordjonikidzé.

Reçu votre lettre de récriminations. Vous avez tort de considérer mon enquête, qui est de mon devoir comme un manque de confiance. J'espère qu'avant notre rencontre vous abandonnerez votre ton injurieux inconvenant.

3 avril 1920. Lénine.

## II

A Bakou, via Rostov.

Au membre du conseil révolutionnaire de guerre du front du Caucase, Ordjonikidzé.

Le Comité central vous ordonne de retirer toutes les unités du territoire de Géorgie, de les ramener jusqu'à la frontière et d'empêcher toute incursion en Géorgie. Après les négociations avec Tiflis, il est clair que la paix avec la Géorgie n'est pas exclue.

Envoyez immédiatement l'information la plus exacte concernant les rebelles.

5 mai 1920.

Par ordre du Bureau politique, Lénine, Staline

## III

[Lettre dactylographiée des services du commandant en chef à toutes les forces armées de la République, datée, Moscou, 17 février 1921, portant la mention : secret, personnel, adressée au vice-président du Comité révolutionnaire de guerre de la République. Ci-dessous la partie essentielle de son texte : ]

Sur l'initiative du commandant de la seconde armée, nous sommes mis en face du fait accompli d'une incursion en Géorgie ; les frontières de la Géorgie ont été franchies et l'armée rouge est déjà entrée en contact avec l'armée de Géorgie.

Le commandant en chef : S. Kaménev.

Le commissaire militaire : S. Danilov

Le chef d'état-major : P. Lebedev

## IV

Ekaterinenbourg. Secret. A Moscou. A Skliansky.



Veillez m'envoyer un bref mémorandum sur la question des opérations militaires contre la Géorgie : quand ces opérations ont commencé, sur quel ordre, et le reste. J'ai besoin de ce mémorandum pour la séance plénière.

21 février 1921. Trotsky.

V

[Ecrit par Lénine ; copie d'un document secret : ]

Le Comité central était disposé à permettre à la seconde armée d'appuyer activement le soulèvement en Géorgie et l'occupation de Tiflis, tout en observant les usages internationaux, et sous la condition que tous les membres du comité de guerre de la seconde armée soient, après un sérieux examen de la situation, certains du succès. Nous vous prévenons que nous sommes ici sans pain, par suite de l'absence de transport, et que par conséquent nous ne pourrions vous donner ni un train ni un seul camion. Nous sommes obligés de n'attendre du Caucase que du blé et du pétrole. Nous exigeons une réponse immédiate signée de tous les membres du Comité révolutionnaire de guerre et aussi de Smilga, Sytine, Trifonov, Froumkine. Jusqu'à notre réponse aux télégrammes de toutes ces personnes, n'entreprenez rien de caractère décisif.

Par ordre du Comité central, Krestinsky, Skliansky

VI

Le camarade Skliansky, en notre présence, mit aussitôt ce texte en code, après avoir photographié l'original, et l'envoya à Smilga, chargé de faire personnellement le déchiffrement. Informez le commandant en chef sans lui montrer la dépêche. Staline préviendra lui-même Ordjonikidzé. Sous votre responsabilité.

14 février 1921. Lénine

(Ecrit de la main du camarade Lénine.)

La Géorgie menchéviste était incapable de tenir. Cela était clair pour chacun de nous. Cependant nous n'étions pas unanimes quant au mouvement et aux méthodes de soviétisation. J'étais partisan, pour ma part, d'une certaine période de travail préparatoire à l'intérieur du pays, afin de suivre le développement du soulèvement et de venir plus tard à son aide. J'estimai qu'après la conclusion de la paix avec la Pologne et après l'écrasement de Wrangel la Géorgie ne pouvait présenter de danger immédiat et que le dénouement pouvait être ajourné. Ordjonikidzé, appuyé par Staline insistait pour que l'Armée rouge envahît la Géorgie, présumant que le soulèvement était mûr. Lénine était enclin à partager le point de vue des deux membres géorgiens du Comité central. La question fut tranchée par le Bureau politique, le 14 février 1921, alors que j'étais dans l'Oural.

L'intervention militaire se développa avec succès et ne provoqua aucune complication internationale, si on néglige le déchaînement frénétique de la bourgeoisie et de la Seconde Internationale. Pourtant la méthode de soviétisation de la Géorgie revêtit une extrême importance pendant les années qui suivirent immédiatement. Dans les régions où les masses laborieuses étaient passées au bolchévisme déjà avant la Révolution, elles acceptaient les souffrances et les difficultés subséquentes comme liées à leur propre cause. Il n'en était pas de même dans les régions moins avancées où la soviétisation était réalisée par l'armée. Là, les masses travailleuses considéraient leurs privations comme résultant d'un régime imposé du dehors. En Géorgie, la soviétisation prématurée renforça les menchéviks pendant un certain temps et conduisit à l'importante insurrection de masse de 1924, quand, selon le propre aveu de Staline, la Géorgie dut être « labourée de nouveau ».

## IX

### LA GUERRE CIVILE

Quand on parcourt les publications historiques courantes traitant de cette période, on voit surgir à chaque instant un nouveau conflit : à Brest-Litovsk, Trotsky ne se conforma pas aux instructions de Lénine, au front du Sud, Trotsky alla contre les directives de Lénine ; sur le front de l'Est, Trotsky agit contrairement aux ordres de Lénine, et ainsi de suite. Il convient de remarquer tout d'abord que Lénine ne pouvait en aucun cas me donner des instructions personnelles. Les rapports au sein du Parti n'étaient pas alors de cette sorte. Nous étions tous deux membres du Comité central, dont c'était la mission de trancher les divergences d'opinions. Chaque fois qu'il y avait un désaccord entre Lénine et moi, et cela arriva plus d'une fois, la question était portée automatiquement devant le Bureau politique du Comité central, qui décidait. Par suite, strictement parlant, il ne pouvait s'agir de ma part de ne pas suivre les directives de Lénine. Mais ce n'est là qu'un aspect de l'affaire — le côté formel. Allant au fond des choses, on ne peut empêcher de demander : comment auraient pu être observées les directives de Lénine alors qu'il avait placé à la tête du département de la guerre un homme qui ne commettait qu'erreurs et crimes, à la tête de l'économie nationale — Rykov, un partisan avéré, selon son propre aveu, de la restauration du capitalisme et un futur agent du fascisme ; à la tête de l'Internationale communiste ce futur fasciste et traître Zinoviev ; à la tête du journal officiel du Parti et parmi les dirigeants de l'Internationale communiste — ce futur bandit fasciste, Boukharine ?

Tous les grands chefs de l'Armée rouge durant la période staliniste : Toukhatchevsky, légorov, Bluecher, Boudienny, Iakyr, Ouborévitch, Gamarnik, Dybenko, Fed'ko [Kork, Poutna, Feldman, Alksnis, Eidemanii, Primakov, et beaucoup d'autres] furent chacun, en leur temps, nommés à de hauts postes militaires quand j'étais à la tête du département de la guerre, dans la plupart des cas promus par moi durant mes voyages au front et d'après mon observation directe de leur travail. Donc, si détestable que ma direction ait pu être, elle fut apparemment assez bonne pour avoir choisi les chefs les meilleurs puisque, pendant un laps de dix années, Staline n'en put trouver d'autres pour les remplacer. Il est vrai que presque tous les chefs militaires de la guerre civile, tous ceux qui bâtirent notre armée, devaient être déclarés plus tard « traîtres » et « espions ». Mais cela ne change rien à l'affaire. Ce sont eux qui ont défendu la Révolution et le pays. Comme on décida, en 1933, que c'était Staline et personne d'autre qui avait bâti l'Armée rouge, il faudrait en conclure que la responsabilité du choix d'une telle équipe de commandants devrait reposer sur lui. De cette contradiction, les historiens officiels ne sortent pas sans quelque difficulté, mais néanmoins avec aplomb. La responsabilité de la nomination des traîtres à des postes de commandement est placée sur moi, tandis que l'honneur des victoires assurées par ces mêmes traîtres appartient indiscutablement à Staline. Aujourd'hui, cette unique division de la fonction histo-

rique est enseignée à chaque écolier, selon une Histoire éditée par Staline lui-même.

Le travail militaire à l'époque de la guerre civile revêtit deux aspects. L'un était de choisir les hommes, d'utiliser correctement leurs capacités, d'établir la surveillance nécessaire, de déceler les suspects, de punir. Toutes ces activités de l'appareil administratif convenaient à la perfection aux talents de Staline. Mais il y avait autre chose : la nécessité d'improviser une armée en partant du néant, d'éveiller l'âme des soldats et des commandants, d'éveiller ce qu'il y avait en eux de meilleur et leur inspirer confiance dans leurs nouveaux chefs. De ce travail créateur, Staline était entièrement incapable. Il est impossible, par exemple, de l'imaginer devant un régiment pour le haranguer, pour cela il n'avait aucune disposition. Il ne s'adressa même jamais aux troupes au moyen d'appels écrits d'avance, ne pouvant sans doute pas se fier à sa rhétorique de séminariste. Son influence dans les secteurs du front où il travailla était insignifiante, il restait impersonnel, bureaucratique et policier.

Je me souviens avoir demandé, durant la guerre civile, à un membre du Comité central, Sérébriakov, qui était à cette époque avec Staline sur le front du Sud, s'il ne pourrait pas opérer sans Staline pour économiser des forces. Sérébriakov répondit : « Non, je ne sais pas, comme Staline, « faire pression » ; ce n'est pas ma spécialité. » Plus la machine étatique était capable de « faire pression », plus l'esprit révolutionnaire s'en éloignait, plus confiant se sentait Staline.

Si le front attirait Staline, il le repoussait aussi. La machine militaire assure la possibilité de donner des ordres ; mais Staline n'était pas le maître de cette machine. Au début, il ne dirigeait qu'une des vingt armées ; plus tard il fut à la tête d'un des cinq ou six fronts. Il imposa une discipline sévère, tint fermement dans ses mains tous les leviers, ne toléra pas la moindre désobéissance. En même temps, tandis que, dirigeant d'une armée, il poussait systématiquement d'autres chefs à ignorer les ordres du front. Au commandement du front du Sud ou du Sud-Ouest, il transgressa les instructions du commandant en chef. Dans l'armée tsariste, outre la subordination militaire normale, existait une subordination non écrite : les grands-ducs, qui occupaient de hauts postes administratifs ignoraient fréquemment leurs officiers supérieurs et apportaient le désordre dans l'administration de l'armée et de la marine. Je me souviens avoir fait remarquer à Lénine que Staline, profitant indûment de sa situation de membre du Comité central du Parti, introduisait le régime des grands-ducs dans notre armée. Dix années, plus tard, Vorochilov admettait dans son essai sur Staline et l'Armée rouge, que « Staline était toujours prêt à se dresser contre toute règle, toute subordination ». Les gendarmes se recrutent chez les braconniers.

Les conflits entre les ordres d'en bas et ceux d'en haut sont dans la nature des choses. L'armée est presque toujours mécontente du front, le front s'agite toujours, contre le grand état-major, particulièrement quand les choses ne vont pas bien. Ce qui caractérisait le rôle de Staline au front, c'est qu'il exploitait systématiquement ces frictions, suscitant ainsi d'après querelles. Attirant ses collaborateurs dans des conflits dangereux, il les unissait solidement en une caste, les mettant ainsi dans son entière dépendance. A deux reprises, il fut rappelé du front sur ordre direct du Comité central. Mais, à chaque nouveau tournant des événements, il y était envoyé de nouveau. Malgré des occasions répétées, il n'acquiesça nul prestige auprès de l'armée. Cependant, ceux de ses collaborateurs militaires qui étaient sous son commandement, une fois entraînés dans la lutte contre le Centre, lui restaient, par la suite, étroitement attachés. Le groupe de Tsaritsyne devint le noyau de la fraction staliniste.

Le rôle de Staline dans la guerre civile peut sans doute être le mieux mesuré par le fait qu'à la fin de la guerre son autorité personnelle n'avait absolument pas grandi.

Il n'aurait pu venir à l'idée de personne, à cette époque, de dire ou d'écrire que Staline avait « sauvé » le front du Sud, ou joué un rôle important sur le front oriental, ou même empêché la chute de Tsaritsyne. Dans de nombreux documents, souvenirs et anthologies consacrés à la guerre civile, le nom de Staline n'est pas mentionné du tout, ou est mentionné parmi beaucoup d'autres. De plus, la guerre contre la Pologne laissa sur sa réputation — au moins dans les cercles bien informés du Parti — une flétrissure indestructible. Il ne participa pas à la campagne contre Wrangel, fût-ce parce qu'il était malade ou pour d'autres raisons : il est aujourd'hui difficile de le dire. En tout cas, il émergea de la guerre civile aussi inconnu et étranger aux masses qu'il l'était depuis la Révolution d'Octobre.

« Dans cette période difficile, 1918-1920, écrivent les plus récents historiens, le camarade Staline fut transféré d'un front à l'autre, aux points où la Révolution courait le plus grand danger. » En 1922, le commissariat de l'Éducation publia une « Anthologie des cinq années », composée de quinze articles, parmi lesquels il y en a un sur « la création de l'Armée rouge », et un autre, intitulé « Deux années en Ukraine », tous deux traitant de la guerre civile. Ni dans l'un ni dans l'autre on ne trouve un seul mot sur Staline. L'année suivante, une anthologie en deux volumes, intitulée *La Guerre civile* fut publiée. Elle consistait en documents et autres matériaux sur l'histoire de l'Armée rouge. À cette époque, personne n'avait intérêt à donner un caractère tendancieux à une telle anthologie. Dans l'ouvrage entier, pas un mot sur Staline. En cette même année 1923, le Comité exécutif central des Soviets publia un volume de 400 pages, intitulé *Culture soviétique*. Dans la section consacrée à l'armée, il y a de nombreux portraits sous le titre général « Les créateurs de l'Armée rouge ». Staline n'est pas parmi eux. Dans la section intitulée « Les forces armées de la Révolution durant les sept premières années d'Octobre », le nom de Staline n'est pas même mentionné. Cependant cette section est illustrée ; non seulement il y a mon portrait et ceux de Boudenny et de Bluecher, mais même celui de Vorochilov. Et parmi les chefs de la guerre civile, on nomme non seulement Antonov-Ovséïenko, Dybenko, Iégorov, Toukhatchevsky, Ouborévitch, Poutna, Charangoitch, mais beaucoup d'autres, dont presque tous devaient être par la suite déclarés ennemis du peuple et fusillés. Deux d'entre eux, Frounzé et S. Kaménev, moururent d'une mort naturelle, encore y a-t-il de l'incertitude sur les circonstances de la mort de Frounzé. Parmi les hommes mentionnés dans ce volume figure Raskolnikov, commandant les flottes de la Baltique et de la mer Caspienne durant la guerre civile. [Il refusa de rentrer à Moscou quand il fut rappelé du poste qu'il occupait en 1938 de ministre des Soviets en Bulgarie, à l'époque de la purge du corps diplomatique. Après avoir écrit une lettre d'accusation contre Staline, il mourut soudainement, dans des circonstances mystérieuses, apparemment empoisonné.]

Dans plusieurs publications officielles, il est indiqué en passant, sur la base de quelque sorte de preuve existant dans les archives, que Staline appartint pour un temps au Comité révolutionnaire de guerre de la République. Aucune référence précise n'est donnée sur la période de sa participation à l'organisme militaire suprême. Dans une monographie spéciale, « le Comité révolutionnaire de guerre de l'U.R.S.S. pendant dix ans », écrite par trois auteurs en 1928, quand tout le pouvoir était déjà concentré dans les mains de Staline, on lit :

« Le 2 décembre 1919, le camarade Goussiev fut inclus dans le Comité révolutionnaire de guerre. Par la suite, au cours de la guerre civile, les camarades Staline, Podvoïsky, Okoulov, Antonov-Ovséïenko et Sérébriakov furent adjoints à ce comité à différentes époques. »



Une Histoire du Parti communiste publiée par N.L. Mechtchériakov en 1934, après avoir répété le mensonge que Staline « passa la période de la guerre civile principalement au front », affirme que Staline « fut membre du Comité révolutionnaire de guerre de la République de 1920 à 1923. ». Dans le numéro d'anniversaire de l'Armée rouge de la Pravda pour 1931, on trouve trois « documents inédits » — des télégrammes datant de 1920. Sur la base de ces documents, seule preuve jusqu'ici publiée, il semblerait que Staline fut réellement membre du Comité révolutionnaire, au moins du 3 au 25 juin, soit pour un peu plus de trois semaines, en 1920. On ne trouve rien avant ou après ces deux dates. Pourquoi ? Il faut rappeler que les cinq volumes publiés par le département de la Guerre dans lesquels étaient rassemblés mes ordres, appels et discours, n'ont pas été seulement confisqués et détruits, mais que toute référence à ces textes, toute citation sont absolument interdites. Or La révolution prolétarienne, organe historique du Parti, écrivait dans son numéro d'octobre 1924 au sujet de cet ouvrage, qui ne contient rien d'autre que des documents de la guerre civile : « Les historiens de notre Révolution trouveront dans ces volumes une grande quantité de matériaux documentaires extrêmement précieux. »

Mais, dans les archives du département de la Guerre, il y a toujours les comptes-rendus sténographiés des séances du Comité de guerre. Pourquoi ne les cite-t-on pas pour établir la période durant laquelle Staline fut membre du Comité ? La réponse est simple : parce que Staline n'est pas nommé dans ces comptes rendus parmi les membres présents, sauf une ou deux fois, mais en ce cas seulement comme soumettant au Comité des questions d'ordre secondaire. Pourtant Staline fut nommé membre de cet organisme par décision du Comité central du Parti au printemps de 1920.

L'explication de ces circonstances énigmatiques, pour autant que je puisse m'en souvenir, est bien révélatrice du caractère de Staline. Pendant la guerre civile, à l'occasion de chaque conflit avec Staline, je m'efforçais de l'obliger à formuler ses vues sur les problèmes militaires, clairement et précisément. J'essayais de transformer son opposition maussade et sournoise en une opposition ouverte ou à l'obliger à participer à un organisme militaire de direction. D'accord avec Lénine et Krestinsky, qui appuyaient pleinement ma politique militaire, je réussis finalement à obtenir que Staline fut nommé membre du Comité de guerre. Staline était bien obligé d'accepter. Mais il trouva tout de suite un moyen de se dérober : sous prétexte qu'il était surchargé de travail, il ne se montra à aucune séance du Comité.

Il peut sembler étrange que personne, au cours des premières douze années du régime soviétique, n'ait jamais parlé du prétendu rôle de « chef », qui aurait été celui de Staline dans les affaires militaires, ou même de son « active » participation à la guerre civile. Mais ceci s'explique aisément par le simple fait qu'existaient encore, en cette période, des milliers d'hommes qui savaient ce qui s'était réellement passé, et comment.

Même dans ce numéro spécial de la Pravda de 1931, on ne prétendait pas encore que Staline avait été l'organisateur principal de l'Armée rouge, mais seulement l'organisateur de la Cavalerie rouge. Huit ans plus tôt, le 3 février 1922, la même Pravda avait publié un récit quelque peu différent de la formation de la Cavalerie rouge dans un article sur la guerre civile. On y lisait ces lignes :

« Mamontov occupa Kozlov et Tambov pour un temps, causant de grands dommages. « Prolétaires, à cheval ! » Ce mot d'ordre du camarade Trotsky pour la formation d'unités montées fut accueilli avec enthousiasme, et dès le 19 octobre l'armée de Boudienny assenait de rudes coups aux forces de Mamontov, sous Voronège. »

Encore en 1926, non seulement après mon éloignement du département de la Guerre, mais alors que j'étais déjà l'objet de persécutions impitoyables, le commissariat de la Guerre publia un ouvrage de recherches historiques sous le titre : Comment combattit la Révolution, dans lequel les auteurs, stalinistes bien connus, écrivaient : « Le mot d'ordre du camarade Trotsky : « Prolétaires, à cheval ! » fut l'élément décisif qui permit de réaliser l'organisation de l'Armée rouge dans ce domaine. » C'est-à-dire au sujet de la création de la Cavalerie rouge. Ainsi, en 1926, Staline n'était pas encore présenté comme l'organisateur de la Cavalerie.

En fait, la campagne pour la création de la Cavalerie rouge domina tout mon travail durant beaucoup de mois en 1919. L'Armée rouge était bâtie sur l'ouvrier, lequel avait mobilisé le paysan. L'ouvrier avait un avantage sur le paysan, non seulement par le niveau de culture, mais surtout par son aptitude à se servir des armes fournies par les nouvelles techniques. Cela lui assurait un double avantage dans l'armée. Pour la cavalerie, il en allait tout autrement. La partie des cavaliers, c'étaient les steppes russes. Les meilleurs étaient les cosaques, puis venaient les fils des paysans riches des steppes qui possédaient des chevaux et les connaissaient. La Cavalerie était l'arme la plus réactionnaire de la vieille armée, elle défendit le régime tsariste plus longtemps qu'aucune autre branche du service. Il était par suite doublement difficile de former une armée montée. Il fallait d'abord habituer l'ouvrier au cheval ; il fallait que les prolétaires de Petrograd et de Moscou apprissent à monter à cheval, ne fût-ce que pour pouvoir remplir leur rôle de commissaire ou de cavalier du rang. Leur tâche était de créer des noyaux révolutionnaires solides et sûrs dans les escadrons et régiments de cavalerie. Tel était le sens de ma devise « Prolétaires, à cheval ! ». Le pays entier, tous les centres industriels, furent couverts d'affiches portant cette devise. Un de mes secrétaires, Poznansky, fut chargé personnellement de la formation d'unités de Cavalerie rouge. Seule cette participation des prolétaires devenus cavaliers transforma les détachements de guérillas en unités de cavalerie bien entraînées.

Trois années du régime soviétique furent des armées de guerre civile. Le département de la Guerre déterminait le travail gouvernemental du pays entier. Toutes les autres activités gouvernementales lui étaient subordonnées. Le commissariat aux Approvisionnements venait ensuite en ordre d'importance. L'industrie travaillait principalement pour la guerre. Tous les hommes actifs et courageux pouvaient être mobilisés. Les membres du Comité central, les commissaires du peuple, tous les dirigeants du Parti passaient la plus grande partie de leur temps au front, comme membres de comités révolutionnaires de guerre et parfois comme commandants d'armée. La guerre elle-même était une école sévère de discipline gouvernementale pour un parti révolutionnaire qui était sorti depuis quelques mois seulement de la clandestinité. La guerre, avec ses exigences impitoyables, sépara le grain de l'ivraie, à l'intérieur du Parti et dans les organismes d'Etat. Très peu de membres du Comité central restaient à Moscou : Lénine, qui était le centre politique ; Sverdlov, qui était président du Comité exécutif central et également secrétaire général du Parti, Boukharine, comme directeur de la Pravda. Zinoviev, que chacun, y compris lui-même, considérait inapte aux affaires militaires, demeurait à Petrograd, dont il était le dirigeant politique. Kaménev était à la tête du Soviet de Moscou ; il alla plusieurs fois au front bien que lui aussi fût, par nature, décidément un civil. Lachévitch, Smilga, I.N. Smirnov, Sokolnikov, Sérébriakov, tous membres éminents du Comité central, étaient presque constamment au front.

Cela nous entraînerait trop loin s'il fallait conter même brièvement l'activité révolutionnaire clandestine, en octobre et durant la guerre civile, de ces hommes et celle de nombreux autres militants. Beaucoup d'entre eux n'étaient en aucun point

inférieurs à Staline, et il n'en manquait pas qui l'excellaient dans ces valeurs que les révolutionnaires prisent le plus : la clairvoyance politique, le courage moral, la capacité dans l'agitation, la propagande et l'organisation. Il suffira de rappeler que lorsque l'Armée rouge fut créée, ce sont d'autres hommes qui furent considérés mieux qualifiés que Staline pour cette tâche. Le Comité suprême de la Guerre, formé le 4 mars 1918, se composait de Trotsky comme président, Podvoïsky, Skliansky et Danichevsky comme membres ; Bontch-Brouïévitch était le secrétaire général, et il y avait une équipe d'officiers tsaristes en qualité de spécialistes.

Quand il fut réorganisé, le 12 septembre 1918, en Comité révolutionnaire de guerre de la République, il fut composé de Trotsky comme président, Vatsetis comme commandant en chef des Forces armées, et des membres suivants : Ivan Smirnov, Rosenholtz, Raskolinikov, Skliansky, Mouralov et Iourénev. Lorsqu'on décida, le 8 juillet 1919, d'avoir une équipe moins nombreuse et plus compacte, Trotsky resta comme président ; Skliansky fut vice-président, Rykov, Smilga, Goussiev, membres, le commandant en chef était alors S. Kaménev. Comme d'autres, Staline trouva sa place dans l'armée, et l'Armée rouge trouva le meilleur emploi de ses talents. Ce qui est contraire aux faits, c'est la prétention récente d'attribuer un rôle éminent à Staline dans l'organisation de l'Armée rouge et dans la conduite de la guerre civile.

L'armée fut édifiée sous le feu ; les méthodes appliquées, où l'improvisation dominait, étaient sujettes à une vérification immédiate dans l'action. Afin de résoudre chaque nouveau problème posé par les opérations militaires, il était nécessaire d'organiser de nouveaux régiments et de nouvelles divisions, toujours en partant de zéro. L'armée, croissant chaotiquement par bonds fut bâtie par l'ouvrier, qui mobilisa le paysan et attira d'anciens officiers à la cause, mais en les mettant sous son contrôle. Ce ne fut pas une tâche facile. Les conditions matérielles étaient extrêmement défavorables, l'industrie et le transport étaient complètement désorganisées, il n'y avait pas de réserves d'approvisionnements, pas d'économie agricole, et le processus de la désintégration industrielle s'approfondissait constamment. Dans de telles conditions, il ne pouvait être question de service militaire obligatoire et de mobilisation forcée. Temporairement tout au moins, il fallait recourir au système du volontariat.

Ceux qui avaient une instruction militaire étaient las du combat dans les tranchées, et pour eux la Révolution signifiait la libération de la guerre. Aussi n'était-ce pas une chose simple de les mobiliser de nouveau pour une autre guerre. Il était plus facile de mobiliser les jeunes, mais eux, ils ignoraient tout de la guerre, il fallait les instruire, et l'ennemi ne nous accordait pas un temps suffisant. Le nombre de nos propres officiers, liés d'une façon ou de l'autre à notre Parti et absolument sûrs, était insignifiant. Ils jouaient dans l'armée un rôle politique extrêmement important, malheureusement leurs conceptions militaires étaient bornées et, quand leurs connaissances se révélaient insuffisantes, ils avaient trop souvent recours à leur autorité politique et révolutionnaire, compliquant ainsi la tâche essentielle de l'édification de l'armée. Le Parti lui-même trouva difficile, après la brillante victoire d'Octobre, de s'adapter à la pensée que la guerre civile était toujours devant nous. Pour toutes ces raisons, d'immenses difficultés s'accumulaient sur la voie de la formation d'une nouvelle armée. Il semblait parfois que les discussions absorbaient toute l'énergie dépensée. Saurons-nous ou non créer une armée ? Le destin de la Révolution reposait sur cette question.

La transition de la lutte révolutionnaire contre l'ancien Etat à la création d'un nouvel Etat, de la destruction de l'armée tsariste à la création d'une armée rouge s'accompagna d'une crise au sein du parti, ou plutôt d'une série de crises. A chaque étape, les anciennes méthodes de pensée et les anciennes habitudes se heurtaient aux nou-

velles tâches. Le réarmement du Parti était indispensable. Puisque l'armée était la plus nécessaire de toutes les institutions de l'Etat et puisque durant les premières années du régime soviétique l'attention était concentrée sur la défense de la Révolution, il n'est pas étonnant que toutes les discussions, tous les conflits à l'intérieur du Parti aient tourné autour de la question de l'armée. Une opposition se fit jour presque dès le moment où nous faisons nos premiers efforts pour passer des détachements armés dispersés à une armée centralisée. La majorité du Parti et du Comité central appuyait finalement la direction militaire puisque victoires après victoires parlaient en sa faveur. Cependant les attaques ne manquaient pas, ni les flottements. Le Parti jouissait d'une pleine liberté de critique et d'opposition aux plus durs moments de la guerre civile. Même au front, en des réunions privées du Parti, les communistes soumettaient fréquemment la politique du commandement militaire à d'impitoyables attaques. Il ne venait à l'idée de personne, à cette époque, de persécuter les opposants. Les punitions au front étaient très sévères — et les communistes n'étaient pas épargnés — mais elles étaient imposées uniquement pour des manquements aux devoirs militaires. A l'intérieur du Comité central, l'opposition était infiniment moins vive parce que j'y pouvais compter sur l'appui de Lénine. En général, on doit dire que chaque fois que Lénine et moi étions d'accord, et nous l'étions dans la majorité des cas, les autres membres du Comité central nous approuvaient, presque toujours unanimement ; l'expérience de la Révolution d'Octobre était entrée dans la vie du Parti comme une puissante et décisive leçon.

Il faut ajouter toutefois que l'appui de Lénine n'était pas inconditionnel. Lénine fut plus d'une fois indécis et, dans quelques cas, il se trompa gravement. Mon avantage sur lui venait du fait que je voyageais sans interruption au long des divers fronts et entraais en contact avec une extraordinaire diversité de gens : des paysans, des prisonniers de guerre, des déserteurs, jusqu'aux dirigeants de l'armée et du Parti alors au front. Cet ensemble d'impressions variées était d'une valeur inestimable. Lénine, au contraire, ne quittait jamais Moscou ; et tous les fils se trouvaient entre ses mains. Il devait se prononcer sur les questions militaires, nouvelles pour nous tous, sur la base d'informations qui, pour la plupart, venaient de dirigeants du Parti. Personne n'était plus capable que lui de comprendre les voix individuelles venant d'en bas, mais celles-ci ne l'atteignaient que dans des occasions exceptionnelles.

En août 1919, quand j'étais au front près de Svyajsk, Lénine me demanda mon opinion sur une proposition, formulée par un membre éminent du Parti, de remplacer tous les officiers du grand état-major par des communistes. Je répondis nettement par la négative. « Il est vrai, télégraphiai-je de Svyajsk au Kremlin le 23 août 1918, que parmi les officiers, les traîtres ne manquent pas. Mais, d'autre part, il est prouvé que des actes de sabotage sont commis sur les chemins de fer durant les mouvements de troupes, cependant nul ne propose de remplacer les ingénieurs par des communistes. Je considère la proposition de Larine dénuée de toute valeur. Nous sommes en train de créer les conditions dans lesquelles nous pourrions opérer une sélection brutale parmi les officiers : d'une part, les camps de concentration, de l'autre, la campagne sur le front oriental. Des mesures catastrophiques comme celles que propose Larine sont dictées par la panique... Des victoires au front nous permettront d'améliorer nos sélections actuelles et nous donneront les cadres d'un état-major général sûr... Ceux qui protestent le plus contre l'utilisation des officiers sont soit des paniquards, soit des hommes éloignés du travail militaire, soit encore des membres du Parti mobilisés qui sont eux-mêmes pires que n'importe quel saboteur, ceux qui restent inférieurs à leur tâche se conduisent comme des satrapes, ne font rien par eux-mêmes et, quand leur échec est patent, rejettent le blâme sur l'officier d'état-major. »



Lénine n'insista pas. Cependant les victoires alternaient avec les défaites. Les victoires renforçaient la confiance dans ma politique militaire ; les revers, multipliaient inévitablement le nombre des trahisons, provoquaient une nouvelle vague de critiques et de protestations dans le Parti. En mars 1919, à la séance du soir du Conseil des commissaires du peuple, au sujet d'une dépêche annonçant la trahison de certains commandants de l'armée, Lénine me fit passer cette note : « Ne ferions-nous pas mieux de mettre dehors tous les spécialistes et de nommer Lachévitch commandant en chef ? » Je compris aussitôt que les adversaires de la politique du département de la Guerre, et particulièrement Staline, avaient fait pression sur Lénine durant les jours précédents et avaient réussi à lui inculquer certains doutes. J'écrivis ma réponse au dos de sa question : « Enfantin ! » Apparemment cette sèche riposte fit impression. Lénine aimait les formules tranchées. Le jour suivant, avec le rapport de l'état-major dans ma poche, j'allai au bureau de Lénine au Kremlin et lui demandai :

- « — Savez-vous combien nous avons d'officiers tsaristes dans l'armée ?
- Non, je ne sais pas, dit-il, intéressé.
- Approximativement ?
- Je ne sais pas. (Il refusait catégoriquement de dire un chiffre.)
- Pas moins de trente mille ! (Ce simple chiffre le surprit.) Cherchez maintenant le pourcentage de traîtres et de déserteurs parmi eux, et vous verrez qu'il est bien faible. N'oublions pas que nous avons bâti une armée en partant de zéro ; et cette armée croît sans cesse et devient plus forte. »

Quelques jours plus tard, au cours d'un meeting à Petrograd, Lénine fît, en ces termes, le bilan de ses propres doutes sur la question de la politique militaire. « Quand récemment le camarade Trotsky me dit que le nombre des officiers s'élevait à plusieurs dizaines de mille, je compris à quel point nous avons eu raison de nous servir de notre ennemi ; d'obliger les adversaires du communisme à le bâtir, d'apprendre à édifier le communisme avec des briques prises aux capitalistes pour les employer contre eux ; nous n'en avons pas d'autres. »

Les idées arrêtées et le pédantisme nous étaient étrangers. Nous avons recours à toutes sortes de combinaisons et d'expédients dans notre poursuite de succès. Une armée était commandée par un ancien sous-officier avec un général comme chef d'état-major ; une autre était commandée par un ancien général avec un combattant de guérilla comme commandant en second. Une division était commandée par un ancien soldat de deuxième classe, tandis que la division voisine l'était par un colonel d'état-major. Cet « éclectisme » nous était imposé par les circonstances. Cependant, le pourcentage d'officiers instruits exerça une influence extrêmement favorable sur le niveau général du commandement. Les commandants « amateurs » apprirent en cours de route et beaucoup d'eux devinrent des officiers de premier ordre. En 1918, 76 % de l'ensemble du commandement et de l'administration de l'Armée rouge étaient composés d'anciens officiers de l'armée tsariste, et seulement 12,8 % comprenaient les commandants rouges de toute récente promotion, qui naturellement n'occupaient que des positions subalternes. A la fin de la guerre civile, l'état-major du commandement était formé d'ouvriers et de paysans sans autre instruction militaire que celle qu'ils avaient acquise directement sur le champ de bataille, sortis du rang et montant en grade au cours de la guerre civile, d'anciens soldats et de sous-officiers de la vieille armée ; de jeunes commandants qui avaient fait un bref stage dans les écoles militaires soviétiques, et finalement, d'officiers des cadres de l'armée tsariste du temps de guerre. Plus de 43 % des commandants n'avaient pas reçu d'éducation militaire, 13 % étaient d'anciens sous-officiers, 10 % avaient passé par les écoles militaires soviétiques, 34 % étaient des officiers l'armée tsariste.

Dans le corps des anciens officiers qui entrèrent dans l'Armée rouge, il y avait des éléments progressistes qui comprenaient la signification de la nouvelle époque (c'était une petite minorité), une couche plus large était formée d'éléments passifs et peu capables qui ne rejoignaient l'armée que parce qu'ils ne pouvaient pas faire autre chose ; enfin des contre-révolutionnaires actifs qui eux, n'attendaient que le moment favorable pour nous trahir. Les sous-officiers de l'ancienne armée étaient recrutés au moyen d'une mobilisation spéciale. C'est d'eux que nous vinrent un certain nombre de commandants militaires exceptionnels, le plus célèbre d'entre eux étant le sergent-major de cavalerie Siméon Boudienny. Mais eux non plus n'étaient pas trop sûrs, car, avant la Révolution, ces sous-officiers étaient pour la plupart des fils de paysans riches et de la bourgeoisie des villes. Il y eut parmi eux un nombre non négligeable de déserteurs qui jouèrent un rôle actif dans les soulèvements contre-révolutionnaires et dans l'armée blanche. Un commissaire, habituellement un ouvrier bochéviste ayant l'expérience de la guerre mondiale, était attaché à chaque commandant. Notre préoccupation dominante était la préparation d'un corps d'officiers sûrs.

« L'institution des commissaires, déclarai-je quand j'étais à la tête du département de la Guerre, en décembre 1919, doit servir de charpente provisoire. Peu à peu, nous serons capables de l'éliminer. » A cette époque, personne n'aurait pu prévoir que, vingt ans plus tard, l'institution des commissaires serait rétablie, mais cette fois dans un dessein opposé. Les commissaires de la Révolution étaient les représentants d'un prolétariat victorieux surveillant des commandants qui pour la plupart venaient de la bourgeoisie, ceux d'aujourd'hui sont les représentants de la caste bureaucratique chargée de surveiller des officiers qui pour la plupart sortent du rang.

Parmi les officiers, il y en avait beaucoup, peut-être une grande majorité, qui ne savaient plus eux-mêmes où ils en étaient. Les réactionnaires décidés avaient fui au début même, les plus actifs d'entre eux allant vers la périphérie, où les Blancs cherchaient à dresser leur front. Les autres hésitaient, ne pouvaient se résoudre abandonner leur famille et, par inertie, se trouvaient dans les commandements ou l'administration de l'Armée rouge. La conduite ultérieure de beaucoup d'entre eux fut déterminée par la façon dont ils étaient traités. Des commissaires énergiques, sensés, ayant du tact — c'était la minorité, — gagnèrent les officiers immédiatement, ceux-ci, qui, par la force de l'habitude, étaient portés à s'incliner devant les commissaires, étaient surpris par leur résolution, leur audace et leur éducation politique. De telles ententes entre commandants et commissaires étaient souvent durables et de grande stabilité. Quand le commissaire était ignorant, grossier et harcelait le spécialiste militaire, compromettant ainsi son autorité devant les soldats de l'Armée rouge, la cordialité était hors de question, et l'officier hésitant était finalement rejeté vers les ennemis du nouveau régime.

L'atmosphère de Tsaritsyne, avec son désordre administratif, sa mentalité de guérillas, son irrespect du Centre, la grossièreté provocante à l'égard des spécialistes militaires, n'était pas de nature à gagner leurs bonnes dispositions et à faire d'eux des serviteurs loyaux de nouveau régime. Ce serait cependant une erreur de croire que Tsaritsyne n'avait pas de spécialistes militaires. Chacun des commandants improvisés devait avoir auprès de lui un officier connaissant la routine des affaires militaires. Mais la sorte de spécialistes qu'on y trouvait était recrutée parmi la lie des officiers — des hommes ayant perdu toute trace de dignité humaine, hommes sans fierté qui rampaient devant leurs nouveaux maîtres, les flattaient, s'abstenaient de jamais les contredire. Le chef d'état-major de Vorochilov appartenait précisément à ce type de spécialistes. Afin

de promouvoir les commandants qui étaient le plus proches du régime soviétique, on avait procédé à cette mobilisation spéciale des sous-officiers de l'ancienne armée dont il a été parlé plus haut. La plupart d'entre eux avaient gagné leurs galons durant la dernière période de la guerre, de sorte que leurs connaissances en affaires militaires étaient très limitées. Cependant, ces sous-officiers, particulièrement dans l'artillerie et la cavalerie, avaient une excellente compréhension des questions militaires et étaient en fait mieux informés et plus expérimentés que les officiers sous les ordres desquels ils servaient. A cette catégorie appartenaient des hommes comme Boudienny, Bluecher, Dybenko, En général, ils assumaient leur commandement avec bonheur, mais n'étaient pas enclins à tolérer l'autorité d'officiers supérieurs, et pas davantage à reconnaître celle du Parti communiste, ils regimbaient contre sa discipline, mais sympathisaient avec ses buts, spécialement dans le domaine des questions agraires.

Quiconque n'est pas familier avec les faits eux-mêmes et ne peut avoir accès aujourd'hui aux Archives, imaginera difficilement la mesure dans laquelle ces faits et leur caractère ont été déformés. Le monde entier a entendu parler de la défense de Tsaritsyne, du voyage de Staline au front de Perm, et de la discussion sur les syndicats. Ces épisodes forment aujourd'hui les ponts culminants de la chaîne historique des événements, mais ils ont été fabriqués artificiellement. De la quantité extraordinaire de documents enfermés dans les Archives, on en a extrait seulement quelques-uns qui ont servi de prétextes à d'imposants développements historiques. Les œuvres successives de l'historiographie officielle entassent déformations sur exagérations, auxquelles des inventions pures et simples sont ajoutées çà et là. L'effet d'ensemble est le produit d'un arrangement délibéré plutôt que de la vérité historique. En fait, on ne se réfère jamais à des documents. La presse étrangère, même de savants historiens, en sont venus à prendre ces falsifications pour des sources authentiques. Dans divers pays, on peut trouver maintenant des spécialistes en histoire qui connaissent d'infimes détails de la défense de Tsaritsyne ou de la discussion sur les syndicats, mais ignorent totalement des faits infiniment plus importants et significatifs. La falsification a pris les proportions d'une avalanche. Mais on doit trouver étrange que peu de documents et de matériaux authentiques aient été publiés concernant l'activité de Staline au front, généralement durant la période de la guerre civile.

Dans les récits publiés durant les années de la guerre civile, l'histoire de Tsaritsyne était au nombre de celles où le nom de Staline était complètement ignoré. Le rôle qu'il exerça dans la coulisse fut très court ; il n'était connu que d'un petit nombre et n'offrait absolument rien pour de longues dissertations. Dans l'article anniversaire de la dixième armée — celle qui défendit Tsaritsyne — écrit par Ordjonikidzé, vieux camarade de Staline qui lui resta fidèle jusqu'au suicide, Staline n'est pas même mentionné. De même dans beaucoup d'autres articles. Le bolchevik Minine, maire de Tsaritsyne à l'époque et par la suite membre du Comité révolutionnaire de guerre de la dixième armée, écrivit un drame héroïque, en 1925, intitulé *La Ville encerclée*, dans lequel les références à Staline sont si rares que Minine devait finir comme un « ennemi du peuple ». Le pendule de l'histoire dut allonger considérablement sa trajectoire pour que Staline pût être élevé au rôle d'un héros dans l'épopée de Tsaritsyne.

Au cours des dernières années, une tradition s'est imposée qui représente les faits comme si, au printemps de 1918, Tsaritsyne était de grande importance stratégique et que Staline y fut envoyé pour sauver la situation. Ce ne fut rien de ce genre ; il s'agissait uniquement d'une question d'approvisionnement. A une séance du Conseil des commissaires du peuple, le 28 mai 1918, Lénine examine avec Tsourioupa, chargé alors du ravitaillement. les méthodes extraordinaires adoptées pour ravitailler les capi-

tales et les centres industriels. A l'issue de la réunion, Lénine écrivit à Tsourioupa : « Entrez immédiatement en rapport avec Trotsky par téléphone pour l'assurer que le nécessaire sera fait dès demain. » En outre, dans la même communication, Lénine informait Tsourioupa de la décision prise par le Conseil en vertu de laquelle le commissaire Chliapnikov devait immédiatement partir pour le Kouban pour coordonner les services dans le Sud, de façon à assurer le ravitaillement des régions industrielles. Tsourioupa répondit : « Staline est d'accord pour aller dans le Caucase du Nord. Envoyez-le. Il connaît les conditions régionales et il sera utile à Chliapnikov. » Lénine accepta : « Envoyez-les tous les deux aujourd'hui. »

Enfin, comme on le trouve indiqué dans les Œuvres de Lénine, « Staline fut envoyé dans le Caucase du Nord et à Tsaritsyne comme directeur général de l'approvisionnement dans le Sud de la Russie ». Aucune mention de tâche militaire.

Ce qui en pareil cas arrivait à Staline était le lot de beaucoup d'autres dirigeants soviétiques ; on les envoyait dans les provinces pour la collecte du blé. Une fois sur place, il leur arrivait de tomber dans des soulèvements de Blancs. Sur quoi leurs détachements d'approvisionnement se transformaient aussitôt en détachements militaires. Bien des membres des commissariats de l'Education, de l'Agriculture, ou d'autres départements, étaient ainsi aspirés par le maelström de la guerre civile, envoyés dans des régions éloignées, contraints pour ainsi dire de troquer leurs occupations habituelles pour le métier des armes. L. Kaménev, qui, avec Zinoviev, était le moins militaire des membres du Comité central fut envoyé en Ukraine en avril 1919, pour accélérer les opérations de ravitaillement pour Moscou. Il constata que Lougansk avait été encerclé et que le danger menaçait le bassin du Don tout entier ; de plus, la situation dans l'Ukraine récemment libérée devenait nettement moins favorable. Exactement comme ç'avait été le cas pour Staline à Tsaritsyne, Kaménev, en Ukraine, se trouva pris dans des opérations militaires. Lénine lui télégraphia : « Absolument nécessaire que vous, personnellement, ne vous borniez pas aux tâches d'inspection, mais que vous, vous-même, dirigiez des renforts sur Lougansk et dans le bassin du Don, sinon il est hors de doute que la catastrophe sera terrible et à peine réparable ; nous serons en danger mortel si nous ne libérons pas le bassin du Don très rapidement. » C'était le style ordinaire de Lénine en ces jours-là. Sur la base de telles citations, il serait possible de prouver que Lénine considérait que le destin de la Révolution russe dépendait de l'activité militaire de Kaménev dans le Sud. A différentes époques, le même Kaménev joua un rôle éminent sur divers fronts.

Sous un régime de concentration totalitaire de tous les moyens de propagande orale et écrite, il est possible créer une légende pour une ville aussi bien que pour un homme. Aujourd'hui, beaucoup d'épisodes de la guerre civile sont oubliés. On se souvient à peine des villes où Staline ne joua aucun rôle, tandis que le seul nom de Tsaritsyne a été investi d'une signification mystique. Pour interpréter correctement les faits de la guerre civile, il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit que notre position centrale et la disposition de l'ennemi au bord d'un grand cercle nous permettaient de manœuvrer sur les lignes intérieures et ramenait notre stratégie à une idée simple : la liquidation consécutive des fronts selon leur importance relative. Dans cette guerre extrêmement mobile, certaines régions du pays prenaient à des moments donnés une signification exceptionnelle qu'elle pouvait perdre ensuite. Cependant, la lutte pour Tsaritsyne ne put jamais atteindre la même signification que, par exemple, celle pour Kazan, où s'ouvrait la route vers Moscou, ou la lutte pour Orel, d'où on pouvait atteindre Moscou par Toula, ou la lutte pour Petrograd, dont la perte eût été un coup terrible en lui-même et aurait ouvert la route vers Moscou par le Nord. De plus, malgré



les assertions des historiens d'aujourd'hui, selon lesquelles Tsaritsyne « fut l'embryon de l'Ecole de guerre où les cadres de commandants pour d'autres fronts furent créés, commandants qui aujourd'hui sont à la tête des unités fondamentales de l'armée », la vérité est que la plupart des organisateurs capables et des chefs de l'armée ne vinrent pas de Tsaritsyne. Et je ne fais pas allusion ici seulement aux figures centrales, comme Skliansky, le véritable Carnot de l'Armée rouge ; ou Frounzé, chef militaire de grand talent qui fut mis plus tard à la tête de l'Armée rouge ; ou Toukhatchevsky, futur réorganisateur de l'armée ; Légorov, futur chef d'état-major ; ou Iakir, ou Ouborévitch, ou Kork, mais à beaucoup, beaucoup d'autres. Chacun d'eux fut instruit et formé dans d'autres armées et sur d'autres fronts. Tous jugeaient très sévèrement Tsaritsyne, sa prétentieuse ignorance, son chantage permanent ; sur leurs lèvres le mot même « tsaritsyniste » prenait un sens péjoratif.

Le 23 mai 1918, Sergo Ordjonikidzé télégraphiait à Lénine : « La situation ici est mauvaise. Il faut prendre des mesures énergiques... les camarades locaux sont trop mous. Tout désir de les aider est considéré comme une intervention dans leurs propres affaires. Six trains de grain prêts à partir pour Moscou restent en gare... Je répète qu'il faut prendre les mesures les plus énergiques. »

Staline arriva à Tsaritsyne en juin 1918, avec un détachement de gardes rouges, deux trains blindés, et des pouvoirs illimités, pour assurer le ravitaillement des centres industriels affamés. Immédiatement après son arrivée, plusieurs régiments de Cosaques entourèrent Tsaritsyne. Les Cosaques des villages du Don et du Kouban s'étaient soulevés contre le gouvernement soviétique. L'Armée blanche qui opérait à travers les steppes du Kouban avait grandi en force. L'armée du Soviet du Caucase du Nord — unique grenier de la République soviétique à l'époque — avait beaucoup souffert sous ses coups.

On ne pensait pas que Staline resterait, à Tsaritsyne. Sa tâche était d'organiser l'envoi d'approvisionnements à Moscou et de se rendre ensuite au Caucase. Mais une semaine après son arrivée à Tsaritsyne, le 13 juin, il informait, par dépêche, que la situation « a brusquement changé, du fait qu'un détachement de Cosaques a enfoncé nos forces sur un point, à quelque quarante verstes de Tsaritsyne ». D'après son télégramme, il était clair que Lénine comptait qu'il irait à Novorossiisk surveiller le développement de la situation résultant du sabotage de la flotte de la mer Noire. Pendant les deux semaines suivantes, on pensait toujours que Staline irait à Novorossiisk. Dans son discours du 28 juin 1918, à la quatrième conférence des syndicats et comités d'usines de Moscou, Lénine déclara :

« Camarades, je répondrai maintenant à la question concernant la flotte de la mer Noire. Le camarade Raskolnikov viendra ici lui-même et vous dira pourquoi il a insisté pour que nous décidions de détruire la flotte plutôt que de permettre aux troupes allemandes de l'employer contre Novorossiisk. Telle était la situation, et les commissaires du peuple, Staline, Chliapnikov et Raskolnikov seront bientôt à Moscou et vous feront un récit circonstancié des événements. »

Cependant, au lieu d'aller au Caucase ou à Novorossiisk, Staline resta à Tsaritsyne jusqu'au moment où la ville fut entourée, en juillet, par les Blancs.

Staline avait escompté peu de trouble, et beaucoup de gloire de l'expédition de millions de quintaux de céréales à Moscou et autres centres. Mais tout ce qu'il réussit à envoyer, malgré sa brutalité coutumière, fut un chargement de trois chalands auxquels il fait allusion dans son télégramme du 26 juin. En eût-il envoyé davantage, d'autres télégrammes auraient été publiés et commentés il y a longtemps. Au contraire,

on trouve des aveux bien involontaires de sa faillite comme collecteur de grain dans ses propres rapports, confirmés le 4 août par sa déclaration qu'il était vain d'espérer d'autres envois de vivres de Tsaritsyne. Incapable de tenir sa promesse fanfaronne de ravitailler le Centre, Staline passa du « front du ravitaillement » au « front militaire ». Il devint dictateur de Tsaritsyne et du front du Caucase septentrional. Il disposait de pouvoirs extrêmement larges, et pratiquement illimités, comme représentant du Parti et du gouvernement. Il avait le droit de procéder à une mobilisation locale, de réquisitionner des propriétés, de militariser les usines, d'arrêter et de juger, de nommer et de révoquer. Staline exerçait l'autorité d'une main lourde. Tous les efforts étaient concentrés sur la tâche de la défense. Toutes les organisations locales, ouvrières et du Parti étaient mobilisées, recevaient des renforts ; les guérillas de maraudeurs étaient équipées. Toute la vie de la cité fut soudainement soumise à une dictature impitoyable. « Dans les rues et à chaque carrefour, il y avait des patrouilles de l'Armée rouge, écrit Tarassov-Rodionov et, au milieu de la Volga, à l'ancre, élevant sa masse noire au-dessus des eaux, était un grand bateau qu'un policier lorgnait de côté, murmurant mystérieusement aux petites vieilles qui se trouvaient sur le quai : « C'est la Tchéka ! » Mais ce n'était pas la Tchéka, c'était seulement sa prison flottante. La Tchéka logeait dans le centre de la ville, à côté du quartier général de l'armée. Elle travaillait... à toute vapeur. Pas un jour ne passait sans apporter la révélation de toutes sortes de conspirations ourdies dans ce qui semblait être les endroits les plus sûrs et les plus respectables. »

Le 7 juillet, environ un mois après son arrivée à Tsaritsyne, Staline écrivait à Lénine :

« La ligne sud de Tsaritsyne n'a pas encore été rétablie ; je secoue tout le monde et j'espère qu'elle le sera bientôt. Vous pouvez être sûr que je n'épargnerai personne, ni moi ni les autres. Mais nous aurons le grain. Si nos « spécialistes » militaires (les save-tiers !) ne dormaient pas, la ligne n'aurait pas été rompue et si elle est rétablie ce ne sera pas grâce aux militaires, mais malgré eux. »

Le 11 juillet, Staline télégraphiait de nouveau à Lénine :

« La situation est compliquée du fait que l'état-major de la région militaire nord-caucasienne a été entièrement incapable de s'adapter aux conditions de la lutte contre la contre-révolution. Ce n'est pas seulement que nos spécialistes sont psychologiquement incapables de se battre résolument avec la contre-révolution. mais aussi parce que, étant hommes d'état-major qui ne savent que faire des plans, ils sont entièrement indifférents aux opérations sur le terrain... et se considèrent généralement comme des observateurs... je ne pense pas avoir le droit de rester indifférent devant cela, alors que le front de Kalédine a été coupé des lieux d'approvisionnement, et le Nord, de la région du blé. Je continuerai à corriger ces insuffisances et beaucoup d'autres, chaque fois que j'en constaterai, je vais prendre un certain nombre de mesures et continuerai à le faire, même si je dois déplacer tous les commandants qui nous sont hostiles, malgré les difficultés de règlements que je briserai quand ce sera nécessaire. Qu'il soit bien entendu que je prends toute responsabilité devant les plus hautes institutions. »

[Le 4 août, Staline écrivait de Tsaritsyne « à Lénine, Trotsky et Tsourioupa » : ]

La situation dans le Sud n'est pas des meilleures. Le comité de guerre a reçu un héritage d'extrême désordre dû en partie à l'inertie du précédent chef militaire, et en partie à la conspiration de personnes placées par ce chef militaire dans les divers départements de la région. Nous avons tout à reprendre... Nous avons supprimé ce que j'appellerai l'ancien état de choses criminel, et après cela seulement nous avançâmes...

De telles communications venaient en ces jours de toutes les parties du pays,

parce que le chaos était partout. Ce qui peut surprendre, ce sont les mots l'« héritage d'extrême désordre ». Les régions militaires avaient été établies en avril et elles avaient à peine abordé leurs tâches, il était donc au moins prématuré de parler d'un « héritage d'extrême désordre ».

La tâche d'assurer le ravitaillement sur une grande échelle était pratiquement insoluble à cause de la situation militaire. « Les contacts avec le Sud et avec ses approvisionnements sont rompus, écrit Staline le 4 août, et la région de Tsaritsyne elle-même, qui relie le Centre au Caucase septentrional, est coupée à son tour, ou pratiquement coupée du Centre. » Staline voyait la cause de l'extrême aggravation de la situation militaire, d'une part dans le retournement du paysan cossu, « qui s'est battu en Octobre pour le gouvernement soviétique et est maintenant contre lui (il hait de tout son cœur le monopole du grain, les prix imposés, la réquisition) ; d'autre part, dans la pauvre condition de nos troupes... Il faut dire que jusqu'au moment où nous aurons rétabli le contact avec le Caucase septentrional nous ne devons pas compter... sur le secteur de Tsaritsyne pour notre ravitaillement ».

L'installation de Staline dans les fonctions de dirigeant de toutes les forces militaires au front avait été confirmée par Moscou. Le télégramme du Comité révolutionnaire de guerre — portant la mention qu'il était envoyé d'accord avec Lénine — déléguait expressément Staline « pour rétablir l'ordre, unir les détachements en formation régulière, créer un commandement adéquat après avoir expulsé tous les coupables d'insubordination ». Ainsi les pouvoirs donnés à Staline étaient signés et, pour autant que j'en puisse juger d'après le texte, avaient même été formulés par moi. Notre tâche commune à cette époque était de subordonner les provinces au Centre, d'instaurer une discipline, et de mettre les diverses unités de volontaires et de guérillas sous l'autorité de l'armée au front. Malheureusement l'activité de Staline à Tsaritsyne prit une tout autre direction. J'ignorais alors que Staline avait écrit sur un de mes télégrammes : « N'en pas tenir compte », puisqu'il n'avait pas eu assez de courage pour porter l'affaire devant le Centre. Mon impression était que Staline ne luttait pas assez résolument contre les habitudes locales, les guérillas, et l'insubordination générale de la région. Je l'accusais d'être trop complaisant envers la politique erronée de Vorochilov et autres, mais il n'entrait jamais dans ma tête que c'était lui le véritable instigateur de cette politique. Ceci ne devint évident que plus tard, d'après ses propres télégrammes, par l'aveu de Vorochilov et d'autres.

Staline passa plusieurs mois à Tsaritsyne. Son travail sournois contre moi, qui était déjà une partie essentielle de son activité, alla de pair avec l'opposition vulgaire de Vorochilov, qui était son associé le plus proche. Staline se comporta de façon à pouvoir à tout moment se dégager, sans laisser de traces de ses manœuvres. Lénine connaissait Staline mieux que moi et, apparemment, pouvait soupçonner que l'obstination des « tsaritsinistes » pût s'expliquer par l'activité de Staline dans la coulisse. Je résolus de faire situation nette. Après un nouveau heurt avec le commandement là-bas je décidai de rappeler Staline. Sverdlov se chargea lui-même de notifier ma décision à l'intéressé. Lénine voulait réduire le conflit au minimum, en quoi il avait raison.

A cette époque, tandis que l'Armée rouge avait déjà remporté de grandes victoires sur le front oriental, et presque complètement dégagé la Volga, les choses continuaient à aller mal dans le Sud, où le chaos était partout parce que les ordres n'étaient pas obéis. Le 5 octobre, à Kozlov, je signai un décret concernant l'unification de toutes les armées et de tous les groupes du front du Sud, sous le commandement du Comité révolutionnaire de guerre du front du Sud, composé de l'ex-général Sytine et de trois bolcheviks : Chliapnikov, Mekhonochine et Lazimir : « Tous les ordres et instructions

du Comité doivent être exécutés immédiatement et sans conditions.» Ceux qui ne s'y conformeraient pas étaient menacés de punitions sévères. Puis je télégraphiai à Lénine :

J'insiste catégoriquement sur le rappel de Staline. Les choses vont mal sur le front de Tsaritsyne en dépit de forces surabondantes. Vorochilov est capable de commander un régiment, mais pas une armée de 50 000 hommes. Cependant, je le laisserai au commandement de la 10<sup>e</sup> armée, à Tsaritsyne, à condition qu'il se mette sous les ordres du commandant de l'armée du Sud, Sytine. Jusqu'ici Tsaritsyne n'a pas même envoyé de rapport sur les opérations à Kozlov. J'ai demandé que des rapports sur les reconnaissances et les opérations fussent envoyés deux fois par jour. Si cela n'est pas fait demain, j'enverrai Vorochilov et Minine devant une cour martiale et ma décision sera publiée dans les Décrets de l'Armée. D'après les règlements du Comité révolutionnaire de guerre, Staline et Minine, aussi longtemps qu'ils restent à Tsaritsyne, ne sont rien de plus que des membres du Comité révolutionnaire de la 10<sup>e</sup> armée. Nous n'avons qu'un court temps devant nous pour prendre l'offensive avant les boues de l'automne, quand les routes deviendront impraticables pour l'infanterie et les troupes montées. Aucune action ne sera possible sans coordination avec Tsaritsyne. Il n'y a pas de temps à perdre en négociations diplomatiques. Tsaritsyne doit se soumettre ou accepter les conséquences. Nous y avons une supériorité de forces colossale, mais une complète anarchie règne au sommet. Je peux la faire cesser dans les vingt-quatre heures, à condition que j'aie votre appui ferme et nettement exprimé. C'est là en tout cas la seule solution que je puisse envisager.

[Autre dépêche à Lénine, le jour suivant : ]

« Je viens de recevoir ce télégramme : La décision militaire n°118 prise par Staline doit être annulée. J'ai donné des instructions complètes au commandant du front du Sud, Sytine. Les activités de Staline sapent tous mes plans. — Vatsétis, commandant en chef, Danichevsky, membre du Comité révolutionnaire de guerre. »

[Staline fut rappelé de Tsaritsyne dans la seconde moitié d'octobre.] Voici ce qu'il écrivit alors dans la Pravda (30 octobre 1918) :

« L'ennemi a dirigé sa plus puissante attaque contre Tsaritsyne. Cela se comprend puisque la capture de cette ville et la rupture des communications avec le Sud assureraient à l'ennemi l'accomplissement de toutes ses tâches. Elle permettrait d'unir les contre-révolutionnaires du Don aux couches supérieures des Cosaques de l'Astrakan et aux armées de l'Oural, créant ainsi un front uni de la contre-révolution du Don aux Tchéco-Slovaques<sup>[9]</sup>. Elle donnerait le Sud et la Caspienne aux contre-révolutionnaires, intérieurement et extérieurement. Elle laisserait les troupes soviétiques du Caucase septentrional dans un complet abandon. »

Staline « confessait »-il qu'il était coupable d'avoir aggravé la situation par ses intrigues et son insubordination ? A peine. Cependant, en rentrant à Moscou, Sverdlov me questionna prudemment sur mes intentions et me proposa d'avoir une conversation avec Staline, qui s'engagea aussitôt, dans le train même : « Voulez-vous vraiment les révoquer tous ? me demanda Staline sur un ton de subordination exagérée. Ce sont de braves gars. — Ces braves gars ruineraient la Révolution, qui n'a pas le moyen d'attendre qu'ils aient assez grandi, répondis-je. Tout ce que je veux, c'est replacer Tsaritsyne en Russie soviétique. »

9 — Les agents des Alliés avaient provoqué le soulèvement du corps de Tchéco-Slovaques, ex-prisonniers de guerre, dont le gouvernement soviétique avait autorisé la formation en vue de son rapatriement par la Sibérie. Voir *Ma Vie*, Gallimard, Folio, 1973, chap. XXXIII, p. 467. (N.d.T.)



Par la suite, chaque fois qu'il m'arriva de bousculer des préférences personnelles, des amitiés ou des vanités, Staline s'empessa de rassembler tous ceux sur les pieds de qui je pouvais avoir occasionnellement marché. Il avait tout son temps pour cela puisqu'il ne poursuivait que des fins personnelles. Les dirigeants incapables de Tsaritsyne devinrent dès cette époque ses principaux instruments. A peine Lénine était-il tombé malade que Staline intriguait, mobilisant ses valets, pour que Tsaritsyne devint Stalingrad.

Après avoir visité le front du Sud, y compris Tsaritsyne, je déclarais au sixième congrès des Soviets, le 9 novembre 1918 : « Les militants soviétiques n'ont pas encore tous compris que notre administration a été centralisée et que toutes les décisions du Centre doivent être obéies... Nous serons impitoyables pour ceux qui s'obstineront à ne pas comprendre, nous les déplacerons, nous les mettrons hors de nos rangs, et quand il le faudra nous les châtierons. » Ceci visait Staline bien plus encore que Vorochilov, contre qui ces mots étaient ostensiblement dirigés. Staline, qui était présent au congrès, ne broncha pas. Il était resté silencieux à la séance précédente du Bureau politique, ne pouvant défendre sa conduite ouvertement. Les ressentiments qu'il tenait en réserve s'en accroissaient d'autant. C'est dans ces jours, après son rappel de Tsaritsyne, que, mû par l'esprit de vengeance, il écrivit son article sur le premier anniversaire de la Révolution. Le but de ce article était avant tout de porter atteinte à mon prestige en dressant contre moi l'autorité du Comité central. Dans cet article, dicté par une colère rentrée, Staline était cependant contraint d'écrire :

« Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection s'effectua sous la direction immédiate du président du Soviet de Petrograd, le camarade Trotsky. On peut dire avec certitude que le passage rapide de la garnison du côté du Soviet, et l'exécution audacieuse du travail du Comité révolutionnaire militaire, le Parti les doit principalement et avant tout au camarade Trotsky. »

Le 30 novembre, sur la proposition du commissariat de la Guerre, le Comité exécutif central panrusse, qui avait antérieurement proclamé la République des soviets, « camp militaire », vota une résolution demandant la convocation du Conseil de la défense, composé de Lénine, Trotsky, Krassine, alors commissaire aux voies de communication, et le président du Comité exécutif, Sverdlov. D'accord avec Lénine, je proposai que Staline fût inclus. Lénine était désireux de donner quelque satisfaction à Staline au lendemain de son rappel de Tsaritsyne, de mon côté, je voulais comme toujours donner à Staline l'occasion de formuler ouvertement ses critiques et propositions, au lieu d'intriguer contre le département de la Guerre. La première séance du Conseil, où l'on fixa les tâches générales, eut lieu dans la journée du 1<sup>er</sup> décembre. La direction du travail, aussi bien pour les détails que pour les importants problèmes, était concentrée entre les mains de Lénine. Staline fut chargé d'écrire une thèse sur la lutte contre le régionalisme, et une autre sur les moyens de se défendre contre la bureaucratie. Il n'y a pas la moindre trace qu'aucune de ces thèses ait jamais été soumise au Conseil. De plus, pour éviter toute perte de temps, il fut décidé que « les décrets de la commission désignée par le Conseil, signés par Lénine, Staline et le représentant du département intéressé, auraient force de décret du Conseil lui-même ». En tant que Staline était concerné, il n'y eut là pour lui qu'un titre de plus, mais aucun travail réel.

[Malgré ces concessions, Staline n'en continua pas moins à appuyer secrètement l'opposition de Tsaritsyne, annulant ainsi les efforts du département de la Guerre pour imposer l'ordre et la discipline dans ce secteur. A Tsaritsyne, son principal instrument restait Vorochilov ; à Moscou, Staline exerçait toute la pression qu'il pouvait sur Lénine. Il devint donc nécessaire d'envoyer le télégramme suivant, de Koursk, le 14 décembre : ]

Au président du Conseil des commissaires du peuple, Lénine.

La question du rappel d'Okoulov ne peut être tranchée isolément. Okoulov fut nommé pour contre-balancer Vorochilov, et comme garantie que les ordres militaires seraient obéis. Il est impossible de garder Vorochilov alors qu'il a empêché toutes les tentatives de compromis. Tsaritsyne doit avoir un nouveau comité révolutionnaire de guerre, avec un nouveau commandant, et Vorochilov doit aller en Ukraine.

Le président du Comité révolutionnaire de guerre de la République,  
Trotsky.

[Vorochilov fut alors envoyé en Ukraine. La capacité combattante de la dixième armée augmenta considérablement. Non seulement le nouveau commandant mais le successeur de Staline au Comité de guerre, Chliapnikov, se montrèrent incomparablement plus efficaces et la situation militaire à Tsaritsyne s'améliora rapidement.]

[Plusieurs jours après la mutation de Vorochilov, Staline eut une autre occasion d'aller au front, cette fois pour deux semaines. Il l'utilisa pour organiser une nouvelle machination contre Trotsky. L'incident commença par un échange de télégrammes entre Lénine et Trotsky : ]

## I

Télégramme chiffré au camarade Trotsky à Koursk :

Moscou, 13 décembre 1918.

Nouvelles extrêmement alarmantes de la région de Perm. Elle est en danger. Je crains que nous ayons oublié l'Oural. Les renforcements vers Perm et l'Oural ont-ils été envoyés avec une énergie suffisante ? Lachévitch a dit à Zinoviev que seules des unités ayant déjà combattu devraient être envoyées.

Lénine.

## II

A Trotsky, à Kozlov.

Moscou, 31 décembre 1918.

Plusieurs rapports du Parti venant de la région de Perm sur la condition catastrophique de l'armée et sur l'ivrognerie. Je vous les envoie. On demande que vous veniez. On pourrait, je pense, envoyer Staline. Je crains que Smilga ne soit trop doux avec Lachévitch, qui, dit-on, boit lui aussi et est incapable de rétablir l'ordre. Télégraphiez votre opinion.

Lénine.

## III

Par fil direct à Moscou, chiffré, pour le président du Conseil des commissaires du peuple, Lénine.

Voronège, 1<sup>er</sup> janvier 1919.

Des rapports des opérations de la troisième armée, je tirais la conclusion que la direction là-bas est en grand désarroi et proposais un changement de commandement. La décision fut ajournée. Je pense maintenant qu'elle doit être appliquée sans délai.

Je partage complètement votre appréciation concernant l'excessive timidité du camarade envoyé là-bas. Je suis d'accord sur l'envoi de Staline avec des pouvoirs à

la fois du Parti et du Comité révolutionnaire de guerre pour restaurer l'ordre, épurer l'équipe de commissaires et punir sévèrement les coupables. Le nouveau commandant sera désigné après accord avec Serpoukhov. Je propose que Lachévitch soit nommé membre du Comité révolutionnaire de guerre du front septentrional, où nous n'avons pas un militant du Parti, or, ce front peut acquérir bientôt la plus grande signification.

Trotsky, Président du Comité révolutionnaire de guerre.

L'affaire fut alors portée devant le Comité central qui décida : « De nommer une commission d'enquête comprenant Staline et Dzerjinsky pour procéder à une investigation sur la reddition de Perm et les défaites récentes sur le front de l'Oural, et aussi pour élucider les circonstances entourant ces faits. »

[Dans le même temps, en Ukraine, Vorochilov utilisant ses prérogatives politiques et sa situation de commandant d'armée, continuait à contrecarrer les spécialistes militaires, paralysait le travail d'état-major et s'ingérait dans les directives du quartier général. Il devint nécessaire de télégraphier : ]

A Moscou.

Au président du Comité exécutif central, Sverdlov.

Je dois déclarer catégoriquement que la politique de Tsaritsyne qui a abouti à la désintégration complète de l'armée de Tsaritsyne ne peut pas être tolérée en Ukraine... Okoulov part pour Moscou. Je propose que vous et le camarade Lénine accordiez la plus grande attention à son rapport sur le travail de Vorochilov. L'attitude de Staline, Vorochilov et Roukhimovitch signifie la ruine de tout ce que nous entreprenons.

Trotsky.

Lénine estimait nécessaire que j'arrive à un compromis avec Staline :

Staline aimerait beaucoup travailler sur le front du Sud, m'écrivait-il. Il espère que, sur place, il réussira à vous convaincre de la justesse de ses vues... En vous communiquant ces déclarations de Staline, je vous prie de les examiner sérieusement et de me répondre : d'abord si vous acceptez que Staline discute la question avec vous, et en second lieu si vous estimez possible, sur la base de certaines conditions concrètes, de régler le conflit précédent et de prendre les dispositions nécessaires pour que vous puissiez travailler ensemble, ce qui est le plus vif désir de Staline. Quant à moi, je pense qu'il est nécessaire de faire tous nos efforts pour aboutir à un travail commun avec Staline.

Lénine.

Cette lettre avait été écrite évidemment sur l'insistance de Staline. Staline cherchait l'accord, la conciliation, pour de nouvelles tâches militaires, même au prix d'une capitulation temporaire et sans sincérité. Le front l'attirait, parce que c'est là que pour la première fois il pouvait travailler avec le plus achevé de tous les appareils administratifs, l'appareil militaire. En tant que membre du Comité révolutionnaire de guerre appartenant au Comité central du Parti, il était inévitablement la figure dominante dans chaque comité de guerre, dans chaque armée, sur chaque front. Quand d'autres hésitaient, il décidait. Il pouvait commander, et chacune de ses décisions était suivie d'une exécution pratiquement automatique — à la différence de ce qui se

passait au commissariat des nationalités, où, comme nous l'avons vu, il devait fuir ses antagonistes et aller se cacher dans la cuisine du commandant.

Le 11 janvier, je répondais à Lénine :

Un compromis est naturellement nécessaire, mais pas un compromis pourri. Le centre de la question est que tous les tsaritsynistes sont maintenant rassemblés à Kharkov. Vous pouvez vous imaginer ce qu'ils sont d'après le rapport d'Okoulov — qui relate uniquement des faits indéniables — et les rapports des commissaires. Je considère le patronage de la tendance de Tsaritsyne par Staline comme une plaie dangereuse, pire que n'importe quelle trahison de spécialistes militaires... Roukhimovitch n'est qu'un autre nom pour Vorochilov. Dans un mois, nous aurons encore devant nous la question de Tsaritsyne, seulement, cette fois nous n'aurons pas seulement les Cosaques contre nous, mais les Anglais et les Français. Roukhimovitch n'est pas un cas isolé. Ils sont soudés fermement l'un à l'autre, portant l'ignorance à la hauteur d'un principe. Vorochilov + les guérillas ukrainiennes + le bas niveau culturel de la population + la démagogie — nous ne pouvons pas tolérer cela, en aucun cas. Qu'on nomme Artem, mais ni Vorochilov ni Roukhimovitch... Une fois de plus j'insiste pour un sérieux examen du rapport d'Okoulov sur l'armée de Tsaritsyne, et comment Vorochilov la démoralisa avec la coopération de Staline.

4 février 1919.

Sur la première période du séjour de Staline au front du Sud, rien n'a été publié. Le fait est qu'elle ne dura pas longtemps et finit tristement pour lui. C'est grand dommage que je ne puisse m'appuyer sur aucun document pour compléter mes souvenirs de cet épisode, car il ne laissa aucune trace dans mes archives personnelles. Les archives officielles sont naturellement restées au commissariat de la Guerre.

Au Comité révolutionnaire de guerre du front du Sud, avec Iégorov au commandement, se trouvaient Staline et Berzine (ce dernier se consacra entièrement par la suite au travail militaire et joua un rôle éminent sinon de premier plan dans les opérations militaires de la guerre civile espagnole). Un soir — je regrette de ne pouvoir donner la date exacte — Berzine m'appela au téléphone et me demanda s'il était « obligé de signer un ordre du commandant du front, Iégorov ». Selon le règlement, la signature du commissaire ou du membre politique du comité de guerre sur un ordre d'opérations signifiait simplement que cet ordre n'avait pas une signification contre-révolutionnaire cachée. Quant au caractère militaire de l'ordre, il restait entièrement sous la responsabilité du commandant. Dans ce cas particulier, il s'agissait uniquement de passer un ordre du commandant en chef et de l'expliquer à l'armée sous son commandement. Staline affirmait que l'ordre de Iégorov n'était pas régulier et qu'il ne le signerait pas. Après ce refus d'un membre du Comité central, Berzine n'osait plus apposer sa signature. Mais un ordre signé du commandant seul était sans force.

Quel argument avançait Staline pour ne pas signer ? Aucun ; il disait simplement qu'il ne signerait pas. Il lui aurait été tout à fait possible de m'interroger et de me donner ses raisons, ou, s'il préférait, de communiquer avec Lénine. Mais, exactement comme à Tsaritsyne, Staline aimait mieux agir autrement. Il refusait de signer pour étaler son importance devant ses collaborateurs et ses subordonnés. Je répondis à Berzine : « L'ordre du commandant en chef certifié par un commissaire est obligatoire pour vous. Signez immédiatement ; autrement vous aurez à vous expliquer devant un tribunal. »

Mais ce n'était pas fini, l'affaire vint devant le Bureau politique. Lénine dit, non



sans embarras : « Que pouvons-nous faire ? Staline est encore une fois pris sur le fait. » On décida de rappeler Staline du front du Sud. C'était son second échec important. Je me souviens qu'il revint penaud, mais apparemment sans rancune. Au contraire, il dit même qu'il avait achevé sa tâche et qu'il désirait attirer notre attention sur les relations anormales existant entre le commandant en chef et le commandant du front, car, bien que l'ordre du commandant en chef ne contînt rien qui pût faire naître la suspicion, il avait été pris sans enquête préalable sur l'opinion du front du Sud, ce qui était une faute. C'est cela qui avait motivé sa protestation. Il avait l'air pleinement satisfait de lui-même. Mon impression fut qu'il avait visé trop haut, et que, pris au piège d'une vantardise inconsidérée, il avait été incapable de s'en tirer. En tout cas, il était parfaitement évident qu'il faisait tout son possible pour couvrir ses traces et laisser croire que rien ne s'était passé. [Pour l'aider à sortir de cette mauvaise passe, il fut alors proposé, probablement sur l'initiative de Lénine, de le muter sur le front du Sud-Ouest. Mais il répondit : ]

Au Comité central du Parti.

Aux camarades Lénine et Trotsky.

C'est ma profonde conviction qu'aucun changement dans la situation ne pourrait être effectué par ma présence au front.

4 février 1919.

L'opposition militaire comprenait deux groupes. D'une part, de nombreux militants qui, ayant lutté dans la clandestinité, regardaient d'un mauvais œil les parvenus de toutes sortes — et il n'en manquait pas dans les postes importants. Mais il y avait aussi beaucoup d'ouvriers avancés, éléments combattifs disposant d'une fraîche réserve d'énergie, que l'appréhension alarmait quand ils voyaient des ingénieurs, des officiers, des professeurs d'hier, une fois encore aux postes de commandement. Cette opposition ouvrière reflétait, en dernière analyse, un manque de confiance en sa propre capacité, et le doute que la nouvelle classe qui venait de prendre le pouvoir fût capable de dominer et de contrôler les larges cercles de la vieille intelligentsia.

Durant la première période, quand la Révolution s'étendait des centres industriels vers la périphérie, des détachements armés étaient organisés avec des ouvriers, des marins et d'anciens soldats pour instaurer le régime soviétique dans les diverses régions. Ces détachements étaient fréquemment engagés dans de petites guerres ; jouissant de la sympathie des populations, ils remportaient de faciles victoires. Ils en reçurent une certaine exaltation et leurs chefs une certaine autorité. Mais n'y avait pas de liaison réelle entre ces détachements leurs tactiques avaient le caractère d'incursions, guérillas et, pour un temps, c'était suffisant. Mais les classes privilégiées renversées, encouragées et aidées par leurs protecteurs étrangers, commencèrent à organiser leurs propres armées. Bien équipées et bien commandées, elles passèrent à l'offensive. Habitues à vaincre facilement, les détachements de guérillas montrèrent leurs insuffisances ; ils n'avaient pas de services de renseignements, pas de liaison entre eux ; ils n'étaient pas non plus capables d'exécuter une manœuvre compliquée. Par suite — à des époques variées et dans diverses parties du pays — les guérillas subirent des désastres.

Ce n'était pas une tâche facile d'englober ces détachements isolés dans un système centralisé. La capacité militaire de leurs commandants n'était pas grande et ils étaient hostiles aux anciens officiers, en partie parce que ces derniers ne leur inspiraient pas confiance, et en partie par manque de confiance en eux-mêmes. Encore en juillet 1918, au cinquième congrès des Soviets, les socialistes-révolutionnaires de

gauche insistaient pour que notre défense restât basée sur les détachements des guérillas, disant que nous n'avions pas besoin d'une armée centralisée. « Ceci équivaut à dire, leur répondis-je, que nous n'avons pas besoin de chemins de fer et que nous pouvons nous contenter des chariots à chevaux pour les transports. »

Nos fronts avaient une tendance à former un cercle de 8 000 kilomètres de circonférence. Nos ennemis établissaient une base sur la périphérie, recevaient des renforts de l'étranger et lançaient une attaque dans la direction du centre. L'avantage de notre situation consistait en ceci, que nous occupions une position centrale et opérions sur des lignes intérieures. Aussitôt que l'ennemi précisait la direction de son attaque, nous étions capables de nous préparer pour la contre-attaque. Nous pouvions grouper nos forces et les masser pour l'offensive dans les plus importantes directions à chaque moment donné. Mais cet avantage ne nous était acquis qu'à la seule condition d'une complète centralisation de l'organisation et du commandement. Afin de sacrifier temporairement certains secteurs peu importants ou trop éloignés pour en sauver d'autres plus proches et plus importants, nous devions être à même de donner les ordres qui dussent être obéis sans discussions préalables. Tout ceci est trop élémentaire pour qu'il soit nécessaire d'insister. L'incompréhension à laquelle on se heurtait était due à ces tendances centrifuges que la Révolution avait éveillées, au provincialisme des vastes étendues de communautés isolées, à l'esprit élémentaire d'indépendance qui n'avait pas encore eu le temps ou la possibilité de mûrir. Qu'il suffise de dire qu'au début, non seulement des provinces, mais même des régions avaient chacune son propre conseil de commissaires du peuple, avec son propre commissaire à la guerre. Les succès de l'organisation régulière amenèrent ces détachements dispersés à s'adapter à certaines normes et conditions, à se consolider en régiments et divisions. Mais l'esprit et la méthode, bien souvent n'avaient pas changé. Un chef de division peu sûr de lui était très indulgent pour ses colonels. Vorochilov, comme commandant d'armée, était très coulant avec ses divisionnaires. Mais d'autant plus vindicative était leur attitude à l'égard du Centre, qui n'était pas satisfait de leur transformation extérieure de détachements de guérillas en régiments et divisions, mais insistait sur les exigences fondamentales de l'organisation militaire. Dans une discussion avec un partisan des guérillas, j'écrivais en janvier 1919 :

Dans une de nos armées, il n'y a pas longtemps encore, on considérait comme une marque du plus haut révolutionnarisme de ricaner vulgairement et stupidement devant les « spécialistes militaires », c'est-à-dire ceux qui avaient étudié dans les écoles militaires ; et dans cette même armée aucun travail politique n'était fait : l'attitude générale y était non moins hostile, peut-être davantage envers les commissaires communistes qu'à l'égard des spécialistes. Qui avait provoqué cette hostilité ? La pire sorte de nouveaux commandants : les ignorants, mi-guérillas, mi-hommes de parti, qui ne voulaient avoir personne autour d'eux, que ce soient des militants du Parti ou des travailleurs militaires sérieux... Nombre d'entre eux, se trouvant finalement dans un gâchis sans espoir, finirent simplement par se rebeller contre le gouvernement soviétique.

Dans un moment de grave danger, le second régiment de Petrograd, occupant un secteur décisif, abandonna le front de sa propre initiative et, commandants et commissaires en tête, les hommes saisirent un bateau et descendirent la Volga, des environs de Kazan dans la direction de Nijni Novgorod. Le bateau fut arrêté sur mon ordre et les déserteurs envoyés devant un tribunal. Le commandant et le commissaire du régiment furent fusillés. C'était le premier exemple d'exécution d'un communiste, le commissaire Pantéléiev, pour manquement au devoir militaire. On discuta beaucoup

dans le Parti a propos de cette pénible affaire. En décembre 1918, la Pravda publiait un article qui, sans me désigner par mon nom, me visait clairement, parlant de l'exécution des « meilleurs camarades sans jugement ». L'auteur de l'article, A. Kamensky, en lui-même une figure de peu d'importance, n'était évidemment dans la circonstance qu'un pion. Il semblait incompréhensible qu'un article contenant des accusations aussi graves pût paraître dans l'organe central du Parti. Son directeur était Boukharine, communiste de gauche et par conséquent opposé à l'emploi de « généraux » dans l'armée. Mais, particulièrement à cette époque, il était entièrement incapable d'intrigues. J'eus la clef de l'énigme quand je découvris après enquête que l'auteur de l'article, ou plutôt l'homme qui l'avait signé, A. Kamensky, appartenait à l'état-major de la dixième armée et était à l'époque sous l'influence directe de Staline. Il est hors de doute que Staline avait obtenu par fraude la publication de l'article. La terminologie même l'accusation, la référence impudente à l'exécution « des meilleurs » camarades, et de plus « sans procès » était stupéfiante par la monstruosité de l'allégation aussi bien que par son inhérente absurdité. Mais c'était précisément cette grossière exagération de l'accusation qui révélait Staline, l'organisateur des « procès de Moscou ». Le Comité central régla l'affaire, Kamensky et le comité de rédaction furent réprimandés, mais la main intrigante de Staline resta invisible.

Le huitième congrès du Parti siégea du 18 au 23 mars 1919, à Moscou. A la veille même du congrès, les Blancs nous portèrent un rude coup près d'Oufa. Je décidai, en dépit du congrès, d'aller immédiatement au front oriental. Après avoir suggéré le retour immédiat au front de tous les délégués militaires, je me préparai à partir. Une partie des délégués étaient mécontents, ils étaient venus à la capitale pour un congé de quelques jours et ne voulaient pas la quitter. Quelques-uns répandirent la rumeur que je voulais éviter un débat sur la politique militaire. Ce mensonge me surprit. Je déposai une proposition au Comité central le 16 mars 1919 tendant à annuler ma suggestion du retour immédiat des délégués militaires, je chargeai Sokolnikov de la défense de notre politique militaire, et partis immédiatement. La discussion de cette question au huitième congrès, et malgré la présence d'une opposition tout à fait résolue, ne me retint pas ; la situation au front me semblait beaucoup plus importante que des élections au congrès, d'autant plus que je n'avais aucun doute que la politique que je considérais comme la seule juste triompherait par ses propres mérites. Le Comité central approuva la thèse que j'avais préalablement rédigée et désigna Sokolnikov comme son rapporteur officiel. Le rapport de l'opposition devait être présenté par V.M. Smirnov, vieux bolchevik et ancien officier d'artillerie durant la guerre mondiale. Smirnov était un des leaders des communistes de gauche qui avaient été les adversaires déterminés de la paix de Brest-Litovsk et avaient demandé le déclenchement d'une guerre de guérillas contre l'armée allemande régulière. Ceci restait la base de leur plate-forme, même en 1919, bien qu'ils soient devenus moins assurés avec le temps. La formation d'une armée régulière et centralisée était impossible sans spécialistes militaires et sans la substitution d'une direction adéquate et systématique à l'improvisation. Les communistes de gauche — ils s'étaient assagis dans une certaine mesure — essayaient d'adapter leurs vues d'hier à la croissance de l'appareil étatique et aux besoins de l'armée régulière. Mais ils ne reculaient que pas à pas, utilisant tout ce qu'ils pouvaient de leur vieux bagage et camouflant leurs tendances pro-guérillas sous de nouvelles formules.

Un incident secondaire mais très caractéristique eut lieu au début du congrès au sujet de la composition du bureau. Il indiquait, dans une certaine mesure, la tendance du congrès, même au seuil des débats. Lénine n'ignorait pas que sur la question

militaire, c'était en fait Staline qui, dans la coulisse, manœuvrait l'opposition, il était arrivé à un accord avec la délégation de Petrograd sur la composition du bureau. Les oppositionnels proposèrent plusieurs autres candidats, sous divers prétextes, et pas uniquement des oppositionnels, par exemple, ils désignaient Sokolnikov, le principal orateur du point de vue officiel. Cependant, Boukharine, Stassova, Oborine, Rykov et Sokolnikov refusaient d'être candidats, considérant que c'était une obligation personnelle de se conformer à l'accord conclu au sujet du bureau. Mais Staline ne s'inclina pas. Cela révélait d'une manière flagrante son caractère d'oppositionnel. Il avait fait de grands efforts pour bourrer le congrès de ses partisans, et avait travaillé les délégués. Lénine était au courant de ces manœuvres, mais pour éviter une situation embarrassante, il fit tout ce qu'il put pour épargner à Staline l'épreuve d'un vote pour ou contre lui. Par l'intermédiaire d'un délégué, Lénine fit poser la question préliminaire : « Est-il nécessaire d'ajouter d'autres candidats à la liste qui vous est soumise ? » Sans tenter de faire donner une réponse négative à cette question, Staline encaissa la défaite que Lénine avait rendue aussi impersonnelle et inoffensive qu'il était humainement possible. Aujourd'hui, la version officielle est que Staline seconda la position de Lénine sur la question militaire au huitième congrès. Pourquoi alors ne publie-t-on pas le compte rendu maintenant qu'il n'y a plus de secrets militaires à garder ?

A la conférence ukrainienne, qui se tint en mars 1920, Staline me défendit formellement, en tant que rapporteur représentant le Comité central, en même temps, il s'efforça, par l'intermédiaire de ses hommes de confiance, d'assurer l'échec des thèses du Comité. Au huitième congrès du Parti, une telle manœuvre était difficile puisque tout s'y passait sous l'observation directe de Lénine, de plusieurs autres membres du Comité central et de travailleurs militaires de premier plan. Mais, au fond, Staline joua là aussi exactement le même rôle qu'à la conférence ukrainienne. En tant que membre du Comité central, il parla soit d'une manière équivoque en défense de la politique militaire officielle, ou se tint tranquille, mais par ses amis les plus proches — Vorochilov, Roukhimovitch et autres tsaritsynistes qui étaient la troupe de choc de l'opposition au congrès, il continua à saper, pas tant la politique militaire, il est vrai, que son principal représentant ; il incita ces délégués à attaquer basement et personnellement Sokolnikov, qui avait assumé la défense du commissariat de la Guerre sans aucune réserve. Le noyau de l'opposition était le groupe de Tsaritsyne et avant tout Vorochilov. Pendant les jours précédant le congrès ils avaient été en contact constant avec Staline, qui leur donnait ses instructions, empêchant leurs interventions prématurées et, en même temps, centrant l'intrigue contre le département de la Guerre. Telles furent la somme et la substance de son activité au huitième congrès.

Le rapporteur de l'opposition, Smirnov, répondant directement à ce passage du discours de Sokolnikov, « les uns étaient pour une armée de guérillas et les autres pour une armée régulière », affirma que, à propos de l'utilisation des spécialistes militaires, « il n'y a pas de désaccord entre nous sur le caractère essentiel de notre politique militaire ». Le désaccord fondamental reste sur la nécessité d'accroître les fonctions des commissaires et des membres du comité révolutionnaire de guerre, de manière à assurer leur plus large participation dans l'administration de l'armée et dans les décisions touchant les opérations, et, par là, réduire le rôle des commandants militaires. Il fut décidé de poursuivre le recrutement des spécialistes militaires, mais d'autre part on soulignait fortement la nécessité de préparer de nouveaux états-majors, qui seraient des instruments absolument sûrs du régime soviétique. Que ces décisions et d'autres aient été adoptées à l'unanimité moins une seule abstention s'explique par le fait que l'opposition avait dû répudier la plupart de ses préjugés. Incapable d'opposer sa propre



ligne à celle de la majorité du Parti, elle s'était vue contrainte de faire sienne la conclusion générale du débat. Néanmoins, quelques-uns des traits de la période précédente se manifestèrent encore tout au long de 1919, particulièrement dans le Sud — en Ukraine, au Caucase et en Transcaucasie, où l'élimination de la tendance pro-guerilla rencontra beaucoup de difficultés.

En 1920, un homme bien qualifié pour juger les opérations militaires écrivait : « Malgré tout le bruit et tous les cris contre notre politique, au sujet du recrutement des spécialistes et autres mesures, il faut constater que l'homme que nous avons mis à la tête du département de la Guerre, le camarade Trotsky, a vu juste. Il a poursuivi avec la plus grande énergie la politique militaire adoptée, dédaignant les menaces... Les victoires de l'Armée rouge sur tous les fronts sont les preuves de la justesse de cette politique. » Cependant aujourd'hui encore, dans d'innombrables articles et livres, les racontars éculés sur la trahison des « généraux » nommés par moi reviennent sans cesse. Ces accusations apparaissent particulièrement stupides quand on observe que, vingt ans après la Révolution d'Octobre, Staline inculpa de trahison et extermina la quasi-totalité de l'état-major nommé par lui-même. On pourrait ajouter que Sokolnikov, le rapporteur du Comité central au congrès, et V.M. Smirnov, le corapporteur pour l'opposition, tous deux participants actifs dans la guerre civile, furent par la suite victimes de l'épuration stalinienne.

Une conférence militaire fut réunie pendant le congrès ; les procès-verbaux n'en ont jamais été publiés. Le but de cette conférence était de permettre à tous les participants, particulièrement aux mécontents de l'opposition, de s'exprimer librement, pleinement et franchement. Lénine prononça un discours énergique en faveur de notre politique militaire. Que dit Staline ? Intervint-il pour défendre la position du Comité central ? Il est difficile de répondre catégoriquement. Ce qui est hors de doute, c'est qu'il y agit comme d'ordinaire, dans la coulisse, poussant certains oppositionnels contre le commissariat de la Guerre : confirmation en est donnée par les souvenirs précis de délégués. Une preuve flagrante réside dans le fait même que les procès-verbaux de la conférence n'ont pas encore été publiés, soit parce que Staline n'y parla pas, soit parce que son intervention l'embarrasserait aujourd'hui.

## X

### LA GUERRE CIVILE

(*SUITE*)

Au printemps de 1919, l'« armée volontaire » du Nord-Ouest, sous le commandement du général loudénitch, prit inopinément l'offensive et menaça Petrograd. En même temps, la flotte anglaise manœuvrait dans le golfe de Finlande. Le colonel Boulak-Balakhovitch, à la tête de son unité, dirigeait la poussée contre Pskov et, de leur côté, les unités estoniennes entraient en action au long du front. Le 14 mai, le corps d'armée du général Rodzyanko enfonça le front de la septième armée — qui avait été considérablement affaibli par des prélèvements destinés à des fronts plus actifs, — occupa Iambourg et Pskov, et entreprit simultanément une avance sur Gatchina, Petrograd et Louga. Le commandant de la septième armée, stationnée dans les environs de Petrograd, entra en communication avec loudénitch et organisa une conspiration parmi les garnisons entourant la capitale de la Révolution d'Octobre — Cronstadt, Oranienbaum, Krassnaya Gorka, Siéraya Lochad, Krasnoïé Sélo. Les conspirateurs, en accord avec Ioudénitch, faisaient des préparatifs pour occuper la capitale simultanément avec les troupes de son armée. Ils espéraient trouver un appui auprès de matelots mécontents et particulièrement l'aide active de la flotte. Mais les marins des deux dreadnoughts soviétiques ne secondèrent pas l'insurrection, et la flotte anglaise se borna alors à une surveillance expectante. L'entreprise avortait, mais, le 12 juin 1919, Krassnaya Gorka et Siéraya Lochad restaient encore aux mains des conspirateurs et, pendant quatre jours, aucune tentative ne fut faite pour les reprendre. Finalement après un duel d'artillerie avec Cronstadt, Krassnaya Gorka était occupée, le 16, par un détachement de marins rouges.

Staline arriva à Petrograd dans les derniers jours de mai 1919, muni de pouvoirs exceptionnels du Comité central du Parti et du gouvernement. Deux semaines plus tard, il télégraphiait à Lénine :

Après Krassnaya Gorka, Siéraya Lochad a été de même liquidée. Les canons sont en ordre parfait. Le nettoyage et le renforcement des forts et forteresses se poursuivent activement. Les spécialistes de la marine assurent que la capture de Krassnaya Gorka par mer est contraire à toutes les règles de la science navale. Tout ce que je puis dire là-dessus, c'est qu'il faut balayer cette soi-disant science. La capture rapide de Gorka s'explique par l'intervention la plus brutale de moi et des autres civils dans les opérations militaires, qui alla jusqu'à révoquer des ordres donnés sur terre et sur mer, et à imposer les nôtres. Je considère comme mon devoir de déclarer qu'à l'avenir j'agirai de même malgré tout mon respect pour la science.

Ce ton provocant de bravache mécontenta Lénine. De Petrograd, il était possible

à tout moment de communiquer avec le Kremlin, et de remplacer les commandants incapables ou peu sûrs, de renforcer le commandement, c'est-à-dire de faire simplement ce que faisaient, sur un front ou sur l'autre, les militants du Parti, sans violer les règles élémentaires d'une attitude décente, indispensable pour maintenir des relations cordiales, et sans miner l'autorité du commandement et de l'état-major. Tout cela était bon pour d'autres, mais pas pour Staline. Il ne pouvait faire sentir sa supériorité sur d'autres hommes qu'en les insultant. Il ne pouvait tirer de satisfaction de son travail qu'en exprimant grossièrement son dédain pour tous ceux qui lui étaient subordonnés. N'ayant d'autres moyens à sa disposition, il voyait dans sa brutalité une possibilité d'étaler son génie spécial, de mépriser les institutions et les hommes qui jouissaient de l'estime et du respect de tous. Son télégramme se terminait par ces mots : « Envoyez rapidement deux millions de cartouches à ma disposition pour six divisions. »

Ce post-scriptum typiquement stalinien révèle tout un système. L'armée avait naturellement son propre directeur des munitions. Les obus étaient toujours en quantités insuffisantes et il fallait les répartir en tenant compte des réserves disponibles et de l'importance relative des fronts et des armées. Mais Staline passait par-dessus toutes ces considérations. Ignorant la direction des munitions, il demandait des cartouches par l'intermédiaire de Lénine, et non pour les mettre à la disposition du commandement de l'armée, mais à sa disposition personnelle, de façon à pouvoir les présenter comme un don à un commandant particulier qu'il voulait impressionner par son importance.

Dix ans plus tard, ce bref séjour de Petrograd au printemps de 1919, fut utilisé par Vorochilov pour fabriquer une nouvelle falsification de l'histoire qui est devenue aujourd'hui un des mythes les plus extraordinaires de la légende stalinienne : « Staline, sauveur de Petrograd. » En fait, Ioudénitch essaya à deux reprises de capturer Petrograd en 1919 — en mai et encore en octobre.

Le premier raid de Ioudénitch, entrepris avec des forces négligeables, n'était qu'une simple reconnaissance, et il passa pratiquement sans retenir l'attention du Parti, alors tout entière concentrée sur les fronts de l'Est et du Sud. Dans les mois qui suivirent, Ioudénitch, sous le couvert de l'Estonie et avec l'aide intensifiée de l'Angleterre, forma une nouvelle armée amplement pourvue d'officiers et d'équipement. Cette seconde tentative fut la véritable campagne contre Petrograd. Estimant qu'il ne nous serait pas possible de défendre tous les fronts simultanément, Lénine proposa d'abandonner Petrograd. Je m'y opposai. La majorité du Bureau politique, Staline y compris, m'approuva. J'étais déjà à Petrograd quand Lénine m'écrivit, le 17 octobre 1919 :

Passé la nuit dernière au Conseil de la défense. Je vous envoie le décret pris. Comme vous le voyez, votre plan a été adopté. Mais l'évacuation des ouvriers de Petrograd n'a pas été rapportée, naturellement (on dit que vous l'avez défendue dans une conversation avec Krassine et Rykov). Ci-joint un appel que le Conseil m'a chargé de rédiger. J'étais pressé, il est mal venu. Vaudra mieux mettre ma signature sous la vôtre. Saluts.

Lénine.

La lutte pour Petrograd prit un caractère extrêmement dramatique, L'ennemi parvint en vue de la capitale, qui se prépara à un combat de rues. Je ne doutais pas que l'Armée blanche, forte de vingt-cinq mille combattants, même si elle réussissait à envahir une ville de plus d'un million d'habitants, courrait à sa perte si elle se heurtait à une résistance sérieuse et bien organisée. En outre, j'estimais qu'il était indispensable, surtout au cas où l'Estonie et la Finlande entreraient en campagne, de préparer un plan

de retraite de l'armée et des ouvriers vers le sud-est : c'était le seul moyen de sauver l'élite de la classe ouvrière de Petrograd, menacée d'extermination.

La journée du 21 octobre fut décisive ; le 22, l'Armée rouge prit elle-même l'offensive. Ioudénitch avait eu le temps de faire avancer ses réserves et de renforcer ses rangs. Les combats devinrent acharnés. Au soir du 23, nous nous emparions de Dietskoïé Sélo et de Pavlovsk.

Pendant ce temps, la quinzième armée, notre voisine, commençait à exercer une pression du côté sud, menaçant de plus en plus les derrières et l'aile droite des Blancs. Un revirement se produisit. Celles de nos troupes qui avaient été surprises par l'offensive et qu'une série de revers avaient rendu furieuses rivalisèrent d'abnégation et d'héroïsme. Pensant au caractère forcené des combats, je lançai, le 24 octobre, un ordre du jour disant : « Malheur au soldat indigne qui lèverait son arme sur un prisonnier ! » Et, après que trois de nos torpilleurs eurent coulé sur des mines, je répétai mon avertissement : « ... Mais même actuellement, alors que nous combattons avec acharnement le mercenaire de l'Angleterre, Ioudénitch, je vous demande de n'oublier jamais qu'il existe deux Angleterres. A côté de l'Angleterre des profits, de la corruption, il existe une Angleterre du travail, pleine de puissance spirituelle, dévouée à l'idéal de la solidarité internationale. Nous avons contre nous l'Angleterre des boursiers. L'Angleterre laborieuse, le peuple, est avec nous. » La haute tâche de l'éducation socialiste était étroitement, rattachée par nous à celle de la guerre.

Il est aujourd'hui difficile d'évoquer, même de se rappeler, l'explosion d'enthousiasme que provoqua la victoire remportée sous Petrograd. Zinoviev me fit parvenir le document suivant :

Défendre Petrograd rouge, c'était rendre un service inappréciable au prolétariat mondial, et par conséquent à l'Internationale communiste. La première place dans la défense de Petrograd vous appartient, bien entendu, cher camarade Trotsky. Au nom du Comité exécutif de l'Internationale communiste, je vous transmets des drapeaux que je vous prie de remettre aux éléments les plus méritants de la glorieuse Armée rouge que vous dirigez.

Zinoviev.

Je reçus des documents du même genre de la part du soviet de Petrograd, des syndicats et d'autres organisations. Je transmis les drapeaux à différents régiments, mes secrétaires rangèrent les documents dans les archives. Pourtant, l'histoire stalinienne officielle enseigne aujourd'hui que Petrograd fut sauvée par Staline.

Durant les premiers mois de 1919, l'Armée rouge porta un coup décisif à la contre-révolution dans le Sud, où son appui principal était l'armée des cosaques du Don sous le commandement du général Krasnov. Mais derrière Krasnov, dans le Kouban et le Caucase septentrional, Dénikine rassemblait son armée. Au milieu de mai, notre armée poussait son avance, mais éprouvée par les fatigues de la campagne, elle se heurta aux troupes fraîches de Dénikine et commença à reculer. Nous perdîmes finalement tout ce que nous avions gagné, surtout l'Ukraine entière que nous avions récemment libérée. D'autre part, sur le front oriental, où l'ex-colonel Kaménev commandait, avec Smilga et Lachévitch comme membres du comité de guerre, la situation s'était améliorée, au point que je jugeai inutile de m'y rendre. Grisés par leurs succès, Smilga, Lachévitch et Goussiev hissèrent leur commandant sur leurs épaules et envoyèrent sur lui des rapports enthousiastes à Moscou. Quand le commandant en



chef, Vatsétis d'accord avec moi en principe, avait suggéré que le front oriental restât sur l'Oural pendant l'hiver afin de pouvoir transférer plusieurs divisions au front du Sud où la situation devenait menaçante, Kaménev, appuyé par Smilga et Lachévitch, opposa une vive résistance.

Staline fonda sur ce conflit entre le front oriental et le commandant en chef, qui avait ouvertement condamné son intervention dans les questions de stratégie. Il traitait Vatsétis avec hostilité et n'attendait qu'une occasion d'exercer sa vengeance contre lui. Maintenant cette occasion se présentait d'elle-même. Lachévitch et Goussiev, d'accord évidemment avec Staline, proposèrent que Kaménev fût nommé commandant en chef. Les succès remportés sur le front oriental permirent de gagner Lénine à ces vues et brisèrent ma résistance. Kaménev fut nommé commandant en chef le 3 juillet 1919 et le Comité central reconstitua ainsi le Comité révolutionnaire de guerre : Trotsky, Skliansky, Goussiev, Smilga, Rykov, et le commandant en chef, S. Kaménev.

La première tâche du nouveau commandant en chef était d'élaborer un plan qui permit de grouper nos forces sur le front du Sud. Kaménev se distinguait par l'optimisme et une vive imagination stratégique. Mais sa vision restait toujours assez bornée. Les facteurs sociaux du front du Sud — les ouvriers, les paysans ukrainiens, les cosaques — ne représentaient pour lui rien de précis. Il approchait le front méridional du point de vue du commandant du front oriental. La chose la plus indiquée à ses yeux était de concentrer les divisions prélevées à l'Est au long de la Volga et de diriger l'attaque sur le Kouban, où se trouvait le quartier général de Dénikine.

En matière de stratégie, j'avais toujours donné le dernier mot au commandant en chef. Cependant ma familiarité avec le front du Sud m'amena promptement à considérer que ce plan était fondamentalement erroné. Dénikine avait réussi à transférer sa base du Kouban en Ukraine. Avancer maintenant contre les cosaques ne pouvait que les pousser forcément vers Dénikine. Il était clair pour moi que l'attaque principale devait être déclenchée au long de la ligne de séparation entre Dénikine et les cosaques, dans la région où la population était entièrement contre les cosaques, contre Dénikine, et pour nous. Mais mon opposition au plan de Kaménev était interprétée comme la continuation du conflit entre le Comité de guerre et le front oriental. Smilga et Goussiev, toujours avec la collaboration de Staline, prétendirent que j'étais contre le plan parce que je n'avais pas confiance dans le nouveau commandant en chef, sur la base de principes généraux. Lénine, apparemment, partageait cette appréhension. Mais ces suppositions étaient entièrement erronées. Je ne surestima pas Vatsétis. J'avais accueilli Kaménev tout à fait amicalement et m'efforçais de lui faciliter sa tâche de toutes les façons. Mais l'erreur du plan était pour moi si certaine que, lorsqu'il fut confirmé par le Bureau politique, où chacun, y compris Staline, vota contre moi, je décidai de remettre ma démission. Le 5 juillet, le Comité central me répondit par la décision suivante :

Le Bureau d'organisation et le Bureau politique du Comité central, ayant examiné et discuté sous tous ses aspects la déclaration du camarade Trotsky, sont arrivés unanimement à cette conclusion qu'ils ne peuvent nullement accepter la démission du camarade Trotsky et donner satisfaction à sa demande. Le Bureau d'organisation et le Bureau politique feront tout ce qui dépendra d'eux pour faciliter au camarade Trotsky, et rendre le plus profitable à la République, le travail sur le front du Sud, le plus pénible, le plus dangereux et le plus important actuellement, qui a été choisi par le camarade Trotsky lui-même. En tant que commissaire du peuple à la Guerre et président du Comité révolutionnaire de guerre, le camarade Trotsky peut parfaitement agir aussi à titre de membre du Comité de guerre du front du Sud avec le Comité du front qu'il

a lui-même désigné et que le Comité central a accepté. Le Bureau d'organisation et le Bureau politique du Comité central laissent au camarade Trotsky l'entière possibilité d'obtenir, par tous les moyens, ce qu'il estime être un correctif à la ligne générale dans la question militaire et, s'il le désire, s'efforceront de hâter la convocation du congrès du Parti.

Lénine, Kaménev, Krestinsky, Kalinine, Sérébriakov, Staline, Stassova.

On voit que cette décision porte aussi la signature de Staline. Menant son intrigue dans les coulisses et accusant Lénine de manquer de courage et de constance, Staline ne se décidait cependant pas à s'opposer ouvertement au Comité central.

Je retirerai ma démission et partirai immédiatement pour le front du Sud.

La préparation de l'offensive sur le front du Sud se développa au milieu de sérieuses difficultés. A la fin de la première semaine d'août — c'est-à-dire environ une semaine après le déclenchement de l'offensive — le Bureau politique se trouva devant plusieurs problèmes grande importance. Il était parfaitement clair que Dénikine allait diriger son assaut contre l'Ukraine plutôt que dans la direction de l'Est, afin d'établir un contact avec la Roumanie et la Pologne, et transférer sa base d'Ekatérinodar à Odessa et à Sébastopol. En dehors des mesures prises par le commandant en chef pour obvier à ce danger, qui était le plus sérieux pour le moment, il était nécessaire de décider tout de suite ce qu'il fallait faire au sujet de la bataille, imminente pour l'Ukraine. Avant tout, il était indispensable d'établir une liaison entre la douzième et la quatorzième armée, laquelle, par suite de l'absence de liaisons télégraphiques, se trouvait coupée du front du Sud. Non seulement les arrières des deux armées avaient déjà fusionné, mais ils étaient de plus en plus contraints d'agir contre un même ennemi, Dénikine. En conséquence, je proposai de soustraire de la quatorzième armée la juridiction du front du Sud, de fondre les commandements des deux armées en la personne du commandant de la quatorzième armée, légorov, et son état-major, dénommant ce nouveau groupement le front du Sud-Ouest, dont le quartier général serait à Konotop, et de le mettre directement sous la juridiction du commandant en chef et de l'état-major général. Pour ne pas réduire la capacité combattante de ce front au dessous du strict minimum, il était nécessaire d'abord de faire, avec l'aide d'unités communistes transférées temporairement de secteurs plus sûrs, un effort exceptionnel pour mettre un terme au banditisme, à la destruction des voies ferrées. Tous les officiers rouges disponibles furent envoyés immédiatement en Ukraine par trains spéciaux. Tous les militants politiques désignés, pour d'autres armées y furent envoyés également avec tout l'équipement qu'on pouvait rassembler. La douzième armée manquait de cartouches. Les comités de guerre des deux armées étaient faibles. En accord avec le conseil ukrainien de la défense et les comités de guerre des deux armées, Vorochilov fut désigné pour diriger la lutte contre la rébellion à l'arrière des armées.

[Des difficultés analogues, bien que de nature diverses selon les régions, surgissaient partout et à chaque instant. Lénine devint inquiet. Au début même de l'offensive, il écrivit à Skliansky : ]

Je suis malade. Dois garder le lit. Répondez donc par messenger. Le délai de l'offensive dans la direction de Voronège (du 1<sup>er</sup> au 10 août !) est monstrueux. Le succès de Dénikine est alarmant.

Que se passe-t-il ? Sokolnikov dit que nos forces là-bas étaient quatre fois supérieures à celles de l'ennemi.

Que se passe-t-il- donc ? Comment avons-nous pu manquer l'occasion à ce

point ?

Dites au commandant en chef que les choses ne peuvent continuer ainsi ; il doit leur accorder toute son attention.

Lénine, Président du Conseil de la défense.

L'offensive sur le front du Sud, selon le plan de S. Kaménev commença au milieu d'août. Six semaines plus tard, fin septembre, j'écrivais au Bureau politique qui avait repoussé mon plan : « L'offensive engagée le long de la ligne de la plus grande résistance s'est révélée entièrement à l'avantage de Dénikine, comme il avait été prévu... Notre situation sur le front du Sud est pire qu'elle était quand l'état-major commença l'application de son plan a priori. Il serait enfantin de se refuser à le voir. » A ce moment, l'erreur fatale du plan était devenue claire à beaucoup de ses anciens défenseurs, y compris Lachévitch, qui avait été transféré du front de l'Est au front du Sud. Trois semaines plus tôt, le 6 septembre, j'avais télégraphié du front au commandant en chef et au Comité central que « le point critique de la lutte sur le front du Sud s'est déplacé dans la direction de Koursk-Voronèje, où il n'y a pas de réserves ». J'attirais également leur attention sur les problèmes suivants :

« Les efforts pour liquider Mamontov n'ont donné pratiquement jusqu'ici aucun résultat. Les unités de mitrailleurs motorisées n'ont pas été constituées parce qu'on n'a pas reçu de mitrailleuses, ou même un petit nombre d'automobiles. Mamontov cherche évidemment à grouper ses propres troupes sur le front de Koursk. Nos unités d'infanterie, faibles et dispersées, le gênent à peine. Le commandement de Lachévitch est paralysé par l'absence de communications. Le danger d'une rupture du front dans le secteur Koursk-Voronèje devient visible. La prochaine tâche de Lachévitch sera de poursuivre l'ennemi pour essayer de boucher cette brèche. »

En addition, je proposais certains regroupements d'armées qui équivalaient à une liquidation du plan qui venait d'échouer. Sérébriakov et Lachévitch signèrent le télégramme avec moi. Mais le nouveau commandant en chef était aussi entêté dans l'erreur que son prédécesseur et le Bureau politique lui maintint résolument son appui. Le même jour, 6 septembre, je recevais cette réponse, à Orel : « Le Bureau politique du Comité central ayant examiné le télégramme de Trotsky, Sérébriakov et Lachévitch a confirmé la réponse du commandant en chef et il exprime sa surprise que des efforts soient faits pour remettre en question le plan stratégique adopté. — Lénine. »

Le déroulement des opérations militaires durant deux mois écoulés avait rendu caduc le plan originel ; plus, durant ces deux mois de continuelles batailles infructueuses, beaucoup de routes avaient été complètement détruites et la concentration des réserves devint incomparablement plus difficile qu'en juin et juillet. Le regroupement des forces était donc d'autant plus nécessaire. Je suggérai que le corps monté de Boudienny fut envoyé à marches forcées au nord-est et que plusieurs autres unités fussent transférées dans cette direction. Mais le Bureau politique, y compris naturellement Staline, continua dans toute cette période à rejeter ces suggestions et d'autres, et approuva systématiquement les instructions du commandant en chef qui persistait à répéter que « le plan fondamental de l'avance au long du Sud reste inchangé, en d'autres termes, l'attaque principale doit être déclenchée par le groupe spécial de Chorine, sa tâche consistant à détruire l'ennemi dans le Don et le Kouban ». Cependant l'offensive était complètement embourbée. La situation dans le Kouban, où les meilleures troupes avaient été envoyées, devint extrêmement grave, tandis que Dénikine s'avavançait vers le Nord.

« Pour apprécier le plan d'opérations, écrivais-je fin septembre, il n'est pas super-

flu de considérer ses résultats. Le front du Sud a reçu plus de forces qu'aucun autre front n'en a jamais eu, au commencement de l'offensive, il n'avait pas moins de cent quatre-vingt mille baïonnettes et sabres, un nombre correspondant de canons et de mitrailleuses. Après un mois et demi de combats, nous piétinons terriblement dans la moitié orientale, tandis que dans la moitié occidentale, nous avons une retraite difficile, une perte d'unités, la destruction de l'organisation... La cause de l'échec doit être cherchée exclusivement dans le plan d'opérations... Des unités de moyenne valeur furent dirigées sur des localités peuplées entièrement de cosaques qui ne nous menaçaient pas, mais défendaient leurs villages et leurs foyers. L'atmosphère d'une guerre nationale du Don exerça une influence démoralisante sur nos unités. Dans ces conditions, les tanks de Dénikine, manœuvrant habilement, lui donnèrent une énorme supériorité.»

Bientôt, il ne fut plus question du plan, mais de ses conséquences désastreuses, matérielles et psychologiques. Le commandant en chef, suivant en cela la maxime de Napoléon, avait apparemment espéré qu'en persistant dans son erreur il en tirerait tous les avantages possibles et finalement emporterait la victoire. Le Bureau politique, bien qu'il perdît confiance, maintenait néanmoins sa propre décision. Le 21 septembre, nos troupes abandonnaient Koursk. Le 13 octobre, Dénikine prenait Orel, qui lui ouvrait la route de Toula, où les plus importantes usines étaient concentrées, et au delà de laquelle était Moscou. Je mis le Bureau politique devant l'alternative : ou modifier notre stratégie, ou évacuer Toula, y détruisant les industries de guerre, et organiser la résistance à la menace directe sur Moscou. En ce moment, l'entêtement du commandant en chef, qui avait déjà lui-même éliminé plusieurs parties de son plan, et l'appui que lui avait donné le Bureau politique étaient hors de question. Au milieu d'octobre, le regroupement de nos forces pour la contre-attaque était achevé. Un groupe était concentré au nord-est d'Orel pour l'action contre le chemin de fer Koursk-Orel. Un autre groupe, à l'est de Voronège, avait à sa tête le corps monté de Boudienny. Ceci équivalait en fait au plan pour lequel j'avais vainement insisté. [Au sujet de ces événements, il est instructif de considérer les récits récents de cette période par les historio-graphes stalinistes. On lit dans l'un d'eux : ]

Durant septembre et au commencement d'octobre, Dénikine acheva un succès considérable sur le front du Sud. Il captura Orel le 13 octobre. Pour remédier à la situation extrêmement difficile et dangereuse qui résultait d'échecs prolongés sur le front du Sud, le Comité central du Parti envoya le camarade Staline au comité de guerre du front. Le camarade Staline élaborait un nouveau plan stratégique pour la lutte contre Dénikine, qui fut confirmé par Lénine et par le Comité central du Parti. La réalisation de ce plan amena la défaite complète et la déroute de Dénikine.

[Les propres versions de Staline varient selon les époques en ce qui concerne l'auteur du plan de victoire qui avait été d'abord rejeté, et sur le responsable de celui qui nous avait coûté si cher. En 1923, Staline fit l'historique du front du Sud, ostensiblement pour démontrer la valeur de certains principes, mais en fait pour servir ses propres manœuvres politiques : ]

Une analogie pourrait être aisément établie entre ces principes de stratégie politique et les principes de stratégie militaire ; par exemple... la lutte contre Dénikine. Chacun se rappelle la fin de l'année 1919, lorsque Dénikine s'approchait de Toula. A cette époque, d'intéressantes discussions eurent lieu parmi les militaires sur la question de savoir d'où le coup décisif devait être porté contre les armées de Dénikine. Certains chefs militaires proposaient... la ligne Tsaritsyne-Novorossiisk... d'autres... la ligne Voronège-Rostov... Le premier n'était pas avantageux parce qu'il présupposait notre mouvement au milieu de régions hostiles au gouvernement soviétique et exi-



geait ainsi de lourds sacrifices ; il était dangereux aussi parce qu'il ouvrait aux armées de Dénikine la route de Moscou par Toula et Serpoukhov. Le second plan était le seul correct parce qu'il comportait le mouvement de nos groupes de base dans des régions qui sympathisaient avec le gouvernement, et par conséquent n'exigeait pas de sacrifices exceptionnels ; en outre, il désorganisait l'action du corps principal des troupes de Dénikine marchant sur Moscou. La majorité des chefs militaires se prononça en faveur du second plan. Et le destin de la guerre avec Dénikine fut ainsi définitivement réglé.

Staline prétendait utiliser ce récit simplement comme une illustration occasionnelle de certaines conceptions dans le domaine de la tactique politique. En fait, l'illustration n'était pas accidentelle du tout. On était en 1923 ; Staline s'attendait à une terrible attaque de Lénine ; il essayait donc, systématiquement, de saper l'autorité de Lénine. Dans les cercles dirigeants du Parti, on savait très bien que, derrière le plan erroné et coûteux, n'étaient pas seulement « certains chefs militaires », mais la majorité du Bureau politique, Lénine en tête. Cependant, il préférait parler de désaccord parmi les « militaires », sans mentionner la lutte à l'intérieur du Bureau politique. Il savait que les dirigeants du Parti se rappelaient trop bien que le second plan c'était le mien, le plan que j'avais préconisé dès juillet, et qu'il n'appuya qu'à la fin d'octobre ou au commencement de novembre, après que le commandant en chef lui-même eût, dans la pratique, complètement répudié son propre projet. Mais, le 19 novembre 1924, dix mois après la mort de Lénine, Staline alla plus loin. Il fit alors la première tentative de donner une version délibérément mensongère de la lutte sur le front du Sud et de la diriger contre moi :

C'était à l'automne de 1919. L'offensive contre Dénikine avait échoué... Dénikine prend Kursk. Dénikine avance sur Orel. Le camarade Trotsky est rappelé du front du Sud pour participer à une séance du Comité central. Le Comité central juge la situation alarmante et décide d'envoyer de nouveaux aides militaires au front du Sud et de rappeler le camarade Trotsky. Ces nouveaux aides exigent la « non-intervention » du camarade Trotsky dans les affaires du front du Sud. Le camarade Trotsky cesse de participer directement aux affaires du front du Sud. Les opérations sur ce front se poursuivent jusqu'à la capture par nous de Rostov-sur-le-Don et d'Odessa, qui a lieu sans le camarade Trotsky. Qu'on essaie de nier ces faits !

Il est vrai que j'ai quitté le front du Sud vers le 10 octobre pour aller à Petrograd. Notre contre-attaque sur le front du Sud devait avoir commencé à cette date. Tout avait été préparé ; la concentration des unités pour l'attaque était presque achevée, et ma présence était beaucoup plus nécessaire à Petrograd, en ce moment même en grand danger d'être capturée par loudénitch. Me reportant aux trois années de guerre civile et examinant les agendas et la correspondance de mes voyages aux divers fronts, je constate que je n'ai presque jamais eu l'occasion d'accompagner une armée victorieuse, de participer à une attaque, de partager ses victoires avec elle. Mes voyages ne ressemblaient naturellement en rien à des promenades. J'allais seulement dans les secteurs en détresse, quand l'ennemi avait enfoncé notre front. Ma tâche était d'arrêter les régiments qui s'enfuyaient et de les ramener vers le front pour l'attaque. Je me retirais avec les troupes, mais je n'avançais jamais avec elles. Aussitôt que les divisions en déroute avaient repris confiance et que le commandant donnait le signal de la marche en avant, je disais adieu à l'armée et allais vers un autre secteur en difficultés, ou retournais pour plusieurs jours à Moscou afin de résoudre les problèmes qui s'y étaient accumulés. Ainsi, pendant trois ans, je n'eus pas une seule fois l'occasion de voir les visages de soldats heureux après la victoire ou d'entrer avec eux dans des villes

conquises. Je ne visitai pas une seule fois le front du Sud pendant toute la période de notre offensive victorieuse. La falsification de Staline consiste ainsi à donner à un fait indéniable une signification complètement fausse.

[Mais il n'y a encore aucune suggestion que Trotsky était l'auteur du plan responsable de l'échec de l'offensive de juillet-septembre contre Dénikine.] On s'en tenait alors à une vague assertion concernant de nouveaux aides militaires qui auraient demandé (à qui ? ) la « non-intervention » du camarade Trotsky. En fait, les treize décrets pris par le Comité central, le 15 octobre, avaient été proposés par moi sous forme écrite et unanimement approuvés par tous les membres, comprenant Staline, Lénine, Kaménev et Krestinsky ; ces décrets concernaient la commission qui, d'accord avec ma proposition, était chargée d'envoyer de nouveaux militants sur le front du Sud pour remplacer les anciens, que les défaites constantes avaient fatigués et découragés. Staline n'en faisait pas partie. Lequel de ces nouveaux militants aurait demandé ma non-intervention et à qui, Staline ne le dit pas.

[En 1929, Vorochilov ajoutait ceci : ]

Staline formula devant le Comité central trois conditions essentielles : le Trotsky ne doit pas intervenir dans les affaires du front du Sud et ne doit pas aller au-delà de la ligne de démarcation ; 2e des groupes entiers de militants que Staline considère incapables de rétablir la situation parmi les troupes doivent être rappelés immédiatement ; et 3e à ce front seront immédiatement envoyés de nouveaux travailleurs choisis par Staline, qui seront capables d'accomplir cette tâche. Ces conditions furent pleinement acceptées.

Où ? Comment ? Quand ? Par qui ? Ni Staline ni son satellite ne répondirent à ces questions. Cependant, tandis qu'il créditait Staline de la révision du plan erroné, Vorochilov n'osait pas encore, en 1929, affirmer que le plan erroné était le mien. Par son silence sur ce point, il admettait tacitement que j'avais été un adversaire de ce plan. Cependant, cette omission se trouva réparée dans l'historiographie la plus récente. [On nous dit maintenant, d'après l'autorité de Zinaïda Ordjonikidzé, que : ]

Staline... rejeta catégoriquement l'ancien plan d'anéantissement de Dénikine établi par le quartier général dirigé par Trotsky...

« Ce projet insensé d'une marche à travers une contrée hostile sans routes nous menace d'un effondrement complet », écrivait Staline dans une note à Lénine... Au lieu du plan déjà rejeté par la vie elle-même, Staline en établit un pour l'avance des Rouges, à travers le prolétarien Kharkov et le bassin du Donetz, sur Rostov... La stratégie du grand Staline assura la victoire à la Révolution.

Staline répète ici mot pour mot ces arguments contre le plan de juillet-septembre que j'avais, à l'époque, développés à la fois oralement et par écrit, et qu'il avait alors rejetés, avec la majorité du Bureau politique. Comme tous les membres du Bureau politique étaient familiers avec l'évolution de la question, il ne pouvait pas, à cette époque, venir à l'idée de Staline de placer sur moi la responsabilité du plan désastreux. Au contraire, il blâmait le commandant en chef et le « jeune stratège prodige » qui lui était attaché, ce même Goussiev sur qui il avait compté en juillet, quand le commandant avait été changé.

Le 4 décembre 1919, Ivan Smirnov écrivait du front oriental que « Koltchak a perdu son armée... Il n'y aura plus de combats... L'allure de la poursuite est telle que, le 20 décembre, Barnaoul et Novonikolaïevsk seront entre nos mains. » loudénitch avait été complètement défait au Nord-Est. Dénikine était en fuite dans le Sud. Battu dans

ses efforts pour gagner l'appui de la paysannerie par des « réformes agraires » équivoques, et privé de l'appui des grands propriétaires en conséquence de la défaite que l'Armée rouge lui avait infligée, Dénikine perdit la confiance des Blancs. Le 26 mars 1920, il abandonna son poste de commandant en chef en faveur de Wrangel, qui avait réussi à reformer les rangs dispersés des gardes blancs, en Crimée.

Les Blancs continuaient à harceler la cavalerie rouge et les unités d'infanterie sur le front du Caucase, où les rangs de notre armée avaient été éclaircis, non seulement par des pertes dans les combats, mais par une épidémie de typhus. Les renforts et les approvisionnements espérés n'arrivaient pas par suite de l'état défectueux des chemins de fer. Des mesures énergiques étaient nécessaires. Lénine et Trotsky envoyèrent à Staline, qui était alors au comité de guerre du front du Sud-Ouest, le télégramme suivant :

Le Comité central estime nécessaire que vous vous rendiez immédiatement à l'aile droite du front du Caucase. Vous aurez à prendre les mesures indispensables pour le transfert de renforts considérables des ouvriers prélevés sur le front du Sud-Ouest.

3 février 1920. Lénine, Trotsky.

[On n'a pas le texte de la réponse de Staline, mais apparemment il souleva des objections qui lui attirèrent cette riposte : ]

Le Comité central n'insiste pas pour votre voyage, à condition que durant les prochaines semaines vous concentriez toute votre attention et toute votre énergie sur l'aide à donner au front du Caucase, de préférence aux besoins du front du Sud-Ouest.

4 février 1920. Lénine, Trotsky.

[Nouveau télégramme de Lénine le 20 février : ]

La situation au Caucase devient sans cesse plus sérieuse. A en juger d'après les nouvelles d'hier, la possibilité de perdre Rostov et Novotcherkask n'est pas exclue, non plus la tentative de l'ennemi de développer son succès vers le Nord, menaçant le territoire du Don. Prenez les mesures indispensables pour le transfert de la quarante-deuxième division et de la division lettone, et pour renforcer leur capacité combattante. Je compte que, considérant la situation générale, vous emploierez toute votre énergie et obtiendrez des résultats impressionnants.

Lénine.

Staline répond :

Lénine, Kremlin, Moscou. Copie pour le Comité central du Parti.

Je ne vois pas clairement pourquoi les tâches concernant le front caucasien me sont imposées, à moi. Normalement, la responsabilité de renforcer le front caucasien repose entièrement sur le Comité révolutionnaire de guerre, dont les membres, selon mes informations, sont en excellente santé, et non sur Staline qui est par ailleurs surchargé de travail.

Staline. 20 février 1920.

[Réponse de Lénine : ]

La tâche d'expédier des renforts du front du Sud-Ouest à celui du Caucase vous a été imposée. Généralement on s'efforce d'aider de toutes les façons possibles et non de chicaner à propos d'attributions respectives.

20 février 1920.

Lénine.

[La République polonaise était hostile, dès le début, au gouvernement soviétique. S'étant emparés de Vilna, en défi à la Société des Nations, les Polonais envahirent le territoire de la Russie Blanche et, en automne, occupaient Minsk et des portions considérables du Volhynie et de Podolie. Devant les succès de Dénikine, ils restèrent inactifs, craignant que la victoire des armées blanches ait de fâcheuses conséquences pour leurs ambitions territoriales. Mais, aussitôt que l'Armée rouge commença de porter des coups décisifs contre Dénikine, l'armée polonaise reprit sa marche. Appuyée par les troupes de la République lettone, l'armée polonaise occupa Dvinsk en janvier 1920, força l'Armée rouge à abandonner Latgalia, prit Mozyr en mars et, sous le commandement personnel de Pilsudski, déclencha une offensive vigoureuse contre l'Ukraine en avril, conjointement avec les forces du feu gouvernement de Petlioura. La guerre avait été ainsi imposée à l'Armée rouge, le gouvernement soviétique se proposa alors, non seulement de repousser l'attaque, mais de porter la révolution en Pologne.]

Le 30 avril, au sujet de cette offensive polonaise, j'écrivais au Comité central du Parti : « Précisément parce que c'est une lutte décisive, elle sera extrêmement sévère. » D'où la nécessité « de considérer la guerre avec la Pologne, non seulement comme la tâche du front occidental, mais comme la tâche dominante pour toute la Russie ouvrière et paysanne ». Le 2 mai, je donnais par les journaux un avertissement général contre un optimisme excessif sur l'espoir d'une révolution en Pologne : « Que la guerre finisse par la révolution ouvrière en Pologne, cela ne fait aucun doute ; mais d'autre part, rien ne permet de supposer que la guerre commencera par une telle révolution... Ce serait faire preuve d'une extrême légèreté de croire que la victoire... nous tombera simplement dans les bras. » Le 5 mai, dans un rapport à la séance commune de toutes les institutions soviétiques, je disais : « Ce serait une grave erreur de croire que l'histoire commencera, pour faciliter notre tâche, par la révolution des ouvriers polonais, et par conséquent nous libérera de la nécessité de mener une lutte armée. » Et je conclus : « Camarades, je voudrais avant tout que vous retiriez de cette réunion la conviction que la lutte qui est devant nous sera dure et intense. » Toutes mes déclarations publiques et mes instructions militaires de cette époque étaient pénétrées de cette idée. « Aujourd'hui, le front de l'Ouest est le front le plus important de la République », dit une proclamation du 9 mai, signée par moi, à Smolensk. « Les organismes du ravitaillement, doivent être préparés, non en vue d'une campagne aisée et courte, mais pour une lutte prolongée et acharnée. » J'étais opposé à la marche sur Varsovie parce que, considérant la faiblesse de nos forces et de nos ressources, elle ne pourrait s'achever avec succès qu'à la condition d'une insurrection immédiate en Pologne elle-même, et de cela nous n'avions absolument aucune assurance. J'ai exposé l'essence de ce conflit, dans les termes les plus généraux, dans mon Autobiographie<sup>[10]</sup>.

Le principal instigateur de la campagne fut Lénine. Il était soutenu contre moi par Zinoviev, Staline et même par le prudent Kaménev. Rykov était un des membres du Comité central qui partageaient mon point de vue, mais il n'était pas encore au Bureau politique. Radek était, lui aussi, hostile à l'aventure polonaise. Tous les documents secrets de ce temps sont à la disposition des dirigeants actuels du Kremlin et, s'il y avait une seule ligne dans ces documents confirmant les versions fabriquées aujourd'hui, il y a longtemps qu'on l'aurait publiée. C'est précisément le caractère de ces versions, dénuées de tout appui documentaire, et, en outre, les contradictions radicales de ces mêmes versions entre elles, qui montrent que là aussi nous avons affaire à la même mythologie thermidorienne.

10 — Voir : « *Ma Vie* », Gallimard, Folio, 1973. Chap. XXXVII p. 534 et suivantes.



Une des raisons pour lesquelles la catastrophe sous Varsovie prit des proportions aussi extraordinaires, ce fut la conduite du commandement du groupe occidental des armées du Sud dirigé contre Lvov (Lemberg). La figure politique principale de ce groupe, c'était Staline. Il voulait à tout prix entrer dans Lvov en même temps que Smilga et Toukhatchevsky entreraient dans Varsovie. La rapide avance de nos armées vers la Vistule avait contraint le gouvernement polonais à concentrer tous ses efforts et, avec l'aide de la mission militaire française, à amener des réserves considérables dans les légions de Varsovie et de Lublin. A ce moment décisif, la ligne des opérations sur le front du Sud-Ouest divergeait à angle droit de la ligne des opérations sur le front principal, le front de l'Ouest : Staline menait sa propre guerre. Quand le danger menaçant l'armée de Toukhatchevsky devint évident et que le commandant en chef ordonna au front du Sud-Ouest de se déplacer franchement vers Zamostyé-Tomachev, afin de s'attaquer au flanc des troupes polonaises près de Varsovie, le commandant du front du Sud-Ouest, encouragé par Staline, continua à se diriger vers l'Ouest : n'était-il pas plus important de s'emparer de Lvov même que d'aider d'« autres » à prendre Varsovie ? Pendant trois ou quatre jours, notre état-major général ne put obtenir que son ordre fût exécuté. C'est seulement après des demandes réitérées, appuyées par des menaces, que le commandant du Sud-Ouest modifia la direction de ses troupes, mais alors le délai de plusieurs jours avait déjà joué son funeste rôle. Le 16 août, les Polonais déclenchaient une contre-offensive et forçaient nos troupes à reculer.

Durant les débats secrets sur la guerre polonaise, à une séance du dixième congrès du Parti, Staline tenta de se tirer d'affaire par une stupéfiante déclaration, perfide et mensongère à la fois, disant notamment que Smilga, membre dirigeant du Comité de guerre du front de l'Ouest, avait « trompé le Comité central » en « promettant » de prendre Varsovie à une date précise et qu'il avait manqué à sa « promesse ». Les opérations du front du Sud-Ouest, c'est-à-dire de Staline lui-même, auraient été déterminées par la « promesse » de Smilga, sur qui, par conséquent, reposait la responsabilité de la catastrophe. Le congrès écouta dans un silence hostile l'orateur revêché, dont les yeux brillaient d'un éclat jaunâtre. Par ce discours, Staline ne blessa nul autre que lui-même. Pas un seul vote ne le soutint. J'élevai immédiatement une protestation contre cette insinuation effrayante : la « promesse » de Smilga ne signifiait rien de plus que l'espoir de prendre Varsovie ; mais cet espoir ne pouvait éliminer l'élément d'imprévu attaché à toutes les guerres et, en tout cas, il ne pouvait donner à personne le droit d'agir sur la base d'une spéculation a priori au lieu de tenir compte du développement réel des opérations. Lénine, bouleversé par ces dissensions, prit part à la discussion : « Nous ne devons pas, dit-il, blâmer personnellement quiconque. » Pourquoi Staline ne publie-t-il pas le compte rendu sténographique de ce débat ?

En 1929, A. légorov, commandant du front du Sud-Ouest durant la campagne polonaise, fit la première tentative publique de justifier sa conduite dans une monographie spéciale intitulée « Lvov-Varsovie », dans laquelle il était contraint d'admettre :

... C'est précisément sous ce rapport que tous nos historiens ont critiqué la campagne du front du Sud-Ouest, Personne n'ayant étudié cette campagne sur la base des écrits existants considéra comme un secret que l'explication de l'échec des opérations à l'Ouest fût liée directement aux opérations engagées sur le front du Sud-Ouest. Les accusations portées en ce sens contre le commandant du front se ramènent essentiellement à ceci que le front du Sud-Ouest se comporta d'une manière complètement indépendante, sans prendre en considération soit la situation générale sur le front polonais tout entier, soit l'action du front voisin de l'Ouest : et qu'à ce moment décisif il ne donna pas à ce dernier la coopération nécessaire... Telle est, dans ses grandes

lignes, la version qu'on retrouve dans tous les ouvrages consacrés plus ou moins à la question de l'action commune sur le front en 1920, sans exclure les plus récents... Nous trouvons, par exemple, dans le travail intéressant et sérieux de M. Movchine, une référence directe à « la non-observation par le front du Sud-Ouest des instructions catégoriques du commandant en chef concernant l'avance de la première armée montée sur Zamostyé-Tomachev ». Les gradués de notre école de guerre ont étudié l'histoire de la campagne polonaise sur la base de ces textes et d'autres semblables, et continuent à les répandre dans les rangs de notre armée. En bref, la légende du rôle désastreux du front du Sud-Ouest en 1920 n'éveille apparemment, aujourd'hui, aucun doute et est considérée comme un fait que la génération future de tacticiens et de stratèges doit étudier.

Il n'est pas du tout surprenant que Légorov qui, comme commandant en chef du front du Sud-Ouest, a une sérieuse responsabilité dans la stratégie personnelle de Staline, essaie de minimiser la gravité de sa faute en offrant une interprétation des événements militaires de 1920 qui lui soit moins défavorable. Cependant, on est immédiatement pris de soupçons, car Légorov n'entreprend de se défendre lui-même que neuf ans après l'événement, quand « la légende du rôle désastreux du front du Sud-Ouest » a déjà réussi, d'après ses propres mots, à trouver une confirmation définitive et même à s'incorporer dans l'histoire militaire. Ce retard s'explique par le fait que l'armée et le pays, ayant terriblement souffert par suite de l'échec de la campagne polonaise, auraient été indignés par toute falsification, spécialement de la part des responsables du désastre. Il devait attendre et rester tranquille.

Quant à moi, guidé par mon souci du prestige nécessaire du gouvernement et par le désir de ne pas entretenir des querelles au sein de l'armée, qui était déjà bien assez démoralisée, je ne rappelais pas, même d'un mot, le conflit aigu qui avait précédé la campagne. Légorov a dû attendre l'instauration d'un régime totalitaire avant de pouvoir riposter. Le prudent Légorov, dont le manque d'indépendance est connu, a écrit, sans aucun doute sur l'ordre direct de Staline, bien que ce nom, aussi incroyable que cela puisse paraître, ne soit pas une seule fois mentionné dans le livre. Rappelons que 1929 ouvre la première période de la révision systématique du passé.

Mais, si Légorov tentait indirectement de minimiser la culpabilité de Staline, en même temps que la sienne propre, il n'essayait pas de rejeter le blâme sur d'autres. Vorochilov ne le faisait pas non plus dans l'article apologétique signé par lui, intitulé « Staline et l'Armée rouge », publié durant la même année 1929. « Seul l'échec de nos troupes près de Varsovie déclare-t-il vaguement, interrompît l'avance de l'armée montée qui était prête à attaquer Lvov, n'en étant plus qu'à 10 kilomètres. » Cependant, l'affaire ne pouvait rester sur cette simple justification de soi-même. Dans de telles questions, Staline ne s'arrête jamais à mi-chemin. Finalement, le moment vint quand la responsabilité de la défaite pouvait être attribuée à ceux qui étaient intervenus au sujet de la marche sur Lvov. [En 1935, le professeur rouge S. Rabinovitch écrivait dans son Histoire de la guerre civile : ]

La première armée, qui fut engagée dans la bataille pour Lvov, ne pouvait pas aider directement le front de l'Ouest sans prendre Lvov... Malgré cela, Trotsky demanda catégoriquement à la première armée montée de se retirer de Lvov et de se concentrer près de Lublin, pour porter un coup à l'arrière des armées polonaises avançant sur le flanc des troupes du front de l'Ouest... En conséquence de la demande profondément erronée de Trotsky, la première armée montée devait renoncer à prendre Lvov, sans, d'autre part, être capable de donner une aide aux armées du front de l'Ouest.

Il est tout à fait impossible de comprendre comment la capture de Lvov, distante de 300 kilomètres du théâtre principal des opérations, aurait pu permettre d'attaquer

« l'arrière » des formations polonaises de choc qui, dans l'intervalle, avaient déjà poursuivi l'Armée rouge jusqu'à 100 kilomètres. à l'est de Varsovie. Afin de tenter de porter un coup aux Polonais, à leur « arrière », il eût été nécessaire, en premier lieu, de les poursuivre et par conséquent, avant tout, d'abandonner Lvov. Pourquoi eût-il été nécessaire de l'occuper ? La capture de Lvov, qui en elle-même n'était pas dépourvue de signification militaire, n'aurait pu prendre une signification révolutionnaire que par le déclenchement d'une insurrection des Galiciens contre le gouvernement polonais. Mais cela exigeait du temps. Le rythme des tâches militaires et révolutionnaires ne coïncidait pas. Dès l'instant que le danger d'une contre-attaque décisive près de Varsovie devenait apparent, la continuation de l'avance sur Lvov devenait, non seulement sans objet, mais absolument criminelle. C'est cependant alors que la rivalité entre les deux fronts intervint, On sait que Staline, d'après les déclarations mêmes de Vorochilov, n'hésitait jamais à violer les règlements et les ordres.

« Notre situation semblait complètement désespérée, » écrivit Pilsudski. Je voyais le seul point lumineux sur le sombre horizon dans la faillite de Boudienny à lancer son attaque sur mon arrière... dans la faiblesse que montrait la douzième armée », c'est-à-dire l'armée qui, sous les ordres du commissaire Staline, avait refusé son aide à l'armée de Toukhatchevsky, et s'en était tenue éloignée. [Des années plus tard, voulant justifier la conduite de Staline, L'étoile rouge s'exclamait avec indignation : ] « Révélant ses dégoûtantes manœuvres défaitistes, le traître Trotsky, délibérément et consciemment, opéra le transfert de l'armée montée au Nord, probablement pour aider le front de l'Ouest. » Malheureusement, pourrais-je ajouter, j'obtins ce transfert trop tard. Si Staline et Vorochilov, et l'illettré Boudienny, n'avaient pas mené « leur propre guerre » en Galicie, si la Cavalerie rouge avait été à Lublin à temps, l'Armée rouge n'aurait pas subi le désastre qui nous obligea signer le traité de Riga, lequel, en nous coupant de l'Allemagne, exerça une influence décisive sur le développement des deux pays. Après les espérances éveillées par l'avance rapide sur Varsovie, la défaite agit comme un tremblement de terre à travers le Parti tout entier, bouleversant son équilibre.

Ecrivant dans la Pravda, le 23 février 1930, l'historien du parti, N.Topov, reconnaissant que l'avance sur Varsovie avait été une faute du Bureau politique déclarait que : « Trotsky... était opposé à cette avance, comme un révolutionnaire petit-bourgeois qui considérait inadmissible d'introduire la révolution en Pologne de l'extérieur. Pour les mêmes raisons, Trotsky était opposé à ce que l'Armée rouge aidât les rebelles en Géorgie, en février 1921. Le raisonnement kautskiste, antibolcheviste de Trotsky fut emphatiquement rejeté par le Comité central en juillet 1920, dans le cas de la Pologne, et en février 1921, dans le cas du gouvernement menchéviste de Géorgie. » Cinq années plus tard, Rabinovitch, dans son Histoire de la guerre civile attribuait les erreurs de Trotsky dans la guerre polonaise au fait fondamental que « de notre part la guerre devait stimuler et hâter la révolution en Pologne, apporter la révolution en Europe à la pointe des baïonnettes de l'Armée rouge... autrement, la victoire du socialisme en Russie est impossible. C'est pourquoi Trotsky, en opposition aux arguments de Lénine et Staline, déclarait que le front polonais était le front de vie ou de mort de la République soviétique ». L'ancienne accusation se trouvait renversée : encore en 1930, il était reconnu que j'avais été hostile à la marche sur Varsovie, et le crime dont j'étais alors chargé était mon aversion d'introduire le socialisme à la pointe des baïonnettes. Mais, en 1935, on proclamait que j'avais préconisé la marche sur Varsovie, guidé par ma résolution d'apporter le socialisme en Pologne à la pointe des baïonnettes.

Ainsi, par degrés, Staline résolvait le problème selon sa méthode particulière. Il m'attribuait la responsabilité la campagne de Varsovie. Mais c'était un fait que je

m'étais opposé à cette campagne. La responsabilité de la défaite de l'Armée rouge, prédéterminée par l'absence de soulèvement dans le pays et aggravée par sa propre stratégie indépendante, il me l'attribuait également. Rejeter le blâme, pièce à pièce, sur son adversaire, est pour Staline le principe dominant de la lutte politique ; il devait atteindre son plus haut développement avec les « Procès de Moscou ». Notons en passant que Staline ne contribua à la guerre polonaise par aucun effort constructif qui ait paru digne d'être remarqué. Les lettres et les télégrammes de l'époque montrent avec qui j'ai eu l'occasion de correspondre dans l'élaboration de politique en rapport avec la guerre polonaise : Lénine, Tchitchérine, Karakhan, Krestinsky, Kaménev, Radek. De ces six personnes, seul Lénine s'arrangea pour mourir tôt ; Tchitchérine finit en disgrâce, complètement isolé ; Radek est en prison ; Karakhan, Krestinsky et Kaménev ont été exécutés.

La fin de la campagne polonaise, nous permit de concentrer nos forces contre Wrangel, qui, au printemps, émergea de la péninsule de Crimée et, en menaçant le bassin du Donetz, mit en danger les réserves en charbon de la République. Plusieurs attaques décisives, à Nikopol et à Stakhovka, délogèrent les unités de Wrangel de leurs positions, et l'Armée rouge poursuivit sa marche en avant, démolissant, au point culminant de la campagne, les fortifications de Pérékop. La Crimée redevint soviétique. [Comme on pouvait s'y attendre, « l'idée stratégique fondamentale dans les opérations décisives fut conçue par le camarade Staline personnellement ». Légorov écrivit dans la Pravda, le 14 novembre 1935, à l'occasion du quinzième anniversaire de la défaite de Wrangel : ]

« Trotsky maintenait l'opinion dangereuse que le front de Wrangel n'était rien de plus qu'un secteur isolé de minime importance. Contre cette vue des plus dangereuses, le camarade Staline fut forcé de s'opposer le plus résolument. Le Comité central, Lénine en tête, appuya complètement Staline. »

Qu'il suffise de dire que S. Goussiev, qui était alors un des agents de Staline dans l'Armée rouge, n'estima pas nécessaire, dans un article intitulé « La déroute de Wrangel », publié en 1925, de mentionner, fût-ce une seule fois le nom de Staline.

Pendant toute la durée de la guerre civile, Staline resta une figure de troisième ordre, non seulement dans l'armée, mais dans le domaine politique. Il présidait le congrès du collège du commissariat des nationalités et les congrès de certaines nationalités. Il dirigea les négociations avec la Finlande, avec l'Ukraine, avec le Bachkirs, c'est-à-dire qu'il accomplissait des missions essentielles, mais pourtant secondaires. Il restait étranger aux problèmes politiques fondamentaux discutés dans les congrès du Parti, des Soviets, ou de la Troisième Internationale. A la onzième conférence du Parti communiste russe, tenue en décembre 1921, Iaroslavsky, au nom du comité d'organisation, propos les noms suivants pour le bureau : Lénine, Zinoviev, Trotsky, Kaménev, Pétrovsky, Ordjonikidzé, Vorochilov, Iaroslavsky, Soulimov, Komarov, Roudzoutak, I.N. Smirnov et Roukhimovitch. La liste est intéressante par sa composition et par l'ordre des noms. En dehors des quatre premiers, les autres, tous vieux bolcheviks, étaient des leaders régionaux. Pas de place pour Staline dans cette liste, pourtant le calendrier indique la fin de l'année 1921. La guerre civile n'était plus qu'une chose du passé. Elle n'avait pas fait de Staline un chef.





## XI

### DE L'OBSCURITÉ AU TRIUMVIRAT

La fin de la guerre civile laissa Staline politiquement dans l'ombre. Les timoniers du parti le connaissaient, mais ne le considéraient pas comme un des principaux dirigeants. Pour le militant du rang, il était un des membres les moins connus du Comité central, bien qu'il fût membre du Bureau politique. Dans les provinces on avait à peine entendu parler de lui. Le monde non soviétique ne soupçonnait pas même son existence. Et pourtant, en moins de deux années, sa mainmise sur l'appareil du Parti était devenue si formidable, et Lénine estimait son influence si dangereuse, qu'au début de mars 1923 il brisa toutes « relations de camarade » avec lui. Deux autres années passèrent, et Trotsky, second en éminence seulement à Lénine dans la direction de la Révolution d'Octobre et du gouvernement soviétique, avait été relégué par la machine de Staline dans une position politique précaire. Non seulement Staline devint un membre de triumvirat qui remplaça Lénine malade à la direction du Parti, mais le plus puissant des triumvirs. De plus, avec les années, il acquit un pouvoir infiniment plus grand que celui dont Lénine avait jamais joui — en fait une autorité plus absolue que celle d'aucun tsar dans la longue histoire du régime absolutiste.

Comment cela arriva-t-il ? Quelles furent les causes et les étapes du passage de Staline de l'obscurité politique à la prééminence ?

Chaque phase du développement, même une phase catastrophique comme la révolution et la contre-révolution, est un produit de la phase précédente, a ses racines en elle, lui ressemble. Après la victoire d'Octobre, il y eut des écrivains pour prétendre que la dictature du prolétariat n'était qu'une nouvelle version du tsarisme, refusant à la manière de l'autruche de prendre en considération l'abolition de la monarchie et de la noblesse, l'anéantissement du capitalisme et l'introduction d'une économie planifiée, l'abolition de l'Église d'Etat et l'éducation des masses dans les principes de l'athéisme, la suppression de la grande propriété foncière et la distribution des terres aux travailleurs réels du sol. De même, après le triomphe de Staline sur le bolchévisme, la plupart de ces mêmes écrivains — tels les Webb, les Wells et les Laski, qui avaient été antérieurement d'acérés critiques du bolchévisme et étaient devenus des compagnons de route du stalinisme — fermèrent les yeux devant le fait dominant et obstiné que, malgré les mesures de répression auxquelles il avait fallu avoir recours sous la pression de circonstances extraordinaires, la Révolution d'Octobre a provoqué un renversement des rapports sociaux dans l'intérêt des masses travailleuses, tandis que la contre-révolution stalinienne a amorcé des bouleversements sociaux qui sont en train de transformer l'ordre social soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée de bureaucrates thermidoriens. Également fermés à la compréhension des faits élémentaires sont certains renégats du communisme, nombre d'entre eux valets de Staline pour un temps, qui, la tête enfoncée dans les sables de leur amère désillusion, se refusent à voir que, malgré

des similitudes superficielles, la contre-révolution dirigée par Staline se différencie en certains points essentiels des contre-révolutions des chefs fascistes, ils se refusent à voir que cette différence a ses racines dans la dissemblance entre la base sociale de la contre-révolution de Staline et la base sociale des mouvements réactionnaires dirigés par Mussolini et Hitler, qu'elle se développe parallèlement à la différence entre la dictature du prolétariat, si déformée soit-elle soit par le bureaucratisme thermidorien, et la dictature de la bourgeoisie, à la différence entre un Etat ouvrier et un Etat capitaliste.

De plus, cette dissemblance fondamentale est illustrée — et dans un certain sens, atténuée — par le caractère unique de la carrière de Staline comparée à celle des deux autres dictateurs, Mussolini et Hitler, chacun d'eux initiateur d'un mouvement, et à la fois agitateur exceptionnel et tribun populaire. Leur ascension politique, pour fantastique qu'elle puisse sembler, se développa de son propre mouvement, sous les yeux de tous, en liaison indissoluble avec la croissance des mouvements qu'ils dirigèrent dès leur début. Entièrement différente est la nature de la montée de Staline. On ne peut la comparer à rien dans le passé. Il semble n'avoir point de préhistoire. Le processus de sa montée eut lieu quelque part, derrière un rideau politique impénétrable. A un moment donné, son image, revêtue de l'armure du pouvoir, franchit soudain le mur du Kremlin et, pour la première fois, le monde prit connaissance de Staline comme un dictateur « tout-fait ». D'autant plus vif est l'intérêt avec lequel les hommes curieux examinent la nature de Staline, personnelle aussi bien que politique. Ils cherchent dans les particularités de sa personnalité la clé de son destin politique.

Il est impossible de comprendre Staline et ses récents succès si l'on ne connaît d'abord le grand ressort de sa personnalité : l'amour du pouvoir, l'ambition, l'envie — une envie active — à l'égard de tous ceux plus doués, plus puissants, d'un rang plus élevé que lui. Avec sa fanfaronnade habituelle, Mussolini dit un jour à l'un de ses amis : « Je n'ai jamais rencontré mon égal. » Staline n'aurait jamais pu prononcer cette phrase, même devant ses amis les plus intimes parce qu'elle aurait paru trop absurde et trop ridicule. Nombreux étaient ceux qui dans l'état-major bolcheviste seul, dépassaient Staline sous tous les rapports sauf un — son ambition concentrée. Lénine appréciait grandement le pouvoir comme un instrument pour l'action, mais l'amour du pouvoir pour lui-même lui était entièrement étranger. Il n'en est pas de même avec Staline. Psychologiquement, le pouvoir fut toujours pour lui quelque chose en dehors des buts qu'il est supposé servir. Le désir d'exercer sa volonté comme l'athlète exerce ses muscles pour en imposer aux autres — voilà le mobile fondamental de sa personnalité. Sa volonté acquit ainsi une concentration de force toujours croissante, s'enflant en agressivité, en activité, en étendue, ne s'arrêtant devant rien. Pus souvent Staline eut l'occasion de se convaincre lui-même qu'il manquait des qualités pour la conquête du pouvoir, plus intensément s'efforça-t-il de compenser chaque déficience, plus subtilement transforma-t-il chaque manque en un avantage sous certaines conditions.

La comparaison officielle courante qui met Staline sur le même plan que Lénine est simplement indécente. Si la base de la comparaison est l'individu lui-même, il est impossible de placer Staline même à côté de Mussolini ou de Hitler. Pour si maigres que soient les « idées » du fascisme, les deux chefs victorieux de la réaction, l'Italien et l'Allemand, déployèrent, dès le commencement même de leurs mouvements respectifs, de l'initiative, entraînèrent les masses dans l'action, ouvrirent de nouvelles voies à travers la jungle politique. Rien de semblable ne peut être dit de Staline. Le Parti bolcheviste a été créé par Lénine. Staline est sorti de l'appareil du Parti et en reste inséparable. Il ne voit les masses ou les événements qu'à travers les bureaux. Dans la première période de sa montée au pouvoir, son succès le prit lui-même par surprise.

Il s'avavançait, incertain, regardant à droite, à gauche, par-dessus son épaule, toujours prêt à se dérober et à se mettre à couvert. Utilisé contre moi comme contrepoids, il fut poussé et encouragé par Zinoviev et Kaménev, et, à un moindre degré, par Rykov, Boukharine et Tomsy. Nul d'entre eux ne pensait alors que Staline leur passerait quelque jours sur le corps. Dans le premier triumvirat, Zinoviev se montrait protecteur et circonspect à l'égard de Staline ; Kaménev le traitait avec une pointe d'ironie.

Les relations de Lénine avec Staline sont caractérisées officiellement comme une étroite amitié. En fait, un abîme séparait ces deux hommes, conséquence non seulement d'une différence d'âge de dix années, mais de la dimension même de leur personnalité. Un sentiment de la nature de l'amitié ne pouvait pas exister entre eux. Sans doute, Lénine en vint à apprécier chez Staline la capacité qu'il montra en tant qu'organisateur pratique durant l'époque difficile de la réaction de 1907-1913. Mais pendant les premières années du régime soviétique, la grossièreté de Staline lui semblait de plus en plus intolérable et rendait impossible une collaboration confiante et égale. C'est en grande partie pour cela que Staline persévéra dans son opposition sournoise à Lénine. Envieux et ambitieux, Staline ne pouvait s'empêcher de devenir plus opiniâtre quand il sentait à chaque instant la supériorité intellectuelle et morale écrasante de Lénine. De telles relations persistèrent jusqu'au moment où Lénine tomba sérieusement malade ; elles se transformèrent alors en une lutte sans merci qui s'acheva par la rupture définitive.

Déjà au printemps de 1920, à l'occasion du cinquantième anniversaire de Lénine, Staline se risqua à prononcer un discours sur les « erreurs » de Lénine. Il est difficile d'imaginer ce qui le poussa à le faire. En tout cas, le discours sembla à tous si déplacé que le jour suivant, le 24 avril, dans leur compte rendu de la cérémonie, la Pravda et les Izvestia relatèrent simplement que « le camarade Staline évoqua divers épisodes de leur travail commun avant la Révolution », et rien de plus.

A la même époque, dans un article écrit pour la même circonstance sous le titre « Lénine comme organisateur et dirigeant du Parti communiste russe », Staline prétendit montrer « ce qu'il avait appris et voulait apprendre de Lénine ». Il ne vaudrait guère la peine d'examiner ce morceau pour son intérêt théorique ou littéraire. Il suffira de dire que l'article s'ouvre sur ces mots : « Tandis qu'à l'Ouest — en France, en Allemagne, le parti ouvrier sortit des syndicats dans des conditions permettant l'existence de syndicats et de partis... en Russie, au contraire, la formation d'un parti prolétarien eut lieu sous l'absolutisme le plus cruel. »

Cette assertion est, sans doute, vraie pour l'Angleterre, qu'il ne mentionne pas comme exemple, tandis qu'elle n'est pas vraie pour la France et est entièrement erronée pour l'Allemagne, où c'est le parti qui a bâti les syndicats en partant pratiquement de rien. Aujourd'hui comme en 1920, l'histoire du mouvement ouvrier européen est pour Staline un livre fermé et c'est pourquoi il est toujours vain d'attendre de lui un apport théorique dans ce domaine.

Cependant, l'article offre un certain intérêt parce que, non seulement dans son titre mais dans son contenu, Staline célèbre Lénine d'abord comme organisateur, et seulement ensuite comme dirigeant politique. « La plus importante contribution qu'il faut inscrire au crédit du camarade Lénine, fut sa furieuse attaque contre l'absence de tout principe d'organisation chez les menchéviks. » Ce crédit est accordé à Lénine pour son plan d'organisation parce qu'il « généralisa comme un maître l'expérience du travail d'organisation des meilleurs travailleurs pratiques ». Et plus loin : « C'est seulement en conséquence d'une telle politique touchant l'organisation que le parti



put achever cette unité interne, cette stupéfiante solidarité qui lui permît de sortir sans effort de la crise de juillet et de Kérénsky, de porter sur ses épaules la Révolution d'Octobre, de surmonter la période de la crise de Brest-Litovsk sans se désagréger, et d'organiser la victoire sur l'Entente. »

C'est seulement après ce passage que Staline ajoute : « Mais la valeur d'organisation du Parti communiste russe ne représente qu'un côté de la question », et il passe alors au contenu politique du travail du Parti, à son programme et à sa tactique. Il n'est certainement pas exagéré de dire qu'aucun autre marxiste, en tout cas aucun autre marxiste russe, n'aurait ainsi construit un éloge de Lénine. Il est évident en effet que les questions l'organisation ne sont pas la base de la politique, mais plutôt des déductions qui suivent la cristallisation de la théorie, du programme et de la pratique. Mais ce n'est pas par accident que Staline considère le levier de organisation comme essentiel ; tout ce qui traite de programme et de politique n'était toujours pour lui qu'un ornement de l'organisation fondamentale.

Dans le même article, Staline formulait, pour la première fois, plus ou moins correctement la conception bolcheviste, plutôt neuve à l'époque, du rôle du parti prolétarien dans les conditions des révolutions bourgeoises-démocratiques de notre temps. Ridiculisant les menchéviks, Staline écrivait qu'à tous ceux qui se sont mal assimilés l'histoire des précédentes révolutions il semblait que :

Le prolétariat ne peut pas prétendre à l'hégémonie dans la révolution russe ; la direction doit être offerte à la bourgeoisie russe, cette même bourgeoisie qui était opposée à la révolution. La paysannerie doit de même être placée sous le patronage de la bourgeoisie, tandis que le prolétariat serait relégué au rôle d'une opposition d'extrême gauche. Ces échos dégoûtants de l'odieux libéralisme étaient proposés par les menchéviks comme le dernier mot du véritable marxisme.

Il est remarquable que trois ans plus tard Staline appliqua la propre conception des menchéviks, mot pour mot, lettre pour lettre, à la révolution bourgeoise-démocratique chinoise et, plus tard, avec un cynisme infiniment plus grand, à la révolution espagnole de 1936-1939. Un renversement aussi total aurait été entièrement impossible si Staline s'était vraiment assimilé et avait pleinement compris la conception léniniste de la révolution. Mais ce que Staline s'est assimilé, c'est simplement la conception léniniste de l'appareil d'un parti centralisé. Dès qu'il l'eut réalisé, il oublia qu'elle découlait de considérations théoriques, sa base programmatique devint pour lui dénuée d'importance et en accord avec son propre passé, sa propre origine sociale, son éducation, il fut naturellement porté vers une conception petite-bourgeoise, vers l'opportunisme, vers le compromis. En 1917, il n'avait pas réussi à réaliser la fusion avec les menchéviks uniquement parce que Lénine ne le lui avait pas permis ; dans la révolution chinoise, il mit en œuvre la conception menchéviste sous le drapeau du bolchévisme ; il appliquait strictement le programme menchéviste, mais avec des méthodes bolchevistes, c'est-à-dire au moyen d'un appareil politique centralisé qui, pour lui, est l'essence du bolchévisme. Beaucoup plus savamment, et avec une parfaite efficacité finalement mortelle, il fit la même politique dans la révolution espagnole.

Ainsi, si l'article de Staline sur Lénine, qui a été réimprimé souvent et dans toutes les langues, n'était qu'une analyse banale de son sujet, il nous donne la clé de la nature politique de son auteur. Il contient même des lignes qui, en un certain sens, sont autobiographiques : « Il arriva plus d'une fois que nos propres camarades (pas seulement les menchéviks) accusèrent le camarade Lénine d'être exagérément enclin aux polémiques et aux scissions dans sa lutte irréconciliable, contre les conciliateurs... Il n'y a pas de doute que les unes et les autres eurent lieu en leur temps. » En 1920, Staline

considérait toujours Lénine comme exagérément enclin aux polémiques et aux scissions comme il le pensait en 1913. De plus, il justifiait cette tendance de Lénine sans démontrer la fausseté des accusations portées contre lui.

Quand Lénine eut sa première attaque, le public, y compris celui de la Russie des Soviets, fut incité à croire que sa maladie n'était pas grave et qu'il pourrait bientôt reprendre son travail : il avait une ténacité de dogue et venait seulement de passer la cinquantaine. Au début, les membres du Bureau politique partagèrent sincèrement cette conviction. Ils ne se préoccupèrent pas de détromper le public, ni même les ouvriers et paysans soviétiques ou les militants du rang quand, plus tard, il devint clair que ce n'était qu'un vain espoir, le mal était sérieux. Avec Lénine éloigné temporairement par la maladie, on considérait comme allant de soi que le Bureau politique devrait continuer sa tâche. Bien que pour le public en général, Trotsky semblât être le successeur tout indiqué de Lénine, et bien que les plus jeunes membres du Parti partageassent cette vue, les timoniers de l'appareil ne voyaient pas le successeur, soit dans Trotsky, soit dans tout autre membre du Bureau politique. La seule chose concevable, pensaient-ils, était la constitution d'un directoire formé des dirigeants du Parti, des membres titulaires et suppléants du Bureau politique.

Mais, en fait, une variante fut apportée à ce programme. La succession passa à un triumvirat dont Zinoviev était le chef, Kaménev le second, Staline ne venant qu'en dernier rang. Zinoviev devint ainsi en fait le successeur de Lénine ; il avait le solide appui de Kaménev et de Boukharine, celui de Staline donné contrecœur, et le soutien passif de Tomsy.

Qui Lénine favoriserait-il comme son successeur ? Jusqu'à la deuxième attaque, qui eut lieu le 16 décembre 1922, encore plein d'espoir de guérir et de pouvoir reprendre la direction, il n'avait pas considéré sérieusement cette question. Son Testament, écrit quelques jours plus tard, était visiblement un désir de mettre le Comité central en garde contre les dangers de rupture qui pourraient surgir plutôt que de dicter sa décision. Précisément à cause du pouvoir que lui valait son prestige exceptionnel, il lui répugnait d'imposer sa volonté. Aussi se borna-t-il à préciser son opinion des dirigeants les plus en vue, à faire des recommandations, dont la plus pressante concernait l'élimination de Staline du poste de secrétaire général à cause de sa « brutalité », de sa « déloyauté ». Cependant dans les deux mois qui suivirent, il jugea nécessaire de prendre une décision irrévocable : la rupture définitive des relations de camarade avec un seul de ses lieutenants, Staline. Cette rupture eut lieu durant la préparation du douzième congrès du Parti, auquel Lénine, immobilisé par une troisième attaque, ne pouvait participer. C'était le premier congrès sans Lénine, et, chose nouvelle, le premier bourré de délégués choisis par le secrétaire général. Il marquait le commencement de la fin du régime de Lénine et l'aube du stalinisme en tant qu'orientation politique nouvelle.

La rupture entre Lénine et Staline ne fut consommée qu'après que Lénine eut fait de vains efforts pour l'éviter. Quand au onzième congrès, vers la fin de mars 1922, Zinoviev et ses proches alliés soutinrent la candidature de Staline au poste de secrétaire général dans l'espoir d'utiliser l'hostilité de ce dernier contre moi pour leurs propres desseins, Lénine restait réservé hésitant. « Ce cuisinier ne nous confectionnera que des plats épicés », dit-il au cours d'une conversation privée.

Il appréhendait un retour de la maladie et il était anxieux d'utiliser le répit qui lui était laissé jusqu'à une attaque possible et qui pourrait être fatale pour établir d'un commun accord une direction collective harmonieuse du Parti.

La seule pièce de littérature marxiste sérieuse que Staline ait jamais ajoutée à l'arsenal de la théorie bolcheviste était consacrée à la question nationale. Cela remontait à 1913, et exprimait sans doute la *summa summarum* de ces propres observations au Caucase, les résultats du travail révolutionnaire pratique et certaines généralisations historiques qu'il avait, comme nous l'avons déjà dit, empruntées à Lénine. Staline les avait faites siennes, en les adaptant à ses propres conclusions, mais sans les digérer complètement, et certainement sans bien les assimiler.

Ceci devint tout à fait clair pendant le régime soviétique quand les problèmes résolus sur le papier réapparurent sous la forme des tâches administratives de la plus haute importance. C'est alors que l'accord tant vanté de Staline avec Lénine en toute chose, particulièrement sur la question nationale, et dont cet essai de 1913 était la garantie, se révéla dans une large mesure imaginaire.

Au dixième congrès, en mars 1921, Staline avait lu de nouveau son inévitable rapport sur la question nationale. Comme cela arrivait toujours avec lui, en conséquence de son empirisme, il tirait ses généralisations, non du matériel vivant, non de l'expérience soviétique, mais d'abstractions sans rapport entre elles et mal cordonnées. En 1921, comme en 1917, il continuait à répéter l'argument d'ordre général que les nations bourgeoises ne pouvaient pas résoudre leurs questions nationales, tandis que le pays des soviets avait tous les moyens de le faire. Le rapport laissa une impression de gêne et de mécontentement. Au cours du débat qui suivit, les délégués les plus intéressés à la question, surtout les représentants des partis de minorités nationales, formulèrent des critiques. Même Mikoyan, déjà cependant un des alliés politiques des plus proches de Staline et par la suite un de ses plus dévoués serviteurs, fit observer que le Parti avait besoin d'instructions touchant « les changements qui devraient être apporté au régime, et quel type de régime soviétique devrait être établi dans les pays frontières... le camarade Staline ne nous l'a pas dit ».

Les principes n'ont jamais compté pour Staline — et sur la question nationale peut-être moins que sur toute autre. Les tâches administratives immédiates lui apparaissaient toujours plus importantes que toutes les lois de l'histoire. En 1905, il ne remarqua le mouvement grandissant des masses qu'avec la permission du comité de son parti. Dans les heures de réaction, il défendit le mouvement clandestin parce que, par sa nature même, il exigeait un appareil politique centralisé. Après la Révolution de Février, quand cet appareil eut été détruit en même temps que l'illégalité, Staline perdit de vue la différence entre menchévisme et bolchévisme, et il était prêt à s'unir au parti de Tsérételli. Enfin, après la conquête du pouvoir en 1917, toutes les tâches, tous les problèmes, toutes les perspectives étaient subordonnés aux besoins de cet appareil des appareils : l'Etat. Comme commissaire aux nationalités, Staline n'approcha plus la question nationale du point de vue des lois de l'histoire, auxquelles il avait payé son tribut en 1913, mais du point de vue de la commodité des bureaux. Aussi devait-il nécessairement se trouver en conflit aigu avec les besoins des nationalités arriérées et opprimées, tandis qu'il consentait des avantages excessifs à l'impérialisme bureaucratique grand-russien.

Le peuple géorgien, presque entièrement paysan ou petit-bourgeois en sa composition, résista vigoureusement à la soviétisation de son pays. Mais les grandes difficultés qui en découlaient furent considérablement aggravées par l'arbitraire militariste, ses procédés et ses méthodes, auquel la Géorgie fut soumise. Dans ces conditions, le parti dirigeant devait être deux fois plus prudent à l'égard des masses géorgiennes. C'est précisément là qu'il faut trouver la cause du profond désaccord qui se développa entre Lénine, qui insistait sur une politique extrêmement souple, circonspecte,

patiente à l'égard de la Géorgie et en Transcaucasie particulièrement, et Staline, qui considérait que, puisque l'appareil de l'Etat était entre ses mains, notre position était assurée. L'agent de Staline au Caucase était Ordjonikidzé, le conquérant impatient de la Géorgie, qui considérait toute velléité de résistance comme un affront personnel. Staline semblait avoir oublié qu'il n'y avait pas si longtemps que nous avions reconnu l'indépendance de la Géorgie et avions signé un traité avec elle. C'était le 7 mai 1920. Mais le 11 février 1921, des détachements de l'Armée rouge avaient envahi la Géorgie, sur les ordres de Staline, et nous avaient mis devant le fait accompli. L'ami d'enfance de Staline, Irémachvili, écrit à ce propos :

Staline était opposé au traité. Il ne voulait pas que son pays natal reste en dehors de l'Etat russe et vive sous le libre gouvernement des menchéviks qu'il détestait. Son ambition le poussa vers la domination de la Géorgie, où la population paisible et sensible résistait à sa propagande destructrice avec une froide obstination... L'esprit de vengeance envers les dirigeants menchéviks, qui avaient toujours refusé d'approuver ses plans utopiques et l'avaient expulsé de leurs rangs, ne lui laissait pas de repos. Contre la volonté de Lénine, sur sa propre initiative vaniteuse, Staline acheva la bolchévisation, ou stalinisation, de sa terre natale... Staline organisa de Moscou l'expédition sur la Géorgie et la dirigea de là-bas. Au milieu de juin 1921, il entra à Tiflis en conquérant.

Staline visita la Géorgie en 1921 ; il le fit avec une autorité bien différente de celle à laquelle on était accoutumé dans son pays, quand il était Sosso, et plus tard Koba. Maintenant, il était le représentant du gouvernement, de l'omnipotent Bureau politique, du Comité central. Cependant personne en Géorgie ne vit en lui un dirigeant, spécialement dans le tiers supérieur du Parti, où on l'accueillait non comme Staline, mais comme un membre de la plus haute instance du Parti, c'est-à-dire non en vertu de sa personnalité, mais sur la base de sa fonction. Ses anciens camarades dans le travail illégal se considéraient au moins aussi compétents que lui dans les affaires de Géorgie ; ils exprimaient librement leurs désaccords avec lui et, quand ils étaient contraints de se soumettre, ils ne le faisaient qu'à contrecœur, n'épargnant pas les critiques acerbes, et menaçant de demander au Bureau politique de reprendre l'examen de l'entier problème. Staline n'était pas encore un dirigeant, même dans son propre pays. Il en était profondément affecté. Il s'estimait mieux informé que tous les autres membres du Comité central sur les questions qui touchaient la Géorgie. Si, à Moscou, il prenait son autorité dans le fait qu'il était un Géorgien familier avec les conditions locales, en Géorgie, où il apparaissait comme le représentant de Moscou libre de préjugés nationaux et de sympathies locales, il essayait de se comporter comme s'il n'était pas un Géorgien, mais un bolchevik délégué par Moscou, le commissaire aux nationalités, et comme si, pour lui, les Géorgiens étaient tout juste une des minorités nationales. Il assumait une attitude d'ignorant en ce qui concernait les particularités nationales de la Géorgie, sorte de compensation pour les sentiments fortement nationaux de sa propre jeunesse. [Il se comportait comme un Grand-Russien, piétinant les droits de son propre peuple comme nation.] C'était là ce que Lénine entendait par « étrangers russifiants » — ce qui se rapportait aussi bien à Staline qu'à Dzerjinsky, un Polonais devenu « russificateur ». D'après Irémachvili qui évidemment exagère : « Les bolcheviks géorgiens qui, au début, étaient impliqués dans l'invasion russe staliniste, considéraient comme leur but l'indépendance d'une République soviétique de Géorgie, qui n'aurait rien de commun avec la Russie, excepté les conceptions bolchevistes et l'amitié politique. Il restait des Géorgiens pour qui l'indépendance de leur pays était plus importante que toute autre chose... Mais alors vint la déclaration de guerre de Staline, qui trouva un appui loyal parmi les gardes rouges russes et la tchéka qu'il envoya en Géorgie. »



Irémachvili nous dit ensuite que Staline se heurta à l'hostilité générale à Tiflis. Au cours d'un meeting au théâtre convoqué par les socialistes de Tiflis, Staline fut l'objet d'une démonstration hostile. Il paraît vraisemblable que le vieux menchévik Irémachvili domina le meeting et accusa Staline ouvertement. On nous dit aussi que d'autres orateurs attaquèrent Staline de la même façon. Malheureusement aucun compte rendu sténographique de ces discours n'a été conservé et on n'est pas forcé de prendre trop littéralement cette partie des souvenirs d'Irémachvili : « Pendant des heures Staline fut obligé d'écouter ses adversaires en silence et d'encaisser leurs accusations. Jamais auparavant et jamais par la suite Staline ne devait être contraint d'endurer une telle indignation ouverte, courageuse. »

Les développements ultérieurs peuvent être relatés brièvement. Staline trahit encore une fois la confiance de Lénine. Afin de se créer pour lui-même un solide appui politique en Géorgie, il y provoqua, derrière le dos de Lénine et du Comité central, avec l'aide d'Ordjonikidzé et non sans l'appui de Dzerjinsky, une « révolution » véritable contre les meilleurs membres du Parti, en se couvrant abusivement de l'autorité du Comité central. Prenant avantage du fait que les réunions avec les camarades géorgiens n'étaient pas accessibles à Lénine, Staline s'efforça de le circonvenir au moyen d'informations fausses. Lénine se douta de quelque chose et demanda à son secrétaire personnel de rassembler une documentation complète sur la question géorgienne ; c'est après l'avoir étudiée qu'il décida d'engager ouvertement la lutte. Il est difficile de dire ce qui le choqua le plus : la déloyauté personnelle de Staline ou son incapacité chronique de saisir l'essence de la politique bolcheviste sur la question nationale vraisemblablement un mélange des deux.

Allant à tâtons vers la vérité, Lénine, alité, entreprit de dicter sous forme de lettre un programme qui fixerait sa position fondamentale sur la question nationale, afin qu'il ne puisse y avoir de malentendu parmi ses camarades quant à sa propre position sur les questions en cours de discussion. Le 30 décembre, il dictait la note suivante : « Je pense que l'impulsivité administrative et brutale de Staline a joué un rôle funeste, et aussi son mépris du nationalisme social. Généralement, le mépris joue, en politique, le plus détestable des rôles. » Et le jour suivant, il ajoutait ces mots à la lettre programme : « Il est naturellement nécessaire de tenir Staline et Dzerjinsky pour responsables de toute cette campagne nationaliste grand-russienne. »

Lénine était sur la bonne voie. S'il réalisait pleinement le sérieux de la situation, la caractérisation atténuée qu'il en donnait était singulière, car ce qui se passait derrière son dos, comme Trotsky l'indiqua huit années plus tard, c'était que la fraction de Staline écrasa la fraction de Lénine au Caucase. C'était la première victoire des réactionnaires dans le Parti. Elle ouvrit le second chapitre de la Révolution — la contre révolution stalinienne.

Lénine fut finalement contraint d'écrire aux oppositionnels géorgiens, le 6 mars 1923 :

Aux camarades Mdivani, Makharadzé et autres, (copie aux camarades Trotsky et Kaménev).

*Chers camarades. Je suis avec vous dans cette affaire de tout mon cœur. Je suis scandalisé par l'arrogance d'Ordjonikidzé et la connivence de Staline et Dzerjinsky. Je prépare des notes et un discours en votre faveur.*

*Lénine.*

Le jour précédent, il avait dicté pour moi la note suivante :

*Cher camarade Trotsky,*

*Je vous demande instamment de vous charger de la défense de l'affaire géorgienne au Comité central du Parti. Elle est maintenant « poursuivie » par Staline et Dzerjinsky, de sorte que je ne peux pas compter sur leur impartialité. En vérité, c'est tout le contraire ! Si vous acceptez de vous charger de cette défense, je serai tranquille. Si pour quelque raison, vous n'acceptiez pas, veuillez me retourner le dossier. Je considérerai cela comme la marque de votre désaccord. Avec mes meilleurs saluts de camarade.*

*Lénine.*

Lénine envoya ensuite deux de ses secrétaires personnelles, Glasser et Fotiéva, porter à Trotsky une note dans laquelle il lui demandait, entre autres de suivre la question géorgienne au douzième congrès du Parti qui allait se réunir. Glasser ajouta : « Quand Vladimir Ilitch a lu notre correspondance avec vous, son front s'est éclairé. Eh bien ! maintenant c'est une autre affaire ! Et il m'a chargé de vous remettre tous les manuscrits qui devaient entrer dans la fabrication de sa « bombe » pour le douzième congrès. » Kaménev m'avait informé que Lénine venait justement d'écrire une lettre par laquelle il rompait toutes relations de camarade avec Staline, de sorte que je suggérai que, puisque Kaménev devait partir ce jour même pour la Géorgie pour assister à une conférence du Parti, il pourrait être bon de lui montrer la lettre sur la question nationale afin qu'il soit en mesure de faire tout le nécessaire. Fotiéva répondit : « Je ne sais pas. Vladimir Ilitch ne m'a pas chargée de communiquer la lettre au camarade Kaménev, mais je puis le lui demander. » Quelques minutes plus tard, elle revenait et dit : « Absolument pas. Lénine dit que Kaménev montrerait la lettre à Staline, qui chercherait alors à conclure un compromis pourri afin de nous duper plus tard. — Ainsi donc, les choses sont allées si loin que Lénine n'estime plus possible de conclure compromis avec Staline même sur une ligne juste ? Oui, Ilitch n'a pas confiance en Staline ; il veut se prononcer ouvertement contre lui devant tout le Parti. Il prépare une bombe. »

Les intentions de Lénine devenaient parfaitement claires. Prenant la politique de Staline comme exemple, il voulait dénoncer devant le Parti (et le faire sans ménagement) le danger de la transformation bureaucratique de la dictature. Fotiéva revint peu après avec un autre message de Vladimir Ilitch qui, dit-elle, avait décidé d'agir immédiatement et avait écrit la note — citée ci-dessus — à Mdivani et Makharadzé.

« — Comment expliquez-vous ce changement ? demandai-je à Fotiéva.

— Son état s'aggrave d'heure en heure, répondit-elle et il est impatient de faire encore tout ce qu'il peut. »

[Deux jours plus tard, Lénine avait sa troisième attaque.]

Parlant au congrès du Parti, le 23 avril, Staline déclara dans sa conclusion sur la question nationale : « On a beaucoup parlé ici de notes et d'articles de Vladimir Ilitch. Je ne voudrais pas citer mon maître, le camarade Lénine, puisqu'il n'est pas ici, car je craindrais de risquer de me référer à lui incorrectement inexactement... »

C'est certainement là un modèle du jésuitisme le plus extraordinaire. Staline savait fort bien à quel point Lénine était indigné contre sa politique nationale et comment, seule, une grave maladie empêcha son « maître » de se débarrasser de ce « disciple » précisément à propos de cette question nationale.



## XII

### LE CHEMIN DU POUVOIR

Dans l'intervalle entre sa première et sa deuxième crise, Lénine ne put travailler qu'en donnant la moitié de son énergie d'autrefois. Constamment, son système artériel subissait des secousses, peu graves en apparence, mais menaçantes. A l'une des séances du Bureau politique, comme il se levait pour envoyer à quelqu'un un billet, il chancela légèrement. Je m'en aperçus seulement parce qu'il eut aussitôt le visage tout défait. C'était encore l'un des nombreux avertissements que lui envoyaient les centres vitaux.

Lénine ne se faisait pas d'illusions. Sa préoccupation dominante était alors l'avenir du Parti : comment marcherait le travail sans lui et après lui ? A cette époque se formait déjà dans sa tête le document qui, dans la suite, est devenu connu comme son Testament.

Dans la même période, quelques semaines avant la deuxième crise, j'eus avec lui une grande conversation. En raison de l'importance politique de l'entretien, j'en fis part aussitôt à plusieurs de mes amis ; c'est une des raisons pour lesquelles j'ai gardé des propos de Lénine un souvenir très précis.

Lénine m'avait demandé d'aller le voir dans sa chambre au Kremlin. Il avait constaté, à son retour au travail, une croissance monstrueuse du bureaucratisme dans notre appareil soviétique ; il était urgent de l'enrayer. Il suggérait la création d'une commission spéciale du Comité central et me demandait d'y participer activement. Je répondis : « Vladimir Ilitch, je suis convaincu que, dans la lutte contre le bureaucratisme de l'appareil soviétique, nous ne devons pas perdre de vue le phénomène général qui domine la situation : une sélection spéciale de fonctionnaires et de spécialistes, de membres du Parti et d'hommes hors parti, au Centre et dans les provinces, même dans les bureaux locaux du Parti, est faite sur la base de la loyauté envers certaines personnalités dominantes du Parti et certains groupes à l'intérieur du Comité central lui-même. Chaque fois que vous attaquez un petit secrétaire, vous tombez sur un dirigeant important du Parti... Je ne pourrais donc pas, dans les circonstances présentes, travailler avec la commission dont vous parlez. »

Lénine se montra préoccupé pour un moment et — je cite ses paroles littéralement — me dit : « En d'autres termes, je vous propose une campagne contre le bureaucratisme de l'appareil soviétique et vous me proposez de l'étendre en y ajoutant le bureaucratisme du Bureau d'organisation du Parti ? »



Je me mis à rire, tellement la remarque était pour moi inattendue : « Mettons qu'il en soit ainsi. »

« — Eh bien ! alors, reprit Lénine, je vous propose un bloc.

— Il est toujours agréable de faire un bloc avec un brave homme, dis-je. »

Nous convînmes que Lénine se chargerait de la proposition tendant à créer cette commission du Comité central qui devrait engager la bataille contre le bureaucratisme « en général », et dans le Bureau d'organisation en particulier. Nous nous séparâmes là-dessus. Deux semaines passèrent. La santé de Lénine empira. C'est alors que ses secrétaires m'apportèrent ses notes et sa lettre sur la question nationale. Puis, pendant des mois, il fut paralysé par l'artériosclérose, et rien ne pouvait être fait concernant notre bloc contre le bureaucratisme du Parti. Il est évident que le plan de Lénine était dirigé avant tout contre Staline, bien que son nom ne fût pas mentionné ; cela correspondait à la démarche de la pensée et des préoccupations que Lénine formula explicitement dans son Testament. Si, à cette époque, Staline tenait dans ses mains la commission centrale de contrôle, le Bureau d'organisation et le secrétariat du Parti, Zinoviev avait la majorité au Bureau politique et au Comité central, ce qui contribuait à lui assurer la première place dans le triumvirat. La lutte entre lui et Staline, dissimulée mais cependant fort vive, avait pour objet la conquête de la majorité au congrès du Parti. Zinoviev contrôlait complètement l'organisation de Petrograd, et son partenaire Kaménev celle de Moscou. Les deux centres les plus importants du Parti n'avaient donc besoin que de l'appui de quelques autres pour obtenir la majorité au congrès. Cette majorité était nécessaire pour l'élection d'un Comité central et la ratification de résolutions favorables à Zinoviev. Mais celui-ci échoua à obtenir une majorité ; la plupart des organisations du Parti en dehors de Petrograd et de Moscou restèrent sous la solide emprise du secrétaire général.

Cependant Zinoviev insistait pour prendre la place de Lénine au douzième congrès et assumer ainsi ouvertement le rôle de successeur de Lénine en faisant le rapport politique dès la séance d'ouverture. Durant les préparatifs du congrès, la question la plus épineuse était de savoir qui prononcerait ce discours clé ; depuis la fondation du parti, il avait toujours été la prérogative de Lénine. Quand elle vint devant le Bureau politique, Staline fut le premier à dire : « Le rapport politique devra être fait naturellement par le camarade Trotsky. »

Je ne pouvais accepter, car à mes yeux cela aurait semblé signifier que je songeais à remplacer Lénine au moment où il se débattait contre la maladie. Je répondis à peu près ceci : « Il s'agit d'un intérim, nous espérons que Lénine sera bientôt rétabli. Dans l'intervalle, le rapport doit être fait par le secrétaire général, cela découle de sa fonction et éliminera tout prétexte, à de vaines spéculations. D'ailleurs, entre vous et moi, il y a de sérieuses divergences, notamment dans les questions économiques, et je suis dans la minorité. — Mais supposons qu'il n'y ait pas de divergences ? » demanda Staline, laissant ainsi entendre qu'il était prêt à faire des concessions, c'est-à-dire à conclure un compromis pourri.

Kalinev intervint dans ce dialogue : « Quelles divergences ? me demanda-t-il. Vos propositions sont toujours adoptées par le Bureau politique. » Je continuais à insister pour que Staline fit le rapport. « En aucun cas, répliqua-t-il avec une modestie démonstrative. Le Parti ne comprendrait pas. Le rapport doit être fait par le membre le plus populaire du Comité central. »

La question fut finalement tranchée au Comité central, où Zinoviev eut la majorité. Il devenait alors clair pour les membres du Parti que Zinoviev prenait la place

de Lénine à la tête du Parti. Mais le secrétaire général se hâta de manœuvrer contre son co-triumvir, Zinoviev ne fut pas accueilli par les applaudissements habituels ; un silence pesant régna pendant qu'il prononçait son discours. Le verdict des délégués était clair : dans son nouveau rôle, Zinoviev était considéré comme un usurpateur.

Le douzième congrès du Parti, qui dura une semaine, du 17 au 25 avril 1923, éleva Staline d'une position subalterne à la première place dans le triumvirat. La majorité de Zinoviev au Comité central et au Bureau politique fut renversée ; Staline gagnait le contrôle de l'un et de l'autre. Mais son achèvement le plus important touchait la Commission centrale de contrôle et le réseau des commissions de contrôle provinciales. Au onzième congrès, Staline était devenu le maître secret de la Commission centrale de contrôle ; la majorité de ses membres étaient ses hommes. Mais les commissions provinciales ou locales, beaucoup d'entre elles élues avant qu'il devînt secrétaire général, échappaient à son emprise. Staline aborda le problème selon sa manière habituelle. Sous un prétexte quelconque, des affaires soumises à la juridiction de commissions hostiles étaient simplement transférées à la commission centrale quand elles touchaient aux intérêts du secrétariat ; de plus, partout où cela pouvait être fait sans retenir l'attention, les commissions étaient simplement abolies par décision de la commission centrale.

Ayant été battu au douzième congrès, Zinoviev tenta de rétablir sa position politique par un marchandage. Il hésita entre deux plans : 1<sup>e</sup> réduire le secrétariat à son ancien statut de dépendance à l'égard du Bureau politique, en le privant de tous les pouvoirs qu'il s'était lui-même attribués, et 2<sup>e</sup> y introduire un collège spécial de trois membres qui constituerait sa plus haute autorité, ces trois devant être Staline, Trotsky et soit Kaménev, soit Boukharine ou Zinoviev. Quelque combinaison de ce genre, pensait-il, était indispensable pour contrecarrer l'influence excessive de Staline.

Il inaugura ces tractations à Kislovodsk, en septembre 1923. Vorochilov, alors à Rostov, reçut une invitation télégraphique. De même l'ami de Staline, Ordjonikidzé. Les autres dirigeants présents étaient Zinoviev, Boukharine, Lachévitch et Evdokimov. Zinoviev, qui écrivit un résumé de cette conférence, relatait que « le camarade Staline répondit par un télégramme d'un ton grossier mais amical... Il vint quelque temps plus tard et nous eûmes plusieurs conversations. On décida finalement que nous ne toucherions pas au secrétariat, mais qu'afin de coordonner le travail d'organisation avec les activités politiques, nous enverrions trois membres du Bureau politique au Bureau d'organisation. Cette suggestion peu pratique fut faite par le camarade Staline et nous l'acceptâmes... Les trois membres du Bureau politique étaient Trotsky, Boukharine et moi. J'assistai aux séances du Bureau d'organisation une ou deux fois, je pense ; Boukharine et Trotsky ne vinrent pas une seule fois. Il ne sortit rien de cet essai. »

Durant cette période, la situation révolutionnaire en Allemagne était entrée dans une phase aiguë. Cependant les triumvirs étaient trop préoccupés par leur lutte contre Trotsky et par leurs propres rivalités pour accorder à ce problème capital — il dominait alors tous les autres — l'attention qu'il méritait. Au Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste, que Zinoviev réunit à Moscou du 12 au 24 juin pour arrêter les grandes lignes de l'action et fixer le rôle que chaque section de l'Internationale communiste devrait y jouer, les discussions et les conclusions furent si confuses que les participants eux-mêmes étaient embarrassés pour indiquer les décisions prises, et les interprétations qu'ils en donnaient étaient parfois nettement divergentes. Elles ne faisaient, au reste, que refléter celles qui existaient parmi les triumvirs, comme on l'apprit plus tard quand fut rendue publique la lettre suivante que Staline écrivit à la date du 7 août 1923 :

Devons-nous, nous communistes, chercher (dans phase actuelle) à nous emparer du pouvoir sans les social-démocrates ; sommes-nous assez mûrs pour cela ? Selon moi, tout est là. En prenant le pouvoir, nous avons, en Russie des réserves comme : a) le pain, b) la terre au paysans, c) le soutien de l'immense majorité de la classe ouvrière, d) la sympathie des paysans. Les communistes allemands n'ont en ce moment rien de semblable. Certes, ils ont dans leur voisinage la nation soviétique, ce que nous n'avions pas, mais que pouvons-nous leur offrir à l'heure actuelle ? Si, aujourd'hui, en Allemagne, le pouvoir pour ainsi dire tombait et que les communistes s'en saisissent, ils échoueraient avec fracas. Cela dans le « meilleur » des cas. Et dans le pire, on les mettrait en pièces et on les rejetterait en arrière. Le tout n'est pas que Brandler veut « éduquer les masses » — le tout est que la bourgeoisie, plus les social-démocrates de droite, transformeraient à coup sûr le cours — la démonstration — en bataille générale (en ce moment toutes les chances sont de leur côté) et les écraseraient. Certes, les fascistes ne dorment pas, mais nous avons intérêt à ce qu'ils attaquent les premiers : cela groupera toute la classe ouvrière autour des communistes (l'Allemagne n'est pas la Bulgarie). D'ailleurs, d'après tous les renseignements, les fascistes sont faibles en Allemagne. Selon moi, on doit retenir les Allemands et non pas les stimuler.

Ce document lamentable, où une crasse ignorance s'étale à chaque ligne, marque les débuts de Staline dans la participation aux travaux de l'Internationale communiste, il n'avait assisté à aucun de ses congrès, et on peut comprendre pourquoi la direction du Parti communiste russe l'en tenait à l'écart.

Qu'un mouvement révolutionnaire engagé dans de telles conditions se soit terminé par une débâcle, on ne peut s'en étonner. Les triumvirs qui en portaient la pleine responsabilité n'eurent cependant d'autre souci que de trouver un bouc émissaire et de détourner sur lui leurs critiques, ils dénoncèrent l'homme qui était alors à la tête du Parti communiste allemand, Brandler, comme « droitier » et le firent condamner par toutes les sections de l'Internationale communiste où le « monolithisme » commençait à s'implanter.

La déroute allemande eut une répercussion immédiate au sein du Parti communiste de l'Union soviétique. Les bolcheviks sincères étaient troublés, beaucoup d'entre eux insistaient pour avoir autre chose qu'un compte-rendu de pure forme au sujet de l'attitude des dirigeants du Parti en cette circonstance. Ils voulaient que les problèmes posés soient discutés dans un débat public. Leur première demande était donc la restauration du droit de former des fractions à l'intérieur du Parti, droit aboli par le dixième congrès en 1921. Le mécontentement manifesté à l'intérieur du Parti à l'égard du triumvirat avait couvé depuis le douzième congrès ; il n'était pas limité aux triumvirs, il était dirigé contre le Comité central dans son ensemble. Quarante-six bolcheviks éminents, parmi lesquels Piatakov, Sapronov, Sérébriakov, Préobrajensky, Ossinsky, Drobnis, Alsky, V.M. Smirnov, publièrent une déclaration dans laquelle ils disaient notamment :

Le régime qui a été établi dans le Parti est absolument intolérable. Il annihile toute initiative à l'intérieur du Parti. Il remplace le Parti par l'appareil.... qui fonctionne assez bien quand tout va bien, mais qui, inévitablement flanche dans les périodes de crises et qui menace de faire complète banqueroute lorsqu'il se trouvera en présence des graves développements qui sont devant nous. La présente situation est due au fait que le régime d'une dictature fractionnelle, qui se développa après le dixième congrès, a survécu à son utilité.

Les quarante-six se déclaraient non satisfaits des gestes vides de la réunion plénière de septembre « élargissant la démocratie » dans le Parti. Des meetings de protes-

tation étaient organisés, et l'agitation publique contre le régime bureaucratique ne se manifestait pas seulement à l'intérieur des institutions soviétiques, mais même dans les organisations du Parti. Dans un effort pour décomposer ce mouvement croissant de protestation, qui menaçait de se développer en une opposition unie de la gauche, Zinoviev, au nom du triumvirat, publia un article dans le numéro du 7 novembre de la Pravda — sixième anniversaire de la Révolution bolcheviste — qui autorisait la discussion, en affirmant d'ailleurs qu'une « démocratie ouvrière » existait dans le Parti. En même temps, des débats entre les dirigeants aboutirent finalement à une résolution que le Comité central fit sienne le 5 décembre 1923, dans laquelle la bureaucratie, les privilèges spéciaux, etc.. étaient condamnés, et la restauration du droit de critique solennellement promise, ainsi que des élections sincères dans tous les domaines. Trotsky, malade depuis le commencement de novembre, et par suite incapable de participer à la discussion générale, joignit sa signature à celle des autres membres du Comité central.

La lutte intérieure s'était déroulée dans un tel secret que le Parti dans son ensemble l'ignorait complètement et tous ses membres, sauf une poignée d'initiés, regardaient Trotsky comme un défenseur du présent régime. Aussi, après avoir signé la résolution du 5 décembre, décida-t-il de publier une déclaration précisant sa propre position, dans laquelle il expliquait franchement ses craintes touchant le danger bureaucratique la possibilité d'une dégénérescence du mouvement bolcheviste, appelait la jeunesse à dédaigner l'obéissance passive, l'arrivisme et la servilité.

Cette lettre provoqua une tempête d'indignation parmi les dirigeants. Le plus furieux de tous était Zinoviev qui, comme Boukharine, devait le révéler quatre années plus tard, insista pour que Trotsky fût arrêté et accusé de trahison. De plus, bien que la discussion ait été officiellement autorisée, la Commission centrale de contrôle siégea sans arrêt. La treizième conférence du Parti, réunie du 16 au 19 janvier 1924, pour préparer le treizième congrès qui devait avoir lieu en mai, adopta, sur la base d'un rapport de Staline, une résolution qui condamnait la discussion pour la démocratie à l'intérieur du Parti et le rôle de Trotsky dans les termes suivants :

« L'opposition dirigée par Trotsky met en avant le mot d'ordre : « l'appareil du Parti doit être brisé », et elle tente de transférer le centre de gravité de la lutte contre la bureaucratie dans l'appareil de l'Etat en la lutte contre la « bureaucratie » de l'appareil du Parti. Une telle critique dépourvue de tout fondement et la tentative directe de discréditer l'appareil du Parti ne peuvent, objectivement parlant, conduire à rien d'autre qu'à soustraire l'appareil de l'Etat à l'influence du Parti. »

Finalement, le Bureau politique ordonna à Trotsky, encore malade, d'aller faire une cure au Caucase. C'est pendant ce voyage qu'il reçut un télégramme de Staline disant que Lénine, dont la santé s'était récemment améliorée, était mort soudainement.

Politiquement, Staline et moi avons été longtemps dans des camps opposés et irréconciliables. Mais dans certains cercles, c'est devenu la règle de parler de ma « haine » de Staline et d'assumer à priori que tout ce que j'écris, non seulement sur le dictateur de Moscou mais sur l'Union soviétique, est inspiré par ce sentiment. Pendant les dix années de mon présent exil, les agents littéraires du Kremlin se sont systématiquement déchargés de la nécessité de répondre pertinemment à ce que j'écris sur l'U.R.S.S. par une allusion trop commode à ma « haine » de Staline. Freud désapprouvait hautement cette variété de psychanalyse de pacotille. La haine, est, après tout, une sorte de lien personnel. Or, Staline et moi nous avons été séparés par



des événements qui ont anéanti et réduit en cendres tout ce qu'il pouvait y avoir de personnel entre nous, sans laisser aucun résidu d'aucune sorte. Il y a un élément d'envie dans la haine. Mais pour moi, en esprit et en sentiment, l'ascension sans précédent de Staline représente la chute la plus profonde. Staline est mon ennemi. Mais Hitler aussi est mon ennemi, et de même Mussolini, et de même beaucoup d'autres. Aujourd'hui, je porte aussi peu de haine à Staline qu'à Hitler, à Franco ou au mikado. Avant tout, je m'efforce de les comprendre, de façon à être mieux équipé pour les combattre. D'une manière générale, dans les questions d'importance historique, la haine personnelle est un sentiment médiocre et méprisable. Il n'est pas seulement dégradant, il rend aveugle. Eh bien ! à la lumière des événements qui se sont récemment déroulés dans le monde, aussi bien que dans l'Union soviétique, beaucoup de mes adversaires eux-mêmes se sont convaincus que je n'étais pas si aveugle : celles de mes prédictions qui semblaient les moins plausibles se sont montrées correctes.

Ces lignes d'introduction *pro domo sua* sont d'autant plus nécessaires que je vais aborder maintenant un thème particulièrement pénible. Je me suis efforcé de dégager les caractéristiques générales de Staline sur la base d'une observation attentive et d'une minutieuse étude de sa biographie. Je ne nie pas que le portrait qui en résulte soit sombre et même sinistre. Mais je défie quiconque d'essayer de lui en substituer un autre, de trouver une figure plus humaine derrière ces faits qui ont choqué l'imagination des hommes durant les dernières années — les épurations massives, les accusations sans analogue, les procès fantastiques, l'extermination d'une entière génération de révolutionnaires, et finalement les récentes machinations dans le domaine international.

Maintenant, je vais présenter des faits plutôt exceptionnels, ainsi que des pensées et suspicions qui s'y rattachent, sur ce sujet-ci : comment un révolutionnaire provincial est devenu le dictateur d'un grand pays. Ces pensées et suspicions ne me sont pas venues d'un coup. Elles ont mûri lentement, et toutes les fois qu'elles me venaient à l'esprit dans le passé, je les rejetais comme le produit d'une méfiance excessive. Mais les « procès de Moscou » — qui révélèrent un diabolique essaim d'intrigues, de faux, de falsifications, d'empoisonnements et de meurtres, issu du dictateur du Kremlin — ont projeté une lueur sinistre sur les années antérieures. Je commençais alors à me demander avec une insistance croissante : « Quel fut le rôle réel de Staline au temps de la maladie de Lénine ? Le « disciple » ne fit-il rien pour « hâter » la mort de son « maître » ? »

Je me rends compte mieux que quiconque de la monstruosité d'un tel soupçon. Mais qu'y faire, quand il découle de circonstances, de faits, et du caractère de Staline lui-même ? En 1922, l'appréhension de Lénine l'avait conduit à donner cet avertissement : « Ce cuisinier ne nous préparera que des plats épicés. » Ils se trouvèrent être non seulement épicés, mais empoisonnés, et pas seulement au sens figuré mais littéralement. En 1937, je notai par écrit, pour la première fois, des faits, qui, en leur temps (1923-1924), ne furent connus que de sept ou huit personnes, et alors seulement partiellement. De ce nombre, en dehors de moi-même, seuls Staline et Molotov sont encore parmi les vivants. Mais ces deux derniers — en accordant que Molotov fût parmi les initiés, ce dont je ne suis pas certain — n'ont aucune raison de confesser ce que je vais exposer maintenant. Je dois ajouter que chaque fait mentionné par moi, chaque référence et citation, peuvent être confirmés, soit par des publications soviétiques officielles, soit par des documents conservés dans mes archives. J'eus l'occasion de fournir des explications orales et écrites devant la commission d'enquête sur les « procès de Moscou » présidée par John Dewey, et pas une seule des centaines de ces références et citations que j'ai présentées n'a jamais été contestée.

L'iconographie, riche en quantité (pour ne rien dire de sa qualité), constituée durant les dernières années, montre invariablement Lénine en compagnie de Staline. Ils sont assis côte à côte, prennent conseil l'un de l'autre, se regardent amicalement. Cet encombrant motif répété en peinture, en sculpture, sur l'écran, est dicté par le désir de faire oublier le fait que la dernière période de la vie de Lénine fut dominée par un violent conflit entre Staline et lui, conflit qui s'acheva par une rupture totale. Comme toujours, il n'y avait absolument rien de personnel dans l'hostilité de Lénine à l'égard de Staline. Il est certain qu'il appréciait hautement certains traits de Staline, sa fermeté de caractère, son opiniâtreté, même sa dureté et sa ruse, attributs indispensables dans les batailles, et par suite utiles au quartier général du Parti. Mais, avec le temps, Staline profita de plus en plus des occasions que son poste offrait pour recruter des hommes dévoués à lui personnellement, et pour se venger de ses adversaires. Ayant reçu en 1919 la direction du commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne, Staline la transforma progressivement en un instrument de favoritisme et d'intrigues. Il fit du secrétariat général du Parti une source inépuisable de faveurs et de prébendes. Il avait mésusé de la même façon, pour des fins personnelles, de sa position de membre du Bureau d'organisation et du Bureau politique. Un motif personnel pouvait être discerné dans toutes ses actions. Peu à peu Lénine devint convaincu que certains traits de Staline, multipliés par l'appareil du Parti, étaient directement nuisibles. C'est ainsi que mûrit sa décision d'écarter Staline de l'appareil et de le replacer dans la situation de simple membre du Comité central du Parti. Les lettres de Lénine de cette époque sont ce qu'il y a de plus inaccessible dans l'Union soviétique d'aujourd'hui. Heureusement, des copies dactylographiées et des photocopies d'un certain nombre d'entre elles sont dans mes archives, j'en ai déjà publié quelques-unes.

La santé de Lénine s'aggrava soudainement vers la fin 1921. La première attaque le frappa en mai de l'année suivante. Pendant deux mois, il fut incapable de se mouvoir, de parler ou d'écrire. Il entra lentement en convalescence au commencement de juillet. Quand il put retourner au Kremlin, en octobre, et reprendre son travail, il fut littéralement effrayé par le développement de la bureaucratie, de l'arbitraire et des intrigues dans les institutions du Parti et du gouvernement. En décembre, il ouvrit le feu contre Staline à propos des persécutions exercées à l'égard des nationalités, spécialement contre la politique qu'il imposait en Géorgie, où l'autorité du secrétaire général était ouvertement défiée. Il attaqua Staline sur la question du monopole du commerce extérieur, et préparait pour le prochain congrès du Parti un discours que ses secrétaires, citant ses propres mots, désignaient comme « une bombe contre Staline ». Le 23 janvier, au grand effroi du secrétaire général, il soumit un projet de création d'une commission ouvrière de contrôle qui devrait mettre un terme à la toute-puissance de la bureaucratie. « Parlons franchement, écrivait Lénine le 2 mars, le commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas aujourd'hui de la plus légère autorité... Il n'y a pas de pire institution, chez nous, que notre commissariat de l'Inspection. » Or, Staline était à la tête de cette Inspection. Il comprit ce que signifiait un tel langage.

Au milieu de décembre 1922, la santé de Lénine empira de nouveau. Il dut s'abs tenir d'assister aux conférences, restant cependant en contact avec le Comité central au moyen de notes et de messages téléphonés. Staline agit immédiatement pour tirer profit de la situation en cachant à Lénine une grande partie des informations centralisées au secrétariat du Parti. Il s'efforçait de l'isoler, d'écarter ceux qui lui étaient le plus proches, tandis que Kroupskaïa faisait tout ce qu'elle pouvait pour défendre le malade contre ces manœuvres hostiles. Mais Lénine était capable de reconstituer une vue d'ensemble de la situation sur la base d'indications fortuites à peine perceptibles. « Protégez-le contre tout souci », insistaient les médecins. C'était plus facile à

dire qu'à faire. Immobilisé dans son lit, isolé du monde extérieur, Lénine était en proie à l'inquiétude et à l'indignation. La cause principale en était Staline, dont la conduite devint plus impudente à mesure que les bulletins de santé des médecins devinrent moins favorables. En ces jours, Staline était sombre, la pipe serrée entre les dents, une lueur sinistre dans ses yeux jaunes, grognant au lieu de répondre. Son destin était en jeu. Il était résolu à surmonter tous les obstacles. Ce fut alors que la rupture finale eut lieu entre Lénine et lui.

L'ancien diplomate Dmitriévsky, toujours très amical à l'égard de Staline, rapporte ce qu'on disait dans l'entourage du secrétaire général au sujet de ce dramatique épisode : « Comme Kroupskaïa, dont les constants tourments l'agaçaient, lui téléphonait une fois encore pour obtenir de lui quelque information, Staline... lui répondit dans un langage outrageant. Kroupskaïa, toute en larmes, alla immédiatement se plaindre à Lénine. Celui-ci, dont les nerfs étaient déjà tendus au plus haut point par les intrigues, ne put se contenir plus longtemps. Kroupskaïa envoya aussitôt la lettre de rupture à Staline... « Mais vous connaissez Vladimir Ilitch, dit triomphalement Kroupskaïa à Kaménev, il ne serait jamais allé jusqu'à rompre des relations personnelles, s'il n'avait pensé nécessaire d'écraser Staline politiquement. » »

Kroupskaïa dit réellement ce qui est ici rapporté, mais pas du tout sur un ton de triomphe ; au contraire, cette femme toujours sincère et sensible était pleine d'appréhension craintive et de souci. Il n'est pas vrai qu'elle se « plaignit » de Staline ; elle était toujours disposée, dans la mesure où elle le pouvait, à jouer le rôle de tampon. Mais, en réponse aux questions pressantes de Lénine, elle ne pouvait lui en dire plus que ce que le secrétariat voulait bien lui communiquer, et Staline dissimulait les informations les plus importantes. La lettre de rupture, ou plutôt la note de quelques lignes dictée le 6 mars à une sténographe de confiance, annonçait sèchement la rupture de toute « relation personnelle et de camarade avec Staline ». Cette note, le dernier texte de Lénine, est en même temps la conclusion définitive de ses relations avec Staline. L'attaque la plus sévère de toutes surgit alors et avec elle la perte de la parole.

Une année plus tard, quand Lénine était déjà embaumé dans son mausolée, la responsabilité de la rupture, comme il apparaît nettement du récit de Dmitriévsky, était ouvertement attribuée à Kroupskaïa. Staline l'accusait d'« intrigues » contre lui. Iaroslavsky, qui faisait habituellement les commissions douteuses de Staline, dit en juillet 1926, à une séance du Comité central : « Ils tombèrent si bas qu'ils osèrent tourmenter Lénine malade avec leurs jérémiades, se plaignant d'avoir été blessés par Staline. Quelle honte d'avoir mêlé des affaires personnelles à des questions politiques de la plus haute importance ! » — « Ils », c'était Kroupskaïa. On se vengeait ainsi contre elle des affronts que Staline avait dû subir de la part de Lénine. De son côté, Kroupskaïa me parla à diverses reprises de la profonde méfiance de Lénine à l'égard de Staline durant les derniers mois de sa vie. « Volodya me disait : « Il » (Kroupskaïa ne le désignait pas par son nom, mais inclinait la tête dans la direction de l'appartement de Staline) est dépourvu de l'honnêteté la plus élémentaire, de la plus simple honnêteté humaine... »

Le « Testament » de Lénine — c'est-à-dire ses ultimes conseils sur l'aménagement de la direction du Parti fut écrit en deux fois durant sa seconde maladie : le 25 décembre 1922 et le 4 janvier 1923. « Staline, devenu secrétaire général, déclare, le Testament, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il puisse toujours en user avec suffisamment de prudence. » Dix jours plus tard, cette formule réservée sembla insuffisante à Lénine, et il ajouta un post-scriptum : « Je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du cama-

rade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc.» Lénine s'efforçait d'exprimer son appréciation de Staline en termes aussi peu offensants que possible, mais il insistait sur la nécessité de l'éloigner du seul poste qui pouvait lui donner son exceptionnel pouvoir,

Après ce qui s'était passé durant les mois précédents, le « Testament » ne pouvait être une surprise pour Staline. Il le ressentit néanmoins comme un coup cruel. Quand il lut le texte pour la première fois — Kroupskaïa le lui avait transmis pour le congrès du Parti qui allait se réunir — en présence de son secrétaire, Mekhlis, plus tard chef politique de l'Armée rouge, et du dirigeant soviétique Syrtsov, qui a depuis disparu de la scène, il éclata en exclamations grossières et vulgaires qui donnaient la mesure de ses vrais sentiments à l'égard de son « maître ». Bajanov, un autre ex-secrétaire de Staline, a décrit la séance du Comité central à laquelle Kaménev lut le « Testament » : « Une génie terrible paralysa tous ceux qui étaient présents. Staline, assis sur les marches de la tribune, se sentait petit et misérable. Je l'examinai attentivement ; malgré son sang-froid et son affectation de calme, il était évident qu'il sentait que son destin était en jeu... » Radek, assis près de moi à cette séance mémorable, se pencha vers moi et dit : « Maintenant, ils n'oseront plus rien contre vous. » Il songeait à deux passages du Testament : l'un qui me caractérisait comme « l'homme le plus capable du présent Comité central », et l'autre qui demandait l'éloignement de Staline de son poste de secrétaire à cause de sa grossièreté, de sa déloyauté et de sa tendance à abuser du pouvoir. Je répondis à Radek : « Au contraire, ils voudront maintenant aller jusqu'au bout et aussi rapidement que possible. » En fait, non seulement le Testament ne réussit pas à mettre fin à la lutte intérieure — ce qu'avait voulu Lénine, — mais il l'intensifia au suprême degré. Staline ne pouvait plus douter que le retour de Lénine à l'activité signifierait la mort politique du secrétaire général. Et inversement, seule la mort de Lénine pouvait laisser la voie libre pour Staline.

Durant la seconde maladie de Lénine, vers la fin de février, 1923, à une réunion du Bureau politique à laquelle assistaient Zinoviev, Kaménev et l'auteur de ces lignes, Staline nous informa, après le départ du secrétaire, que Lénine l'avait fait soudainement appeler et lui avait demandé du poison. Lénine avait perdu une fois encore l'usage de la parole, il considérait son état désespéré, prévoyait proche une nouvelle attaque n'avait pas confiance en ses médecins, dont il avait remarqué les contradictions. Son esprit était parfaitement clair, mais ses souffrances étaient intolérables. J'étais en mesure de suivre le développement de la maladie de Lénine jour par jour grâce au D'Guétier, notre commun médecin, qui était aussi un ami de notre famille.

- « — Est-ce possible que ce soit la fin, Fiodor Alexandrovitch ? demandions-nous, anxieusement.
- Absolument impossible de le dire. Il peut encore s'en sauver, il a une puissante constitution.
- Et ses facultés mentales ?
- Essentiellement, elles resteront intactes. Chaque note n'aura peut-être pas sa pureté antérieure, mais le virtuose restera un virtuose. »

Nous continuions à espérer et, tout d'un coup, je me trouvais inopinément en présence de la révélation que Lénine, incarnation même de la volonté de vivre, cherchait du poison pour lui-même. Par quelles luttes intérieures avait-il dû passer !

Je me souviens à quel point l'expression du visage de Staline me sembla extra-



ordinaire, énigmatique, peu en accord avec les circonstances. La requête qu'il nous transmettait était tragique ; pourtant un sourire malsain errait sur son visage comme sur un masque. Nous n'ignorions pas la contradiction qu'il pouvait y avoir entre ses traits et ses paroles. Mais, cette fois, c'était absolument insupportable, le côté odieux en était accru par le fait que Staline s'abstenait de formuler son opinion comme s'il attendait de savoir ce que les autres diraient : voulait-il voir d'abord quelle serait notre réaction, sans s'engager lui-même ? ou avait-il quelques pensées cachées, à lui ? ... Je vois devant moi Kaménev, pâle et silencieux, il aimait sincèrement Lénine, et Zinoviev, égaré comme toujours dans les moments difficiles. Savaient-ils quelque chose avant la séance ? Ou Staline lançait-il sa sinistre information comme une surprise sur ses alliés du triumvirat aussi bien que sur moi ?

- « — Naturellement, nous ne pouvons pas même songer à accueillir cette requête ! m'exclamai-je. Guétier n'a pas perdu l'espoir. Lénine peut encore se rétablir.
- Je lui ai dit tout cela, répondit Staline, non sans une marque d'ennui, mais il ne voulait rien entendre. Le Vieux souffre. Il doit avoir le poison à portée de la main... Il ne l'utiliserait que lorsqu'il serait convaincu que son état est désespéré.
- En tout cas, c'est absolument hors de question, insistai-je, et je crois que, cette fois, Zinoviev m'appuya. Il pourrait succomber à une crise passagère et prendre la décision irrévocable.
- Le Vieux souffre », répéta Staline, le regard vague, au delà de nous et, comme précédemment, ne disant rien dans un sens ou dans l'autre. Sa pensée suivait visiblement une ligne parallèle à la conversation, mais pas entièrement en accord avec elle.

Il est possible, sans doute, que des événements ultérieurs aient influencé certains détails de mes souvenirs, bien que, en général, je sais pouvoir me fier à ma mémoire. Cependant, cette scène, est de celles qui ont laissé en moi une empreinte indélébile. A mon retour chez moi, je la décrisis en détail à ma femme. Et toujours, depuis, chaque fois que je la revois en pensée, je ne puis m'empêcher de me dire : la conduite de Staline, toute son attitude étaient déconcertantes et sinistres. Que voulait cet homme ? Et pourquoi gardait-il toujours cet insidieux sourire sur son visage ? ... On ne décida rien, puisqu'il s'agissait d'une conversation privée hors séance, mais nous nous séparâmes dans l'accord implicite que nous ne pouvions pas même retenir l'idée d'envoyer du poison à Lénine.

Ici, naturellement, une question se pose : comment et pourquoi Lénine, qui à ce moment se méfiait extrêmement de Staline, s'adressa-t-il à lui pour une telle requête, qui en soi présupposait le plus haut degré de confiance personnelle ? Un mois auparavant, Lénine avait écrit l'impitoyable post-scriptum à son Testament. Et c'est quelques jours après qu'il rompit toute relation personnelle avec lui. Staline n'avait pu manquer de se poser à lui-même la question : pourquoi est-ce justement à moi que Lénine s'adresse ? La réponse est simple : Lénine voyait en Staline le seul homme capable de lui apporter du poison parce qu'il avait un intérêt direct à le faire. Avec son instinct infailible, le malade devinait ce qui se passait au Kremlin et hors de ses murs, et il connaissait les sentiments réels de Staline à son égard. Lénine n'avait pas même besoin de faire le tour de ses camarades les plus proches pour se convaincre que pas un, sauf Staline, voudrait lui consentir cette « faveur ». En même temps, il est possible qu'il ait voulu éprouver Staline : savoir à quel point ce « cuisinier de plats épicés » serait avide de profiter de cette occasion ? En ces jours, Lénine ne songait pas seulement à

sa mort mais au destin du Parti ; son nerf révolutionnaire était incontestablement le dernier à se rendre.

Quand il était encore un très jeune homme, en prison, Koba excitait hypocritement des Caucasiens fougueux contre ses adversaires : cela finissait habituellement par un pugilat, et une fois même par un meurtre. Avec le temps, il perfectionna sa technique. L'appareil tout-puissant du Parti, combiné avec la machine totalitaire de l'Etat, lui ouvrit des possibilités que même tel de ses prédécesseurs comme César Borgia n'aurait pu imaginer. Le bureau dans lequel les juges d'instruction du Guépéou procèdent à leurs interrogatoires inquisitoriaux est relié par un microphone au bureau de Staline.

L'invisible Joseph Djougachvili, la pipe entre ses dents, suit avidement le dialogue préparé par lui-même, se frotte les mains et rit silencieusement. Plus de dix ans avant les désormais célèbres « procès de Moscou », il avait confessé à Kaménev et à Dzerjinsky, dans une brève conversation, un soir d'été, en vacances, que sa plus grande joie dans la vie était de choisir un ennemi, de tout préparer minutieusement, d'assouvir une vengeance implacable, et ensuite d'aller se coucher. Il devait se venger plus tard de toute une génération de bolcheviks ! Il est inutile de revenir ici sur les complots policiers et judiciaires de Moscou ; le jugement qu'on a porté sur eux en leur temps fut à la fois autorisé et définitif<sup>[11]</sup>. Mais afin de comprendre le vrai Staline et sa conduite durant les jours de la maladie et de la mort de Lénine, il est nécessaire d'éclairer certains épisodes du dernier de ces grands procès, monté en mars 1938.

Une place spéciale au banc des accusés était occupée par Henri Iagoda, il avait travaillé à la Tcheka et au Guépéou pendant seize ans en qualité d'abord de chef-adjoint, puis de chef, toujours en étroit contact avec le secrétaire général, qui eut en lui le plus sûr de ses aides dans la lutte contre l'opposition. Le système de confession de crimes jamais commis, c'est le travail de Iagoda, même si la conception ne lui en revient pas. En 1933, Staline le récompensa en le décorant de l'ordre de Lénine et, en 1935, il l'élevait au rang de commissaire général à la défense de l'Etat, c'est-à-dire maréchal de la police politique, deux jours seulement après que le brillant Toukhatchevsky avait été promu au rang de maréchal de l'Armée rouge. En la personne de Iagoda, une médiocrité avait été récompensée, connue de tous comme telle et méprisée par tous ; les vieux révolutionnaires ont dû alors échanger des regards d'indignation. Même au sein du docile Bureau politique, une tentative fut faite de s'y opposer. Mais Staline était lié à Iagoda par quelques secrets, et, semblait-il, pour toujours. Pourtant ce lien mystérieux avait été mystérieusement brisé. Durant la grande épuration, Staline décida du liquider en même temps son complice : il en savait trop. En avril 1937, Iagoda fut arrêté. Comme toujours Staline s'assurait ainsi plusieurs profits supplémentaires : par la promesse d'un pardon, Iagoda assumait au procès la responsabilité personnelle de crimes que la rumeur publique avait attribués à Staline. Naturellement, la promesse ne fut pas tenue : Iagoda fut exécuté pour donner la meilleure preuve de l'incompatibilité foncière entre Staline et la morale. Mais des circonstances au plus haut degré révélatrices furent rendues publiques à ce procès. D'après le témoignage de son secrétaire et confident, Boulanov, Iagoda avait un armoire spéciale pour des poisons, de laquelle, quand c'était nécessaire, il extrayait des fioles précieuses et les confiait à ses agents

11 — *The Case of Leon Trotsky : Report of Hearings on the Charges Made Against Him in the Moscow Trials, by the Preliminary Commission of Inquiry*, John Dewey, Chairman, and others. Harper and Brothers, New York and London, 1937, 617 pp.

*Not Guilty : Report of the Commission of Inquiry Into the Charges made against Leon Trotsky in the Moscow Trials*, by John Dewey Chairman and others. Harper and Brothers, New York and London, 1938, 422 pp.

avec des instructions appropriées. Le chef du Guépéou, qui était justement pharmacien par profession, témoignait d'un intérêt exceptionnel pour les poisons, il avait à sa disposition plusieurs toxicologues pour lesquels il avait organisé un laboratoire spécial, disposant de moyens exceptionnels illimités et sans contrôle. Il est naturellement hors de question que Iagoda ait pu fonder une telle entreprise pour ses seuls besoins personnels. Loin de là ; dans ce cas comme dans les autres, Il exerçait ses fonctions officielles. En temps qu'empoisonneur, il était simplement instrumentum regni, de même que Locuste, la vieille empoisonneuse à la cour de Néron avec cette différence qu'il surpassait de beaucoup son ignorant prédécesseur en matière de technique.

Aux côtés de Iagoda, sur le banc des accusés, il y avait quatre médecins du Kremlin, accusés du meurtre de Maxime Gorki et de deux ministres soviétiques. « Je confesse que... j'ai ordonné des drogues contre-indiquées pour une maladie donnée... Ainsi, j'étais responsable de la mort prématurée de Maxime Gorki et de Koulbychev. » Durant les jours du procès, dont le fond consistait en mensonges, les accusations comme les confessions d'avoir empoisonné l'écrivain âgé et malade, tout cela me sembla fantastique. Des informations ultérieures et une analyse plus attentive des circonstances m'obligèrent à modifier ce jugement. Tout n'était pas mensonge dans ces procès. Il y avait bien des empoisonnés et des empoisonneurs, et tous les empoisonneurs n'étaient pas sur le banc des accusés. Le principal conduisait le procès par téléphone.

Gorki n'était ni un conspirateur ni un politicien ; c'était un vieil homme tendre, un défenseur des faibles, un protestataire sentimental. Tel avait été son rôle dans les premiers jours de la Révolution d'Octobre. Pendant la famine du premier et du second plan quinquennal, le mécontentement était extrême et les répressions passèrent toute limite. Les courtisans protestaient. Même la femme de Staline, Allilouïéva, protesta. Dans une telle atmosphère, Gorki constituait un sérieux danger. Il correspondait avec des écrivains européens, des étrangers le visitaient, les victimes venaient vers lui, il façonnait l'opinion publique. Mais ce qui dominait tout, c'était qu'il lui aurait été impossible de consentir à l'extermination, que préparait Staline, des vieux bolcheviks, qu'il avait intimement connus pendant de nombreuses années. Une protestation publique de Gorki contre les « complots » policiers aurait immédiatement rompu le « charme » de la justice de Staline aux yeux du monde entier.

Le réduire alors au silence, on n'y pouvait songer, l'arrêter, l'exiler, pour ne rien dire de l'exécuter, c'était encore moins concevable. La pensée de hâter sa fin par l'intermédiaire de Iagoda, « sans verser du sang », dut apparaître au dictateur du Kremlin comme la seule issue possible dans les circonstances présentes. L'esprit de Staline est ainsi constitué que de telles décisions lui sont imposées par la force de simples réflexes. Ayant accepté la tâche, Iagoda se tourna vers ses « propres » médecins. Il ne risquait rien. Un refus, selon les mots mêmes du Dr. Lévine, « signifiait la ruine pour moi et ma famille. En outre, complètement impossible d'échapper à Iagoda. C'est un homme qui ne recule devant rien, il vous trouverait même si vous vous cachiez sous terre ».

Mais pourquoi les médecins autorisés et respectés du Kremlin ne se plaignaient-ils pas aux membres du gouvernement qu'ils connaissaient tous très bien puisqu'ils étaient leurs propres clients ? Sur la liste du seul Dr. Lévine figuraient vingt-quatre officiels de haut rang, comprenant des membres du Bureau politique et du Conseil des commissaires du peuple. La réponse est que le Dr. Lévine savait parfaitement — comme tout familier du Kremlin — de qui Iagoda était l'agent. Le Dr. Lévine se soumettait à Iagoda parce qu'il était impuissant devant Staline :

Quant au mécontentement de Gorki, à ses efforts pour aller à l'étranger, au refus de Staline de lui accorder un passeport — on le savait et on en discutait à voix basse.

Immédiatement après la mort du grand écrivain, on se demanda si Staline n'avait pas quelque peu aidé les forces destructrices de la nature. Une des raisons du procès de Iagoda était de dégager nettement Staline de cette suspicion. De là, les déclarations répétées de Iagoda, des médecins et des autres accusés que Gorki était « un ami intime de Staline », « un ami sûr », « un staliniste », qu'il approuvait pleinement la politique du « chef », parlait « avec un enthousiasme exceptionnel » du rôle de Staline. Si seulement la moitié de ceci eût été vrai, Iagoda n'aurait pas pris sur lui d'assassiner Gorki et encore moins aurait-il osé charger d'une telle opération un médecin du Kremlin qui aurait pu se débarrasser de lui simplement en téléphonant à Staline.

C'est là un simple « détail » pris dans un seul procès. Il y eut beaucoup de procès et de multiples « détails ». Tous portent l'empreinte ineffaçable de Staline. L'œuvre est fondamentalement la sienne. Allant et venant dans son bureau, il étudie minutieusement divers plans au moyen desquels il pourra réduire quiconque lui déplaît au plus bas degré de l'humiliation, aux dénonciations mensongères de ses amis les plus chers, à la plus horrible trahison de soi-même. Pour celui qui résiste en dépit de tout, il y a toujours une petite fiole. C'est seulement Iagoda qui a disparu ; son armoire aux poisons reste.

Au procès de 1938, Staline accusa Boukharine, comme en passant, d'avoir préparé en 1918 un attentat contre la vie de Lénine. Le naïf et ardent Boukharine vénérât Lénine, l'aimait de l'amour d'un enfant pour sa mère et, quand il polémiquait avec lui, gardait toujours l'attitude déferente d'un disciple. Boukharine, « malléable comme cire », pour reprendre l'expression de Lénine, n'avait pas et ne pouvait avoir eu d'ambitieuses visées personnelles. Si, avant l'ère stalinienne, quelqu'un avait prédit qu'un jour viendrait où Boukharine serait accusé d'un attentat contre la vie de Lénine, chacun de nous, et Lénine plus que quiconque, aurait éclaté de rire et aurait conseillé d'envoyer un tel prophète dans un asile d'aliénés. Pourquoi alors Staline a-t-il recours à une accusation aussi évidemment absurde ? La supposition la plus vraisemblable est que c'était là sa réponse aux soupçons de Boukharine, imprudemment exprimés, en référence à Staline lui-même. D'une manière générale, toutes les accusations sont taillées sur ce modèle. Les éléments essentiels des complots policiers de Staline ne sont pas les produits de la pure fantaisie ; ils sont empruntés à la réalité — le plus souvent à des actes ou à des desseins du « cuisinier » lui-même. Le même « réflexe stalinien » de défensive-offensive, révélé si clairement dans le cas de la mort de Gorki, se montre également dans toute sa force dans le cas de la mort de Lénine. Dans le premier cas, Iagoda paya de sa vie ; dans le second — Boukharine.

J'imagine que les choses se passèrent à peu près de la sorte. Lénine demanda du poison à la fin de février 1923. Au début de mars, il était encore paralysé. Le diagnostic médical était à ce moment prudemment défavorable. Se sentant plus sûr de lui-même, Staline commença à agir comme si Lénine était déjà mort. Mais le malade le trompa ; son organisme puissant, soutenu par sa volonté inflexible, l'emporta. Vers l'hiver, l'état de Lénine commença à s'améliorer lentement, lui permit de se mouvoir plus librement, d'écouter des lectures et de lire lui-même, l'usage de la parole revenait. Les observations des médecins devinrent progressivement plus encourageantes. Le rétablissement de Lénine n'aurait pu, naturellement, empêcher la réaction bureaucratique de supplanter la Révolution, Kroupskaïa avait de bonnes raisons pour dire, en 1926, « si Volodya était vivant, il serait maintenant en prison ».



Pour Staline, il n'était pas question du cours général la Révolution, mais plutôt de son propre destin : ou il pourrait manœuvrer tout de suite, ce jour même, pour devenir le maître de l'appareil politique, et par là du Parti et du pays, ou bien il serait relégué à un rôle de troisième plan pour le reste de sa vie. Staline voulait le pouvoir, tout le pouvoir, quoi qu'il arrive. Il le tenait déjà d'une main ferme ; le but était proche, mais le danger émanant de Lénine était plus proche encore. En ces jours, Staline dut prendre la résolution qu'il était impératif d'agir sans délai. Il avait partout des complices dont le destin était entièrement lié au sien. A côté de lui, il y avait le pharmacien Iagoda. Si Staline envoya le poison à Lénine après que les médecins aient laissé entendre à demi-mot qu'il n'y avait plus d'espoir, ou s'il eut recours à des moyens plus directs, je l'ignore. Mais suis fermement convaincu que Staline n'aurait pu attendre passivement quand son destin était en jeu et que la décision dépendait d'un petit, d'un très petit mouvement de sa main.

Quelques jours après la mi-janvier 1924, je partis pour Soukhout, au Caucase, pour essayer de me débarrasser d'une mystérieuse et tenace infection, dont la nature resta un mystère pour mes médecins. La nouvelle de la mort de Lénine m'atteignit en cours de route. Selon une version très répandue, j'ai perdu le pouvoir parce que je n'étais pas présent aux funérailles de Lénine. Cette explication peut à peine être retenue sérieusement. Mais le fait de mon absence à ces cérémonies provoqua chez beaucoup de mes amis de graves pressentiments. Dans la lettre de mon fils aîné — il allait vers ses dix-huit ans — il y avait une note de juvénile désespoir : j'aurais dû venir à tout prix ! Telles étaient bien mes intentions. Le télégramme chiffré annonçant la mort de Lénine nous trouva, ma femme et moi, en gare de Tiflis.

J'envoyai immédiatement une note chiffrée au Kremlin : « J'estime nécessaire de rentrer à Moscou. Quand auront lieu les funérailles ? » La réponse de Moscou me parvint une heure plus tard : « Les funérailles auront lieu samedi ; vous ne pourriez revenir à temps. Le Bureau politique estime qu'à cause de l'état de votre santé vous devez poursuivre votre voyage à Soukhout. — Staline. » Je ne crus pas devoir demander l'ajournement des funérailles pour ma seule convenance. Ce n'est qu'à Soukhout, enveloppé de couvertures sous la véranda d'un sanatorium, que j'appris que les funérailles avaient été reportées au dimanche. Les circonstances en liaison avec l'arrangement des funérailles et le changement ultérieur de leur date sont si compliquées qu'elle ne peuvent être clarifiées en quelques lignes. Staline manœuvra, non seulement me trompant, mais, ainsi qu'il apparaît, trompant aussi ses alliés du triumvirat. A la différence de Zinoviev, qui considérait chaque question du point de vue de son efficacité immédiate pour l'agitation, Staline était guidé dans ses manœuvres risquées par des considérations plus tangibles. Il put avoir redouté que je rapprocherais la mort de Lénine de la conversation de l'an passé sur le poison, interrogerais les docteurs pour savoir s'il pouvait être question d'un empoisonnement, et demanderais une autopsie spéciale. Il était par conséquent plus sûr, à tous les points de vue, de me tenir éloigné jusqu'après l'embaumement du corps, les viscères brûlés, un examen post mortem n'étant alors plus possible.

Quand je questionnai plus tard les médecins, à Moscou, sur la cause immédiate de la mort de Lénine, qui les prit par surprise, ils ne savaient que dire à ce sujet. Je ne voulus pas tourmenter Kroupskaïa, qui m'avait écrit une lettre très chaleureuse à Soukhout, avec des questions sur ce sujet. Je ne renouai des relations personnelles avec Zinoviev et Kaménev que deux ans plus tard, après qu'ils eurent rompu avec Staline. Ils évitaient ostensiblement toute discussion concernant les circonstances de la mort de Lénine, répondant par monosyllabes et évitant mon regard. Savaient-ils

quelque chose ou n'avaient-ils que des soupçons ? En tout cas, ils avaient été si intimement liés à Staline durant les trois précédentes années qu'ils ne pouvaient s'empêcher d'être inquiets, craignant que l'ombre du soupçon ne tombât également sur eux.

Devant le cercueil de Lénine, Staline lut, écrit sur une feuille de papier, son serment de fidélité aux commandements de son maître, rédigé dans le style des homélies qu'il avait étudiées au séminaire théologique de Tiflis. Ce serment fut, à l'époque, à peine remarqué ; aujourd'hui, il est dans tous les manuels scolaires, ayant remplacé les Dix Commandements.

Les noms de Néron et de César Borgia ont été mentionnés plus d'une fois à l'occasion des « procès de Moscou » et des récents événements sur la scène internationale. Puisque ces anciens fantômes ont été évoqués, il convient, me semble-t-il, de parler désormais d'un super-Néron et d'un super-Borgia, si modestes et presque naïfs nous apparaissent aujourd'hui les crimes de ces époques en comparaison avec les exploits de notre temps. Il est cependant possible de discerner une signification historique plus profonde dans ces analogies purement personnelles. Les coutumes de l'Empire romain à son déclin s'établirent durant la transition de l'esclavage au féodalisme, du paganisme à la chrétienté. L'époque de la Renaissance marqua la transition de la société féodale à la société bourgeoise, du catholicisme au protestantisme et au libéralisme. Dans les deux cas, l'ancienne morale s'était dissipée avant que la nouvelle se soit formée.

Nous vivons de nouveau durant la transition d'un système à un autre, dans une époque d'exceptionnelle crise sociale, qui, comme toujours, s'accompagne d'une crise dans le domaine de la morale. L'ancienne a été ébranlée jusque dans ses fondements. La nouvelle commence à peine à émerger. Quand le toit s'est effondré, que les portes et les fenêtres sont sorties de leurs gonds, la maison est triste et la vie y est dure. Aujourd'hui, des rafales balayent l'entière planète. Tous les principes traditionnels de moralité sont de plus en plus avilis et non seulement ceux que bafouent les pratiques staliniennes.

Mais une explication historique n'est pas une justification. Néron, lui aussi, fut un produit de son temps. Néanmoins, après qu'il eut disparu, ses statues furent brisées et son nom partout effacé. La vengeance de l'histoire est plus terrible que celle du secrétaire général le plus puissant. J'ose penser que c'est consolant.



# SUPPLÉMENTS





# I

## LA RÉACTION THERMIDORIENNE

### I

Une réaction politique suivit le prodigieux effort de la révolution et de la guerre civile. [Elle différait essentiellement des phénomènes sociaux qui se développèrent parallèlement dans, les contrées non soviétiques.] C'était une réaction contre la guerre impérialiste et contre ceux qui l'avaient conduite. En Angleterre, elle était dirigée contre Lloyd George et l'isola politiquement jusqu'à la fin de sa vie. Clemenceau, en France, eut un sort semblable.

Les prodigieux changements qu'on constatait dans les sentiments des masses après une guerre impérialiste et une guerre civile étaient bien explicables. En Russie, les ouvriers et les paysans étaient profondément convaincus que c'étaient leurs propres intérêts qui étaient en jeu et que la guerre qui leur était imposée était vraiment la leur. Après la victoire remportée sur les Blancs et sur l'Entente, la satisfaction fut immense, et grande la popularité de ceux qui avaient aidé à l'obtenir.

Mais les trois années de guerre civile laissèrent une empreinte indélébile sur le gouvernement soviétique lui-même en vertu du fait qu'un très grand nombre de nouveaux administrateurs s'étaient habitués à commander et à exiger une soumission absolue à leurs ordres. Les théoriciens qui essaient de prouver que le présent régime totalitaire de l'U.R.S.S. n'est pas dû à des conditions historiques données, mais à la nature même du bolchévisme oublient que la guerre civile ne découla pas de la nature du bolchévisme mais bien des efforts de la bourgeoisie russe et de la bourgeoisie internationale pour renverser le régime soviétique.

Il n'est pas douteux que Staline, comme beaucoup d'autres, ait été modelé par le milieu et les circonstances de la guerre civile, de même que le groupe tout entier qui devait l'aider plus tard à établir sa dictature personnelle — Ordjonikidzé, Vorochilov, Kaganovitch, — et toute une couche d'ouvriers et de paysans hissés à la condition de commandants et d'administrateurs.

De plus, dans les cinq années qui suivirent la Révolution d'Octobre plus de 97% de l'effectif du Parti consistaient en membres qui avaient adhéré après la victoire de la Révolution. Cinq années plus tard encore, et l'immense majorité du million de membres du Parti n'avaient qu'une vague conception de ce que le Parti avait été dans la première période de la Révolution, sans parler de la clandestinité pré-révolutionnaire.

Il suffira de dire qu'alors les trois quarts au moins du Parti se composaient de membres qui l'avaient rejoint seulement après 1923. Le nombre des membres du Parti adhérents d'avant la Révolution — c'est-à-dire les révolutionnaires de la période illé-

gale — était inférieur à un pour cent. En 1923, le Parti avait été envahi par des masses jeunes et inexpérimentées [rapidement modelées et formées] pour jouer le rôle de figurants pétulants sous l'aiguillon des professionnels de l'appareil. Cette extrême réduction du noyau révolutionnaire du Parti était une nécessité préalable pour les victoires de l'appareil sur le « trotskisme ».

En 1923, la situation commença à se stabiliser. La guerre civile, de même que la guerre avec la Pologne, était définitivement close. Les conséquences les plus horribles de la famine avaient été dominées, la Nep avait donné un élan impétueux au réveil de l'économie nationale. Le constant transfert de communistes d'un poste à un autre, d'une sphère d'activité à une autre, devint bientôt l'exception plutôt que la règle, les communistes commencèrent à s'installer dans des situations permanentes, et à diriger d'une manière méthodique les régions ou districts de la vie économique et politique confiés à leur discrétion administrative. La nomination aux emplois fut de plus en plus liée aux problèmes de la vie personnelle, de la vie de famille du fonctionnaire, de sa carrière.

C'est alors que Staline apparut avec une prééminence croissante comme l'organisateur, le répartiteur des tâches, le dispensateur d'emplois, l'éducateur et le maître de la bureaucratie. Il choisit ses hommes d'après leur hostilité ou leur indifférence à l'égard de ses adversaires personnels, et particulièrement à l'égard de celui qu'il considérait comme son adversaire principal, le plus grand obstacle sur la voie de son ascension vers le pouvoir absolu. Staline généralisa et classifia sa propre expérience administrative, avant tout l'expérience des manœuvres conduites avec persévérance dans la coulisse, et la mit à la portée de ceux qui lui étaient le plus étroitement associés. Il leur apprit à organiser leurs appareils politiques locaux sur le modèle de son propre appareil : comment recruter les collaborateurs, comment utiliser leurs défaillances, comment dresser des camarades les uns contre les autres, comment faire tourner la machine.

A mesure que la vie de la bureaucratie croissait en stabilité, elle suscitait un besoin grandissant de confort. Staline prit la tête de ce mouvement spontané, le guidant, l'équipant selon ses propres desseins. Il récompensait ceux dont il était sûr en leur donnant des situations agréables et avantageuses. Il choisit les membres de la Commission de contrôle, développant en eux le besoin de persécuter impitoyablement tous ceux qui s'écarteraient de la ligne politique officielle. En même temps, il les invitait à tourner leurs regards vers le mode de vie exceptionnel, extravagant, de ceux des fonctionnaires qui lui étaient fidèles. Car Staline rapportait chaque situation, chaque circonstance politique, chaque utilisation des individus à lui-même, à sa lutte pour le pouvoir, à son besoin immodéré de dominer autres. Toute autre considération lui était totalement étrangère. Il excitait l'un contre l'autre ses concurrents les plus dangereux, de son talent à utiliser les antagonismes personnels et de groupes, il fit un art, un art inimitable parce qu'il n'avait fait que développer son instinct presque infaillible pour ce genre d'opérations. Dans toute situation nouvelle, ce qu'il voyait d'abord, et avant tout c'était comment il pourrait en profiter personnellement. Chaque fois que l'intérêt du pays soviétique entraînait en conflit avec son intérêt personnel, il n'hésitait jamais à le sacrifier. Dans toutes les occasions et, quel qu'en pût être le résultat, il faisait tout ce qui était en son pouvoir pour créer des difficultés à ceux qui, croyait-il, menaçaient sa toute-puissance. Avec la même constance, il s'efforçait de récompenser chaque acte de loyauté personnelle. Secrètement d'abord, puis plus ouvertement, il se dressa en défenseur de l'inégalité, en défenseur de privilèges spéciaux pour les sommets de la bureaucratie.

Dans cette démoralisation délibérée, Staline ne se souciait jamais de perspectives lointaines. Il n'approfondissait pas non plus la signification sociale du processus dans lequel il jouait le rôle principal. Il agissait alors, de même que maintenant, comme l'empirique qu'il fut toujours. Il choisit ceux qui lui sont loyaux et les récompense, il les aide à s'assurer des situations privilégiées, il exige d'eux la répudiation de buts politiques personnels. Il leur enseigne à créer à leur propre usage l'appareil nécessaire pour influencer les masses et les soumettre. Il ne pense pas un seul instant que cette politique va directement à l'encontre de la lutte à laquelle Lénine s'était le plus intéressé durant la dernière année de sa vie — la lutte contre la bureaucratie. Occasionnellement, il parle lui-même de bureaucratie, mais toujours dans les termes les plus abstraits et dénués de réalité. Il ne songe qu'aux petites choses : manque d'attention, formalisme, bureaux mal tenus, etc. mais il est sourd et aveugle à la formation de toute une caste de privilégiés soudés entre eux par un serment d'honneur, comme les voleurs, par leur commun intérêt et par leur éloignement sans cesse croissant du peuple travailleur. Sans s'en douter, Staline organise non seulement une nouvelle machine politique, mais une nouvelle caste.

Il n'envisage les questions que du point de vue du choix des cadres, d'améliorer l'appareil, d'assurer sur lui son contrôle personnel, de son propre pouvoir. Il lui apparaît sans aucun doute, pour autant qu'il se soucie de questions d'ordre général, que son appareil donnera au gouvernement plus de force et de stabilité, et garantira ainsi les nouveaux développements du « socialisme dans le pays ». Dans le domaine des généralisations, il ne s'aventure pas plus loin. Que la cristallisation d'une nouvelle couche dirigeante de fonctionnaires installés dans une situation privilégiée, camouflée aux yeux des masses par l'idée du socialisme — que la formation de cette nouvelle couche dirigeante archi-privilégiée et archi-puissante change la structure sociale de l'Etat et dans une mesure sans cesse plus considérable, la décomposition sociale de la nouvelle société — c'est une considération qu'il se refuse à envisager, et toutes les fois qu'elle lui est suggérée, il l'écarte — avec son bras ou avec son revolver.

Ainsi, Staline, l'empirique, sans rompre formellement avec la tradition révolutionnaire, sans répudier le bolchévisme, devient le destructeur le plus efficace de l'une et de l'autre, en les trahissant tous les deux.

A l'époque de la discussion dans le Parti, à l'automne de 1923, l'organisation de Moscou était divisée approximativement par moitié, avec une certaine prépondérance de l'opposition au début. Cependant, les deux moitiés n'étaient pas d'égale force dans leur potentiel social. La jeunesse et une portion considérable des militants du rang étaient avec l'opposition, mais du côté de Staline et du Comité central on trouvait avant tout ces politiciens spécialement éduqués et disciplinés qui étaient étroitement liés à l'appareil du secrétaire général. Ma maladie, et ma non-participation à la lutte qui en fut la conséquence, fut, je dois le reconnaître, un facteur de quelque importance, cependant cette importance ne doit pas être exagérée. En fin de compte, ce ne fut qu'un simple épisode. Bien plus important était le fait que les ouvriers étaient fatigués. Ceux qui soutenaient l'opposition n'étaient pas stimulés par l'espoir de grands et profonds changements, tandis que la bureaucratie combattait avec une extraordinaire férocité. Il est vrai qu'il y eut au moins une période de grande confusion dans ce temps, mais nous l'ignorâmes alors ; ce fait ne nous fut révélé que plus tard par Zinoviev. Un jour, à son arrivée à Moscou, il trouva le Comité central et les dirigeants de Moscou dans une panique extrême. Il était devenu évident que Staline ruminait une manœuvre dont le but était de faire la paix avec l'opposition aux dépens de ses alliés, Zinoviev et Kaménev ; c'était bien sa manière.



A cette époque, les réunions du Bureau politique avaient lieu chez moi à cause de ma maladie. Staline me fit ostensiblement des avances, témoignant pour ma santé un intérêt complètement inattendu. Zinoviev, d'après son récit, mit fin à cette situation équivoque particulière, semblait-il, à Moscou, en se tournant vers Petrograd pour y renforcer son influence. Il forma une équipe illégale d'agitateurs et des troupes de choc qui allaient en automobile d'une usine à une autre pour répandre mensonges et calomnies. Sans rompre avec ses alliés, naturellement, Staline cherchait à s'assurer une voie de retraite vers l'opposition, pour le cas où celle-ci l'emporterait. Zinoviev était plus téméraire parce qu'il était plus aventureux et irresponsable. Staline était prudent ; il ne se rendait pas encore bien compte de l'étendue des changements qui s'étaient produits dans les sommets du Parti, et spécialement dans l'appareil soviétique. Il ne se reposait pas sur sa force personnelle il avançait en tâtonnant, éprouvant chaque résistance, prenant en considération chaque appui. Il laissait Zinoviev et Kaménev se compromettre, tandis qu'il gardait sa pleine liberté de manœuvre.

C'est pendant cette même discussion que la technique de l'appareil dans sa lutte contre l'opposition fut définitivement fixée et mise à l'épreuve dans l'action. Impossible d'admettre qu'en aucun cas l'appareil pût être brisé sous la pression d'en bas, l'appareil devait à tout prix demeurer. Le Parti lui-même pouvait être modifié, refondu ou regroupé. Des membres pouvaient être expulsés ou compromis, d'autres pouvaient avoir peur. Enfin, il était possible de jongler avec les faits et les chiffres. Les hommes de l'appareil allaient d'usine en usine, les commissions de contrôle, qui avaient été créées dans le but même de combattre cette usurpation du pouvoir de l'appareil, devinrent de simples rouages de la machine. Aux réunions du Parti, des hommes de confiance de ces commissions prenaient le nom de tout orateur suspect de sympathie pour l'opposition, puis se livraient à des recherches minutieuses sur son passé. Toujours, ou presque toujours, il n'était pas trop difficile de trouver quelque faute ou simplement une origine sociale défavorable pour justifier une accusation de violation de la discipline du Parti, ou pour la provoquer. Il était alors possible d'expulser, de transférer, de réduire au silence, même de conclure un marché avec le sympathisant oppositionnel.

Cette partie du travail, Staline la prit sous sa propre direction. A la Commission centrale de contrôle, il avait sa propre clique avec Soltz, Iaroslavsky et Chkiryatov à sa tête. Sa tâche principale était de dresser des listes noires de non-conformistes et d'enquêter sur leur généalogie dans les archives de la police tsariste. Staline possède une archive spéciale pleine de toutes sortes de documents, d'accusations, de rumeurs diffamatoires, contre tous les dirigeants soviétiques sans exception. En 1929, à l'époque de sa rupture publique avec les droitiers du Bureau politique — Boukharine, Rykov et Tomsy — Staline ne réussit à garder Kalinine et Vorochilov qu'en les menaçant de certaines révélations.

En 1925, un périodique humoristique publia une caricature représentant le chef du gouvernement dans une situation très compromettante. La ressemblance était frappante. De plus, dans le texte écrit en un style très suggestif, il y avait une référence à Kalinine par ses initiales, « M. K. ». Je n'en pouvais croire mes yeux.

- « — Qu'est-ce que cela signifie ? demandai-je à plusieurs de mes amis, parmi lesquels Sérébriakov qui avait connu intimement Staline, en prison et en exil.
- C'est le dernier avertissement de Staline à Kalinine, me dit-il.
- Mais pourquoi ?
- Certainement pas parce qu'il se soucie de sa conduite, dit en riant Sérébriakov. Kalinine doit s'entêter sur quelque chose... »

Kalinine, qui ne connaissait que trop bien le récent passé, avait refusé tout d'abord de considérer Staline comme un chef, il craignait pendant longtemps de lier son sort au sien. « Ce cheval, avait-il coutume de dire à ses intimes, jettera quelque jour notre char dans un fossé. » Mais, graduellement, grognant et résistant, il se tourna d'abord contre moi, puis contre Zinoviev, finalement, mais tout à fait contre son gré, contre Rykov, Boukharine et Tomsy, auxquels le liaient étroitement des conceptions politiques communes. Iénoukidzé fit la même évolution, marcha dans les pas de Kalinine, quoique plus discrètement, et certainement en souffrant plus vivement. A cause de sa nature même, dont le principal trait était l'adaptabilité, Iénoukidzé ne pouvait pas ne pas se trouver dans le camp de Thermidor. Mais il n'était pas un arriviste et certainement pas une canaille ; il lui était dur de briser les vieilles traditions et plus dur encore de se retourner contre des hommes qu'il était habitué à respecter. Dans les moments critiques, non seulement il ne manifestait pas un enthousiasme agressif, mais au contraire se plaignait, grognait, tentait de résister. Staline ne l'ignorait pas et il lui donna plus d'un avertissement. Je l'appris de la meilleure source. Bien qu'en ces jours la pratique des dénonciations eût déjà empoisonné, non seulement la vie politique, mais même les relations personnelles, des oasis de confiance mutuelle subsistaient çà et là. Iénoukidzé maintenait des relations très amicales avec Sérébriakov, bien que ce dernier fût connu comme un des dirigeants de l'opposition de gauche, bien souvent, il s'épanchait auprès de lui : « Que veut-il de plus ? disait Iénoukidzé, je fais tout ce qu'il demande, mais pour lui ce n'est pas assez. Il veut que j'admette qu'il est génial. »

Staline prit Zinoviev et Kaménev sous sa protection quand je rappelai leur conduite en 1917. « Il est tout à il possible, écrivait-il, que quelques bolcheviks aient tremblé pendant les journées de Juillet. Je sais, par exemple, que plusieurs des bolcheviks alors arrêtés étaient prêts à désertir nos rangs. Mais en tirer condamnation contre certains... membres du Comité central, c'est déformer l'histoire. »

Ce qu'il y a d'intéressant dans cette citation, ce n'est tant la défense sans réserve de Zinoviev et de Kaménev que la référence hors de propos à « plusieurs bolcheviks arrêtés », elle visait Lounatcharsky, qui n'était nullement en cause. Dans les documents saisis après la Révolution, on trouva l'interrogatoire de Lounatcharsky lors de l'enquête policière. Il ne fait certainement pas honneur à son courage politique. Cela n'était pas, en soi, de grande importance pour Staline ; des bolcheviks moins courageux encore étaient dans son entourage immédiat. Ce qui l'exaspérait, c'était qu'en 1923, Lounatcharsky ait publié des *Silhouettes des chefs de la Révolution*, dans lesquelles il n'y avait pas de silhouette de Staline. L'omission n'était pas délibérée, Lounatcharsky n'avait rien contre Staline ; simplement il ne lui était pas venu à l'idée, pas plus qu'à quiconque à cette époque, de compter Staline parmi les chefs de la Révolution. Mais en 1925 la situation avait changé, et c'était pour Staline une manière de faire comprendre à Lounatcharsky qu'il devait modifier sa politique ou sinon s'attendre à être traîné sur la claie. Un délai lui était accordé ; il comprit très bien à qui était faite l'allusion et il changea radicalement sa position politique ; ses péchés de Juillet 1917 furent immédiatement oubliés.

Les jeunes révolutionnaires de l'ère tsariste n'étaient pas tous des héros de livres de contes. Il y en avait parmi eux qui ne montraient pas un courage suffisant durant les enquêtes policières. Si leur conduite ultérieure permettait d'oublier cette défaillance, le parti ne les expulsait pas définitivement et leur permettait de rentrer ensuite dans, ses rangs. En 1923, Staline, comme secrétaire général, commença à recueillir personnellement tous les cas de cette sorte et à s'en servir occasionnellement comme moyen de chantage à l'égard de vieux révolutionnaires qui avaient plus que réparé leur faute

de jeunesse ; en menaçant de révéler leur passé, il les réduisait à une obéissance servile, les poussant pas à pas vers un état de complète démoralisation. Et il se les attachait définitivement en les contraignant aux besognes les plus dégradantes dans ses machinations contre l'opposition. Ceux qui refusaient de s'incliner devant ce chantage étaient brisés politiquement par l'appareil ou acculés au suicide. Ainsi périt un de mes plus proches collaborateurs, mon secrétaire personnel Glazman, homme d'une modestie exceptionnelle et d'une dévotion exemplaire au Parti. Il se suicida dès 1924. Son acte désespéré produisit une telle impression que la Commission centrale de contrôle fut contrainte de le réhabiliter et d'infliger une réprimande (très prudente et très modérée) à son propre organe exécutif.

La pression exercée sur les opposants de gauche et sur ceux qui sympathisaient avec eux augmenta progressivement. Le traitement auquel furent soumis les centaines de communistes qui ajoutèrent leur signature à la « Déclaration des 83 », du 26 mai 1927, ne fut surpassé en brutalité et en cynisme que par celui infligé aux milliers de membres du Parti qui les soutenaient oralement. Ils étaient traînés devant les tribunaux du Parti uniquement parce que, dans des réunions du Parti, ils avaient exprimé des vues qui n'étaient pas en accord avec celles du Comité central ; on les privait ainsi de leur droit le plus élémentaire de membre du Parti. La masse du Parti fut ainsi préparée pour l'expulsion brutale de l'opposition. Cette pression s'exerçait encore au moyen mesures exceptionnelles dirigées contre les membres et les sympathisants de l'opposition. « Nous vous chasserons de vos emplois », s'écria un jour le secrétaire du comité de Moscou et, quand cette menace était insuffisante à réduire l'opposition au silence, le Comité central en appelait ouvertement à la Guépéou. Il fallait être aveugle pour ne pas voir que la lutte contre l'opposition par de telles méthodes, c'était une lutte contre le Parti.

Menjinsky, successeur de Dzerjinsky à la tête de la Guépéou, avait appartenu au mouvement d'opposition au temps de Lénine. Il avait été avec les boycottistes, puis avait sympathisé avec l'anarcho-syndicalisme et avait encore d'autres déviations à son actif. C'était dans sa jeunesse. Mais vers la fin de sa carrière, il était fasciné par l'appareil répressif. Plus rien ne l'intéressait que la Guépéou. Il consacrait toutes ses facultés intellectuelles à ce qui était sa seule tâche : maintenir son appareil en état de parfait fonctionnement. Pour cela, il lui fallait d'abord appuyer fermement le gouvernement. Un jour, durant la guerre civile, Menjinsky m'avait prévenu, à mon étonnement, des intrigues de Staline contre moi, j'y ai fait allusion dans mon Autobiographie. Quand le triumvirat s'empara du pouvoir, il fut fidèle au triumvirat. Il transféra sa fidélité à Staline quand le triumvirat s'effondra. Dans l'automne de 1927, quand la Guépéou commença à intervenir dans les différends intérieurs du Parti, plusieurs d'entre nous — Zinoviev, Kaménev, Smilga, moi et je pense encore quelqu'un d'autre — allèrent voir Menjinsky. Nous lui demandâmes de nous montrer les dépositions des témoins dont il avait fait état avec un grand succès contre nous à la récente séance du Comité central. Il ne nia pas que, essentiellement, ces documents étaient faux, mais il refusa nettement de nous les montrer.

« Vous rappelez-vous, Menjinsky, lui demandai-je, que vous m'avez parlé une fois, dans mon train, quand nous étions sur le front du Sud, d'une intrigue de Staline contre moi ? » Il resta embarrassé. Iagoda, qui, à cette époque, était l'agent de Staline par-dessus le chef de la Guépéou, intervint alors. « Mais le camarade Menjinsky, dit-il en avançant sa tête de renard, n'est jamais allé au front du Sud. »

(Iagoda avait été pharmacien dans sa jeunesse, dans une époque paisible, il se serait éteint obscurément dans la boutique d'une petite ville.)

Je l'interrompis ; je lui dis que ce n'était pas à lui que je parlais, mais à Menjinsky et je répétai ma question. Alors Menjinsky répondit :

« Oui, j'étais dans votre train sur le front du Sud et je vous ai mis en garde contre telle ou telle machination, mais je crois n'avoir nommé personne. » Le sourire étrange d'un somnambule errait sur son visage pendant qu'il se décidait à répondre.

Nous ne pûmes rien lui arracher. Staline vint lui parler après que nous nous fûmes retirés les mains vides. Kaménev retourna le voir seul, après tout, il n'y avait pas si longtemps qu'il avait à la disposition de l'entier triumvirat contre l'opposition. « Pensez-vous vraiment, lui demanda finalement Kaménev, que Staline seul sera capable de se mesurer avec les tâches de la Révolution d'Octobre ? »

Menjinsky évita la question. « Pourquoi alors lui avez-vous permis d'acquérir une force aussi formidable ? » répondit-il, question pour question. « Maintenant, c'est trop tard. »

Au printemps de 1924, après une des séances plénières du Comité central à laquelle la maladie m'avait empêché d'assister, je dis à I.N. Smirnov : « Staline deviendra le dictateur de l'U.R.S.S. » Smirnov connaissait bien Staline. Ils avaient partagé ensemble le travail révolutionnaire et l'exil pendant des années, et dans de telles conditions les hommes apprennent à se bien connaître.

« Staline ? me demanda-t-il avec stupeur, mais c'est un médiocre, une nullité sans pittoresque. »

« Médiocre, oui, nullité, non, lui répondis-je. La dialectique de l'histoire s'est déjà emparée de lui et elle le portera plus haut encore. Tous ont besoin de lui — les révolutionnaires fatigués, les bureaucrates, les *nepmen*, les *koulaks*, les parvenus, les serviles, tous ces vers qui rampent sur le sol labouré de la Révolution. Il sait comment les retrouver sur leur propre terrain, il parle leur langage et sait comment les conduire, il a la réputation méritée d'un vieux révolutionnaire, ce qui le rend pour eux inestimable comme moyen d'aveugler le pays ; il a de la volonté et de l'audace, il n'hésitera jamais à les utiliser et à les dresser contre le Parti ; il déjà commencé à le faire. Maintenant, précisément, il rassemble et organise autour de lui les cafards du Parti, les intrigants rusés. Sans doute, de grands événements en Europe, en Asie, et dans notre pays peuvent intervenir et renverser toutes les spéculations. Mais, si tout continue à se développer automatiquement comme maintenant, alors Staline deviendra, automatiquement aussi, dictateur. »

En 1926, au cours d'une discussion avec Kaménev, celui-ci soutenait avec insistance que Staline était « juste un politicien provincial ». Il y avait quelque chose de vrai dans cette appréciation sarcastique, mais seulement une parcelle. Les attributs tels que la ruse, la déloyauté, l'habileté à exploiter les plus bas instincts de la nature humaine sont développés chez Staline à un degré extraordinaire et, étant donné sa forte personnalité, ils constituent des armes puissantes dans une lutte ; mais naturellement pas dans chaque genre de lutte. La lutte pour libérer les masses exige d'autres qualités. Mais, en choisissant des hommes pour occuper les positions privilégiées, en les soudant les uns aux autres dans l'esprit de la caste, en affaiblissant et asservissant les masses, les attributs mêmes de Staline étaient inestimables et faisaient de lui le chef de la réaction bureaucratique. Néanmoins Staline reste une médiocrité, son esprit n'est pas seulement borné, il est même incapable de raisonnement logique. Chaque phrase de son discours a quelque but pratique immédiat ; mais son discours, pris dans l'ensemble, ne se hausse jamais à une structure logique.



Si Staline pouvait avoir prévu, au début, où sa lutte contre le trotskisme le conduirait, il aurait sans doute hésité à la poursuivre plus avant, en dépit de la perspective de victoire sur tous ses adversaires. Mais il est incapable de prévoir quoi que ce soit. Les prophéties de ses adversaires qu'il deviendrait le chef de la réaction thermidorienne, le fossoyeur du Parti de la Révolution, lui semblaient des imaginations vides de sens. Il croyait que l'appareil du Parti se suffisait à lui-même, étant capable d'accomplir toutes les tâches. Il n'avait pas la moindre compréhension de la fonction historique qu'il occupait. L'absence d'imagination créatrice, l'incapacité de généraliser et de prévoir anéantirent le révolutionnaire en Staline quand il prit seul le gouvernement. Mais ces mêmes traits, s'appuyant sur son autorité d'ancien révolutionnaire, lui permirent de camoufler la montée de la bureaucratie thermidorienne.

Son ambition acquit une trempe asiatique inculte que la technique européenne aggrava. Il faut que la presse l'exalte chaque jour avec extravagance, publie ses portraits, le cite sous le moindre prétexte ; imprime son nom en gros caractères. Aujourd'hui, les télégraphistes eux-mêmes savent qu'ils ne doivent pas accepter un télégramme adressé à Staline dans lequel il n'est pas appelé « le père du peuple », ou « le grand maître » ou « génial ». Le roman, l'opéra, le cinéma, la peinture, la sculpture, même des expositions agricoles, tout doit tourner autour de Staline comme autour de son axe. La littérature et l'art de l'époque stalinienne resteront dans l'histoire comme des exemples du byzantinisme le plus absurde et le plus abject. En 1925, Staline ne pardonnait pas à Lounatcharsky de ne pas l'avoir mentionné dans un livre de portraits révolutionnaires ; mais une douzaine d'années plus tard Alexis Tolstoï, qui porte le nom d'un des plus puissants et des plus indépendants écrivains de Russie, saluait Staline ainsi :

Toi, brillant soleil des nations,  
Le soleil de notre temps qui jamais ne décline,  
Et plus que le soleil, car le soleil ne connaît pas la sagesse.

Staline et le soleil reviennent encore dans ces vers d'auteurs moins connus :

Nous recevons notre soleil de Staline,  
Nous recevons notre vie heureuse de Staline...  
Ô maître sage ! génie des génies !  
Soleil des ouvriers, Soleil des paysans, Soleil du monde !

L'article sur l'« heureux règne » du tsar Alexandre III écrit pour une ancienne Encyclopédie russe par un courtisan obséquieux, est un modèle de véracité, de modération et de bon goût comparé à l'article sur Staline dans la dernière Encyclopédie soviétique.

Le bloc avec Zinoviev et Kaménev retenait Staline. Ayant passé de longues années à l'école de Lénine, Zinoviev et Kaménev étaient capables d'apprécier la valeur des idées et des programmes. Bien qu'ils se soient laissés aller parfois à de monstrueuses déviations de principes du bolchévisme, ils ne franchissaient jamais certaines limites. Mais quand le triumvirat se scinda, Staline se trouva libéré de toute retenue idéologique. Les membres du Bureau politique n'étaient plus gênés par leur manque de passé révolutionnaire ou par leur grande ignorance. Les discussions médiocres et sans intérêt restaient sans portée, particulièrement en ce qui touchait les problèmes de l'Internationale communiste. A cette époque, pas un membre du Bureau politique n'était disposé à admettre qu'aucune des sections étrangères de l'Internationale communiste eût une personnalité indépendante. Tout se réduisait à la question de savoir si elle était « pour » ou « contre » l'opposition.



Pendant les années précédentes, une de mes tâches à l'Internationale communiste avait été de suivre le mouvement ouvrier en France. Après les bouleversements qui eurent lieu à l'intérieur de l'Internationale communiste, commencés vers la fin de 1923 et poursuivis durant toute l'année 1924, les nouveaux dirigeants des diverses sections s'efforcèrent de s'éloigner de plus en plus des anciennes doctrines. Je me souviens d'une réunion où j'apportai le plus récent numéro de l'organe central du Parti communiste français et traduisis plusieurs passages d'un article important traitant du programme politique. Ces extraits révélaient une telle ignorance et un si éclatant opportunisme que, pour un instant, la gêne régna au sein du Bureau politique. Pourtant les staliniens du Bureau ne pouvaient abandonner ceux qui étaient leur serviles appuis au dehors. Le seul membre qui croyait savoir le français, Roudzoutak, me demanda la coupure du journal et voulut en reprendre la traduction, il escamota tous les mots et phrases qu'il ne comprenait pas, en déforma la signification d'autres, complétant le tout par son propre commentaire fantastique. Aussitôt chacun l'approuva ; la gêne avait disparu.

Il ne vaudrait guère la peine aujourd'hui de soumettre à un examen théorique les produits de la littérature contre le trotskisme qui, malgré le manque de papier, inondèrent littéralement l'Union soviétique. Staline lui-même ne pourrait relire tout ce qu'il dit et écrivit entre 1923 et 1929, car c'est en flagrante contradiction avec tout ce qu'il écrivit et dit dans la décade suivante. Il nous suffira d'indiquer, pour notre démonstration, les rares idées nouvelles qui se cristallisèrent graduellement au cours des polémiques entre l'appareil stalinien et l'opposition, et acquirent une signification décisive pour autant qu'elles fournirent un bagage idéologique aux initiateurs de la lutte contre le trotskisme. C'est autour de ces idées que les forces politiques se rallièrent. Il y en avait trois principales, elles se complétaient et se remplaçaient partiellement l'une l'autre selon le moment et les circonstances.

La première concernait l'industrialisation. Le triumvirat commença par combattre le programme que j'avais proposé et, dans l'intérêt de la polémique, le qualifia de « super-industrialisation ». Cette position s'affirma même quand le triumvirat se disloqua et que Staline forma son bloc avec Boukharine et l'aile droite. La tendance générale de l'argumentation officielle contre cette soi-disant super-industrialisation, c'était qu'une industrialisation rapide n'était possible qu'aux dépens de la paysannerie. En conséquence, il fallait avancer lentement, comme une tortue ; la question du rythme de l'industrialisation était sans importance, etc. En fait, la bureaucratie ne voulait pas troubler ces couches de la population qui avaient commencé de s'enrichir, c'est-à-dire la petite bourgeoisie des *nepmen*. Ce fut la première erreur sérieuse dans la lutte contre le trotskisme. Mais Staline ne voulut jamais reconnaître ses propres erreurs, il fit une complète volte-face et décida allégrement de surpasser tous les projets antérieurs de super-industrialisation — surtout sur le papier et en paroles, hélas !

Dans la seconde étape, au cours de 1924, l'attaque fut déclenchée contre la théorie de la révolution permanente. Le contenu politique de cette lutte se réduisait à l'opinion que nous n'avions pas à nous intéresser à la révolution internationale, mais à 'notre sécurité, afin de développer notre économie. La bureaucratie craignait de plus en plus de mettre en jeu sa situation par le risque des conséquences implicites d'une politique révolutionnaire internationale. La campagne contre la théorie de la révolution permanente, vidée de toute valeur théorique quelconque, servit comme affirmation d'une déviation nationaliste conservatrice du bolchévisme. C'est de cette lutte que surgit la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Zinoviev et Kaménev, seulement alors, commencèrent à entrevoir les conséquences de la lutte qu'ils avaient eux-mêmes déclenchée.

La troisième idée de la bureaucratie dans sa campagne contre le trotskisme concernait la lutte contre le « nivellement », contre l'égalité. Le côté théorique de cette lutte restera certainement comme une curiosité. Staline trouva, dans la « *Critique du programme de Gotha* » de la social-démocratie allemande par Marx, une phrase disant que dans la première période du socialisme l'inégalité devrait être maintenue ou, comme Marx le disait, le droit bourgeois dans le domaine de la distribution. Marx ne voulait évidemment pas justifier ainsi la création d'une nouvelle inégalité, mais proposait une élimination progressive plutôt que soudaine de l'ancienne inégalité dans le domaine des salaires. Cette citation était incorrectement interprétée comme une déclaration des droits et privilèges des bureaucrates et de leurs satellites. L'avenir de l'Union soviétique se trouvait mis par là en contradiction avec l'avenir du prolétariat international, et la bureaucratie se trouvait pourvue d'une justification théorique de ses privilèges et pouvoirs spéciaux sur la masse des travailleurs à l'intérieur de l'Union soviétique.

Les choses se passaient donc comme si la Révolution avait été faite et gagnée expressément pour la bureaucratie, laquelle mena une lutte furieuse et enragée contre le « nivellement », qui menaçait ses privilèges, et contre la révolution permanente qui menaçait son existence même. Il ne faut donc pas s'étonner si dans cette lutte Staline trouva de nombreux appuis. Parmi ses plus chauds partisans, on voyait des anciens libéraux, des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Ils se rassemblèrent dans l'Etat et même dans l'appareil du Parti, célébrant le bon sens pratique de Staline.

La lutte contre la super-industrialisation fut menée très prudemment en 1922, ouvertement et avec violence en 1923. La lutte contre la révolution permanente commença publiquement en 1924 et se poursuivit sous des formes différentes et avec des interprétations variées durant toutes les années suivantes. La lutte pour la défense de l'« inégalité » commença vers la fin de 1925 et devint essentiellement la base du programme social de la bureaucratie. La lutte contre la super-industrialisation était menée directement et ouvertement dans l'intérêt des *koulaks* ; le développement de l'industrie à « allure de tortue » était nécessaire pour donner aux *koulaks* un antidote indolore contre le socialisme. Cette philosophie était celle de la droite aussi bien que celle du centre stalinien. La théorie du socialisme dans un seul pays était prônée dans cette période par un bloc de la bureaucratie et de la petite bourgeoisie des campagnes et des villes. La lutte contre l'égalité souda la bureaucratie plus solidement que jamais, non seulement à cette petite bourgeoisie, mais également à l'aristocratie ouvrière. L'inégalité devint la base sociale commune, la raison d'être de ces alliés. Ainsi, des liens économiques et politiques unirent la bureaucratie et la petite bourgeoisie de 1923 à 1928.

C'est alors que le Thermidor russe manifeste sa similitude la plus évidente avec son prototype français. Durant cette période, le *koulak* fut autorisé à louer les terres du paysan pauvre et à engager celui-ci comme son ouvrier. Staline était prêt à permettre la location de terres pour une période de quarante ans. Peu après la mort de Lénine, il avait essayé clandestinement de transférer les terres nationalisées comme propriété privée aux paysans de sa Géorgie natale sous le couvert de « possession » de « parcelles personnelles » pour « beaucoup d'années ». Ici encore, il montrait combien solides étaient ses vieilles racines agrariennes et son nationalisme géorgien. Sur des instructions secrètes de Staline, le commissaire du peuple de l'agriculture de Géorgie avait préparé un projet pour cette transmission des terres. C'est seulement la protestation de Zinoviev qui avait eu vent de la conspiration, et l'inquiétude soulevée par le projet dans les cercles du Parti qui obligèrent Staline à répudier son propre projet, parce qu'il

ne se sentait pas encore assez sûr de lui-même. Naturellement, le bouc émissaire fut l'infortuné commissaire du peuple géorgien.

Mais Staline et son appareil devinrent plus impudents avec le temps, particulièrement après qu'ils se furent débarrassés de l'influence freinante de Zinoviev et de Kaménev. En fait, la bureaucratie alla si loin dans son désir de satisfaire les intérêts et les revendications de ses alliés qu'en 1927 il devint évident pour tous — comme il avait été trop facile de le prévoir — que les revendications des alliés bourgeois étaient, par leur nature même, illimitées. Le *koulak* voulait la terre, sa possession sans réserve, le *koulak* voulait avoir le droit de disposer librement de toute sa récolte ; le *koulak* faisait tous ses efforts pour créer dans les villes sa contre-partie sous la forme du commerce et de l'industrie libres ; le *koulak* voulait en finir avec les livraisons forcées à prix fixés ; le *koulak*, conjointement avec le petit industriel, travaillait à la restauration complète du capitalisme. Ainsi s'ouvrit la lutte irréconciliable pour le surplus de la production du travail national. Qui en disposerait dans le plus proche avenir — la nouvelle bourgeoisie ou la bureaucratie soviétique ? — cela devint la question dominante, car qui en disposera aura le pouvoir de l'Etat à sa disposition. C'est cela qui provoqua le conflit entre, d'une part, la petite bourgeoisie, qui avait aidé la bureaucratie à briser la résistance des masses travailleuses et de leur porte-parole, l'opposition de gauche, et, de l'autre, la bureaucratie thermidorienne elle-même qui avait aidé la petite bourgeoisie à dominer les masses paysannes. C'était une lutte directe pour le pouvoir et pour le revenu. Evidemment, la bureaucratie n'avait pas écrasé l'avant-garde prolétarienne, elle ne s'était pas dégagée des exigences de la révolution internationale, et n'avait pas légitimé la philosophie de l'inégalité pour capituler devant la bourgeoisie, devenir son serviteur et, éventuellement, être écartée du râtelier de l'Etat. Elle devint mortellement effrayée en voyant les conséquences de sa politique de six années. Elle se retourna donc brutalement contre le *koulak* et le *nepman*. Parallèlement, elle s'engagea dans la politique dite de la troisième période de l'Internationale communiste et déclencha la lutte contre les droitiers. Aux yeux des naïfs, la théorie et la pratique de cette troisième période apparaissaient comme un retour aux principes fondamentaux du bolchévisme. Mais ce n'était rien de tel. C'était simplement un moyen vers une fin, le but étant maintenant la liquidation de l'opposition de droite et de ses satellites. La bouffonnerie stupide de cette fameuse troisième période, en Russie et à l'étranger, est trop récente pour qu'il soit nécessaire de la décrire ici. On pourrait en rire si ses conséquences pour les masses n'avaient pas été aussi tragiques. Ce n'est un secret pour personne que dans sa lutte contre les droitiers Staline accepta l'aumône de l'Opposition de gauche. Il n'apporta aucune idée nouvelle. Son travail intellectuel ne consista en rien d'autre que menaces et répétition de slogans et arguments de l'Opposition de gauche, naturellement avec une déformation démagogique.

Par contre, les écrits de l'Opposition de gauche de 1926-1927 se distinguent par leur exceptionnelle richesse. L'opposition réagit à chaque événement, intérieur et extérieur, à chaque acte du gouvernement, à chaque décision du bureau politique, par des documents, individuels ou collectifs, adressés aux diverses institutions du parti, le plus souvent au Bureau politique. Ces années étaient celles de la Révolution chinoise, du Comité anglo-russe, et de l'extrême confusion dans les problèmes intérieurs. La bureaucratie cherchait toujours son chemin à tâtons, se jetant de droite à gauche et ensuite de gauche à droite. Une grande partie de ce qu'écrivit l'opposition n'était pas destinée aux journaux, mais seulement à l'information des instances dirigeantes du Parti. Mais même ce qui était écrit spécialement pour la *Pravda*, ou pour la revue théorique mensuelle, le *Bolchévik*, ne paraissait jamais dans la presse soviétique.

La majorité du Bureau politique était fermement décidée à étrangler l'opposition — au moins, à l'étouffer, à la pousser hors du Parti, à l'expulser, à l'emprisonner. C'était la manière de Staline de répondre aux arguments, mais non celle de tous les membres du Bureau politique. Mais peu à peu Staline entraînait les hésitants ; il réduisait progressivement leurs réserves, leurs « préjugés », faisait de chaque mesure la conséquence inévitable de la mesure précédente. Là, il était dans son élément ; sa maîtrise était indiscutable. Le temps vint où les dissidents du Bureau politique renoncèrent à protester, même mollement, contre les outrages des grossiers « activistes » de Staline.

La partie des écrits de l'Opposition que j'ai réussi à emporter lorsque je fus déporté en Turquie se trouve maintenant à la Harvard Library, où elle est à la disposition de tous ceux qui s'intéressent à l'étude de cette remarquable bataille et veulent se reporter aux sources mêmes. Relisant ces documents au moment où j'étais engagé dans la rédaction de ce livre, c'est-à-dire près de quinze ans après, j'ai été contraint, de reconnaître que l'Opposition avait eu raison sur deux points : elle avait à la fois vu juste et parlé hardiment, elle manifesta un courage et une persistance exceptionnels dans l'affirmation de sa ligne politique. Ses arguments n'étaient jamais réfutés. Il n'est pas difficile d'imaginer la fureur qu'ils provoquèrent chez Staline et ses proches collaborateurs. La supériorité politique et intellectuelle des représentants de l'Opposition sur la majorité du Bureau politique apparaît clairement, à chaque ligne des documents. Staline n'avait rien à dire en réponse, et il n'essayait même pas de le faire. Il avait recours à la même méthode qui avait été une part de lui-même depuis sa première jeunesse : ne pas discuter avec un adversaire en lui opposant ses propres vues devant des camarades, mais l'attaquer personnellement et, si possible, l'exterminer physiquement. Son impuissance intellectuelle devant des arguments, devant des critiques, engendrait la colère, et la colère à son tour le poussait aux mesures précipitées pour la liquidation de l'Opposition. Ainsi se passa la période 1926-1927. L'avenir devait montrer qu'elle n'était qu'une répétition de l'exhibition de perfidie et de dégénérescence qui fit frémir le monde douze ans plus tard.

D'un côté de cette grande polémique, il y avait l'opposition de gauche, intellectuellement ardente, infatigable dans ses recherches et explorations, s'efforçant passionnément de trouver la juste solution des problèmes que posaient des situations changeantes à l'intérieur et dans l'Internationale, se maintenant strictement dans les traditions du Parti. De l'autre, la clique bureaucratique poursuivant froidement ses machinations pour se débarrasser de ses critiques, de tous les adversaires, des trouble-fête qui ne voulaient pas lui laisser de repos, qui ne voulaient pas lui donner la possibilité de jouir de la victoire qu'ils avaient remportée. Tandis que les membres de l'opposition étaient occupés à analyser les erreurs fondamentales de la politique officielle en Chine, ou soumettaient à la critique le bloc avec le Conseil général des trade-unions britanniques, Staline mettait en circulation la rumeur que l'Opposition travaillait pour Austen Chamberlain contre l'Union soviétique, qu'elle ne voulait pas défendre l'Union soviétique, que tel ou tel oppositional se servait abusivement des automobiles de l'Etat, que Kaménev signa jadis un télégramme à Michel Romanov, que Trotsky écrivit une lettre furieuse contre Lénine. Et toujours les dates, les circonstances, indispensables pour interpréter exactement les faits, restaient dans le vague.

Mais ce n'étaient pas là les seules méthodes de riposte stalinienne. Staline et ses valets s'avilirent jusqu'à pêcher dans les eaux boueuses de l'antisémitisme. Je me souviens particulièrement d'un dessin paru dans la *Rabotchaïa Gazeta* (Gazette ouvrière) intitulé « Les camarades Trotsky et Zinoviev ». Il y avait beaucoup de caricatures semblables et de mauvais vers, prétendus burlesques, de caractère antisémite



dans la presse du Parti, elles provoquaient des ricanements sournois. L'attitude de Staline à l'égard de cet antisémitisme croissant était une neutralité amicale. Mais les choses allèrent si loin qu'il fut forcé d'intervenir par une déclaration disant : « Nous combattons Trotsky, Zinoviev et Kaménev non parce qu'ils sont Juifs, mais parce qu'ils sont oppositionnels », etc. Il était parfaitement clair pour tous ceux capables de penser politiquement que cette déclaration, délibérément équivoque, ne visait que les « excès » de l'antisémitisme, tandis que la presse soviétique tout entière laissait clairement entendre : « N'oubliez pas que les dirigeants de l'opposition sont des Juifs. » Ainsi les antisémites avaient carte blanche.

La plupart des membres du Parti aidèrent à la défaite de l'Opposition contre leur volonté, contre leurs sympathies, contre leurs propres souvenirs. Ils avaient été amenés à voter comme ils le faisaient progressivement, sous la pression de l'appareil, de même que la machine elle-même était entraînée dans la lutte contre l'Opposition du sommet à la base. Staline laissait les rôles de premier plan à Zinoviev, Kaménev, Boukharine, Rykov, parce qu'ils étaient infiniment mieux équipés que lui pour mener une polémique publique contre l'Opposition, mais aussi parce qu'il ne voulait pas brûler tous les ponts derrière lui. Les rudes coups portés à l'Opposition, qui semblaient alors décisifs, suscitaient une sympathie secrète, pourtant profonde, pour les vaincus et une hostilité indéniable envers les vainqueurs, particulièrement envers les deux personnages dirigeants, Zinoviev et Kaménev. Staline en tirait avantage. Il se dissociait publiquement de Kaménev et de Zinoviev, considérés comme les principaux responsables de la campagne impopulaire contre Trotsky. Il s'attribuait le rôle de conciliateur, d'arbitre impartial et modéré dans la lutte fractionnelle.

En 1925, Zinoviev, essayant d'impressionner Rakovsky avec les victoires de sa fraction, parlait de moi en ces termes : « Pauvre politicien ! Il est incapable de trouver la tactique juste. C'est pourquoi, il a été battu. » Une année plus tard, ce critique malheureux de ma tactique cognait à la porte de l'Opposition de gauche. Ni lui ni Kaménev n'avaient compris, aussi tard qu'en 1925, qu'ils étaient devenus les instruments de la réaction bureaucratique — de même qu'ils s'étaient trompés en 1917. En 1926, ils se rendaient compte qu'il n'y avait pas d'autre « tactique » possible pour un révolutionnaire, car, après tout, ils étaient de la vieille garde qui ne pouvait honnêtement concevoir le bolchévisme sans perspective internationaliste et son dynamisme révolutionnaire, c'était la tradition dont les vieux bolcheviks étaient les mainteneurs. C'est pourquoi le Parti tout entier, du temps de Lénine, les considérait comme un capital irremplaçable. L'intérêt particulier et exceptionnel que Lénine portait à la vieille génération des révolutionnaires était dicté par cette considération politique autant que par une solidarité de camarade. Quand Zinoviev se vantait devant Rakovsky de sa « tactique » heureuse contre moi, il se vantait simplement d'avoir mal employé et gaspillé ce capital. De 1923 à 1926, sur l'initiative et, au début, sous la direction de Zinoviev, la lutte contre l'internationalisme marxiste, sous le nom de « trotskisme » fut menée d'après le mot d'ordre de défense de la vieille garde ; l'Opposition était accusée de s'attaquer à son prestige. Une commission spéciale, chargée de veiller sur la situation des vieux lutteurs bolcheviks fut créée. Le glissement dans la direction d'un Thermidor ne s'exprima nulle part d'une manière plus flagrante que dans les compromis politiques de cette même vieille garde. Ce qui suivit, ce fut son extermination physique ; la commission chargée de veiller sur la santé des vieux bolcheviks se trouvait finalement remplacée par un petit détachement de tueurs de la Guépéou que Staline récompensait avec l'ordre du Drapeau rouge.





# I

## LA RÉACTION THERMIDORIENNE

### II

Lefebvre, dans son livre *Les Thermidoriens*, montre que la tâche des thermidoriens consistait à représenter le 9 thermidor comme un épisode secondaire — une triple épuration d'éléments hostiles pour préserver le noyau fondamental des Jacobins et pour suivre leur politique traditionnelle. Dans la première période de Thermidor, l'attaque n'était pas dirigée contre les Jacobins comme un tout, mais seulement contre les terroristes. [Un processus parallèle se trouve répété dans le Thermidor soviétique.] La campagne contre le trotskisme commença par une défense de la vieille garde et de la ligne politique bolcheviste, se poursuivit au nom de l'unité du Parti et atteignit son point culminant avec l'extermination physique des bolcheviks sans distinction. Durant les deux Thermidors, cette destruction des révolutionnaires était menée au nom de la Révolution qui, croyait-on, pour la défense de ses intérêts essentiels. Les Jacobins n'étaient pas frappés comme Jacobins, mais comme terroristes, comme robespierristes, de même, les bolcheviks furent détruits comme trotskistes, zinoviévistes, boukharinistes. Il y a une similitude remarquable entre le terme russe, *trotsiskoïe okhvos-tiyé*, qui acquit de pleins droits civiques dans les publications soviétiques, et le titre d'un pamphlet que Méhée de la Touche publia sur le 9 thermidor, *La queue de Robespierre*. Mais la similitude des méthodes thermidoriennes fondamentales est encore plus remarquable. Lefebvre écrit que, le lendemain même du 9 thermidor, parlant au nom des membres du Comité de salut public, Barrère affirmait à la Convention que rien d'important ne s'était passé. Et, trois semaines plus tard, le 2 fructidor (19 août)... Louchet, celui-là même qui avait dirigé l'accusation contre Robespierre, décrivait les progrès de la réaction, demandait l'arrestation de tous les suspects, et déclarait qu'il était nécessaire « de maintenir la Terreur à l'ordre du jour ».

Le prestige des dirigeants, non seulement le prestige personnel de Lénine, assurait l'autorité du Comité central. Le principe d'une direction individuelle était entièrement étranger au Parti. Le Parti désignait les hommes les plus populaires pour la direction, leur donnait sa confiance et son admiration, tandis qu'il gardait toujours la conviction que la direction réelle venait du Comité central pris dans son ensemble. Le triumvirat tira un avantage considérable de ces conditions qui insistaient sur la souveraineté du Comité central à l'égard d'une autorité individuelle quelconque. Staline, manœuvrier, centriste et éclectique par excellence, maître dans l'art d'administrer graduellement les petites doses, abusa cyniquement de cette confiance du Parti dans le Comité central pour son propre avantage.

A la fin de 1925, Staline parlait toujours des dirigeants à la troisième personne et dressait le Parti contre eux. Il recevait les applaudissements de la couche médiane de la bureaucratie, qui refusait de s'incliner devant un dirigeant quelconque. Pourtant, en réalité, c'est Staline lui-même qui était devenu dictateur. Il était un dictateur, mais il ne se sentait pas encore un chef, et personne ne le reconnaissait comme tel. Il était un dictateur non par la force de sa personnalité, mais par la puissance de l'appareil politique qui avait anéanti les vieux dirigeants. A une époque aussi éloignée qu'au seizième congrès, en 1930, Staline disait : « Vous demandez pourquoi nous avons expulsé Trotsky et Zinoviev ? Parce que nous ne voulons pas d'aristocrates dans le Parti, parce que nous ne reconnaissons qu'une loi dans le Parti et que tous les membres du Parti sont égaux en droits. » Il répéta ces mêmes paroles au dix-septième congrès, en 1934.

Il se servit de la droite comme d'un bélier contre l'opposition de gauche, car seule la droite avait un programme défini, des intérêts et des principes que le triomphe de l'opposition de gauche aurait mis en danger. Mais, quand il vit que l'exclusion de l'opposition de gauche provoquait de graves inquiétudes et mécontentements dans le Parti, et de l'irritation à l'égard de la droite triomphante, Staline comprit comment Il pourrait utiliser ce mécontentement pour se retourner contre les droitiers. Le conflit des forces de classe dans cette bataille entre droite et gauche le préoccupait moins que son rôle trompeur comme conciliateur ou comme l'élément pacificateur qui prétendait réduire au minimum le nombre inévitable des victimes et préserver le Parti d'un schisme. Dans son rôle de suprême arbitre, il lui avait été possible de rejeter la responsabilité des mesures sévères prises contre certains membres populaires du Parti tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre aile du Parti. Mais les classes ne peuvent pas être dupées. En tant que manœuvre, la politique *pro-koulak* de 1924-1928 était pire que criminelle, elle était absurde. On ne peut pas duper le *koulak*. Il juge d'après les impôts, les prix, les bénéfices, non d'après du bavardage et des déclamations ; il juge sur les faits, non sur les mots. La manœuvre ne peut jamais remplacer l'action et la réaction des forces de classe, au mieux, son utilité reste limitée, et il n'y a rien qui puisse mieux désintégrer la morale révolutionnaire d'un parti de masses que les manœuvres clandestines sans principes. Rien non plus n'est plus mortel pour le moral et le caractère des révolutionnaires individuels. La ruse militaire ne peut jamais remplacer la grande stratégie.

Dans une conversation avec moi une dizaine d'années après l'insurrection d'Octobre, Smilga me faisait remarquer que durant les cinq premières années du régime soviétique, il y avait une tendance dominante à atténuer les divergences — les lézardes étaient tamponnées, les anciennes blessures pansées, les adversaires se réconciliaient, etc. tandis que pendant les cinq années suivantes, celles qui partent de 1923, la méthode était renversée ; chaque lézarde était élargie, chaque divergence amplifiée et avivée, chaque blessure envenimée. Le Parti bolcheviste, dans son ancienne forme, avec ses anciennes traditions et son ancien effectif, devint de plus en plus opposé à la nouvelle couche dirigeante.

L'essence de Thermidor est dans cette contradiction. Stériles et absurdes sont les travaux de Sisyphe de ceux qui essayent de réduire tous les développements d'une période à quelques prétendus traits fondamentaux du Parti bolcheviste, comme si un parti politique était une entité homogène et un omnipotent facteur historique. Un parti politique n'est qu'un instrument historique temporaire, un des très nombreux instruments de l'histoire et aussi une de ses écoles. Le Parti bolcheviste s'assigna à lui-même le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Dans la mesure où ce parti accomplit cette tâche pour la première fois dans l'histoire et enrichit l'expérience humaine par cette conquête, il a rempli un prodigieux rôle historique. Seuls

ceux qu'égare un goût pour la discussion abstraite peuvent exiger d'un parti politique qu'il soumette et élimine les facteurs beaucoup plus pondéreux que sont les masses et les classes qui lui sont hostiles. Les limitations du parti en tant qu'instrument historique s'expriment par le fait qu'à un certain point, à un moment donné, il commence à se désintégrer ; sous la tension de pressions intérieures et extérieures, des lézardes apparaissent, des fissures s'élargissent, des organes commencent à s'atrophier. Ce processus de décomposition se manifesta, très lentement d'abord en 1923, puis s'accéléra rapidement. Le vieux Parti bolcheviste et ses anciens cadres héroïques subirent le sort commun : secoué par des fièvres et des spasmes et des attaques atrocement pénibles, il finit par s'éteindre. Afin d'établir le régime appelé stalinien, ce qui était nécessaire n'était pas un parti bolcheviste, mais l'extermination du Parti bolcheviste.

De nombreux critiques, publicistes, correspondants, historiens, biographes, et quelques sociologues amateurs ont sermonné l'Opposition de gauche de temps à autre, à propos de ses erreurs de tactique, affirmant que sa stratégie ne correspondait pas aux exigences de la lutte pour le pouvoir. Mais cette façon même de poser la question est incorrecte. L'Opposition de gauche ne pouvait pas s'emparer du pouvoir, et ne l'espérait même pas — en tout cas ceux de ses dirigeants les plus réfléchis. Une lutte pour le pouvoir menée par l'Opposition de gauche, par une organisation marxiste révolutionnaire, ne peut se concevoir que dans les conditions d'un soulèvement révolutionnaire. Dans de telles conditions, la stratégie est basée sur l'agression, sur l'appel direct aux masses, sur une attaque de front contre le gouvernement. Nombreux étaient les membres de l'Opposition de gauche qui avaient joué un rôle important dans une bataille de cette nature et savaient de première main comment elle doit être menée. Mais au début des années vingt, il n'y eut pas de soulèvement révolutionnaire en Russie, tout au contraire ; dans de telles circonstances le déclenchement d'une lutte pour le pouvoir était hors de question.

Il faut se rappeler que dans les années de réaction, en 1908-1911, et plus tard, le Parti bolcheviste refusa de déclencher une attaque directe contre la monarchie et se borna au travail préparatoire à une offensive éventuelle en luttant pour le maintien des traditions révolutionnaires et pour la préservation de certains cadres, soumettant les événements à une infatigable analyse, et utilisant toutes les possibilités légales et semi-légales pour éduquer les travailleurs les plus conscients. Placée dans des conditions identiques, l'Opposition de gauche ne pouvait agir autrement. En fait, les conditions de la réaction soviétique étaient infiniment plus difficiles pour l'opposition que les conditions tsaristes ne l'avaient été pour les bolcheviks. Mais, essentiellement, la tâche restait la même : préserver les traditions révolutionnaires, maintenir le contact entre les éléments avancés à l'intérieur du Parti, analyser le développement de la période thermidorienne, se préparer pour le prochain soulèvement révolutionnaire dans le monde aussi bien qu'en U.R.S.S. Un des dangers menaçant l'Opposition, c'était qu'elle sous-estimât ses forces et abandonnât la poursuite de sa tâche après quelques tentatives prématurées, dans lesquelles la fraction avancée se briserait nécessairement non seulement contre la résistance de la bureaucratie, mais aussi contre l'indifférence des masses. Concluant alors à l'impossibilité d'une action franche avec les masses, même avec leur avant-garde, l'Opposition pourrait être amenée à abandonner la lutte, attendant des temps plus favorables.

La révolution brise et démolit l'appareil du vieil Etat. C'est sa première tâche. Les masses prennent possession de l'arène politique. Elles décident, elles agissent, elles légifèrent à leur façon, qui n'a pas de précédent ; elles jugent, elles ordonnent.

L'essence de la révolution c'est que la masse devient son propre organe exécutif. Mais quand les hommes qui l'ont animée quittent la scène, se replient vers leurs districts, se retirent dans leurs foyers, inquiets, désillusionnés, fatigués, l'arène tombe dans l'abandon, et sa désolation ne fait qu'augmenter à mesure que la nouvelle machine bureaucratique l'occupe. Naturellement, les nouveaux dirigeants, peu sûrs d'eux-mêmes et de la masse, sont pleins d'appréhension. C'est pourquoi, aux époques de réaction victorieuse, la machine militaro-policière joue un rôle beaucoup plus grand que sous l'ancien régime. Dans sa courbe, de la Révolution à Thermidor, la nature spécifique du Thermidor russe était déterminée par le rôle que le Parti y jouait. La Révolution française n'avait rien de ce genre à sa disposition. La dictature des Jacobins, en tant qu'elle était personnifiée par le Comité de salut public, ne dura qu'une année. Cette dictature avait un appui réel dans la Convention, qui était bien plus forte que les clubs et les sections révolutionnaires. Ici réside la contradiction classique entre le dynamisme de la révolution et son reflet parlementaire. Les éléments les plus actifs des classes participent à la lutte révolutionnaire qui oppose ouvertement les forces antagonistes. Les autres — les neutres, les passifs, les inconscients — semblent se mettre eux-mêmes hors du jeu. Au moment des élections, la participation s'élargit ; elle englobe une portion considérable de ceux qui ne sont que semi-passifs ou semi-indifférents. En temps de révolution, les représentants parlementaires sont infiniment plus modérés et pondérés que les groupes révolutionnaires qu'ils représentent. Afin de dominer la Convention, les Montagnards lui laissèrent, plutôt qu'aux éléments révolutionnaires du peuple, le gouvernement de la nation.

Malgré le caractère incomparablement plus profond de la Révolution d'Octobre, l'armée du Thermidor soviétique était recrutée essentiellement parmi les restes des anciens partis dirigeants et leurs représentants idéologiques. Les anciens grands propriétaires fonciers, les capitalistes, les avocats, leurs fils — c'est-à-dire ceux d'entre eux qui n'avaient pas fui à l'étranger — étaient incorporés dans la machine de l'Etat, et même une portion non négligeable dans le Parti, mais le plus grand nombre de ceux admis dans les appareils de l'Etat et du Parti étaient d'anciens membres des formations petites-bourgeoises — menchévistes et socialistes-révolutionnaires. Il faut ajouter à ceux-ci une énorme quantité de philistins purs et simples qui s'étaient mis à l'abri durant les époques tumultueuses de la Révolution et de la guerre civile, et qui, convaincus enfin de la stabilité du gouvernement soviétique, se vouaient avec une passion singulière à la noble tâche de s'assurer des emplois agréables et permanents, sinon au centre, au moins dans les provinces. Cette énorme racaille aux couleurs diverses était l'appui naturel du Thermidor.

Ses sentiments allaient du rose pâle à la pure blancheur. Les socialistes-révolutionnaires étaient, naturellement, prêts en tout temps, et de toutes les façons, à défendre les intérêts des paysans contre les menaces de ces bandits d'« industrialistes », tandis que les menchéviks, en gros, pensaient que plus de liberté et plus de terres devraient être données à la bourgeoisie paysanne, dont ils étaient devenus les porte-parole politiques. Les survivants de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers, qui avaient trouvé leur voie vers des emplois gouvernementaux virent naturellement dans les paysans leur planche de salut. En tant que champions de leurs propres intérêts de classe, ils ne pouvaient s'attendre à des succès quelconques pour le temps présent et comprenaient parfaitement qu'ils avaient à passer par une période de défense de la paysannerie. Aucun de ces groupes ne pouvait ouvertement relever la tête. Ils avaient tous besoin de la coloration protectrice du Parti dirigeant et du bolchévisme traditionnel. La lutte contre la révolution permanente devint pour eux la lutte contre la consécration de l'anéantissement de leurs anciens privilèges. Il est naturel qu'ils aient



accepté joyeusement pour être leurs dirigeants ceux des bolcheviks qui s'étaient dressés contre la révolution permanente.

L'économie avait pris un nouvel essor : un certain surplus apparut. Naturellement, il était concentré dans les villes et entièrement à la disposition des couches dirigeantes. Il ramena avec lui des théâtres, des restaurants et des cabarets. Des centaines de milliers d'hommes de diverses professions qui avaient passé les brûlantes années de la guerre civile dans une sorte de coma revivaient maintenant, s'étiraient et commençaient à prendre part à la restauration d'une vie normale. Ils étaient tous du côté des adversaires de la révolution permanente. Tous voulaient la paix, la croissance et le renforcement de la paysannerie, et aussi la prospérité accrue des établissements de plaisir dans les villes ; c'est cette permanence plutôt que celle de la révolution qu'ils recherchaient. Le professeur Oustryalov se demanda si la Nep (nouvelle économie politique) de 1921 était une «tactique» ou une «évolution». Cette question troubla beaucoup Lénine. Le cours ultérieur des événements montra que la «tactique», grâce à une configuration spéciale des conditions historiques, devint source d'«évolution». La retraite stratégique du parti révolutionnaire, fut utilisée comme point de départ de sa dégénérescence.

La contre-révolution s'installe quand l'écheveau des conquêtes sociales commence à se dévider ; il semble alors que le dévidage ne cessera plus. Cependant, quelque portion des conquêtes de la révolution est toujours préservée. Ainsi, en dépit de monstrueuses déformations bureaucratiques, la base de classe de l'U.R.S.S. reste prolétarienne. Mais n'oublions pas que ce processus de déroulement n'a pas encore été complété, et que l'avenir de l'Europe et du monde durant les prochaines décades n'a pas encore été décidé. Le Thermidor russe aurait certainement ouvert une nouvelle ère du règne de la bourgeoisie si ce règne n'était devenu caduc dans le monde entier. En tout cas, la lutte contre l'égalité et l'instauration de différenciations sociales très profondes n'ont pu jusqu'ici éliminer la conscience socialiste des masses, ni la nationalisation des moyens de production et de la terre, qui sont les conquêtes socialistes fondamentales de la Révolution. Bien qu'elle ait porté de graves atteintes à ces accomplissements, la bureaucratie n'a pu s'aventurer encore à recourir à la restauration de l'appropriation privée des moyens de production. A la fin du dix-huitième siècle, la propriété privée des moyens de production était un facteur progressif de haute signification : elle avait encore l'Europe et le monde à conquérir. Mais aujourd'hui la propriété privée est le plus grand obstacle au développement normal des forces de production. Bien que par la nature de son nouveau mode de vie, de son conservatisme, de ses sympathies politiques, l'énorme majorité de la bureaucratie soit portée vers la petite bourgeoisie, ses racines économiques reposent grandement dans les nouvelles conditions de propriété. La croissance des relations bourgeoises menaçait non seulement la base socialiste de la propriété, mais aussi le fondement social de la bureaucratie ; elle pouvait avoir voulu répudier la perspective socialiste du développement en faveur de la petite bourgeoisie ; mais elle n'était disposée en aucun cas à répudier ses propres droits et privilèges en faveur de cette même petite bourgeoisie. C'est cette contradiction qui conduisit au conflit extrêmement vif qui éclata entre la bureaucratie et le *koulaks*.

C'est en cela que le Thermidor soviétique diffère radicalement de son prototype français. La dictature jacobine avait été nécessaire pour déraciner la société féodale et défendre le nouvel ordre social contre les attaques de l'ennemi du dehors. Cela fait, la tâche du régime thermidorien consista à créer les conditions nécessaires du développement de cette nouvelle société qui était bourgeoise, c'est-à-dire basée sur la propriété privée et la liberté du commerce dégagée de la plupart de ses entraves antérieures.

La restauration d'une liberté du commerce limitée par la Nep en 1921 fut une retraite devant les exigences bourgeoises. Mais en fait ce commerce libre était si restreint qu'il ne pouvait saper les fondations du régime (la nationalisation des moyens de production) et les rênes du gouvernement restaient entre les mains des Jacobins russes qui avaient dirigé la Révolution d'Octobre. Même l'extension ultérieure de cette liberté commerciale en 1925 n'altéra pas la base du régime, bien que la menace devînt alors plus grande. La lutte contre le trotskisme était menée au nom du paysan, derrière lequel se cachaient le *nepman* vorace et le bureaucrate avide. Aussitôt que le trotskisme eut été vaincu, la location des terres fut légalisée, et sur toute la ligne le glissement du pouvoir de la gauche vers la droite devint manifeste, malgré les revirements occasionnels vers la gauche, car ceux-ci étaient toujours suivis de retours encore plus prononcés à droite. Dans la mesure où la bureaucratie utilisa ses balancements vers la gauche pour acquérir une accélération du mouvement pour chaque saut suivant à droite, le zigzag se développait régulièrement aux dépens des masses travailleuses et dans l'intérêt d'une minorité privilégiée, son caractère thermidorien est indéniable.

Jean-Jacques Rousseau nous enseigna que la démocratie politique était incompatible avec une trop grande inégalité. Les Jacobins, représentants de la masse petite-bourgeoise, étaient imprégnés de cet enseignement. La législation de la dictature jacobine, spécialement les lois du maximum, reposait sur cette conception. La législation soviétique également, qui bannissait l'inégalité même de l'armée. Sous Staline, tout cela a changé, et, aujourd'hui, l'inégalité n'est pas seulement sociale, mais économique. Elle a été favorisée par la bureaucratie, avec cynisme et effronterie, au nom de la doctrine révolutionnaire du bolchévisme. Dans sa campagne contre les critiques trotskistes du régime de l'inégalité, dans son agitation en faveur des taux différents de salaires, la bureaucratie invoqua les ombres de Marx et de Lénine, et chercha une justification de ses privilèges sous le couvert du paysan « moyen » travaillant dur et de l'ouvrier qualifié. Elle prétendit que l'Opposition de gauche essayait de priver le travail qualifié du salaire supérieur auquel il avait pleinement droit. C'était la même sorte de camouflage démagogique que celle pratiquée par le capitaliste et le propriétaire foncier versant des larmes de crocodile au nom du mécanicien qualifié, du petit commerçant entrepreneur et du fermier toujours martyr. C'était une manœuvre habile de la part de Staline et elle trouva naturellement un appui immédiat chez les fonctionnaires privilégiés, qui, pour la première fois, virent en lui leur chef élu. Avec un cynisme sans bornes, l'égalité fut dénoncée comme un préjugé petit-bourgeois ; l'opposition était stigmatisée comme ennemi principal du marxisme et grand pécheur contre les évangiles de Lénine. Vautrés dans des autos, techniquement propriété du prolétariat, dans leur voyage aux villes d'eaux, elles aussi propriété du prolétariat, les bureaucrates riaient follement en s'écriant : « Pourquoi nous sommes-nous battus ? » Cette phrase ironique fut très populaire à l'époque. La bureaucratie avait respecté Lénine, mais elle avait toujours trouvé sa main puritaine plutôt irritante. Une épigramme courante en 1926-1927 caractérisait son attitude à l'égard de l'Opposition unifiée : « On tolère Kaménev, mais on ne le respecte pas. On respecte Trotsky, mais on ne le tolère pas. On ne tolère ni ne respecte Zinoviev. » La bureaucratie cherchait un chef qui fût le premier parmi des égaux. La fermeté de caractère de Staline et son esprit borné lui inspiraient confiance. « Nous ne craignons pas Staline, disait lénoukidzé à Sérébriakov. Aussitôt qu'il voudra prend de grands airs, nous l'éliminerons. » Mais, en fin compte, c'est Staline qui les « élimina ».

Le Thermidor français, déclenché par des Jacobins de gauche, se retourna finalement en réaction contre tous les Jacobins. « Terroristes », « Montagnards », « Jacobins » devinrent des termes d'injure. Dans les provinces, les arbres de la liberté étaient

abattus et la cocarde tricolore foulée aux pieds. De telles pratiques étaient inconcevables dans la République soviétique. Le parti totalitaire renfermait en lui tous les éléments indispensables de la réaction, qu'il mobilisait sous la bannière officielle de la Révolution d'Octobre. Le Parti ne tolérait aucune compétition, pas même dans la lutte contre ses ennemis. La lutte contre les trotskistes ne se transforma pas en lutte contre les bolcheviks parce que le Parti avait absorbé cette lutte dans sa totalité, lui avait fixé certaines limites et la menait au nom du bolchévisme.

Aux yeux des naïfs, la théorie et la pratique de la troisième période semblent réfuter la théorie de la période thermidorienne de la Révolution russe. En fait, elles ne font que la confirmer. La substance de Thermidor était, est et ne pouvait manquer d'être sociale en son caractère. Elle représentait la cristallisation d'une nouvelle couche privilégiée, la création d'un nouveau substratum pour la classe économiquement dominante. Deux prétendants ambitionnaient ce rôle : la petite bourgeoisie et la bureaucratie elle-même. Elles devaient lutter coude à coude dans la bataille pour briser la résistance de l'avant-garde prolétarienne. Quand cette tâche eut été accomplie, une lutte sauvage se déclencha entre elles. La bureaucratie prit peur de son isolement, de son divorce d'avec le prolétariat. Seule elle était incapable d'écraser le koulak et pas davantage la petite bourgeoisie, qui avait crû et continuait de croître sur la base de la Nep, il lui fallait l'aide du prolétariat. De là ses efforts concertés pour présenter sa lutte contre la petite bourgeoisie pour les excédents et pour le pouvoir comme la lutte du prolétariat contre des tentatives de restauration capitaliste.

L'analogie avec le Thermidor français s'arrête ici. La nouvelle base sociale de l'Union soviétique devint dominante. Maintenir la nationalisation des moyens de production et de la terre, c'est une loi de vie ou de mort pour la bureaucratie, car c'est la source sociale de sa position dominante. Ce fut la raison de sa lutte contre le *koulak*. La bureaucratie ne pouvait la mener, et la mener jusqu'au bout, qu'avec l'appui du prolétariat. Qu'elle ait réussi à obtenir cet appui, rien ne le prouve mieux que l'avalanche de capitulations de représentants de la nouvelle opposition. La lutte contre le *koulak*, la lutte contre l'aile droite — c'étaient les mots d'ordre officiels de cette période — apparurent aux ouvriers et à beaucoup d'oppositionalistes de gauche comme une renaissance de la dictature du prolétariat et de la révolution socialiste. Nous les avertîmes à l'époque : il ne s'agit pas seulement de ce qui est fait, mais aussi de qui le fait. Dans les conditions de la démocratie soviétique, c'est-à-dire du gouvernement des travailleurs, la lutte contre les *koulaks* n'aurait pu assumer une forme semblable à celle qu'elle prit alors : convulsive, paniquarde et bestiale, et elle aurait dû conduire à une élévation générale du niveau économique et culturel des masses sur la base de l'industrialisation. Mais la lutte de la bureaucratie contre le *koulak* n'était qu'un combat mené sur le dos des travailleurs ; et puisque aucun des combattants n'avait confiance dans les masses, puisque tous deux les craignaient, la lutte revêtit un caractère désordonné et meurtrier. Grâce à l'appui du prolétariat, elle se termina par une victoire pour la bureaucratie mais une victoire qui ne pouvait accroître le poids spécifique du prolétariat dans la vie politique du pays.

Pour comprendre le Thermidor russe, il est indispensable de se faire une idée exacte du rôle du Parti en tant que facteur politique. Il n'y avait rien qui ressemblât, même de loin, au Parti bolcheviste dans la Révolution française. Pendant la période thermidorienne, il y avait en France divers groupes sociaux sous diverses étiquettes politiques qui se dressèrent l'un contre l'autre au nom d'intérêts sociaux déterminés. Les Thermidoriens s'attaquèrent aux Jacobins en les qualifiant de terroristes. La jeu-

nesse dorée soutint les thermidoriens sur la droite, les menaçant en même temps. En Russie, ces divers processus, conflits et unions étaient recouverts du nom du parti unique.

Extérieurement, ce même parti unique célébrait les étapes de son existence au commencement du gouvernement soviétique et vingt ans plus tard, recourant aux mêmes méthodes au nom des mêmes buts : la préservation de sa pureté politique et de son unité. En fait, le rôle du Parti et le rôle des épurations avaient été radicalement modifiés. Dans les premiers temps du pouvoir soviétique, le vieux parti révolutionnaire se débarrassait de ses arrivistes ; parallèlement, les comités étaient composés d'ouvriers révolutionnaires. Les aventuriers, ou arrivistes, ou les simples canailles qui tentaient d'obtenir des postes gouvernementaux étaient jetés par-dessus bord. Mais les épurations des récentes années furent, au contraire, entièrement dirigées contre les vieux révolutionnaires. Les organisateurs de ces épurations étaient les pires bureaucrates et les fonctionnaires les plus médiocres du Parti. Les victimes des épurations étaient les hommes les plus loyaux, les plus dévoués aux traditions révolutionnaires, et, avant tout, la génération des aînés révolutionnaires, les éléments vraiment prolétaires. La signification sociale des épurations a changé essentiellement, mais ce changement est masqué par le fait que les épurations ont été opérées par le même Parti. En France, nous voyons, dans des circonstances correspondantes, le mouvement tardif des districts petits-bourgeois et ouvriers contre les sommets de la petite et de la moyenne bourgeoisie, représentés par les thermidoriens, et aidés par les bandes de la jeunesse dorée.

Aujourd'hui, ces bandes mêmes de la jeunesse dorée sont dans le Parti et dans la Jeunesse communiste. Elles constituent les détachements de combat, recrutés parmi les fils de la bourgeoisie, jeunes privilégiés résolus à défendre leur position privilégiée et celle de leur famille. Il suffira de souligner le fait que, à la tête de la Jeunesse communiste, pendant de nombreuses années, se trouvait Kossarev, connu de tous comme moralement dégénéré, et qui abusait de sa haute situation pour réaliser ses visées personnelles ; tout son appareil se composait d'hommes du même type. Telle était la jeunesse dorée du Thermidor russe. Son incorporation directe dans le Parti masquait sa fonction sociale comme détachement de combat des privilégiés contre les ouvriers et les opprimés. La jeunesse dorée soviétique criait : « A bas le trotskisme ! Vive le Comité central léniniste ! » exactement comme la jeunesse dorée du Thermidor français criait : « A bas les Jacobins ! Vive la Convention ! »

Les Jacobins se maintinrent surtout grâce à la pression de la rue sur la Convention. Les Thermidoriens, c'est-à-dire les Jacobins déserteurs, tentèrent d'employer la même méthode, mais pour des fins opposées. Ils commencèrent à organiser des fils bien habillés de la bourgeoisie, d'anciens sans-culottes. Ces membres de la jeunesse dorée, ou simplement les « jeunes », comme les appelait avec indulgence la presse conservatrice, devinrent un facteur si important de la politique nationale que, à mesure que les Jacobins étaient expulsés de leurs postes administratifs, ces « jeunes » prenaient leur place. Un processus identique se poursuit encore actuellement dans l'Union soviétique. En fait, il s'est considérablement développé sous Staline.

La bourgeoisie thermidorienne se caractérisait par une haine profonde des Montagnards, car ses propres dirigeants avaient été pris parmi les hommes qui avaient été à la tête des sans-culottes. La bourgeoisie, et avec elle les thermidoriens, redoutaient avant tout un nouveau soulèvement populaire. C'était précisément pendant cette période que se formait pleinement, dans la bourgeoisie française, la conscience de classe ; elle détestait les Jacobins et les demi-Jacobins d'une haine enragée — comme des



traîtres à ses intérêts les plus sacrés, comme des déserteurs passés à l'ennemi, comme des renégats. La source de la haine de la bureaucratie soviétique pour les trotskistes a le même caractère social. Ici, nous voyons des membres de la même couche, du même groupe dirigeant, de la même bureaucratie privilégiée, qui renoncent à leurs postes pour lier leur destin à celui des sans-culottes, des déshérités, des prolétaires, des paysans pauvres. Toutefois, la différence réside en ce fait que la bourgeoisie française était déjà constituée avant la grande révolution, elle brisa sa coquille politique au sein de l'Assemblée constituante ; mais elle avait à passer par la période de la Convention et de la dictature jacobine afin de pouvoir cohabiter avec ses ennemis, tandis que, durant la période thermidorienne, elle restaura sa tradition historique. La caste dirigeante soviétique, elle, se composait entièrement de bureaucrates thermidoriens, recrutés non seulement dans les rangs bolchevistes, mais aussi dans les partis petits-bourgeois et bourgeois, et ces derniers avaient de vieux comptes à régler avec les « fanatiques » du bolchévisme.

Thermidor reposait sur un fondement social. C'était une question de pain, de viande, de logement et, si possible, de luxe. L'égalité jacobine bourgeoise, qui revêtait la forme de la réglementation du maximum, restreignait le développement de l'économie bourgeoise et l'extension du bien-être bourgeois. Sur ce point, les thermidoriens savaient parfaitement bien ce qu'ils voulaient ; dans la Déclaration des droits, ils exclurent le paragraphe essentiel, « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » A ceux qui demandèrent le rétablissement de cet important paragraphe jacobin, les thermidoriens répondirent qu'il était équivoque et par suite dangereux ; naturellement les hommes étaient égaux en droits, mais non dans leurs aptitudes et dans leurs biens. Thermidor était une protestation directe contre le caractère spartiate et contre l'effort vers l'égalité.

On trouve la même motivation sociale dans le Thermidor soviétique. La question primordiale était d'en finir avec les limitations spartiates de la première période de la Révolution. Mais il s'agissait aussi de consacrer les privilèges croissants de la bureaucratie. Il ne s'agissait nullement d'instaurer un régime économique libéral ; les concessions dans cette direction étaient temporaires et durèrent bien moins longtemps qu'on ne l'avait prévu. Un régime libéral sur la base de la propriété privée signifie la concentration de la richesse entre les mains de la bourgeoisie, spécialement de ses sommets. Les privilèges de la bureaucratie ont une origine différente. La bureaucratie s'attribue cette part du revenu national qu'elle peut s'assurer soit par l'exercice de sa force ou de son autorité, soit par une intervention directe dans les rapports économiques. En ce qui concerne le surplus de la production nationale, la bureaucratie et la petite bourgeoisie, d'alliées qu'elles étaient, devinrent très vite ennemies. Le contrôle du surplus ouvrit, pour la bureaucratie, la route du pouvoir.





## II

### *KINTO AU POUVOIR*

Avant de devenir roi d'Israël, David gardait les moutons et jouait de la flûte. Sa carrière extraordinaire devient compréhensible quand on considère que la plupart des fils des Israélites semi-nomades gardaient les moutons et qu'en ces temps l'art de gouverner les hommes n'était guère plus compliqué que l'art de garder les troupeaux. Cependant, depuis lors, la société, aussi bien que l'art du gouvernement, ont grandement augmenté en complexité. Quand un monarque moderne doit quitter son trône, il n'est plus nécessaire de chercher son successeur parmi les bergers. Cette question délicate a été tranchée sur la base de l'automatisme dynastique.

L'histoire humaine a connu un certain nombre de carrières météoriques. Membre d'une oligarchie peu nombreuse par droit de naissance, Jules César était un candidat naturel pour le pouvoir. Le cas de Napoléon I<sup>er</sup> est différent. Pourtant, même lui, n'était pas un parvenu au même degré que les principaux dictateurs de notre temps. Il était, quoi qu'on en puisse dire, un brillant soldat. En cela au moins il était fidèle à la même ancienne tradition que Jules César — c'est-à-dire que, en tant que guerrier ayant démontré son habileté à commander les hommes sur les champs de bataille, il était d'autant plus apte à dominer des populations sans armes et sans défense. Cette tradition vénérable ne fut pas strictement observée dans le cas de cette imitation de Napoléon, généralement dénommé le Petit ou le Troisième, qui était entièrement dépourvu de dons militaires. Mais enfin il n'était pas lui-même un simple parvenu. Il était le neveu de son célèbre oncle, en outre, il était désigné pour la grandeur par l'aigle apprivoisé qui planait au-dessus de lui.

A la veille de la première guerre mondiale, la carrière de Napoléon III apparaissait déjà comme un écho fantastique du passé. La démocratie s'était fermement établie — au moins en Europe, en Amérique du Nord et en Australie ; ses progrès dans les pays de l'Amérique latine étaient plus instructifs que sérieux. Elle avait fait des conquêtes en Asie ; elle éveillait les peuples d'Afrique. Le mécanisme constitutionnel semblait être la seule méthode acceptable pour l'humanité civilisée ; le seul système de gouvernement. Et puisque la civilisation continuait à croître et à s'étendre, l'avenir de la démocratie semblait assuré.

Les événements de Russie, à la fin de cette guerre, portèrent le premier coup à cette conception historique. Après huit mois d'inertie et de chaos démocratique, la dictature des bolcheviks s'imposa. Mais ce n'était après tout qu'un « épisode » de la révolution, qui semblait être elle-même un produit de l'état arriéré de la Russie, une reproduction au vingtième siècle de ces convulsions que l'Angleterre avait connues au milieu du dix-septième siècle, et la France à la fin du dix-huitième. Lénine apparut

comme un Cromwell ou un Robespierre moscovite. Il était au moins possible de classer ce nouveau phénomène — et on pouvait trouver en cela une consolation.

Alors vint cette «névrose du sens commun», ainsi, que Schmalhausen définit le fascisme, qui était un défi aux historiens. Il n'était pas si facile de trouver une analogie historique pour Mussolini, et onze ans plus tard pour Hitler. On se contentait d'allusions discrètes à César et à Siegfried — et à Al Capone. Dans les pays civilisés, démocratiques, qui étaient passés par une longue école du système représentatif, accédèrent soudain au pouvoir de mystérieux étrangers dont les occupations de jeunesse étaient presque aussi modestes que celles de David ou de Josué. Ils n'avaient nul faste d'héroïsme à leur crédit ; Ils n'annonçaient pas de nouvelles vérités au monde, l'ombre d'un grand ancêtre ou d'un tricorné n'était pas derrière eux ; la louve romaine n'était pas la grand-mère de Mussolini, la svastika n'était pas le blason de Hitler, mais seulement un symbole volé aux Egyptiens et aux Hindous. La démocratie libérale s'imaginait pouvoir se maintenir contre le fascisme sans défense spéciale. Après tout, ni Mussolini ni Hitler n'avaient l'air de génies. Mais alors comment expliquer leur étourdissant succès ?

Les deux leaders du fascisme sont des représentants de la petite bourgeoisie, qui, dans l'époque présente, est incapable d'apporter soit des idées originales, soit une conception créatrice. Hitler et Mussolini ont pratiquement plagié et imité chaque chose et chacun. Mussolini emprunta aux bolcheviks et à Gabriele d'Annunzio, et trouva son inspiration dans le camp de la grande industrie. Hitler imita les bolcheviks et Mussolini. Ainsi les leaders de la petite bourgeoisie, dépendants des magnats du capitalisme, sont de typiques personnages de second ordre — comme la petite bourgeoisie elle-même, considérée d'en haut ou d'en bas, assume invariablement un rôle secondaire dans la lutte des classes.

La dictature de la petite bourgeoisie était encore possible à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais même alors elle ne put se maintenir longtemps. Robespierre fut vite précipité dans l'abîme.

La vaine agitation pathétique de Kérensky n'était pas due entièrement à son impuissance personnelle ; même un homme aussi habile et entreprenant que Paltchinsky se montra également sans ressource. Kérensky n'était que le représentant le plus caractéristique de cette impuissance sociale. Si les bolcheviks ne s'étaient pas emparés du pouvoir, le monde aurait connu un mot russe pour fascisme cinq ans avant la marche sur Rome. Pourquoi la Russie n'a pu s'isoler de la réaction qui a balayé l'Europe d'après-guerre pendant les années vingt, c'est un sujet que l'auteur a discuté ailleurs. Il suffira de noter ici que la coïncidence de dates telles que la formation du premier ministère fasciste, avec Mussolini le 30 octobre 1922 en Italie, le coup d'Etat de Primo de Rivera en Espagne le 13 septembre 1923, la condamnation de la Déclaration des quarante-six bolcheviks par l'assemblée plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du 15 octobre 1923, n'est pas fortuite. [De tels signes des temps méritent la plus sérieuse considération.]

Cependant, dans le cadre des possibilités historiques, Mussolini a fait preuve de grande initiative, d'habileté à duper, de ténacité et de compréhension. Il était dans la tradition de la longue série des improvisateurs italiens. Le don de l'improvisation appartient au caractère même de la nation. Souple et immodérément ambitieux, il brisa sa carrière socialiste dans sa quête avide du succès. Sa colère contre le parti devint sa force motrice. Il créait et détruisait à mesure des constructions théoriques. Il était la personnification même de l'égotisme cynique et de la poltronnerie dissimulée derrière le camouflage de ses fanfaronnades. Chez Hitler, ce qu'on remarque d'abord, ce sont des traits de monomanie et de messianisme. Les blessures d'amour-propre

jouèrent un rôle énorme dans son développement. C'était un petit bourgeois déclassé qui refusait d'être un ouvrier. Les ouvriers normaux acceptent leur condition comme une chose normale. Mais Hitler était un raté prétentieux, affligé de troubles mentaux. C'est par l'exécration des Juifs et des social-démocrates qu'il se hisse au pouvoir. Il était désespérément résolu à s'élever. Il fabriqua au fur et à mesure, pour lui-même, une « théorie » pleine de contradictions et de réserves mentales — une mixture d'ambitions impériales allemandes et de rêveries rancunières d'un petit bourgeois déclassé. Si nous essayions de trouver un parallèle historique pour Staline, il nous faudrait rejeter non seulement Cromwell, Robespierre, Napoléon et Lénine, mais même Mussolini et Hitler. Nous nous approcherions davantage d'une compréhension de Staline en évoquant Mustapha Kémal pacha, ou, peut-être, Porfirio Diaz.

Quand, au cours des réunions du Comité central, je me levais pour lire une déclaration de l'Opposition de gauche, j'étais constamment interrompu par des cris, des sifflets, des menaces, des injures — exactement comme cela se passait dix ans plus tôt quand je montais à la tribune pour lire la Déclaration des bolcheviks à la séance d'ouverture du Préparlement de Kérénsky. Je me souviens de Vorochilov criant : « Il se conduit comme au Préparlement ! » Cela avait beaucoup plus de sens que l'auteur de l'exclamation ne le pensait.

En 1927, les séances officielles du Comité central devinrent d'écœurants spectacles. Aucune question n'était discutée pour elle-même ; tout était réglé dans la coulisse en des réunions privées avec Staline, où celui-ci faisait alors des marchés politiques avec la droite Rykov, Boukharine et Tomsy. Il y avait réellement au moins chaque fois deux réunions du Comité central. La ligne d'attaque contre l'Opposition était fixée préalablement et de même les rôles et les discours. Quand la comédie se jouait, elle ressemblait de plus en plus à une exhibition burlesque et obscène à la fois. Les membres les plus effrontés, les arrivistes les plus récemment entrés au Comité central, exclusivement en reconnaissance de leur capacité d'impudence à l'égard de l'Opposition, interrompaient sans relâche les discours des vétérans révolutionnaires par des répétitions stupides, des accusations absurdes, des cris d'une grossièreté et d'une vulgarité incroyables. Le metteur en scène était Staline. Il allait et venait au fond de la tribune, fixant de temps à autre son regard sur ceux à qui certains discours avaient été assignés, et ne faisait nul effort pour dissimuler son approbation quand l'injure adressée à un oppositionnel revêtait le plus honteux caractère. Si bas était le ton, si vulgaires les participants et si dégoûtant le véritable inspirateur de ces hommes déchaînés qu'il était difficile d'imaginer qu'il s'agissait d'une séance du Comité central du Parti bolcheviste. C'étaient les habitudes des voyous de Tiflis introduites au Comité central du Parti. Dans une de ces occasions, l'un de nous rappela comment un de ses anciens collaborateurs, Philippe Makharadzé, caractérisait Staline : « C'est simplement *un kinto* <sup>[12]</sup> ! »

Vers la même époque, un autre vieux camarade de Staline, au Caucase, Boudou Mdivani, me rapporta une conversation qu'il avait eue avec Staline au Kremlin. Mdivani s'efforçait de persuader Staline qu'il était indispensable d'arriver à quelque sorte d'accord avec l'Opposition ; sinon, le Parti passerait d'une crise à l'autre. Staline l'écouta en silence, mais impatiemment, avec des signes évidents de mécontentement, marchant à travers la pièce, puis, après être allé vers le coin le plus éloigné, il se retourna, s'avança vers Mdivani, les muscles tendus, se dressant sur la pointe des pieds, levant un bras, il s'arrêta brusquement. « Ils doivent être écrasés », cria-t-il d'une voix terrible. Mdivani dit qu'en hurlant ces mots, il était vraiment effrayant.

12 — *Kintos* : Sobriquet donné à Tiflis aux héros de la rue, chanteurs et vauriens. (N.d.T.)

La cruauté physique, personnelle, ce qu'on désigne sous le nom de sadisme, c'est sans aucun doute la caractéristique de Staline. Durant son séjour à la prison de Bakou, un de ses voisins de cellule parlait un jour de révolution. « Avez-vous une passion pour le sang ? » lui demanda Staline d'une manière tout à fait imprévue. Puis il prit un couteau qu'il avait caché dans la tige de sa botte, releva son pantalon et s'infligea une profonde entaille. « Voilà du sang pour vous ! » Quand il fut devenu dignitaire soviétique, il se divertissait dans sa maison de campagne en saignant des moutons ou en mettant le feu à une fourmilière après l'avoir aspergée de pétrole. Des histoires semblables rapportées par des hommes dignes de foi sont nombreuses. Les individus ayant de semblables dispositions sont assez rares, des conditions historiques particulières étaient nécessaires pour que ces sombres instincts de la nature humaine prennent d'aussi odieux développements.

Tous ses ressentiments, ses blessures, son amertume, son envie, il les transféra de la petite échelle de la province à la grande échelle du pays entier. Il n'oublie rien. Sa mémoire est avant tout méprisante, il a élaboré son propre « plan » de vengeance de cinq ans et même de dix ans.

Les Khevsoures — la coutume de la vendetta. Si le Khevsoure veut se venger de quelqu'un, il jette un chat mort sur la tombe de son ennemi.

« Sur le tombeau du mort, il [Staline] dirait : Mettez un chat mort », d'après Zinaïda Ordjonikidzé.

L'union de Staline avec Hitler satisfait son sens de la vengeance. Avant tout, il voulait insulter les gouvernements d'Angleterre et de France, venger les injures auxquelles le Kremlin avait été sujet avant que Chamberlain renonçât à apaiser Hitler. C'était pour lui une joie personnelle de négocier secrètement avec les nazis tandis qu'il paraissait négocier ouvertement avec les missions amies d'Angleterre et de France, trompant ainsi Londres et Paris, puis faisant surgir soudainement son pacte avec Hitler comme une surprise. Il est tragiquement mesquin.

Serait-il possible de bannir le mysticisme tout-puissant et sans foi, la détestation bruyante du socialisme et de la révolution — si, pour ainsi dire, le poème pouvait être sécularisé — le poème du *Grand Inquisiteur* — le poème de la tragédie de l'épigone... L'idée de dégénérescence — à une autre échelle ; le XV<sup>e</sup> siècle... Les derniers vers du poème de Dostoïevski montrent le Christ baisant silencieusement l'Inquisiteur sur les lèvres. L'adieu d'un des épigones bureaucratiques de la chrétienté. Malgré toute sa réserve, Lénine lui aurait craché au visage.

Le vieux Soltz — l'étroitesse du philistin.

Moroz — la conscience du Parti, mais sans conscience.

Chkiryatov — un ouvrier légèrement ivre, vidé, résigné. Petit Chkiryatov dirait à Lénine : « Va-t'en ; ne nous ennuie pas ou nous te brûlerons ! »

Alexandre et Vladimir — la fleur de l'intelligentsia russe. En la personne d'Alexandre, l'intelligentsia en finit avec son tragique passé ; en la personne de Vladimir, elle jette un pont vers l'avenir.



On peut dire que tous les hommes de génie dont l'histoire a retenu le nom, tous les créateurs, tous les novateurs, donnèrent l'essence de ce qu'ils avaient à dire pendant les vingt-cinq ou trente premières années de leur vie. Ensuite, ils ne font que développer, approfondir, appliquer. Durant la première période de la vie de Staline, nous n'entendons que la répétition vulgarisée de formules toutes faites.

Staline fut haussé jusqu'au génie seulement après que la bureaucratie, conduite par son propre secrétaire général, eut anéanti tous les compagnons de Lénine.

Selon Nikolaïévsky, Boukharine disait de Staline qu'il était un «répartiteur de génie». L'expression est bonne, encore que «génie» ici aussi soit de trop. Je l'entendis pour la première fois de Kaménev ; il voulait définir par là l'habileté spéciale de Staline à réaliser ses plans graduellement, morceau par morceau, d'après le système des opérations à tempérament. Cette possibilité présuppose à son tour l'existence d'une machine politique puissamment centralisée. La tâche consiste alors à s'insinuer progressivement dans la machine, puis dans l'opinion publique du pays. Hâter le processus et présenter d'un coup et dans toute son ampleur le changement qu'on médite, cela provoquerait de la crainte, de la résistance.

Des douze apôtres du Christ, Judas fut le seul traître. Mais, s'il s'était emparé du pouvoir, il aurait déclaré traîtres les onze apôtres, et aussi les autres qui sont, d'après Luc, soixante-dix.

Le 19 novembre 1924, dans son discours à la fraction bolcheviste des syndicats, Staline déclara : « Après avoir entendu le camarade Trotsky, on pourrait penser que le Parti des bolcheviks ne fit rien d'autre, durant l'entière préparation de mars à octobre, que marquer le pas parce qu'il était rongé par des contradictions internes, qu'il entrava l'action de Lénine de toutes les façons. Et, si ce n'était du camarade Trotsky, la Révolution d'Octobre aurait pris un tout autre cours. Il est plutôt amusant d'entendre de tels discours de la part du camarade Trotsky, qui affirme dans l'avant-propos du troisième volume de ses *Œuvres* que : « L'instrument essentiel de la révolution prolétarienne, c'est le Parti. » »

Naturellement, je n'avais jamais parlé de l'inaptitude ou de l'indignité du Parti et particulièrement de son Comité central. J'avais simplement parlé des frictions intérieures. Mais ce qui reste vraiment mystérieux, c'est comment un parti dont les deux tiers des membres de son Comité central étaient des ennemis du peuple et des agents de l'impérialisme ait pu faire triompher la Révolution. On ne nous a pas donné d'explication de ce mystère. A partir de 1918, les «traîtres» avaient une majorité prépondérante au Bureau politique et au Comité central. En d'autres termes, la politique du Parti bolcheviste fut, dans les années critiques de la Révolution, pleinement et entièrement déterminée par des traîtres. Il est inutile de dire que Staline ne pouvait prévoir en 1924 que la logique de sa méthode le conduirait à une absurdité aussi monstrueuse. Ce qui est typique chez Staline, c'est sa capacité d'effacer toute trace du passé — tout, excepté ses rancunes personnelles et son insatiable soif de vengeance.

Est-il possible de tirer des conclusions en ce qui concerne 1924 sur la base des années 1936-1938, quand Staline avait déjà réussi à développer en lui tous les attributs d'un tyran ? En 1924, il ne faisait encore que lutter pour le pouvoir. Était-il alors déjà capable d'une telle intrigue ? Toutes les données de sa biographie nous obligent à répondre à cette question par l'affirmative. Dès l'époque du séminaire de Tiflis, il laissa

une traînée de suspicion et d'accusations des plus graves. L'encre et le papier sont pour lui des moyens trop insignifiants dans la vie politique. Seuls les morts ne se réveillent pas. Après que Zinoviev et Kaménev eurent rompu avec Staline en 1925, ils mirent en lieu sûr des lettres où ils avaient écrit : « Si nous mourons soudainement, qu'on sache que c'est l'œuvre de Staline. »

Ils me conseillèrent de les imiter. « Vous vous imaginez, me dit un jour Kaménev, que Staline se préoccupe de chercher des réponses à vos arguments ; rien de tel ; il ne songe qu'à trouver le moyen de vous liquider impunément. » — « Vous souvenez-vous de l'arrestation de Sultan-Galiyev, l'ancien président du conseil tartare des commissaires du peuple, en 1923 ? continua Kaménev. C'était la première arrestation d'un membre éminent du Parti opérée sur l'initiative de Staline. Malheureusement, Zinoviev et moi donnâmes notre consentement. Ce fut chez Staline, pour la première fois, la soif du sang. Dès que nous eûmes rompu avec lui, nous fîmes quelque chose comme un testament ; nous prévenions que dans le cas de notre mort « accidentelle », Staline devrait être tenu pour responsable. Il faut vous attendre à tout de la part de cet Asiatique. »

Zinoviev ajouta : « il en aurait fini avec vous dès 1924 s'il n'avait pas redouté des représailles — des actes terroristes de la part des jeunes. C'est pourquoi il décida de commencer par démolir les cadres de l'Opposition et attendre pour vous assassiner le moment où il serait certain de pouvoir le faire avec impunité. La haine qu'il a pour nous, spécialement pour Kaménev, est motivée surtout par le fait que nous en savons trop sur lui. Mais il n'est pas encore prêt à nous faire disparaître. » Il ne s'agit pas là de suppositions, durant les mois de la lune de miel du triumvirat, ses membres s'exprimaient entre eux très franchement.

Les succès ininterrompus de Staline commencèrent en 1923 quand, peu à peu, la conviction se forma en lui qu'on pouvait se rire du processus historique. Les « procès de Moscou » sont le point culminant de cette politique de mensonges et de violence. En même temps, il commença à sentir avec inquiétude que le sol glissait sous ses pieds. Chaque nouvelle tromperie exigeait une tromperie double pour l'étayer, chaque acte de violence élargissait le rayon de la violence indispensable.

La ruse de Staline est essentiellement grossière et destinée à des esprits simplistes. Si on examine, par exemple, les « procès de Moscou » dans leur ensemble, on est frappé par la grossièreté de conception et d'exécution.

En avril 1925, je fus relevé du poste de commissaire à la Guerre. Mon successeur, Frounzé, était un vieux révolutionnaire qui avait passé de nombreuses années aux travaux forcés en Sibérie. Il n'était pas destiné à occuper longtemps ce poste, seulement sept mois. En novembre 1925, il mourut sous le bistouri d'un chirurgien. Durant les mois précédents, il avait manifesté trop d'indépendance dans la défense de l'armée contre la surveillance de la Guépéou ; c'est le crime pour lequel, douze ans plus tard, Toukhatchevsky fut fusillé. Bajanov a suggéré que Frounzé était au centre d'une conspiration militaire ; c'est une sottise fantastique. Dans le conflit qui dressait Zinoviev et Kaménev contre Staline, Frounzé était contre Staline. L'opposition du nouveau commissaire à la Guerre était pleine d'énormes risques pour le dictateur. Vorochilov, docile et d'esprit borné, lui semblait devoir être un instrument bien plus sûr. Des rumeurs se répandirent dans le Parti que la disparition de Frounzé était nécessaire à Staline : d'où sa mort soudaine.

Sur la base des données dont on peut disposer, les choses se seraient passées de la sorte : Frounzé souffrait d'ulcères à l'estomac ; mais, comme ses médecins personnels étaient convaincus que son cœur ne supporterait pas les effets du chloroforme, Frounzé était résolument hostile à une opération. Staline chargea alors un médecin du Comité central, c'est-à-dire un homme à lui, de réunir des médecins pour une consultation, lesquels conclurent naturellement à l'intervention chirurgicale ; le Bureau politique confirma cette décision. Frounzé dut se soumettre, c'est-à-dire aller mourir sous le narcotique.

Les circonstances de la mort de Frounzé eurent un écho dans la littérature. [Boris Pilniak : *Histoire de la lune non éteinte*<sup>[13]</sup>.] Staline ordonna la confiscation immédiate de la revue, et son auteur connut la défaveur officielle. Pilniak dut, plus tard, reconnaître publiquement son « erreur ». En outre Staline considéra nécessaire de faire publier des documents propres à établir indirectement son innocence. Il est difficile de dire ce qui se passa exactement, mais le fait même de la suspicion est significatif. Il montre qu'à la fin de 1925 le pouvoir de Staline était déjà si grand qu'il pouvait compter sur un groupe de médecins dociles disposant de chloroforme et d'un bistouri de chirurgien. Pourtant, à cette époque, à peine un Russe sur cent connaissait son nom.

Au sujet de mon exil en Turquie, en février 1929, Bajanov écrivait :

« Ce n'est qu'une demi-mesure, je ne reconnais pas mon Staline... Nous avons fait un certain progrès depuis les jours de César Borgia. Alors on versait adroitement une poudre active dans une coupe de vin de Falerne, ou bien l'ennemi mourait après avoir mordu dans une pomme. Les méthodes présentes sont inspirées par les tout derniers achèvements de la science. Des bacilles de Koch mélangés à des aliments et systématiquement administrés provoqueront graduellement une phtisie galopante et une mort soudaine... Je ne vois pas clairement... pourquoi Staline n'a pas suivi cette méthode, qui est tellement dans ses habitudes et son caractère. »

En 1930, quand le livre de Bajanov parut, je le considérais comme un simple exercice littéraire. Après les procès de Moscou, je le pris plus sérieusement. Qui avait inspiré au jeune homme de pareilles spéculations ? Quelle était la source de tout cela ? Bajanov a été formé dans l'antichambre de Staline, où la question des bacilles de Koch et les méthodes d'empoisonnement des Borgia étaient évidemment discutées dès avant 1926, année où Bajanov quitta le secrétariat de Staline. Deux ans plus tard, il passait à l'étranger et devint par la suite un émigré réactionnaire.

Quand Iéjov devint chef du Guépéou, il modifia les méthodes toxicologiques dont Iagoda doit être, en toute justice, reconnu comme le créateur. Mais il obtint des résultats identiques. Au procès de février 1938 [2-13 mars], le secrétaire de Iagoda, Boulanov, était accusé, entre autres choses, d'être un empoisonneur, et il fut fusillé pour cela. Que Boulanov ait joui de la confiance de Staline, la preuve en est dans le

13 — Souvarine résume ainsi le récit de Pilniak : « Dans la revue littéraire *Krasnaia Nov*, de Moscou sous le titre mystérieux : *Histoire de la lune non éteinte* et le sous-titre plus clair : *L'Assassinat du commandant* l'écrivain soviétique B. Pilniak a publié un récit équivoque où les allusions à Staline sont assez précises. Il y campe deux personnages principaux, un chef militaire supérieur atteint d'un ulcère en bonne voie de guérison et un homme politique tout-puissant, membre d'une *troïka*, qui gouverne le pays ; le second a décidé en secret l'opération chirurgicale dont le premier n'a nul besoin et qu'aucun des grands médecins appelés en consultation ne juge nécessaire : le commandant a de sombres pressentiments mais n'ose pourtant pas résister à l'ordre de son supérieur politique et meurt sous le chloroforme. » *Staline*, p. 371.

fait que c'est à lui que fut confiée la mission de nous escorter, ma femme et moi, de notre exil en Asie centrale à notre exil en Turquie. Tentant de sauver mes deux anciens secrétaires, Sermouks et Poznansky, je demandai qu'ils soient déportés avec moi. Sans doute parce qu'il craignait un éclat désagréable à la frontière turque et désirait assurer notre déportation sans scandale, Boulanov communiqua par télégraphe avec Moscou. Une demi-heure plus tard, il m'apportait la bande du télégraphe elle-même pour que je puisse y lire que le Kremlin promettait de permettre à Sermouks et Poznansky de me rejoindre directement. Je ne pouvais le croire.

« — Vous me tromperez, j'en suis sûr, dis-je à Boulanov.

— Alors, vous pourrez dire que je suis une canaille.

— Maigre consolation, ripostai-je. »

Le secrétaire de Maxime Gorki, Kryoutchkov, témoigna que Iagoda lui dit : « Il est nécessaire de modérer l'activité de Gorki, parce qu'elle va à l'encontre des « grands chefs » ». Cette allusion aux « grands chefs » fut répétée plusieurs fois. Devant le tribunal, elle fut interprétée comme s'il s'agissait de Rykov, Boukharine, Kaménev et Zinoviev. Mais c'est une absurdité patente, car à l'époque ces hommes, étaient victimes de la persécution de la Guépéou. « Grands chefs », c'était le pseudonyme des maîtres du Kremlin, et avant tout de Staline. Rappelons que Gorki mourut à la veille même du procès de Zinoviev.

Staline n'avait pas prévu les conséquences du premier procès. Il espérait que l'affaire se bornerait à l'extermination de quelques-uns de ceux de ses ennemis qu'il haïssait le plus — avant tout Zinoviev et Kaménev, dont la suppression avait été machinée pendant dix années. Mais il avait mal calculé : la bureaucratie fut horrifiée et terrifiée. Pour la première fois, elle voyait en Staline non le premier parmi des égaux, mais un despote asiatique, un tyran, Gengis Khan, comme Boukharine l'avait un jour appelé. Staline commença à craindre de perdre sa condition spéciale d'autorité suprême auprès des anciens de la bureaucratie soviétique. Il ne pouvait effacer les souvenirs qu'ils avaient de lui, ne pouvait les soumettre à l'hypnose de son rôle de super-arbitre où il s'était hissé lui-même. La crainte et l'horreur grandissaient parallèlement avec le nombre de vies atteintes, l'étendue des intérêts menacés. Personne parmi ces anciens ne pouvait croire à l'accusation. L'effet produit n'était pas ce qu'il avait espéré. Il lui fallait aller au-delà de ses intentions premières.

C'est durant la préparation des épurations massives de 1936 que Staline proposa le projet d'une nouvelle Constitution, « la plus démocratique du monde ». Les Duranty et les Louis Fischer chantèrent bruyamment la louange de la nouvelle ère démocratique. Le but de ce tapage éhonté autour de la Constitution stalinienne était de gagner la faveur de l'opinion démocratique à travers le monde, et puis, sur ce fond propice, écraser toute opposition à Staline comme agence fasciste. Il est caractéristique que par myopie intellectuelle Staline se soit préoccupé davantage de sa vengeance personnelle que d'éloigner la menace que le fascisme faisait peser sur l'Union soviétique et sur les travailleurs du monde. Tandis qu'elle préparait « la constitution la plus démocratique », la bureaucratie s'affairait en une série de banquets où l'on bavardait interminablement « sur la vie nouvelle et joyeuse ». A ces banquets, Staline était photographié au milieu d'ouvriers et d'ouvrières, un enfant sur ses genoux. Son ego malade avait besoin de ce baume. « Il est clair, observai-je alors, que quelque chose d'effrayant se prépare. » D'autres hommes connaissant bien la mécanique du Kremlin étaient aussi inquiets que moi au sujet de cet accès de cordialité et de décence de Staline.



Un certain type de correspondant de Moscou répète que l'Union soviétique sortit des épurations plus monolithique que jamais. Ces messieurs célébraient la louange du monolithisme stalinien déjà avant les épurations. Néanmoins, il est difficile de comprendre comment une personne ayant toute sa raison peut croire qu'on ait pu prouver que les représentants les plus importants du gouvernement et du parti, du corps diplomatique et de l'armée, étaient des agents de l'étranger sans voir en cela les signes annonciateurs d'un mécontentement profond à l'égard du régime. Les épurations furent la manifestation d'une grave maladie. L'élimination des symptômes ne peut être considérée comme un traitement. Nous avons un précédent dans le régime autocratique du gouvernement tsariste qui arrêta, durant la guerre, le ministre de la guerre Soukhomlinov sous l'accusation de trahison. Les diplomates alliés firent alors observer à Sazonov : « Votre gouvernement est fort puisqu'il ose arrêter son propre ministre de la guerre en temps de guerre. » En fait, ce gouvernement fort était à la veille de l'effondrement. Le gouvernement soviétique, lui, non seulement arrêta et exécuta son ministre de la guerre Toukhatchevsky, mais il fit bien davantage : il extermina l'état-major tout entier de l'armée, de la marine et de l'aviation. Aidée par des correspondants étrangers complaisants, la propagande stalinienne a pu tromper systématiquement l'opinion publique dans le monde entier sur la situation réelle dans l'Union soviétique.

Par ces monstrueux procès, Staline a prouvé bien plus qu'il ne le voulait ; ou, plus exactement, il a échoué à prouver ce qu'il avait résolu de prouver. Il ne réussit qu'à révéler son laboratoire secret ; il contraignit cent cinquante hommes à confesser des crimes qu'ils n'avaient pas commis. Mais la totalité de ces confessions devint la propre confession de Staline.

Dans l'espace de deux années, Staline a fait exécuter tous les adjoints et associés de Vorochilov, ses collaborateurs les plus proches, ses hommes de confiance. Que faut-il en déduire ? Est-il possible que Vorochilov ait commencé à manifester des velléités d'indépendance dans son attitude à l'égard de Staline ? Il est plus vraisemblable que Vorochilov fut poussé par des hommes très proches de lui. La machine militaire est très exigeante et très vorace, et elle ne supporte pas aisément les limitations que veulent lui imposer des politiciens, des civils. Prévoyant la possibilité de conflits avec cette puissante machine dans l'avenir, Staline décida de prendre le pas sur Vorochilov avant que celui-ci ait commencé à échapper à son contrôle. Au moyen de la Guépéou, c'est-à-dire par Iéjov, Staline prépara l'extermination des collaborateurs intimes de Vorochilov derrière son dos et sans qu'il s'en doutât, et cette préparation achevée, il le mit devant la nécessité de choisir. Pris ainsi au piège tendu par la crainte et la déloyauté de Staline, Vorochilov coopéra tacitement à l'extermination de l'élite du commandement. Il était voué désormais à l'impuissance, incapable de jamais se dresser contre Staline.

Staline est passé maître dans l'art de s'attacher un homme, non en gagnant son admiration, mais en l'obligeant à devenir son complice dans des crimes odieux et impardonnables. Telles sont les pierres de la pyramide dont Staline est le sommet.

« L'Etat, c'est moi » est presque une formule libérale en comparaison avec les réalités du régime totalitaire de Staline. Louis XIV ne s'identifiait qu'avec l'Etat. Les papes de Rome s'identifient à la fois avec l'Etat et avec l'Eglise — mais seulement durant les époques du pouvoir temporel. L'Etat totalitaire va-bien au-delà du césaro-papisme, car il embrasse l'économie entière du pays. A la différence du Roi Soleil, Staline peut dire à bon droit : « La Société, c'est moi. »





# APPENDICE



## Trois conceptions de la révolution russe

La Révolution de 1905 fut non seulement « *la répétition générale pour 1917* » mais aussi le laboratoire d'où surgirent tous les groupements fondamentaux de la pensée politique russe et où toutes les tendances et nuances du marxisme s'esquissèrent ou prirent forme. Au centre des divergences et des disputes se trouvait la question du caractère historique de la révolution russe et de ses futures voies de développement. Cette lutte de conceptions et de pronostics n'a pas en soi de rapport direct avec la biographie de Staline qui n'a pas pris une part indépendante à ces débats. Les quelques articles de propagande qu'il écrivit sur cette matière sont dépourvus du moindre intérêt théorique. Des dizaines de bolcheviks divulguèrent, plume en main, ces mêmes idées et le firent d'une façon bien plus adéquate. Un exposé critique de la conception révolutionnaire du bolchévisme devrait, de par la nature même des choses, avoir sa place dans une biographie de Lénine. Cependant, les théories ont un sort qui leur est propre.

Si pendant la période de la première révolution et plus tard jusqu'en 1923, alors que les doctrines révolutionnaires étaient élaborées et appliquées, Staline n'eut pas de position indépendante, à partir de 1924 brusquement la situation change. C'est depuis ce moment que commence l'époque de la réaction bureaucratique et de la révision énergique du passé. La trame de la révolution se déroule à l'envers. Les anciennes doctrines sont soumises à des nouvelles évaluations ou à de nouvelles interprétations. D'une façon tout à fait inopinée, au premier abord, l'attention se concentre sur la conception de la « révolution permanente » en tant que source de toutes les bévues du trotskysme. Dorénavant, pour un certain nombre d'années, la critique de cette conception constitue le contenu principal de l'œuvre théorique « *cit venio verbo* » de Staline et de ses collaborateurs. On peut même dire que tout le stalinisme, sur le plan théorique, se développa par la critique de la théorie de la révolution permanente telle qu'elle a été formulée en 1905. Par conséquent, l'analyse de cette théorie distincte de celles des menchéviks et des bolcheviks, ne peut manquer de faire partie de ce livre, ne fût-elle que sous forme d'appendice.

Le développement de la Russie est avant tout caractérisé par son état arriéré. Cependant, un état historiquement arriéré n'implique pas une simple reproduction du développement des pays avancés avec un délai d'un ou deux siècles. Il engendre une constitution sociale « combinée » entièrement nouvelle dans laquelle les dernières conquêtes de la technique et de la structure capitaliste s'implantent dans des relations de barbarie féodale et pré-féodales, les transformant en les dominant, créant ainsi une situation de relations réciproques de classes toute particulière. Il en est de même dans la sphère des idées. A cause précisément de son état historique attardé, la Russie se trouve être le seul pays où le marxisme, en tant que doctrine, et la social-démocratie, en tant que parti, atteignirent un développement puissant même avant la révolution bourgeoise. Il n'est que trop naturel que le problème de la corrélation entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme ait été soumis à une analyse théoriquement profonde, précisément en Russie.

Les narodniks, essentiellement idéalistes-démocrates, refusèrent de considérer la révolution en cours comme bourgeoise. Ils la qualifièrent de « démocratique » cherchant, au moyen d'une formule politique neutre, de masquer son contenu social, non seulement aux autres mais à eux-mêmes. Mais dans sa lutte contre le narodnikysme, le fondateur du marxisme russe, Plekhanov, décréta, aux alentours de 1880, que la Russie n'avait aucune raison d'espérer une voie de développement privilégié ; que, comme les autres nations « profanes », elle aurait à passer à travers le purgatoire du capitalisme et que, précisément, en suivant cette voie, elle allait acquérir la liberté politique, indispensable pour la lutte du prolétariat pour le socialisme. Plekhanov, non seulement séparait la révolution bourgeoise en tant que tâche de la révolution socialiste qu'il renvoyait à un avenir indéfini — mais il attribuait à chacune d'elles des combinaisons de forces entièrement différentes.

La liberté politique devait être réalisée par le prolétariat allié à la bourgeoisie libérale ; après plusieurs décades et ayant atteint un niveau plus élevé de développement capitaliste, le prolétariat, en lutte directe contre la bourgeoisie, mènerait à bien la révolution socialiste.

Lénine, de son côté, écrivait à la fin de 1904 :

« Il semble toujours à l'intellectuel russe que reconnaître notre révolution comme bourgeoise c'est la décolorer, la dégrader, l'abaisser... Pour le prolétariat, la lutte pour la liberté politique et pour la république démocratique au sein de la société bourgeoise est simplement un stade nécessaire dans sa lutte pour la révolution socialiste.

Les marxistes sont absolument convaincus, écrivait-il en 1905, du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que ces transformations démocratiques... qui sont devenues indispensables pour la Russie ne signifient pas en elles-mêmes une tentative de miner le capitalisme, de miner la révolution bourgeoise, mais, au contraire elles ouvrent la voie, pour la première fois et d'une façon valable, à un développement du capitalisme ample et rapide, européen et non asiatique. Elles rendront possible, pour la première fois, la domination de la bourgeoisie en tant que classe...

Nous ne pouvons sauter par-dessus le cadre démocratique bourgeois de la révolution russe, insistait-il, mais nous pouvons élargir ce cadre dans des proportions colossales ».

C'est-à-dire nous pouvons créer au sein de la société bourgeoise des conditions bien plus favorables pour la lutte future du prolétariat. Dans ces limites, Lénine suivait Plekhanov. Le caractère bourgeois de la révolution servait aux deux fractions de la social-démocratie russe comme point de départ.

Il est tout à fait naturel que, dans ces conditions, Koba (Staline) ne dépassa pas, dans sa propagande, ces formules courantes qui constituaient la propriété commune des bolcheviks comme des menchéviks.

« *L'Assemblée Constituante*, écrivait-il en janvier 1905, *élue à la base du suffrage universel, égal, direct, et secret, c'est ce pour quoi nous devons maintenant lutter. Seule cette Assemblée nous apportera la république démocratique dont nous avons un si urgent besoin dans notre lutte pour le socialisme* ». La république bourgeoise, comme arène d'une lutte de classes de longue haleine pour le but socialiste, telle est la perspective.

En 1907 ; c'est-à-dire après d'innombrables discussions dans la presse à Pétersbourg et à l'étranger et après une sérieuse expérimentation des prévisions théoriques



dans les expériences de la première révolution, Staline écrivait :

« Que notre révolution est bourgeoise, qu'elle doit se terminer par la destruction de l'ordre féodal et non de l'ordre capitaliste, qu'elle peut être couronnée seulement par la république démocratique, sur ces points, semble-t-il, tous sont d'accord dans notre parti ».

Staline ne parlait pas de ce par quoi la révolution commence mais de ce à quoi elle aboutit et il le limitait d'avance et d'une façon tout à fait catégorique « *à la seule république démocratique* ». Nous chercherions en vain dans ses écrits, ne fusse qu'une allusion de quelque perspective d'une révolution socialiste en rapport avec un renversement de la démocratie. Telle fut sa position, même au début de la révolution de février 1917, jusqu'à l'arrivée de Lénine à Petrograd.

Pour Plekhanov, Axelrod et les chefs du menchévisme en général, la caractérisation sociologique de la révolution comme bourgeoise était par-dessus tout politiquement valable parce que d'avance, elle interdisait de provoquer la bourgeoisie par le spectre du socialisme et de la « repousser » dans le camp de la réaction. « *Les relations sociales de la Russie ont mûri uniquement pour la révolution bourgeoise* », déclarait le chef de la tactique du menchévisme, Axelrod, au Congrès d'unité. « Devant le manque absolu de droits politiques dans notre pays, il ne saurait être question d'une lutte directe entre le prolétariat et les autres classes pour le pouvoir politique... le prolétariat lutte pour obtenir des conditions de développement bourgeois. Les conditions historiques objectives font que la destinée de notre prolétariat est irrémissiblement de collaborer avec la bourgeoisie dans sa lutte contre l'ennemi commun ». Le contenu de la révolution russe était ainsi limité d'avance à ces transformations compatibles avec les intérêts et les vues de la bourgeoisie libérale.

C'est précisément sur ce point que commence le désaccord fondamental entre les deux fractions. Le bolchévisme se refusait absolument à reconnaître que la bourgeoisie russe fut capable de diriger jusqu'au bout sa propre révolution. Avec infiniment plus de force et de consistance que Plekhanov, Lénine considère la question agraire comme le problème central du renversement démocratique en Russie. « *Le point crucial de la révolution russe, répétait-il, c'est la question agraire (de la terre). Des conclusions concernant la défaite ou la victoire doivent être basés... sur l'estimation de la condition des masses dans la lutte pour la terre* ». Avec Plekhanov, Lénine considérait la paysannerie comme une classe petite-bourgeoise ; le programme agraire des paysans comme un programme de progrès bourgeois. « *La Nationalisation est une mesure bourgeoise* » insistait-il au Congrès d'unité. « *Elle donnera une impulsion au développement du capitalisme ; augmentera l'acuité de la lutte des classes ; renforcera la mobilisation de la terre ; causera un afflux de capitaux dans l'agriculture ; fera baisser le prix du grain* ». Malgré le caractère bourgeois indiscutable de la révolution agraire, la bourgeoisie russe restait, néanmoins, hostile à l'expropriation des grands domaines et, précisément pour cette raison, était pour un compromis avec la monarchie sur la base d'une constitution d'après le modèle prussien. A la position de Plekhanov préconisant une alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie, Lénine opposa l'idée d'une alliance entre le prolétariat et la paysannerie. Il proclama que la tâche de la collaboration révolutionnaire de ces deux classes était d'établir une « *dictature démocratique* » comme unique moyen de nettoyer radicalement la Russie de tous les débris féodaux, de créer un système de paysans libres et d'ouvrir la voie au développement du capitalisme sur le modèle américain et non prussien.

La victoire de la révolution, écrivait-il, ne peut être consacrée que par une dictature, car la réalisation de transformations, dont le prolétariat et la paysannerie ont un

besoin urgent et immédiat, provoquera la résistance désespérée des propriétaires terriens, des gros capitalistes et du tsarisme. Il sera impossible, sans dictature, de briser cette résistance et de repousser les tentatives contre-révolutionnaires. Mais ce sera, bien entendu, non pas une dictature socialiste mais démocratique. Elle ne pourra pas toucher (sans toute une série de stades transitoires du développement révolutionnaire) aux bases du capitalisme. Il ne lui sera possible, dans le meilleur des cas, que de réaliser un repartage radical de la propriété foncière en faveur de la paysannerie ; d'introduire un régime démocratique consistant et total allant jusqu'à l'institution de la république ; d'extirper tous les caractères asiatiques et féodaux non seulement de la vie quotidienne du village, mais aussi de l'usine ; d'inaugurer de sérieuses améliorations de la situation des travailleurs en élevant leur standard de vie, et, par-dessus tout, de mener à bien la conflagration révolutionnaire en Europe.

### *La critique des conceptions de Lénine*

La conception de Lénine constituait un énorme pas en avant dans la mesure où elle préconisait, non des réformes constitutionnelles, mais la réforme agraire comme tâche principale de la révolution, et indiquait la seule combinaison réaliste de forces sociales pour sa réalisation. Cependant, le point faible de la conception de Lénine était la contradiction interne que portait en elle l'idée de « *la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie* ». Lénine, lui-même, restreignait les limites fondamentales de cette « dictature » quand il la qualifiait ouvertement de « bourgeoise ». Il voulait dire par là que pour sauvegarder son alliance avec la paysannerie, le prolétariat serait obligé, au cours de la révolution à venir, de renoncer à entreprendre, d'une façon directe, les tâches socialistes. Mais cela signifierait que le prolétariat renoncerait à sa propre dictature. Par conséquent, la situation impliquerait la dictature de la paysannerie, même si elle était réalisée avec la participation des ouvriers.

C'était justement ce que disait Lénine en certain cas. Par exemple, à la Conférence de Stockholm en réfutant les arguments de Plekhanov qui s'était élevé contre « l'utopie » de la prise du pouvoir, Lénine déclarait :

« Quel programme sommes-nous en train de discuter ? Le programme agraire. Qui assumera la prise du pouvoir selon ce programme ? La paysannerie révolutionnaire ».

Est-ce que Lénine mélange le pouvoir du prolétariat avec cette paysannerie ? Non répond-il en se référant à ses propres mots d'ordre. Lénine différencie complètement le pouvoir socialiste du prolétariat, du pouvoir démocratique bourgeois de la paysannerie. « *Mais voyons, s'exclame-t-il encore, est-ce qu'une révolution paysanne est possible sans la prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire* ». Dans cette formule de polémique, Lénine révèle avec une clarté spéciale la vulnérabilité de sa position.

La paysannerie est dispersée sur la surface d'un immense pays dont les points de ralliement sont les villes. La paysannerie elle-même est incapable de formuler ses propres intérêts car, dans chaque district, ses intérêts ont un aspect différent. Le lien économique entre les provinces est créé par le marché et les chemins de fer, mais l'un et les autres sont entre les mains des villes. En cherchant à s'affranchir des limitations du village et à généraliser ses propres intérêts, la paysannerie tombe inéluctablement sous la dépendance de la ville. Enfin, la paysannerie est également hétérogène dans ses relations sociales : la couche des koulaks cherche naturellement à l'entraîner vers une alliance avec la bourgeoisie des villes, tandis que les couches des paysans pauvres sont

portées vers les travailleurs urbains. Sous ces conditions, la paysannerie comme telle est complètement incapable de conquérir le pouvoir.

Il est vrai que dans l'ancienne Chine des révolutionnaires portèrent la paysannerie au pouvoir, ou, pour être plus précis, octroyèrent le pouvoir aux chefs militaires des soulèvements paysans. Ceci conduisit chaque fois à un nouveau partage de la terre et à l'instauration d'une nouvelle dynastie « paysanne » ; à ce point, l'histoire recommençait par le commencement. La nouvelle concentration de la terre, la nouvelle aristocratie, le nouveau système d'usure provoquaient un nouveau soulèvement. Aussi longtemps que la révolution conserve son caractère purement paysan, la société est incapable de sortir de ce cercle vicieux et sans issue.

C'est là la base de l'histoire ancienne de l'Asie, y compris l'histoire ancienne russe. En Europe, dès le début du déclin du Moyen Âge, chaque soulèvement paysan victorieux portait au pouvoir, non pas un gouvernement paysan, mais un parti urbain de gauche. Un soulèvement paysan était victorieux exactement dans la mesure où il réussissait à renforcer la position de la section révolutionnaire de la population urbaine. Dans la Russie bourgeoise du XX<sup>e</sup> siècle, il ne saurait pas même être question de la prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire.

### *L'opinion de Lénine sur le libéralisme*

L'attitude vis-à-vis de la bourgeoisie libérale était, comme il a été dit plus haut, la pierre de touche de la différenciation entre les révolutionnaires et les opportunistes dans les rangs de la social-démocratie.

Quel serait le caractère du futur Gouvernement Provisoire révolutionnaire ? En face de quelles tâches serait-il placé ? Dans quel ordre ?

Ces très importantes questions ne pouvaient être correctement posées que sur la base du caractère fondamental de la politique du prolétariat, et le caractère de cette politique était à son tour déterminé tout d'abord par l'attitude envers la bourgeoisie libérale.

De toute évidence, Plekhanov fermait obstinément les yeux devant la conclusion fondamentale de l'histoire politique du XIX<sup>e</sup> siècle : chaque fois que le prolétariat va de l'avant comme une force indépendante, la bourgeoisie se réfugie dans le camp de la contre-révolution. Et plus les masses déploient d'audace dans leur lutte, plus rapide devient la dégénérescence réactionnaire du libéralisme. Nul n'est encore parvenu à inventer un moyen propre à paralyser les effets de la loi de la lutte des classes.

« Nous devons rechercher le soutien des partis non-prolétariens, répétait Plekhanov pendant les années de la première révolution, et non pas les repousser par des actes dépourvus de tact ».

Par des prédications monotones de ce genre, le philosophe du marxisme montrait que le dynamisme vivant de la société lui était inaccessible.

Les « manques de tact » peuvent repousser un intellectuel susceptible en tant qu'individu. Les classes et les partis sont repoussés par les intérêts sociaux.

« On peut dire avec certitude, répondait Lénine à Plekhanov, que les libéraux et les propriétaires terriens vous pardonneront des millions de « manques de tact » mais ne vous pardonneront pas une tentative de leur prendre la terre ».

Et pas seulement les propriétaires terriens. Les sommets de la bourgeoisie sont liés aux propriétaires par l'unité des intérêts de propriété, et plus étroitement

par le système des banques. Les sommets de la petite-bourgeoisie et de l'intelligentsia dépendent matériellement et moralement des gros et moyens propriétaires. Elles craignent le mouvement indépendant des masses.

Cependant, pour renverser le tsarisme, il était nécessaire de mener plusieurs dizaines de millions d'opprimés à un assaut révolutionnaire héroïque, plein d'abnégation, et qui ne s'arrêterait devant rien. Les masses peuvent être soulevées en vue de l'insurrection, uniquement sous la bannière de leurs propres intérêts, et par conséquent, dans un esprit d'hostilité irréconciliable envers les classes exploiteuses, en commençant par les propriétaires terriens. La « répulsion » de la bourgeoisie oppositionnelle à l'égard des ouvriers et des paysans révolutionnaires était donc une loi immanente à la révolution elle-même, et ne pouvait être évitée par des moyens de diplomatie et de « tact ».

Chaque nouveau mois confirmait l'appréciation léniniste du libéralisme. Contrairement aux espérances des menchéviks, les cadets, non seulement n'étaient pas prêts à prendre leur place à la tête de la révolution « bourgeoise », mais au contraire découvraient de plus en plus leur mission historique dans leur lutte contre elle.

Après l'écrasement du soulèvement de décembre, les libéraux, qui occupaient l'avant-scène politique à l'éphémère Douma, cherchèrent, de toute leur force, à se justifier aux yeux de la monarchie et à se disculper du manque de fermeté de leur conduite contre-révolutionnaire pendant l'automne 1905, alors que le danger menaçait les soutiens les plus sacrés de la « culture ».

Le Chef des libéraux, Milioukov, qui menait les négociations secrètes avec le Palais d'Hiver, prouva très correctement dans la presse qu'à la fin de 1905, les cadets ne pouvaient même pas se montrer devant les masses. *« Ceux qui maintenant blâment le parti (des cadets), écrivait-il, parce qu'il n'a pas protesté, dans le temps, en organisant des meetings contre les illusions révolutionnaires du trotskysme... ne comprennent simplement pas ou ne se souviennent plus de l'atmosphère qui régnait dans le temps, dans les réunions démocratiques publiques durant les meetings ».*

Par les « illusions du Trotskysme », le chef libéral entendait la politique indépendante du prolétariat qui attira vers les soviets les sympathies des plus basses couches des villes, des soldats, des paysans, et de tous les opprimés, et qui, pour cette raison, provoquaient la répulsion de la « société cultivée ».

L'évolution des menchéviks se déroula sur des lignes parallèles. Ils avaient de plus en plus fréquemment à se justifier devant les libéraux, d'avoir formé un bloc avec Trotsky en 1905. Les explications de Martov, la publicité talentueuse des menchéviks se résumait en ceci qu'il était nécessaire de faire des concessions aux « illusions révolutionnaires » des masses.

A Tiflis, les groupements politiques se formèrent sur la même base de principes qu'à Pétersbourg. *« Briser la réaction », écrivait le chef des menchéviks du Caucase Jordania, « pour obtenir et consolider la Constitution cela dépendra de l'unification consciente et des efforts vers un seul but des forces du prolétariat et de la bourgeoisie... Il est vrai que la paysannerie sera entraînée dans le mouvement, auquel elle donnera un caractère élémentaire, mais le rôle décisif sera néanmoins joué par ces deux classes, tandis que le mouvement agraire apportera du grain à leur moulin ».*

Lénine se moquait des craintes éprouvées par Jordania, qu'une politique irréciliable envers la bourgeoisie ne condamnât les ouvriers à l'impuissance *« Jordania discute la question d'un isolement possible du prolétariat au cours d'un renversement démocratique et oublie... la paysannerie. »*



De tous les alliés possibles du prolétariat il ne connaît et ne flirte qu'avec les propriétaires terriens libéraux. Et il ne connaît pas les paysans ! Et cela au Caucase ! Les réfutations de Lénine, bien que correctes en principe, simplifient le problème sur un point. Jordania n'avait pas « oublié » la paysannerie, et comme l'insinuation de Lénine lui-même le laisse deviner, il ne pouvait l'oublier au Caucase où la paysannerie était, en ce temps-là, en train de se soulever avec l'impétuosité d'un ouragan sous la bannière des menchéviks. Jordania, cependant, considérait la paysannerie non pas tellement comme un allié politique que comme un bétail historique qui pouvait et devait être utilisé par la bourgeoisie alliée au prolétariat. Il ne croyait pas que la paysannerie fut capable de devenir une force dirigeante ou même indépendante de la révolution et en cela il n'avait pas tort ; mais il ne croyait pas non plus que le prolétariat fût capable de devenir une force dirigeante ou même indépendante de la révolution et en cela il n'avait pas tort ; mais il ne croyait pas non plus que le prolétariat fût capable de conduire le soulèvement agraire à la victoire et c'était là son erreur fatale. La théorie menchévique de l'alliance du prolétariat et de la bourgeoisie signifiait en réalité l'asservissement des ouvriers et des paysans aux libéraux. L'utopisme réactionnaire de ce programme était déterminé par le fait que le démembrement avancé des classes paralysait d'avance la bourgeoisie en tant que facteur révolutionnaire. En cette question fondamentale, c'était les bolcheviks qui avaient raison sur toute la ligne : après une alliance avec la bourgeoisie libérale, les sociaux-démocrates seraient inévitablement amenés à s'opposer au mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans. En 1905, les menchéviks n'avaient pas encore suffisamment de courage pour tirer toutes les conclusions nécessaires de leur théorie de la révolution « bourgeoise ». En 1917, ils poussèrent leurs idées jusqu'à leur conclusion logique et se cassèrent le nez.

Sur la question de la position envers les libéraux, Staline, pendant les années de la première révolution, était aux côtés de Lénine. On doit dire que, pendant cette période, même la majorité des menchéviks de base était plus proche de Lénine que de Plekhanov sur des questions relatives à la bourgeoisie oppositionnelle. Une attitude méprisante envers les libéraux faisait partie de la tradition littéraire du radicalisme intellectuel. Mais on s'efforcera en vain de trouver une contribution indépendante de Koba sur cette question, une analyse des relations sociales du Caucase, de nouveaux arguments ou même une nouvelle façon de formuler les anciens. Jordania, le leader des menchéviks du Caucase, était de beaucoup plus indépendant par rapport à Plekhanov que Staline par rapport à Lénine. *« C'est en vain que Messieurs les libéraux cherchent »,* écrivait Koba après le 9 janvier *« à sauver le trône chancelant du Tsar. C'est en vain qu'ils tendent au Tsar une main secourable !... Les masses populaires qui se sont soulevées se préparent pour la révolution et non pour la réconciliation avec le Tsar... Oui, Messieurs, vos efforts sont vains. La Révolution Russe est inévitable et elle est aussi inévitable que le lever du soleil. Pouvez-vous empêcher le soleil de se lever ? C'est là la question ! »* Et ainsi de suite. Koba était incapable d'atteindre un niveau plus élevé. Deux ans et demi plus tard, imitant Lénine, presque littéralement, il écrivait : *« La bourgeoisie libérale russe est contre-révolutionnaire ; elle ne saurait être la force motrice, et encore bien moins le leader de la Révolution. Elle est l'ennemie jurée de la Révolution et une lutte opiniâtre doit être engagée contre elle »*. Cependant, c'est précisément sur cette question fondamentale que Staline allait subir une métamorphose complète au cours des dix années suivantes et faire face à la révolution de février 1917 comme partisan d'un bloc avec la bourgeoisie libérale, et par conséquent comme champion de l'union des menchéviks et des bolcheviks en un seul parti. Seule l'arrivée de Lénine de l'étranger mit brusquement fin à la politique indépendante de Staline qu'il qualifiait de dérision du marxisme.



## *La paysannerie et le socialisme*

Les narodniki considéraient les ouvriers et les paysans simplement comme des «travailleurs» et des «exploités» également intéressés au socialisme. Les marxistes considéraient le paysan comme un petit bourgeois capable de devenir un socialiste seulement dans la mesure où il cesse matériellement ou spirituellement d'être un paysan. Avec le sentimentalisme qui leur était propre, les narodniki voyaient dans cette caractérisation sociologique une flétrissure morale de la paysannerie.

C'est sur cette ligne que s'engagea pendant deux générations la lutte principale des tendances révolutionnaires de la Russie. Pour comprendre les divergences futures entre le stalinisme et le trotskysme, il est nécessaire encore une fois de souligner que, conformément à toute la tradition marxiste, Lénine n'a jamais un seul instant considéré la paysannerie comme un allié socialiste du prolétariat. Au contraire, l'impossibilité de la révolution socialiste en Russie était déduite par lui précisément de la prépondérance colossale de la paysannerie. Cette conception se retrouve dans tous ses articles qui, directement ou indirectement, ont trait à la question agraire. «*Nous soutenons le mouvement de la paysannerie*», écrivait Lénine en septembre 1905, «*dans la mesure où c'est un mouvement démocratique révolutionnaire. Nous sommes prêts (maintenant, immédiatement) à entrer en lutte avec lui dans la mesure où il se montrera réactionnaire, anti-prolétarien. La substance tout entière du marxisme est dans cette double tâche...*» Lénine voyait l'allié socialiste dans le prolétariat d'Occident, et en partie dans les éléments semi-prolétaires du village russe mais jamais dans la paysannerie comme telle. «*Nous soutenons du début jusqu'à la fin par tous les moyens, jusqu'à la confiscation*», répétait-il avec l'insistance qui lui était particulière «*le paysan en général contre le propriétaire terrien, et plus tard (et pas même plus tard mais en même temps) nous soutenons le prolétariat contre le paysan en général.*»

«*La paysannerie vaincra au cours de la révolution démocratique bourgeoise*», écrivait-il en mars 1906, «*épuisant ainsi complètement son élan révolutionnaire en tant que paysannerie. Le prolétariat vaincra au cours de la révolution démocratique bourgeoise et par là ne fera que démontrer son véritable élan socialiste révolutionnaire*». «*Le mouvement de la paysannerie*» répétait-il en mai de la même année, «*c'est le mouvement d'une classe différente, c'est une lutte non contre les bases du capitalisme, mais pour balayer tous les débris du système féodal*».

Ce point de vue peut être retrouvé chez Lénine d'un article à l'autre, année par année, volume par volume. Le langage et les exemples varient, la pensée fondamentale reste la même. Il ne pouvait en être autrement. Si Lénine avait vu en la paysannerie un allié *socialiste*, il n'aurait pas eu la moindre raison d'insister sur le caractère *bourgeois* de la révolution et de circonscrire «*la dictature du prolétariat et de la paysannerie*» dans les limites étroites de tâches purement démocratiques. Dans les cas où Lénine accusait l'auteur de ces lignes de «sous-estimer» la paysannerie, il avait en vue non pas du tout mon refus de reconnaître les tendances socialiste de la paysannerie, mais, au contraire, ma reconnaissance inadéquate — selon le point de vue de Lénine — de l'indépendance démocratique bourgeoise de la paysannerie, de sa capacité de créer *son propre* pouvoir et par là d'empêcher l'instauration de la dictature socialiste du prolétariat.

La réévaluation de cette question ne fut remise sur le tapis qu'au cours des années de la réaction thermidorienne, dont le début coïncida approximativement avec la maladie et la mort de Lénine. Désormais l'alliance des ouvriers et des paysans russes était proclamée être en elle-même une garantie suffisante contre les dangers de la

restauration et un gage immuable de la réalisation du socialisme dans les limites de l'Union Soviétique. En remplaçant la théorie de la révolution internationale par la théorie du socialisme dans un seul pays, Staline commença à ne plus désigner l'évaluation marxiste du rôle de la paysannerie que du terme de « Trotskysme » et cela non seulement par rapport au présent, mais par rapport au passé tout entier.

Naturellement, il est possible de soulever la question de savoir si oui ou non, le point de vue marxiste classique sur le rôle de la paysannerie s'est avéré erroné. Ce sujet nous mènerait beaucoup trop loin au-delà des limites de la présente étude. Qu'il nous suffise de constater ici que jamais le marxisme n'a donné à son estimation de la paysannerie en tant que classe non socialiste un caractère absolu et statique. Marx lui-même disait que le paysan a non seulement des superstitions, mais aussi la capacité de raisonner. Le régime de la dictature du prolétariat ouvrit de très larges possibilités d'influencer la paysannerie et de la rééduquer. Les limites de ces possibilités n'ont pas encore été épuisées par l'histoire.

Cependant, il est clair déjà que le rôle croissant de la coercition étatique en U.R.S.S. n'a pas réfuté mais confirmé d'une façon fondamentale la position envers la paysannerie qui distinguait les marxistes russes des narodniki. Cependant, quelle que puisse être aujourd'hui la situation dans ce domaine après vingt années du nouveau régime, il reste indubitable que jusqu'à la Révolution d'Octobre, ou, plus correctement, jusqu'en 1924, personne dans le camp marxiste — Lénine moins que les autres — ne voyait en la paysannerie un facteur socialiste de développement. Sans l'aide de la Révolution en Occident, répétait Lénine, la restauration est inévitable. Il ne se trompait pas : la bureaucratie stalinienne n'est pas autre chose que la première phase de la restauration bourgeoise.

### *La conception trotskyste*

Nous avons analysé ci-dessus les points de départ des deux actions fondamentales de la social-démocratie russe. Mais dès l'aurore de la première révolution, une troisième position avait été formulée. Nous sommes obligés de l'exposer ici avec toute l'ampleur nécessaire, non seulement parce qu'elle trouva sa confirmation au cours des événements de 1917, mais surtout parce que sept ans après la Révolution d'Octobre cette conception, après avoir été retournée sens dessus-dessous, commença à jouer un rôle totalement imprévu dans l'évolution politique de Staline et de la bureaucratie russe dans son ensemble.

Au commencement de 1905, une brochure de Trotsky parut à Genève. Cette brochure contenait une analyse de la situation politique telle qu'elle se présentait pendant l'hiver 1904. L'auteur arrivait à la conclusion que la campagne indépendante de pétitions et de banquets des libéraux avait épuisé toutes ses possibilités ; que l'intelligentsia radicale, qui avait mis en eux tous ses espoirs était avec eux parvenue à une impasse ; que le mouvement paysan était en train de créer des conditions propices de victoire, mais qu'il était incapable de l'assurer ; qu'on ne pouvait arriver à une solution décisive que par le soulèvement armé du prolétariat et que la phase suivante dans cette voie serait la grève générale.

La brochure était intitulée *Avant le 9 janvier* parce qu'elle avait été écrite avant le dimanche sanglant de Pétersbourg. La puissante vague de grèves qui déferla après cette date, avec les conflits armés initiaux qui l'accompagnèrent, était une confirmation indéniable du pronostic stratégique de la brochure.

La préface de mon ouvrage avait été écrite par Parvus un émigré russe qui avait réussi à devenir, en ce temps-là, un éminent écrivain allemand. Parvus était une personnalité douée d'un don créateur exceptionnel, capable d'être influencée par les idées des autres comme aussi d'enrichir les autres de ses idées. Il manquait d'équilibre interne et d'un amour du travail suffisant pour offrir au mouvement ouvrier une contribution digne de ses talents comme penseur et comme écrivain. Il exerça une influence indubitable sur mon développement personnel, et particulièrement en ce qui concerne la compréhension social-révolutionnaire de notre époque. Quelques années avant notre première rencontre, Parvus avait passionnément défendu l'idée d'une grève générale en Allemagne. Mais le pays traversant une crise industrielle prolongée, la social-démocratie s'était adaptée au régime des Hohenzollern ; la propagande révolutionnaire d'un étranger ne rencontrait qu'indifférence ironique. Quand il prit connaissance deux jours après les événements sanglants de Pétersbourg, de ma brochure alors manuscrite, Parvus fut conquis par l'idée du rôle exceptionnel que le prolétariat de la Russie arriérée était destiné à jouer.

Ces quelques jours que nous passâmes ensemble à Munich furent remplis par des conversations qui servirent à tous les deux à clarifier bien des choses et qui personnellement nous rapprochèrent l'un de l'autre. La préface à ma brochure que Parvus écrivit à cette époque est entrée dans l'histoire de la Révolution Russe. En quelques pages, il mit en lumière ces particularités sociales de la Russie arriérée qui, il est vrai, étaient déjà connues auparavant, mais dont personne n'avait tiré les conclusions nécessaires.

« Le radicalisme politique de l'Europe Occidentale », écrivait Parvus, « était c'est un fait bien connu basé à l'origine sur la petite bourgeoisie, c'est-à-dire sur les artisans, et, en général, sur cette partie de la bourgeoisie qui avait été atteinte par le développement industriel mais qui en même temps était évincée par la classe capitaliste.

« En Russie, durant la période pré-capitaliste, les villes se développèrent bien plus d'après les modèles chinois que d'après les modèles européens. Elles étaient des centres de fonctionnaires d'un caractère purement administratif, sans la moindre signification politique, et en ce qui concerne les relations économiques elles servaient de centres de transactions, de bazars, pour le milieu environnant de propriétaires terriens et de paysans. Leur développement était encore fort insignifiant quand il fut arrêté par le processus capitaliste qui commença à créer des grandes villes à sa propre image, c'est-à-dire des villes industrielles et des centres du trafic mondial...

La même raison exactement qui a enrayé le développement de la démocratie petite bourgeoise servit à accroître la conscience de classe du prolétariat en Russie, à savoir le faible développement de la forme artisanale de la production : le prolétariat fut immédiatement concentré dans les usines...

Les masses paysannes seront entraînées dans le mouvement dans des proportions toujours croissantes. Mais elles sont uniquement capables d'augmenter l'anarchie politique du pays et de cette façon d'affaiblir le gouvernement ; elles ne sauraient constituer une armée révolutionnaire solidement soudée. Par conséquent, avec le développement de la révolution, une part toujours plus grande du travail politique incombera au prolétariat. Et en même temps, sa conscience politique ira en s'amplifiant, son énergie politique s'accroîtra.

La social-démocratie sera mise en face du dilemme : ou bien assumer la responsabilité du Gouvernement Provisoire ou bien se tenir à l'écart du mouvement ouvrier. Les travailleurs considéreront ce gouvernement comme leur gouvernement, indépendamment de la façon dont la social-démocratie se conduira... Le renversement révo-

lutionnaire ne peut être, en Russie, que l'œuvre du prolétariat. Le Gouvernement Provisoire Révolutionnaire en Russie sera le gouvernement d'une démocratie ouvrière. Si la social-démocratie prend la tête du mouvement révolutionnaire du prolétariat russe, alors ce gouvernement sera social-démocrate...

Le Gouvernement Provisoire social-démocrate ne sera pas capable d'accomplir un renversement socialiste en Russie, mais le processus même de la liquidation de l'autocratie et l'instauration d'une république démocratique lui fournira un terrain favorable de travail politique ».

Dans le feu des événements révolutionnaires de l'automne 1905, je rencontrai encore Parvus, cette fois à Petersbourg. Tout en gardant une indépendance organisationnelle vis-à-vis des deux fractions, nous publiâmes ensemble un journal ouvrier de masse, le *Russkoye Slovo*, et, en coalition avec les menchéviks, un grand journal politique, le *Natchalo*. La théorie de la Révolution Permanente a été habituellement associée aux noms de « Parvus et Trotsky ». Ceci n'est que partiellement correct. La période de l'apogée révolutionnaire de Parvus appartient à la fin du siècle dernier, quand il se trouvait à la tête de la lutte contre le « révisionnisme », c'est-à-dire contre la déviation opportuniste de la théorie de Marx.

L'échec des tentatives en vue de pousser la social-démocratie allemande dans la voie d'une politique plus résolue mina son optimisme. Devant la perspective de la révolution socialiste en Occident, Parvus commença à réagir en faisant de plus en plus des réserves. Il considérait à cette époque, que « *le Gouvernement Provisoire social-démocrate ne sera pas capable d'accomplir un renversement socialiste en Russie* ». Ses pronostics indiquaient par conséquent non pas la transformation de la révolution démocratique en une révolution socialiste, mais seulement l'instauration en Russie d'un régime de démocratie ouvrière du type australien, où sur la base d'un système d'économie agricole s'était établi pour la première fois un gouvernement ouvrier qui ne dépassait pas les cadres d'un régime bourgeois.

Je ne partageais pas ses opinions quant à cette conclusion. La démocratie australienne, qui s'était développée organiquement sur le sol vierge d'un nouveau continent, prit tout de suite un caractère conservateur et se subordonna un prolétariat jeune mais tout à fait privilégié. La démocratie russe, au contraire, ne pouvait s'épanouir qu'à la suite d'un grandiose bouleversement révolutionnaire, dont la dynamique ne permettrait en aucun cas au gouvernement ouvrier de rester dans les cadres de la démocratie bourgeoise. Nos divergences, qui commencèrent peu après la révolution de 1905, aboutirent à une rupture complète entre nous au début de la guerre, lorsque Parvus, chez qui le sceptique avait complètement tué le révolutionnaire, se plaça aux côtés de l'impérialisme allemand et devint plus tard le conseiller et l'inspirateur du premier président de la République allemande, Ebert.

### *La théorie de la révolution permanente*

Ayant débuté avec la brochure « Avant le 9 janvier », je suis plus d'une fois revenu sur ce sujet, développant et justifiant la théorie de la Révolution Permanente. Etant donné l'importance que cette théorie a acquise plus tard pour l'évolution idéologique du héros de cette biographie, il est nécessaire de l'exposer ici sous forme de citations exactes de mes œuvres de 1905-1906.

« Le centre de la population d'une ville moderne, du moins, dans les villes ayant une importance économique et politique, est constitué par la classe essentiellement différenciée des travailleurs salariés. C'est précisément cette classe essentiellement



inconnue pendant la Grande Révolution Française qui est destinée à jouer le rôle décisif dans notre révolution... Dans un pays économiquement plus arriéré, le prolétariat peut prendre le pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé. Vouloir établir une espèce de dépendance automatique de la dictature prolétarienne à l'égard des forces techniques et des ressources d'un pays, c'est un préjugé qui dérive d'un matérialisme « économique » simplifié à l'extrême. Un tel point de vue n'a rien de commun avec le marxisme. Bien que les forces de production industrielles fussent dix fois plus développées aux Etats-Unis que chez nous, le rôle politique du prolétariat russe, son influence à venir sur la politique mondiale sont incomparablement plus grandes que le rôle et l'importance du prolétariat américain.

La Révolution russe, va, selon nous, créer les conditions dans lesquelles le pouvoir pourra (et avec la victoire de la Révolution devra) passer aux mains du prolétariat avant que les politiciens du libéralisme bourgeois aient l'occasion de développer pleinement leur génie d'hommes d'Etat... La bourgeoisie russe est en train de céder au prolétariat toutes les positions révolutionnaires. Elle aura de même à céder la direction révolutionnaire de la paysannerie. Le prolétariat en possession du pouvoir apparaîtra à la paysannerie comme une classe émancipatrice... Le prolétariat, en se basant sur la paysannerie, s'efforcera par tous les moyens dont il dispose d'élever le niveau culturel du village et de développer la conscience politique de la paysannerie... Mais peut-être la paysannerie elle-même submergera-t-elle le prolétariat et occupera-t-elle sa place ? Cela est impossible. L'expérience historique tout entière proteste contre une telle supposition. Elle montre que la paysannerie est complètement incapable de jouer un rôle politique indépendant... D'après ce qui vient d'être dit, notre façon d'envisager l'idée de la « dictature du prolétariat et de la paysannerie » est claire. L'essence de la question n'est pas de savoir si nous la considérons comme admissible en principe, si nous trouvons cette forme de coopération désirable ou indésirable. Nous la considérons comme irréalisable du moins dans un sens direct et immédiat. ».

Ce passage démontre déjà combien erronée est l'assertion, répétée plus tard à satiété, d'après laquelle la conception présentée ici « saute par-dessus la révolution bourgeoise ». « La lutte pour la rénovation démocratique de la Russie, écrivais-je à cette époque, a atteint son plein développement et est conduite par des forces qui se déroulent sur la base du capitalisme. Elle est *dirigée directement et avant tout* contre les obstacles féodaux qui obstruent la voie de développement de la société capitaliste.

Cependant la question était : quelles forces et quelles méthodes sont justement capables d'éliminer ces obstacles ? Nous pouvons répondre à toutes les questions de la révolution en affirmant que notre révolution est *bourgeoise* dans ses fins objectives, et par conséquent dans ses résultats inévitables, et nous pouvons ainsi fermer les yeux devant le fait que l'agent principal de cette révolution bourgeoise est le prolétariat, et que le prolétariat sera porté au pouvoir par le processus tout entier de la révolution... Vous pouvez vous bercer de l'illusion que les conditions en Russie ne sont pas encore mûres pour une économie socialiste — et par conséquent vous pouvez négliger de prendre en considération le fait que le prolétariat, quand il aura conquis le pouvoir, va être inévitablement contraint par la logique même de sa situation d'introduire une économie étatisée...

En entrant dans le gouvernement, non pas en tant qu'otages, impuissants, mais comme force dirigeante, les représentants du prolétariat vont par cet acte même faire disparaître la distinction entre le programme minimum et le programme maximum, c'est-à-dire *mettre le collectivisme à l'ordre du jour*. C'est du rapport des forces que



dépendra le point où le prolétariat sera arrêté dans cette direction et non pas du tout des intentions initiales du parti du prolétariat...

« Mais il n'est pas trop tôt pour poser la question : cette dictature du prolétariat doit-elle inévitablement se briser contre le cadre de la révolution bourgeoise ? Ou bien ne pourrait-elle pas, sur des bases mondiales historiques données, voir s'ouvrir devant elle la perspective de la victoire qui sera remportée en brisant ce cadre étroit ? Une chose peut être déclarée avec certitude : sans l'aide directe du prolétariat européen, la classe ouvrière russe ne saurait garder le pouvoir, ni convertir son pouvoir temporaire en une dictature socialiste de longue haleine... »

De ceci, cependant ne découle pas du tout un pronostic pessimiste :

« L'émancipation politique de la classe ouvrière russe l'élève au rang de guide tout-puissant et en fait l'initiatrice de la liquidation mondiale du capitalisme, pour laquelle l'histoire a créé toutes les conditions objectives nécessaires... »

En ce qui concerne la mesure dans laquelle la social-démocratie internationale se montrera capable de remplir sa tâche révolutionnaire, j'écrivais en 1906 :

« Les partis socialistes européens et avant tout le plus puissant d'entre eux, le parti allemand sont tous atteints de conservatisme. A mesure que des masses toujours plus grandes se rallient au socialisme et que l'organisation et la discipline de ces masses s'accroît, ce conservatisme s'accroît également.

C'est pour cette raison que la social-démocratie, en tant qu'organisation incarnant l'expérience politique, peut devenir, à un certain moment, un obstacle direct de la voie du conflit ouvert entre les ouvriers et la réaction bourgeoise... »

Dans la conclusion de mon analyse cependant j'exprimais l'assurance que « *La Révolution à l'Est de l'Europe va doter le prolétariat d'Occident d'idéalisme révolutionnaire et engendrer en lui le désir de parler « russe » à son ennemi... »*.

Résumons-nous. Le narodnikisme, suivant la trace des slavophiles, naquit d'illusions concernant les voies absolument originales du développement de la Russie, en marge du capitalisme et de la république bourgeoise. Le marxisme de Plekhanov consacra ses efforts à prouver l'identité de principe des voies historiques de la Russie et de l'Occident. Le programme qui en dérivait ignorait les particularités parfaitement réelles et nullement mystiques de la structure sociale de la Russie et de son développement révolutionnaire. L'attitude des menchéviks vis-à-vis de la révolution, dépouillée des incrustations épisodiques, et des déviations individuelles peut être résumée ainsi : la victoire de la révolution bourgeoise russe est uniquement concevable sous la direction de la bourgeoisie libérale et doit remettre le pouvoir entre les mains de celle-ci. Le régime démocratique va alors permettre au prolétariat russe de rattraper ses frères plus âgés d'Occident sur la voie de la lutte pour le socialisme avec des chances de succès incomparablement plus grandes qu'auparavant.

La perspective de Lénine peut être brièvement exposée comme suit : la bourgeoisie retardataire de la Russie est incapable de parachever sa propre révolution. La victoire complète de la révolution au moyen de la « *dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie* » purgera le pays des restes médiévaux, imprimera au développement du capitalisme russe le rythme du capitalisme américain, renforcera le prolétariat des villes et des campagnes, et ouvrira de larges possibilités à la lutte pour le socialisme. D'autre part, la victoire de la Révolution russe donnera une impulsion puissante à la révolution socialiste de l'Occident, et cette dernière ne protégera

pas seulement la Russie des dangers d'une restauration, mais permettra également au prolétariat russe de parvenir à la conquête du pouvoir dans un délai historique relativement court.

La perspective de la révolution permanente peut être résumée de la façon suivante : la victoire complète de la révolution démocratique en Russie est inconcevable autrement que sous forme d'une dictature du prolétariat appuyée sur la paysannerie. La dictature du prolétariat qui mettra inévitablement à l'ordre du jour, non seulement des tâches démocratiques mais aussi des tâches socialistes, va en même temps donner une puissante impulsion à la révolution socialiste internationale. Seule la victoire du prolétariat en Occident garantira la Russie d'une restauration bourgeoise et lui assurera la possibilité de mener à bonne fin l'édification socialiste.

Ces formules concises révèlent avec une clarté égale l'homogénéité des deux dernières conceptions dans leur contradiction irréconciliable avec la perspective libérale — menchévik — et la différence tout à fait essentielle entre elles sur la question du caractère social et des tâches de la « dictature » qui naîtra de la révolution. L'objection maintes fois répétée par les théoriciens actuels de Moscou, à savoir que le programme de la dictature du prolétariat était « prématuré » en 1905, est entièrement dénuée de fondement... Dans un sens empirique, le programme de la dictature démocratique du prolétariat et la paysannerie s'avéra également « prématuré ». Le rapport des forces défavorable à l'époque de la première révolution rendait impossible, non pas la dictature du prolétariat comme telle, mais d'une façon générale la victoire même de la révolution. Cependant toutes les tendances révolutionnaires procédaient de l'espoir d'une victoire complète ; sans un tel espoir, la lutte révolutionnaire eût été impossible. Les différences se rapportaient aux perspectives générales de la révolution et à la stratégie qui en découlait. La perspective des menchéviks était erronée du tout au tout. Elle dirigeait le prolétariat dans une voie entièrement fautive. La perspective des bolcheviks était incomplète ; elle indiquait correctement la direction générale de la lutte, mais caractérisait incorrectement ses stades. L'insuffisance de la perspective des bolcheviks ne se révéla pas dès 1905, uniquement parce que la révolution elle-même ne connut pas un plus ample développement. Mais au début de 1917, Lénine, en lutte directe avec les plus anciens cadres du parti, fut obligé de changer la perspective.

Un pronostic politique ne saurait prétendre à la même exactitude qu'un pronostic astronomique. Il est satisfaisant s'il donne une indication correcte de la ligne générale du développement et s'il permet l'orientation vers le processus réel des événements dont la ligne fondamentale est portée inévitablement à dévier vers la gauche ou vers la droite. En ce sens, il est impossible de ne pas reconnaître que la conception de la révolution permanente a subi victorieusement l'épreuve de l'histoire. Au cours des premières années du régime soviétique, nul ne le contestait. Bien au contraire, ce fait était reconnu dans bon nombre de publications officielles. Mais lorsque dans les sommets paisibles et fossilisés de la société soviétique la réaction bureaucratique contre Octobre éclata, elle fut dès le début dirigée contre cette théorie qui, plus complètement qu'aucune autre, reflétait la première révolution prolétarienne de l'histoire et en même temps révélait clairement son caractère partiel, incomplet et limité. C'est ainsi que, par réaction, la théorie de socialisme dans un seul pays, le dogme fondamental du stalinisme a pris naissance.

# TABLE DES MATIÈRES

Biographie .....	5
Note du traducteur .....	7
Introduction .....	9
I	
La famille et l'école .....	15
II	
« Révolutionnaire professionnel » .....	33
III	
La première révolution .....	57
IV	
La période de réaction I .....	83
La période de réaction II .....	103
V	
Nouvelle montée I .....	119
Nouvelle montée II .....	135
VI	
Guerre et déportation .....	151
VII	
L'année 1917 I .....	171
L'année 1917 II .....	185
L'année 1917 III .....	207
VIII	
Commissaire du peuple I .....	219
Commissaire du peuple II .....	233
IX	
La guerre civile .....	243
X	
La guerre civile (suite) .....	267
XI	
De l'obscurité au Triumvirat .....	283
XII	
Le chemin du pouvoir .....	
Suppléments	
I	
La réaction Thermidorienne I .....	311
La réaction Thermidorienne II .....	325
II	
Kinto au pouvoir .....	335
Appendice	
Trois conceptions de la révolution russe .....	347







